RÉPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI

~ PROJET DE LOI DE FINANCES 2018 ~

DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES ET PROJET ANNUEL DE PERFORMANCE (DPPD-PAP) 2018-2020

SEPTEMBRE 2017

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS		1-7
INTRODUCTION		8-10
SECTION 120	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	11-18
SECTION 130	PRIMATURE	19-30
SECTION 131	DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS	31-33
SECTION 140	COUR CONSTITUTIONNELLE	34-38
SECTION 150	COUR SUPREME	39-45
SECTION 155	HAUTE COUR DE JUSTICE	46-48
SECTION 160	CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL	49-53
SECTION 170	HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES	54-58
SECTION 180	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	59-70
SECTION 185	MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE	71-80
SECTION 190	BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL	81-84
SECTION 192	MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	85-89
SECTION 195	COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT	90
SECTION 210	MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS	91-102
SECTION 220	MINISTERE DE LA JUSTICE	103-118
SECTION 223	OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE	119-123
SECTION 225	MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA REFORME DE L'ETAT	124-132
SECTION 226	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	133
SECTION 230	MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE	134-144
SECTION 310	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	145-176
SECTION 311	CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES	177-181
SECTION 312	AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS ET DES DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC	182-185
SECTION 320	MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE	186-195
SECTION 323	MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	196-213
SECTION 330	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE	214-226
SECTION 334	AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	227-231
SECTION 335	MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA FISCALITE LOCALE	232-240
SECTION 340	MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE	241-147
SECTION 341	MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE	248-254
SECTION 380	MINISTERE DU COMMERCE	255-265
SECTION 410	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	266-282
SECTION 412	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	283-301
SECTION 510	MINISTERE DE LA CULTURE	302-318
SECTION 520	MINISTERE DES SPORTS	319-329
SECTION 525	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE	330-341
SECTION 610	MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE	342-358
SECTION 614	HAUT CONSEIL NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA	359-363
SECTION 640	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME, DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE	364-378
SECTION 660	MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE	379-394
SECTION 700	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT	395-405
SECTION 714	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	406-429
SECTION 720	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	430-444
SECTION 726	MINISTERE DES MINES	445-458
SECTION 730	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION	459-469
SECTION 732	HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION	470-473
SECTION 740	MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES FONCIERES	474-485
SECTION 750	MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	486-498
SECTION 770	MINISTERE DES TRANSPORTS	499-512
SECTION 800	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL	513-523
SECTION 812	MINISTERE DE LA PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT ET DU SECTEUR PRIVE	524-533
SECTION 820	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	534-554
SECTION 822	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	555-571
SECTION 850	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	572-576
SECTION 860	MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME	577-587

SIGLES ET ABREVIATIONS

ABS : Appui Budgétaire Sectoriel
ACCT : Agence Centrale Comptable du Trésor
ACEFOR : Amélioration de la Compétitivité des Entreprises par la Formation
ACTE : Appui aux Collectivités Territoriales en matière d'Education
ADR : Agences de Développement Régional
AE/CP : Autorisations d'Engagement/Crédits de Paiement
AER : Agence de l'Energie Renouvelable
AGEFAU : Agence de Gestion du Fonds d'Accès Universel
AGR : Activités Génératrices de Revenus
AMADER : Agence Malienne de Développement de l'Energie Rurale
AMALAN : Académie Malienne des Langues
AMAP : Agence Malienne de Presse
AMARAP : Agence Malienne de Radio Protection
AMC : Ateliers Militaires Centraux
ANADEB : Agence Nationale de Développement des Biocarburants
ANCD : Agence Nationale de Communication du Développement
ANICT : Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales
ANPE : Agence Nationale de la Promotion des l'Emploi
APC : Approche Par Compétences
APCAM : Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture
APEJ : Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes
APEX : Agence pour la Promotion des Exportation
API : Agence de Promotion des Investissements
APRM : Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali
ASACE : Association Signataire d'Accord Cadre avec l'Etat
ASACO : Association des Santé Communautaire
AUREP : Autorité pour la Promotion de la Recherche Pétrolière
BCS : Bureau Central de la Solde
BSI : Budget Spécial d'Investissement
BT : Brevet de Technicien
BVG : Bureau du Vérificateur Général
CAA : Centres d'Apprentissage Agricole
CAAGM : Cellule d'Appui à l'Aménagement et à la Gestion des Marchés
CADD : Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration
CAF : Centres d'Alphabétisation Fonctionnelle
CAFé : Centres d'Apprentissage Féminin
CAISFF : Cellule d'Appui à l'Informatisation des Services Financiers et Fiscaux
CNAOM : Centre National d'Appareillage Orthopédique du Mali
CAP : Centres d'Animation Pédagogique
CAP : Certificat d'Aptitude Professionnel
CARFIP : Cellule d'Appui à la Reforme des Finances Publiques ;
CBMT : Cadre Budgétaire à Moyen Terme

CC : Conseils de Cercles
CDI : Commissariat au Développement Institutionnel
CDMT : Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CDN : Comité Directeur National
CDPE : Centres de Développement de la Petite Enfance
CED : Centres d'Education pour le Développement
CEDEAO : Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEI : Centres d'Education pour l'Intégration
CEMAPI : Centre Malien de promotion de la Propriété Industrielle
CENOU : Centre National des Œuvres Universitaires ;
CENTIF : Cellule Nationale de Traitement de l'Information Financière
CERCAP : Centre d'Etudes et de Renforcement des Capacités d'Analyse et de Plaidoyer
CESC : Conseil Economique Social et Culturel
CFCT : Centre de Formation des Collectivités Territoriales
CFD : Centre de Formation pour le Développement
CFP : Centre de Formation Professionnelle
CGS : Comité de Gestion Scolaire
CIGMA : Centre d'Information Gouvernementale du Mali
CIGEM : Centre d'Information et de Gestion des Migrations
CMDT : Compagnie Malienne de Développement du Textile
CNCM : Centre National de la Cinématographie du Mali
CNCS : Centre National de Cantines Scolaires
CNECE : Centre National des Examens et Concours de l'Éducation
CNLTE : Cellule Nationale de Lutte contre le Travail des Enfants
CNMU : Commission Nationale Malienne pour l'UNESCO
CNODER : Cadre National d'Orientation du Développement Economique Régional
CNOU : Centre National des Opérations d'Urgence
CNR/ENF : Centre National des Ressources de l'Education Non Formelle
COLLOC : Logiciel de gestion budgétaire et Comptable des Collectivités Territoriales
COVACC : Centre Opérationnel de Veille, d'Alerte et de Conduite de Crises
CPA : Centre de Promotion d'Appui
CPM : Comité de Prévision et de Modélisation
CPER : Contrats Plans Etat- Régions ou District
CPS/CI : Cellule de Planification et de Statistique / Coopération Internationale
CREDD : Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable
CROCEP : Comité Régional d'Orientation, de Coordination et d'Evaluation du Prodess
CSCOM : Centre de Santé Communautaire
CSCRP : Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté
CSLP : Cellule Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
CSREF : Centre de Santé de Référence
CT : Collectivités Territoriales
CVJR : Commission Vérité, Justice et Réconciliation
DAE : Directions d'Académie d'Enseignement
DCPNAT : Document Cadre de Politique Nationale de l'Administration du Territoire

DCSSA : Direction Centrale des Services de Santé des Armées
DEF : Diplôme d'Etudes Fondamentales
DFM : Direction des Finances et du Matériel
DGABE : Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat
DGAT : Direction Générale de l'Administration du Territoire
DGB : Direction Générale du Budget
DGD : Direction Générale des Douanes
DGDP : Direction Générale de la Dette Publique
DGESRS : Direction Générale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
DGI : Direction Générale des Impôts
DGME : Délégation Générale des Maliens de l'Extérieur
DGMP-DSP : Direction Générale des Marchés Publics et de Délégation des Services Publics
DIAPO : Directive Interarmées de Préparation Opérationnelle
DIPPO : Directive Interarmées Annuelle de Préparation Opérationnelle
DNA : Direction Nationale de l'Agriculture
DNAPES : Direction Nationale de l'Administration Pénitentiaire et de l'Education Surveillée
DNCC : Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence
DNCF : Direction Nationale du Contrôle Financier
DNEC : Direction Nationale de l'Etat Civile
DNEF : Direction Nationale de l'enseignement Fondamental
DNEN : Direction Nationale de l'Enseignement Normal
DNENF-LN : Direction Nationale de l'Education Non Formelle et des Langues Nationales
DNEPS : Direction Nationale de l'Education Préscolaire et Spéciale
DNESG : Direction Nationale de l'Enseignement Secondaire Général
DNFP : Direction Nationale de la Formation Professionnelle
DNFPCT : Direction Nationale de la Fonction Publique des Collectivités Territoriales
DNFPP : Direction Nationale de la Fonction Publique et du Personnel
DNGM : Direction Nationale de la Géologie et des Mines
DNP : Direction Nationale de la Pédagogie
DNPD : Direction Nationale de la Planification du Développement
DNS : Direction Nationale de la Santé
DNSEP : Direction Nationale du Sport et de l'Education Physique
DNT : Direction Nationale du Travail
DNTCP : Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DPBEP : Document de Programmation Budgétaire et Économique Pluriannuelle
DPPD : Documents de Programmation Pluriannuelle des Dépenses
DREFP : Direction Régionale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
DRH : Direction des Ressources Humaines
DRPSIAP : Direction Régionale du Plan, de la Statistique, de l'Informatique, de l'Aménagement et de la Population
DRT : Direction Régionale du Travail
DSAF : Direction des Services Administratifs et Financiers
EBES : Enfants à Besoins Educatifs Spéciaux
EFEP : Ecole de Formation des Educateurs Préscolaires

EID : Espace d'Interpellation Démocratique
EMAA : Etat-major de l'Armée de l'Air
EMIA : Ecole Militaire Inter Arme
EMOP : Enquête Modulaire et Permanente
EMP : Ecole de Maintien de Paix
ENETP : Ecole Nationale de l'Enseignement Technique et Professionnel
ENSup : Ecole Normale Supérieure
EPS : Education Physique et Sportive
ESJSC : Ecole Supérieure de Journalisme et des sciences de la Communication
ESO : Ecole des Sous-Officiers
FAFPA : Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage
FARE : Fonds Auto Renouvelable pour l'Emploi
FCRIT : Fonds Compétitifs pour la Recherche et l'Innovation Technologique
FDE : Fonds de Développement Economique
FIER : Formation professionnelle, Insertion et appui à l'Entreprenariat des jeunes Ruraux
FMI : Fonds Monétaire International
GAR : Gestion Axée sur les Résultats
GRH : Gestion des Ressources Humaines
GRI-GAR Mali : Groupe de Réflexion sur l'Institutionnalisation de la GAR au Mali
HCC : Haut Conseil des Collectivités
HCME : Haut Conseil des Maliens de l'Extérieur
HIMO : Haute Intensité de Mains d'œuvre
IES : Institutions d'Education Spéciale
IER : Institut d'Economie Rurale
IFM : Instituts de Formation de Maîtres
IFP : Institut de Formation Professionnelle
IGEN : Inspection Générale de l'Education Nationale
INFTS : Institut National de Formation des Travailleurs Sociaux
INIFORP : Institut National d'Ingénierie et de Formation Professionnelle
INSTAT : Institut National de Statistique
IPRES : Inspections Pédagogiques Régionales de l'Enseignement Secondaire
ITIE : Initiative pour la Transparence des Industries Extractives
LAR : Laboratoire d'Analyse et de Recherche
LC : Langue et Communication
LCV : Laboratoire Central Vétérinaire0
LBC/ FT : Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme
LOPM : Loi d'Orientation et de Programmation Militaire
LSBOS : Lycée Sportif Ben Oumar SY
LT : Lycée Technique
MAEP : Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs
MDC : Missions Diplomatiques et Consulaires
MEF : Ministère de l'Economie et des Finances
MEN : Ministère de l'Education Nationale
MESRS : Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

MME : Modèle Macroéconomique (Logiciel)
MTFPRE : Ministère du Travail, de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat
NINA : Numéro d'Identification Nationale
OCLEI : Office Central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite
OCS : Office Central des Stupéfiants
ODD : Objectifs du Développement Durable
OFII : Office Français de l'Immigration et de l'Intégration
OIF : Organisation Internationale de la Francophonie
OIT : Organisation Internationale du Travail
ONEF : Observatoire National de l'Emploi et de la Formation
OPV : Office de Protection des Végétaux
ORSEC : Ordre et Sécurité
PACD : Projet d'Appui aux Commerçants Détaillants
PACEN : Projet d'Appui à la Consolidation de l'Education au Nord
PADDE : Programme d'Appui à la Décentralisation et Déconcentration de l'Education
PADES : Programme d'Appui au Développement de l'Enseignement Supérieur
PAFIP : Programme d'Appui à la formation et à l'Insertion Professionnelle
PAG : Programme d'Action du Gouvernement ;
PAGAM/GFP : Plan d'Action Gouvernemental pour l'Amélioration et la Modernisation de la Gestion des Finances Publiques ;
PAGE : Projet d'Appui à la Gouvernance Economique
PANETEM : Plan d'Action National pour l'Élimination du Travail des Enfants au Mali
PAP : Projets Annuels de Performance
PAQAMA : Projet d'Amélioration de la Qualité et de l'Accès à l'Education au Mali
PCDA : Programme Compétitivité et Diversification Agricoles
PCDJ : Politique Cadre de Développement de la Jeunesse
PDI : Programme de Développement Institutionnel
PDIRAAM : Programme de Développement Intégré des Ressources Animales et Aquacoles du Mali
PEJ : Programme Emplois Jeunes
PGA : Prime Globale d'Alimentation
PGT : Paierie Générale du Trésor
PIB : Produit Intérieur Brut
PIEV : Projet d'Insertion des Enfants Vulnérables
PISE : Programme d'Investissement pour le Secteur de l'Education
PIT : Programme d'Initiatives Transfrontalières
PMAJ : Projet de formation en Mécanique Auto et d'insertion socioprofessionnelle des Jeunes
PME/PMI : Petite et Moyenne Entreprise/ Petite et Moyenne Industrie
PMK : Prytanée Militaire de Kati
PNCC : Politique Nationale de la Citoyenneté et du Civisme
PNDS : Politique Nationale de Développement du Sport
PNE : Politique Nationale de l'Emploi
PNFP : Politique Nationale de Formation Professionnelle

PNPJ : Programme National de Promotion de la Jeunesse
PNPS : Politique Nationale de Protection Sociale
PNR : Politique Nationale en matière de Religion
PNS : Politique Nationale du Sport
PNT : Politique Nationale du Travail
PONAM : Politique Nationale de Migration
PONAV : Politique Nationale de la Ville
PPM : Plan de Passation des Marchés
PPTD : Programme Pays de Promotion du Travail Décent
PPTE : Pays Pauvre Très Endetté
PPP : Partenariat-Public-Privé
PRAPS : Projet Régional d'Appui au Pastoralisme dans le Sahel
PREM : Plan de Réforme de la gestion des finances publiques au Mali
PROCEJ : Projet de Développement des Compétences et Emploi Jeunes
PRODEC : Programme Décennal de Développement de l'Education
PRODEFPE : Programme Décennal pour le Développement de la Formation Professionnelle pour l'Emploi
PRRE : Projet de Reconstruction et de Relance Economique
PSDU : Politique Sectorielle de Développement Urbain
PST : Potentiel Scientifique et Technique
PTF : Partenaires Techniques et Financiers
PTG : Programme de Travail Gouvernemental
PTI : Programme Triennal d'Investissement
PUEPT : Projet d'Urgence Education Pour Tous
PURD : Programme d'Urgence pour la Relance du Développement dans les Régions du Nord
PURSJ : Programme d'Urgence de Renforcement du Système Judiciaire
RAP : Rapport Annuel de Performance
RAVEC : Recensement Administratif à Vocation d'Etat Civil
RGD : Recettes Générales du District
RH : Ressources Humaines
SDNI : Schéma Directeur National des Infrastructures
SHA : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide ;
SIGMAP : Système Intégré de Gestion des Marchés Publics
SIGTAS : Système Intégré de Gestion des Taxes et Assimilées
SLIS : Système Local d'Information Sanitaire
SMT : Sciences, Mathématiques et Technologie
SNACR : Schéma National d'Analyse et de Couverture de Risques
SNJ : Service National des Jeunes
SIAGRI : Salon International de l'Agriculture
SSA/P : Stratégie de Scolarisation Accélérée/Passerelle
TBS : Taux Brut de Scolarisation
TED : Tableau d'Effectifs et de Dotation
TOFE : Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TRE : Techniques de Recherche d'Emploi

UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africain
UMOCI : Unité de Mise en Œuvre du Cadre Intégré
UNDAF : Nations Unies pour l'Aide au Développement au Mali
VA : Valeur Actualisée
VN : Valeur Nominale

INTRODUCTION

L'une des innovations majeures de la réforme budgétaire en cours consiste en l'introduction de la pluri annualité dans la gestion budgétaire à travers, d'une part, l'institution de la procédure des autorisations d'engagement et des crédits de paiement et, d'autre part, l'élaboration de nouveaux documents accompagnant la loi de finances : le Document de Programmation Budgétaire et Économique Pluriannuelle (DPBEP) et le Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD).

Cette innovation revêt un intérêt particulier dans le cadre de la gestion des finances publiques : elle vise à assurer le lien entre les politiques sectorielles élaborées sur le moyen terme et la loi de finances élaborée sur une base annuelle. La pluri annualité budgétaire permet ainsi à la programmation des crédits budgétaires d'être plus en phase avec les stratégies pluriannuelles et d'améliorer leur prise en compte dans la loi de finances et leur mise en œuvre effective à travers les Projets annuels de Performance (PAP).

Le Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD) prévoit, pour une période de trois (03) ans, l'évolution des crédits et des résultats attendus des programmes en fonction des objectifs stratégiques poursuivis.

Le Projet Annuel de Performance (PAP) présente la stratégie, les objectifs et les indicateurs de performance de chaque programme. Il comprend aussi les éléments de programmation financière qui constituent la base de la justification des crédits budgétaires.

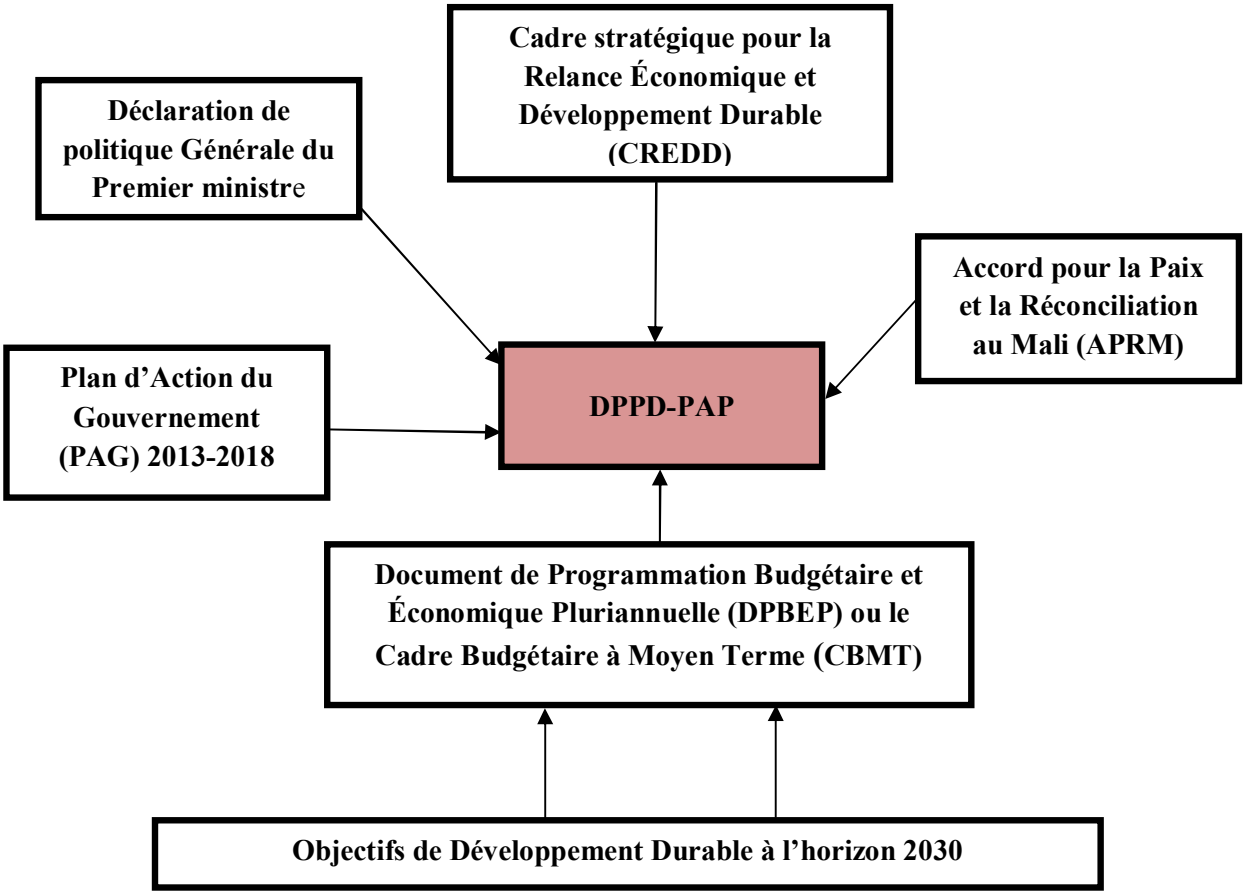
Pour garantir une bonne cohérence des documents et éviter des duplications, le DPPD et le PAP d'un ministère ou d'une institution ont été consolidés dans un document unique appelé DPPD-PAP.

Le DPPD-PAP fait partie des annexes obligatoires à la loi de finances (article 45 de la loi n°2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux lois de finances). Le DPPD-PAP annexé à la Loi de finances 2018, couvre la période 2018-2020 et tient compte des orientations du Gouvernement.

En effet, le DPPD-PAP 2018-2020 est élaboré dans un contexte marqué par la poursuite de la mise en œuvre du Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) qui sert de cadre de référence pour les politiques économiques et financières sur la période 2016–2018 en vue d'impulser la croissance inclusive et durable.

Ce cadre de référence pour les politiques économiques et financières intègre le Programme d'Action du Gouvernement (PAG 2013–2018), adopté en avril 2013, qui s'attèle aussi au financement des investissements productifs, à la mise en œuvre de l'engagement présidentiel d'allocation de 15% du budget d'Etat au secteur du Développement Rural, à la poursuite de la mise en œuvre de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM), à la mise en œuvre de la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI), à la consolidation des acquis des secteurs sociaux, au renforcement de la régionalisation à travers la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali (APRM) issu du processus d'Alger, signé à Bamako le 15 mai 2015 et parachevé le 20 juin 2015 et à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable à l'horizon 2030.

Le schéma suivant retrace le lien entre les documents stratégiques et le DPPD-PAP :



Le DPPD-PAP est présenté par ministère, par institution et par programme suivant un canevas qui fait ressortir les détails suivants :

- ✓ Par rapport à l'aspect pluri annualité budgétaire, le DPPD-PAP est structuré par ministère/ Institution comme suit :
  - missions ministère/ institution ;
  - contraintes et défis ;
  - évolution d'indicateurs socio-économiques finaux non imputables à un programme particulier ;
  - dépenses sur la période t-1 à t+3 par grande catégorie économique en ressources et en dépenses par programme ;
  - commentaires sur les liens entre l'évolution de l'allocation intra-ministérielle des ressources et la stratégie du secteur ou du ministère.
- ✓ Par rapport à l'aspect annualité budgétaire, le PAP des programmes du ministère/ Institution fait ressortir par programme :
  - la présentation stratégique du programme ;
  - la description du programme, et des projets ;
  - la présentation détaillée des objectifs et indicateurs.
- ✓ Par objectif
  - la présentation de l'objectif ;
  - la présentation des indicateurs rattachés à l'objectif avec les valeurs cibles chiffrées ;
  - les projections financières du programme, par nature économique ;

- les autorisations d'engagement ;
- les prévisions d'effectifs.

Le DPPD-PAP (2018-2020) comprend 148 programmes et 339 actions :
Les programmes se répartissent comme suit :

- Quarante (40) programmes de pilotage ;
- Quatre vingt seize (96) programmes opérationnels ;
- un (1) programme de budget annexe ;
- Onze (11) programmes de comptes spéciaux du Trésor ;

Les objectifs, les indicateurs, les activités dans le DPPD-PAP ainsi que leur coût engagent tous les acteurs de la mise en œuvre des politiques publiques au niveau du ministère ou de l'institution :

- services centraux ;
- services déconcentrés ;
- établissements publics.

Dans le DPPD-PAP 2018-2020, les montants sont exprimés en milliers de francs CFA.

Afin de tirer les leçons de l'exécution du budget, un Rapport annuel de Performance (RAP) sera également élaboré. Il permettra notamment d'exposer les résultats de l'évaluation du Projet Annuel de Performance (PAP).

SECTION : 120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Les missions de la Présidence de la République sont énumérées dans les articles 29, 38, à 52 de la Constitution du 25 février 1992 aux termes desquels le Président de la République veille au respect scrupuleux de la Constitution et au fonctionnement régulier des institutions et des pouvoirs publics.

I.2 Les contraintes et les défis

Cette rubrique comprend une analyse des principales contraintes rencontrées et des défis qu'elles posent. Cette analyse porte sur chacun des programmes et globalement sur la mise oeuvre de la stratégie de la Présidence de la République.

I.2.1 Contraintes

D'une manière générale, la mise en oeuvre des différents programmes de la Présidence de la République rencontre beaucoup de contraintes liées aux spécificités de la superstructure. Il s'agit entre autres de :

- la multitude des intervenants avec la potentialité de conflits de compétence, la fiabilité des statistiques pour de bonnes prévisions, la faible prévisibilité des phénomènes socio-politiques ;
- l'inadéquation des ressources par rapport aux besoins.

I.2.2 Défis

D'énormes défis se posent à notre superstructure.

Il s'agit essentiellement d(e) :

- fixer clairement et faire respecter les domaines de compétences ;
- améliorer rapidement le système statistique national ;
- assurer sans cesse une gestion efficiente des ressources.

I.3 La politique sectorielle

Les missions de la Présidence de la République visent notamment à :

- assurer le respect de la Constitution et de la Loi ;
- garantir l'indépendance et l'intégrité territoriale ;
- veiller au fonctionnement régulier des institutions et des pouvoirs publics ;

Elles s'inscrivent également dans le cadre de la mise en oeuvre des objectifs spécifiques des axes préalables 1 et 2 du Cadre Stratégique pour la Croissance et le Développement Durable.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

	Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016
1	Taux de croissance du PIB	%	-	5,3	6	6
2	Flux des IDE (en millions de $)	millions de $	-	144,0	275,4	125,5
3	Nombre de personnes déplacées internes	Nbre	-	-	49 883	20 000
4	Taux de chômage de la population	%	-	-	9,60	9,50

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 3 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Formulation et Coordination de l'Action Présidentielle	3 642 497	4 153 389	3 664 449	3 941 482
Administration Générale	6 999 088	7 377 638	6 855 295	7 415 717
Sécurité et Défense	698 886	698 886	696 866	749 043
Total :	**11 340 471**	**12 229 913**	**11 216 610**	**12 106 242**

<u>Tableau 2</u> : Répartition des dépenses par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	1 354 074	1 524 061	1 516 355	1 667 946
Biens et services	7 530 427	8 080 427	7 258 994	7 862 331
Transferts et subventions	715 000	915 000	735 663	758 148
Investissement	1 740 970	1 710 425	1 705 598	1 817 817
Total :	**11 340 471**	**12 229 913**	**11 216 610**	**12 106 242**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Formulation et Coordination de l'Action Présidentielle

Responsable du Programme : le Secrétaire Général de la Présidence de la République.

a) Présentation stratégique du programme

Le programme s'occupe de :

i) l'analyse stratégique et suivi de la conjoncture socio-économique, culturelle et religieuse au plan national, sous régional et international ;

ii) l'analyse de la situation politique nationale et internationale ainsi que le suivi des activités diplomatiques.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme I est bâti autour de trois objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs (i) au développement économique, social et culturel du pays (ii) au contrôle et la Supervision de l'activité gouvernementale, (iii) au Développement des initiatives d'intégration sous régionale, régionale et internationale.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et termes. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Impulser le développement économique, social et culturel du pays

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux de réalisation des activités du développement économique	%	50	100	100	100

Moyen de Vérification : Comptes rendus des rencontres (conseil supérieur de l'agriculture, conseil présidentiel de l'investissement, conseil supérieur de la magistrature, cellule affaire économique emploi formation professionnelle).

Precision Méthodologique : (Nombre de concertation tenues/nombre de concertations prévues) x100

1.2 Taux de réalisation sociale	%	50	100	100	100

Moyen de Vérification : Comptes rendus des rencontres (session du haut conseil national de lutte contre le sida, distinctions honorifiques, organisation de la société civile)

Precision Méthodologique : (Nombre de rencontres ténues / Nombre de rencontres prévues) x 100

1.3 Taux de réalisation culturelle	%	50	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports d activités

Precision Méthodologique : (Nombre de rapports d'activités produits / Nombre de rapports d'activités prévues) x 100

Objectif 2: Assurer le contrôle et la supervision de l'action gouvernementale

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Pourcentage des rapports de contrôle analysés	%	50	100	100	100

Moyen de Vérification : bulletin de synthèse des rapports

Precision Méthodologique : (nombre de rapports soumis analysés / nombre total de rapports soumis à l'analyse) x 100

Objectif 3: Développer les initiatives d'intégration sous-régionale, régionale et internationale

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Taux de participation aux rencontres	%	50	100	100	100

Moyen de Vérification : rapport de missions

Precision Méthodologique : (nombre de rencontres tenues /nombre de rencontres prévues) x 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	994 884	1 083 776	1 117 826	1 229 565
Biens et services	2 239 613	2 339 613	2 141 749	2 291 714
Transferts et subventions	180 000	280 000	185 202	191 174
Investissement	228 000	450 000	219 672	229 029
Total :	**3 642 497**	**4 153 389**	**3 664 449**	**3 941 482**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Pilotage de la stratégie présidentielle.	3 342 166	3 537 916	3 373 735	3 635 761
Coordination et surveillance de l'action présidentielle	300 331	615 473	290 714	305 721
Total :	**3 642 497**	**4 153 389**	**3 664 449**	**3 941 482**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	24	23	23	23
CATEGORIE B	14			
CATEGORIE B1		4	4	4
CATEGORIE B2		7	7	7
CATEGORIE C		1	1	1
CONTRACTUEL	88	109	111	113
Total :	**126**	**144**	**146**	**148**

Action 01 Pilotage de la stratégie présidentielle.

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	984 901	1 080 651	1 106 611	1 217 229
Biens et services	2 177 265	2 177 265	2 081 922	2 227 358
Transferts et subventions	180 000	280 000	185 202	191 174
Total	**3 342 166**	**3 537 916**	**3 373 735**	**3 635 761**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Particpation au fonctionnement, activités de développement économique	3 196 447
1.2.1	Participation au fonctionnement, activés sociales	196 720
1.3.1	Particpation au fonctionnement, activités culturelles	144 749
Total		**3 537 916**

Action 02 Coordination et surveillance de l'action présidentielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	9 983	3 125	11 215	12 336
Biens et services	62 348	162 348	59 827	64 356
Investissement	228 000	450 000	219 672	229 029
Total	**300 331**	**615 473**	**290 714**	**305 721**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.2	Projet de réhabilation des bureaux et villas à Koulouba	300 000
1.1.3	Projet de réhabilitation du Camp 3 à Koulouba	150 000
1.3.1	Particpation au fonctionnement, activités culturelles	148 506
2.1.1	Production de bulletins et rapports de synthèse	16 967
Total		**615 473**

Le Programme : Administration Générale

Responsable du programme : le Secrétaire Général Adjoint de la Presidence de la République

a) Présentation stratégique du programme

Ce programme vise à l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique de la Présidence de la République dans les domaines des ressources humaines, matérielles, financières et des infrastructures. Il renferme, la gestion des activités des Palais et résidences et celles du courrier, des archives et de la documentation.

Le programme est découpé en une seule action, "Coordination administrative et financière" pour assurer sa mise en oeuvre.

Les structures, services et projets qui composent cette action sont les suivants :

- Intendance des Palais ;
- Direction Administrative et Financière ;
- Parc Présidentiel ;
- Bureau du Courrier.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

La mise en oeuvre du programme « Administration générale »vise à atteindre spécifiquement quatre objectifs.

i) assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières ;

ii) améliorer le fonctionnement des services ;

iii) améliorer le suivi des politiques et stratégies de l'action gouvernementale ;

iv) assurer une meilleure visibilité des actions menées par la Présidence de la République.

Ces objectifs assortis d'indicateurs de performance se présentent comme suit :

Objectif 1: Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières.					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Taux d'exécution du budget	%	50	99	99	99
Moyen de Vérification : Comptes Administratifs					
Precision Méthodologique : (Montant exécuté / dotation budgétaire) X 100					
1.3 Taux de satisfaction des Cadres organiques	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Actes administratifs					
Precision Méthodologique : (Nombre de postes pourvus /nombre de postes prévus sur le cadre organique) x 100					
1.4 Taux d'exécution du Plan de formation	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités, Rapport de formation					
Precision Méthodologique : (Nombre d'activtés du plan de formation réalisées/ nombre d'activités prévues du plan de formation) x 100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	359 190	440 285	398 529	438 381
Biens et services	4 881 928	5 281 928	4 693 980	5 109 218
Transferts et subventions	535 000	635 000	550 461	566 974
Investissement	1 222 970	1 020 425	1 212 325	1 301 144
Total :	**6 999 088**	**7 377 638**	**6 855 295**	**7 415 717**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Coordination administrative et financière	6 999 088	7 377 638	6 855 295	7 415 717
Total :	**6 999 088**	**7 377 638**	**6 855 295**	**7 415 717**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
CATEGORIE A	16	18	18	18
CATEGORIE B	12			
CATEGORIE B1		5	5	5
CATEGORIE B2		6	6	6
CATEGORIE C	4	4	4	4
CONTRACTUEL	115	146	148	150
Total :	**147**	**179**	**181**	**183**

Action 01 Coordination administrative et financière

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	359 190	440 285	398 529	438 381
Biens et services	4 881 928	5 281 928	4 693 980	5 109 218
Transferts et subventions	535 000	635 000	550 461	566 974
Investissement	1 222 970	1 020 425	1 212 325	1 301 144
Total	**6 999 088**	**7 377 638**	**6 855 295**	**7 415 717**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Participation au fonctionnement des services	3 499 295
1.1.2	Diverses activités de fonctionnement des services	3 427 773
1.3.1	Traitement de salaire et accessoires de salaire	440 285
1.4.1	Renforcement des capacités	10 285
Total		**7 377 638**

Le Programme : Sécurité et Défense

Responsable de Programme : le Chef d'Etat Major Particulier du Président de la République

a) Présentation stratégique du programme

Ce programme vise entre autres, la sécurité du Président de la République et sa famille, la sécurité des Palais de Koulouba, celles des résidences du Président de la République, des déplacements et le service des honneurs à rendre au Président de la République.

En outre, le programme vise à assurer l'organisation et la préparation des réunions du conseil supérieur de défense de la défense nationale et assurer la tenue des archives, le suivi des décisions issues dudit conseil et le suivi de la mise en oeuvre de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM).

La préparation des décisions du Président de la République en matière de défense, le suivi des opérations militaires en cours au Mali : MINUSMA, BARKANE, DAMBE La consolidation des partenariats bilatéraux et multilatéraux avec ECAP SAHEL EUTM, SGI et G5 Sahel.

Le programme est découpé en une action «sécurisation de l'institution Président de la République » pour assurer sa mise en oeuvre.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

La mise en oeuvre du programme « Sécurité et Défense» vise à atteindre spécifiquement deux objectifs.

i) veiller à la sécurité du Président de la République et sa famille;

ii) veiller à la sécurité des Palais et Résidences et assurer le service des honneurs à rendre au Président de la République.

Ces objectifs assortis d'indicateurs de performance se présentent comme suit :

Objectif 1: Veiller à la sécurité du Président de la République, de sa famille et des Palais et Résidence					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Pourcentage des missions réalisées	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Precision Méthodologique : (Nombre de misions réalisées/ nombre de missions programmées) x100					
1.2 Taux d'exécution des activités de renforcement de capacités	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités, Rapports de formations					
Precision Méthodologique : (Nombre d'activités de formations réalisées/ nombre d'activités de formartions prévues) x 100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	408 886	458 886	423 265	461 399
Investissement	290 000	240 000	273 601	287 644
Total :	**698 886**	**698 886**	**696 866**	**749 043**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Sécurisation de l'institution Président de la République	698 886	698 886	696 866	749 043
Total :	**698 886**	**698 886**	**696 866**	**749 043**

Action 01 Sécurisation de l'institution Président de la République

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	408 886	458 886	423 265	461 399
Investissement	290 000	240 000	273 601	287 644
Total	**698 886**	**698 886**	**696 866**	**749 043**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Participation aux missions de défense et de sécurité du Président de la République	458 886
1.1.2	Projet de réhabilitation de l'ancien bâtiment du SGG au profit de l'EMP	200 000
1.2.1	Renforcement de capacités	40 000
Total		**698 886**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	Source de financement	2018	2017	2018	2019	2020
1.001	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
REHABILITATION /AMENAGEMENT BUREAUX & VILLAS KOULO		300 000		300 000	0	0
REHABILITATION CAMP 3 GARDE PRESIDENTIELLE		150 000	128 000	150 000	126 877	132 281
Total :		**450 000**	**450 000**	**450 000**	**126 877**	**132 281**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	Source de financement	2018	2017	2018	2019	2020
2.001	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
REHABILITATION ANCIEN SECRETARIAT GENERAL GOUVERNEI		200 000	250 000	200 000	231 989	241 871
Total :		**200 000**	**200 000**	**200 000**	**231 989**	**241 871**

SECTION : 130 PRIMATURE

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

La Primature est chargée de l'élaboration de la Déclaration de Politique générale du Gouvernement. Plus spécifiquement, il s'agit de :

- déterminer et conduire la politique de la nation ;
- diriger et coordonner l'action gouvernementale ;
- contribuer à l'amélioration de la gestion des ressources humaines, matérielles et financières de l'Etat ;
- élaborer les éléments de la politique nationale en matière d'archives et assurer la coordination, le contrôle et la mise en oeuvre de cette politique ;
- développer les ressources humaines au sein de l'Administration Publique;
- défendre les intérêts de l'Etat, des Collectivités Territoriales et des organismes personnalisés.

I.2 Les contraintes et les défis

Dans l'accomplissement de sa mission, la Primature fait face à certains contraintes et défis à relever.

I.2.1 Contraintes

- faible maîtrise des concepts ;
- mobilité des agents ;
- insuffisance des effectifs au niveau du CGSP, du SGG, de la DGCE, de la DNAM et de l'ENA ;
- insuffisance des ressources financières ;
- faible appropriation par les gestionnaires du contrôle interne comme outil de gestion.

I.2.2 Défis

- sécurisation de la Cité Administrative ;
- stabilisation du Mali ;
- dématérialisation de la gestion du courrier des services de la Primature ;
- numérisation des Archives du Mali ;
- passage d'une logique de vérification centrée sur la régularité à une logique de vérification centrée sur la performance au regard du nouveau contexte marqué par la mise en oeuvre de la gestion axée sur les résultats et l'entrée en vigueur de l'approche budget-programmes ;
- réussir le passage en mode de gestion budgétaire par programme ;
- mise en place des services d'audit interne au niveau de l'Administration.

I.3 La politique sectorielle

La Déclaration de Politique Générale du Gouvernement (DPG) et le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) constituent le socle de la politique gouvernementale dont les actions phares de ces documents de cadrage sont déclinées ainsi qu'il suit :

- mise en place d'institutions fortes et crédibles ;
- restauration de la sécurité des personnes et des biens sur l'ensemble du territoire national ;
- mise en oeuvre d'une politique active de réconciliation nationale ;
- reconstruction de l'école malienne ;
- construction d'une économie émergente ;
- mise en oeuvre d'une politique active de développement social.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016

1	Taux d'exécution du Programme de Travail Gouvernemental (PTG)	%	100	85,61	59,77	68,65
2	Taux d'adoption des textes législatifs et réglementaires	%	100	181,11	208,83	195,58
3	Nombre de textes législatifs et règlementaires numérisés et publiés dans la Base Documentaire Structurée	Nombre	-	549	500	500
4	Taux de Propreté des bâtiments et espaces communs	%	-	-	-	100
5	Taux d'exécution du programme d'activités annuel (missions de vérification)	%	38	65	74	90
6	Taux d'exécution du programme annuel de formation des acteurs de la commande publique	%	0	0	0	-
7	Taux de traitement des archives collectées	%	30	5	68	70
8	Nombre d'articles communiqués aux usagers	Nombre	402	981	1334	645
9	Taux de réussite aux évaluations de fin de formation initiale	%	100	-	-	100
10	Pourcentage de procès gagnés	%	68,02	56,47	51,30	53,20
11	Pourcentage des recouvrements issus des décisions de justice favorables à l'Etat	%	50	45	0	0

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 3 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Formulation de la Politique et Coordination de l'Action Gouvernementale	5 361 414	5 951 043	5 309 922	5 706 021
Administration Générale et Contrôle	6 067 861	6 348 017	6 026 866	6 390 001
Défense des Intérêts de l'Etat, des Collectivités Territoriales et des Organismes Personnalisés	181 488	504 688	198 371	212 642
Total :	**11 610 763**	**12 803 748**	**11 535 159**	**12 308 664**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	1 568 296	1 753 950	1 752 265	1 921 528
Biens et services	5 180 474	5 594 814	4 989 054	5 380 252
Transferts et subventions	1 069 623	1 486 867	1 095 103	1 116 832
Investissement	3 792 370	3 968 117	3 698 737	3 890 052
Total :	**11 610 763**	**12 803 748**	**11 535 159**	**12 308 664**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Formulation de la Politique et Coordination de l'Action Gouvernementale

Responsable de programme :

a) Présentation stratégique

Le programme s'articule autour du CREDD et vise l'amélioration de la mise en oeuvre de l'Action Gouvernementale notamment :

- l'élaboration et l'évaluation du Programme d'Action du Gouvernement (PAG) ;
- l a coordination, le suivi et l'évaluation de l'Action Gouvernementale ;
- l'information du citoyen sur l'Action Gouvernementale.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs

Le cadre de performance du programme "Formulation de la Politique et Coordination de l'Action Gouvernementale" est bâti autour de deux objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à la mise en oeuvre de l'Action Gouvernementale.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter les efforts à fournir à court et moyen termes. Ainsi, les objectifs et les indicateurs qui leur sont associés sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Objectif 1: Conduire et coordonner la mise en oeuvre de l'action gouvernementale

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux d'exécution du Programme de Travail Gouvernemental (PTG).	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'évaluation du PTG.					
Precision Méthodologique : (Nombre de dossiers réalisés/nombre de dossiers inscrits au PTG) x100.					
1.2 Taux d'adoption des textes législatifs et réglementaires.	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités et Rapport d'évaluations.					
Precision Méthodologique : (Nombre de projets de textes législatifs et règlementaires adoptés en Conseil des Ministres/nombre prévus dans le PTG) x100.					
1.3 Nombre de textes législatifs et règlementaires numérisés et publiés dans la Base Documentaire Structurée.	Nombre	-	500	500	500
Moyen de Vérification : Rapport d'activités et base de données.					
Precision Méthodologique : Décompte du nombre de textes législatifs et règlementaires publiés dans la Base Documentaire Structurée.					
1.4 Nombre de rapports émanant des services de défense et de sécurité analysés.	Nombre	-	443	452	452
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Precision Méthodologique : Décompte du nombre de rapports analysés.					

Objectif 2: Entretenir les bâtiments, les équipements et espaces verts de la cité administrative, assurer le fonctionnement régulier des équipements communs.					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Taux de satisfaction relatif à la propreté des bâtiments et espaces communs	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Renseignements des fiches d'appréciation auprès des Points Focaux.					
Precision Méthodologique : Délivrance des attestations de service fait					
2.2 Fiabilité et fonctionnalité des équipements	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Enquête de satisfaction auprès des points focaux					
Precision Méthodologique : Le comité de gestion de la Cité Administrative, composé des Points Focaux et le Chef ou son représentant du Service de Gestion de la Cité Administrative, procédera à des sondages auprès des travailleurs et usagers de la Cité sur la fiabilité et la fonctionnalité des équipements de la Cité Administrative. Les résultats de ces enquêtes seront publiés dans le rapport du SGCA					
2.3 Paiement régulier des factures d'eau, d'électricité et de communication	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Pointage des impayés Energie du Mali, SOMAGEP, ORANGE et SOTELMA MALITEL.					
Precision Méthodologique : Paiement des factures à échéance					
2.4 Renforcement de la capacité et de la mobilité des équipements du SGCA	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Mesure du temps d'intervention en cas de panne					
Precision Méthodologique : Evaluation du délai et de la qualité d'intervention des techniciens					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	987 705	1 010 994	1 110 146	1 220 680
Biens et services	3 167 385	3 393 725	3 044 949	3 261 056
Transferts et subventions		475 000	0	0
Investissement	1 206 324	1 071 324	1 154 827	1 224 285
Total :	**5 361 414**	**5 951 043**	**5 309 922**	**5 706 021**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Pilotage de l'action gouvernementale	2 772 543	3 459 095	2 831 358	3 059 189
Coordination Administrative	2 588 871	2 491 948	2 478 564	2 646 832
Total :	**5 361 414**	**5 951 043**	**5 309 922**	**5 706 021**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
CATEGORIE A	46	54	56	58
CATEGORIE B	33			
CATEGORIE B1		23	23	23
CATEGORIE B2		18	18	18
CATEGORIE C	9	9	9	9
CONTRACTUEL	149	124	126	128
Total :	**237**	**228**	**232**	**236**

Action 01 Pilotage de l'action gouvernementale

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	974 763	994 975	1 095 242	1 204 766
Biens et services	1 562 780	1 789 120	1 506 425	1 614 948
Transferts et subventions		475 000	0	0
Investissement	235 000	200 000	229 691	239 475
Total	**2 772 543**	**3 459 095**	**2 831 358**	**3 059 189**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Evaluation du Programme de Travail du Gouvernement au titre du deuxième Semestre 2017	208 564
1.1.2	Mise en oeuvre du Programme de Travail du Gouvernement au titre de l'année 2018	209 102
1.1.3	Evaluation du Programme de Travail du Gouvernement au titre du prémier Semestre 2017	209 102
1.1.4	Tenue des réunions de Coordination du Premier Ministre (Conseil de Cabinet)	209 101
1.1.5	Rémunération du Personnel pour le pilotage de l'Action Gouvernementale	994 975
1.1.7	Appui (Unité PPP)	300 000
1.1.8	Appui (MNAP/TASK FORCE)	175 000
1.1.9	Prise en charge des dépenses de souveraineté	566 381
1.2.1	Tenue des Sessions de Conseil des Ministres	19 220
1.2.2	Tenue de réunion du Comité de Coordination des Secrétaires Généraux des Départements Ministériels	19 220
1.2.3	Tenue de Réunions Inter - Ministérielles	19 220
1.2.4	Publication et diffusion des Numéros du Journal Officiel	25 195
1.2.5	Diffusion regulière des communiqués du Conseil des Ministres	37 615
1.2.6	Suivi de la procédure législative	22 304
1.2.7	Organisation de la Consultation des Institutions	22 304
1.3.1	Constitution d'une base de données documentaire, classée et numérisée de textes législatifs et des numéros du Journal Officiel	37 615
1.3.2	Classement et numerotation des archives du SGG	38 253
1.3.3	Suivi et Coordinantion des activités des services rattachés au SGG	16 006
1.3.4	Mise en place d'un logiciel de gestion electronique inter-connectée et sécurisée du courrier	22 304
1.4.1	Organisation de séminaires avec les Hauts Fonctionnaires des Defense ou d'autres cadres des Forces de Defense et de Sécurité et Civil (Dix Séminaires chaque semaine), Renforcement de capacités du personnel en études stratégiques de sécurité et de lutte contre le terrorisme.	5 415
1.4.2	Rénouvelement et renforcement des équipements spécifiques individuel et collectif de sécurité	11 315
1.4.3	Amélioration des conditions de rentabilité du Cabinet de Defense sur le lieu du travail	11 315
1.4.4	Déplacement et alimentation des troupes d'honneur à l'occasion des visites des homologues du Premier Ministre	10 219
1.4.5	Organisation de simulation sur la sécurité de la CITAD (Deux fois par an)	7 748
1.4.6	Prise en charge des dépenses d'alimentation des éléments assurant la sécurité du Premier Ministres et de la Cité Administrative	34 000
1.4.7	Prise en charge des dépenses d'alimentation de l'intendance des Palais	27 603
2.4.2	Renforcement de la sécurité de la Cité Administrative	200 000
Total		**3 459 095**

Action 02 Coordination Administrative

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	12 942	16 019	14 904	15 914
Biens et services	1 604 605	1 604 605	1 538 524	1 646 108
Investissement	971 324	871 324	925 136	984 810
Total	**2 588 871**	**2 491 948**	**2 478 564**	**2 646 832**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.2	Mise en oeuvre du Programme de Travail du Gouvernement au titre de l'année 2018	10 724
1.1.6	Modernisation du SGG	100 000
1.1.10	Coordination du Travail Gouvernemental au titre du deuxième semestre 2017	15 373
1.1.11	Elaboration du Programme de Travail du Gouvernement au titre de l'année 2018	7 394
1.1.12	Coordination du Travail Gouvernemental au titre du premier semestre 2017	14 993
1.1.13	Organisation des réunions de Coordination du Premier Ministre (Conseil de Cabinet)	14 024
1.1.14	Rémunération du Personnel pour la coordination administrative	16 019
1.4.6	Prise en charge des dépenses d'alimentation des éléments assurant la sécurité du Premier Ministres et de la Cité Administrative	27 675
2.1.1	Entretien des Batiments (nettoyage, travaux d'electricité, de plombérie, de balayage, de ramassage, d'évacuation des ordures, d'entretien des espaces verts, de gardiennage, de génie civil et de la peinture)	385 662
2.1.2	Tenue des réunions du comité de gestion pour l'adaptation de la fiche d'appréciation du prestataire, distribution auprès des points focaux de ladite fiche pour renseignement sur les prestations effectuées	12 777
2.1.3	Collecte et traitement des données de la fiche d'appréciation du prestataire pour la délivrance d'attestation de service fait par le SGCA	10 000
2.2.1	Réparation et maintenance des climatiseurs, réalisation des travaux d'étanchété et mainténance des onduleurs, des groupes electrogènes et autres équipements prise en charge des groupes en carburant	491 741
2.2.2	Organisation des sondages en relation avec les points focaux	6 600
2.3.1	Payement des factures d'eau et d'electricité de communication de tous les Départements logés dans la Cité Administrative	1 359 000
2.4.1	Organisation de mise en niveau du personnel technique sur la mainténance des équipements et assurer leurs déplacement	19 965
Total		**2 491 948**

Le Programme : Administration Générale et Contrôle

Responsable de programme :

a) Présentation stratégique :

Le programme « Administration générale et contrôle » vise

- la Gestion des ressources humaines, matérielles et financières ;
- le Contrôle et l'inspection des services, organismes publics et Collectivités Territoriales ;
- la Collecte, la centralisation, la conservation et la communication des documents d'archives du Mali ;
- la Régulation des marchés publics et des conventions de délégation de service public ;
- le Renforcement des capacités des ressources humaines de l'État et des collectivités territoriales.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs :

La mise en oeuvre de ce programme vise à atteindre spécifiquement cinq objectifs qui sont :

- Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, financières et matérielles ;
- Améliorer la gouvernance économique et financière des services, organismes publics et

collectivités territoriales. ;

- Assurer la régulation du système de passation des marchés publics et des conventions de délégation de service public ;
- Assurer la collecte, la centralisation, la conservation et la communication des documents d'archives du Mali ;
- Assurer les missions de formation, d'études et de recherche de l'ENA.

Ces objectifs, assortis d'indicateurs de performance, se présentent comme suit :

Objectif 1: Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, financières et matérielles.

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux d'exécution du Budget	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Compte administratif ; Situation d'exécution du budget ; Rapport annuel de suivi technique et financier					
Precision Méthodologique : (Crédits liquidés/crédits alloués) x 100.					
1.2 Taux d'exécution du plan de passation des marchés.	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités.					
Precision Méthodologique : (Nombre de marchés exécutés/nombre de marchés prévus) x 100.					
1.3 Taux de satisfaction du cadre organique	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Fichier du personnel ; rapport d'évaluations du budget-programmes					
Precision Méthodologique : (Nombre de postes pourvus correctement/nombre de postes à pouvoir) x100.					

Objectif 2: Améliorer la gouvernance économique et financière des services, organismes publics et collectivités territoriales.

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux d'exécution du programme d'activités annuel (missions de vérification)	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités du CGSP					
Precision Méthodologique : (Nombre de missions de vérification effectuées/ nombre de missions programmées) x 100.					
2.2 Pourcentage de manuels de procédures administrative, financière et comptable validés	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités du CGSP					
Precision Méthodologique : (Nombre de manuels validés / nombre de manuels programmés au cours d'une année) x100.					
2.3 Nombre de contrôleurs et inspecteurs formés	Nombre	-	220	230	230
Moyen de Vérification : Rapport d'activités du CGSP					
Precision Méthodologique : Dénombrement					

Objectif 3: Assurer la collecte, le centralisation, la conservation et la communication des documents d'archives du Mali					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Nombre d'articles collectés et transférés	Nombre	-	6000	5000	7000
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Precision Méthodologique : Dénombrement des articles collectés et transférés					
3.2 Taux de traitement des Archives collectées	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Répertoire par fonds classé.					
Precision Méthodologique : (Nombre de fonds d'archives traités/nombre de fonds d'archives versés) x100.					
3.3 Nombre d'articles communiqués aux usagers	Nombre	-	600	600	600
Moyen de Vérification : Rapport en fin d'année					
Precision Méthodologique : Dénombrement des articles communiqués aux usagers de l'Administration					
3.4 Nombre d'activités de promotion des Archives	Nombre	-	3	3	3
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Precision Méthodologique : Dénombrement des activités de promotion des archives					

Objectif 4: Assurer les missions de formation, d'études et de recherche de l'ENA.					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
4.1 Taux de réussite aux évaluations de fin de formation initiale	%	-	100	100	-
Moyen de Vérification : Rapport d'activités, Rapport d'évaluations					
Precision Méthodologique : (Nombre d'élèves fonctionnaires admis sur nombre d'élèves fonctionnaires total) x 100					
4.2 Taux de réalisation des programmes de formation continue	%	-	100	100	-
Moyen de Vérification : Rapports d'évaluations des programmes de formation continue, Rapport d'activités					
Precision Méthodologique : (Nombre de sessions de formation réalisées sur nombre de sessions de formation prévues) x 100					
4.3 Taux d'exécution financière des travaux de construction de l'ENA	%	-	-	-	-
Moyen de Vérification : Compte Administratif, Rapport de suivi des travaux de construction de l'ENA (Marché n°0126/DGMP 2012 relatif aux travaux de construction)					
Precision Méthodologique : (Montant décaissé/Montant total du protocole d'accord de financement des travaux) X 100					

<u>Tableau 1</u> : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	492 535	624 700	541 358	593 256
Biens et services	1 951 157	2 046 157	1 879 682	2 048 836
Transferts et subventions	1 049 623	991 867	1 073 879	1 095 301
Investissement	2 574 546	2 685 293	2 531 947	2 652 608
Total :	**6 067 861**	**6 348 017**	**6 026 866**	**6 390 001**

<u>Tableau 2</u> : Récapitulatif du programme par actions

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Régulation et renforcement de la gouvernance	3 576 048	3 379 669	3 588 218	3 753 178
Coordination Administrative et financière	2 491 813	2 968 348	2 438 648	2 636 823
Total :	**6 067 861**	**6 348 017**	**6 026 866**	**6 390 001**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	132	136	139	142
CATEGORIE B	37			
CATEGORIE B1		11	11	11
CATEGORIE B2		28	28	28
CATEGORIE C	3	3	3	3
CONTRACTUEL	70	75	75	75
Total :	**242**	**253**	**256**	**259**

Action 01 Régulation et renforcement de la gouvernance

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	307 253	299 045	335 458	369 003
Biens et services	225 690	270 690	217 080	236 832
Transferts et subventions	932 488	699 317	953 361	971 169
Investissement	2 110 617	2 110 617	2 082 319	2 176 174
Total	**3 576 048**	**3 379 669**	**3 588 218**	**3 753 178**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Organisation de mission de Contrôle des Services Publics, Organismes et Collectivités Territoriales	188 585
2.1.2	Rédaction des Rapports de Missions	24 211
2.1.3	Adaptation des Rapports de missions par la Cellule de Controle de qualité des Rapports (CCOR)	31 579
2.1.4	Rémunération du Personnel	299 045
2.1.5	Appui PAGAM/PREM	250 000
2.1.6	Entretien des Bâtiments (Rénovation)	50 617
2.2.1	Formation des Gestionnaires sur le guide d'élaboration des Manuels de Procédures	5 789
2.2.2	Validation des Manuels de Procédures	10 000
2.3.1	Formation continue des Contrôleurs et Inspecteurs aux techniques de vérification	70 526
4.1.1	Rémunération Personnel EPA	59 651
4.1.2	Subvention aux Etablissements Publics	356 980
4.2.1	Electricité, Eau et Téléphone	32 686
4.3.1	Construction - Equipement ENA	2 000 000
Total		**3 379 669**

Action 02 Coordination Administrative et financière

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	185 282	325 655	205 900	224 253
Biens et services	1 725 467	1 775 467	1 662 602	1 812 004
Transferts et subventions	117 135	292 550	120 518	124 132
Investissement	463 929	574 676	449 628	476 434
Total	**2 491 813**	**2 968 348**	**2 438 648**	**2 636 823**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Exécution du Budget 2018	73 507
1.1.2	Elaboration de l'avant projet de budget 2019	15 657
1.1.3	Production de situations périodiques 2018 et du compte Administratif 2017	8 421
1.1.4	Tenue de l'atelier de la revue du calendrier harmonisé des projets/programmes de la Primature	4 211
1.1.5	Construction et Equipément de la DAF Primature	200 000
1.1.6	Rémuneration du Personnel	255 192
1.1.7	Appui au CLCCDF (Subvention)	70 550
1.1.8	Appui (COM.REFORM.SECT.SECURITE)	222 000
1.2.1	Exécution du Plan de Passation des Marchés 2018	3 684
1.2.2	Acquisition de biens et services destinés aux services de la Primature	1 829 356
1.2.3	Elaboration du Plan de Passation des Marchés Publics 2019	3 684
1.2.4	Inventaire périodique et annuel du matériel des services de la Primature	3 684
1.3.1	Actualisation du fichier du personnel	16 941
1.3.2	Mise à disposition du personnel	43 026
1.3.3	Formation du Personnel	67 993
1.3.4	Mise à jour du fichier du Personnel	21 151
3.1.1	Identification des fonds d'archives historiques	12 828
3.1.2	Transfert des fonds d'archives historiques	8 000
3.1.3	Rémunération du personnel de la DNAM	70 463
3.2.1	Numérisation des fonds d'archives historiques coloniales	4 000
3.3.1	Communication de documents d'archives	1 500
3.4.1	Création des services d'archives régionaux et sub-régionaux	21 500
3.4.2	Formation en pré-archivage des archivistes des Ministères, Régions, Cercles et Communes	1 500
3.4.3	Célébration de la Journée Internationale des Archives du Mali le 9 juin	1 500
3.4.4	Adoption de la Politique Nationale des Archives du Mali	1 700
3.4.5	Participation du Mali aux Conférences Internationales des Archives	6 300
Total		**2 968 348**

Le Programme : Défense des Intérêts de l'Etat, des Collectivités Territoriales et des Organismes Personnalisés

Responsable de programme :

a) Présentation stratégique:

Le programme 3 est relatif à l'élaboration des éléments de la politique nationale en matière de prévention, de gestion des affaires contentieuses intéressant l'État et ses démembrements. Cette mission se traduit par la représentation, la défense des intérêts de l'État devant les juridictions et le recouvrement des montants dus à l'État.

b) Présentation détaillée de l'objectif et des indicateurs:

La mise en oeuvre de ce programme vise à atteindre spécifiquement l'objectif "assurer la défense des intérêts de l'État, des Collectivités Territoriales et organismes personnalisés dans la gestion des affaires précontentieuses et contentieuses les intéressant"

Cet objectif, assorti d'indicateurs de performance, se présente comme suit :

Objectif 1: Assurer la défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités Territoriales et Organismes Personnalisés dans la gestion des affaires précontentieuses et contentieuses les intéressant.					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Pourcentage de procès gagnés	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de la Direction Générale du Contentieux de l'Etat (DGCE).
Precision Méthodologique : (Nombre de procès gagnés / nombre de décisions rendues intéressant l'Etat et ses démembrements) x100.

1.2 Pourcentage des recouvrements issus des décisions de justice favorables à l'Etat	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de la DGCE
Precision Méthodologique : (Montant recouvré/ montant à recouvrer) x100.

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	88 056	118 256	100 761	107 592
Biens et services	61 932	154 932	64 423	70 360
Transferts et subventions	20 000	20 000	21 224	21 531
Investissement	11 500	211 500	11 963	13 159
Total :	**181 488**	**504 688**	**198 371**	**212 642**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Protection de l'intérêt public	181 488	504 688	198 371	212 642
Total :	**181 488**	**504 688**	**198 371**	**212 642**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
CATEGORIE A	7	16	16	16
CATEGORIE B	2			
CATEGORIE B1		6	6	6
CATEGORIE B2		4	4	4
CATEGORIE C	3	3	3	3
CONTRACTUEL	7	9	9	9
Total :	**19**	**38**	**38**	**38**

Action 01 Protection de l'intérêt public

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	88 056	118 256	100 761	107 592
Biens et services	61 932	154 932	64 423	70 360
Transferts et subventions	20 000	20 000	21 224	21 531
Investissement	11 500	211 500	11 963	13 159
Total	**181 488**	**504 688**	**198 371**	**212 642**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Poursuite de la défense des intérêts de l'Etat et de ses démembrements	31 353
1.1.2	Instalation des délégations Régionales auprès des Cours d'Appels de Kayes et Mopti	28 000
1.1.3	Poursuite de la mise en oeuvre du plan de formation de la Direction Générale du contentieux de l'Etat	17 987
1.1.4	Dotation de la DGCE en matériels roulants (Véhicules et motos)	65 334
1.1.6	Construction et Equipement de la DGCE	200 000
1.1.7	Rémunération du personnel	118 256
1.1.8	Appui PAGAM/PREM	20 000
1.2.1	Suivi des décisions de justice favorables à l'Etat	9 679
1.2.2	Exécution des décisions de justices favorables à l'Etat	14 079
Total		**504 688**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
1.003	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
MODERNISATION SGG		100 000	200 000	100 000	185 591	193 497
PROJET RENFORCEMENT SECURITE CITE ADMINISTRATIVE		200 000	160 000	200 000	158 596	165 352
Total :		**300 000**	**300 000**	**300 000**	**344 187**	**358 849**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
1.004	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
CONSTRUCTION / AMENAGEMENT DAF PRIMATURE		200 000	185 000	200 000	171 672	178 985
Total :		**200 000**	**200 000**	**200 000**	**171 672**	**178 985**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.002	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
CONSTRUCTION EQUIP. DIRECTION GLE CONTENTIEUX ETAT		200 000		200 000	0	0
Total :		**200 000**	**200 000**	**200 000**	**0**	**0**

SECTION : 131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

La Délégation Générale aux Elections a pour mission de préparer et mettre en oeuvre la politique nationale du gouvernement concernant les élections au Mali. A ce titre, elle est chargée de :

- l'élaboration et la gestion du fichier électoral ;
- le financement public des partis politiques.

I.2 Les contraintes et les défis

Créée par la loi n° 00-058 du 30 Août 2000 portant loi électorale cette loi a été successivement remplacée par la loi n° 02-007 du 12 février 2002 modifiée par la loi n° 04-012 du 30 janvier 2004 et la loi n° 06-044 du 04 septembre 2006, la Délégation Générale est chargée de l'élaboration et la gestion du fichier électoral biométrique, la gestion du financement public des partis politiques.

I.2.1 Contraintes

- le retard constaté dans la mise en place des crédits électoraux ;
- le vieillissement du parc informatique servant l'impression des documents électoraux ;
- le parc auto vieillissant rendant difficile les missions des agents et des techniciens d'appui dans les Régions et Communes.

I.2.2 Défis

S'assurer de la disponibilité actualisée et fiable du fichier électoral ;

-exécution des tâches assignées à la Délégation Générale aux Elections dans les délais légaux.

I.3 La politique sectorielle

La politique de la Délégation Générale aux Elections est orientée vers les objectifs spécifiques suivants :

-actualiser le fichier électoral biométrique de manière à disposer d'un fichier fiable accepté par tous les acteurs ;

-assurer la réparation de l'aide publique aux partis politiques ;

-renforcer les capacités de la Délégation Générale aux Elections en ressources humaines, financières et matérielles.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

Indicateurs		Unité	2013	2014	2015	2016

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 1 programme.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Participation à la Gestion des Elections	572 516	584 019	559 356	610 907
Total :	**572 516**	**584 019**	**559 356**	**610 907**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	66 816	66 816	72 949	80 243
Biens et services	460 581	472 084	443 010	483 319
Investissement	45 119	45 119	43 397	47 345
Total :	**572 516**	**584 019**	**559 356**	**610 907**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Participation à la Gestion des Elections

Responsable de programme :

a. Présentation stratégique du programme

Le programme vise à assurer la disponibilité permanente du fichier électoral aux fins de la tenue régulière d'élections crédibles, transparentes et apaisées. Le programme assure la gestion du financement public des partis politiques.

b. Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme est bâti autour de trois objectifs spécifiques : (i) actualiser le fichier électoral; (ii) assurer la répartition de l'aide publique aux partis politiques; (iii) renforcer les capacités de la Délégation Générale aux Elections en ressources humaines, financière et matérielles.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter les efforts à fournir à court et moyen termes. Les détails des objectifs ainsi que les indicateurs qui leurs sont associés, sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Objectif 1: Actualiser le fichier elctoral biometrique ,

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Disponibilité des listes electorales actualisées	Disponible	-	Dispo	Dispo	Dispo
Moyen de Vérification : Rapport d'Activités, Fiches de remise des listes electorales au MAT					
Precision Méthodologique : Constatation					
1.2 Taux de traitement des tableaux rectificatifs	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Precision Méthodologique : (Nombre de tableaux rectificatifs traités/ Nombre de tableaux rectificatifs prévus) x 100					

Objectif 2: Assurer la répartition de l'aide publique aux partis politiques

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux de traitement des dossiers de financement des partis politiques	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuelles					
Precision Méthodologique : (Nombre de demandes de financement traités / nombre de demandes reçues) x 100					
2.2 Pourcentage de partis politiques éligibles au financement public	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités, Décret de répartition de l'aide financière					
Precision Méthodologique : (Nombre de dossiers éligibles / nombre de dossiers déposés) x 100					

Objectif 3: Renforcer les capacités de la Délégation Générale aux Elections

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Taux de réalisation du plan de formations	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Precision Méthodologique : (Nombre de formations realisées / nombre de formations prévues) x100					
3.2 Taux d'exécution du plan de passation des marchés	%	70	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activité, Marchés PV de réception					
Precision Méthodologique : (Nombre de marchés passés / nombre de marchés prévus) x 100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	66 816	66 816	72 949	80 243
Biens et services	460 581	472 084	443 010	483 319
Investissement	45 119	45 119	43 397	47 345
Total :	**572 516**	**584 019**	**559 356**	**610 907**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Délégation générale aux élections	572 516	584 019	559 356	610 907
Total :	**572 516**	**584 019**	**559 356**	**610 907**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	8	7	7	7
CATEGORIE B	1			
CATEGORIE B2		1	1	1
CATEGORIE C	5	5	5	5
CONTRACTUEL	10	9	9	9
Total :	**24**	**22**	**22**	**22**

Action 01 Délégation générale aux élections

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	66 816	66 816	72 949	80 243
Biens et services	460 581	472 084	443 010	483 319
Investissement	45 119	45 119	43 397	47 345
Total	**572 516**	**584 019**	**559 356**	**610 907**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Révision des listes électorales	280 000
1.2.1	Traitement des tableaux rectificatifs	20 000
2.1.1	Traitement des dossiers de financement des Partis Politiques	2 000
2.1.2	Traitement des salaires et accéssoires de salaires	66 816
2.2.1	Participation au fonctionnement de la DGE	170 084
3.1.1	Participation au fonctionnement pour le renforcement des capacités	30 000
3.2.1	Divers approvisionnement des services de la DGE	15 119
Total		**584 019**

SECTION : 140 COUR CONSTITUTIONNELLE

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Aux termes de la Constitution, la Cour constitutionnelle a pour mission de :

- contrôler la conformité à la Constitution des lois et des règlements intérieurs de certaines Institutions ;
- contrôler tous les actes de l'élection du Président de la République et des élections législatives ;
- donner son avis sur la question à poser à l'occasion d'un référendum ;
- donner son avis sur la mise en oeuuvre des pouvoirs exceptionnels du Président de la République ;
- garantir les droits fondamentaux de la personne humaine et les libertés publiques ;
- réguler le fonctionnement des Institutions et de l'activité des pouvoirs publics ;
- constater l'empêchement définitif du Président de la République et de déclarer la vacance de la Présidence de la République.

I.2 Les contraintes et les défis

I.2.1 Contraintes

Les principales contraintes que rencontre l'Institution sont :

- la non mise en oeuvre de l'autonomie de gestion : l'autonomie de gestion de la Cour constitutionnelle est consacrée par les dispositions de l'article 15 de la loi n°97-010 du 11 février 1997 modifiée par la loi n°02-011 du 5 mars 2002 portant loi organique déterminant les règles d'organisation et de fonctionnement de la Cour constitutionnelle ainsi que la procédure suivie devant elle aux termes desquelles « la Cour constitutionnelle jouit de l'autonomie de gestion. Le Président de la Cour est l'ordonnateur de son budget, lequel est inscrit au Budget général d'Etat » ;
- la non mise en oeuvre du contrôle de conventionalité : la compétence de la Cour constitutionnelle en matière de contrôle de conventionalité ressort à l'article 90 de la Constitution ;
- l'insuffisance des moyens financiers : la Cour constitutionnelle manque de moyens suffisants pour l'organisation ou la participation à des colloques internationaux.

I.2.2 Défis

Les principaux défis que la Cour constitutionnelle se doit de relever sont : (i) de parvenir à un traitement électronique, par les membres de l'Institution, des résultats issus des élections et (ii) d'administrer la matière constitutionnelle afin de veiller à la suprématie de la Constitution.

I.3 La politique sectorielle

La mission de la Cour constitutionnelle ne s'inscrit pas dans une politique sectorielle.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

	Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016
1	Décision de conformité rendue	Nombre	0	2	1	4
2	Décision de non-conformité rendue	Nombre	0	1	0	0
3	Arrêts rendus en matière électorale et référendaire	Nombre	12	4	6	14
4	Avis donnés	Nombre	0	1	3	1

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 1 programme.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Compétences réunies de la Cour constitutionnelle	1 133 452	1 155 864	1 137 372	1 216 161
Total :	**1 133 452**	**1 155 864**	**1 137 372**	**1 216 161**

<u>Tableau 2</u> : Répartition des dépenses par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	221 403	230 149	248 768	273 644
Biens et services	493 251	554 551	472 915	506 010
Transferts et subventions	35 000	43 700	36 011	37 451
Investissement	383 798	327 464	379 678	399 056
Total :	**1 133 452**	**1 155 864**	**1 137 372**	**1 216 161**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Compétences réunies de la Cour constitutionnelle

Responsable de programme :

a).Présentation stratégique du programme

Ce programme vise à :

- veiller à la constitutionnalité des lois, des engagements internationaux, des règlements intérieurs des Institutions de l'État ;
- assurer la régularité des élections présidentielle, législatives et des opérations de référendum dont la Cour proclame les résultats.

Il sera mis en oeuvre à travers l'action «Protection du droit constitutionnel ».

b).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

le cadre de performance du programme I est bâti autour de quatre (04) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à (i) la constitutionnalité des lois, des engagements internationaux et règlements intérieurs des Institutions (ii) à la régularité des élections présidentielles, législatives et des opérations de référendum, (iii) aux droits fondamentaux de la personne humaine et des libertés publiques, (iv) à la gestion efficace des ressources humaines, matérielles et financières.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leur progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen et terme. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Contrôler la constitutionnalité des lois, engagements internationaux et règlements intérieurs de certaines institutions

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Décisions de conformité rendues	Nombre	-	-	-	-

Moyen de Vérification : répertoire des Arrêts.
Precision Méthodologique : dénombrement des décisions rendues.

1.2 Décisions de non-conformité rendues	Nombre	-	-	-	-

Moyen de Vérification : répertoire des Arrêts.
Precision Méthodologique : dénombrement des décisions rendues.

Objectif 2: Assurer la régularité des élections présidentielle, législatives et des opérations référendaires

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Arrêts rendus en matière électorale et référendaire	Nombre	-	-	-	-

Moyen de Vérification : répertoire des Arrêts.
Precision Méthodologique : dénombrement.

2.2 Avis donnés	Nombre	-	-	-	-

Moyen de Vérification : répertoire des Arrêts.
Precision Méthodologique : dénombrement.

Objectif 3: Garantir les droits fondamentaux de la personne humaine et des libertés publiques					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Requêtes examinées sur le respect des droits fondamentaux de la personne humaine	Nombre	-	-	-	-
Moyen de Vérification : répertoire des Arrêts.					
Precision Méthodologique : dénombrement.					
3.2 Arrêts rendus sur le respect des droits fondamentaux de la personne humaine	Nombre	-	-	-	-
Moyen de Vérification : répertoire des Arrêts.					
Precision Méthodologique : dénombrement.					

Objectif 4: Assurer la gestion efficace des ressources humaines, matérielles et financières					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
4.1 Taux d'exécution des activités de formation	%	100	100	100	-
Moyen de Vérification : rapport d'activités.					
Precision Méthodologique : nombre de formations réalisé x 100 / nombre de formations prévu.					
4.2 Taux de satisfaction des besoins en matériels	%	60	90	90	90
Moyen de Vérification : fiches des besoins.					
Precision Méthodologique : nombre de matériels acquis x 100 / nombre de matériels prévu.					
4.3 Taux d'exécution du budget	%	99	99	99	-
Moyen de Vérification : compte administratif.					
Precision Méthodologique : montant liquidé x 100 / montant alloué.					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	221 403	230 149	248 768	273 644
Biens et services	493 251	554 551	472 915	506 010
Transferts et subventions	35 000	43 700	36 011	37 451
Investissement	383 798	327 464	379 678	399 056
Total :	**1 133 452**	**1 155 864**	**1 137 372**	**1 216 161**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Protection du droit constitutionnel	1 133 452	1 155 864	1 137 372	1 216 161
Total :	**1 133 452**	**1 155 864**	**1 137 372**	**1 216 161**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
CATEGORIE A	8	6	6	6
CATEGORIE B	6			
CATEGORIE B1		3	3	3
CATEGORIE B2		3	3	3
CATEGORIE C	4	4	4	4
CONTRACTUEL	33	33	34	35
Total :	**51**	**49**	**50**	**51**

Action 01 Protection du droit constitutionnel

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	221 403	230 149	248 768	273 644
Biens et services	493 251	554 551	472 915	506 010
Transferts et subventions	35 000	43 700	36 011	37 451
Investissement	383 798	327 464	379 678	399 056
Total	**1 133 452**	**1 155 864**	**1 137 372**	**1 216 161**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Participation aux rencontres statutaires (OIF, CJMC) et colloques	30 000
1.1.2	Tenue des audiences de Constitutionnalité	2 000
1.2.1	Publication des Décisions rendues	2 500
2.1.1	Tenue des audiances de régularité	2 000
2.2.1	Tenue des audiences de régularité	2 000
3.1.1	Tenue des audiences sur le respect des droits fondamentaux	2 000
3.2.1	Publication des arrêts rendus	2 500
4.1.1	Formation des membres et du personnel d'appui de la Cour constitutionnelle	32 540
4.2.1	Equipement et approvisionnement du service	77 920
4.2.2	Participation au fonctionnement du service	551 826
4.3.1	Traitement des salaires et accessoires de salaire	230 149
4.3.2	Préparation du Budget (RAP, DPPD-PAP)	4 200
4.3.3	Suivi de l'exécution du budget	16 229
4.3.4	Rénovation de la Cour Constitutionnelle	200 000
Total		**1 155 864**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.004	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
REHABILITATION RENOVATION COUR CONSTITUTIONNELLE		200 000	200 000	200 000	198 245	206 690
Total :		**200 000**	**200 000**	**200 000**	**198 245**	**206 690**

SECTION : 150 COUR SUPREME

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

La Cour Suprême a pour mission d'assurer l'unité de la règle de droit par l'unicité de la jurisprudence.

I.2 Les contraintes et les défis

Cette rubrique fait l'analyse des principales contraintes rencontrées et des défis. Elle porte aussi sur chacun des programmes et globalement sur la mise en oeuvre de la stratégie de la Cour Suprême.

I.2.1 Contraintes

La Cour Suprême, la plus haute juridiction des ordres judiciaire, administratif et des Comptes de notre pays assure l'unité de la règle de droit par l'unicité de la jurisprudence.

Elle est au creuset de l'exercice du pouvoir judiciaire et participe à l'ancrage de la démocratie.

De sa création à nos jours, elle a connu de nombreuses contraintes qui sont d'ordre humain, matériel et financier :

- au plan structurel, si l'ancrage institutionnel a été pris en compte par les différentes constitutions, il n'en demeure pas moins que l'exercice du pouvoir judiciaire tant prôné par les textes se heurte à de nombreuses contraintes ne permettant pas le libre exercice de ce pouvoir.
- au plan des Ressources Humaines, les effectifs souhaités ont été en dessous des prévisions:
  - Le déficit concerne aussi bien le personnel magistrat que le personnel d'appui;
  - le personnel magistrat présente deux caractéristiques : l'une liée aux compétences requises pour exercer à la Cour Suprême ; l'autre est liée à l'inexistence de grille indiciaire réservée aux magistrats devant occuper les fonctions de Conseillers référendaires ou d'auditeurs;
  - pour le personnel d'appui, notamment, les greffiers et secrétaires des greffes et parquets, la contrainte réside dans leur très faible niveau à exercer à la cour suprême ;
  - pour les autres catégories de personnel (fonctionnaires et contractuels), la principale contrainte réside dans l'insuffisance notoire des effectifs. La Cour Suprême, c'est à la fois une juridiction, une institution, une administration ;
  - le personnel non magistrat a pour vocation à gérer les questions institutionnelles, administratives, financières et techniques (informatiques et de maintenance).

Les contraintes matérielles sont très criardes. Il s'agit de :

- l'insuffisance de l'outil informatique et de son caractère obsolète ;
- l'insuffisance et de la vétusté des moyens roulants ou de locomotion;
- l'insuffisance notoire des ouvrages.

Les contraintes financières énormes. Il s'agit notamment de :

- la faiblesse des allocations budgétaires pour l'ensemble des services de la Cour ;
- l'insuffisance du financement des partenaires techniques et financiers ;
- l'inexistence de primes et d'indemnités au profit du personnel d'appui ;
- la faiblesse du taux des primes et indemnités des membres et du personnel de la Cour.

I.2.2 Défis

Au plan des Ressources Humaines :

- renforcer les effectifs des membres et du personnel de la Cour Suprême par la nomination d'auditeurs, de Conseillers et du personnel d'appui ;
- renforcer les capacités des membres et du personnel à travers l'organisation des ateliers de formation par trimestre avec l'appui des membres de la Cour de Cassation française, du Conseil d'Etat et de la Cour des Comptes de France et de l'Institut National de Formation judiciaire;

- participer aux séminaires ou aux colloques sous régionaux et internationaux.

Au plan matériel :

- doter chaque Magistrat, Greffier, Secrétaire de Greffe et Parquet, chaque Agent Comptable, chaque Secrétaire d'administration ou Attaché d'Administration, bref chaque bureau d'un ou plusieurs ordinateurs ;
- connecter chaque ordinateur au réseau intranet et internet ;
- doter tous les membres du Bureau de la Cour, tous les Présidents de chambre, le Gestionnaire et le Gestionnaire Adjoint de Véhicules de fonction, de mission, de liaison ainsi que le régisseur, le chargé de Protocole, l'Attaché du Président, le Chef de Cabinet ;
- doter tous les chauffeurs et plantons en engins à deux roues ;
- permettre à la Cour de s'équiper en ouvrages;
- assurer la fonctionnalité effective du Service de Documentation et des Etudes, du Comité Scientifique et du service informatique.

Au plan financier

- augmenter les allocations budgétaires de tous les services et chapitres fonctionnels ;
- adopter le nouveau projet de texte relatif au traitement indiciaire ;
- allouer des primes et indemnités au personnel qui n'en bénéficie pas actuellement et revoir le taux des primes et indemnités existantes ;
- allouer des primes de bonification aux agents méritants.

Les Défis au plan interne s'articulent autour des axes ci-après :

- réduire le délai de traitement des dossiers au niveau des chambres ;
- élaborer obligatoirement les sommaires des arrêts ;
- publier mensuellement une trentaine d'arrêts ;
- améliorer la qualité des arrêts ;
- réaliser le programme annuel de vérification des Comptes en veillant à atteindre les objectifs à cent pour cent ;
- élaborer à terme échu tous les rapports prévus par la loi.

I.3 La politique sectorielle

La Cour Suprême participe à l'ancrage de la démocratie dans notre pays et assure une mission d'harmonisation et de cohérence de la jurisprudence des cours et tribunaux de la République du Mali. Elle veille à l'indépendance des juges, à la garantie des droits et libertés des citoyens ou des justiciables et contribue à l'épanouissement économique du pays.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

Indicateurs		Unité	2013	2014	2015	2016

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 1 programme.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Cour Suprême	2 590 878	2 413 500	2 723 341	2 910 660
Total :	**2 590 878**	**2 413 500**	**2 723 341**	**2 910 660**

<u>Tableau 2</u> : Répartition des dépenses par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	857 105	878 481	943 321	1 037 651
Biens et services	620 519	630 519	645 478	689 205
Transferts et subventions	150 000	170 000	159 181	161 489
Investissement	963 254	734 500	975 361	1 022 315
Total :	**2 590 878**	**2 413 500**	**2 723 341**	**2 910 660**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Cour Suprême

Responsable de programme :Président

a. Présentation stratégique du programme

Le programme s'articule autour de l'exercice du pouvoir judiciaire et de la nécessité d'assurer l'unité de la règle de droit par l'unicité de la jurisprudence. La Cour Suprême garantit les libertés fondamentales définies par la constitution, veille à la régularité des actes administratifs et à la bonne gestion des deniers publics.

Le programme est découpé en trois (3) actions, afin d'assurer sa mise en oeuvre ; Il s'agit :

- Action1 : Coordination Administrative et financière :
- Action 2: Jugement des comptes :
- Action 3 : Pilotage et conduite de la stratégie juridictionnelle.

b. Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme de la Cour Suprême est bâti autour de trois objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à (i) la durée moyenne de jugement d'un dossier après la mise en état (ii) à la régularité et à la transparence dans la gestion des finances publiques, (iii) à l'amélioration des performances de la Cour.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer des progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen termes. Le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés, sont fournis dans l'ordre qui suit :

Objectif 1: Rendre des décisions dans des délais raisonnables

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Durée moyenne de jugement d'un dossier après la mise en état.	Jour	30	<=30	<=30	<=30

Moyen de Vérification : Rapport annuel Greffe

Precision Méthodologique : Durée totale de traitement des dossiers (date de réception du dossier à la chambre à la date de jugement)

Objectif 2: Veiller à la régularité et à la transparence dans la gestion des finances publiques

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Délai de production du rapport sur l'exécution des Lois de Finances et sa déclaration générale de conformité	Date	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020

Moyen de Vérification : Rapport (Section des Comptes)

Precision Méthodologique : Date de transmission du rapport à l'Assemblée Nationale

2.2 Taux d'exécution des missions de vérification	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport (Section des Comptes)

Precision Méthodologique : (Nombre de missions de vérification réalisées sur pièces et sur place et de comptes de partis politiques/Nombre démissions de vérification sur pièces et sur place et de comptes de partis politiques reçus) X 100

Objectif 3: Améliorer les performances de la cour					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Pourcentage de magistrats et personnel d'appui formés	%	-	85	85	85

Moyen de Vérification : Rapports d'activités du Secrétariat Général
Precision Méthodologique : (Nombre de magistrats et de personnel d'appui formés/ Nombre total de magistrats et de personnel d'appui) x 100

3.2 Pourcentage de dossiers traités	%	-	88	88	88

Moyen de Vérification : Rapport - Greffe
Precision Méthodologique : Nombre de dossiers traités/ Nombre de dossiers reçus x 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	857 105	878 481	943 321	1 037 651
Biens et services	620 519	630 519	645 478	689 205
Transferts et subventions	150 000	170 000	159 181	161 489
Investissement	963 254	734 500	975 361	1 022 315
Total :	**2 590 878**	**2 413 500**	**2 723 341**	**2 910 660**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Coordination Administrative et financière	647 760	764 665	679 514	727 540
Jugement des comptes	1 174 669	890 693	1 208 783	1 271 178
Pilotage et conduite de la stratégie juridictionnelle	768 449	758 142	835 044	911 942
Total :	**2 590 878**	**2 413 500**	**2 723 341**	**2 910 660**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
CATEGORIE A	9	13	13	13
CATEGORIE B	29			
CATEGORIE B1		11	11	11
CATEGORIE B2		19	19	19
CATEGORIE C	3	3	3	3
CONTRACTUEL	68	82	82	82
Total :	**109**	**128**	**128**	**128**

Action 01 Coordination Administrative et financière

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	80 052	88 962	88 104	96 914
Biens et services	372 503	375 503	387 496	413 756
Investissement	195 205	300 200	203 914	216 870
Total	**647 760**	**764 665**	**679 514**	**727 540**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.2	Mise en état, instruction et jugement des dossiers	2 105
1.1.3	Participation aux réunions statutaires, séminaires et colloques	44 955
1.1.4	Autres activités relatives à la stratégie juridictionnelle	11 713
2.1.2	Instruction des dossiers et tenue des audiences	2 472
2.1.3	Assistance au contrôle parlementaire (exécution de la loi des finances)	2 737
2.1.4	Diverses activités relatives au jugement, à la vérification et à l'assistance et autres services	2 105
2.2.1	Réalisation des missions de vérification	11 240
3.1.1	Salaire et accesoires de salaire	88 962
3.1.2	Organisation des cessions de formation	70 000
3.2.1	Préparation et exécution du budget	213 000
3.2.2	Equipement des services	179 851
3.2.3	organisation de la rentrée judiciaire	70 000
3.2.4	Diverses activités besoins des services (eau éléctricité, téléphone, connexions internet, services divers)	65 525
Total		**764 665**

Action 02 Jugement des comptes

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	192 240	208 613	211 577	232 734
Biens et services	101 280	103 280	105 352	112 487
Transferts et subventions	150 000	170 000	159 181	161 489
Investissement	731 149	408 800	732 673	764 468
Total	**1 174 669**	**890 693**	**1 208 783**	**1 271 178**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.3	Participation aux réunions statutaires, séminaires et colloques	5 571
1.1.4	Autres activités relatives à la stratégie juridictionnelle	15 085
2.1.1	Salaires et accessoires de salaires	208 613
2.1.2	Instruction des dossiers et tenue des audiences	3 602
2.1.3	Assistance au contrôle parlementaire (exécution de la loi des finances)	25 263
2.1.4	Diverses activités relatives au jugement, à la vérification et à l'assistance et autres services	179 721
2.1.5	Construction/équipement de la Cour des Comptes	400 000
2.2.1	Réalisation des missions de vérification	49 060
3.2.3	organisation de la rentrée judiciaire	3 684
3.2.4	Diverses activités besoins des services (eau éléctricité, téléphone, connexions internet, services divers)	94
Total		**890 693**

Action 03 Pilotage et conduite de la stratégie juridictionnelle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	584 813	580 906	643 640	708 003
Biens et services	146 736	151 736	152 630	162 962
Investissement	36 900	25 500	38 774	40 977
Total	**768 449**	**758 142**	**835 044**	**911 942**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Salaires et accessoires de salaires	580 906
1.1.2	Mise en état, instruction et jugement des dossiers	166 098
1.1.3	Participation aux réunions statutaires, séminaires et colloques	500
1.1.4	Autres activités relatives à la stratégie juridictionnelle	10 638
Total		**758 142**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	Source de financement	2018	2017	2018	2019	2020
2.005	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
CONSTRUCTION EQUIP. SIEGE SECTION COMPTES (COUR COMPT		400 000	700 000	400 000	693 860	723 418
Total :		**400 000**	**400 000**	**400 000**	**693 860**	**723 418**

SECTION : 155 HAUTE COUR DE JUSTICE

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Au terme des articles 95 et 96 de la constitution de février 1992, la Haute Cour de Justice est compétente pour juger le Président de la République et les Ministres mis en accusation devant elle par l'Assemblée Nationale pour haute trahison ou à raison des faits qualifiés de crimes ou délits commis dans l'exercice de leurs fonctions ainsi que leurs complices en cas de complots contre la sûreté de l'Etat.

I.2 Les contraintes et les défis

Les indicateurs de resultat de la performance au nombre de deux (02) sont le nombre de dossiers jugés et le taux d'exécution des activités de renforcement des capacités opérationnelles de l'Institution.

I.2.1 Contraintes

- la lourdeur et la complexité de la procédure de mise en accusation du Président et des Membres du Gouvernement (trois Institutions interviennent dans la procédure suivie devant elle :l'Assemblée Nationale pour la mise en accusation, la Cour Suprême pour l'instruction et la Haute Cour de Justice pour le jugement) ;
- l'insuffisance des textes législatifs régissant le fonctionnement et la procédure suivie devant elle : la loi n'a pas donné un contenu à la haute trahison.

I.2.2 Défis

- la lutte contre l'impunité doit se traduire par l'acceptation par tous "que nul n'est au dessus de la loi" et que la haute trahison de la part d'un Président de la République,la délinquence ou malversation financière dans l'exercice de leurs fonctions des Ministres sont réprimées au Mali ;
- la relecture des textes ;
- le renforcement des capacités des juges parlementaires et du personnel.

I.3 La politique sectorielle

La Haute Cour de Justice est une Institution politico judiciaire d'exception du cadre de la culture démocratique et la bonne gouvernance.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

	Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016
1	Indice Transparecy International de perception de la corruption	VALEUR	28	32	35	32

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 1 programme.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Jugement du président de la république, des ministres et de leurs complices	1 031 750	951 421	1 103 497	1 147 023
Total :	**1 031 750**	**951 421**	**1 103 497**	**1 147 023**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	253 500	167 171	279 000	306 900
Biens et services	66 250	72 250	68 919	73 590
Transferts et subventions	712 000	712 000	755 578	766 533
Total :	**1 031 750**	**951 421**	**1 103 497**	**1 147 023**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Jugement du président de la république, des ministres et de leurs complices

Responsable du Programme : Secrétaire Général

a) Présentation Stratégique du programme :

Le programme vise à assurer l'Etat de droit, la lutte contre la corruption et l'impunité au sommet de l'Etat, la promotion de la démocratie et la bonne gouvernance.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre du programme unique de la Haute Cour de Justice est bâti autour de deux (02) objectifs spécifiques.

- assurer la tenue des procès du Président, des Ministres et de leurs Complices ;
- améliorer la fonctionnalité de la Haute Cour de Justice.

Objectif 1: Assurer l'instruction et la tenue des procès du Président de la République, des ministres et de leurs complices.					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Nombre de personnes à juger	Nombre	1	1	1	2

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités
Precision Méthodologique : Denombrement

Objectif 2: Améliorer la fonctionnalité de la haute cour de justice.					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Taux d'exécution des activités de renfrocement des capacités opérationnelles	%	85	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport Annuel d'activités
Precision Méthodologique : (Nombre d'activtés réalisées / Nombre d'activités programmées) x 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	**Budget**	**Prévisions**		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	253 500	167 171	279 000	306 900
Biens et services	66 250	72 250	68 919	73 590
Transferts et subventions	712 000	712 000	755 578	766 533
Total :	**1 031 750**	**951 421**	**1 103 497**	**1 147 023**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	**Budget**	**Prévisions**		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Haute Cour de Justice	1 031 750	951 421	1 103 497	1 147 023
Total :	**1 031 750**	**951 421**	**1 103 497**	**1 147 023**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A		1	1	1
CONTRACTUEL		42	43	44
Total :		**43**	**44**	**45**

Action 01 Haute Cour de Justice

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	253 500	167 171	279 000	306 900
Biens et services	66 250	72 250	68 919	73 590
Transferts et subventions	712 000	712 000	755 578	766 533
Total	**1 031 750**	**951 421**	**1 103 497**	**1 147 023**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel	167 171
1.1.2	Elaboration et mise en oeuvre du plan de communication	30 500
2.1.1	Elaboration et mise en oeuvre du plan de formation	43 643
2.1.2	Participation aux rencontres à l'extérieur	150 000
2.1.3	Participation au fonctionnement de la Cour	560 107
Total		**951 421**

SECTION : 160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL & CULTUREL

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Conseil Economique Social et Culturel (CESC) a pour mission :

- de participer à toute commission d'intérêt national à caractère économique, social et culturel ;

- de collecter et rédiger, à l'attention des pouvoirs publics, le recueil annuel des attentes des besoins et des problèmes de la société civile avec des orientations et des propositions ;

- d'étudier et donner son avis sur tout projet de loi de finances, tout projet de plan ou de programme économique, social et culturel ainsi que toutes dispositions législatives à caractère fiscal, économique, social et culturel ;

- de suivre l'exécution des décisions du Gouvernement relatives à l'organisation économique, social et culturel.

I.2 Les contraintes et les défis

Le projet de budget 2018 du Conseil Economique Social et Culturel s'inscrit dans l'esprit de la lettre circulaire N° 01197/MEF-SG du 23 mars 2017 relatives aux directives pour la preparation du projet de loi des finances 2018 et ses annexes.

Le Conseil Economique Social et Culturel est l'une des huits (08) Institutions prévues par la constitution du 25 fevrier 1992 en son article 25.

I.2.1 Contraintes

a. Problèmes d'ordre institutionnel : Ils sont entre autres :

- désuétude des textes du CESC ;
- insuffisance de saisine du CESC pour avis ;
- insuffisance dans la suite à donner aux avis et recommandations du CESC ;
- faible représentativité dans les commissions d'intérêt national ;
- courte durée des sessions du CESC (ordinaire 15 jours, extraordinaire 5 jours) ;

b. Problèmes d'ordre financier et humain: ils sont entre autres :

- faiblesse notoire du budget du CESC ;
- faible taux d'indemnité de sessions ;
- non prise en compte dans le budget des membres du CESC non résidents à Bamako ;
- non prise en compte dans le budget des programmes d'activités des commissions ;
- exigüité des locaux du CESC ;
- insuffisance des moyens logistiques ;
- insuffisance dans le renforcement des capacités des agents.

I.2.2 Défis

Les défis du Conseil Economique, Social et Culturel demeurent la recherche de solutions aux attentes, aux besoins et aux problèmes de la Société Civile à travers le recueil annuel.

Un autre défi demeure la recherche de voies et moyens d'une part pour l'élaboration d'un recueil beaucoup plus exploitable lisible et d'autre part d'en assurer le suivi.

I.3 La politique sectorielle

La Politique du CESC ambitionne d'amener le Président de la République, le Gouvernement et l'Assemblée Nationale à connaitre parfaitement les problèmes prioritaires de la Société Civile afin d'y apporter des solutions idoines.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

	Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016
1	Niveau d'information des autorités sur les attentes, les besoins et les problèmes de la société civile exprimés dans le recueil	%	100	100	100	100
2	Taux de satisfaction des attentes, des besoins et des problèmes de la société civile exprimés dans le recueil	%	-	-	20	40

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 1 programme.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des Politiques Publiques	1 333 563	1 370 464	1 326 241	1 420 803
Total :	**1 333 563**	**1 370 464**	**1 326 241**	**1 420 803**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	292 720	284 201	328 899	361 788
Biens et services	618 343	703 763	592 861	634 355
Transferts et subventions	32 500	32 500	33 439	34 776
Investissement	390 000	350 000	371 042	389 884
Total :	**1 333 563**	**1 370 464**	**1 326 241**	**1 420 803**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des Politiques Publiques

Responsable de programme : Le Président du CESC a. Présentation stratégique du programme

Ce programme consiste à :

- d'une part à renforcer les capacités d'action et d'analyse des représentants de la Société Civile en ce qui concerne leurs attentes, leurs besoins et leurs problèmes et ;
- d'autre part à travers le CESC garantir la participation de ladite Société Civile dans la réalisation des missions de conseil, d'orientation et de suivi des pouvoirs publics dans l'élaboration des lois, plans et programmes en matière économique, sociale et culturelle et dans l'exécution des programmes gouvernementaux dans lesdits domaines.

b. Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 1 est bâti autour de quatre objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à (i) la prise en compte des préoccupations de la société civile dans les politiques publiques (ii) au suivi de l'exécution des décisions du Gouvernement relatives à l'organisation économique, sociale et culturelle, (iii) à la visibilité du CESC, (iv) au renforcement des capacités du CESC.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen termes. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Favoriser la prise en compte des attentes, de la société civile et des avis du CESC sur les propositions et projets de lois, les plans ou les programmes économiques, social et culturel ainsi que toutes dispositions legislatives à caratère fiscal, économique, social et culturel .

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Niveau d'information des autorités sur les attentes, les besoins et les problèmes de la société civile exprimés dans le recueil	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Bordereau d'envoi, compte rendu d'audience de remise du recueil					
Precision Méthodologique : (Nombre d'institution ayant reçu le recueil / Nombre d'institution devant recevoir le recuei)x100					
1.2 Degré d'opérationnalité de mécanisme de suivi de mise en oeuvre du récueil	%	-	65	70	75
Moyen de Vérification : Compte rendu des reunions, rapport de mission de suivi du recueil effectuées, ordre de mission					
Precision Méthodologique : (Nombre de recommandations et d'avis pris en compte par les pouvoirs publics séances de rencontre de suivi du recueil effectuées/ Nombre recommandations et d'avis formulés par le CESC)x100					
1.3 Niveau de traitement des demandes d'avis des autorités	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Recueil annuel, notes et actes administratifs					
Precision Méthodologique : (Nombre de demande d'avis traitées / nombre de demandes d'avis reçus)x100					

Objectif 2: Assurer le suivi de l'exécution des décisions du gouvernement relatives à l'organisation économique, sociale et culturelle

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Niveau de suivi des décisions prises par le Gouvernement	%	60	70	80	90
Moyen de Vérification : Recueil annuel, - Rapport de missions, - Compte rendu de séances de suivi					
Precision Méthodologique : (Nombre de décisions suivies/Nombre de décisions prises) x100					

Objectif 3: Assurer une meilleure visibilité du CESC					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Taux de participation aux rencontres de concertation avec les institutions similaires	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel, - Rapport de missions					
Precision Méthodologique : (Nombre de participation aux rencontres avec les institutions similaires / Nombre de rencontres prévues)x100					
3.2 Taux de Participation aux rencontres des commissions d'intérêt national	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel, - Rapport et compte rendu					
Precision Méthodologique : (Nombre de participation aux rencontres des commissions d'intérêt national / Nombre de recontres prévues)x100					
3.3 Taux de mise en oeuvre du plan / programme de communication du CESC	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel, - Supports de communication.					
Precision Méthodologique : (Nombre d'activités de communication réalisées / Nombre d'activités de communication prévues)x100					

Objectif 4: Renforcer les capacités du CESC					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
4.1 Taux d'agents formés	%	10	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel, Rapport de formation et de stage					
Precision Méthodologique : (Nombres d'agent formés/ nombre prevus pour la formation)x100					
4.2 Taux de satisfaction des besoins en matériels et équipements	%	25	70	75	80
Moyen de Vérification : Rapport annuel, - Document de comptabilité matière, - Document d'inventaire du matériel					
Precision Méthodologique : (Nombre de matériels acquis / Nombre de matériels requis)x100					
4.3 Délai de production des documents financiers dans les délais	année	dates requises	dates requises	dates requises	dates requises
Moyen de Vérification : Rapport annuel, - Actes administratifs					
Precision Méthodologique : Date de dépôt par rapport à la date de dépôt indiquée					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	292 720	284 201	328 899	361 788
Biens et services	618 343	703 763	592 861	634 355
Transferts et subventions	32 500	32 500	33 439	34 776
Investissement	390 000	350 000	371 042	389 884
Total :	**1 333 563**	**1 370 464**	**1 326 241**	**1 420 803**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par actions

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Analyse des questions économiques, sociales et culturelles	1 333 563	1 370 464	1 326 241	1 420 803
Total :	**1 333 563**	**1 370 464**	**1 326 241**	**1 420 803**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	14	13	13	13
CATEGORIE B	4			
CATEGORIE B1		3	3	3
CATEGORIE B2		1	1	1
CATEGORIE C	1	1	1	1
CONTRACTUEL	94	100	102	104
Total :	**113**	**118**	**120**	**122**

Action 01 Analyse des questions économiques, sociales et culturelles

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	292 720	284 201	328 899	361 788
Biens et services	618 343	703 763	592 861	634 355
Transferts et subventions	32 500	32 500	33 439	34 776
Investissement	390 000	350 000	371 042	389 884
Total	**1 333 563**	**1 370 464**	**1 326 241**	**1 420 803**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Organisation des missions de terrain (suivi des recommandations et recueil des attentes)	126 254
1.2.1	Tenues des réunions de coordination	648
1.2.2	Organisations des sessions (ordinaires et extraordinaires)	82 152
3.1.1	Participation aux rencontres internationales	41 708
3.2.1	Participation aux rencontres internationales	47 803
3.3.1	Elaboration et mise en oeuvre du plan de communication	10 500
4.1.1	Mise en oeuvre du plan de formation du personnel	10 000
4.1.2	Le traitement des salaires et accessoires	284 201
4.2.2	Acquisition d'équipement pour les commissions	40 000
4.2.3	Réhabilitation et équipement du Conseil Economique Social et Culturel	175 000
4.2.4	Participation au fonctionnement du CESC	351 366
4.2.5	Divers activités du CESC (études, etc)	200 523
4.3.1	Préparation et suivi de l'exécution du budget	309
Total		**1 370 464**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.006	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
REHABILITATION/ EQUIPEMENT CESC		175 000	225 000	175 000	208 790	217 684
Total :		**175 000**	**175 000**	**175 000**	**208 790**	**217 684**

SECTION : 170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

le Haut Conseil des Collectivités a pour Mission de contribuer à la création d'un environnemnt institutionel et économique propice à la décentralisation, au dévelopement local et régional, à la protection de l'environnement et à l'amélioration de la qualité de vie des citoyens à l'intérieur des collectivités.

I.2 Les contraintes et les défis

L'analyse des principales contraines et défis qui se posent au Haut Conseil des Collectivités dans la mise en oeuvre efficace et efficiente de son programme se résume comme ci-après.

I.2.1 Contraintes

Les principales contraintes se résument entre autres à l'insuffisance des crédits budgetaires pour prendre en charge ses besoins essentiels au niveau de la Prise en charge:

- des frais d'organisations des concertations régionales;
- de la restitution des résultats des sessions aux collectivités territoriales à la base;
- des misiions de travail et d'echanges avec les Institutions sous régionales et internationales;
- de l'organisation de la journée du 05 avril comemorant l'installation du haut Conseil des Collectivités;
- l'élaboration de la charte de l'environnement du Mali;
- la dotation de l'Institution en moyen de déplacement pour mener à bien ses missions sur le terrain.

I.2.2 Défis

Les principaux defis à relever sont d'ordre:

- Politique: l'érection du Haut Conseil des Collectivités en 2ème Chambre;
- Sécuritaire: le redéploiement de l'Administration sur toute l'étendue du territoire et la libre circulation des personnes et de leur bien;
- Financier: le financement du déficit de financement des activités programmées;
- Matériel: l'acquisition des véhicules de missions;
- Humain:la mise à disposition des cadres en fonction des besoins ;
- Environnemental: la réalisation des missions de travail à l'extérieur sur l'élaboration de la charte sur l'environnement.

I.3 La politique sectorielle

La politique nationale du Haut Conseil des Collectivités est structurée autour de trois objectifs spécifiques ci-après :

- assurer la répresention des collectivités territoriales;
- améliorer la visibilité de l'Institution;
- améliorer la performance du Haut Conseil des Collectivités.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

	Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016
1	Taux de transfert des recettes aux collectivités	%	-	-	15,3	16,2
2	Contrat/Plan Etat/ Région-District	nbre	-	-	2	3
3	Niveau de couverture de l'enregistrement des naissances/ taux d'enregistrement des naissances	%	-	-	87	88

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 1 programme.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Représentation et Promotion des Collectivités	1 818 752	1 919 993	1 867 852	2 015 809
Total :	**1 818 752**	**1 919 993**	**1 867 852**	**2 015 809**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	746 728	757 101	839 022	922 924
Biens et services	664 524	705 392	637 132	681 724
Transferts et subventions	62 500	112 500	64 306	66 878
Investissement	345 000	345 000	327 392	344 283
Total :	**1 818 752**	**1 919 993**	**1 867 852**	**2 015 809**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Représentation et Promotion des Collectivités

Responsable du Programme : le Président du Haut Conseil des Collectivités

a) Présentation stratégique du programme

Ce programme vise à réunir les conditions pour le fonctionnement correct du Haut Conseil des Collectivités et à assurer la représentation et la promotion des collectivités.

IL est découpé en une seule action intitulé « Représentation et promotion des collectivités territoriales », en vue d'assurer sa mise en oeuvre.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme1 est bâti autour de trois objectifs spécifiques : (i) assurer la représentation des collectivités territoriales ; (ii) améliorer la visibilité de l'Institution ; (iii) améliorer la performance du Haut Conseil des Collectivités.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leur progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen et long terme. Les détails des objectifs ainsique les indicateurs qui leurs sont associés, sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Objectif 1: Assurer la représentation des collectivités territoriales

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux des Collectivités couvertes par les missions de restitution du HCC	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : documents administratifs: ordre mission et rapport de missions					
Precision Méthodologique : (collectivités couvertes par les missions / colleectivités totales)x100					
1.2 Taux de réalisations des avis faits au gournement	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : documents administratifs: projets de texte					
Precision Méthodologique : (Nombre des avis faits au gournement/ nombre de projets reçus) x100					
1.3 Taux de réalisations des propositions faites au gournement	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : documents administatifs: ordre de mission et rapports					
Precision Méthodologique : (Nombre de propsotions faites au gournement/ nombre de projets reçus) x100					

Objectif 2: Améliorer la visibilité de l'institution

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux d'exécution des missions à l'extérieur	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : documents administratifs (ordres de missions et rapports)					
Precision Méthodologique : (Nombre de missions effectuées à l'extérieur/nombre total de missions programmées) x100					
2.2 Pourcentage des régions couvertes par les concentrations régionales	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports de mission					
Precision Méthodologique : (Nombre de régions couvertes/nombre total de régions) x100					
2.3 Taux de réalisation des activités de communication	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport des activités de communications					
Precision Méthodologique : (Nombre d'activités de communications réalisées/ nombre d'activités prévues) x100					

Objectif 3: Améliorer la performance du haut conseil des collectivités.					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Taux d'exécution du budget	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : document budgetaires et financiers					
Precision Méthodologique : (Crédit liquidé/ Dotation budgétaire)x 100.					
3.2 Taux de documents Administratif, Financier et Comptable élaborés	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapporte des activités de bureau					
Precision Méthodologique : (Nombre de documents élaborés /nombre de documents prévus) x100.					
3.3 Taux de formations des conseillers nationaux et de personnel	%	100	100	1000	100
Moyen de Vérification : rapport des activités de formations					
Precision Méthodologique : (Nombre de conseillers nationaux et personnel d'appui formés/ nombre total prévu) x100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	746 728	757 101	839 022	922 924
Biens et services	664 524	705 392	637 132	681 724
Transferts et subventions	62 500	112 500	64 306	66 878
Investissement	345 000	345 000	327 392	344 283
Total :	**1 818 752**	**1 919 993**	**1 867 852**	**2 015 809**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Représentation et promotion des collectivités territoriales	1 818 752	1 919 993	1 867 852	2 015 809
Total :	**1 818 752**	**1 919 993**	**1 867 852**	**2 015 809**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
CATEGORIE A	7	8	8	8
CATEGORIE B	10			
CATEGORIE B1		4	4	4
CATEGORIE B2		5	5	5
CATEGORIE C	3	3	3	3
CONTRACTUEL	98	96	98	100
Total :	**118**	**116**	**118**	**120**

Action 01 Représentation et promotion des collectivités territoriales

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	746 728	757 101	839 022	922 924
Biens et services	664 524	705 392	637 132	681 724
Transferts et subventions	62 500	112 500	64 306	66 878
Investissement	345 000	345 000	327 392	344 283
Total	**1 818 752**	**1 919 993**	**1 867 852**	**2 015 809**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Organiser et participer à des missions à l'intérieur par les conseillers Nationaux et du personnel (frais de transport des conseillers, fonctionnement des véhicules et motos, des frais d'entretien et réparation des véhicules etc.)	132 511
1.2.1	Tenir des sessions ordinaires (Indemnités de deux sessions ordinaires, une session commune, du personnel administratif et un comité restreint)	85 050
1.3.1	3 Organiser des missions de restitution à l'extérieur dans la commune du District de Bamako, région, cercles	12 000
1.3.2	Organiser des missions d'études, d'échanges et de partenariat	10 000
2.2.1	organiser la journée du Haut Conseil des Collectivités	8 000
2.2.2	Elaborer une stratégie de la communication (animation d'un site etc.)	2 000
2.3.1	Tenir les concertations régionales	15 000
2.3.2	Produire le rapport de synthèse des missions de restitution	100
3.1.1	Acquérir des mobiliers et matériels de bureau, imprimés et journaux, produits alimentaires et habillement, équipement techniques et l'entretien de matériels et mobiliers de bureau	45 263
3.1.2	Autres activités du Haut Conseil des Collectivités	237 766
3.1.3	Prise en charge des Carburants dotations et missions (Elus et personnels)	45 375
3.1.4	Prise en charge des entretiens matériels informatique (Entretien périodiques des ordinateurs, des photocopieuses, du réseau PRED et Téléphones et achat de pièces de rechange)	10 000
3.1.5	Prise en charge des frais d'entretien des véhicules et réparations et engins deux roues	30 540
3.1.6	Prise en charge relatives à l'Entretien des bâtiments (Contrat d'entretien des locaux, au contrat de gardiennage, Entretien du groupe électrogène, petit et gros)	70 000
3.1.7	Paiement des Factures de l'Electricité	55 779
3.1.8	Paiement des Factures de l'Eau	21 000
3.1.9	Paiement des Factures des Redevances téléphoniques	60 775
3.1.10	Acquérir des Matériels de transports roulants, mobiliers et autres équipements, construction et l'aménagement des locaux et installations techniques	30 000
3.1.11	Construction et équipement du siège	200 000
3.1.12	frais d'internet	46 733
3.2.1	Gestion du Personnel (Indemnités des Conseillers Nationaux, salaires des fonctionnaires, l'heure supplémentaire, des salaires contractuels de l'Institution, augmentation comme les avancements du personnel et statutaires etc.)	757 101
3.2.2	Organiser des ateliers de formations	45 000
Total		**1 919 993**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.007	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
CONSTRUCT/ EQUIPEMENT SIEGE DU HCCT		200 000	200 000	200 000	185 591	193 497
Total :		**200 000**	**200 000**	**200 000**	**185 591**	**193 497**

SECTION : 180 MINISTERE AFF. ETRANGERES ET COOPERATION INTERNATIONALE

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale a pour mission :

- l'élaboration, la mise en oeuvre et le suivi de la politique nationale en matière de Coopération Internationale ainsi que le développement de celle- ci ;
- la programmation, la négociation, la conclusion, l'interprétation et le suivi des traités et des accords ;
- la défense des intérêts du Mali et des maliens établis à l'étranger en liaison avec les ministères concernés.

I.2 Les contraintes et les défis

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale prépare et met en oeuvre l'action diplomatique et la politique de coopération internationale du Mali.

I.2.1 Contraintes

- la faiblesse des capacités de l'outil diplomatique ;
- le non respect des engagements internationaux par certains pays ;
- la faible représentation du Mali dans les Organisations Internationales ;
- l'insuffisance des ressources financières, humaines et matérielles (les structures ne sont pas dotées en ressources humaines conformément aux Cadres organiques) ;
- l'insuffisance des plans de formation et de carrière pour les cadres du département ;
- la faible maitrise des outils de planification au sein du secteur ;
- la faible coordination au niveau du secteur ;
- l'insuffisance de politiques et de stratégies sectorielles ;
- l'insuffisance dans le suivi des Projets/programmes.

I.2.2 Défis

- adapter l'outil diplomatique au nouveau contexte géopolitique, notamment la lutte contre le terrorisme, l'extrémisme violent, le changement climatique entre autres;
- doter les structures en ressources humaines conformément aux Cadres organiques en tenant compte de la dimension genre et de la diversification des profils ;
- renforcer les capacités des ressources humaines des structures du Ministère ;
- relire le Plan de carrière du Ministère sur la durée ;
- adapter les formations aux objectifs stratégiques des structures ;
- élaborer un plan de formation générale ;
- élaborer un manuel d'orientation pour le Département central et les Missions diplomatiques et consulaires ;
- relire la carte diplomatique et les cadres organiques des structures du Département ;
- dynamiser le comité de coordination du secteur ;
- élaborer et mettre en oeuvre des politiques et stratégies pour le secteur ;
- élaborer et mettre en oeuvre une cartographie des risques pour le département.

I.3 La politique sectorielle

La politique sectorielle du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale est structurée autour de seize (16) objectifs spécifiques :

1. le suivi régulier des relations avec les Missions Diplomatiques accréditées au Mali et de l'évolution de la situation politique internationale ;
2. la Coordination, l'animation et le contrôle des activités des services centraux et des services extérieurs;
3. l'élaboration, la mise en oeuvre et le contrôle de l'exécution du Budget d'État et des fonds mis à la disposition des services du Département, ainsi que l'établissement des comptes administratifs ;
4. la gestion rationnelle des ressources humaines, financières et matérielles mises à la disposition du Département ;

5. la coordination de la préparation des plans, programmes et projets, ainsi que leur suivi et évaluation.

6. le renforcement des relations politiques entre le Mali et les Partenaires bilatéraux et multilatéraux ;

7. l'élaboration, la mise en oeuvre et le suivi de la politique de coopération ;

8. le renforcement et la coordination des relations de coopération ;

9. le renforcement de la présence des Maliens dans les Organisations internationales.

10. l'élaboration et le suivi des rapports relatifs à la mise en oeuvre des conventions, auxquelles le Mali est partie ;

11. la négociation, la conclusion, la ratification, la centralisation, la conservation, la gestion des Accords Internationaux et le suivi du contentieux y afférent ;

12. l'analyse et les avis sur les grandes questions de Droit International ;

13. le développement et le suivi des actions de coopération en matière de lutte contre le terrorisme ;

14. le suivi des politiques d'intégration sous régionales et régionales et de toutes les mesures susceptibles d'accélérer le processus d'intégration africaine ;

15. la participation à la prévention et aux règlements des conflits en Afrique, en liaison avec les autres départements concernés ;

16. l'amélioration de l'efficacité et de l'utilisation de l'Aide.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

	Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016
1	Nombre d'accords de financement conclus avec les partenaires bilatéraux	Nombre	29	62	14	-
2	Nombre d'accords de financement conclus avec les institutions financières	Nombre	9	20	12	-
3	Nombre d'accords de coopération signés	Nombre	0	9	14	-
4	Nombre de nationaux placés dans les Organismes Sous - Régionaux et Régionaux avec l'appui du gouvernement	Nombre	2	0	3	0
5	Pourcentage de contentieux traités impliquant le Mali	%	15	28	15	36
6	Pourcentage de traités internationaux ratifiés	%	19	100	22	24

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 3 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Administration Générale	37 745 318	39 282 588	38 420 390	41 270 240
Politique Exterieure et Coopération Internationale	319 897	1 827 419	340 861	371 698
Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	60 578	97 902	64 992	70 953
Total :	**38 125 793**	**41 207 909**	**38 826 243**	**41 712 891**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	13 613 845	15 349 320	15 296 388	16 825 851
Biens et services	12 723 869	13 197 169	12 185 819	13 038 506
Transferts et subventions	3 925 294	4 692 435	4 097 898	4 289 455
Investissement	7 862 785	7 968 985	7 246 138	7 559 079
Total :	**38 125 793**	**41 207 909**	**38 826 243**	**41 712 891**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Administration Générale

Responsable du Programme : le Secrétaire général

a) Présentation stratégique du programme 1

Le programme 1 s'occupe de :

i) suivi régulier des relations avec les Missions diplomatiques accréditées au Mali et de l'évolution de la situation politique internationale ;

ii) la Coordination, l'animation et le contrôle des activités des services centraux et des services extérieurs;

iii) l'élaboration, la mise en oeuvre et le contrôle de l'exécution du Budget d'État et des fonds mis à la disposition des services du Département, ainsi que l'établissement des comptes administratifs ;

iv) la gestion rationnelle des ressources humaines, financières et matérielles mises à la disposition du Département;

v) l'organisation des visites, conférences et cérémonies publiques ;

vi) la coordination de la préparation des plans, programmes et projets, ainsi que leur suivi et évaluation.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme1 est bâti autour de quatre objectifs spécifiques :

(i) Contribuer à la prise de décisions pertinentes en matière de relations extérieures, de défense, de sécurité et de planification ; (ii) Mettre les programmes du département dans les conditions efficientes ; (iii) S'assurer de la bonne gestion de ressources humaines, financières et matérielles du département ; (iv) oeuvrer à l'organisation des cérémonies et des visites de hautes personnalités étrangères au Mali et maliennes à l'étranger, ainsi qu'au respect des conventions en matière de protocole.

A ces objectifs spécifiques sont associés des indicateurs, dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court, moyen et long terme. Les détails des objectifs ainsi les indicateurs qui leurs sont associés, sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Objectif 1: Contribuer à la prise de décisions pertinentes en matière de relations extérieures, de défense, de sécurité et de planification.

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Pourcentage de propositions formulées par le département au Gouvernement ayant été suivi d'effets.	%	-	95	95	95

Moyen de Vérification : Rapports d'activités, Programme de Travail Gouvernemental (PTG)

Precision Méthodologique : (Nombre de décisions prises par le gouvernement sur la base des propositions formulées par le département/Nombre de propositions formulées par le département)x100

Objectif 2: Mettre les programmes du département dans les conditions efficientes.

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux de satisfaction du cadre organique du département.	%	-	88	88	88

Moyen de Vérification : Rapports d'activités

Precision Méthodologique : (Nombre de postes pourvus/Nombre de postes prévus par le cadre organique)x100

2.2 Taux d'exécution du budget du département	%	-	98	98	98

Moyen de Vérification : Rapports d'activités DFM

Precision Méthodologique : (Montant exécuté/dotation budgétaire)x100.

2.3 Taux d'exécution du plan de formation	%	-	92	92	92

Moyen de Vérification : Rapports d'activités

Precision Méthodologique : (Nombre d'agents formés/Nombre d'agents à former)x100.

Objectif 3: S'assurer de la bonne gestion de ressources humaines ,financières et materielles du département.					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Taux d'exécution du programme des missions de controle.	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rappots d'activités
Precision Méthodologique : (Nombre de missions exécutées/Nombre de missions prévues)x100

Objectif 4: Oeuvrer à l'organisation des cérémonies et des visites de hautes personnalités étrangères au mali et maliennes à l'étranger, ainsi qu'au respect des conventions en matière de protocole					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
4.1 Nombres de hautes personnalités accueillies.	Nombre	-	1200	800	800

Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Precision Méthodologique : Dénombrement					
4.2 Nombe de dossiers d'immunités et privilèges traités.	Nombre	-	8000	8000	8000

Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Precision Méthodologique : Dénombrement					
4.3 Nombre de hautes personnalités maliennes en deplacement à l'extérieur	Nombre	-	180	200	200

Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Precision Méthodologique : Dénombrement					
4.4 Nombre de conférences et cérémonies officiellement organisées	Nombre	-	160	170	170

Moyen de Vérification : Ropports d'activtés
Precision Méthodologique : Dénombrement

<u>Tableau 1</u> : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	13 364 471	13 590 100	15 016 198	16 517 646
Biens et services	12 592 768	13 066 068	12 060 156	12 904 060
Transferts et subventions	3 925 294	4 657 435	4 097 898	4 289 455
Investissement	7 862 785	7 968 985	7 246 138	7 559 079
Total :	**37 745 318**	**39 282 588**	**38 420 390**	**41 270 240**

<u>Tableau 2</u> : Récapitulatif du programme par actions

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Coordination administrative et financière	13 475 575	14 578 370	12 931 453	13 668 761
Représentation du Mali à l'extérieur	24 157 536	24 542 011	25 377 984	27 485 496
Planification, programmation et suivi évaluation	112 207	162 207	110 953	115 983
Total :	**37 745 318**	**39 282 588**	**38 420 390**	**41 270 240**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	298	295	297	299
CATEGORIE B	106			
CATEGORIE B1		60	60	60
CATEGORIE B2		49	49	49
CATEGORIE C	13	17	17	17
CONTRACTUEL	978	1 065	1 075	1 085
Total :	**1 395**	**1 486**	**1 498**	**1 510**

Action 01 Coordination administrative et financière

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	1 063 903	1 970 213	1 195 320	1 314 699
Biens et services	3 646 147	3 846 089	3 482 186	3 725 895
Transferts et subventions	1 227 466	1 194 509	1 322 125	1 402 669
Investissement	7 538 059	7 567 559	6 931 822	7 225 498
Total	**13 475 575**	**14 578 370**	**12 931 453**	**13 668 761**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Renforcement des capacités humaines en vue de mettre à la disposition des supports d'information de qualité	156 172
1.1.2	Elaboration des programmes d'activités et des projets du secteur	78 588
1.1.3	Elaboration des politiques et stratégies s'inscrivant dans l'atteinte des objectifs du CREDD	73 325
1.1.4	Réalisation d'études stratégiques	25 000
2.1.1	Gestion rationnelle du personnel	107 267
2.2.1	Préparation du budget	15 000
2.2.2	Gestion efficiente des ressources financières et materielles	4 341 044
2.2.3	Prise en charge des contributions du Mali aux budgets de fonctionnement des Organisations	4 000 000
2.2.4	Prise en charge de la valise diplomatique	75 342
2.2.5	Gestion de la presse et de la communication	7 615
2.2.7	Construction Complexe diplomatiqu Ouaga 2000	500 000
2.2.8	Programme acquisition Construct. Réhab. Résidences Logemnt. diplom. chancellerie	800 000
2.2.9	Construction Equipement DFM/DRH/CPS	400 000
2.2.10	Traitement des salaires du personnel	1 959 724
2.2.11	Autres activités	1 958 240
3.1.1	Renforcement des missions de contrôle au sein du département et dans les MDC	31 085
4.1.1	Gestion des questions d'accueil et de cérémonial	24 828
4.2.1	Traitement avec diligence des dossiers couverts par les régimes dérogatoires	25 140
Total		**14 578 370**

Action 02 Représentation du Mali à l'extérieur

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	12 300 568	11 619 887	13 820 878	15 202 947
Biens et services	8 936 414	9 209 772	8 567 805	9 167 313
Transferts et subventions	2 697 828	3 462 926	2 775 773	2 886 786
Investissement	222 726	249 426	213 528	228 450
Total	**24 157 536**	**24 542 011**	**25 377 984**	**27 485 496**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.2.12	Fonctionnement des Missions Diplomatques et Consulaires	9 459 198
2.2.13	Autres activités (Représentation du Mali à l'Extérieur)	3 462 926
2.2.14	Traitement Salarial des Diplomates	11 619 887
Total		**24 542 011**

Action 03 Planification, programmation et suivi évaluation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	10 207	10 207	10 165	10 852
Investissement	102 000	152 000	100 788	105 131
Total	**112 207**	**162 207**	**110 953**	**115 983**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.2	Elaboration des programmes d'activités et des projets du secteur	6 104
1.1.3	Elaboration des politiques et stratégies s'inscrivant dans l'atteinte des objectifs du CREDD	6 104
2.2.6	Appui CPS	150 000
Total		**162 207**

Le Programme : Politique Exterieure et Coopération Internationale

Responsable du programme : le Directeur de la Coopération Multilatérale

a) Présentation stratégique du programme 2

Le programme 2 a pour objet :

i)le renforcement des relations politiques entre le Mali et les Partenaires bilatéraux et multilatéraux ;

ii)l'élaboration de la politique de coopération et sa mise en oeuvre ;

iii) le renforcement et la coordination des relations de coopération ;

iv)le renforcement de la présence des maliens dans les Organisations internationales.

b)Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme 2

Le cadre de performance du programme 2 est bâti autour de trois objectifs spécifiques : (i) accroître l'Aide Publique au Développement en faveur de l'économie nationale ; (ii) améliorer l'efficacité et l'utilisation de l'Aide ;(iii) affirmer la présence du Mali sur la scène internationale.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen termes. Les détails des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés, sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Objectif 1: Accroître le volume de l'aide publique au développement en faveur de l'économie nationale					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Taux d'augmentation du volume de l'aide en faveur de l'économie	%	-	8	10	12

Moyen de Vérification : Rapport d'activités
Precision Méthodologique : (Volume de l'aide en année n - Volume de l'aide en année n-1) / (Volume de l'aide en année n-1) x100.

1.2 Taux d'exécution des recommandations du rapport de coopération au développement	%	-	75	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités
Precision Méthodologique : (Nombre de recommandations exécutées/ Nombre de recommandations formulées) x100

Objectif 2: Améliorer l'éfficacité et l'utilisation de l'aide					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Taux de l'aide en exécution nationale	%	-	8	8	8

Moyen de Vérification : Rapports d'activités
Precision Méthodologique : (volume d'aide en exécution nationale/volume total d'aide)x100

2.2 Pourcentage de l'aide investie dans le secteur productif	%	-	10	12	12

Moyen de Vérification : Rapports d'activités
Precision Méthodologique : Volume d'aide investie dans le secteur productif/volume total d'aidex100

Objectif 3: Affirmer la présence du mali sur la scène internationale					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Pourcentage de candidatures maliennes parrainées dans les organisations internationales	%	-	95	95	95

Moyen de Vérification : Rapports d'activités
Precision Méthodologique : (Nombre de cadres maliens placés dans les organisations internationales/ Nombre de Candidatures présentées durant l'année) x 100

3.2 Taux de participation aux réunions statutaires	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports d'activités
Precision Méthodologique : (Nombres de participations effectives aux réunions statutaires / Nombres de participations prévues pour les réunions statutaires) x 100

3.3 Taux d'organisation des grandes conférences internationales	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports d'activités
Precision Méthodologique : (Nombre de conférences effectivement organisées / Nombre de conférences sollicitées) x100

<u>Tableau 1</u> : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	207 421	1 694 943	233 052	256 354
Biens et services	112 476	112 476	107 809	115 344
Transferts et subventions		20 000	0	0
Total :	**319 897**	**1 827 419**	**340 861**	**371 698**

<u>Tableau 2</u> : Récapitulatif du programme par actions

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Coopération bilatérale	191 411	1 484 979	243 108	264 648
Coopération multilatérale	128 486	342 440	97 753	107 050
Total :	**319 897**	**1 827 419**	**340 861**	**371 698**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	13	64	64	64
CATEGORIE B	4			
CATEGORIE B1		6	6	6
CATEGORIE B2		5	5	5
CATEGORIE C		5	5	5
CONTRACTUEL	5	16	16	16
Total :	**22**	**96**	**96**	**96**

Action 01 Coopération bilatérale

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	114 379	1 389 024	151 135	166 246
Biens et services	77 032	95 955	91 973	98 402
Total	**191 411**	**1 484 979**	**243 108**	**264 648**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Renforcement des relations de coopération entre la Mali et ses partenaires	24 362
1.1.2	Diversification des axes de coopération entre la Mali et ses partenaires	8 990
1.1.3	Traitement des salaires du personnel (Cooperation bilatérale)	1 206 394
1.1.4	Traitement des salaires du personnel (Cooperaion Multilaterale)	182 630
1.2.1	Coordination et suivi de l'aide publique au développement (Coopération bilaterale)	8 990
1.2.2	Renforcement des relations politiques avec les pays et organiations internationales (coopération bilaterale)	5 146
1.2.3	Renforcement des relations politiques avec les pays et organiations internationales (coopération multilatérale)	3 785
1.2.4	Contribution au renforcement de la paix et de la sécurité internationale	3 785
3.1.1	Renforcement de la politique de placement des cadres maliens dans les organisations internationales	3 785
3.2.1	Participation aux réunions Statutaires	5 146
3.2.2	Défense des interêts nationaux sur la scène internationale	8 990
3.2.3	Autres activités (Coopération bilaterale)	15 408
3.2.4	Participation aux réunions Statutaires (Cooperation multilaterale)	3 785
3.2.6	Autres activités (Cooperation Multilaterale)	3 785
Total		**1 484 979**

Action 02 Coopération multilatérale

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	93 042	305 919	81 917	90 108
Biens et services	35 444	16 521	15 836	16 942
Transferts et subventions		20 000	0	0
Total	**128 486**	**342 440**	**97 753**	**107 050**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.4	Traitement des salaires du personnel (Cooperaion Multilaterale)	305 919
1.1.5	APPUI DCM (UNDAF)	20 000
1.2.3	Renforcement des relations politiques avec les pays et organiations internationales (coopération multilatérale)	3 996
3.2.4	Participation aux réunions Statutaires (Cooperation multilaterale)	4 494
3.2.5	Organisation des réunions statutaires	4 357
3.2.6	Autres activités (Cooperation Multilaterale)	3 674
Total		**342 440**

Le Programme : Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux

Responsable de Programme 3 : le Directeur des Affaires Juridiques

a).Présentation stratégique du programme 3

Le programme 3 a pour objet :

i)l'élaboration des rapports relatifs à la mise en oeuvre des conventions auxquelles le Mali est partie ;

ii)la négociation, la conclusion, la ratification, la centralisation, la conservation, la gestion des Accords Internationaux et le suivi du contentieux y afférent ;

iii)l'analyse et les avis sur les grandes questions de Droit International ;

iv)le développement et le suivi des actions de coopération en matière de lutte contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière ;

v)la gestion des consulats étrangers établis au Mali, des Consulats du Mali à l'étranger, des affaires consulaires et du contentieux y afférent.

b).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme 3

Le cadre de performance du programme 3 est bâti autour de quatre (04) objectifs spécifiques : (i) respecter les engagements pris dans le cadre des traités internationaux; (ii) Contribuer au règlement des contentieux et à la gestion des questions de droit international ; (iii) contribuer aux efforts de sécurisation du pays en rapport avec les partenaires du Mali ; (iv) contribuer à une meilleure gestion des affaires consulaires.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen termes. Les détails des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés, sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Objectif 1: Respecter les engagements pris dans le cadre des traités internationaux

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Pourcentage de traités internationaux ratifiés.	%	-	85	90	90

Moyen de Vérification : Rapports d'activités

Precision Méthodologique : (Nombre de traités internationaux ratifiés/Nombre de traités internationaux soumis à la ratification)x100

1.2 Pourcentage des traités signés ne nécessitant pas de ratification pour leur entrée en vigueur	%	-	75	80	80

Moyen de Vérification : Rapport d'activités

Precision Méthodologique : (Nombre de traités signés ne necissitant pas de ratification pour leur entrée en vigueur/Nombre de traités ne necissitant pas de ratification pour leur entrée en vigueur soumis à la signature) x 100

1.3 Pourcentage d'instruments juridiques internationaux mis en oeuvre	%	-	60	70	70

Moyen de Vérification : Rapports d'activités

Precision Méthodologique : (Nombre de rapports initiaux et périodiques produits/Nombre rapports initiaux et périodiques prévus) x100

1.4 Pourcentage des archives diplomatiques numérisées	%	-	60	70	70

Moyen de Vérification : Rapports d'activités

Precision Méthodologique : (Nombre d'archives numérisées / Nombre d'archives à numériser) X100

Objectif 2: Contribuer au règlement des contentieux et à la gestion des questions de droit international

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Pourcentage de contentieux impliquant le Mali traités	%	-	24	30	30

Moyen de Vérification : Rapports d'activités

Precision Méthodologique : (Nombre de litiges transmis au contentieux/Nombre de plaintes devant les juridictions nationales et internationales impliquant le Mali) x 100.

2.2 Pourcentage de Contentieux traités opposant des nationaux aux Missions diplomatiques et consulaires ou organisations internationales accréditées au Mali	%	-	30	35	40

Moyen de Vérification : Rapports d'activités

Precision Méthodologique : (Nombre de contentieux traités/Nombre de demandes de règlement de contentieux reçues) x 100

Objectif 3: Contribuer aux efforts de sécurisation du pays en rapport avec les partenaires du mali

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Taux de participation aux réunions sur la lutte contre le terrorisme et la criminalié trasfrontalières	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports d'activités

Precision Méthodologique : (Nombre de réunions suivies/Nombre de réunions auxquelles le Mali a été invité) x100

3.2 Nombre de rencontres sur la lutte contre terriorisme et la criminalité transfrontalières organisées au Mali	Nombre	-	3	4	4

Moyen de Vérification : Rapports d'activités

Precision Méthodologique : Dénombrement

Objectif 4: Contribuer à une meilleure gestion des affaires consulaires

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
4.1 Pourcentage de consuls nommés	%	-	50	60	60

Moyen de Vérification : Rapports d'activités

Precision Méthodologique : Nombre de consuls nommés/Nombre de dossiers de candidatures de consuls reçus) x100

4.2 Pourcentage des dossiers consulaires traités concernant les Maliens de l'Extérieur	%	-	70	80	80

Moyen de Vérification : Rapports d'activités

Precision Méthodologique : (Nombre de dossiers consulaires traités concernant les Maliens de l'Extéreiur/Nombre de dossiers consulaires reçus concernant les Maliens de l'Extérieur) x 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	41 953	64 277	47 138	51 851
Biens et services	18 625	18 625	17 854	19 102
Transferts et subventions		15 000	0	0
Total :	**60 578**	**97 902**	**64 992**	**70 953**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Conclusion, suivi des accords et traités internationaux et gestion des affaires consulaires et contentieuses	60 578	97 902	64 992	70 953
Total :	**60 578**	**97 902**	**64 992**	**70 953**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	35	11	11	11
CATEGORIE B	7			
CATEGORIE B1		1	1	1
CATEGORIE B2		2	2	2
CATEGORIE C	1	1	1	1
CONTRACTUEL	15	3	3	3
Total :	**58**	**18**	**18**	**18**

Action 01 Conclusion, suivi des accords et traités internationaux et gestion des affaires consulaires et contentieuses

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	41 953	64 277	47 138	51 851
Biens et services	18 625	18 625	17 854	19 102
Transferts et subventions		15 000	0	0
Total	**60 578**	**97 902**	**64 992**	**70 953**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Négociation, conclusion et exécution d'accords internationaux	3 250
1.1.2	Suivi des engagements internationaux auquels le Mali a souscrit	1 000
1.1.3	Autres activités	15 000
1.1.4	Traitement de salaires du personnel	64 277
1.3.1	Elaboration des rapports découlant de la mise en oeuvre des Conventions internationales	2 477
1.4.1	Réhabilitation des archives diplomatiques	2 002
1.4.2	Numérisation des archives diplomatiques	3 792
2.1.1	Gestion efficiente des litiges impliquant les ressortissants maliens à l'étranger	907
2.1.2	Gestion efficiente des litiges entre les Missions Dipomatiques et Consulaires du Mali et leurs employés	928
2.1.3	Gestion efficiente des litiges impliquant le Mali	917
3.1.1	Suivi des dossiers relatifs à la lutte contre le terrorisme	2 569
4.2.1	Legalisation des actes dréssés au Mali devant faire effet à l'extérieur	782
Total		**97 902**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
1.006	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
APPUI CPS SECTEUR COOPERATION ET INTEGRATION		150 000	100 000	150 000	98 796	103 004
PROG. ACQUISITION / CONSTR./ REHAB./ RESIDENCE/LOGE DIPL		800 000	500 000	800 000	463 979	483 744
PROJET CONSTRUCT/EQUIPEMENT DFM/ DRH/ CPS. SECT. COOP.		400 000	200 000	400 000	185 591	193 497
Total :		**1 350 000**	**1 350 000**	**1 350 000**	**748 366**	**780 245**

SECTION : 185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET INTEGRATION AFRICAINE

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Aux termes du décret n° 2017-0358/P-RM du 26 avril 2017 fixant les attributions spécifiques des membres du Gouvernement, le Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine a pour missions :

- la promotion des intérêts et la protection des Maliens établis à l'étranger ;
- la mise en oeuvre des actions relatives au retour et à la réinsertion des Maliens de l'Extérieur, en rapport avec les ministres concernés, notamment le ministre chargé des Affaires étrangères ;
- le suivi des questions de migration en rapport avec les ministres concernés, notamment le ministre chargé des Affaires étrangères ;
- l'assistance aux Maliens établis à l'Extérieur en situation difficile, en rapport avec les ministres concernés, notamment le ministre chargé des Affaires étrangères, le ministre chargé de la Justice et le ministre chargé des finances ;
- l'élaboration et la mise en oeuvre de mesures destinées à assurer une pleine implication des Maliens établis à l'Extérieur dans la vie nationale et dans la réalisation des actions de développement ;
- l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique nationale en matière de l'intégration africaine.

I.2 Les contraintes et les défis

I.2.1 Contraintes

Le Ministère des Maliens de l'Extérieur et l'Intégration Africaine, dans l'exécution des missions qui lui sont assignées, est confronté à des difficultés d'ordre institutionnel, humain, financier et matériel, notamment :

- la non déconcentration des structures du Département ;
- l'interférence de ses missions avec celles des départements en charge des Affaires Etrangères, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ;
- l'insuffisance de ressources humaines au plan quantitatif et qualitatif ;
- l'absence de plan de carrière pour les agents ;
- l'insuffisance des offres de formation et de perfectionnement des agents ;
- la faiblesse des ressources financières et matérielles ;
- la difficulté d'accès au fonds d'urgence et d'assistance aux rapatriés ;
- l'inexistence de manuel de procédure pour la Délégation Générale des Maliens de l'Extérieur (DGME) ;
- le faible niveau de transfert des migrants orienté vers les investissements productifs.

I.2.2 Défis

- rendre opérationnelles les antennes d'accueil, d'information et d'orientation des Maliens de l'Extérieur ;
- développer une synergie d'actions entre les différents départements impliqués dans la gestion des Maliens de l'Extérieur ;
- renforcer les capacités des structures en ressources humaines, financières et matérielles ;
- élaborer et adopter un plan de carrière pour les agents du département ;
- élaborer un manuel de procédures pour la DGME ;
- inscrire sur le budget du département le Fonds d'urgence et d'assistance aux rapatriés ;
- accroître la participation des Maliens de l'Extérieur au processus de développement économique, social et culturel du pays ;
- valoriser l'image du Mali à l'échelle régionale et internationale ;
- faire de la migration une opportunité pour tous et non une menace ;
- réorienter une part substantielle des transferts de fonds des migrants vers les investissements productifs ;
- réduire les risques et les dangers liés à la migration irrégulière ;
- élaborer et mettre en oeuvre la politique nationale en matière d'intégration africaine.

I.3 La politique sectorielle

La vision du Mali est de faire de la migration, un véritable « atout pour le développement du pays, un facteur de croissance économique et de promotion sociale pour réduire durablement la pauvreté ».

A cet effet, notre pays dispose d'un document de Politique Nationale de Migration (PONAM), adopté le 03 septembre 2014 par le Gouvernement, dont l'objectif global consiste à mieux gérer la migration afin qu'elle contribue à la réduction de la pauvreté.

Cet objectif est décliné en quatre (04) objectifs spécifiques qui sont : (i) assurer la protection et la sécurité des migrants et les membres de leurs familles en veillant aux respects de leurs droits et devoirs en favorisant leur accès à un travail décent et à une bonne couverture sociale, (ii) mettre en place des mécanismes et des dispositifs de gestion appropriés (en matière de connaissance, de réglementation, d'accueil et de réinsertion, de valorisation des capacités) pour mieux organiser la migration, (iii) mobiliser et valoriser les apports des diasporas pour réduire la pauvreté et soutenir le développement national, (iv) faire du Mali, un carrefour ouest - africain de dialogue et de concertation sur les migrations.

Le Département est entrain d'élaborer actuellement la Politique Nationale en matière d'Intégration Africaine. A cet effet, des objectifs spécifiques restent à atteindre, notamment :

- l'élaboration, la mise en oeuvre et le suivi de la politique nationale en matière d'Intégration Africaine ;
- la mise en oeuvre et le suivi des politiques d'intégration sous régionale et régionale et de toutes les mesures susceptibles d'accélérer le processus d'intégration africaine ;
- la promotion d'une culture de l'Unité Africaine par des actions d'information, de sensibilisation et de formation ;
- la participation à la prévention et aux règlements des conflits en Afrique, en liaison avec les autres départements concernés ;
- la mise en oeuvre du mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP) ;
- l'organisation de concertations et de manifestations avec les communautés africaines résidant au Mali ;
- le suivi de la mise en oeuvre du Plan Zonal du Programme d'Initiatives Transfrontalières de la CEDEAO (PIT/CEDEAO).

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

	Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016
1	Volume de transfert des migrants	Milliards	431	431	523	485,6
2	Taux de satisfaction des demandes d'assistance aux Maliens de l'Extérieur	%	87	95	98	98
3	Projets d'investissements financés par les Maliens de l'Extérieur	Nombre	48	69	-	-
4	Maliens de l'Extérieur insérés ou réinsérés	Nombre	164	207	341	-

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 3 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Administration Générale	1 285 580	1 060 849	1 213 668	1 299 925
Intégration Africaine	65 272	249 035	70 363	76 878
Gestion des Maliens de l'Extérieur	1 265 180	972 876	2 414 130	2 556 808
Total :	**2 616 032**	**2 282 760**	**3 698 161**	**3 933 611**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	281 465	407 879	311 557	342 710
Biens et services	604 538	825 205	586 131	638 391
Transferts et subventions	199 829	330 176	111 665	115 612
Investissement	1 530 200	719 500	2 688 808	2 836 898
Total :	**2 616 032**	**2 282 760**	**3 698 161**	**3 933 611**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Administration Générale

Responsable de Programme : le Secrétaire Général du Ministère.

a.Présentation stratégique du programme :

le programme s'occupe de : (i) la coordination, l'évaluation, l'animation, le contrôle et la supervision des activités des services techniques et rattachés, (ii) la gestion des ressources financières et matérielles mises à la disposition du département, (iii) la coordination du système de planification, production des statistiques du secteur, (iv) et du suivi de la mise en oeuvre du processus de décentralisation et de déconcentration au sein du Ministère.

La mise en oeuvre du programme sera assurée, à travers les actions ci-après :

- action 1 : conduite de la politique migratoire ;
- action 2 : coordination financière et matérielle.

b.Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

le cadre de performance de l'Administration générale est bâti autour de deux (02) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à (i) l'amélioration, la coordination et le suivi-évaluation des politiques et stratégies du département (ii) à la gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financières.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen terme. Le détail des objectifs se présente ainsi qu'il suit :

Objectif 1: Améliorer la coordination et le suivi-évaluation des politiques et stratégies du département					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Taux de mise en oeuvre des recommandations des réunions de coordination	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapports et comptes rendus produits.					
Precision Méthodologique : (nombre de recommandations mis en oeuvre / nombre de recommandations formulé) x 100.					
1.2 Taux d'exécution des activités du departement	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport d'activités produits.					
Precision Méthodologique : (nombre d'activités exécuté / nombre d'activités programmé) x 100.					
1.3 Taux d'exécution des missions de suivi-évaluation	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapports d'activité.					
Precision Méthodologique : (nombre de missions suivi-évaluation exécuté / nombre de missions de suivi-évaluation programmé) x 100.					

Objectif 2: Assurer une gestion efficace des ressources matérielles et financières					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Taux d'éxécution du budget	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport d'activités.					
Precision Méthodologique : (crédits liquidés / crédits budgétaires) X 100.					
2.2 Taux d'équipement des structures	%	50	50	75	90
Moyen de Vérification : rapport annuel de la DFM.					
Precision Méthodologique : (nombre de structures équipé / nombre de structures à équiper) X 100.					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	147 600	161 382	161 148	177 261
Biens et services	553 251	590 538	536 966	585 791
Transferts et subventions	141 729	215 429	51 886	53 442
Investissement	443 000	93 500	463 668	483 431
Total :	**1 285 580**	**1 060 849**	**1 213 668**	**1 299 925**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Conduite de la politique migratoire	304 565	338 546	275 742	301 883
Coordination Administrative et Financière	981 015	722 303	937 926	998 042
Total :	**1 285 580**	**1 060 849**	**1 213 668**	**1 299 925**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	3	8	8	8
CATEGORIE B	14			
CATEGORIE B1		9	9	9
CATEGORIE B2		4	4	4
CATEGORIE C	3	3	3	3
CONTRACTUEL	17	20	20	20
Total :	**37**	**44**	**44**	**44**

Action 01 Conduite de la politique migratoire

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	107 291	94 808	117 139	128 852
Biens et services	136 924	155 738	136 481	148 896
Transferts et subventions	37 350	65 000	0	0
Investissement	23 000	23 000	22 122	24 135
Total	**304 565**	**338 546**	**275 742**	**301 883**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Rémunération du personnel	94 808
1.1.2	Coordination des activités du département	115 748
1.1.3	Appui divers besoin des services	5 025
1.2.1	Elaboration du programme d'activités du département et redynamisation des accords de partenariat NEPAD	13 839
1.2.2	Suivi de la mise en oeuvre des activités de la CTC	21 126
1.2.3	Autres dépenses	23 000
1.2.4	Transferts et Subventions NEPAD et Cellule de suivi de la PONAM	65 000
Total		**338 546**

Action 02 Coordination Administrative et Financière

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	40 309	66 574	44 009	48 409
Biens et services	416 327	434 800	400 485	436 895
Transferts et subventions	104 379	150 429	51 886	53 442
Investissement	420 000	70 500	441 546	459 296
Total	**981 015**	**722 303**	**937 926**	**998 042**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Rémunération du personnel	66 574
2.1.2	Suivi-évaluation des recommandations des activités	320 274
2.2.1	Appui divers besoins de services	114 526
2.2.2	Renforcement des capacités	70 500
2.2.3	Transferts et Subventions	150 429
Total		**722 303**

Le Programme : Intégration Africaine

Responsable de Programme :Le Délégué Général à l'Intégration Africaine

a. Présentation stratégique du programme :

le programme 2 a pour objet :

- la mise en oeuvre d'actions qui préparent le pays à l'intégration Africaine ;

- la mise en oeuvre et le suivi des politiques d'intégration sous-régionales et régionales et de toutes les mesures susceptibles d'accélérer le

processus d'intégration africaine ;

- la promotion d'une culture de l'unité africaine par des actions d'informations, de sensibilisation et de formation ;

- la participation à la prévention et aux règlements des conflits en Afrique en liaison avec les autres départements concernés ;

- la mise en oeuvre du Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP) ;

- l'organisation de concertation et de manifestation avec les communautés africaines résidant au Mali ;

- le suivi de la mise en oeuvre du Plan Zonal du Programme d'Initiatives Transfrontalières de la CEDEAO (PIT/CEDEAO).

La mise en oeuvre du programme sera assurée à travers l'action « Conduite et pilotage de la politique d'intégration ».

b.Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme 3 est bâti autour de deux objectifs spécifiques : (i) préparer le pays à l'Intégration Africaine ; (ii) respecter les engagements du Mali au MAEP.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen terme. Les détails des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés, sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Objectif 1: Préparer le pays à l'intégration africaine					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Taux de participation aux réunions statutaires	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : rapports de missions, copies des ordres de mission, communications écrites.					
Precision Méthodologique : (nombre de réunions participé / nombre de réunions prévu) x 100.					
1.2 Nombre d'actions mené en faveur de l'Intégration	Nombre	-	70	70	90
Moyen de Vérification : rapports d'ateliers et de séminaires d'information et de sensibilisation des acteurs, rapports d'incidents et de situation au profit du système de l'alerte précoce (ECOWARN) de la CEDEAO, Communications écrites et Avis de vacance de postes et de manifestation d'intérêt.					
Precision Méthodologique : dénombrement.					
1.3 Placement des Nationaux dans les Organismes sous-régionaux et régionaux d'Intégration.	Nombre	-	8	10	10
Moyen de Vérification : acte de nomination des cadres maliens au sein des Institutions sous-régionales et régionales.					
Precision Méthodologique : dénombrement.					

Objectif 2: Respecter les engagements du mali au MAEP					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Taux de réalisations des activités de renforcement des acteurs participant au MAEP.	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : rapports d'activités de la CNG/SEPAN/MAEP.
Precision Méthodologique : (nombre d'activités réalisé / nombres d'activités prévu) X 100.

2.2 Taux de réalisations des activités de suivi du plan d' actions	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : rapports d' activités de la CNG/SEPAN/MAEP.
Precision Méthodologique : (nombre d'activités réalisé / nombres d'activités prévu) x 100.

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	47 244	171 007	53 082	58 390
Biens et services	18 028	78 028	17 281	18 488
Total :	**65 272**	**249 035**	**70 363**	**76 878**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Conduite et pilotage de la politique d'intégration.	65 272	249 035	70 363	76 878
Total :	**65 272**	**249 035**	**70 363**	**76 878**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
CATEGORIE A		4	4	4
CATEGORIE B1		1	1	1
CATEGORIE B2		2	2	2
CATEGORIE C		1	1	1
CONTRACTUEL		3	3	3
Total :		**11**	**11**	**11**

Action 01 Conduite et pilotage de la politique d'intégration.

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	47 244	171 007	53 082	58 390
Biens et services	18 028	78 028	17 281	18 488
Total	**65 272**	**249 035**	**70 363**	**76 878**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Rémuneration du personnel	171 007
1.1.2	Suivi et mise en oeuvre des missions de la DGIA	78 028
Total		**249 035**

Le Programme : Gestion des Maliens de l'Extérieur

Reponsable du programme : Le Délégué Général des Maliens de l'Extérieur

a).Présentation stratégique du programme :

le programme « Gestion des maliens de l'extérieur » a pour objectifs de : (i) veiller à la protection des intérêts des ressortissants maliens établis provisoirement ou de façon permanent à l'étranger, (ii) initier, coordonner et suivre les différentes actions d'aide au retour des Maliens de l'Extérieur, (iii) veiller à la création de conditions permettant la participation des Maliens de l'Extérieur au processus de développement économique et social du pays, (iv) impulser et coordonner l'action consulaire du Mali et (v) veiller à l'application des accords et traités relatifs à l'établissement et à la circulation des personnes et des biens.

La mise en oeuvre du programme sera assurée à travers l'action du même nom « Gestion des maliens de l'extérieur ».

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

la mise en oeuvre du programme « Gestion des maliens de l'extérieur » vise à atteindre spécifiquement deux objectifs. Ces objectifs assortis d'indicateurs de performance se présentent comme suit :

Objectif 1: Assurer la protection des intérêts des maliens de l'extérieur

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Délai de traitement des demandes de passeports et de cartes d'identité consulaires reçues.	semaine	-	2	2	2
Moyen de Vérification : rapport d'activités de la Délégation Générale des Maliens de l'Extérieur (DGME).					
Precision Méthodologique : durée moyenne de transmission.					
1.2 Taux de satisfaction des demandes des Maliens de l'Extérieur.	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport d'activités de la Délégation Générale des Maliens de l'Extérieur (DGME).					
Precision Méthodologique : (nombre demandes traité / total des demandes reçu à la DGME) X 100.					

Objectif 2: Promouvoir la participation de la diaspora au processus du développement du pays

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.2 Taux de projets d'investissement appuyés	%	-	25	30	40
Moyen de Vérification : rapports de la DGME, de la Cellule Technique du Co-développement et de l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII).					
Precision Méthodologique : (nombre de projets appuyé / nombre de demandes reçu) x 100.					
2.3 Taux de réalisation des missions TOKTEN	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : rapports du programme TOKTEN.					
Precision Méthodologique : (missions réalisées / missions programmées) x 100.					
2.4 Taux d'insertion / réinsertion de Maliens l'Extérieur	%	-	15	20	70
Moyen de Vérification : rapports de la DGME, du CIGEM, Cellule du Co-développement et de l'OFII.					
Precision Méthodologique : (nombre personnes inséré et, ou réinséré / nombre de demandes d'insertion et, ou de réinsertion) x 100.					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	86 621	75 490	97 327	107 059
Biens et services	33 259	156 639	31 884	34 112
Transferts et subventions	58 100	114 747	59 779	62 170
Investissement	1 087 200	626 000	2 225 140	2 353 467
Total :	**1 265 180**	**972 876**	**2 414 130**	**2 556 808**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Soutien aux maliens de l'extérieur	1 265 180	972 876	2 414 130	2 556 808
Total :	**1 265 180**	**972 876**	**2 414 130**	**2 556 808**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	15	11	11	11
CATEGORIE B	4			
CATEGORIE B1		4	4	4
CATEGORIE B2		1	1	1
CATEGORIE C	2	2	2	2
CONTRACTUEL	7	7	7	7
Total :	**28**	**25**	**25**	**25**

Action 01 Soutien aux maliens de l'extérieur

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	86 621	75 490	97 327	107 059
Biens et services	33 259	156 639	31 884	34 112
Transferts et subventions	58 100	114 747	59 779	62 170
Investissement	1 087 200	626 000	2 225 140	2 353 467
Total	**1 265 180**	**972 876**	**2 414 130**	**2 556 808**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Rémunération du personnel	75 490
1.1.2	Suivi de la mise en oeuvre et coordination des activités de la DGME	156 639
1.2.1	Participation aux grandes commissions mixtes de coopération et l'organisation de la journée du partenariat.	56 647
1.2.2	Besoins divers du service	25 000
2.2.1	Gestion du Haut Conseil des Maliens de l'extérieur	58 100
2.3.1	Renforcement des capacités des administrations publiques et privées par les consultants du TOKTEN, rencontres et conférences scientifiques	351 000
2.4.1	Appui aux projets portés par les associations et/ou regroupement d'associations en faveur des Maliens de retour au pays	250 000
Total		**972 876**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.011	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
APPUI PROGRAMME TOKTEN		170 000	170 000	170 000	1 033 937	1 094 525
APPUI INSERTION REINSERTION MIGRANTS MALIENS		250 000	150 000	250 000	140 775	146 772
Total :		**420 000**	**420 000**	**420 000**	**1 174 712**	**1 241 297**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.011	**DÉPENSES SUR DONS PROJETS/PROGRAMMES (BSI)**					
APPUI PROGRAMME TOKTEN		181 000	750 000	181 000	1 033 937	1 094 525
Total :		**181 000**	**181 000**	**181 000**	**1 033 937**	**1 094 525**

SECTION : 190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Vérificateur Général a pour missions :

- d'effectuer un contrôle de performance et de qualité des services et organismes publics, et des programmes et projets de développement ;
- de contrôler la régularité et la sincérité des recettes et des dépenses effectuées par les institutions de la République, les administrations civiles et militaires de l'Etat, les collectivités territoriales, les établissements publics ;
- de procéder à la vérification d'opérations de gestion des entreprises dans lesquelles l'Etat ou une autre personne publique détient une participation financière ;
- de vérifier la conformité et l'effectivité des biens et services pour l'acquisition desquels une société privée a bénéficié d'une exonération de droits douaniers ou fiscaux ;
- de vérifier les concours financiers accordés par l'Etat ou toute autre personne publique à tout organisme par rapport à l'objet de ces concours ;
- d'évaluer, à la demande du Président de la République, du Gouvernement ou du Parlement, les politiques publiques en vue de leur proposer les mesures et actions propres à assurer une meilleure adéquation du coût et du rendement des services publics, à rendre plus pertinent l'emploi des ressources publiques et d'une façon générale, à garantir le fonctionnement régulier des organismes et structures publics.

I.2 Les contraintes et les défis

I.2.1 Contraintes

- Difficultés d'accès aux documents dans le cadre des missions de vérification ;
- Difficultés rencontrées dans la mise en oeuvre des recommandations issues des missions de vérification s'expliquant, entre autres, par l'instabilité des gestionnaires à leur poste.

I.2.2 Défis

- Réaliser entièrement le programme annuel de vérification y compris la prise en compte de certaines saisines de la part du Gouvernement et des citoyens.

I.3 La politique sectorielle

Le Bureau du Vérificateur Général dispose d'un Plan Stratégique 2012-2018 qui indique sa mission, ses valeurs, ses défis et ses axes et objectif stratégique.

- Valeurs :

Les valeurs qui fondent et soutiennent l'action du Vérificateur Général sont : l'intégrité, l'objectivité, le professionnalisme et le respect : une institution crédible et exemplaire.

- Axes :

Axe 1 : Contribution à la lutte contre la corruption et la fraude ;

Axe 2 : Amélioration de la performance des services publics ;

Axe 3 : Amélioration de l'ancrage institutionnel du BVG ;

Axe 4 : Amélioration de l'organisation et du fonctionnement du Bureau ;

Axe 5 : Amélioration de la politique de communication du Bureau.

- Objectif stratégique :

Etre un pôle d'excellence dans les domaines du contrôle et de la vérification au service de l'intérêt public pour une gouvernance de qualité.

A travers les missions de vérification, le BVG contribue à l'atteinte de l'objectif spécifique du CREDD « améliorer la transparence et lutter efficacement contre la corruption ».

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

Indicateurs		Unité	2013	2014	2015	2016

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 1 programme.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Bureau du Vérificateur Général	3 468 623	3 493 623	3 647 913	3 990 038
Total :	**3 468 623**	**3 493 623**	**3 647 913**	**3 990 038**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	2 250 000	2 250 000	2 456 550	2 702 205
Biens et services	759 713	959 713	730 728	797 218
Transferts et subventions	20 000	45 000	20 578	21 195
Investissement	438 910	238 910	440 057	469 420
Total :	**3 468 623**	**3 493 623**	**3 647 913**	**3 990 038**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Bureau du Vérificateur Général

Responsable du Programme : le Vérificateur Général

a) Présentation stratégique du programme

Le programme s'articule autour des missions suivantes :

i) La vérification financière et de performance des services, organismes publics et des programmes et projets de développement ainsi que l'évaluation des politiques publiques ;

ii) La vérification du suivi des recommandations formulées par les missions de vérification financière et de performance ainsi que d'évaluation des politiques publiques.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme est bâti autour des deux (2) objectifs spécifiques suivants :

- Assurer les vérifications financières, de performance et de suivi des recommandations des structures publiques ainsi que l'évaluation des politiques publiques ;
- Utiliser, de façon optimale, les ressources financières allouées au BVG pour assurer une vérification de qualité.

Ces deux objectifs spécifiques permettent au BVG de contribuer à l'amélioration de la transparence et de la performance des services publics pour une gouvernance de qualité.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter les efforts à fournir à court et moyen termes. Le détail des objectifs et les indicateurs qui leur sont associés figurent dans les tableaux suivants.

Objectif 1: Assurer les vérifications financières, de performance et de suivi des recommandations des structures publiques, ainsi que l'évaluation des politiques publiques

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux d'exécution du programme annuel de vérification (y comprises les missions sur saisine prévues) et d'évaluation des politiques publiques	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel de vérification

Precision Méthodologique : (Nombre de missions de vérifications et d'évaluation des politiques publiques effectuées au cours de l'année/nombre de missions prévues dans le budget- programmes) x 100

Objectif 2: Utiliser de façon optimale les ressources financières allouées pour renforcer les capacités du BVG

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux d'exécution du plan de formation	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'exécution du plan de formation

Precision Méthodologique : (Nombre de formations réalisées / nombre de formation prévues) x 100

2.2 Taux d'exécution du plan de développement informatique	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'exécution du plan de développement informatique

Precision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées par le plan de développement/ nombre d'activités prévues par le plan de développement) X 100

2.3 Taux d'exécution des activités PAGAM/GFP II du BVG	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'exécution des activités du PAGAM/GFP II (PREM)

Precision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées / nombre d'activités prévues) x 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	2 250 000	2 250 000	2 456 550	2 702 205
Biens et services	759 713	959 713	730 728	797 218
Transferts et subventions	20 000	45 000	20 578	21 195
Investissement	438 910	238 910	440 057	469 420
Total :	**3 468 623**	**3 493 623**	**3 647 913**	**3 990 038**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Vérification et évaluation de politiques publiques	3 468 623	3 493 623	3 647 913	3 990 038
Total :	**3 468 623**	**3 493 623**	**3 647 913**	**3 990 038**

Action 01 Vérification et évaluation de politiques publiques

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	2 250 000	2 250 000	2 456 550	2 702 205
Biens et services	759 713	959 713	730 728	797 218
Transferts et subventions	20 000	45 000	20 578	21 195
Investissement	438 910	238 910	440 057	469 420
Total	**3 468 623**	**3 493 623**	**3 647 913**	**3 990 038**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Traitement des salaires et accessoires	2 250 000
1.1.2	Organisation des missions de vérification	218 824
1.1.3	Participation au fonctionnement	704 799
1.1.4	Diverses activités du service	186 090
2.1.1	Renforcement des capacités	88 910
2.3.1	Mise en oeuvre du PREM	45 000
Total		**3 493 623**

SECTION : 192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Aux termes de la Loi n°1997-022 du 14 mars 1997 modifiée et du décret n°2012-117/P-RM du 24 février 2012, le rôle du Médiateur de la république est de régler les difficultés nées du fonctionnement des administrations dans leurs relations avec les usagers. Il contribue à la protection et à la promotion des droits de l'homme, au renforcement de l'Etat de droit et à la consolidation de la paix sociale.

I.2 Les contraintes et les défis

La mise en oeuvre du programme du Médiateur de la République offre aux citoyens et à notre Administration de réelles opportunités pour améliorer la gouvernance démocratique et l'état de droit au Mali, mais aussi d'assurer une meilleure prise en charge des difficultés qui seraient nées du fonctionnement des administrations dans leurs relations avec les citoyens.

I.2.1 Contraintes

La perspective d'atteindre les résultats escomptés est soumise aux contraintes majeures suivantes:

- la couverture du territoire pour mieux offrir les services du Médiateur de la République aux citoyens;
- la difficulté de mener les missions de restitution sur l'ensemble du territoire dû à l'insécuriété.

I.2.2 Défis

La mise en oeuvre du programme du Médiateur de la République offre aux citoyens et à notre Administration des réelles opportunités pour améliorer la gouvernance démocratique et l'état de droit au Mali, mais aussi d'assurer une meilleure prise en charge des difficultés qui seraient nées du fonctionnement des administrations dans leurs relations avec les citoyens. Pour y parvenir les Services du Médiateur de la République doivent relever le défi du rétablissement de la confiance entre l'administration et le citoyen à travers :

- une présence forte sur l'ensemble du territoire de la République du Mali (construction de sièges, leur équipement et dotation en personnel et moyens logistiques) ;
- une visibilité des Services du Médiateur de la République par l'élargissement de la couche de citoyens et de cadres informés sur la connaissance des missions, de la procédure de saisine par une meilleure prise en charge des préoccupations des citoyens et par la culture d'une bonne pratique administrative chez les cadres.

I.3 La politique sectorielle

Les missions du médiateur de la République s'inscrivent dans le cadre de la politique nationale de protection et de promotion des droits, de libertés des citoyens et une participation active au renforcement de l'état de droit et de consolidation de la paix sociale.

La distinction majeure du Médiateur de la République et les autres acteurs des droits de l'Homme est celle qui lui confère la Loi N°010 du 08 février 2012 en son article 1er (nouveau) qui dispose que le Médiateur de la République peut être saisi par le Président de la République, le Gouvernement ou le Parlement dans le cadre de de l'amélioration de l'Etat de droit, de la gouvernance et des droit humains ou en matière de règlement des conflits.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

Indicateurs		Unité	2013	2014	2015	2016

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 1 programme.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Médiateur	1 004 651	1 032 057	1 078 848	1 134 988
Total :	**1 004 651**	**1 032 057**	**1 078 848**	**1 134 988**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	365 131	378 280	401 859	442 044
Biens et services	95 850	100 107	99 711	106 470
Transferts et subventions	513 670	523 670	545 109	553 012
Investissement	30 000	30 000	32 169	33 462
Total :	**1 004 651**	**1 032 057**	**1 078 848**	**1 134 988**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Médiateur

Responsable du Programme :le Médiateur de la République

a)Présentation stratégique du programme

Le programme du Médiateur de la République vise à:

-Protéger et promouvoir les droit et libertés des citoyens ;

-Participer au renforcement de l'État de droit

-assurer la gestion administrative et financière de ses services.

Il se décline en une seule action pour mieux assurer sa mise en oeuvre.

b)Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le programme du Médiateur est bâti est bâti autour de quatre (04) objectifs spécifiques : (i) Régler les difficultés nées des relations entre l'Administration et les usagers; (ii) participer à la protection et à la promotion des droits de l'Homme et de la paix sociale ; (iii) améliorer le fonctionnement de l'Institution; (iv) assurer la redevabilité de l'Institution à l'endroit de l'Administration et des citoyens.

A ces objectifs sont associés des indicateurs de résultats soumis à l'atteinte des performances du Médiateur de la République à court et moyen termes. Les détails des objectifs ainsi que les indicateurs qui leurs sont associés, sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Objectif 1: Régler les difficultés nées des relations entre l'administration et les usagers

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux de traitement des dossiers de réclamation	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports statistiques mensuels					
Precision Méthodologique : (Nbre de dossiers traités/nbre de dossiers reçus) x 100					
1.2 Taux de clôture des dossiers de réclamation	%	95	95	95	95
Moyen de Vérification : Rapport statistique mensuel					
Precision Méthodologique : (Nbre de dossiers de réclamation clôturés/nbre de dossiers de réclamation reçus) 100					

Objectif 2: Participer à la protection et à la promotion des droits de l'homme et dela paix sociale

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux de réalisation des activités de suivi des interpellations et des recommadations de l'EID	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'évaluation à mi-parcours ; Rapport bilan ; Comptes Rendus de réunion ; Actes de l'EID					
Precision Méthodologique : Nbre d'activités de suivi réalisées/nbre d'activités de suivi programmées) x 100					
2.2 Taux de réglement des conflits	%	-	-	-	-
Moyen de Vérification : Rapport annuel; rapport de missions PV de conciliation; convention					
Precision Méthodologique : (Nbre de conflits réglés/ nbre de conflits soumis) x 100					

Objectif 3: Améliorer le fonctionnement de l'institution					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Taux de réalisation du plan d'effectif	%	50	75	100	100
Moyen de Vérification : Plans d'effectifs ; Décisions de recrutement et de mise à disposition					
Precision Méthodologique : (Nbre d'agents recrutés /nbre prévus au plan) x 100					
3.2 Taux de réalisation du plan de formation	%	60	70	100	100
Moyen de Vérification : Rapports de formation					
Precision Méthodologique : Nbre d'agents formés /nbre d'agents prévus) x 100					
3.3 Taux de satisfaction des besoins de consommation	%	100	100	100	100
Formule : Comptabilité matière, rapport d'activités					

Objectif 4: Assurer la redevabilité de l'institution à l'endroit de l'administration et des citoyens					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
4.1 Taux de diffusion du rapport annuel	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'évaluation à mi-parcours ; rapport bilan ; Comptes rendus de réunion ; Actes de l'EID					
Precision Méthodologique : (Nbre d'activités de suivi réalisées/nbre d'activités de suivi programmées) x 100					
4.2 Taux de restitution du rapport annuel	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel					
Precision Méthodologique : (Nbre d'activités de suivi réalisées/nbre d'activités de suivi programmées) x 100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	365 131	378 280	401 859	442 044
Biens et services	95 850	100 107	99 711	106 470
Transferts et subventions	513 670	523 670	545 109	553 012
Investissement	30 000	30 000	32 169	33 462
Total :	**1 004 651**	**1 032 057**	**1 078 848**	**1 134 988**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par actions

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Résolution de litiges et contribution à la promotion de la bonne gouvernance	1 004 651	1 032 057	1 078 848	1 134 988
Total :	**1 004 651**	**1 032 057**	**1 078 848**	**1 134 988**

Tableau 3 : Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
CATEGORIE A	23	25	26	27
CATEGORIE B	2			
CATEGORIE B1		1	1	1
CATEGORIE C		1	1	1
CONTRACTUEL	7	8	8	8
Total :	**32**	**35**	**36**	**37**

Action 01 Résolution de litiges et contribution à la promotion de la bonne gouvernance

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	365 131	378 280	401 859	442 044
Biens et services	95 850	100 107	99 711	106 470
Transferts et subventions	513 670	523 670	545 109	553 012
Investissement	30 000	30 000	32 169	33 462
Total	**1 004 651**	**1 032 057**	**1 078 848**	**1 134 988**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Gestion des dossiers de réclamation	52 632
1.2.1	Elaboration des rapports trimestriels des activitées	5 263
2.1.1	Suivi et évaluation de l'EID	31 579
2.1.2	Organisation de l'EID	84 211
2.2.1	Participation aux réglements de conflits	1 053
3.1.1	Traitement des salaires	378 280
3.2.1	Renforcement des capacités	21 053
3.3.1	Préparation du budget	21 053
3.3.2	Exécution de la demande des besoins	147 354
3.3.3	Gestion comptable	10 526
3.3.4	Autres activités	110 633
3.3.5	Achat de groupe electrogène	31 579
4.1.1	Production et diffusion de rapports	84 211
4.2.1	Communication sur l'Institution	52 632
Total		**1 032 057**

SECTION : 195 COMITE NAT. DE L'EGAL ACCES AUX MEDIA D'ETAT

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

I.2 Les contraintes et les défis

I.2.1 Contraintes

I.2.2 Défis

I.3 La politique sectorielle

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

Indicateurs		Unité	2013	2014	2015	2016

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 1 programme.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Egal accès aux medias d'Etat	148 759	149 518	139 066	148 484
Total :	**148 759**	**149 518**	**139 066**	**148 484**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	12 221	12 980	13 514	14 430
Biens et services	106 908	108 908	98 305	104 961
Investissement	29 630	27 630	27 247	29 093
Total :	**148 759**	**149 518**	**139 066**	**148 484**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Action 01 Pilotage de l'accès libre et équitable aux médias d'Etat

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	12 221	12 980	13 514	14 430
Biens et services	106 908	108 908	98 305	104 961
Investissement	29 630	27 630	27 247	29 093
Total	**148 759**	**149 518**	**139 066**	**148 484**

SECTION : 210 MINISTERE DE LA DEFENSE & ANC. COMBATTANTS

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère de la Défense et des Anciens Combattants est chargé de l'exécution de la politique de Défense Nationale et de la mise en oeuvre de la politique de promotion des anciens combattants. En particulier, il est chargé de :

-élaborer et coordonner les éléments de la politique du département ;

-préparer et accroitre la capacité opérationnelle des Forces Armées ;

-contrôler l'état opérationnel des Forces Armées ;

-assurer la formation de base et continue des Forces Armées ;

-veiller à la mise en oeuvre des mesures de protection et de promotion des anciens combattants militaires retraités et victimes de guerre.

I.2 Les contraintes et les défis

Les principales contraintes rencontrées et les défis à relever dans la mise en oeuuvre de la politique de la Défense et de promotion des anciens combattants se résument comme suite :

I.2.1 Contraintes

-insuffisance d'effectifs et d'équipements pour la couverture intégrale du territoire national ;

-difficultés d'assurer le contrôle régulier des structures relevant du Département ;

-insuffisance des moyens humains et matériels pour la couverture des réseaux de transmissions ;

-manque dinfrastructures et de moyens pédagogiques adéquats pour les formations militaires ;

-difficulté de satisfaire aux sollicitations pour les missions de maintien de paix.

I.2.2 Défis

-renforcer les capacités opérationnelles et favoriser le développement socioéconomique ;

-défendre l'intégrité territoriale, avec l'occupation de toutes les régions nord du pays ;

-renforcer la présence du Mali dans les opérations de maintien de la paix.

I.3 La politique sectorielle

-le Département à travers la LOPM 2015-2019 doit doter le pays d'un outil de Défense et de sécurité capable de préserver les intérêts fondamentaux ; c'est une volonté des plus hautes autorités politiques et militaires du Mali ;

-la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) qui est la traduction financière de la politique de Défense permet d'amorcer une réforme des Forces Armées et de Sécurité, cohérente avec l'évolution de l'environnement aussi bien national qu'international, qui se traduit en particulier par l'acquisition des capacités indispensables par rapport à nos objectifs et au niveau contrat opérationnel ;

-l'amélioration du cadre de vie des militaires, la réhabilitation et la rénovation des infrastructures représentent aussi des actions prioritaires.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

	Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016
1	Nombre de personnes déplacées internes	Nbre	-	-	49 883	20 000
2	Taux de croissance du PIB	%	-	-	6	6
3	Nombre de crimes et de délits enregistrés	Nbre	-	-	2 359	2 000

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 5 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Administration Générale	260 367 317	266 140 240	274 272 909	293 894 730
Gestion des Opérations Militaires	7 883 499	7 806 382	8 093 065	8 677 134
Inspection des Armées	126 569	319 825	130 362	139 483
Formation	704 764	668 248	729 824	780 044
Gestion des Transmissions	263 334	265 305	271 217	290 182
Total :	**269 345 483**	**275 200 000**	**283 497 377**	**303 781 573**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	90 905 208	98 607 968	100 528 432	110 581 275
Biens et services	63 298 992	60 564 264	65 148 928	70 023 153
Transferts et subventions	609 440	776 982	669 964	701 673
Investissement	114 531 843	115 250 786	117 150 053	122 475 472
Total :	**269 345 483**	**275 200 000**	**283 497 377**	**303 781 573**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Administration Générale

Responsable du Programme : le Secrétaire Général du Département.

a) Présentation stratégique du programme

Le programme s'occupe de :

- l'élaboration et la coordination des éléments de la politique du Département dans les domaines du personnel, du matériel et des moyens financiers ;
- la Gestion et le suivi de l'utilisation efficiente et efficace des ressources matérielles et financières mises à la disposition le Ministère.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme I est bâti autour de trois objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à (i) à la gestion efficace des ressources du département (ii) à la coordination et au suivi des différents programmes en vigueur dans le Département, (iii) à la participation de la mise en oeuvre des politiques sectorielles d'autres départements et de prestations au profit d'autres pays.

A ces objectifs sont associés les indicateurs permettant de mesurer les progrès réalisés et de se projeter sur les efforts encore à fournir à court, moyen et long termes. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs associés.

Objectif 1: Assurer une gestion efficace des ressources du département

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux d'exécution du Budget	%	51,64	100	100	100
Moyen de Vérification : situation d'exécution et ou Compte administratif et le Rapport d'exécution de la LOPM					
Precision Méthodologique : (crédits liquidés/crédits alloués)*100					
1.2 Taux de satisfaction du programme d'investissements	%	/	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'exécution de la LOPM.					
Precision Méthodologique : (Investissements réalisés/Investissements prévus)*100.					
1.3 Taux d'exécution du recrutement	%	/	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport de fin de formation et de décision d'incorporation					
Precision Méthodologique : (Effectifs réalisés/Effectifs prévus)*100					

Objectif 2: Coordonner et assurer le suivi des différents programmes en vigueur dans le département

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux de réalisation du programme de suivi	%	50	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport d'exécution du programme					
Precision Méthodologique : (activités de suivi réalisées/activités de suivi prévues)*100					

Objectif 3: Participer à la mise en oeuvre des politiques sectorielles d'autres départements et de prestations au profit d'autres pays

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Taux de réalisation des prestations des AMC	%	45	100	100	100
Moyen de Vérification : rapports d'activités					
Precision Méthodologique : (réalisations/prévisions)*100					
3.2 Taux réalisation des prestations EMP	%	0	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports de formations					
Precision Méthodologique : (Nombre d'éléments formés/Nombre d'éléments prévus)*100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	90 905 208	98 607 968	100 528 432	110 581 275
Biens et services	54 857 910	52 036 847	56 482 112	60 727 317
Transferts et subventions	527 265	699 185	585 415	612 898
Investissement	114 076 934	114 796 240	116 676 950	121 973 240
Total :	**260 367 317**	**266 140 240**	**274 272 909**	**293 894 730**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Conduite de la politique de défense	119 092 118	127 779 045	129 689 174	141 916 142
Gestion des ressources humaines	82 237 553	77 315 690	84 162 462	88 420 387
Gestion des ressources financières et matérielles	59 037 646	61 045 505	60 421 273	63 558 201
Total :	**260 367 317**	**266 140 240**	**274 272 909**	**293 894 730**

Action 01 Conduite de la politique de défense

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	90 905 208	98 607 968	100 528 432	110 581 275
Biens et services	24 574 150	25 562 795	25 289 729	27 309 179
Transferts et subventions	51 250	48 520	54 386	55 174
Investissement	3 561 510	3 559 762	3 816 627	3 970 514
Total	**119 092 118**	**127 779 045**	**129 689 174**	**141 916 142**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.2	Traitement des salaires et accessoires	98 607 968
1.1.4	Prise en charge de la prime globale d'alimentation (PGA)	12 000 781
1.2.2	Sécurisation des sites stratégiques	3 496 660
2.1.1	Organisation des séminaires de formation	22 353
2.1.2	Assistance aux militaires	15 148
2.1.3	Participation au fonctionnement des services	13 442 638
3.2.1	Participation au fonctionnement des services	193 497
Total		**127 779 045**

Action 02 Gestion des ressources humaines

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	25 943 071	22 523 640	26 721 357	28 592 529
Transferts et subventions	164 550	155 784	174 620	177 151
Investissement	56 129 932	54 636 266	57 266 485	59 650 707
Total	**82 237 553**	**77 315 690**	**84 162 462**	**88 420 387**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.3	La mise en oeuvre da la LOPM	77 235 014
1.3.2	Organisation et déploiement du personnel civil et militaire	67 787
2.1.1	Organisation des séminaires de formation	12 889
Total		**77 315 690**

Action 03 Gestion des ressources financières et matérielles

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	4 340 689	3 950 412	4 471 026	4 825 609
Transferts et subventions	311 465	494 881	356 409	380 573
Investissement	54 385 492	56 600 212	55 593 838	58 352 019
Total	**59 037 646**	**61 045 505**	**60 421 273**	**63 558 201**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.2.1	Equipemment des services	56 290 023
2.1.1	Organisation des séminaires de formation	36 029
2.1.2	Assistance aux militaires	770 890
2.1.3	Participation au fonctionnement des services	3 617 053
3.1.1	Production d'quipements	331 510
Total		**61 045 505**

Le Programme : Gestion des Opérations Militaires

Responsable du programme : le Chef d'État-major General des Armées.

a) Présentation stratégique du programme

Le programme « Gestion des opérations militaires » poursuit quatre (04) objectifs stratégiques. Il s'agit de :

1.Commandement de l'ensemble des opérations militaires ;

2.Préparations opérationnelles des Forces ;

3.Soutiens opérationnels des Forces

4.Contrôles et évaluations des capacités opérationnelles et la surveillance administrative des corps de troupes.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

La mise en oeuvre du programme « Gestion des opérations militaires » vise à atteindre spécifiquement quatre objectifs. Ces objectifs assortis d'indicateurs de performance se présentent comme suit :

Objectif 1: Mettre en condition opérationnelle les forces armées

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux de satisfaction du Tableau d'Effectifs et de Dotation(TED)	%	72,38	87	90	95
Moyen de Vérification : synthèse des rapports d'activités					
Precision Méthodologique : (données réalisées /données prévues) *100					
1.2 Taux d'exécution des programmes de préparations opérationnelles	%	94,5	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Precision Méthodologique : (Nbre d'activités de préparations réalisées / Nbre d'activités de préparations prévues)*100					
1.3 Taux de réalisation du programme de soutien logistique	%	77	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Precision Méthodologique : (Activités de soutien logistique réalisées / Activités de soutien logistique prévues)*100					

Objectif 2: Assurer la présence de l'armée sur l'ensemble du territoire national					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Taux d'implantation des unités	%	69,67	80	95	100

Moyen de Vérification : synthèse des rapports d'activités
Precision Méthodologique : (nombre d'unités déployées / nombre d'unités prévues)*100

2.2 Taux d'exécution des contrats opérationnels	%	56,25	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités, DIPPO, DIAPO.
Precision Méthodologique : (Nombre d'activités et de missions réalisées / Nombre d'activités et de missions prévues)*100

Objectif 3: Assurer la présence du mali dans les opérations de maintien de la paix dans le monde					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Taux de présence malienne	%	12	35	40	50

Moyen de Vérification : rapport d'activités
Precision Méthodologique : (présence effective / nbre de place offerte)*100

Objectif 4: Assurer la mise en oeuvre des actions de développement					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
4.1 Taux d'exécution des actions de développement socio-économique	%	56,25	60	65	70

Moyen de Vérification : rapports d'activités
Precision Méthodologique : (nombre de prestations réalisées /nombre de prestations demandées)*100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Biens et services	7 410 594	7 350 829	7 602 218	8 157 161
Transferts et subventions	82 175	77 797	84 549	88 775
Investissement	390 730	377 756	406 298	431 198
Total :	**7 883 499**	**7 806 382**	**8 093 065**	**8 677 134**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Préparation des emplois des forces armées	2 161 755	2 297 444	2 194 295	2 347 512
Soutien logistique	4 751 360	4 588 933	4 897 470	5 258 326
Génie militaire	653 275	618 475	672 863	719 599
Activités socio-culturelles et sportives	317 109	301 530	328 437	351 697
Total :	**7 883 499**	**7 806 382**	**8 093 065**	**8 677 134**

Action 01 Préparation des emplois des forces armées

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	2 078 242	2 217 526	2 108 391	2 255 928
Investissement	83 513	79 918	85 904	91 584
Total	**2 161 755**	**2 297 444**	**2 194 295**	**2 347 512**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Participation au fonctionnement des services	376 317
1.2.1	Participation au fonctionnement des services	738 777
2.1.1	Déploiement et implantation des structures sur tout le territoire	940 292
2.1.2	Organisation des séminaires de formation	11 177
2.2.1	Participation au fonctionnement des services	230 881
Total		**2 297 444**

Action 02 Soutien logistique

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	4 593 425	4 433 739	4 732 749	5 084 655
Transferts et subventions	82 175	77 797	84 549	88 775
Investissement	75 760	77 397	80 172	84 896
Total	**4 751 360**	**4 588 933**	**4 897 470**	**5 258 326**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.3.1	Acquisition et ravitaillement de matériel	3 543 255
2.1.2	Organisation des séminaires de formation	48 077
2.2.1	Participation au fonctionnement des services	236 736
3.1.1	Assistance aux militaires	77 797
4.1.3	Acquisition de matériel et consommables médicaux	683 068
Total		**4 588 933**

Action 03 Génie militaire

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	469 643	444 626	483 723	517 239
Investissement	183 632	173 849	189 140	202 360
Total	**653 275**	**618 475**	**672 863**	**719 599**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.2.1	Participation au fonctionnement des services	148 235
4.1.2	Construction et réalisation des chantiers du Génie militaire	470 240
Total		**618 475**

Action 04 Activités socio-culturelles et sportives

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	269 284	254 938	277 355	299 339
Investissement	47 825	46 592	51 082	52 358
Total	**317 109**	**301 530**	**328 437**	**351 697**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.2	Organisation des séminaires de formation	17 220
3.1.1	Assistance aux militaires	28 402
4.1.1	Participation aux compétitions sportives et culturelles	255 908
Total		**301 530**

Le Programme : Inspection des Armées

Responsable de Programme : l'Inspecteur General des Armées et Services.

a).Présentation stratégique du programme

Le programme 3 assure le contrôle opérationnel et l'administration des Services, Unités et Formations des Forces Armées implantées sur le Territoire National;

b).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

La mise en oeuvre du programme « Inspection Générale des Armées et Services» vise à atteindre spécifiquement l'objectif suivant : Apprécier l'état opérationnel des forces Armées et la performance des structures de soutien. Cet objectif assorti d'indicateurs de performance se présente comme suit :

Objectif 1: Apprécier l'état opérationnel des forces armées et la performance des structures de soutien					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Taux d'exécution du programme d'inspection	%	28,57	100	100	100

Moyen de Vérification : rapport d'activité
Precision Méthodologique : (nbre d'inspections réalisées/nbre d'inspections prévues)*100

<u>Tableau 1</u> : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	126 569	304 825	130 362	139 483
Investissement		15 000	0	0
Total :	**126 569**	**319 825**	**130 362**	**139 483**

<u>Tableau 2</u> : Récapitulatif du programme par actions

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Conseil et certification de la condition et de l'état opérationnel des armées	126 569	319 825	130 362	139 483
Total :	**126 569**	**319 825**	**130 362**	**139 483**

Action 01 Conseil et certification de la condition et de l'état opérationnel des armées

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	126 569	304 825	130 362	139 483
Investissement		15 000	0	0
Total	**126 569**	**319 825**	**130 362**	**139 483**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Organisation des missions d'inspection	15 000
1.1.2	Participation au fonctionnement	304 825
Total		**319 825**

Le Programme : Formation

Responsable de Programme : le Directeur des Écoles Militaires

a) Présentation stratégique du programme

Le programme « formation» vise à assurer à :

- Mettre en oeuvre et coordonner la politique de formation dans les Ecoles Militaires au Mali ;
- Promouvoir l'intégration sous régionale dans le cadre de la formation militaire.

b).Présentation des objectifs et des indicateurs du programme

La mise en oeuvre du programme « Formation» vise à atteindre spécifiquement les objectifs suivants:(i) Assurer la formation de base et continue des Officiers, Sous-Officiers et Elèves du Prytanée du Mali et d'autres pays ; (ii) Assurer la formation des agents d'autres départements. Ces objectifs assortis d'indicateurs de performance se présentent comme suit :

Objectif 1: Assurer la formation de base et continue des officiers, sous-officiers et elèves du prytanée du mali et d'autres pays

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux d'exécution du programme de formation	%	/	100	100	100
Moyen de Vérification : rapports d'activités					
Precision Méthodologique : (activité réalisée/ activité prévue)*100					
1.2 Taux de réussite aux examens de sortie	%	/	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Precision Méthodologique : (Nombre réussi/ Nombre présenté)*100					
1.3 Nbre élèves et stagiaires en formation	Nbre	1017	1085	1085	2000
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Precision Méthodologique : Dénombrement					

Objectif 2: Assurer la formation des agents d'autres départements

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Agents extérieurs en formation	Nbre	119	270	300	350
Moyen de Vérification : rapports d'activités					
Precision Méthodologique : nbre d'agents extérieurs en formation.					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	670 585	634 860	693 919	742 073
Investissement	34 179	33 388	35 905	37 971
Total :	**704 764**	**668 248**	**729 824**	**780 044**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Instructions militaires	398 033	377 611	410 383	438 568
Spécialisation des militaires	306 731	290 637	319 441	341 476
Total :	**704 764**	**668 248**	**729 824**	**780 044**

Action 01 Instructions militaires

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	383 214	362 799	394 697	422 115
Investissement	14 819	14 812	15 686	16 453
Total	**398 033**	**377 611**	**410 383**	**438 568**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.2	Organisation des séminaires de formation	10 250
1.1.3	Participation au fonctionnement des services	150 068
1.2.1	Organisation des examens de sortie	167 935
2.1.1	Participation au fonctionnement	49 358
Total		**377 611**

Action 02 Spécialisation des militaires

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	287 371	272 061	299 222	319 958
Investissement	19 360	18 576	20 219	21 518
Total	**306 731**	**290 637**	**319 441**	**341 476**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.2	Organisation des séminaires de formation	3 239
1.3.2	Participation au fonctionnement	287 398
Total		**290 637**

Le Programme : Gestion des Transmissions

Responsable de Programme : le Directeur des transmissions et des télécommunications des armées.

a) Présentation stratégique du programme

Le programme «Gestion des transmissions » vise à :

1.Assurer la formation du personnel des transmissions

2.Approvisionner les Armées en matériel des Transmissions tout en assurant son entretien et sa réparation

3.Contrôler et assurer le bon fonctionnement technique du matériel des transmissions des Armées.

Concevoir, réaliser et coordonner les systèmes des Transmissions des Armées.

b).Présentation des objectifs et des indicateurs du programme

La mise en oeuvre du programme « Gestion des transmissions» vise à atteindre spécifiquement les objectifs suivants : (i) Assurer en temps de paix et de crise la formation du personnel des Forces de Défense et Sécurité ; (ii) Approvisionner les unités des forces de Défense et Sécurité en moyen de communications et maintenir les équipements ; (iii) Assurer et maintenir les liaisons fiables et sécurisées ; (iv) Elaborer des documents de sécurité pour l'exploitation des réseaux.

Ces objectifs assortis d'indicateurs de performance se présentent comme suit :

Objectif 1: Assurer en temps de paix et de crise la formation du personnel des forces de défense et sécurité

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux d'exécution de formations	%	30	100	100	100

Moyen de Vérification : rapports de fin de formation et résultats

Precision Méthodologique : (nbre d'agents formés / nbre d'agents prévus) * 100

Objectif 2: Approvisionner les unités des forces de défense et sécurité en moyen de communications et maintenir les équipements

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux d'équipement des unités	%	63	75	85	95

Moyen de Vérification : notes de délivrances

Precision Méthodologique : (réalisation/prévision) * 100

2.2 Taux de réparation de matériels	%	45	100	100	100

Moyen de Vérification : registres

Precision Méthodologique : (nbre réparation/nbre panne) * 100

Objectif 3: Assurer et maintenir les liaisons fiables et sécurisées en implantant des réseaux

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Taux de réalisation de réseaux	%	/	100	100	100

Moyen de Vérification : documents techniques

Precision Méthodologique : (nbre réalisé /nbre prévu) * 100

3.2 Taux de maintenance des réseaux	%	60	100	100	100

Moyen de Vérification : rapports d'activités

Precision Méthodologique : (nbre Maintenance/nbre panne) * 100

Objectif 4: Elaborer des documents de sécurité pour l'exploitation des réseaux

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
4.1 Taux d'élaboration de document	%	40	100	100	100

Moyen de Vérification : rapports d'activité

Precision Méthodologique : (production/prévision) * 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	233 334	236 903	240 317	257 119
Investissement	30 000	28 402	30 900	33 063
Total :	**263 334**	**265 305**	**271 217**	**290 182**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Conduite et gestion des Télécommunications militaires	263 334	265 305	271 217	290 182
Total :	**263 334**	**265 305**	**271 217**	**290 182**

Action 01 Conduite et gestion des Télécommunications militaires

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	233 334	236 903	240 317	257 119
Investissement	30 000	28 402	30 900	33 063
Total	**263 334**	**265 305**	**271 217**	**290 182**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Appui au fonctionnement des services	82 984
2.1.1	Acquisition de matériels techniques	140 889
2.2.1	Appui au fonctionnement des services	10 358
3.1.1	Appui au fonctionnement des services	10 358
3.2.1	Appui au fonctionnement des services	10 358
4.1.1	Appui au fonctionnement des services	10 358
Total		**265 305**

SECTION : 220 MINISTERE DE LA JUSTICE

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le département de la justice a pour mission de préparer et de mettre en oeuvre la politique nationale en matière de Justice et de Seaux de l'État.

A ce titre, il est compétent pour :

- la législation civile, pénale et commerciale ;
- l'application des peines ;
- la préparation et la mise en oeuvre des décisions de grâce et d'amnistie ;
- le suivi des ordres des professions juridiques et judiciaires ;
- l'administration des services judiciaires et pénitentiaires ;
- l'élaboration et l'application des textes relatifs à la nationalité ;
- le contrôle de l'état civil ;
- l'élaboration et l'application du statut de la magistrature et des statuts des autres professions juridiques et judiciaires ;
- l'élaboration et le contrôle de la règlementation relative aux sceaux de l'Etat ;
- la participation à la lutte contre le terrorisme, la criminalité organisée, la corruption et les autres formes de délinquances économiques et financières, la traite des personnes et les pratiques assimilées.

I.2 Les contraintes et les défis

I.2.1 Contraintes

Le ministère de la justice est confronté à un certain nombre de contraintes notamment :

- la mauvaise perception qu'ont les citoyens de la justice : un sondage réalisé en 2014 donne un niveau de satisfaction de 26,8% des maliens ;
- l'inadéquation des infrastructures judiciaire et administrative servant de cadre de travail : le personnel de la justice travaille aujourd'hui dans des conditions extrêmement difficiles faute de bureaux adéquats et suffisants (deux voire trois magistrats se partagent souvent des bureaux très exigus) ; par ailleurs la présentation des palais de justice n'honore pas toujours la force publique ;
- les centres de détention ne répondent pas aux normes et standards internationaux : les effectifs des détenus dépassent très largement les capacités d'accueil, l'architecture des bâtiments n'est pas adaptée aux réalités, les conditions de vie et détention carcérales sont infrahumaines et le personnel pénitentiaire est insuffisant et peu spécialisé ;
- les moyens logistiques de mission et de transport font cruellement défaut : notamment au niveau des centres de détention pour les besoins d'extraction et de transfèrement ;
- l'insuffisance des effectifs de magistrats, greffiers et secrétaires de greffes et parquets (SGP) pour assurer un service public de la justice de qualité : conformément aux lois n°2011-037 du 15 juillet 2011 portant organisation judiciaire et n°2011-038 portant création de juridictions, la nécessité du recrutement et de la formation de nouveaux magistrats, greffiers et secrétaires de greffes et parquets s'impose ;
- la faiblesse de la capacité logistique : en la matière, notons la quasi absence de personnels spécialisés dédiés à cet effet ;
- la relative faiblesse des motivations du personnel du secteur de la Justice : outre les magistrats, les greffiers et SGP, les surveillants de prisons, les travailleurs sociaux et les autres corps de l'Etat affectés (financiers, administrateurs civils etc.) concourent à la bonne distribution de la justice et méritent de ce fait des motivations conséquentes.

I.2.2 Défis

Pour faire face à toutes ces contraintes dont la liste n'est pas exhaustive, le ministère de la justice entend mettre en oeuvre une politique de renforcement institutionnelle et logistique à travers :

- le renforcement de la confiance entre la justice et les citoyens ;
- l'impérieuse nécessité d'accélérer les recrutements de personnel et la réalisation d'infrastructures adéquates à l'opérationnalisation

effective de la nouvelle carte judiciaire ;

- la construction et la mise à niveau des centres de détention conformément aux normes et standards internationaux ;
- la dotation en moyens logistiques suffisants et adéquats de l'ensemble des services centraux et déconcentrés, des juridictions et des établissements pénitentiaires ;
- le développement et le renforcement de la capacité logistique du ministère ;
- la mise en place d'un mécanisme de motivation des personnels du secteur de la Justice.

I.3 La politique sectorielle

La politique nationale du ministère de la justice est structurée autour de dix (10) objectifs spécifiques :

1. améliorer la gouvernance judiciaire ;
2. renforcer la lutte contre la corruption, la drogue, le terrorisme et la criminalité organisée ;
3. renforcer la promotion et la protection des droits humains et du genre ;
4. suivre l'application des textes par les juridictions et améliorer la législation en matière civile, sociale, commerciale, pénale et de droit communautaire ;
5. améliorer l'efficacité des services judiciaires et l'accessibilité au droit et à la justice ;
6. assurer la mise en oeuvre effective de la politique de l'Etat relative à l'organisation, au contrôle et au fonctionnement des services et des professions juridiques et judiciaires ;
7. assurer la formation initiale et le perfectionnement des acteurs de justice ;
8. faciliter l'accès à l'information juridique et judiciaire ;
9. améliorer les conditions de détention de la population carcérale ;
10. promouvoir la réinsertion sociale et professionnelle des détenus.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

	Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016
1	Niveau de perception des maliens sur la Justice	nombre	-	26,8	-	-
2	Niveau de réalisation des infrastructures de la nouvelle Carte Judiciaire.	%	-	4,5	4,5	-
3	Niveau de réalisation des infrastructures de la nouvelle Carte Judiciaire.	Nbre	44 350	40 629	41 828	30 000
4	Nombre d'habitants/juge	Rang	127/173	115/174	-	-
5	Indice de Transparency International	-	-	-	-	-
6	Eliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde	-	-	-	-	-
7	Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles	-	-	-	-	-

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 3 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Administration Générale, Coordination et Contrôle	6 696 772	6 850 451	5 789 470	6 177 474
Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	7 730 966	9 254 802	8 055 444	8 799 024
Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	8 260 605	5 254 452	8 677 828	9 166 359
Total :	**22 688 343**	**21 359 705**	**22 522 742**	**24 142 857**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	8 191 476	10 100 843	8 778 810	9 602 363
Biens et services	4 668 021	5 546 717	2 538 555	2 770 213
Transferts et subventions	658 344	939 292	604 683	613 444
Investissement	9 170 502	4 772 853	10 600 694	11 156 837
Total :	**22 688 343**	**21 359 705**	**22 522 742**	**24 142 857**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Administration Générale, Coordination et Contrôle

Responsable du Programme : le Secrétaire Général du Ministère de la Justice

a. Présentation stratégique du programme :

ce programme vise à coordonner la mise en oeuvre de la politique du Gouvernement en matière de justice et des droits de l'Homme. A cet effet le programme veillera à ce que les activités des autres programmes concourent à atteindre les objectifs en matière de justice et de droits humains et, à assurer le contrôle, la planification et la gestion administrative et financière.

Le programme s'occupe de :

- la coordination, l'évaluation, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du département ;
- la gestion des ressources matérielles et financières ;
- la coordination du système de planification et de production des statistiques du secteur ;
- du suivi de la mise en oeuvre du processus de décentralisation et de déconcentration au sein du ministère.

Le programme est composé également d'actions :

- Conduite et pilotage de la politique juridique et judiciaire ;
- Gestion des ressources financières et matérielles.

b. Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme 1 est bâti autour de quatre (04) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à l'Administration générale, à la coordination et au contrôle :

- améliorer la gouvernance judiciaire ;
- renforcer la lutte contre la corruption, la drogue, le terrorisme et la criminalité organisée ;
- renforcer la promotion et la protection des droits humains et du genre ;
- suivre l'application des textes par les juridictions et améliorer la législation en matière civile, sociale, commerciale, pénale et de droit communautaire.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leur progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen et terme. Les détails des objectifs ainsi les indicateurs qui leurs sont associés, sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Objectif 1: Améliorer la gouvernance judiciaire

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Niveau de satisfaction des maliens sur l'état de la justice.	%	30	45	60	70
Moyen de Vérification : rapports d'activités CPS/ISJ, Rapport d'enquête sondage HILLS					
Precision Méthodologique : nombre de personnes sondées satisfait x 100 / nombre total de personnes sondées.					
1.2 Taux de réalisation des sessions de Cours d'Assises.	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapports d'activités des cours d'Appels.					
Precision Méthodologique : nombre de sessions d'Assises organisé x 100 / nombre de sessions d'Assises prévu ; NB : il est prévu 11 assises par an.					
1.3 Pourcentage de services contrôlés.	%	-	50	60	70
Moyen de Vérification : rapports d'inspection de l'ISJ.					
Precision Méthodologique : nombre de services contrôlé x 100 / nombre total de services à contrôler.					

Objectif 2: Renforcer la lutte contre la corruption, la drogue le terrorisme et la criminalité

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Pourcentage de dossiers de corruption transmis ayant fait l'objet de poursuites.	%	60	70	75	80
Moyen de Vérification : rapport d'activités des pôles économiques et financiers.					
Precision Méthodologique : nombre de poursuites x 100 / nombre total de dossiers transmis.					
2.2 Pourcentage de dossiers de corruption transmis ayant fait l'objet de d'instruction.	%	50	75	90	-
Moyen de Vérification : rapport d'activités des pôles économiques et financiers.					
Precision Méthodologique : nombre de dossiers instruits x 100 / nombre total de dossiers transmis.					
2.3 Pourcentage de dossiers de corruption transmis ayant fait l'objet de jugement.	%	40	45	50	-
Moyen de Vérification : rapport d'activités des pôles économiques et financiers.					
Precision Méthodologique : nombre de décisions de justice x 100 / nombre total de dossiers transmis.					
2.4 Pourcentage de dossiers judiciaires de terrorisme instruit.	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport d'activités des pôles anti-terrorisme.					
Precision Méthodologique : nombre de décisions judiciaires x100 / nombre total de dossiers de terrorisme instruits.					
2.5 Pourcentage de dossiers judiciaires de trafic de stupéfiant instruit.	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport d'activités des pôles anti-terrorisme.					
Precision Méthodologique : nombre de décisions judiciaires x100 / nombre total de dossiers de trafic de stupéfiants instruits.					
2.6 Taux d'exécution des missions d'inspection des cours d'Appel, des tribunaux, des maisons d'arrêt et des services centraux. / Programme d'inspection	%	95	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport d'inspection de l'ISJ.					
Precision Méthodologique : nombre de Cours d'Appel, de tribunaux, de maisons d'arrêt et de services centraux inspecté (programme d'inspection) x100 / nombre total de Cours d'Appel, de tribunaux, de maisons d'arrêt et de services centraux à inspecter.					
2.7 Taux d'exécution des missions d'inspection des cours d'Appel, des tribunaux, des maisons d'arrêt et des services centraux. / Faits signalés	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport d'inspection de l'ISJ.					
Precision Méthodologique : nombre de Cours d'Appel, de tribunaux, de maisons d'arrêt et de services centraux inspecté (faits signalés) x100 / nombre total de Cours d'Appel, de tribunaux, de maisons d'arrêt et de services centraux à inspecter.					

Objectif 3: Renforcer la promotion et la protection des droits humains et du genre					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Pourcentage des acteurs de justice formé en droits humains et/ou genre / Magistrats	%	45	50	50	60
Moyen de Vérification : rapport d'activités CPS/SJ,.CNLTPA (traite des personnes).					
Precision Méthodologique : nombre de masgistrats formé x100 / effectif total de magistrats.					
3.2 Pourcentage des acteurs de justice formé en droits humains et/ou genre / Auxilliaires de justice	%	40	80	80	90
Moyen de Vérification : rapport d'activités CPS/SJ,.CNLTPA (traite des personnes).					
Precision Méthodologique : nombre d'auxilliaires de justice formé x100 / effectif total d'auxilliaires de justice.					
3.3 Pourcentage des acteurs de justice formé en droits humains et/ou genre / Agents de la DNAPES	%	70	70	100	100
Moyen de Vérification : rapport d'activités CPS/SJ,.CNLTPA (traite des personnes).					
Precision Méthodologique : nombre d'agents de la DNAPES formé x100 / effectif total d'd'agents de la DNAPES.					
3.4 Rapports annuels sur la situation des droits humains (Gouvernement, Médiateur de la République, CNDH, Rapports alternatifs/OSC).	%	4	4	4	4
Moyen de Vérification : rapport d'activités CPS/ISJ, CNDH, OSC.					
Precision Méthodologique : dénombrement.					
3.5 Pourcentage des structures judiciaires touchées par la campagne sectorielle anti-VIH/SIDA.	%	35	40	70	80
Moyen de Vérification : rapport d'activités de la Cellule sectorielle de lutte contre le VIH/SIDA.					
Precision Méthodologique : nombre de structures judiciaires touché par la campagne sectorielle x 100 / nombre total de structures judiciaires programmé.					
3.6 Pourcentage des structures judiciaires touchées par la campagne sectorielle anti-Ebola.	%	35	70	70	80
Moyen de Vérification : rapport d'activités de la Cellule sectorielle de lutte contre le VIH/SIDA.					
Precision Méthodologique : nombre de structures judiciaires touché par la campagne sectorielle x 100 / nombre total de structures judiciaires programmé.					

Objectif 4: Suivre l'application des textes par les juridictions et améliorer la législation en matière civile, sociale, commerciale, pénale et de droit communautaire.					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
4.1 Pourcentage de juridictions contrôlé respectant les textes et conventions.	%	70	80	90	100
Moyen de Vérification : rapports de d'activités et de contrôles de la DNAJS.					
Precision Méthodologique : nombre de juridictions respectant les textes et conventions x 100 / nombre total de juridictions contrôlé.					
4.2 Pourcentage de révision des textes à harmoniser.	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapports de d'activités et de contrôles de la DNAJS.					
Precision Méthodologique : nombre de textes relu x 100 / nombre total de textes à harmoniser.					
4.3 Niveau d'exécution des actes posés en matière de suivi des conventions de coopération judiciaire.	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport d'activités de la DNAJS.					
Precision Méthodologique : nombre d'actes posés x 100 / nombre total de demandes et requêtes en matière de suivi des conventions.					

<u>Tableau 1</u> : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	728 356	2 273 135	824 926	887 770
Biens et services	2 917 394	2 076 294	1 977 894	2 171 133
Transferts et subventions	438 770	438 770	380 719	386 234
Investissement	2 612 252	2 062 252	2 605 931	2 732 337
Total :	**6 696 772**	**6 850 451**	**5 789 470**	**6 177 474**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Conduite et pilotage de la politique juridique et judiciaire	3 748 273	4 260 357	3 762 023	3 972 271
Gestion des ressources financières et matérielles	2 732 734	2 359 329	1 813 131	1 981 347
Planification, programmation et suivi évaluation	215 765	230 765	214 316	223 856
Total :	**6 696 772**	**6 850 451**	**5 789 470**	**6 177 474**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	43	80	81	82
CATEGORIE B	30			
CATEGORIE B1		39	39	39
CATEGORIE B2		25	25	25
CATEGORIE C	13	118	120	122
CONTRACTUEL	64	83	84	85
Total :	**150**	**345**	**349**	**353**

Action 01 Conduite et pilotage de la politique juridique et judiciaire

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	473 759	1 375 843	533 591	576 683
Biens et services	722 754	882 754	751 872	823 030
Transferts et subventions	397 760	397 760	337 203	342 090
Investissement	2 154 000	1 604 000	2 139 357	2 230 468
Total	**3 748 273**	**4 260 357**	**3 762 023**	**3 972 271**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge des dépenses du personnel	1 375 843
1.1.2	Tenue des réunions de coordination	10 000
1.1.3	Participation au fonctionnement du cabinet	171 215
1.1.4	Participation aux missions à l'extérieur (frais de transport)	33 519
1.1.5	Participations aux missions à l'intérieur à l'extérieur (indemnités de déplacements)	94 206
1.1.6	Diverses activités de coordination et de contrôle	345 725
1.1.12	Réalisation des investissement du PURSJ (constructions & équipements)	1 600 000
1.3.1	Réalisation des missions d'inspection des structures judicaires	122 516
2.1.1	Prise en charge des missions des pôles économique et financier à l'intérieur et l'extérieur	60 880
2.1.2	Participation au fonctionnement des pôles économiques et financiers	60 880
2.4.1	Prise en charge des missions de lutte contre le terrorisme et la criminalité	15 000
2.4.2	Participation au fonctionnement du Pool judiciaire anti-terroriste	15 000
2.5.3	Projet de poursuite de l'opérationnalisation du programme national intégré de lutte contre le trafic de drogue, le blanchissement des capitaux et la criminalité transnationale.	50 000
3.1.1	Projet de sensibilisation du personnel judiciaire et administratif sur les questions de droits humains et de genre (traite de personnes)	200 000
3.1.2	Sensibilisation du personnel judiciaire et de l'administration publique sur les questions de droits humains et de genre.	8 000
4.1.1	Participation au fonctionnement de la DNAJS	30 000
4.1.2	Diverses activités de la DNAJS	57 573
4.2.1	Coordination de la relecture et de l'harmonisation des textes	10 000
Total		**4 260 357**

Action 02 Gestion des ressources financières et matérielles

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	254 597	897 292	291 335	311 087
Biens et services	2 178 875	1 162 775	1 209 624	1 330 595
Transferts et subventions	41 010	41 010	43 516	44 144
Investissement	258 252	258 252	268 656	295 521
Total	**2 732 734**	**2 359 329**	**1 813 131**	**1 981 347**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.7	Préparation du budget	10 000
1.1.8	Exécution du budget	1 398 062
1.1.9	Diverses activités de gestion des ressources financières et matérielles	53 262
1.1.13	Prise en charge des dépenses de personnel	897 292
3.5.1	Campagne sectorielle (VIH/SIDA; EBOLA)	713
Total		**2 359 329**

Action 03 Planification, programmation et suivi évaluation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	15 765	30 765	16 398	17 508
Investissement	200 000	200 000	197 918	206 348
Total	**215 765**	**230 765**	**214 316**	**223 856**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.10	Participation au fonctionnement de la CPS	30 765
1.1.11	Projet d'appui au fonctionnement (coordination des projets et programmes, suivi et évaluation des projets et programmes, production des documents statistiques et de planifications)	200 000
Total		**230 765**

Le Programme : Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation

Responsable du Programme : le Directeur National de l'Administration de la Justice.

a).Présentation stratégique du programme :

ce programme vise à améliorer l'efficacité de la justice et son accessibilité, élaborer les éléments de la politique de l'État dans le domaine de l'administration de la justice et en assurer la coordination et le contrôle pour un meilleur fonctionnement des services et des professions judiciaires et juridiques; participer à la gestion des carrières des magistrats et gérer la carrière des personnels non magistrats. Il vise également la formation des acteurs de justice et la diffusion du droit.

Le programme est composé également d'actions :

- jugement des affaires civiles et pénales ;
- jugement des conflits de travail ;

- exécution des décisions de justices ;

- jugement des affaires administratives ;

- jugement des affaires juvéniles ;

- jugement des affaires commerciales ;

- conduite et pilotage des actions du corps de la justice.

b).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

le cadre de performance du programme 2 est bâti autour de quatre (04) objectifs spécifiques :

(i) améliorer l'efficacité des services judiciaires et l'accessibilité au droit et à la justice ;

(ii) assurer la mise en oeuvre effective de la politique de l'État relative à l'organisation, au contrôle et au fonctionnement des services et des professions juridiques et judiciaires ;

(iii) assurer la formation initiale et le perfectionnement des acteurs de justice ;

(iv) améliorer les capacités opérationnelles de l'INFJ.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leur progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen et terme. Les détails des objectifs ainsi les indicateurs qui leurs sont associés, sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Objectif 1: Améliorer l'efficacité des services judiciaires et l'accessibilité au droit et à la justice.					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Niveau de réalisation des infrastructures de la nouvelle carte judiciaire.	%	50	55	65	70
Moyen de Vérification : rapport d'activités de la DNAJ.					
Precision Méthodologique : nombre de nouvelles constructions et réhabilitations x 100 / nombre total d'infrastructures prévu (88 en tout).					
1.2 Délai moyen de jugement des affaires enrôlées au niveau des tribunaux de grande instance / Civile	Jours	45	40	40	40
Moyen de Vérification : rapports RDJ-SJ.					
Precision Méthodologique : délai moyen calculé à partir du SIG-RDJ-SJ.					
1.3 Délai moyen de jugement des affaires enrôlées au niveau des tribunaux de grande instance / Pénale	Jours	120	120	120	120
Moyen de Vérification : rapports RDJ-SJ.					
Precision Méthodologique : délai moyen calculé à partir du SIG-RDJ-SJ.					
1.4 Pourcentage des juridictions disposant de structure fonctionnelle d'accès au droit et à la justice.	%	50	60	70	90
Moyen de Vérification : rapports d'activités DNAJ.					
Precision Méthodologique : nombre de juridictions contrôlé disposant d'un bureau d'accueil et d'orientation x100 / nombre total de juridictions inférieures.					

Objectif 2: Assurer la mise en oeuvre effective de la politique de l'etat relative à l'organisation, au contrôle et au fonctionnement des services et des professions juridiques et judiciaires.

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Pourcentage de juridictions contrôlé.	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : rapports d'activités de la DNAJ.
Precision Méthodologique : nombre de juridictions d'intérieures contrôlé x 100 / nombre total de juridictions programmé.

2.2 Pourcentage de professions juridiques et judiciaires contrôlé.	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : rapports d'activités de la DNAJ.
Precision Méthodologique : nombre de professions juridiques et judiciaires contrôlé x 100 / nombre total de professions juridiques et judiciaires programmé.

2.3 Pourcentage de mise à jour des dossiers administratifs des agents.	%	90	100	100	100

Moyen de Vérification : rapports d'activités de la DNAJ.
Precision Méthodologique : nombre de dossiers administratifs mis à jour x 100 / nombre total de dossiers administratifs existant.

Objectif 3: Assurer la formation initiale et le perfectionnement des acteurs de justice.

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Pourcentage de réussite des auditeurs de justice à l'examen de sortie de promotion à l'INFJ.	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : rapport d'activités INFJ.
Precision Méthodologique : nombre d'auditeurs de justice ayant réussi à l'examen de sortie x 100 / nombre total d'auditeurs de justice de la promotion.

3.2 Pourcentage de magistrats ayant bénéficié de séminaires de formation spécialisée.	%	35	40	50	60

Moyen de Vérification : rapport d'activités INFJ.
Precision Méthodologique : nombre de magistrats ayant participé à des séminaires de formation spécialisée x 100 / nombre total de magistrats existant.

3.3 Pourcentage des auxiliaires de justice ayant bénéficié de formation continue.	%	15	35	50	60

Moyen de Vérification : rapport d'activités INFJ.
Precision Méthodologique : nombre d'auxiliaires de justice ayant bénéficié d'une formation continue x 100 / nombre total d'auxiliaires de justice.

Objectif 4: Faciliter l'accès à l'information juridique et judiciaire et l'amélioration des capacités opérationnelles de l'INFJ.

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
4.1 Pourcentage de juridictions disposant de salle de documentation juridique et judiciaire	%	10	20	30	40

Moyen de Vérification : rapport d'activités INFJ.
Precision Méthodologique : nombre de juridictions disposant de salle de documentation x 100 / nombre total de juridictions du pays.

4.2 Niveau d'atteinte des infrastructures requises pour un fonctionnement optimal de l'INFJ	%	50	80	100	-

Moyen de Vérification : rapport d'activités INFJ.
Precision Méthodologique : nombre d'infrastructures réalisé x 100 / nombre total d' infrastructures nécessaire.

4.3 Pourcentage d'atteinte des études et recherches programmées.	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : rapport d'activités INFJ.
Precision Méthodologique : nombre d'études et recherches conduit / nombre total d'études et recherches prévu.

4.4 Pourcentage de réalisation du droit positif sous forme de revue par I'INFJ qui intègre les commentaires des jugements et Arrêts.	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : rapport d'activités INFJ.
Precision Méthodologique : nombre de revues produit x 100 / nombre total de revues prévu.

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	6 522 220	6 578 617	6 877 215	7 564 927
Biens et services	380 422	1 495 079	380 076	406 271
Transferts et subventions	219 574	500 522	223 964	227 210
Investissement	608 750	680 584	574 189	600 616
Total :	**7 730 966**	**9 254 802**	**8 055 444**	**8 799 024**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Jugement des affaires civiles et pénales	5 614 868	5 982 092	6 164 158	6 771 925
Jugement des conflits de travail	145 748	211 616	157 299	171 302
Exécution des décisions de justice	66 413	46 473	71 357	77 529
Jugement des affaires administratives	373 083	329 177	409 186	449 312
Jugement des affaires juvéniles	122 833	135 443	134 108	146 919
Jugement des affaires commerciales	142 911	79 329	155 942	170 790
Conduite et pilotage des actions du corps de la justice	1 265 110	2 470 672	963 394	1 011 247
Total :	**7 730 966**	**9 254 802**	**8 055 444**	**8 799 024**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	570	527	535	543
CATEGORIE B	598	100	102	104
CATEGORIE B1		184	185	187
CATEGORIE B2		279	282	285
CATEGORIE C	422	314	320	326
CONTRACTUEL	356	320	324	328
Total :	**1 946**	**1 724**	**1 748**	**1 773**

Action 01 Jugement des affaires civiles et pénales

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	5 358 447	5 557 202	5 897 457	6 487 197
Biens et services	200 871	327 506	208 927	223 050
Investissement	55 550	97 384	57 774	61 678
Total	**5 614 868**	**5 982 092**	**6 164 158**	**6 771 925**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.2.1	Tenue des audiences des affaires civiles et pénales	330 474
1.2.2	Diverses activités (jugement des affaires civiles et pénales)	94 416
2.3.1	Prise en charge des dépenses du personnel	5 557 202
Total		**5 982 092**

Action 02 Jugement des conflits de travail

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	94 437	118 093	103 935	114 328
Biens et services	41 311	79 523	42 963	45 868
Investissement	10 000	14 000	10 401	11 106
Total	**145 748**	**211 616**	**157 299**	**171 302**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.4.9	Participation au fonctionnement des tribunaux du travail	64 488
1.4.10	Diverses activités des tribunaux du travail	29 035
2.3.5	Prise en charge des dépenses de personnel	118 093
Total		**211 616**

Action 03 Exécution des décisions de justice

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	37 711	12 501	41 503	45 653
Biens et services	26 702	31 972	27 774	29 655
Investissement	2 000	2 000	2 080	2 221
Total	**66 413**	**46 473**	**71 357**	**77 529**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.6	Application de la loi pénale et exécution des décisions de justice	8 840
2.1.7	Participation au fonctionnement du Parquet général	8 840
2.1.8	Diverses activités du Parquet	7 452
2.2.6	Surveillance de la police judiciaire et contrôle des professions juridiques et judiciaires.	8 840
2.3.6	Prise en charge des dépenses de personnel	12 501
Total		**46 473**

Action 04 Jugement des affaires administratives

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	349 511	302 605	384 668	423 134
Biens et services	21 572	24 072	22 438	23 957
Investissement	2 000	2 500	2 080	2 221
Total	**373 083**	**329 177**	**409 186**	**449 312**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.4.1	Tenue des audiences du ressort des affaires administratives	10 060
1.4.2	Participation au fonctionnement des tribunaux administratifs	10 060
1.4.3	Diverses activités des tribunaux administratifs	6 452
2.3.7	Prise en charge des dépenses de personnel	302 605
Total		**329 177**

Action 05 Jugement des affaires juvéniles

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 05 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	105 022	103 592	115 585	127 143
Biens et services	13 811	27 851	14 363	15 334
Investissement	4 000	4 000	4 160	4 442
Total	**122 833**	**135 443**	**134 108**	**146 919**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 05

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.4.11	Participation au fonctionnement des tribunaux pour enfants	17 029
1.4.12	Diverses activités des tribunaux pour enfants	14 822
2.3.8	Prise en charge des dépenses de personnel	103 592
Total		**135 443**

Action 06 Jugement des affaires commerciales

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 06 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	120 739	54 157	132 881	146 168
Biens et services	20 172	22 672	20 981	22 401
Investissement	2 000	2 500	2 080	2 221
Total	**142 911**	**79 329**	**155 942**	**170 790**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 06

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.4.4	Tenue des audiences du ressort des affaires commerciales	9 360
1.4.5	Participation au fonctionnement des tribunaux de commerce	9 360
1.4.6	Diverses activités du Tribunal de commerce	6 452
2.3.9	Prise en charge des dépenses de personnel	54 157
Total		**79 329**

Action 07 Conduite et pilotage des actions du corps de la justice

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 07 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	456 353	430 467	201 186	221 304
Biens et services	55 983	981 483	42 630	46 006
Transferts et subventions	219 574	500 522	223 964	227 210
Investissement	533 200	558 200	495 614	516 727
Total	**1 265 110**	**2 470 672**	**963 394**	**1 011 247**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 07

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.4.7	Participations au fonctionnement de la DNAJ	417 025
1.4.8	Diverses activités de la DNAJ	454 295
2.3.2	Tenue des sessions du Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM)	3 000
2.3.3	Participation au fonctionnement des services (CSM)	4 000
2.3.4	diverses activités du Conseil Supérieur de la Magistrature	8 163
2.3.10	Prise en charge des dépenses de personnel	430 467
3.1.5	Diverses activités de l'INFJ	90 000
3.1.6	Prise en charge des dépenses de personnel de l'INFJ	73 280
3.2.6	Formation des personnels du corps de la Justice	95 000
4.2.1	Projet de construction équipement réhabilitation des infrastructures de l'INFJ	500 000
4.3.1	Formations du personnel à l'INFJ	58 200
4.3.2	Heures supplémentaires des cours à l'INFJ	25 000
4.4.1	Participations au fonctionnement de l'INFJ	63 688
4.4.2	Organisation de concours et recrutement (besoins nouveaux)	248 554
Total		**2 470 672**

Le Programme : Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée

Responsable du Programme : le Directeur National Adjoint de l'Administration pénitentiaire et de l'éducation surveillée

a).Présentation stratégique du programme :

il s'agit, au niveau de ce programme, d'élaborer la politique nationale dans le domaine pénitentiaire et de l'éducation surveillée et d'assurer la coordination et le contrôle des services qui concourent à la mise en oeuvre de cette politique.

Le programme est composé également d'actions :

- gestion pénitentiaire ;
- préparation et réinsertion socioprofessionnelles des détenus.

b).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

le cadre de performance du programme 3 est bâti autour de trois (03) objectifs spécifiques :

(i) améliorer les conditions de détention de la population carcérale ;

(ii) promouvoir la réinsertion sociale et professionnelle des détenus ;

(iii) améliorer la sécurité, l'hygiène et l'assainissement dans les centres de détention.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leur progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court, moyen et long terme. Les détails des objectifs ainsi les indicateurs qui leurs sont associés, sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Objectif 1: Améliorer les conditions de détention de la population carcérale.					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Pourcentage de centres de détention disposant à la fois de quartiers séparés et d'infirmerie	%	25	30	40	50
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la DNAPES.					
Precision Méthodologique : (Nombre de centres de détention disposant à la fois de quartiers séparés et d'infirmerie/ nombre total de centres de détention du pays) x 100.					
1.2 Pourcentage de centres de détention octroyant trois repas/jour/détenu	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport d'activités de la DNAPES.					
Precision Méthodologique : nombre de centres de détention octroyant trois repas/jour/détenu x 100 / nombre total de centres de détention du pays.					
1.3 Pourcentage des agents de l'APES formé en droits humains et carcéral.	%	50	60	80	100
Moyen de Vérification : rapport d'activités de la DNAPES.					
Precision Méthodologique : nombre d'agents de l'APES formé en droits humains et carcéral x100 / nombre total des agents de l'APES.					

Objectif 2: Promouvoir la réinsertion sociale et professionnelle des détenus					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Pourcentage de détenus hommes et femmes bénéficiant d'une formation professionnelle.	%	7	10	15	20
Moyen de Vérification : rapport d'activités de la DNAPES.					
Precision Méthodologique : nombre de détenus hommes et femmes bénéficiant d'une formation professionnelle x 100 / nombre total de détenus femmes et hommes.					
2.2 Pourcentage de détenus garçons et filles bénéficiant d'une scolarisation.	%	50	80	100	100
Moyen de Vérification : rapport d'activités DNAPES.					
Precision Méthodologique : nombre de détenus garçons et filles bénéficiant d'une scolarisation x 100 / nombre total de détenus garçons et filles.					
2.3 Pourcentage d'administrations régionales de l'APES disposant d'équipements ou de locaux propres / Equipements	%	60	80	100	100
Moyen de Vérification : rapport d'activités de la DNAPES.					
Precision Méthodologique : nombre d'aministrations régionales de l'APES disposant d'équipements x 100 / nombre total des administrations régionales de l'APES.					
2.4 Pourcentage d'administrations régionales de l'APES disposant d'équipements ou de locaux propres / Locaux propres	%	-	10	20	40
Moyen de Vérification : rapport d'activités de la DNAPES.					
Precision Méthodologique : nombre d'aministrations régionales de l'APES disposant de locaux propres x 100 / nombre total des administrations régionales de l'APES.					

<u>Tableau 1</u> : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	**Budget**	**Prévisions**		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	940 900	1 249 091	1 076 669	1 149 666
Biens et services	1 370 205	1 975 344	180 585	192 809
Investissement	5 949 500	2 030 017	7 420 574	7 823 884
Total :	**8 260 605**	**5 254 452**	**8 677 828**	**9 166 359**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Gestion pénitentiaire	8 189 431	5 183 278	8 603 791	9 087 309
Préparation et réinsertion socioprofessionnelles des détenus	71 174	71 174	74 037	79 050
Total :	**8 260 605**	**5 254 452**	**8 677 828**	**9 166 359**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	44	51	52	53
CATEGORIE B	106	62	62	62
CATEGORIE B1		9	9	9
CATEGORIE B2		18	18	18
CATEGORIE C	204	200	204	208
CONTRACTUEL	46	34	34	34
Total :	**400**	**374**	**379**	**384**

Action 01 Gestion pénitentiaire

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	940 900	1 249 091	1 076 669	1 149 666
Biens et services	1 299 031	1 904 170	106 548	113 759
Investissement	5 949 500	2 030 017	7 420 574	7 823 884
Total	**8 189 431**	**5 183 278**	**8 603 791**	**9 087 309**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Participation au fonctionnement de l'administration et des services pénitentiaires	1 794 045
1.1.2	Prise en charge des dépenses de personnel	1 249 091
1.1.3	Projet de construction de la nouvelle maison d'arrêt de Bamako.	2 000 000
1.1.4	Participation au fonctionnement des services pénitentiaires régionaux	140 142
Total		**5 183 278**

Action 02 Préparation et réinsertion socioprofessionnelles des détenus

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	71 174	71 174	74 037	79 050
Total	**71 174**	**71 174**	**74 037**	**79 050**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.2.2	Participation au fonctionnement des Centres Spécialisés de Détention	71 174
Total		**71 174**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
1.009	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
APPUI CPS JUSTICE		200 000	200 000	200 000	197 918	206 348
PROG. URGENCE RENFORC. SYSTEME JUDICIAIRE (PURSJ)		1 600 000	2 100 000	1 600 000	2 081 581	2 170 255
Total :		**1 800 000**	**1 800 000**	**1 800 000**	**2 279 499**	**2 376 603**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.019	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
CONSTRUCT/ EQUIPEMENT. REHAB INFRASTRUCTURES INFJ		500 000	500 000	500 000	495 614	516 727
Total :		**500 000**	**500 000**	**500 000**	**495 614**	**516 727**

SECTION : 223 OFFICE CENTRAL LUTTE CONTRE ENRICHIS. ILLICITE

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Suivant l'ordonnance N°2015-032/P-RM du 23 septembre 2015, l'Office Central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite a pour mission de mettre en oeuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement Illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accompagnement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicites ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;
- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;
- d'émettre un avis sur la mise en oeuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement Illicite et de proposer toutes reformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement Illicite;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement Illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes reformes, législative, règlementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissement illicite ;
- L'Office Central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite peut, sur la base d'informations graves, concordantes en sa possession, saisir le Procureur du Pôle économique et financier compétent.

I.2 Les contraintes et les défis

Dans le cadre de l'accomplissement de ses missions, l'Office Central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite peut faire face aux contraintes et défis ci-dessus cités :

I.2.1 Contraintes

- Une mentalité qui s'accommode de plus en plus à la corruption, quelque soit le service public ;
- la faiblesse des niveaux de salaires au sein des administrations publiques ;
- les pesanteurs socio culturels qui ne favorisent la dénonciation ;
- la faiblesse du taux de bancarisation : Le taux de bancarisation du Mali serait de l'ordre de 6 à 7 pour cent. Ainsi, les cas de petite corruption, pouvant mettre en cause des fonctionnaires, par exemple, sont des sommes qui alimentent l'économie informelle et sont difficilement détectables. Par contre, les produits de la grande corruption (soustraction et détournement de biens publics par les hauts fonctionnaires de l'Etat, pots-de-vin versés à des dirigeants d'entreprise, publiques et privées, pour la conclusion d'un contrat, etc.) peuvent, quant à eux, également être obtenus en argent liquide et représenter des sommes importantes. Ils sont ensuite intégrés dans l'économie formelle et sont blanchis ;
- la faiblesse du niveau d'informatisation des services rendus dans les administrations publiques ;
- un système d'imposition inadapté aux couches vulnérables ;

- la faiblesse du système de contrôle interne au sein des administrations publiques;
- Le risque d'interférence avec les missions de la CENTIF considérée comme une autorité.

I.2.2 Défis

- Organiser le système fiscal pour mieux lutter contre la corruption ;
- Mettre en place un système de dénonciation de la corruption ;
- former les juges et renforcer la loi ;
- récompenser le mérite dans les administrations publiques ;
- assurer une coopération et coordination efficace avec toutes autorités indépendantes impliquées dans la lutte contre l'enrichissement illicite.

I.3 La politique sectorielle

Les actions de l'Office Central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite rentrent dans le cadre de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de la transparence. La Politique Nationale de Transparence vise à poser les fondements d'une « culture de la transparence » dans l'administration publique en vue de parvenir à terme à un « Gouvernement ouvert ».

Cette politique nationale de la transparence vise à promouvoir :

- la culture d'ouverture dans l'administration ;
- la dénonciation d'actes irréguliers ;
- la culture de divulgation active des documents officiels ;
- la culture de reddition des comptes et de recevabilité ;
- la culture du résultat et de la performance ;
- les comportements vertueux (dignité, probité, intégrité) et une administration de « service » et au service du citoyen..

La transparence et la lutte contre la corruption sont primordiales pour restaurer la confiance entre la population et les élites. Le Gouvernement prévoit de mettre en place un système de transparence de la gestion des affaires publiques et d'accès à l'information.

Pour ce faire, la création de l'Office Central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite constitue une opportunité pour laquelle l'Etat s'est engagé à déployer les moyens adéquats pour remplir sa mission qui est de mettre en oeuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte aux plans national, sous régional, régional et international pour une lutte efficace et coordonnée contre l'enrichissement illicite

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

Indicateurs		Unité	2013	2014	2015	2016

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 1 programme.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Lutte contre l'Enrichissement Illicite	1 040 738	1 340 738	1 100 099	1 192 989
Total :	**1 040 738**	**1 340 738**	**1 100 099**	**1 192 989**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	564 300	664 300	634 047	697 451
Biens et services	358 438	458 438	343 664	367 716
Investissement	118 000	218 000	122 388	127 822
Total :	**1 040 738**	**1 340 738**	**1 100 099**	**1 192 989**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Lutte contre l'Enrichissement Illicite

Responsable du Programme : le Président de l'Office Central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite

a).Présentation stratégique du programme :

Le programme concourt à la réalisation de l'objectif spécifique 31 du Cadre stratégique de Relance Economique et de Développement durable (CREDD) dénommé « Améliorer la transparence et lutter efficacement contre la corruption », étant donné que la transparence et la lutte contre la corruption sont primordiales pour restaurer la confiance entre Gouvernants et Gouvernés.

Le programme servira de cadre de mise en oeuvre de la politique nationale de la transparence qui vise à promouvoir notamment : la culture d'ouverture dans l'administration, la dénonciation d'actes irréguliers, la culture de divulgation active des documents officiels, la culture de reddition des comptes et de redevabilité, la culture du résultat et de la performance, les comportements vertueux (dignité, probité, intégrité) et une administration de « service » et au service du citoyen.

b).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le programme Coordination de Lutte contre l'Enrichissement illicite comporte cinq (5) objectifs spécifiques du programme qui sont entre autres :

(i) Renforcer les capacités humaines, techniques et financières de l'OCLEI;

(ii) Contribuer à la lutte contre l'enrichissement illicite;

(iii) Mettre en place et animer un cadre de concertation et de coopération au niveau national et international ;

(iv) Contribuer à l'amélioration des politiques/stratégies publiques de lutte contre l'enrichissement illicite et les infractions connexes;

(v) Produire et diffuser le rapport annuel de l'OCLEI.

Objectif 1: Renforcer les capacités humaines, techniques et financières de l'oclei					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Disponibilité des outils de gestion de l'OCLEI (MPAFC, MO, RI)	nombre	-	02	-	-
Moyen de Vérification : outils de gestion, PV de validation, Rapport annuel d'activités					
Precision Méthodologique : (Nombre et nature des outils produits / Nombre prévus) x 100					
1.3 Taux de satisfaction des besoins en matériel, Ressources humaines et équipement	%	70	80	90	100
Moyen de Vérification : PV de réception, Bordereaux de livraison, Décret, Arrêtés, Décision, Contrat de travail, Rapport annuel d'activités					
Precision Méthodologique : (Nombre de besoins satisfait / Nombre de besoins exprimé) x 100					

Objectif 2: Contribuer à la lutte contre l'enrichissement illicite					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Taux d'assujettis ayant procédé à la déclaration de leurs biens		50	80	90	100
Moyen de Vérification : rapport d'activités, rapport de synthèse, fiches de décompte					
Precision Méthodologique : (Nombre d'assujétis ayant déclaré leurs biens / Nombre total d'assujétis) x 100					
Formule :					
2.2 Taux de déclaration de biens ayant fait l'objet d'analyse et ou d'investigation au niveau de l'OCLEI		-	50	100	100
Moyen de Vérification : rapport d'activité, rapport d'analyse, rapports d'investigations, nombre de dossiers transmis aux autorités judiciaires					
Precision Méthodologique : (Nombre de déclarations reçues et traitées / Nombre total de déclarations attendues) x 100					
2.3 Taux de personnes informées et sensibilisées sur l'enrichissement illicite		-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport de formation					
Precision Méthodologique : (Nombre de personnes informées et formées / Nombre total d'assujétis) x 100					

Objectif 3: Mettre en place et animer un cadre de concertation et de coopération au niveau national et international					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Existence de cadres de concertation avec l'ensemble des structures évoluant dans la lutte contre la corruption, l'enrichissement illicite et les infractions connexes	nombre	03	05	05	05
Moyen de Vérification : PV de constitution, PV des rencontres					
Precision Méthodologique : (nombre de cadres de concertations formels et nombre de structures impliquées / nombre total de structures) x 100					
3.2 Nombre d'espaces de concertation et d'échanges organisés avec les autres organismes nationaux chargés de la lutte contre la corruption, l'enrichissement illicite et les infractions connexes	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapports d'activités					
Precision Méthodologique : (Nombre de table ronde organisée / Nombre total de table ronde prévue) x 100					
3.3 Taux de participation aux espaces d'échanges et de concertation au niveau régional et international	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : ordre de mission, rapports de mission					
Precision Méthodologique : (Nombre de participation / Nombre total d'espace prévu) x 100					

Objectif 4: Contribuer à l'amélioration des politiques/stratégies publiques de lutte contre l'enrichissement illicite et les infractions connexes					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
4.1 situation de l'enrichissement illicite au niveau national	nombre	-	1	1	1
Moyen de Vérification : Rapports d'étude, rapports d'activités					
Precision Méthodologique : Dénombrement					
4.2 situation des techniques et pratiques de l'enrichissement au niveau national	nombre	-	1	1	1
Moyen de Vérification : Rapports d'étude, rapports d'activités					
Precision Méthodologique : dénombrement					
4.3 nombre de recommandations faites sur la situation de l'enrichissement illicite au niveau national	nombre	-	1	1	1
Moyen de Vérification : Rapports de transmission, listes des recommandations transmises					
Precision Méthodologique : Dénombrement					

Objectif 5: Produire et diffuser le rapport annuel de l'oclei					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
5.1 disponibilité et transmission du rapport annuel aux Autorités nationales	nombre	-	1	1	1
Moyen de Vérification : rapport d'activités, liste de distribution, coupures de presse					
Precision Méthodologique : Dénombrement					
5.2 accessibilité du rapport aux citoyens	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : liste de distribution et coupures de presse					
Precision Méthodologique : (Nombre de personnes informées / population) x 100					

<u>Tableau 1</u> : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	564 300	664 300	634 047	697 451
Biens et services	358 438	458 438	343 664	367 716
Investissement	118 000	218 000	122 388	127 822
Total :	**1 040 738**	**1 340 738**	**1 100 099**	**1 192 989**

<u>Tableau 2</u> : Récapitulatif du programme par actions

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Lutte contre l'Enrichissement Illicite	1 040 738	1 340 738	1 100 099	1 192 989
Total :	**1 040 738**	**1 340 738**	**1 100 099**	**1 192 989**

Action 01 Lutte contre l'Enrichissement Illicite

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	564 300	664 300	634 047	697 451
Biens et services	358 438	458 438	343 664	367 716
Investissement	118 000	218 000	122 388	127 822
Total	**1 040 738**	**1 340 738**	**1 100 099**	**1 192 989**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.3.1	Payer les salaires et accessoires du personnel de l'OCLEI	664 300
1.3.2	Organiser des séances de formation à l'endroit du personnel de l'OCLEI	21 053
1.3.3	Acquérir des fournitures de bureau, mobiliers de bureau et du matériel roulant	315 789
1.3.4	Payer les factures d'eau, d'électricité, téléphone et internet de l'OCLEI	25 368
2.1.1	Amener les assujetties à déposer leurs déclarations des biens	46 250
2.2.1	Mener des investigations sur les manquements à l'obligation de déclaration des biens	80 000
2.2.2	Mener des investigations sur les présomptions d'enrichissement illicite	50 895
2.2.3	informer et sensibiliser les citoyens et les personnes assujetties sur l'enrichissement illicite	28 500
3.1.1	Organiser des sessions de promotion sur les instruments communautaires, régionaux et internationaux de lutte contre l'enrichissement illicite	20 053
3.3.1	Représenter le Mali dans les organismes communautaires, régionaux et internationaux de lutte contre l'enrichissement illicite	42 105
4.1.1	Mener des études sur l'état des lieux de l'enrichissement	15 000
4.2.1	mener des études périodiques sur l'évolution des techniques et pratiques en matière d'enrichissement illicite	10 175
5.1.1	Elaborer et transmettre le rapport aux Autorités nationales	7 000
5.2.1	Diffuser le rapport annuel auprès des citoyens	14 250
Total		**1 340 738**

SECTION : 225 MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA REFORME DE L'ETAT

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère des Droits de l'Homme et de la Réforme de l'Etat a pour mission de préparer et mettre en oeuvre la politique nationale dans les domaines des droits de l'Homme et de la réforme de l'Etat.

A ce titre, il est chargé, entre autres, de :

- l'élaboration et la mise en oeuvre des mesures de promotion et de protection des droits humains ;
- l' élaboration et la mise en oeuvre des mesures visant la consolidation de la démocratie, le renforcement des Institutions et la promotion de la gouvernance politique ;
- la conduite des réformes politiques, administratives et institutionnelles concourant à la mise en oeuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger.

I.2 Les contraintes et les défis

Cette partie comprend une analyse des principales contraintes rencontrées et des défis qu'elle pose. Cette analyse porte sur chacun des programmes et globalement sur la mise oeuvre de la stratégie du Ministère.

I.2.1 Contraintes

De façon générale, les activités du Département sont confrontées à certains problèmes qui agissent de manière négative sur les résultats attendus. Il s'agit de :

- la faible capacité des acteurs à appréhender les questions essentielles en matière de négociation et de gestion des conflits ;
- l'instabilité institutionnelle (répartition des services entre la primature et les autres départements ministériels à la suite des remaniements) ;
- l'insuffisance de crédits entrainant la non réalisation de certaines activités ;
- les limites du dispositif de pilotage actuel du PDI ;
- les problèmes relevant du dispositif administratif, financier et institutionnel ;
- la difficulté de mobilisation de ressources financières adaptées afin de faire face aux besoins d'investissement en infrastructures et équipements sociaux de base.

I.2.2 Défis

Les défis à relever sont :

- le renforcement des compétences des services du Département ;
- la poursuite de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Gestion Axée sur le Résultat (GAR) ;
- la poursuite de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Transparence ;
- la poursuite de la mise en oeuvre de la Politique Nationale des Droits de l'Homme ;
- la poursuite de la mise en oeuvre de la mise en oeuvre de la Justice Transversale ;
- la réalisation d'infrastructures adéquates pour les services du département ;
- le renforcement de la dotation en crédits budgétaires des services du département ;
- la mise en oeuvre du programme de développement institutionnel, PDI 2ème génération ;
- le renforcement des capacités de pilotage et celui du système de gestion interne du CDI.

I.3 La politique sectorielle

Le Programme de Développement Institutionnel (PDI 1ère génération) a été adopté en 2003 en vue de contribuer à l'amélioration de la qualité des services rendus aux usagers et au renforcement de l'État de droit à travers les quatre (04) objectifs ci-après :

- adapter l'organisation administrative à l'évolution politique et institutionnelle afin de corriger ses incohérences structurelles et accroître son efficacité ;
- renforcer la gestion publique en vue d'améliorer quantitativement et qualitativement les services offerts aux populations ;
- mettre les préoccupations des usagers au coeur de l'action administrative afin de redonner une légitimité à l'État et renforcer le processus démocratique ;

- assurer un pilotage adéquat des politiques de développement et améliorer la coordination des actions de développement.

Le programme de développement institutionnel (PDI 2ème génération), est bâti autour des principes d'actions ci-après : (i) la création des conditions de relance de la dynamique de la réforme qui est en panne depuis les évènements de mars 2012 ; (ii) le passage d'une posture centrée sur la production à une autre mettant l'accent sur la mise en oeuvre (moins d'études, plus d'actions...) ; (iii) la concentration des actions de réforme sur un périmètre réduit de l'Administration en agissant sur tous les leviers de l'efficacité organisationnelle ; (iv) l'introduction d'une dimension managériale dans le contenu et la manière de conduire la réforme ; (v) l'intégration de tous les volets de la réforme globale de l'État (réforme administrative, décentralisation, réforme des finances publiques, réformes institutionnelles dans le cadre des politiques sectorielles) ; (vi) le choix d'un fil conducteur à savoir la gestion axée sur les résultats, et la mise en place des budgets de programmes.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

	Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016
1	Pourcentage des acteurs de justice formé en droits humains et/ou genre	%	0	66	155	200
2	Nombre de réalisation des rapports annuels sur la situation des droits humains (Gouvernement, Médiateur de la République, CNDH, Rapport alternatifs/OSC).	Nombre	3	2	2	4
3	Pourcentage de satisfaction des usagers des services publics	%	26,8	-	-	-

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 2 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Administration Générale	293 588	440 000	311 357	339 500
Reformes Administratives et Institutionnelles	672 188	522 918	670 690	701 900
Total :	**965 776**	**962 918**	**982 047**	**1 041 400**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	198 010	200 240	226 581	241 942
Biens et services	253 178	382 678	261 213	286 555
Transferts et subventions	80 588	30 000	85 519	86 758
Investissement	434 000	350 000	408 734	426 145
Total :	**965 776**	**962 918**	**982 047**	**1 041 400**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Administration Générale

Responsable du Programme : le Secrétaire Général du Département

a).Présentation stratégique du programme :

Le programme s'occupe :

- de la coordination, l'évaluation, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du département
- de la gestion des ressources matérielles et financières ;
- du respect des engagements de l'État en matière de droits de l'homme.

b).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme I est bâti autour de quatre objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs (i) à l'amélioration, à la coordination et au suivi évaluation des politiques et stratégies du Département ; (ii) à assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières du Département ; (iii) le respect des engagements de l'État en matière des droits de l'homme.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen termes. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Améliorer la coordination et le suivi-évaluation des politiques et stratégies du département.					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Taux d'exécution des activités du Département	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapports d'activités des différentes structures du Département.					
Precision Méthodologique : (nombre d'activités réalisé / nombre d'activités programmé) x 100.					
1.2 Taux de mise en oeuvre des recommandations des réunions des Comités d'orientation des politiques du Département	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapports et comptes rendus des réunions de programmation ou de vérification de la mise en oeuvre des tâches des structures du Département.					
Precision Méthodologique : (nombre de recommandations mis en oeuvre / nombre de recommandations formulé pour l'année) x 100.					
1.3 Taux d'exécution du programme d'activités Genre du Département	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport d'activités du comité genre du département.					
Precision Méthodologique : (nombre d'activités réalisé / nombre d'activités prévu) x 100.					

Objectif 2: Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières du département

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux d'exécution du budget ordinaire et budget spécial d'investissement (financement intérieur et extérieur)	%	100	100	100	100
Precision Méthodologique : compte administratif.					
Formule : (montant total liquidé / total du crédit notifié) x 100.					
2.2 Taux de satisfaction des services par rapport aux besoins d'acquisition de matériels, équipements et fournitures de bureau	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : liste des besoins satisfaits par la Direction des Finances et du Matériel (DFM).					
Precision Méthodologique : (nombre de besoins satisfait / nombre total de besoins exprimé) x 100.					
2.3 Taux d'exécution du plan de passation des marchés	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : plan de passation des marchés.					
Precision Méthodologique : (nombre de marchés passé / nombre de marchés prévu) x 100.					

Objectif 3: Renforcer la protection des droits humains

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Taux de réduction du nombre de cas de violation de droits humains	%	-	20	30	30
Moyen de Vérification : rapports d'activités de la CNDH et du MR.					
Precision Méthodologique : (nombre de cas de violation de droits humains traité / nombre de cas de violation de droits humains enregistré) x100.					
3.2 Taux de résolution du nombre de cas de violation de droits humains	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : rapports d'activités de la CNDH et du MR.					
Precision Méthodologique : (nombre de cas de violation de droits humains résolu / (nombre de cas de violation de droits humains reçu) x 100.					

Objectif 4: Assurer une meilleure assistance en matière de droits humains aux acteurs publics et privés

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
4.1 Pourcentage d'acteurs publics et privés ayant bénéficié de l'assistance du MDHRE	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapports d'activités MDHRE.					
Precision Méthodologique : (nombre d'acteurs publics et privés assisté / nombre d'acteurs publics et privés en besoin d'assistance) x 100.					
4.2 Pourcentage d'OSC ayant bénéficié de l'assistance de MDHRE	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapports MDHRE et OSC.					
Precision Méthodologique : (nombre d'acteurs publics et privés assistés / nombre d'acteurs publics et privés en besoin d'assistance) x 100.					

Objectif 5: Mettre en place un dispositif d'assistance juridique et judiciaire en faveur des victimes

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
5.1 Pourcentage de victimes assisté	%	-	30	40	30
Moyen de Vérification : rapports MDHRE, CNDH, MR.					
Precision Méthodologique : (nombre de victimes assisté/ nombre victimes enregistré) x 100.					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	55 000	82 500	62 935	67 201
Biens et services	228 000	357 500	237 187	260 902
Transferts et subventions	10 588	0	11 235	11 397
Total :	**293 588**	**440 000**	**311 357**	**339 500**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Pilotage et coordination de la politique de réforme de l'Etat	122 000	183 000	129 516	141 544
Gestion financière et matérielle	171 588	257 000	181 841	197 956
Total :	**293 588**	**440 000**	**311 357**	**339 500**

Action 01 Pilotage et coordination de la politique de réforme de l'Etat

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	25 000	37 500	28 607	30 546
Biens et services	97 000	145 500	100 909	110 998
Total	**122 000**	**183 000**	**129 516**	**141 544**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Organisation de la semaine nationale des droits de l'homme	31 158
1.1.2	Organisation des conférences publiques sur les droits l'homme à l'intention des citoyens	21 053
1.1.3	Organisation des sessions de formations à l'intention des OSC sur les droits de l'homme, l'animation et les techniques de plaidoyer	62 368
1.2.1	Adoption et vulgarisation de la loi relative à la protection des défenseurs des droits de l'homme	2 105
1.2.2	Réalisation de la campagne de sensibilisation du personnel sur le genre	20 684
1.3.1	Organisation d'un symposium régional sur la protection des droits de l'homme dans un contexte de fragilité à l'intention des pays du G5 Sahel	33 093
1.3.2	Adoption d'une loi relative à la protection des défenseurs des droits de l'homme	10 433
1.3.3	Adoption et mise en oeuvre de la politique nationale de justice transitionnelle	2 106
Total		**183 001**

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	30 000	45 000	34 328	36 655
Biens et services	131 000	212 000	136 278	149 904
Transferts et subventions	10 588	0	11 235	11 397
Total	**171 588**	**257 000**	**181 841**	**197 956**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.3.1	Organisation d'un symposium régional sur la protection des droits de l'homme dans un contexte de fragilité à l'intention des pays du G5 Sahel	120 838
2.1.1	Elaboration de l'avant-projet de Budget 2018	7 368
2.1.2	Production des comptes administratifs de l'exercice 2017	7 895
2.2.1	Informatisation et équipement des services du Département (fourniture de bureau, logiciels et mise en place).	63 158
2.2.2	Achats de matériels informatiques et bureautiques	52 541
5.1.1	Autres activités	5 200
Total		**257 000**

Le Programme : Reformes Administratives et Institutionnelles

Responsable de Programme : le Commissaire au Développement Institutionnel

a) Présentation stratégique du programme :

Le programme « Reformes administratives et institutionnelles » vise à élaborer les éléments de la politique nationale de modernisation de l'État et assurer la coordination et le contrôle de sa mise en oeuvre. Il poursuit les objectifs suivants :

- créer les conditions de modernisation de l'Administration publique ;
- améliorer la méthode et l'organisation de l'Administration publique ;
- promouvoir la culture de résultats et de transparence dans l'Administration publique ;
- améliorer les relations entre l'Administration et les usagers.

b).Présentation des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme 2 est bâti autour de quatre objectifs spécifiques suivants : (i) créer les conditions de modernisation de l'Administration publique ; (ii) améliorer la méthode et l'organisation de l'Administration publique ; (iii) promouvoir la culture de résultats et de transparence dans l'Administration publique ; (iv) améliorer les relations entre l'Administration et les usagers

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen termes. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Créer les conditions de modernisation de l'administration publique					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Niveau de mise en oeuvre des mesures de reconfiguration du système de gestion des ressources humaines de l'Etat	%	36	27	19	18
Moyen de Vérification : rapport d'activités du CDI.					
Precision Méthodologique : (nombre de mesures mis en oeuvre / nombre total de mesures) x 100.					
1.2 Niveau de mise en oeuvre des mesures nécessaires à un déploiement complet et approfondi des budgets programmes	%	30	35	20	15
Moyen de Vérification : rapport d'activités du CDI.					
Precision Méthodologique : (nombre de mesures mis en oeuvre / nombre total de mesures) x 100.					
1.3 Taux de réalisation de l'étude sur la sous-représentation des femmes dans les emplois, les postes de responsabilité dans l'administration publique et taux de mise en oeuvre des mesures recommandées.	%	25	35	20	20
Moyen de Vérification : rapport annuel d'activités du CDI.					
Precision Méthodologique : taux de réalisation de l'étude ; (Nombre de recommandations mis en oeuvre / nombre total de recommandations) x 100.					

Objectif 2: Améliorer la méthode et l'organisation de l'administration publique					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Taux de réalisation de l'évaluation des audits organisationnels ; taux de mise en oeuvre de ses recommandations	%	30	40	30	0
Moyen de Vérification : rapport annuel d'activités du CDI.					
Precision Méthodologique : taux de réalisation de l'évaluation ; (Nombre de recommandations mis en oeuvre / nombre total de recommandations) x 100.					
2.2 Taux de réalisation des mesures de mise en place du cadre institutionnel et financier du développement des systèmes de technologie d'information et de communication de l'Etat	%	17	33	33	17
Moyen de Vérification : rapport annuel d'activités du CDI.					
Precision Méthodologique : (nombre de mesures mis en oeuvre / nombre total de mesures du système de technologie d'information et de communication de l'Etat) x 100.					
2.3 Taux de réalisation du programme de formation continue pour l'ensemble de l'encadrement supérieur et de la mise en oeuvre dudit programme	%	20	40	20	20
Moyen de Vérification : rapport annuel d'activités du CDI.					
Precision Méthodologique : taux de réalisation du programme ; (Nombre de cadres de l'encadrement supérieur formé / nombre total de de cadres de l'encadrement supérieur) x 100.					
2.4 Taux de réalisation du programme de développement des ressources humaines de l'Etat assorti du programme de formation continue en cours d'emploi des agents de l'Etat et de la mise en oeuvre desdits programmes	%	15	40	20	20
Moyen de Vérification : rapport annuel d'activités du CDI.					
Precision Méthodologique : taux de réalisation du programme ; (Nombre d'agents de l'Etat formé / nombre d'agents de l'Etat à former) x 100.					

Objectif 3: Promouvoir la culture de résultats et de transparence dans l'administration publique					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Taux de réalisation des activités du plan d'actions de la Politique Nationale GAR relevant de la responsabilité du CDI.	%	20	42	00	00
Moyen de Vérification : rapports d'activités du CDI.					
Precision Méthodologique : (nombre d'activités réalisées / nombre total des activités du plan d'actions) x 100.					
3.2 Taux de réalisation des activités du plan d'actions de la politique nationale de la Transparence relevant de la responsabilité du CDI.	%	64	00	00	00
Moyen de Vérification : rapports d'activités du CDI.					
Precision Méthodologique : (nombre d'activités réalisées /nombre total des activités du plan d'actions) x 100.					
3.3 Taux de réalisation des activités des plans d'actions des politiques nationales GAR et de Transparence.	%	42	21	00	00
Moyen de Vérification : rapports d'activités du CDI.					
Precision Méthodologique : (nombre d'activités réalisées / nombre total des activités des plans d'actions) x 100.					

Objectif 4: Améliorer les relations entre l'administration et les usagers					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
4.1 Taux de réalisation des mesures de participation des citoyens au contrôle de la gestion des affaires publiques.	%	20	40	20	20
Moyen de Vérification : rapport d'activités du CDI.					
Precision Méthodologique : (nombre de mesures mis en oeuvre / nombre total de mesures de participation des citoyens au contrôle de la gestion publique) x 100.					
4.2 Taux de satisfaction des usagers des services publics.	%	50	00	50	50
Moyen de Vérification : rapport de l'enquête.					
Precision Méthodologique : (nombre d'usagers sondés satisfaits / nombre total d'usagers sondés) x 100.					

<u>Tableau 1</u> : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	143 010	117 740	163 646	174 741
Biens et services	25 178	25 178	24 026	25 653
Transferts et subventions	70 000	30 000	74 284	75 361
Investissement	434 000	350 000	408 734	426 145
Total :	**672 188**	**522 918**	**670 690**	**701 900**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Réformes Administratives	672 188	522 918	670 690	701 900
Total :	**672 188**	**522 918**	**670 690**	**701 900**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A		16	16	16
CATEGORIE B1		3	3	3
CATEGORIE B2		2	2	2
CATEGORIE C		2	2	2
CONTRACTUEL		12	12	12
Total :		**35**	**35**	**35**

Action 01 Réformes Administratives

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	143 010	117 740	163 646	174 741
Biens et services	25 178	25 178	24 026	25 653
Transferts et subventions	70 000	30 000	74 284	75 361
Investissement	434 000	350 000	408 734	426 145
Total	**672 188**	**522 918**	**670 690**	**701 900**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Opérationnalisation du système de gestion des ressources humaines de l'Etat conçu dans le cadre du PDI 1	57 026
1.2.1	Mise en oeuvre des mesures nécessaires à un déploiement complet et approfondi des budgets programmes	41 808
1.3.1	Étude sur la sous-représentation des femmes dans les emplois, les postes de responsabilités et les fonctions de contrôle dans l'administration publique	36 132
2.1.1	Élaboration et mise en oeuvre d'un programme d'accès à l'égalité entre les femmes et les hommes dans les emplois et les postes de responsabilité dans l'administration publique	45 263
2.2.1	Développement d'une expertise nationale institutionnalisée en matière d'égalité entre les femmes et les hommes dans les systèmes de gestion des ressources humaines de l'administration publique	46 789
2.3.1	Evaluation des audits organisationnels et mise en oeuvre des recommandations de l'évaluation	36 079
2.4.1	Réalisation des mesures de mise en place du cadre institutionnel et financier du développement des systèmes de technologie d'information et de communication de l'Etat	46 495
3.1.1	Elaboration et mise en oeuvre d'un programme de formation continue pour l'ensemble de l'encadrement supérieur	41 526
3.2.1	Réalisation d'un programme de développement des Ressources Humaines de l'Etat assorti du programme de formation continue en cours d'emploi des agents de l'Etat et de la mise en oeuvre desdits programmes	52 053
3.3.1	Mise en oeuvre des activités du Plan d'actions de la Politique Nationale GAR relevant de la responsabilité du CDI	41 737
4.1.1	Mise en oeuvre du Plan d'actions de la Politique Nationale de la Transparence relevant de la responsabilité du CDI	41 263
4.2.1	Suivi de la mise en oeuvre des politiques nationales GAR et de Transparence	36 749
Total		**522 920**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.032	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL		350 000	434 000	350 000	408 734	426 145
Total :		**350 000**	**350 000**	**350 000**	**408 734**	**426 145**

SECTION : 226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

I.2 Les contraintes et les défis

I.2.1 Contraintes

I.2.2 Défis

I.3 La politique sectorielle

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

Indicateurs		Unité	2013	2014	2015	2016

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 1 programme.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Protection et Promotion des Droits de l'Homme		500 000	0	0
Total :		**500 000**	**0**	**0**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel		250 000	0	0
Biens et services		230 000	0	0
Investissement		20 000	0	0
Total :		**500 000**	**0**	**0**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Action 01 Protection et Promotion des Droits de l'Homme

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel		250 000	0	0
Biens et services		230 000	0	0
Investissement		20 000	0	0
Total		**500 000**	**0**	**0**

SECTION : 230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Au terme du décret n° 2016-0131 P-RM du 07 mars 2016 fixant les attributions spécifiques des menbres du Gouvernement, le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile prépare et met en oeuvre la politique nationale dans le domaine de la Sécurité intérieure et de la protection Civile.

A ce titre, il est compétent pour :

- l'élaboration et l'application des règles dans le domaine de la sécurité intérieure et de la protection civile;
- la sécurité des personnes et de leurs biens;
- la protection des institutions de la République, des autorités publiques, des espaces, des ouvrages et bâtiments publics;
- la prévention des troubles à l'ordre public, le rétablissement et le maintien de l'ordre public;
- la règlementation relative aux sociétés privées de gardiennage et de surveillance et la surveillance de leurs activités;
- la préparation, l'équipement et l'emploi des Forces de sécurité;
- l'élaborartion et l'application des règles d'utilisation de la voie publique et des espaces ouverts aux publics;
- l'organisation de secours en cas de sinistre ou de calamités naturelles;
- la lutte contre la délinquance, la criminalité et le terrorisme;
- le contrôle de l'installation des équipements de surveillance dans les spaces ouverts aux publics et dans les domaines publics;
- l'information régulière du Gouvernement sur la situation sécuritaire et sur les risques et ménaces d'atteinte à la sécurité intérieure.

I.2 Les contraintes et les défis

I.2.1 Contraintes

A ce titre, les contraintes sont les suivantes :

- insuffisance de ressources humaines et financières;
- manque d'expertise dans la conception de certains projets;
- inadéquation des textes législatifs et reglémentaires en matière de prévention et de gestion des catastrophes;
- insuffisance de synergie des collectivités territoriales en terme d'appui aux services déconcentrés de la protection civile;
- absence et ou insuffisance d'infrstructures adaptées aux centre de formation.

I.2.2 Défis

Les defis à relever pour l'ateinte des objectifs sont :

- mettre en oeuvre la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure;
- reformer le secteur de la sécurité;
- former, sensibiliser et éduquer la population dans le cadre des missions des services de sécurité et de la protection civile;
- renforcer la capacité opérationnelle des Forces de sécurité et de protection civile;
- poursuivre la couverture du territoire en unités de sécurité et de protection civile;
- relancer la coopération technique avec les partenaires,
- construire et équiper les Ecoles et les Centres de Formation;
- construire et équiper le Centre opérationnel de Veille et le Centre National des Opérations d'Urgence (CNOU);
- construire et équiper le laboratoitre d'analyse et de recherche (LAR);
- mettre en oeuvre le Shéma nationnal d'Analyse et de couverture des risques;
- élaborer et adopter le plan d'Organisation des secours (ORSEC) national régional, local et communal;
- mettre en oeuvre le plan d'action de la stratégie.

I.3 La politique sectorielle

Les politiques et stratégies du secteur sont:

- Politique nationale de la sécurité et de la protection civile;
- Stratégie de la gestion des catastrophes;

- Plan de sécurisation intégrée des régions du centre.

1.3.1 Politique nationale de sécurité et de la protection civile

la politique nationale de sécurité est une politique publique de sécurité. Elle s'intègre dans la politique de sécurité nationale dont les grandes orientations sont définies par le Conseil Supérieur de la Defense Nationale, présidé par le Président de la République. Elle tient compte, dans sa conception, des politiques publiques ayant une incidence sur bla Sécurité: politique nationale d'action environnementale, stratégie nationale de sécurité alimentaire, stratégie nationale de réduction de la pauvreté, politique nationale d'égalité entre sexes, politique nationale de l'emploi, etc.

Neuf priorités essentielles constituent les axes stratégiques de la politique nationale de sécurité et de protection civile:

- la priorisation de la prévention;
- le renforcement des capacités des unités;
- le renforcement des capacités nationales en prevention et gestion des catastrophes;
- la réduction de l'insecurité routière et l'insécurité fluviale;
- la mise en place d'une Police de proximité au profit des communautés urbaines;
- le renforcement de la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes;
- la mise en place d'une gouvernence partagée de sécurité;
- la consolidation et le renforcement de la coopération bilatérale et multilatérale;
- l'adoption d'une stratégie de communication conséquente.

L'objectif global visé par la politique nationale de la sécurité et de protection civile est d'assurer la sécurité des personnes et de leurs biens et la promotion de la paix sociale

Trois(03) objectifs spécifiques concourent à la réalisation de l'objectif global:

- renforcer les capacités de l'Etat à repondre aux attentes de la société en matière de sécurité;
- répondre aux exigences démocratiques et de bonne gouvernance à travers la participation de tous les acteurs et le contrôle démocratique;
- créer un climat de paix et stabilité propice au développement économique et social.

1.3.2 Stratégie de la gestion des Catastrophes:

le Mali est régulièrement confronté à des catastrophes telles que celles résultant des aléas naturelles et est apticulièrement vulnérable à la sécheresse, aux inondations, à l'invasion acrédiennes, au épidémies et épisooties.Cette vulnérabilité est liée principalement, à son enclavement au coeur de l'Afrique de l'Ouest entre sept pays (Algérie, Mauritanie, Sénégal, Guinée, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Niger) et à son climat de type sahélien, tropical sec, présentant une grande variabilité alternant les périodes sèches et fortes précipitations.

Elle est aussi liée, en période de pluie, aux crues des deux(02) grands fleuves, Niger et Sénégal et de leurs affuents qui constituent un important réseau hydrographique inscrit dans d'immenses bassins versants que le Mali partage avec douze pays.

1.3.3 Plan de sécurisation Intégré des régions du centre

Cette politique est bâtie autour de huit (08) axes stratégiques:

- Assurer la présence et l'opérationnalisation de l'Administration publique à tous les niveaux;
- Encadrer, protéger et assister les populations des zones sensibles;
- Désenclaver, assurer la libre circulation des personnes et de leurs biens, intensifier les contrôles sur les axes routiers;
- Connaître le phénomène, dissuader et intervenir;
- Coopérer internationnalement pour mieux agir localement;
- Lutter contre la proliferartion des armes légères;

Lutter contre le trafic illicite de drogue et de la criminalité organisée;

- Coordonner, suivre et évaluer la stratégie de lutte contre l'insécurité.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016

1	Nombre de crimes et délis enregistrés	Nombre	-	3214	4261	6066
2	Nombre de forces de sécurité (police et gendarme) pour 100.000 habitants	Nombre	41	38	34	45
3	pourcentage de personnes décédées et ou blessées après les catastrophes dans la zone touchée	%	-	-	-	0,1

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 3 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Administration Générale	19 997 518	13 110 254	21 313 945	22 414 506
Ordre et Sécurité	35 922 062	54 501 344	39 338 204	43 169 047
Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	7 436 680	12 755 044	1 298 253	1 374 847
Total :	**63 356 260**	**80 366 642**	**61 950 402**	**66 958 400**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	37 749 904	40 511 122	35 138 963	38 646 595
Biens et services	8 565 750	9 790 429	8 718 509	9 496 346
Transferts et subventions	930 750	1 198 288	909 113	926 909
Investissement	16 109 856	28 866 803	17 183 816	17 888 550
Total :	**63 356 260**	**80 366 642**	**61 950 402**	**66 958 400**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Administration Générale

Responsable du Programme : le Secrétaire Général

a) Présentation stratégique du Programme1

Pour la mise en oeuvre de ce programme, il est reparti en trois (0 3) actions ainsi énumérées :

- Conduite te pilotage de la politique de sécurité ;
- Gestion des ressources financières ;
- Gestion des ressources humaines

Le programme1 a pour objet l'application de la politique du gouvernement en matière de sécurité intérieure et de la protection civile, la coordination, la supervision administrative et technique des forces de sécurité et de la protection civile. Il assure la gestion des ressources humaines, matérielles et financières du département.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme 1 :

Le cadre de performance du programme1 est bâti autour de trois objectifs spécifiques :(i) assurer la coordination des activités et le suivi des politiques sectorielles du département; (ii) assurer la gestion des ressources financières et matérielles du département ; (iii) assurer la gestion et le développement des ressources humaines.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leurs progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen et termes. Les détails des objectifs ainsi que les indicateurs qui leurs sont associés, sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Objectif 1: Assurer la coordination des actvités et le suivi des politiques sectorielles du département.

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux de réalisation des activités de coordination et de suivi.	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Precision Méthodologique : (Nombre d'actvités effectuées/ nombre d'actvité prévues) X 100					
1.2 Taux de réalisation des missions d'inspection.	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'actvités					
Precision Méthodologique : (Nombre de missions effectuées / nombre de missions prévues) 100					

Objectif 2: Assurer la gestion des ressources financières et matérielles du département.

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux d'éxécution du budget annuel	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Compte administratif					
Precision Méthodologique : (Crédits liquidés / crédits notifiés) X 100					
2.2 Taux de satisfaction des besoins en matériels spécifique et opérationnel	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel de la DFM					
Precision Méthodologique : (Besoin en matériels satisfait / sur besoin en matériels exprimé) X 100					
2.3 Taux de réalisation et réabilitation des infrastructures	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'actvités de la DFM					
Precision Méthodologique : (infrastructures réalisées / infrastructures prévues) X 100					

Objectif 3: Assurer la gestion et le dévéloppement des ressources humaines.					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Taux de réalisation du programme de recrutement	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports annuels de la Direction des réssources Humaines (DRH)
Precision Méthodologique : (Effectifs recrutés/ effectifs à récruter) X 100

3.2 taux de réalisation des activités de formation	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports annuels de la Direction des des Ressources Humaines(DRH)
Precision Méthodologique : (Nombre de formations effectuées/ nombre de formations prévues) X 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	169 978	301 650	194 503	207 689
Biens et services	3 978 766	4 350 214	4 128 935	4 541 810
Transferts et subventions	695 750	955 538	744 627	760 041
Investissement	15 153 024	7 502 852	16 245 880	16 904 966
Total :	**19 997 518**	**13 110 254**	**21 313 945**	**22 414 506**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Conduite et pilotage de la politique de sécurité	5 812 268	6 450 707	6 199 603	6 509 917
Gestion des ressources financières et matérielles	14 095 431	6 540 486	15 020 752	15 801 964
Gestion des ressources humaines	89 819	119 061	93 590	102 625
Total :	**19 997 518**	**13 110 254**	**21 313 945**	**22 414 506**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
CATEGORIE A	3	3	3	3
CATEGORIE C	1	1	1	1
CONTRACTUEL	8	8	8	8
Total :	**12**	**12**	**12**	**12**

Action 01 Conduite et pilotage de la politique de sécurité

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	163 401	295 062	186 978	199 654
Biens et services	1 004 344	1 180 067	1 034 667	1 138 126
Transferts et subventions	220 000	231 000	233 465	236 849
Investissement	4 424 523	4 744 578	4 744 493	4 935 288
Total	**5 812 268**	**6 450 707**	**6 199 603**	**6 509 917**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Traitement des salaires et accessoires de salaires	295 062
1.1.2	Organisation des réunions de pillotage des actvités du département	294 423
1.1.3	Amélioration des conditions de travail des Forces de sécurité et de Protection civile	691 177
1.1.4	Acquisition au profit des Forces de sécurité et de protection civile des équipements et des infrastructures adéquates	4 743 426
1.1.5	Diverses activités(cabinet)	130 615
1.1.6	Recherche de renseignements (cabinet) et appui aux Unités (ISSPC)	231 000
1.2.1	Réalisation des missions d'inspection systématiques des services	65 004
Total		**6 450 707**

Action 02 Gestion des ressources financières et matérielles

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	6 577	6 588	7 525	8 035
Biens et services	2 892 864	3 084 510	3 009 430	3 310 365
Transferts et subventions	475 750	724 538	511 162	523 192
Investissement	10 720 240	2 724 850	11 492 635	11 960 372
Total	**14 095 431**	**6 540 486**	**15 020 752**	**15 801 964**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	traitement des salaires et accessoires de salaires	6 588
2.2.1	Entretien et reparartion des engins	314 877
2.2.2	Partcipation au fonctionnement des services du département	1 365 575
2.2.3	Diverses activités(DFM)	3 433 861
2.2.4	Gestion des opérations et hospitalisation des Forces de Sécurité	724 538
2.3.1	Construction équipement et réhabilitation d'infrastructures	695 047
Total		**6 540 486**

Action 03 Gestion des ressources humaines

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	81 558	85 637	84 838	93 319
Investissement	8 261	33 424	8 752	9 306
Total	**89 819**	**119 061**	**93 590**	**102 625**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Partcipation au fonctionnement de la DRH	19 950
3.1.2	Acquisition d'équipements au compte de la DRH	30 000
3.1.3	Diverses activités DRH	23 542
3.2.1	Mise en oeuvre du programme de formation du personnel des services du département	45 569
Total		**119 061**

Le Programme : Ordre et Sécurité

Responsable du programme : Directeur National de la Police

a) Présentation stratégique du programme 2

Les activités de programme 2 sont accomplis par les services suivants :

- Direction Générale de la Police Nationale ;
- Direction Générale de la Gendarmerie Nationale ;
- Etat-major de la Garde Nationale ;
- Office Central des Stupéfiants ;
- Ecole Nationale de Police ;
- Ecole Nationale de la Gendarmerie Nationale

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme2

Le cadre de performance du programme 2 est bâti autour de deux objectifs spécifiques : (i) assurer la sécurité des personnes et de leurs biens sur l'ensemble du territoire national ; (ii) lutter contre le commerce et la consommation illicites des stupéfiants.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leurs progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen et termes. Les détails des objectifs ainsi que les indicateurs qui leurs sont associés sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Objectif 1: Assurer la sécurité des personnes et de leurs biens sur l'ensemble du territoire national					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Taux de réalisation des activités de prévention des infractions	%	35	30	100	100
Moyen de Vérification : Rapport des services de sécurité(statistique).					
Precision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées / nombre d'activités prévues) X 100					
1.2 Taux de réalisation des activités de police judiciaire	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport des services de sécurité (statistique).					
Precision Méthodologique : (Nombre de cas traités / nombre de saisines) X 100					

Objectif 2: Lutter contre le commerce et la consommation illicite des stupéfiants.					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Taux de réalisation des activités de prevention des effets néfastes de la drogue	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel OCS
Precision Méthodologique : (Nombre d'actvités réalisées / nombre d'actvités prévues) X 100

2.2 Taux de narcotrafiquants identifiés arrêtés	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel de l'OCS
Precision Méthodologique : Nombre de cas élucidés / nombre de cas identifiés) X 100

Objectif 3: Assurer le formation de spécialisation des agents.					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Taux de réalisation des formations de spécialisation	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport des Directions Générales de la Police et de la Gendarmerie
Precision Méthodologique : (Nombre de formations réalisées / Nombre de formations prévues) x 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	31 593 367	34 263 992	34 937 840	38 431 624
Biens et services	3 612 925	4 216 320	3 748 312	4 056 259
Transferts et subventions	215 000	221 750	143 262	145 337
Investissement	500 770	15 799 282	508 790	535 827
Total :	**35 922 062**	**54 501 344**	**39 338 204**	**43 169 047**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Protection des personnes et de leurs biens	35 598 889	53 404 490	39 001 295	42 804 150
Lutte contre les stupéfiants	286 246	1 058 076	298 878	324 293
Spécialisation des agents de la sécurité	36 927	38 778	38 031	40 604
Total :	**35 922 062**	**54 501 344**	**39 338 204**	**43 169 047**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
CATEGORIE A	300	312	318	324
CATEGORIE B	7 820			
CATEGORIE B1		7 289	7 435	7 584
CATEGORIE B2		418	426	435
CONTRACTUEL	2	2	2	2
Total :	**8 122**	**8 021**	**8 181**	**8 345**

Action 01 Protection des personnes et de leurs biens

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	31 593 367	34 263 992	34 937 840	38 431 624
Biens et services	3 353 400	3 910 572	3 478 746	3 760 970
Transferts et subventions	170 000	174 500	95 508	96 891
Investissement	482 122	15 055 426	489 201	514 665
Total	**35 598 889**	**53 404 490**	**39 001 295**	**42 804 150**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Traitement des salaires et accessoires de salaires des agents de la Police nationale	34 263 992
1.1.2	Organisation des patrouilles sur le territoire national	671 100
1.1.3	Retablissement de l'ordre public	1 844 120
1.1.4	Réalisation d'équipement et d'infrastructures pour les Forces de sécurité(Police, Gendarmerie, Garde)	15 024 340
1.1.5	Diverses actvités (Police, Gendarmerie, Garde)	371 400
1.1.6	Partcipation au fonctionnement des structures déconcentrées (Police, Gendarmerie, Garde)	1 135 038
1.2.1	Transferts et subventions	94 500
Total		**53 404 490**

Action 02 Lutte contre les stupéfiants

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	222 598	266 970	231 535	254 685
Transferts et subventions	45 000	47 250	47 754	48 446
Investissement	18 648	743 856	19 589	21 162
Total	**286 246**	**1 058 076**	**298 878**	**324 293**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Organisation des patrouilles sur le territoire national(OCS)	67 281
2.1.2	Sensibilisation sur les effets néfastes de la drogue	32 125
2.1.3	acquisition d'équipements et infrastructures (OCS)	729 000
2.1.4	partcipation au fonctionnement des structures déconcentrées(OCS)	165 464
2.2.1	Diverses activités de (OCS)	16 956
2.2.2	Appuis aux Unités(OCS)	47 250
Total		**1 058 076**

Action 03 Spécialisation des agents de la sécurité

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	36 927	38 778	38 031	40 604
Total	**36 927**	**38 778**	**38 031**	**40 604**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Formation des agents	38 778
Total		**38 778**

Le Programme : Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours

Responsable de Programme : Directeur Général de la Protection Civile

a) Présentation stratégique du programme 3

Ce programme est mis en oeuvre par la Direction Générale de la Protection Civile.Il a pour objet la prévention des risques et calamités, l'organisation des secours en cas d'incendie, de noyades et de catastrophes naturelles sur toute l'étendue du territoire national.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme 3

Le cadre de performance du programme 3 est bâti autour de deux objectifs spécifiques : (i) Prévenir le sinistre et réduire ses effets néfastes sur la population ; (ii) Secours aux victimes.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leurs progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen et termes. Les détails des objectifs ainsi que les indicateurs qui leurs sont associés, sont consignés dans le tableau ci-dessous

Objectif 1: Prévenir le sinistre et réduire ses effects néfastes sur la population.					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Taux de réalisation des activités de prévention des effets néfastes des catatrophes naturelles	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport de la Direction Générale de la Protection Civile					
Precision Méthodologique : (activités réalisés / activités prévues) X 100					
1.2 Taux de sécours sollicités	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport de la Direction Générale de la Protection Civile					
Precision Méthodologique : (Nombre d'assistances réalisées / nombre d'assistances sollicitées) X 100					
1.3 Delai théorique moyen d'intervention	minutes	20	20	20	15
Moyen de Vérification : Rapport de la Direction Générale de la Protection Civile					
Precision Méthodologique : Chronométrage					

Objectif 2: Secours aux victimes					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Taux de secours sollicités réalisés	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport de la Direction Générale de la Protection Civile					
Precision Méthodologique : (Nombre d'assistances réalisées/ sur nombre d'assistances sollicitées)					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	**Budget**	**Prévisions**		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	5 986 559	5 945 480	6 620	7 282
Biens et services	974 059	1 223 895	841 262	898 277
Transferts et subventions	20 000	21 000	21 224	21 531
Investissement	456 062	5 564 669	429 146	447 757
Total :	**7 436 680**	**12 755 044**	**1 298 253**	**1 374 847**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	**Budget**	**Prévisions**		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Prévention et secours aux victimes	7 436 680	12 755 044	1 298 253	1 374 847
Total :	**7 436 680**	**12 755 044**	**1 298 253**	**1 374 847**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	72	90	92	94
CATEGORIE B	186	195	199	203
CATEGORIE B1		2	2	2
CATEGORIE B2		3	3	3
CATEGORIE C	1 374	1 327	1 354	1 381
CONTRACTUEL		2	2	2
Total :	**1 632**	**1 619**	**1 652**	**1 685**

Action 01 Prévention et secours aux victimes

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	5 986 559	5 945 480	6 620	7 282
Biens et services	974 059	1 223 895	841 262	898 277
Transferts et subventions	20 000	21 000	21 224	21 531
Investissement	456 062	5 564 669	429 146	447 757
Total	**7 436 680**	**12 755 044**	**1 298 253**	**1 374 847**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Traitement des salaires et accesoires de salaire des agents	5 945 480
1.1.2	Organisation des secours et transports des blessés	157 731
1.1.3	réalisation des infrastructures et d'équipements au compte de la Protection Civile	5 354 754
1.1.4	Partcicpation au fonctionnement des services de la Protection Civile	1 024 503
1.2.1	Opérations de gestion des catasptrophes	180 000
1.3.1	Diverses activités de la Direction Générale de la protection Civile	71 576
2.1.1	Transfert et subvention (Appui aux Unités)	21 000
Total		**12 755 044**

SECTION : 310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère de l'Economie et des Finances est chargé de l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique économique, financière et monétaire de l'État. Il coordonne l'ensemble des programmes, de réforme économique et veille notamment à assurer la cohérence des politiques budgétaires et monétaires. Il oeuvre à réunir les conditions favorables à la croissance et au retour aux équilibres fondamentaux.

I.2 Les contraintes et les défis

Cette partie comprend une analyse des principales contraintes rencontrées et des défis qu'elles posent. Cette analyse porte sur chacun des programmes et globalement sur la mise oeuvre de la stratégie du ministère.

I.2.1 Contraintes

- les difficultés dans le suivi évaluation des politiques sectorielles, des projets programmes;
- la mobilité du personnel ;
- l'absence de gestion prévisionnelle des emplois et des carrières ;
- les difficultés d'adaptation en cours d'exercice de la politique budgétaire aux dépenses publiques ;
- la prise en compte des engagements avec les partenaires techniques et financiers et des organisations sous régionales ;
- le manque de célérité dans le traitement des dossiers ;
- le niveau faible des financements intérieurs des investissements ;
- la non maîtrise de la chaîne des dépenses ;
- le faible niveau de la pratique du contrôle interne.

I.2.2 Défis

- l'extension du Système Intégré de Gestion des Investissements Publics aux CPS et aux DFM ;
- la mise en place d'un système de gestion prévisionnelle des emplois et des carrières prenant en compte la motivation du personnel;
- l'interconnexion des structures intervenant dans la gestion des finances publiques ;
- l'accélération de la mise en oeuvre effective des reformes des finances publiques ;
- la transparence budgétaire ;
- l'efficacité et l'efficience de la dépense publique ;
- la stabilité du système financier ;
- la maitrise des ressources propres des établissements publics;
- l'interconnexion des établissements publics à la chaîne de dépenses ;
- l'opérationnalisation du système de contrôle interne.

I.3 La politique sectorielle

Adopté par le Gouvernement en septembre 2016, le Plan de Réforme de la gestion des finances publiques du Mali (PREM) 2017-2021, représente la troisième génération de programme de réforme en matière de gestion des finances publiques. Il est né des leçons tirées de l'évaluation externe du PAGAM/GFPII et de l'exercice PEFA 2016. Il confirme la volonté politique du Gouvernement du Mali en matière de réforme des finances publiques.

- Le PREM s'inscrit dans une vision marquée par trois concepts clés : (i) l'optimisation de l'espace budgétaire, (ii) l'efficience et l'efficacité de la dépense publique et (iii) l'alignement aux bonnes pratiques internationales et engagements communautaires. Sur ces concepts, repose l'effet ultime qui est de parvenir à horizon 2021, à « optimiser l'espace budgétaire afin d'exécuter, de manière transparente et efficace, les dépenses publiques en vue de l'atteinte des objectifs de croissance et de développement durable ».
- Dans cette perspective, le Plan s'articule autour de quatre (4) pôles de changement portant sur (i) la modernisation des administrations et des politiques fiscales ; (ii) la mise en oeuvre du nouveau cadre de programmation, d'exécution et de suivi budgétaire, (iii) la mutation vers un système de contrôle interne et externe aligné sur les bonnes pratiques, (iv) l'établissement d'un système contractualisé et transparent de gouvernance financière locale.
- Pour parvenir à l'effet ultime à horizon 2021, le PREM a été conçu autour de cinq (5) effets stratégiques :
- Effet stratégique 1 : «Un cadre pérenne de mobilisation des recettes sécurise le financement national du développement en respectant les

différentes normes de qualité des systèmes fiscaux et le critère de convergence régionale sur la pression fiscale (CEDEAO/ UEMOA) »,

- Effet stratégique 2 : « Le budget de l'Etat reflète les politiques publiques, optimise l'utilisation des ressources et assure l'efficacité de la dépense publique conformément aux normes internationales »,

- Effet stratégique 3 : « Un système de contrôle interne et externe cohérent et performant garantit l'efficacité de la gestion des finances publiques et la participation des citoyens au contrôle de l'action publique »,

- Effet stratégique 4 : « Les collectivités territoriales s'appuient sur une gouvernance ouverte, transparente, des ressources propres suffisantes et des capacités et soutiens techniques adaptés » ;

- Effet stratégique 5 : « La gestion des finances publiques repose sur une stratégie claire, articulée avec les principaux cadres stratégiques, et des mécanismes efficaces de pilotage, de suivi-évaluation, de gestion des ressources humaines et de communication ».

Le Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) 2012-2018 a été adopté en Conseil des Ministres le 27 avril 2016. L'AXE PREALABLE 2 « Stabilité Macroéconomique » comporte deux objectifs spécifiques qui sont :

Objectif spécifique 1: Améliorer la performance du cadre macro-économique et perfectionner le système de gestion des finances publiques.

Objectif spécifique 2: Consolider et soutenir le développement du secteur financier et de la microfinance.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

	Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016
1	Recettes budgétaires	milliards FCFA	-	-	1133,7	1284,7
2	Dépenses budgétaires	milliards FCFA	-	-	1488,0	2113,2
3	Dépenses en capital	milliards FCFA	-	-	566,0	739,9
4	Encours total de la dette publique	milliards FCFA	1698,5	1930	2375,9	2986,4
5	Taux d'inflation annuel moyen	%	-0,6	0,9	1,4	-1,8
6	Taux de pression fiscale	%	14,7	12,6	14,0	14,9

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 10 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Administration Générale	28 828 212	37 843 177	34 150 619	36 022 600
Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	5 191 040	8 955 023	5 363 856	5 703 754
Recouvrement des Recettes Fiscales	13 502 282	14 184 524	14 419 841	15 583 891
Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	4 256 668	5 843 061	4 345 540	4 669 222
Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	3 941 082	4 545 896	4 202 754	4 553 308
Gestion de la Dette Publique	362 246	521 989	365 295	389 863
Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	3 832 201	6 145 962	3 776 529	3 960 507
Gestion des Biens de l'Etat	1 219 486	4 431 181	1 138 696	1 194 245
Remboursement des Credits TVA	76 035 000	61 786 270	99 686 082	105 328 314
Fonds de Développement Durable		40 000 000	0	0
Total :	**137 168 217**	**184 257 083**	**167 449 212**	**177 405 704**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	14 780 497	17 645 986	16 583 760	18 218 328
Biens et services	84 569 604	71 732 675	107 726 134	113 929 825
Transferts et subventions	8 820 044	10 241 635	9 094 549	9 425 031
Investissement	28 998 072	84 636 787	34 044 769	35 832 520
Total :	**137 168 217**	**184 257 083**	**167 449 212**	**177 405 704**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Administration Générale

Responsable du Programme : Le Secrétaire Général du département.

a. Présentation stratégique du programme

Le programme s'occupe de i) la gestion des ressources humaines, matérielles et financières ii) la coordination, l'évaluation, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du Département ; la coordination du système de planification et de production des statistiques du secteur ; le suivi de la mise en oeuvre du processus de décentralisation et de déconcentration au sein du Ministère.

b. Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme est bâti autour de six (6) objectifs spécifiques qui visent à: (i) Améliorer la coordination et le suivi-évaluation des politiques et stratégies du Département, (ii) Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financières, (iii) Assurer une gestion efficace des ressources humaines, (iv) suivre la mise en oeuvre du processus de décentralisation et de déconcentration au sein du Ministère, (V) Animer et coordonner l'ensemble des activités se rapportant à l'informatisation des services fiscaux et financiers, (VI) satisfaire les besoins du pays en produits pétroliers.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leurs progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen termes. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Améliorer la coordination et le suivi-évaluation des politiques et stratégies du département.

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux de réalisation des activités du département	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activité du département					
Precision Méthodologique : (Activités réalisées/Activités programmées)*100					
1.2 Niveau de mise en oeuvre du programme économique avec le FMI.		satisfaisan	satisfaisan	satisfaisan	satisfaisan
Moyen de Vérification : Aide-mémoire des missions FMI.					
Precision Méthodologique : Appréciation du Conseil d'Administration du FMI					
1.3 Taux de réalisation des missions de suivi des programmes et projets communautaires au Mali	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports de missions et d'activité de la CSREFMAO					
Precision Méthodologique : (Nombre de missions réalisées/nombre de missions prévues)*100					
1.4 Niveau de mise en Oeuvre du programme de réforme des finances publiques		satisfaisant	satisfaisant	satisfaisant	satisfaisant
Moyen de Vérification : Rapport d'évaluation de la mise en oeuvre du Programme de réformes de la gestion des finances publiques					
Precision Méthodologique : Appréciation du comité technique du Programme de réformes de la gestion des finances publiques					
1.5 Nombre de documents de stratégie du secteur financier élaboré		1	1	1	1
Moyen de Vérification : document stratégique					
Precision Méthodologique : dénombrement					

Objectif 2: Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financières

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux d'exécution du Budget du département	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Compte administratif du 4ème trimestre					
Precision Méthodologique : (crédits liquidés /crédits ouverts) *100					

Objectif 3: Assurer une gestion efficace des ressources humaines

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Taux de mise en oeuvre du plan de formation	%	85	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de la DRH

Precision Méthodologique : (Nombre de formations réalisées/ nombre de formations prévues) * 100

3.2 Taux de réalisation du programme de formation en visioconférence	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités du CFD

Precision Méthodologique : (Nombre d'agents formés / Prévision plan de formation) * 100

Objectif 4: Impulser le processus de décentralisation et de déconcentration au sein du département

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
4.1 Taux de mise en oeuvre du plan de transfert des compétences aux collectivités territoriales	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de la CADD

Precision Méthodologique : (Activités réalisées/Activités programmées)*100

Objectif 5: Animer et coordonner l'ensemble des activités se rapportant à l'informatisation des services fiscaux et financiers

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
5.1 Taux de mise en oeuvre des projets du schéma directeur informatique du MEF	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuel de la CAISFF

Precision Méthodologique : (nombre de projets réalisés/ nombre de projets prévus)*100

Objectif 6: Satisfaire les besoins du pays en produits pétroliers

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
6.1 Taux de couverture des besoins en produits pétroliers	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activites de l'ONAP

Precision Méthodologique : (Volume importé / Besoin de consommation) * 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	746 120	1 403 980	838 336	922 169
Biens et services	4 190 284	4 131 766	3 865 422	4 136 028
Transferts et subventions	5 052 676	5 477 089	5 218 305	5 393 743
Investissement	18 839 132	26 830 342	24 228 556	25 570 660
Total :	**28 828 212**	**37 843 177**	**34 150 619**	**36 022 600**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Coordination et pilotage de la politique economique, financiere et monetaire	12 255 498	21 926 542	21 091 021	22 327 748
Gestion des ressources financières et matérielles	8 307 550	8 083 597	8 406 466	8 866 036
Gestion des ressources humaines	449 980	519 642	446 278	476 726
Processus de décentralisation et de deconcentralisation	74 573	209 573	75 003	78 708
Renforcement des Capacités des cadres	932 150	1 007 150	644 311	653 652
Approvisionnement du Pays en Produit Pétrolier	1 566 320	1 421 673	1 397 423	1 438 261
Gestion de l'Aide	200 000	200 000	197 592	206 009
Appui à la mise en oeuvre de la reforme des Finances Publiques	3 392 141	2 275 000	352 393	369 720
Coordination et Suivi des Programmes et Projets Communautaires	150 000	200 000	148 194	154 506
Informatisation de l'Administration Financière	1 500 000	2 000 000	1 391 938	1 451 234
Total :	**28 828 212**	**37 843 177**	**34 150 619**	**36 022 600**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	123	125	127	129
CATEGORIE B	98			
CATEGORIE B1		62	63	64
CATEGORIE B2		41	41	41
CATEGORIE C	18	18	18	18
CONTRACTUEL	74	83	84	85
Total :	**313**	**329**	**333**	**337**

Action 01 Coordination et pilotage de la politique economique, financiere et monetaire

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	440 024	1 089 882	494 410	543 851
Biens et services	315 132	306 318	293 692	314 247
Transferts et subventions	100 000	100 000	102 890	107 005
Investissement	11 400 342	20 430 342	20 200 029	21 362 645
Total	**12 255 498**	**21 926 542**	**21 091 021**	**22 327 748**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Pilotage des activités du département	256 318
1.1.2	Prise en charge du personnel	1 089 882
1.1.3	Appui plan d'action microfinances	100 000
1.1.4	Entretien courant des bâtiments	514 342
1.1.5	Appui Financement PME/PMI	66 000
1.1.6	Appui Fonds Développement Economique (FDE)	100 000
1.1.7	Réhabilitation Ex Hôtel des Finances	5 000 000
1.1.8	Projet Filets Sociaux JIGISEMEJIRI/ IDA	6 500 000
1.1.9	Projet Reconstruction et de Relance Economique (PRRE)	8 150 000
1.1.10	Appui Cellule Programme d'Assistance Technique (PAT)	100 000
1.2.1	Suivi de la mise en oeuvre du Programme économique avec le FMI	50 000
Total		**21 926 542**

Action 02 Gestion des ressources financières et matérielles

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	178 616	184 956	200 691	220 760
Biens et services	3 578 079	3 603 375	3 430 720	3 670 904
Transferts et subventions	3 653 206	3 845 266	3 758 778	3 909 122
Investissement	897 649	450 000	1 016 277	1 065 250
Total	**8 307 550**	**8 083 597**	**8 406 466**	**8 866 036**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Préparation du Budget	27 368
2.1.2	Exécution et suivi du budget du département	3 997 748
2.1.3	Prise en charge du personnel	184 956
2.1.4	Appui fonctionnement cellule CSLP	428 985
2.1.5	Appui fonctionnement comité viabilité dette publique	33 200
2.1.6	Appui fonctionnement CAISFF	409 020
2.1.7	Appui fonctionnement CARFIP	415 000
2.1.8	Appui fonctionnement CCS/SFD	279 750
2.1.9	Appui Unité Suivi Stratég. Secteur Financier	250 000
2.1.10	Subvention (appui C.S.Ref. Eco. fin. Mon.)	200 000
2.1.11	Subvention (appui centre saisie fichier exo)	57 270
2.1.12	Appui PAGAM/GFP (CAISFF)/PREM	500 000
2.1.13	Appui PAGAM/GFP (CNSC)/PREM	100 000
2.1.14	Appui PAGAM/GFP (DRH)/PREM	200 000
2.1.15	Appui PAGAM/GFP (CARFIP)/PREM	405 000
2.1.16	Appui fonctionnement (CSPP)	170 300
2.1.17	Appui informatisation CAISEF	250 000
2.1.18	Subvention aux org. pub. (appui SIGTAS)	75 000
2.1.19	Archivage Numérique DFM/MEF	100 000
Total		**8 083 597**

Action 03 Gestion des ressources humaines

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	127 480	129 142	143 235	157 558
Biens et services	122 500	190 500	117 452	125 671
Investissement	200 000	200 000	185 591	193 497
Total	**449 980**	**519 642**	**446 278**	**476 726**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Prise en charge du personnel	129 142
3.1.2	Elaboration des plans de Formations	30 000
3.1.3	Mise en oeuvre des plans de formation	117 526
3.1.4	Evaluation des cadres organiques	19 474
3.1.5	Mise à jour des dossiers et du Fichier du Personnel (Recensement des effectifs)	23 500
3.1.6	Programme de Perfectionnement Agents MEF	200 000
Total		**519 642**

Action 04 Processus de décentralisation et de deconcentralisation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	24 573	31 573	23 558	25 206
Transferts et subventions	50 000	178 000	51 445	53 502
Total	**74 573**	**209 573**	**75 003**	**78 708**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.1.1	mise en oeuvre du plan de transfert des compétences aux CT	134 573
4.1.2	Organisation des missions de supervisions de l'effectivité de transfert des ressources	45 000
4.1.3	Répertoire de l'ensemble des ressources à transférer aux CT	30 000
Total		**209 573**

Action 05 Renforcement des Capacités des cadres

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 05 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Transferts et subventions	607 150	682 150	644 311	653 652
Investissement	325 000	325 000	0	0
Total	**932 150**	**1 007 150**	**644 311**	**653 652**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 05

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.2.1	réalisation des formations par Visioconférence et en présentielle pour le renforcement des capacités des cadres ;	682 150
3.2.2	Construction Centre Formation Pour le Développement	325 000
Total		**1 007 150**

Action 06 Approvisionnement du Pays en Produit Pétrolier

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 06 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	150 000			
Transferts et subventions	642 320	671 673	660 881	670 462
Investissement	774 000	750 000	736 542	767 799
Total	**1 566 320**	**1 421 673**	**1 397 423**	**1 438 261**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 06

	Intitulé de l'activité	Coût activité
6.1.1	Prise en charges du personnel	259 949
6.1.2	participation aux négociations et aux renégociations dans le cadre de l'approvisionnement du pays en produits pétroliers	22 776
6.1.3	Etablissement des statistiques d'importation,de consommation et de vente des produits pétroliers	22 501
6.1.4	Concertations périodiques avec les opérateurs pétroliers, les consommateurs et les structures administratives impliquées dans la gestion du sous-secteur pétrolier	19 474
6.1.5	Contrôle de qualité des produits pétroliers et appui aux services chargés de la lutte contre la fraude	51 695
6.1.6	Réalisation des études nécessaires à l'amélioration du sous-secteur et financement des charges récurrentes	545 279
6.1.7	Constitution Stock National de Sécurité (ONAP)	500 000
Total		**1 421 673**

Action 07 Gestion de l'Aide

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 07 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Investissement	200 000	200 000	197 592	206 009
Total	**200 000**	**200 000**	**197 592**	**206 009**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 07

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.11	Appui Mise en oeuvre Plan Harmonisation de l'Aide	200 000
Total		**200 000**

Action 08 Appui à la mise en oeuvre de la reforme des Finances Publiques

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 08 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Investissement	3 392 141	2 275 000	352 393	369 720
Total	**3 392 141**	**2 275 000**	**352 393**	**369 720**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 08

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.12	Projet d'appui à la compétitivité	50 000
1.4.1	Projets d'Appui à la Gouvernance Economique	2 050 000
1.5.1	Appui Cellule de Développement du Secteur Financier	175 000
Total		**2 275 000**

Action 09 Coordination et Suivi des Programmes et Projets Communautaires

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 09 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Investissement	150 000	200 000	148 194	154 506
Total	**150 000**	**200 000**	**148 194**	**154 506**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 09

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.13	Appui Cellule de Suivi des Projets	100 000
1.3.1	Appui Cellule de Suivi Réformes UEMOA	100 000
Total		**200 000**

Action 10 Informatisation de l'Administration Financière

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 10 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Investissement	1 500 000	2 000 000	1 391 938	1 451 234
Total	**1 500 000**	**2 000 000**	**1 391 938**	**1 451 234**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 10

	Intitulé de l'activité	Coût activité
5.1.1	Mise en oeuvre du schéma Directeur	1 500 000
5.1.2	Renforcement infrastructure équipement CAISFF.	500 000
Total		**2 000 000**

Le Programme : Conception et Coordination de la Politique Budgétaire

Responsable du Programme : Le Directeur Général du Budget

a.Présentation stratégique du programme

Ce programme est chargé d'élaborer les éléments de la politique nationale en matière budgétaire et d'assurer la coordination et le contrôle de sa mise en oeuvre. A ce titre, il:

- coordonne la préparation du projet de loi de finances
- suit l'exécution du budget de l'Etat ;
- assure l'analyse et formule des avis et des propositions sur les mesures comportant ou susceptibles d'avoir une incidence financière sur les finances publiques ;
- veille à la mise en oeuvre des actions de modernisation de la gestion budgétaire.

b. Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme (2) « Conception et Coordination de la Politique Budgétaire» est bâti autour de trois (03) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à : (i) l'amélioration du processus de programmation et de suivi du budget; ii. A la modernisation de la gestion budgétaire pour une efficacité des dépenses publiques ; iii et à l'améliorer de la transparence du budget d'Etat. Ces objectifs assortis d'indicateurs de performance se présentent comme suit :

Objectif 1: Améliorer la préparation de la loi de finances par la prise en compte des règles et procédures de la budgétisation axée sur les résultats

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Pourcentage de documents de programmation budgétaire élaborés respectant les normes de l'UEMOA	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activité DGB

Precision Méthodologique : (Nombre de documents de programmation budgétaire élaborés respectant les normes de l'UEMOA / Nombre de documents de programmation budgétaire à élaborer, respectant les normes de l'UEMOA)*100

Objectif 2: Assurer l'efficacité de l'exécution des dépenses publiques par la prise en compte des règles et procédures de la budgétisation axée sur les résultats

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Pourcentage de documents d'exécution du budget respectant les normes de l'UEMOA	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activité DGB

Precision Méthodologique : (Nombre de de documents d'exécution du budget respectant les normes de l'UEMOA élaborés/ Nombre de de documents d'exécution du budget respectant les normes de l'UEMOA)*100

Objectif 3: Améliorer la transparence du budget d'etat

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Accès du public aux principales informations (de C à B+)		-	B+	B+	B+

Moyen de Vérification : Rapport dactivité DGB

Precision Méthodologique : (trois à quatre des informations suivantes sont publiées : (i) le budget citoyen (ii) le rapport genre (iii) les rapports d'exécution du budget (iv) les états financiers de fin d'exercice.

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	931 056	1 489 112	1 046 936	1 149 556
Biens et services	1 668 641	2 045 412	1 624 587	1 737 628
Transferts et subventions	919 718	1 204 546	946 297	984 148
Investissement	1 671 625	4 215 953	1 746 036	1 832 422
Total :	**5 191 040**	**8 955 023**	**5 363 856**	**5 703 754**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Elaboration et mise en oeuvre de la loi des finances et des réformes budgétaires	4 112 326	7 353 213	4 300 210	4 573 228
Gestion de la solde	912 333	1 326 232	903 938	960 546
Gestion du Système d'Information Financière	100 000	200 000	92 795	96 748
Gestion et Contrôle des déplacements des fonctionaires et agents de l'Etat	66 381	75 578	66 913	73 232
Total :	**5 191 040**	**8 955 023**	**5 363 856**	**5 703 754**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	121	128	129	130
CATEGORIE B	115			
CATEGORIE B1		77	77	77
CATEGORIE B2		46	46	46
CATEGORIE C	35	40	40	40
CONTRACTUEL	83	81	81	81
Total :	**354**	**372**	**373**	**374**

Action 01 Elaboration et mise en oeuvre de la loi des finances et des réformes budgétaires

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	851 698	1 406 658	956 957	1 052 647
Biens et services	972 981	1 329 752	932 860	998 133
Transferts et subventions	919 718	1 204 546	946 297	984 148
Investissement	1 367 929	3 412 257	1 464 096	1 538 300
Total	**4 112 326**	**7 353 213**	**4 300 210**	**4 573 228**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Tenue de l'atelier de lancement des travaux du projet de budget 2019	50 000
1.1.2	Elaboration du DPBEP	15 000
1.1.3	Appui à l'élaboration des DPPD PAP et RAP	400 000
1.1.4	Développement des échanges d'expérience sur la budgétisation par programmes	31 579
1.1.5	Renforcement des capacités des agents de la DGB	100 000
1.1.6	Validation et dissémination de la Charte de Gestion	50 000
1.1.7	Validation des critères d'évaluation de la capacité de gestion financière des RPROG	25 000
1.1.8	Déclinaison des programmes en BOP et en UOP	50 000
1.1.9	Dissémination de la méthodologie d'élaboration des contrats de performance	25 000
1.1.10	Appui/Conseil aux RPROG pour l'élaboration des contrats de performance	25 000
1.1.11	Formation des acteurs du processus budgétaire sur les réformes des finances publiques	175 000
1.1.12	Appui à l'élaboration de la mercuriale des prix	40 000
1.1.13	Préparation du Budget régional de Kayes	19 000
1.1.14	Préparation du Budget régional de Koulikoro	8 000
1.1.15	Préparation du Budget régional de Sikasso	8 066
1.1.16	Préparation du Budget régional de Ségou	9 542
1.1.17	Préparation du Budget régional de Mopti	4 000
1.1.18	Préparation du Budget régional de Tombouctou	7 000
1.1.19	Préparation du Budget régional de Gao	2 586
1.1.20	Préparation du Budget régional de Kidal	4 000
1.1.21	Préparation du Budget régional de Taoudenit	28 000
1.1.22	Préparation du Budget régional de Menaka	20 500
1.1.23	Préparation du Budget régional du District de Bamako	24 000
2.1.1	Validation et dissémination de la méthodologie de collecte des informations dans le cadre du suivi évaluation	20 000
2.1.2	Etude relative à l'audit institutionnel de la DGB et services déconcentrés	15 000
2.1.3	Renforcement de la mise en oeuvre du suivi évaluation des programmes	65 000
2.1.4	Impression des documents budgétaires	173 656
2.1.5	Prise en charge des salaires et accessoires de la DGB	898 630
2.1.6	Prise en charge des salaires et accessoires de la DRB Kayes	66 814
2.1.7	Prise en charge des salaires et accessoires de la DRB Koulikoro	56 127
2.1.8	Prise en charge des salaires et accessoires de la DRB Sikasso	55 094
2.1.9	Prise en charge des salaires et accessoires de la DRB Ségou	52 080
2.1.10	Prise en charge des salaires et accessoires de la DRB Mopti	46 304
2.1.11	Prise en charge des salaires et accessoires de la DRB Tombouctou	34 070
2.1.12	Prise en charge des salaires et accessoires de la DRB Gao	44 319
2.1.13	Prise en charge des salaires et accessoires de la DRB Kidal	27 976
2.1.14	Prise en charge des salaires et accessoires de la DRB Taoudenit	4 263
2.1.15	Prise en charge des salaires et accessoires de la DRB Menaka	9 850
2.1.16	Prise en charge des salaires et accessoires de la DRB Bamako	111 131
2.1.17	Exécution et Suivi de l'exécution du budget d'Etat	921 304
2.1.18	Exécution et Suivi de l'exécution du budget régional de Kayes	283 030
2.1.19	Exécution et Suivi de l'exécution du budget régional de Koulikoro	287 616
2.1.20	Exécution et Suivi de l'exécution du budget régional de de Sikasso	254 271
2.1.21	Exécution et suivi de l'exécution du budget régional de Ségou	284 673
2.1.22	Exécution et suivi de l'exécution du budget régional de Mopti	269 270
2.1.23	Exécution et suivi de l'exécution du budget régional de Tombouctou	296 245
2.1.24	Exécution et suivi de l'exécution du budget régional de Gao	294 353

2.1.25	Exécution et suivi de l'exécution du budget régional de Kidal	278 872
2.1.26	Exécution et suivi de l'execution du budget régional de Taoudenit	93 250
2.1.27	Exécution et suivi de de l'exécution du budget régional de Menaka	71 500
2.1.28	Exécution et suivi du budget régional du District de Bamako	688 942
2.1.37	Acquisition Terrain DRB/DRCF District BKO	400 000
3.1.1	Conception et duplication de la Loi des finances en version Master CD ROM	8 300
3.1.2	Conception et duplication du budget citoyen	15 000
3.1.3	Numérisation des textes et recueils de la DGB	5 000
3.1.4	Mise en oeuvre des activités de Communication relatives aux réformes budgétaires	100 000
Total		**7 353 213**

Action 02 Gestion de la solde

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	55 742	59 641	64 196	68 548
Biens et services	656 591	666 591	654 151	698 501
Investissement	200 000	600 000	185 591	193 497
Total	**912 333**	**1 326 232**	**903 938**	**960 546**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.29	Gestion personnel BCS	59 641
2.1.30	Traitement et impression des états de salaires	666 591
2.1.31	Elaboration logiciel gestion des soldes	200 000
2.1.32	Construction Equipement Transit Administratif et BCS	400 000
Total		**1 326 232**

Action 03 Gestion du Système d'Information Financière

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Investissement	100 000	200 000	92 795	96 748
Total	**100 000**	**200 000**	**92 795**	**96 748**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.33	Appui à la migration PRED 5	200 000
Total		**200 000**

Action 04 Gestion et Contrôle des déplacements des fonctionaires et agents de l'Etat

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	23 616	22 813	25 783	28 361
Biens et services	39 069	49 069	37 576	40 994
Investissement	3 696	3 696	3 554	3 877
Total	**66 381**	**75 578**	**66 913**	**73 232**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.34	Gestion personnel Transit administratif	22 813
2.1.35	Suivi des déplacements des Fonctionnaires	49 069
2.1.36	Travaux rénovation bâtiments administratifs	3 696
Total		**75 578**

Le Programme : Recouvrement des Recettes Fiscales

Responsable de programme : le Directeur Général des Impôts.

a. Présentation stratégique du programme

Ce programme a pour mission la conception et la mise en oeuvre de la politique du gouvernement en matière de fiscalité de porte et de fiscalité intérieure. Il assure l'atteinte des objectifs suivants :

1. améliorer les recettes fiscales de l'Etat;
2. améliorer les services aux contribuables ;
3. moderniser l'administration fiscale.

b.Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 3 «Recouvrement des Recettes Fiscales» est bâti autour de trois (03) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à l'amélioration du processus de recouvrement des recettes fiscales. Il s'agit de : (i) Améliorer les recettes fiscales de l'Etat (ii) Améliorer les services aux contribuables ; (iii) Moderniser l'administration fiscale.

Ces objectifs assortis d'indicateurs de performance se présentent comme suit :

Objectif 1: Améliorer les recettes fiscales de l'etat					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Taux de pression fiscale de (DGI)	%	10,01	10,27	10,51	-
Moyen de Vérification : Documents des Comptabilités annuelles ; TOFE.					
Precision Méthodologique : (Total des recettes fiscales annuelles / PIB nominal) *100					
1.2 Taux de pression fiscale de (DGD)	%	6,4	6,7	7	-
Moyen de Vérification : Documents des Comptabilités annuelles ; TOFE					
Precision Méthodologique : (Total des recettes fiscales annuelles / PIB nominal) *100					
1.3 Taux d'accroissement du nombre de contribuables immatriculés à la	%	>10	>10	>10	-
Moyen de Vérification : Rapport de SIGTAS					
Precision Méthodologique : (Nombre de contribuables immatriculés à l'année N - Nombre de contribuables immatriculés à l'année N-1)/ Nombre de contribuables immatriculés à l'année N-1)*100					
1.4 Taux de recouvrement par rapport aux prévisions (DGI)	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Documents des comptabilités annuelles de la DGI, Statistiques douanières publiées par la Direction des Recettes (DRPPV) et des Etudes de la DGD					
Precision Méthodologique : (Recouvrements / Prévisions) * 100					
1.5 Taux de recouvrement par rapport aux prévisions (DGD)		100	100	100	100
Moyen de Vérification : Documents des comptabilités annuelles de la DGI, Statistiques douanières publiées par la Direction des Recettes (DRPPV) et des Etudes de la DGD					
Precision Méthodologique : (Recouvrements / Prévisions) * 100					

Objectif 2: Améliorer les services aux contribuables					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Taux de satisfaction des contribuables de la DGI	%	66,51	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport de sondage d'opinion					
Precision Méthodologique : (Nombre de contribuables satisfaits / Nombre de contribuables sondés) X 100					
2.2 Délai moyen de dédouanement	heures	15	10	10	-
Moyen de Vérification : Rapport produit par la Direction de l'Informatique et de la Statistique et la Direction des Recettes et des Etudes de la DGD					
Precision Méthodologique : Temps moyen mis pour l'opération de dédouanement					

Objectif 3: Moderniser l'administration fiscale					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Taux d'informatisation (DGI)		75	90	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la Sous - Direction de l'Informatique (DGI)					
Precision Méthodologique : (Nombre de bureaux (sites) connectés / nombre de bureaux (sites) connectés * 100					
3.2 Taux d'informatisation (DGD)		100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport de Direction de l'Informatique et de la Statistique (DGD)					
Precision Méthodologique : (Nombre de bureaux (sites) connectés / nombre de bureaux (sites) connectés * 100					
3.3 Niveau d'informatisation des procédures de gestion des exonérations		Insuffisant	satisfaisant	satisfaisant	satisfaisant
Moyen de Vérification : rapport produit par SIGTAS					

<u>Tableau 1</u> : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	8 205 923	8 552 671	9 220 157	10 142 164
Biens et services	754 059	1 096 026	722 603	773 150
Transferts et subventions	1 887 650	2 320 000	1 942 203	2 019 890
Investissement	2 654 650	2 215 827	2 534 878	2 648 687
Total :	**13 502 282**	**14 184 524**	**14 419 841**	**15 583 891**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Amelioration des recettes interieures	5 890 859	6 496 508	6 306 857	6 779 459
Amelioration des recettes de portes	7 611 423	7 688 016	8 112 984	8 804 432
Total :	**13 502 282**	**14 184 524**	**14 419 841**	**15 583 891**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	1 002	991	1 008	1 025
CATEGORIE B	1 086			
CATEGORIE B1		863	878	894
CATEGORIE B2		226	230	234
CATEGORIE C	329	323	328	333
CONTRACTUEL	453	441	449	457
Total :	**2 870**	**2 844**	**2 893**	**2 943**

Action 01 Amelioration des recettes interieures

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	3 076 945	3 005 103	3 457 246	3 802 966
Biens et services	186 225	378 629	178 530	191 007
Transferts et subventions	1 607 650	2 150 000	1 654 111	1 720 275
Investissement	1 020 039	962 776	1 016 970	1 065 211
Total	**5 890 859**	**6 496 508**	**6 306 857**	**6 779 459**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Renforcement en moyens matériels	211 684
1.1.2	Application de la télé déclaration et renforcement du paiement bancaire de l'impôt	11 316
1.1.3	Poursuite des actions de recoupement avec la Douane, le Trésor, la Direction des Transports, l'INPS, DNDC, DNCC	5 000
1.1.4	Renforcement en moyens matériels du District de Bamako	21 678
1.1.5	Prise en charge du personnel	953 120
1.1.6	Renforcement en moyens matériels de la DR Kayes	23 178
1.1.7	Prise en charge du personnel	137 021
1.1.8	Renforcement en moyens matériels de la DR Koulikoro	27 769
1.1.9	Prise en charge du personnel	116 430
1.1.10	Renforcement en moyens matériels de la DR Sikasso	19 178
1.1.11	Prise en charge du personnel	175 699
1.1.12	Renforcement en moyens matériels de la DR Ségou	25 187
1.1.13	Prise en charge du personnel	141 479
1.1.14	Renforcement en moyens matériels de la DR Mopti	31 178
1.1.15	Prise en charge du personnel	60 923
1.1.16	Renforcement en moyens matériels de la DR Tombouctou	24 191
1.1.17	Prise en charge du personnel	34 767
1.1.18	Renforcement en moyens matériels de la DR Gao	29 546
1.1.19	Prise en charge du personnel	43 867
1.1.20	Renforcement en moyens matériels de la DR Kidal	25 500
1.1.21	Prise en charge du personnel	8 695
1.1.22	Renforcement en moyens matériels de la DR Taoudénit	32 000
1.1.23	Prise en charge du personnel	4 828
1.1.24	Renforcement en moyens matériels de la DR Ménaka	40 000
1.1.25	Prise en charge du personnel	7 441
1.1.26	Services locaux des impôts Sikasso	14 000
1.1.27	Appui à la Mobilisation des Recettes Intérieures	800 000
1.1.29	Activités PREM	450 000
1.1.30	Prise en charge du personnel	1 320 833
3.3.1	Appui SIGTAS	1 700 000
Total		**6 496 508**

Action 02 Amelioration des recettes de portes

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	5 128 978	5 547 568	5 762 911	6 339 198
Biens et services	567 834	717 397	544 073	582 143
Transferts et subventions	280 000	170 000	288 092	299 615
Investissement	1 634 611	1 253 051	1 517 908	1 583 476
Total	**7 611 423**	**7 688 016**	**8 112 984**	**8 804 432**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.2.1	Renforcement en moyens matériels et fonctionnement	471 187
1.2.2	Suivi de l'application stricte des textes du PVI et du Scanning	2 105
1.2.3	Organisation de séances de formation et recyclage des agents pour le renforcement de leurs capacités	3 684
1.2.4	Code des Douanes et tarif	1 053
1.2.5	Constatation et répression des infractions relevées au PVI et au scanning ;	2 500
1.2.6	Renforcement de la lutte contre la fraude transfrontalière	3 000
1.2.7	Réconciliation des AV et des déclarations	1 500
1.2.8	Prise en charge du personnel	3 644 853
1.2.9	Renforcement en moyens matériels du District de Bamako	14 290
1.2.10	Renforcement en moyens matériels de la DR Kayes	23 768
1.2.11	Prise en charge du personnel	678 723
1.2.12	Renforcement en moyens matériels de la DR Koulikoro	24 839
1.2.13	Prise en charge du personnel	213 194
1.2.14	Renforcement en moyens matériels de la DR Sikasso	25 271
1.2.15	Prise en charge du personnel	334 053
1.2.16	Renforcement en moyens matériels de la DR Ségou	21 268
1.2.17	Prise en charge du personnel	217 636
1.2.18	Renforcement en moyens matériels de la DR Mopti	29 268
1.2.19	Prise en charge du personnel	209 765
1.2.20	Renforcement en moyens matériels de la DR Tombouctou	22 290
1.2.21	Prise en charge du personnel	90 370
1.2.22	Renforcement en moyens matériels de la DR Gao	26 268
1.2.23	Prise en charge du personnel	89 467
1.2.24	Renforcement en moyens matériels de la DR Kidal	21 790
1.2.25	Prise en charge du personnel	69 507
1.2.26	Renforcement en moyens matériels de la DR Taoudénit	38 000
1.2.27	Renforcement en moyens matériels de la DR Ménaka	25 000
1.2.28	Renforcement du contrôle des marchandises par le recours à l'analyse du risque et au ciblage	1 053
1.2.29	Facilitation de la circulation des marchandises au niveau de la chaîne logistique	496
1.2.30	Constructions directions regionales des douanes	200 000
1.2.31	Construction/ Equipement Direction Générale Douanes	1 000 000
1.2.33	Appui Antennes Douanes à l'extérieur	11 458
3.2.1	Consolider l'activité des brigades avancées de lutte contre la fraude.	40 000
3.2.2	Poursuivre l'extension du réseau informatique de la DGD dans le cadre du déploiement de la carte douanière	40 000
3.2.3	Formation des agents en informatique et sur les procédures informatisées	20 000
3.2.4	Informatisation de toutes les opérations de dédouanement	20 000
3.2.5	Extension de SYDONIA à tous les bureaux et postes et connexion des Représentations de Conakry, Nouakchott et Téma	50 000
3.2.6	Renforcement Equipement Centre de formation Prof Douanes	360
Total		**7 688 016**

Le Programme : Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics

Responsable du Programme : le Directeur national du Contrôle financier

a) Présentation stratégique du programme :

Ce programme a pour mission essentiellement :

-d'exercer un contrôle permanent et a priori des finances publiques sur le territoire national (Budget d'Etat, Budgets annexes, Budgets des Collectivités et tous les autres budgets et comptes publics ainsi que les opérations de trésorerie correspondantes et assurer l'évaluation des résultats et des performances des programmes ;

-de contrôler la gestion des deniers publics, la régularité des opérations financières, comptables résultant de l'exécution du budget d'Etat ;

-de contrôler l'application de la réglementation sur les marchés et les délégations de service public ;

-de veiller au respect de la réglementation applicable aux Systèmes Financiers Décentralisés, pour permettre l'accès d'un plus grand nombre de Personnes au Services Financiers Décentralisés, la professionnalisation de l'industrie de la micro finance et la protection des dépôts du public.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme (4) est bâti autour de quatre (04) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs :

-aux contrôles a priori des finances publiques et à l'évaluation des résultats et des performances des programmes ;

-au contrôle a posteriori des finances publiques ;

-au contrôle de la passation des marchés publics et des délégations de service public ;

-à la viabilité du système financier décentralisé.

Objectif 1: Contribuer à l'amélioration des contrôles a priori des finances publiques et à l'évaluation des résultats et des performances des programmes

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Pourcentage des budgets contrôlés	%	99	99,1	99,15	99,2
Moyen de Vérification : rapport d'activités de la DNCF					
Precision Méthodologique : (Ressources publiques contrôlées par le contrôle financier / Ressources publiques contrôlées qui devraient être normalement soumises au visa préalable du contrôle financier) *100					
1.2 Taux de contrôle d'effectivité de la prestation	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport sur les indicateurs					
Precision Méthodologique : (Nombre de participation de la DNCF aux réceptions atteignant le seuil de 10 millions / Nombre total d'avis de réception du même seuil) *100					
1.3 Taux de programmes évalués par la DNCF	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport de la Division Evaluation des Résultats et des Performances des Programmes					
Precision Méthodologique : (Nombre de programmes évalués/ nombre total de programmes)*100					

Objectif 2: Améliorer le contrôle à posteriori de la gestion des finances publiques

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux de mise en oeuvre du programme annuel de vérification	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel de l'Inspection des Finances					
Precision Méthodologique : (Nombre de missions réalisées /Nombre de missions programmées)*100					
2.2 Taux de réalisation des missions de mise en oeuvre des recommandations	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel de l'Inspection des Finances					
Precision Méthodologique : (Nombre de missions de suivi des recommandations issues des missions de contrôle réalisées /Nombre de missions de suivi des recommandations issues des missions de contrôle programmées)*100					

Objectif 3: Contrôler les procédures de passation des marchés publics et des délégations de service public					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Pourcentage des marchés passés par appel d'offres ouvert	%	85	95,5	95,5	95,5

Moyen de Vérification : Base de données de la DGMP-DSP
Precision Méthodologique : (Nombre de marchés passés par appel d'offres ouvert / l'ensemble des marchés passés) *100

Objectif 4: Contribuer à la viabilité des systèmes financiers décentralisés.					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
4.1 Taux de réalisation de programme annuel des missions de contrôle des SFD	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel de la CCS/SFD
Precision Méthodologique : (Nombre de missions réalisées /Nombre de missions programmées) X100

4.2 Pourcentage des rapports de contrôle interne analysés	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel de la CCS/SFD
Precision Méthodologique : (Nombre de rapport de contrôle interne analysés /Nombre de rapport de contrôle interne attendu des SFD) X100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	1 541 216	2 750 459	1 731 691	1 904 854
Biens et services	1 242 057	1 600 207	1 190 817	1 274 121
Transferts et subventions	380 000	380 000	390 982	406 619
Investissement	1 093 395	1 112 395	1 032 050	1 083 628
Total :	**4 256 668**	**5 843 061**	**4 345 540**	**4 669 222**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par actions

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Amelioration du contrôle à priori des Finances Publiques et evaluations des résultats et des performances des programmes	2 106 830	3 254 119	2 172 774	2 344 923
Amelioration du contrôle à posterio des finances Publiques	770 850	946 437	755 881	805 689
Amélioration du contrôle de la passation des marchés publics et des délégations de service public	1 378 988	1 642 505	1 416 885	1 518 610
Total :	**4 256 668**	**5 843 061**	**4 345 540**	**4 669 222**

Tableau 3 : Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
CATEGORIE A	221	240	243	246
CATEGORIE B	127			
CATEGORIE B1		88	89	90
CATEGORIE B2		52	52	52
CATEGORIE C	44	41	41	41
CONTRACTUEL	56	51	51	51
Total :	**448**	**472**	**476**	**480**

Action 01 Amelioration du contrôle à priori des Finances Publiques et evaluations des résultats et des performances des program

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	932 297	1 892 436	1 047 519	1 152 268
Biens et services	622 620	794 770	596 929	638 684
Transferts et subventions	120 000	100 000	123 468	128 406
Investissement	431 913	466 913	404 858	425 565
Total	**2 106 830**	**3 254 119**	**2 172 774**	**2 344 923**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Contrôle a priori du budget d'Etat, des budgets des organismes personnalisés et des collectivités territoriales	739 083
1.1.2	Mise en oeuvre du contrôle sélectif	25 000
1.1.3	Réalisation de missions d'audit interne et d'appui Conseil	25 000
1.1.7	Appui PREM (PAGAM) Renforcement des Capacités opérationnelles de la DNCF	100 000
1.3.1	Prise en charge du personnel de la DNCF	1 892 436
1.3.2	Réalisation des missions d'évaluation des Résultats et des performances	25 000
1.3.4	Aménagement/équipements DRCF-Délégations	320 000
1.3.5	Participation au fonctionnement des délégations	127 600
Total		**3 254 119**

Action 02 Amelioration du contrôle à posterio des finances Publiques

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	113 840	219 427	127 910	140 701
Biens et services	397 010	447 010	380 646	407 288
Transferts et subventions	60 000	80 000	61 734	64 203
Investissement	200 000	200 000	185 591	193 497
Total	**770 850**	**946 437**	**755 881**	**805 689**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Elaboration et mise en oeuvre du programme annuel de contrôle	112 315
2.1.2	Participation aux missions conjointes avec les autres structures de contrôle et Inspections des départements ministériels	139 132
2.1.3	Formation des cadres en audit et aux techniques de contrôle de la GAR	80 000
2.1.4	Renforcement de la capacité logistique, matérielle et équipement informatique	12 084
2.1.5	prise en charge du personnel	219 427
2.2.1	Elaboration et mise en oeuvre des missions de suivi et de l'application des recommandations	83 479
2.2.2	Mise en place et application d'un logiciel de suivi des recommandations	50 000
2.2.3	Archivage des rapports des missions de contrôle et de suivi des recommandations	50 000
2.2.4	Equipement Inspection des Finances	200 000
Total		**946 437**

Action 04 Amélioration du contrôle de la passation des marchés publics et des délégations de service public

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	495 079	638 596	556 262	611 885
Biens et services	222 427	358 427	213 242	228 149
Transferts et subventions	200 000	200 000	205 780	214 010
Investissement	461 482	445 482	441 601	464 566
Total	**1 378 988**	**1 642 505**	**1 416 885**	**1 518 610**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Prise en charge du personnel	638 596
3.1.2	Contrôle technique, administratif et financier des marchés publics et Audit des structures de la chaine de passation	503 909
3.1.4	Poursuite de l'équipement des Directions Régionales des Marchés Publics en matériel informatique et en réseautique	10 000
3.1.5	Renforcement des capacités des cadres de la DGMP-DSP sur les procédures de passation des marchés publics et des délégations de service public	70 000
3.1.6	Poursuite de la formation des acteurs et de leur déploiement à l'utilisation de l'application SIGMAP auprès des autorités contractantes centrales et déconcentrées	20 000
3.1.7	Appui aux cellules de passation des marchés publics	100 000
3.1.27	Réhabilitation et Extension des bâtiments de la DGMP	300 000
Total		**1 642 505**

Le Programme : Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier

Responsable de programme : le Directeur National du Trésor et de la Comptabilité Publique

a. Présentation stratégique du programme

Ce programme vise :

- l'exécution des opérations du Budget de l'État, des Collectivités Territoriales et des Établissements Publics ;

-l a gestion de la trésorerie ;

- un meilleur suivi des activités des établissements du secteur bancaire et des assurances.

b. Présentation des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 5 est bâti autour de trois (03) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs :

- l'amélioration de la gestion de la Trésorerie et la tenue de la Comptabilité de l'Etat, des Collectivités Territoriales et des Établissements Publics.

- au suivi de l'exécution des Budgets à bonne date ;

- l'amélioration du suivi du secteur bancaire et financier.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leur progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen et terme.

Objectif 1: Améliorer la gestion de la trésorerie et la tenue de la comptabilité de l'etat, des collectivités territoriales et des etablissements publics.

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux de suivi des EPN dans le Plan de Trésorerie de l'Etat	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de l'ACCT					
Precision Méthodologique : (nombre d'établissements publics suivis/sur nombre d'établissements publics à suivre)*100					
1.2 Pourcentage des comptes bancaires des comptables publics rapatriés et maintenus dans le Compte Unique du Trésor	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de l'ACCT					
Precision Méthodologique : (nombre de comptes bancaires des comptables publics rapatries et maintenus / nombre de comptes bancaires des comptables publics ciblés)*100					
1.3 Pourcentage de postes comptables du Trésor utilisant les applications de tenue de la comptabilité publique AICE2	%	-	50	80	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités DNTCP					
Precision Méthodologique : Postes comptables supérieurs disposant AICE2/Nombre total de postes comptables supérieurs Recettes et Perceptions disposant l'application COLLOCV2.0 /. Nombre Total de Recettes et Perceptions					
1.4 Pourcentage de postes comptables vérifiés.	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de DNTCP					
Precision Méthodologique : (nombre de postes comptables vérifiés / nombre de postes comptables prévus)*100					
1.5 Pourcentage d'agents du Trésor formé sur les textes du cadre harmonisé de la gestion des finances publiques	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport de vérification des postes comptables de la DNTCP.					
Precision Méthodologique : (Nombre d'agents formés/ nombre d'agents prévus) * 100					

Objectif 2: Rendre compte de l'exécution des budgets à bonne date

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Délai de production de la balance comptable et du TOFE	Jour	<=55	<=45	<=45	<=45
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de l'ACCT					
Precision Méthodologique : Dénombrement					

Objectif 3: Améliorer le suivi du secteur bancaire et financier

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Pourcentage des agents de la DBF et autres agents du trésor formés dans le suivi du secteur bancaire et financier.	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la DNTCP					
Precision Méthodologique : :(Nombre d'agents formés/ nombre d'agents prévus) x100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	2 510 888	2 434 005	2 821 219	3 103 335
Biens et services	367 623	549 320	351 815	376 399
Transferts et subventions	420 000	500 000	432 138	449 423
Investissement	642 571	1 062 571	597 582	624 151
Total :	**3 941 082**	**4 545 896**	**4 202 754**	**4 553 308**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par actions

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Gestion de la trésorerie, tenue de la comptabilité publique et suivi du système financier	3 941 082	4 545 896	4 202 754	4 553 308
Total :	**3 941 082**	**4 545 896**	**4 202 754**	**4 553 308**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	269	265	268	271
CATEGORIE B	358			
CATEGORIE B1		230	233	236
CATEGORIE B2		127	128	129
CATEGORIE C	116	115	116	117
CONTRACTUEL	89	86	86	86
Total :	**832**	**823**	**831**	**839**

Action 01 Gestion de la trésorerie, tenue de la comptabilité publique et suivi du système financier

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	2 510 888	2 434 005	2 821 219	3 103 335
Biens et services	367 623	549 320	351 815	376 399
Transferts et subventions	420 000	500 000	432 138	449 423
Investissement	642 571	1 062 571	597 582	624 151
Total	**3 941 082**	**4 545 896**	**4 202 754**	**4 553 308**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.3	Réhabilitation Extention Equipement Trésoreries et Perceptions	600 000
1.1.4	Construction Equipement siège PGT/RGD	400 000
1.2.1	Gestion de la trésorerie	1 111 891
1.2.2	Prise en charge du personnel	2 434 005
Total		**4 545 896**

Le Programme : Gestion de la Dette Publique

Responsable de programme : le Directeur Général de la Dette Publique

a) Présentation stratégique du programme

Le programme «Gestion de la Dette » vise à :

-gérer la dette publique intérieure et extérieure ;

-contrôler l'émission et suivre la gestion de tous les emprunts publics ;

-recueillir et analyser toutes les informations relatives à la dette ;

-procéder au recouvrement des fonds des prêts rétrocédés ;

-donner une situation des ressources de l'Initiative PPTE ;

-animer le comité de suivi et d'utilisation des ressources PPTE.

b. Présentation des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 6 est bâti autour de trois (03) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs :

-au financement du besoin d'investissement de l'État ;

-à l'amélioration du taux de décaissement des projets sur financement extérieur ;

-au service de la dette.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leur progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à

court et moyen et terme.

Objectif 1: Assurer le financement du besoin d'investissement de l'etat tout en veillant au respect des ratios de viabilité de la dette					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Respect du taux de concessionnalité de 35% d'élément don	%	>= 35	>= 35	>= 35	>= 35

Moyen de Vérification : Base de données.
Precision Méthodologique : Elément don= (valeur nominale- valeur actualisée du prêt / valeur nominale du prêt) x100

1.2 Taux de réalisation du plan annuel d'emprunt	%	-	>= 65	>= 65	>= 65

Moyen de Vérification : Base de données.
Precision Méthodologique : Montant des Accords signés/Montant prévu dans l'année

1.3 Rapport entre la valeur actualisée et les exportations	%	< 150	< 150	< 150	< 150

Moyen de Vérification : Bulletin statistique semestriel de la dette ; Document de Stratégie d'endettement public annuel et Cadrage du FMI.
Precision Méthodologique : (VA/XGS)*100

Objectif 2: Améliorer le taux de décaissement des projets sur financement extérieur					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Taux de réalisation des revues des projets	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport de réunions
Precision Méthodologique : (Nombre de revues organisées dans l'année / Nombre de revues prévues dans l'année) x 100

Objectif 3: Assurer le service de la dette à bonne date					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Taux de réalisation du service de la dette par rapport aux prévisions	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : TOFE
Precision Méthodologique : Montant payé du service de la dette /montant prévu dans l'année

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	120 147	139 890	134 996	148 495
Biens et services	52 099	102 099	49 950	53 444
Transferts et subventions	40 000	10 000	41 156	42 802
Investissement	150 000	270 000	139 193	145 122
Total :	**362 246**	**521 989**	**365 295**	**389 863**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Amelioration de gestion de la dette	362 246	521 989	365 295	389 863
Total :	**362 246**	**521 989**	**365 295**	**389 863**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	22	22	22	22
CATEGORIE B	10			
CATEGORIE B1		9	9	9
CATEGORIE B2		4	4	4
CATEGORIE C	1	1	1	1
CONTRACTUEL	8	8	8	8
Total :	**41**	**44**	**44**	**44**

Action 01 Amelioration de gestion de la dette

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	120 147	139 890	134 996	148 495
Biens et services	52 099	102 099	49 950	53 444
Transferts et subventions	40 000	10 000	41 156	42 802
Investissement	150 000	270 000	139 193	145 122
Total	**362 246**	**521 989**	**365 295**	**389 863**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Appui viabilité de la dette	120 000
1.1.2	Prise en charge du personnel	139 890
1.1.3	Réhabilitation de l'Immeuble de la DGDP	150 000
1.2.1	Gestion de la dette	91 512
1.3.1	Analyse de la viabilité de la dette (AVD) et l'élaboration de la stratégie d'endettement public	5 000
2.1.1	Revue périodique des Projets	10 587
3.1.1	Missions de Réconciliation des bases de données	5 000
Total		**521 989**

Le Programme : Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels

Responsable du Programme : Le Directeur National de la Planification du Développement

a).Présentation stratégique du programme :

Le programme s'occupe de :

-la coordination, le suivi, l'évaluation, des politiques et des stratégies;

-la coordination, le suivi, l'évaluation des projets/programmes publics de développement;

-l'intensification des missions de suivi des projets/programmes publics;

-l'amélioration du taux de décaissement des projets/programmes publics;

-la mise en oeuvre d'un Schéma Directeur National des Infrastructures (SDNI) sur la période 2016-2025;

-le renforcement des capacités de l'ensemble des acteurs intervenant dans le processus de planification de développement;

-la coordination, le suivi et l'évaluation du CREDD 2016-2018;

-le suivi régulier des recommandations issues du CREDD.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio-économique, Sectorielles

est bâti autour deux (2) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à la planification du développement. Il s'agit d'une part, d'améliorer la coordination de la formulation, le suivi et l'évaluation des politiques, des programmes et des stratégies sectorielles de développement et, d'autre part, de renforcer les capacités des acteurs dans la formulation, le suivi et l'évaluation des politiques de développement. Le premier objectif est mis en oeuvre à travers le suivi de quatre (4) indicateurs pertinents et le second objectif à travers deux (2) indicateurs.

Objectif 1: Améliorer la coordination de la formulation, le suivi et l'évaluation des politiques, des programmes et des stratégies sectorielles de développement

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux de réalisation des réunions de concertation	%	60	100	100	100
Moyen de Vérification : Comptes rendus de réunions et rapport annuel d'activités de la DNPD					
Precision Méthodologique : (Réunions tenues/ Réunions programmées) ×100					
1.2 Taux d'exécution du BSI	%	70	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'exécution du BSI					
Precision Méthodologique : (montants mobilisés sur montant prévisionnel) x100					
1.3 Taux de décaissement des Projets/Programmes	%	60	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport de la Revue des Projets/Programmes					
Precision Méthodologique : (Montant décaissé/ volume des financements acquis) x100.					
1.4 Niveau de Mise en oeuvre du CREDD	-	Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant
Moyen de Vérification : Rapports de la Revue annuelle					
Precision Méthodologique : Appréciation des PTF					

Objectif 2: Renforcer les capacités des acteurs dans la formulation, le suivi et l'évaluation des politiques de développement

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux de réalisation des formations	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports de formations					
Precision Méthodologique : (Formations réalisées / Formations prévues) ×100					
2.2 Taux de réalisation des études	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'études					
Precision Méthodologique : (Etudes réalisées / Etudes prévues) ×100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	585 315	734 342	674 092	719 789
Biens et services	230 740	392 474	227 728	243 113
Transferts et subventions	80 000	100 000	82 312	85 604
Investissement	2 936 146	4 919 146	2 792 397	2 912 001
Total :	**3 832 201**	**6 145 962**	**3 776 529**	**3 960 507**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par actions

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Appui à la formulation et à la coordination des politiques, stratégies, Projets/programmes	3 382 201	5 745 962	3 340 948	3 506 372
Formulation et coordination des politiques de Lutte contre la pauvreté et le Développement Durable	450 000	400 000	435 581	454 135
Total :	**3 832 201**	**6 145 962**	**3 776 529**	**3 960 507**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	64	65	66	67
CATEGORIE B	67			
CATEGORIE B1		49	49	49
CATEGORIE B2		29	29	29
CATEGORIE C	66	61	61	61
CONTRACTUEL	46	46	46	46
Total :	**243**	**250**	**251**	**252**

Action 01 Appui à la formulation et à la coordination des politiques, stratégies, Projets/programmes

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	585 315	734 342	674 092	719 789
Biens et services	230 740	392 474	227 728	243 113
Transferts et subventions	80 000	100 000	82 312	85 604
Investissement	2 486 146	4 519 146	2 356 816	2 457 866
Total	**3 382 201**	**5 745 962**	**3 340 948**	**3 506 372**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en en charge du personnel	734 342
1.1.2	Coordination des activités de planification	426 620
1.1.3	Requalification des outils de cadrage macroéconomique (logiciel de Modèle Macroéconomique - MME)	30 000
1.1.4	Renforcement des capacités des membres du Comité de prévision et de Modélisation (CPM)	10 000
1.1.5	Renforcement les capacités techniques et opérationnelles des cadres de la DNPD sur les différents changements opérés sur les comptes macroéconomiques et sur les techniques de prévision des finances publiques	10 000
1.1.6	Projet de construction et d'équipement des infrastructures des DRPSIAP	400 000
1.1.7	Appui à la Programmation /suivi-Evaluation des Investissements	290 000
1.1.8	Renforcement des capacités de modélisation/prévision macro-économique	70 000
1.1.9	Programme de Promotion/Planification de la Gestion Développement	200 000
1.1.11	Fonds d'Etude et de préparation des projets	3 125 000
1.1.12	Construction/Equipement. Immeuble Hotel du Plan	200 000
1.1.13	Projet. Renfor. Capacité Model & Prev Macroeconomique	200 000
1.2.2	Renforcement des capacités de conception, de gestion et de suivi des programmes et projets de développement	20 000
1.3.2	Renforcement des capacités de la DNPD, des CPS et des agents points focaux des structures pour la mise en oeuvre et le suivi-évaluation du Schéma Directeur National des Infrastructures (SDNI) 2016-2018	10 000
1.3.3	Intensification des missions de suivi des projets et programmes	20 000
Total		**5 745 962**

Action 02 Formulation et coordination des politiques de Lutte contre la pauvreté et le Développement Durable

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Investissement	450 000	400 000	435 581	454 135
Total	**450 000**	**400 000**	**435 581**	**454 135**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.10	Appui au processus Mali Emergent	150 000
1.4.1	Projet d'Appui mise en oeuvre CSCRP	250 000
Total		**400 000**

Le Programme : Gestion des Biens de l'Etat

Responsable de Programme : Le Directeur Général de l'Administration des Biens de l'Etat.

a) Présentation stratégique du programme

Ce programme vise à assurer une meilleure gestion du patrimoine de l'Etat, le suivi des participations de l'Etat dans le capital social des sociétés et la réforme des entreprises publiques. Il est bâti autour des activités de la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat (D.G.A.B.E).

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme n°8 est bâti autour de quatre (04) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à la gestion du patrimoine de l'Etat et en conséquence à la mise en oeuvre du Décret n°2014-0349/P-RM du 22 mai 2014 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique de l'Etat.

Objectif 1: Assurer la bonne gestion des matériels et équipements durables de l'etat

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Pourcentage des matériels roulants valorisés par rapport à la situation de recensement	%	60	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport de mission ; base de données

Precision Méthodologique : (nombre de matériel valorisé/Nombre total de matériel recensé) x100

1.2 Taux de déploiement du logiciel de la comptabilité-matières	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport de suivi.

Precision Méthodologique : (Nombre de bureaux comptables connectés au logiciel/ nombre total de bureaux comptables programmés) x 100

Objectif 2: Contribuer à la bonne gestion du portefeuille de l'etat

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Pourcentage des entreprises publiques suivies	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Répertoire des entreprises publiques/base de données

Precision Méthodologique : (Nombre des entreprises suivies/ nombre total d'entreprises répertoriées) x 100

Objectif 3: Mettre en oeuvre le programme de réforme des entreprises publiques					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Taux de réalisation des actifs des entreprises liquidées	%	30	40	50	60

Moyen de Vérification : Rapports du liquidateur
Precision Méthodologique : (la valeur des actifs cédés/ la valeur des actifs recensés) x 100

3.2 Pourcentage des concessions suivies	%	95	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports de mission
Precision Méthodologique : (les concessions et administration provisoires suivies/ nombre total des concessions et administrations mises en place) x 100

Objectif 4: Assurer le suivi et la bonne gestion du patrimoine bâti de l'etat					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
4.1 Pourcentage des bâtiments publics immatriculés	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports de mission
Precision Méthodologique : (nombre de bâtiments immatriculés/nombre des bâtiments recensés) x 100

4.2 Pourcentage des bâtiments réhabilités et rénovés	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports d'activités
Precision Méthodologique : (nombre des bâtiments réhabilités et rénovés/nombre total des bâtiments programmés) x 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	139 832	141 527	116 333	127 966
Biens et services	29 101	29 101	7 130	7 628
Transferts et subventions	40 000	250 000	41 156	42 802
Investissement	1 010 553	4 010 553	974 077	1 015 849
Total :	**1 219 486**	**4 431 181**	**1 138 696**	**1 194 245**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Gestion des biens de l'Etat	1 219 486	4 431 181	1 138 696	1 194 245
Total :	**1 219 486**	**4 431 181**	**1 138 696**	**1 194 245**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
CATEGORIE A		5	5	5
CATEGORIE B1		5	5	5
CATEGORIE C		1	1	1
CONTRACTUEL		8	8	8
Total :		**19**	**19**	**19**

Action 01 Gestion des biens de l'Etat

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	139 832	141 527	116 333	127 966
Biens et services	29 101	29 101	7 130	7 628
Transferts et subventions	40 000	250 000	41 156	42 802
Investissement	1 010 553	4 010 553	974 077	1 015 849
Total	**1 219 486**	**4 431 181**	**1 138 696**	**1 194 245**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Poursuite du recensement et évaluation de l'ensemble des biens en vue de la tenue d'un fichier centralisateur des biens de l'Etat	9 149
1.1.2	Participation à l'approvisionnement des services publics en matériels roulant	3 000 000
1.1.3	Suivi de l'application effective de la comptabilité-matières	10 000
1.1.4	poursuite de la formation des Comptables-matières sur les procédures et la tenue de comptabilité-matières	15 000
1.1.5	Construction et équipement du siège de la DGABE	400 000
1.1.6	Prise en charge du pessonnel	141 527
1.2.1	Poursuite du déploiement du logiciel de la comptabilité matières	25 000
1.2.2	Mise à jour du logiciel de la Comptabilité matières	145 000
1.2.3	Poursuite de la Formation des Comptables matières sur le nouveau logiciel de la comptabilité- matières	10 000
2.1.1	Renforcement des capacités des administrateurs représentant l'Etat dans les conseils d'administration et des agents de la DGABE	10 000
2.1.2	Actualisation du répertoire du portefeuille de l'Etat (collecte de données en vue de l'élaboration du répertoire)	10 000
3.1.1	Suivi des opérations de réforme et de liquidation des sociétés et entreprises publiques	4 000
3.2.1	Poursuite du recensement, l'évaluation et suivi des actifs résiduels des sociétés et entreprises publiques privatisées	10 000
4.1.1	Recensement, immatriculation et évaluation des bâtiments de l'Etat	36 000
4.1.2	Suivi des affectations des bâtiments publics	2 000
4.1.3	Suivi des bâtiments baillés	3 505
4.2.1	Réhabilitation des bâtiments publics	600 000
Total		**4 431 181**

Action 01 Remboursement des Credits TVA

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	76 035 000	61 786 270	99 686 082	105 328 314
Total	**76 035 000**	**61 786 270**	**99 686 082**	**105 328 314**

Action 01 Financement du développement durable

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Investissement		40 000 000	0	0
Total		**40 000 000**	**0**	**0**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
1.011	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
APPUI FINANCEMENT PME/ PMI		66 000	66 000	66 000	61 245	63 854
APPUI MISE EN OEUVRE PLAN HARMONISATION DE L'AIDE		200 000	200 000	200 000	197 592	206 009
REHABILITATION EX HOTEL DES FINANCES		15 000 000	1 200 000	5 000 000	1 113 551	1 160 988
PROJET FILETS SOCIAUX JIGISEJIRI/IDA		1 500 000	1 150 000	1 500 000	7 041 113	7 451 351
PROJET DE RECONSTRUCTION & DE RELANCE ECONOMIQUE (II		150 000	150 000	150 000	148 194	154 507
PROJET APPUI GOUVERNANCE ECONOMIQUE (PAGE)		50 000	75 000	50 000	71 396	74 436
APPUI CELLULE P.A.T.		100 000	100 000	100 000	98 796	103 004
PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF		200 000	200 000	200 000	185 591	193 497
APPUI FONDS DVPT ECONOMIQUES (FDE)		100 000	150 000	100 000	148 194	154 507
APPUI CELLULE DVPT SECTEUR FINANCIER		175 000	100 000	175 000	94 294	98 310
ARCHIVAGE NUMERIQUE DFM / MEF		100 000	250 000	100 000	237 989	248 126
RENFORCEMENT INFRASTRUCT. EQUIP. CAISFF		500 000	500 000	500 000	463 979	483 744
APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS		100 000	100 000	100 000	98 796	103 004
INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF		1 500 000	1 000 000	1 500 000	927 959	967 490
APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA		100 000	50 000	100 000	49 398	51 502
PROJET D'APPUI A LA COMPETITIVITE ECONOMIQUE (PACE)		50 000		50 000	0	0
CONSTRUCTION CENTRE FORMATION POUR DEVELOPPEMENT		325 000		325 000	0	0
CONSTITUTION STOCK NATIONAL SECURITE ONAP		500 000	574 000	500 000	544 754	567 960
Total :		**20 716 000**	**20 716 000**	**10 716 000**	**11 482 841**	**12 082 289**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
1.011	**DÉPENSES SUR DONS PROJETS/PROGRAMMES (BSI)**					
PROJET FILETS SOCIAUX JIGISEJIRI/IDA		5 000 000		5 000 000	6 892 919	7 296 844
PROJET DE RECONSTRUCTION & DE RELANCE ECONOMIQUE (II		8 000 000		8 000 000	4 135 751	4 378 106
Total :		**13 000 000**	**13 000 000**	**13 000 000**	**11 028 670**	**11 674 950**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.023	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
ACQUISITION TERRAIN / CONSTRUCTION DRB-DRCF DISTRICT B		400 000	300 000	400 000	278 387	290 246
ELABORATION LOGICIEL GESTION DES SOLDES		200 000	200 000	200 000	185 591	193 497
APPUI A LA MIGRATION DE PRED 5		200 000	100 000	200 000	92 795	96 748
CONSTRUCT° / EQUIP TRANSIT ADM. ET BCS.		400 000		400 000	0	0
Total :		**1 200 000**	**1 200 000**	**1 200 000**	**556 773**	**580 491**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.024	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
CONSTRUCTION DIRECTIONS REGIONALES DES DOUANES		200 000	300 000	200 000	278 387	290 246
APPUI A LA MOBILISATION RECETTES INTERIEURES		800 000	800 000	800 000	742 367	773 991
CONSTRUCTION / EQUIPEMENT DIRECTION GENERALE DOUANE		1 000 000	1 000 000	1 000 000	927 959	967 490
Total :		**2 000 000**	**2 000 000**	**2 000 000**	**1 948 713**	**2 031 727**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.025	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
AMENAGEMENT/EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS		320 000	300 000	320 000	278 387	290 246
REHABILITATION/ EXTENSION DGMP		300 000	300 000	300 000	278 387	290 246
EQUIPEMENT INSPECTION DES FINANCES		200 000	200 000	200 000	185 591	193 497
Total :		**820 000**	**820 000**	**820 000**	**742 365**	**773 989**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.026	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
REHABIL. EXTENS. EQUIP. TRESORERIES ET PERCEPTIONS		600 000	600 000	600 000	556 775	580 493
CONSTRUCT° / EQUIP. SIEGE PGT / RGD		400 000		400 000	0	0
Total :		**1 000 000**	**1 000 000**	**1 000 000**	**556 775**	**580 493**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.027	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE		120 000		120 000	0	0
REHABILITATION IMMEUBLE DGDP		150 000	150 000	150 000	139 193	145 122
Total :		**270 000**	**270 000**	**270 000**	**139 193**	**145 122**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.028	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROJ. RENFOR. CAPAC. MODEL. & PREV. MACROECO.		200 000	200 000	200 000	191 591	199 752
CONSTRUCTION/EQUIP. IMMEUBLE HOTEL DU PLAN		200 000	300 000	200 000	278 387	290 246
PROGRAM. PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEM		200 000	200 000	200 000	192 791	201 003
APPUI MISE EN OEUVRE CSCRP		250 000	250 000	250 000	246 990	257 511
FONDS D'ETUDE PREPARATION DES PROJETS		3 125 000	1 000 000	3 125 000	939 959	980 000
APPUI ELABORATION MALI EMERGENT		150 000	200 000	150 000	188 591	196 624
REHABILTATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP		400 000	450 000	400 000	432 581	451 008
APPUI PROGRAM. SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENTS		360 000	310 000	360 000	295 466	308 052
Total :		**4 885 000**	**4 885 000**	**4 885 000**	**2 766 356**	**2 884 196**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.029	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROGRAMME REFECTION BATIMENTS PUBLICS		600 000	600 000	600 000	592 776	618 028
Total :		**600 000**	**600 000**	**600 000**	**592 776**	**618 028**

SECTION : 311 CELLULE NATIONALE TRAITEMENT INFORMATION FINANCIERE (CENTIF)

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

La Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF) a pour mission le traitement et la transmission d'informations, en vue de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

A ce titre, elle :

1. est chargée, notamment de recueillir, d'analyser, d'enrichir et d'exploiter tout renseignement propre à établir l'origine ou la destination des sommes ou la nature des opérations ayant fait l'objet d'une déclaration ou d'une information reçue, au titre des dispositions des articles 15, 36, 43, 70, 79, 80, 86 et 111 de la loi N° 008 du 17 mars 2016 portant loi uniforme relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ;
2. reçoit également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les autorités de contrôle ainsi que les officiers de police judiciaire, qu'elle traite, le cas échéant, comme en matière de déclaration d'opération suspecte ;
3. peut demander la communication, par les assujettis ainsi que par toute personne physique ou morale, d'informations détenues par eux et susceptibles de permettre d'enrichir les déclarations de soupçons ;
4. effectue ou fait réaliser des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme au niveau du territoire national ;
5. peut animer et coordonner, en tant que de besoin, aux niveaux national et international, les moyens d'investigation dont disposent les administrations ou services relevant du Ministère chargé des Finances, du Ministère chargé de la Justice et du Ministère chargé de la Sécurité ainsi que les organismes qui y sont rattachés, pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;
6. participe à l'étude des mesures à mettre en oeuvre pour faire échec aux circuits financiers clandestins, au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme ;
7. développe, en relation avec les directions concernées relevant du Ministère chargé des Finances, du Ministère chargé de la Justice et du Ministère chargé de la Sécurité, l'action internationale de lutte contre les circuits financiers clandestins, le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. La CENTIF est également chargée d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune d'elles, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Elle émet des avis sur la mise en oeuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. A ce titre, elle propose toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

La CENTIF élabore des rapports périodiques, au moins une fois par trimestre, et un rapport annuel, qui analysent l'évolution des activités de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme au plan national et international, et procède à l'évaluation des déclarations recueillies. Ces rapports sont soumis au Ministre chargé des Finances.

I.2 Les contraintes et les défis

Au regard des missions qui lui sont assignées, la CENTIF fait face à certaines contraintes et défis liées tant du point de vue juridique institutionnel et opérationnel.

I.2.1 Contraintes

L'existence des acquis du point de vue réglementaire ne doit pas faire perdre de vue les risques et autres vulnérabilités liées à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. C'est ainsi qu'on répertorie entre autres les insuffisances du cadre légal (sur le plan opérationnel et celles liées aux assujettis).

a) Insuffisances du cadre légal

Difficulté de poursuite de l'auteur du blanchiment pour auto blanchiment ; absence de cadre juridique pour l'établissement de la liste

nationale des personnes susceptibles de financer le terrorisme conformément à la résolution 1373 ; absence des mesures de vigilance concernant les associations à but non lucratif ; absence de système d'échange d'informations en matière de transport inhabituel d'or, de métaux précieux ou de pierres précieuses ; absence de système informatisé de conservation d'informations relatives aux transports physiques de capitaux ; absence de dispositions relatives aux infractions boursières ;

b) Insuffisances liées aux entités déclarantes:

Faible bancarisation de l'économie malienne (seulement 4% de la population malienne a accès aux services bancaires) ; développement du système alternatif de transfert de fonds ; porosité des frontières (sept pays frontaliers, Algérie, Burkina, Côte d'Ivoire, Guinée, Mauritanie, Niger et Sénégal), et l'étendue du territoire national ; trafic d'armes, de drogue et d'êtres humains ; prolifération des Organisations à But Non Lucratif (OBNL) ou ONG qui mérite un contrôle renforcé ; détournements des deniers publics ; faible implication de la société civile dans les actions de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

I.2.2 Défis

Ces défis se déclinent suivant les axes de la stratégie nationale de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ci-après :

- Renforcement du cadre juridique ;
- Combler les vides juridiques existants et mettre en conformité le dispositif national de lutte avec les normes internationales ;
- Mise en place d'un mécanisme de suivi et d'alerte afférents à l'application effective de la législation en vigueur ainsi que les recommandations attenantes ;
- Améliorer la coopération et l'entraide judiciaire en matière LBC FT ;
- Diffusion des textes et de la jurisprudence en matière de LBC FT ;
- Renforcement de la vigilance et de la capacité des assujettis ;
- Renforcement des mesures de vigilance par les Institutions Financières.

I.3 La politique sectorielle

La politique sectorielle en matière de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme s'inscrit dans le cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable (CREDD 2018 à 2020).

Il s'agit de promouvoir la transparence afin de lutter contre la délinquance financière sous toutes ces formes (blanchiment de capitaux et le financement). Pour se faire, l'Etat envisage de doter les structures impliquées dans cette lutte en ressources humaines, matérielles et financières adéquates pour les accompagner dans l'atteinte des missions qui les sont assignées.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

	Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016
1	Flux financiers illicites enregistrés dans les secteurs les plus vulnérables :Valeurs des biens blanchis (en millions de FCFA)	FCFA	-	600	94	840
2	Taux de bancarisation au Mali :	%	-	-	-	-
3	- Banques	%	-	14	16	16
4	- Autres secteurs financiers	%	-	02	03	03

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 1 programme.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Assistance au traitement à la gestion de l'information financière	761 900	1 361 900	807 593	856 750
Total :	**761 900**	**1 361 900**	**807 593**	**856 750**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	250 000	250 000	280 900	308 990
Transferts et subventions	511 900	711 900	526 693	547 760
Investissement		400 000	0	0
Total :	**761 900**	**1 361 900**	**807 593**	**856 750**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Assistance au traitement à la gestion de l'information financière

Responsable du Programme : le Président de la CENTIF

a)Présentation stratégique du programme :

Le programme 1 de la CENTIF s'occupe de la coordination, l'évaluation, le contrôle, l'animation et la supervision des activités de la Cellule ; la gestion des ressources matérielles et financières.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme assistance au traitement et à la gestion de l'information financière est bâti autour de (04) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès et de projeter des efforts à fournir à court et moyen termes. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Renforcer la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Gestion des dossiers relatifs aux déclarations de soupçon	%	45	50	55	55
Moyen de Vérification : rapport annuel de la CENTIF					
Precision Méthodologique : nombre de dossiers traités et envoyés / nombre de dossiers reçus					
1.2 Niveau de risque identifié en matière de LBC/FT des secteurs les plus vulnérables (secteurs minier et immobilier)	%	75	-	-	-
Moyen de Vérification : Rapport sur l¿état des lieux de blanchiment et le Financement au Mali					
Precision Méthodologique : Rapport annuel du GIABA					

Objectif 2: Renforcer la formation et sensibilisation des acteurs impliqués dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux d'exécution du plan de formations	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport de suivi des activités					
Precision Méthodologique : (activités réalisées/activités prévues)100					
2.2 Réunion des membres du comité interministériel sur le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport de suivi des activités					
Precision Méthodologique : (activités réalisées/activités prévues)100					

Objectif 3: Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources financières et matérielles du département

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Taux d'exécution du plan de passation des marchés	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport annuel de suivi du plan de passation					
Precision Méthodologique : (nombre de marchés exécutés/nombre de marchés programmés)100					
3.2 Taux d'exécution du budget de la CENTIF	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activité annuel de la CENTIF					
Precision Méthodologique : (Crédits liquidés/Crédit notifiés)100					

Objectif 4: Renforcer la coopération internationale et nationale avec d'autres partenaires impliqués dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
4.1 Signature d'accord de coopération avec les cellules de renseignement financier des membres du groupe Egmont, Lac Tchad, RECEN UEMOA	%	42	50	50	50
Moyen de Vérification : nombre d'accords signés					
Precision Méthodologique : cahier de suivi des accords signés					
4.2 Renforcer la coopération nationale	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport de suivi du comté interministériel					
Precision Méthodologique : loi 008 du 17 mars 2016 sur le LBCFT					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	250 000	250 000	280 900	308 990
Transferts et subventions	511 900	711 900	526 693	547 760
Investissement		400 000	0	0
Total :	**761 900**	**1 361 900**	**807 593**	**856 750**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par actions

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Traitement de l'information financière	761 900	1 361 900	807 593	856 750
Total :	**761 900**	**1 361 900**	**807 593**	**856 750**

Action 01 Traitement de l'information financière

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	250 000	250 000	280 900	308 990
Transferts et subventions	511 900	711 900	526 693	547 760
Investissement		400 000	0	0
Total	**761 900**	**1 361 900**	**807 593**	**856 750**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel	250 000
1.2.2	Autres activités diverses	711 900
3.1.2	prise en charge des travaux de construction du siège de la CENTIF	357 895
3.1.3	prise en charge du controle et la surveillance des travaux de construction	42 105
Total		**1 361 900**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.044	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
CONSTRUCT° EQUIP. SIEGE CNTIFF		400 000		400 000	0	0
Total :		**400 000**	**400 000**	**400 000**	**0**	**0**

SECTION : 312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DSP

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Aux termes de l'article 2 de la Loi N° 030 du 04 juin 2011 portant modification de la Loi N° 08-023 du 23 juillet 2008, l'Autorité de Régulation des Marchés Publics et des Délégations de Service Public a pour mission principale d'assurer la régulation du système de passation des marchés publics et des délégations de service public en vue d'en accroître la transparence et l'efficacité conformément aux directives de l'UEMOA dans ce domaine. Cette mission globale se décline en missions spécifiques ci-après :

a) « Définir les éléments de la politique nationale en matière de marchés publics et des délégations de service public, d'émettre des avis, de formuler des propositions ou de recommandations concernant les politiques et les mesures législatives et règlementaires en matière de marchés publics et de délégation de service public.

Dans ce cadre, l'Autorité élabore les projets de textes et mène des études relatives aux marchés publics et aux délégations de service public. Elle propose toutes mesures de réforme de nature à améliorer les procédures et les outils de passation des marchés publics et des délégations de service public.

b) Contribuer à l'information et à la formation des acteurs de la commande publique, au développement du cadre professionnel et à l'évaluation des performances des acteurs du système de passation, d'exécution et de contrôle des marchés publics et des délégations de service public.

Dans ce cadre, l'Autorité :

- élabore et met en oeuvre les programmes de formation et de sensibilisation des acteurs de la commande publique sur la règlementation des marchés publics et des délégations de service public en vue de renforcer leur capacité ;
- assure la publication d'une revue périodique ayant pour objet de promouvoir la transparence sur le système des marchés publics et des délégations de service public, d'informer le public sur les activités de l'Autorité ;
- diffuse la règlementation et garantit la publicité de l'information sur les procédures de passation des marchés publics ;
- assure en relation avec la Direction Générale des Marchés Publics et des Délégations de Service Public, la constitution et la gestion de banques de données sur les marchés publics et les délégations de service public.

c) Auditer les marchés publics, initier des enquêtes relatives à des irrégularités ou des violations de la règlementation communautaire ou nationale, commises en matière de marchés publics et de délégations de service public et saisir les autorités communautaires ou nationales, compétentes de toute infraction constatée.

Elle fait réaliser les audits techniques et / ou financier en vue d'évaluer le coût et l'efficacité des marchés publics ou des délégations de service public.

d) Assurer le règlement non juridictionnel des litiges en statuant en qualité d'Autorité de recours non juridictionnels.

A ce titre, elle reçoit les réclamations et statue sur les irrégularités, fautes et infractions constatées en matière de passation ou d'exécution des marchés publics et des délégations de service public.

e) Entretenir des relations de coopération avec les institutions similaires d'autres pays et les organismes internationaux agissant dans le domaine des marchés publics et des délégations de service public. Elle est l'organe de liaison des institutions communautaires de l'UEMOA, et peut à ce titre saisir ou assister la commission de l'UEMOA dans le cadre de la surveillance multilatérale en matière de marchés publics et de délégations de service public ».

I.2 Les contraintes et les défis

I.2.1 Contraintes

Les principales contraintes sont :

- un déficit de professionnalisme en matière d'achat public ;
- la couverture partielle des acteurs des régions du nord du pays à cause de l'insécurité ;
- l'impact limité des formations sur les acteurs ;
- la mobilité des acteurs formés ;

- une motivation insuffisante des spécialistes en achat.

I.2.2 Défis

Les principaux défis à relever sont :

- la professionnalisation des acteurs de la commande publique ;
- la couverture totale de l'ensemble des acteurs;
- la création d'un corps de professionnels en achat pour l'administration.

I.3 La politique sectorielle

Les missions de l'ARMP-DSP s'inscrivent dans le cadre de la gouvernance financière notamment l'objectif N°6 du Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD 2016-2018) « Améliorer la performance du cadre macro-économique, perfectionner le système de gestion des finances publiques et consolider le système financier ».

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

	Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016
1	Promotion de la transparence, de l'exhaustivité et de la concurrence par le cadre juridique et règlementaire	Nbre	-	-	-	B

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 1 programme.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Régulation de la commande publique	440 411	450 411	453 138	471 263
Total :	**440 411**	**450 411**	**453 138**	**471 263**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Transferts et subventions	440 411	450 411	453 138	471 263
Total :	**440 411**	**450 411**	**453 138**	**471 263**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Régulation de la commande publique

Responsable du Programme : le Président de l'ARMP

a) Présentation stratégique du programme

Ce programme vise essentiellement à développer le cadre professionnel et la performance des acteurs du système de passation, d'exécution et de contrôle des marchés publics et des délégations de service public. Sa mise en oeuvre est assuré par l'action « assistance aux acteurs de la commande publique ».

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme1 est bâti autour d'un seul objectif spécifique à savoir : (i) Renforcer les capacités des acteurs de la commande publique.

A cet objectif sont associés des indicateurs de résultats dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen et terme. Les détails des indicateurs associés à cet objectif sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Objectif 1: Renforcer les capacités des acteurs de la commande publique					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Qualité des travaux des commissions	%	-	<5%	<5%	<5%
Moyen de Vérification : Rapport annuel de l'ARMDS,					
Precision Méthodologique : (Nombre de recours jugés non recevables / nombre de décision rendues par les CRD au cours de l'exercice) x 100					
1.2 Maitrise des dispositions réglementaires par le secteur privé	%	-	<5%	<5%	<5%
Moyen de Vérification : Rapport annuel de l'ARMDS					
Precision Méthodologique : (Nombre de recours jugés non recevables / nombre de décision rendues par les CRD au cours de l'exercice) x 100					
1.3 Qualité des décisions du CRD	%	-	<5%	<5%	<5%
Moyen de Vérification : Rapport annuel de l'ARMDS,					
Precision Méthodologique : (Nombre de recours introduits auprès des tribunaux / Nombre de décisions rendues par le CRD au cours de l'exercice) x 100					
1.4 Nombre d'acteurs formés	unité	-	1300	1360	1420
Moyen de Vérification : Rapport annuel de l'ARMDS					
Precision Méthodologique : Denombrement					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	**Budget**	**Prévisions**		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Transferts et subventions	440 411	450 411	453 138	471 263
Total :	**440 411**	**450 411**	**453 138**	**471 263**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par actions

Désignation	**Budget**	**Prévisions**		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Assistance aux acteurs de la Commande Publique	440 411	450 411	453 138	471 263
Total :	**440 411**	**450 411**	**453 138**	**471 263**

Action 01 Assistance aux acteurs de la Commande Publique

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Transferts et subventions	440 411	450 411	453 138	471 263
Total	**440 411**	**450 411**	**453 138**	**471 263**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Renforcement des capacités des acteurs de la commande publique	450 411
Total		**450 411**

SECTION : 320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCT. PUBL., CHARGE DES INST.

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère du Travail et de la Fonction a pour mission de préparer et de mettre en oeuvre la politique nationale dans le domaine du travail et de la fonction publique.Il chargé, entre autres, de l'élaboration, la mise en oeuvre et le contrôle de la legislation du travail dans le secteur privé ainsi que la Modernisation de l'Administartion et le suivi des relations entre le Gouvernement et les autres Institutions de la République, autres que le président de la République.

I.2 Les contraintes et les défis

De façon générale, le Département est confronté dans l'exécution de sa mission à certains problèmes qui agissent de manière négative sur les résultats des 3 programmes. Il s'agit de :

I.2.1 Contraintes

De façon générale, le Département est confronté dans l'exécution de sa mission à certains problèmes qui agissent de manière négative sur les résultats des 3 programmes. Il s'agit de :

-la faible capacité des acteurs à appréhender les questions essentielles en matière de négociation et de gestion des conflits ;

-l'insuffisance d'infrastructures adéquates ;

-l'instabilité institutionnelle (répartition des services entre la primature et les autres départements ministériels à la suite des remaniements) ;

-l'insuffisance de crédits entrainant la non réalisation de certaines activités ;

-Problème d'appropriation du concept Travail des Enfants ;

-les problèmes relevant du dispositif administratif, financier.

I.2.2 Défis

Les défis à réléver sont:

- le renforcement des compétences des services du département ;

-le renforcement du dialogue social ;

-la réalisation d'infrastructures adéquates pour les services du département ;

-le renforcement de la dotation des crédits des services du département ;

-la sensibilisation sur le concept du Travail des Enfants ;

-l'élimination des pires formes du travail des enfants ;

-l'amélioration des relations entre l'administration et les usagers.

I.3 La politique sectorielle

L'organisation administrative actuelle du Ministère du Travail et de la Fonction Publique de l'État repose sur l'élaboration et la mise en oeuvre dela Politique Nationale du Travail. En outre, le Département contribue à la mise en oeuvre de certaines politiques telles que la Politique Nationale de Gestion Axée sur les Résultats (GAR) et la Politique Nationale de Transparence.

La politique nationale du travail:

En vue de promouvoir les relations entre les acteurs du monde du travail afin d'assurer la protection des salariés d'une part et de renforcer la compétitivité et la rentabilité des entreprises, d'autre part, le Gouvernement a adopté une Politique Nationale du Travail (PNT) et son Plan d'Actions Opérationnel (2013-2015).

Objectif général

La politique Nationale du Travail est un cadre conceptuel et pratique de toutes les interventions nationales dans le domaine du travail.

Son objectif général est d'améliorer les conditions de travail et la gouvernance du marché du travail en vue d'accroître l'efficacité du marché du travail au plan économique et social.

Elle s'inscrit intimement dans le Cadre pour la Relance Économique et le Développement Durable du Mali (CREDD 2016-2018) et sa mise en oeuvre nécessite une forte articulation avec d'autres politiques sectorielles comme la Politique Nationale de l'Emploi (PNE), la Politique Nationale de Protection Sociale (PNPS) et la Politique Nationale de Formation Professionnelle (PNFP).

Ainsi, la PNT est bâtie autour des quatre (04) objectifs spécifiques suivants :

- promouvoir un cadre juridique et institutionnel favorable à la réalisation du travail décent : il s'agit d'améliorer le cadre juridique et institutionnel du travail et de renforcer les capacités opérationnelles des intervenants du monde du travail ;

- promouvoir la santé et la sécurité au travail : dans ce cadre l'accent est mis sur la prévention des risques professionnels, la lutte contre les pires formes de travail des enfants, ainsi que la lutte contre le VIH/SIDA et la tuberculose en milieu de travail ;

- promouvoir l'égalité au travail, en mettant en place des mécanismes de lutte contre la discrimination dans l'emploi et la profession ;

- promouvoir le dialogue social à travers le renforcement du cadre de dialogue social par la consolidation des instruments de concertation et la mise en place de nouveaux instruments pertinents, la sensibilisation, la formation et l'information des partenaires sociaux en vue de développer une culture de dialogue social au niveau national.

Objectif spécifique n°1 : promouvoir un cadre juridique et institutionnel favorable à la réalisation de l' Objectif spécifique n°2 : promouvoir la santé et la sécurité au travail ;

- Objectif spécifique n°3 : promouvoir l'égalité au travail ;

- Objectif spécifique n°4 : promouvoir le dialogue social.

Cependant, force est de reconnaître que le Plan d' Actions Opérationnel 2013-2015 n' y a pas été mis en oeuvre faute de financement. Il est donc impératif d'actualiser le Plan d'Actions Opérationnel pour une mise en oeuvre effective de la Politique Nationale du Travail.

Par ailleurs, pour faire face à la recrudescence du travail des enfants, le Gouvernement a adopté, en Conseil des Ministres le 08 juin 2011, le Plan d'Actions National pour l'élimination du Travail des Enfants au Mali (PANETEM). L'objectif général de ce plan décennal est l'éradication de toute formede travail non autorisée des enfants au Mali durant la période 2011-2020. Il est réparti en deux phases principales de cinq ans chacune.

Une première phase de 5 ans (2011-2015) focalisée sur l'élimination des pires formes de travail pour une deuxième phase de 5ans (2016-2020) focalisée sur l'abolition de toutes les formes de travail des enfants non autorisés, soit 40%.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

	Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016
1	Nombre de fonctionnaires de l'Etat	Nb	59271	58158	56665	58991
2	Nombre des femmes fonctionnaires de l'ETAT	Nb	17817	17597	17361	17690
3	Nombre des handicapés fonctionnaires de l'Etat dont (femmes)	Nb	-	322(123)	322(123)	-
4	Taux de réalisation de la convention n°182 sur l'interdiction des pires formes de travail des enfants	%	37	0,38	32	-

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 3 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Administration Générale	2 370 434	2 388 279	2 275 678	2 418 210
Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	1 105 015	1 245 599	1 134 886	1 200 255
Amelioration du Cadre legislatif du Travail	616 309	685 686	664 688	726 188
Total :	**4 091 758**	**4 319 564**	**4 075 252**	**4 344 653**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	1 031 484	1 044 627	1 148 030	1 262 825
Biens et services	1 200 372	1 476 535	1 126 310	1 202 666
Transferts et subventions	30 000	30 000	30 867	32 410
Investissement	1 829 902	1 768 402	1 770 045	1 846 752
Total :	**4 091 758**	**4 319 564**	**4 075 252**	**4 344 653**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Administration Générale

Responsable du Programme : le Secrétaire Général

a) Présentation stratégique du programme

Le programme s'articule autour de la conduite de l'élaboration des politiques en matière de travail, de fonction publique, de relations avec les Institutions et de gestion des ressources matérielles et financières du département, la coordination du système de planification et de production des statistiques du département, le suivi de la mise en oeuvre du processus de décentralisation et de déconcentration au sein du Ministère.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme I est bâti autour de quatre objectifs spécifiques.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leur progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen terme. Dans les tableaux ci-dessous, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Preserver et consolider la paix sociale

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Pourcentage des préavis de grève gérés	%	70	72	75	80
Moyen de Vérification : Arrêtés ou avis de réunion					
Precision Méthodologique : (Nombre de préavis gérés/nombre de préavis reçus) x 100.					
1.2 Taux d'éxecution des accords conclus avec les centrales syndicales	%	-	70	80	90
Moyen de Vérification : Etat d'exécution des accords.					
Precision Méthodologique : (Nombre d'accords exécutés / nombre d'accords conclus) x 100.					
1.3 Taux d'exécution du programme d'activités genres du département	%	52	70	80	90
Moyen de Vérification : Rapport d'activités du comité genre du département					
Precision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées / nombre d'activités prévues) x 100.					

Objectif 2: Promouvoir le dialogue social

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux d'exécution des activités de renforcement des capacités par la formation en dialogue social	%	80	90	95	95
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Precision Méthodologique : (Nombre de formations réalisées/nombre formations prévues) x 100.					
2.2 Taux de répresentativité des centrales syndicales aux élections professionnelles	%	-	90	95	100
Moyen de Vérification : Rapport des élections.					
Precision Méthodologique : (Nombre de votants par centrale syndicale/nombre d'inscrits) x 100.					

Objectif 3: Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et fianancières					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Taux de réalisation des activités de renforcement des capacités par la formation des agents de l'Etat	%	50	60	70	70
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Precision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées/Nombre d'activités programmées) x 100					
3.2 Taux d'exécution du budget	%	99	99	99	100
Moyen de Vérification : Compte administratif					
Precision Méthodologique : (Crédits liquidés/crédits notifiés) x 100					
3.3 Taux d'exécution du plan de passation des Marchés	%	80	90	95	100
Moyen de Vérification : Plan de passation des marchés					
Precision Méthodologique : (Nombre de marchés passés / Nombre de marchés prévus) x 100					

Objectif 4: Renforcer les relations entre le gouvernement et les autres institutions					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
4.1 Taux d'exécution du programme d'activités de renforcement des rélations avec les Institutions	%	60	70	80	90
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Precision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées/nombre d'activités programmées) x 100					
4.2 Pourcentage de projets de loi adoptée par l'Assemblée Nationale	%	80	85	90	90
Moyen de Vérification : Rapports de session de l'Assemblée Nationale					
Precision Méthodologique : (Nombre de projets de loi votés/nombre de projets de loi soumis) x 100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	358 726	354 571	399 259	439 184
Biens et services	871 997	1 046 997	817 946	873 415
Investissement	1 139 711	986 711	1 058 473	1 105 611
Total :	**2 370 434**	**2 388 279**	**2 275 678**	**2 418 210**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Conduite et pilotage de la potique du travail, de la fonction publique, du dialogue social et des relations avec les institutions	1 423 012	1 371 226	1 364 080	1 440 102
Gestion des réssources Financières et du Matériels	947 422	1 017 053	911 598	978 108
Total :	**2 370 434**	**2 388 279**	**2 275 678**	**2 418 210**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
CATEGORIE A	31	26	26	26
CATEGORIE B	28			
CATEGORIE B1		17	17	17
CATEGORIE B2		10	10	10
CATEGORIE C	6	6	6	6
CONTRACTUEL	83	72	74	76
Total :	**148**	**131**	**133**	**135**

Action 01 Conduite et pilotage de la potique du travail, de la fonction publique, du dialogue social et des relations avec les institu

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	227 887	229 101	253 637	279 000
Biens et services	142 125	242 125	133 303	142 337
Investissement	1 053 000	900 000	977 140	1 018 765
Total	**1 423 012**	**1 371 226**	**1 364 080**	**1 440 102**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Acquisition de vehicule	50 000
1.1.2	Mise en oeuvre du programme de renforcement des relations avec les Institutions	8 173
1.1.3	Dépenses de fonctionnement	233 952
1.1.4	Prise en charge des dépenses de personnel	229 101
3.1.1	Programme de Renforcement de capacité nationale par la formation	500 000
3.1.2	Construction/Réhabilitation Annexes MTFPRE	300 000
3.2.4	Mise en oeuvre des activités du dialogue social	50 000
Total		**1 371 226**

Action 02 Gestion des réssources Financières et du Matériels

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	130 839	125 470	145 622	160 184
Biens et services	729 872	804 872	684 643	731 078
Investissement	86 711	86 711	81 333	86 846
Total	**947 422**	**1 017 053**	**911 598**	**978 108**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.2	Organisation de la journée Africaine de la Fonction Publique	15 789
3.2.1	Prise en charge des dépenses de personnel	125 470
3.2.2	Préparation exécution et suivi du budget du departement	780 635
3.2.3	Prise en charge des dépenses de missions	95 159
Total		**1 017 053**

Le Programme : Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat

Responsable du Programme: le Directeur National de la Fonction Publique et du Personnel

a).Présentation stratégique du programme:

Le programme 2 : Amélioration de la gestion administrative des agents de l'État est consacré au recrutement et à la gestion des carrières des agents de l'État

b).Présentation détaillée des objectifs et indicateurs du programme:

Le programme poursuit quatre (4) objectifs spécifiques qui concourent à la résolution des problèmes relatifs à la gestion des ressources humaines de la Fonction publique d'Etat. Il s'agit de

-Maîtriser les effectifs du personnel de la fonction publique d'Etat ;

-Satisfaire les besoins en formation et de recrutement des nouveaux agents en tenant compte du budget ;

-Disposer d'un système d'information national à jour sur les ressources humaines de l'État accessible ;

-Assurer l'équité genre dans la fonction publique d'Etat.

Objectif 1: Maîtriser les effectifs du personnel de la fonction publique d'etat					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Taux de mise en oeuvre des recommandations issues du contrôle physique	%	90	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport de suivi de la mise en oeuvre des recommandations issues du contrôle physique
Precision Méthodologique : (Nombre de recommandations appliquées / Nombre total de recommandations formulées) 100

1.2 Proportion de données hamonisées entre le fichier solde (BCS) et le fichier administratif (DNFPP)	%	95	100	100	100

Moyen de Vérification : Moyen de vérification : fichier solde (BCS) et le fichier administratif (DNFPP)
Precision Méthodologique : Précisions méthodologiques : (Nombre de fiches actualisées au BCS / Nombre d'agents) 100

Objectif 2: Satisfaire les besoins en formation et de recrutement de nouveaux agents en tenant compte du budget.					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Pourcentage d'agents récrutés conformémént aux profils exigés par les cadre organiques des services publics et budgétaires autorisés	%	52	52	55	56

Moyen de Vérification : Arrêtés d'intégration et cadres organiques
Precision Méthodologique : (Nombre d'agents recrutés conformément aux profils exigés / Nombre total de besoins exprimés) 100.

2.2 Taux d'exécution des besoins de formation des agents de l'Etat	%	82	85	90	95

Moyen de Vérification : Application Gestion des Ressources Humaines (GRH)
Precision Méthodologique : (Nombre de demandes autorisées / Nombre total de demandes) 100

Objectif 3: Disposer d'un sytème d'information national à jour sur les ressources humaines de l'etat et accessible					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Taux de mise à jour du système d'information national sur les ressources humaines de l'Etat	%	65	70	73	74

Moyen de Vérification : Base de donnée de la DNFPP
Precision Méthodologique : (Nombre de dossier mis à jour / Nombre total de dossiers existants) 100.

3.2 Pourcentage d'actions réalisées conformément au plan de communication interne au programme	%	80	90	92	95

Moyen de Vérification : rapport de communication
Precision Méthodologique : (Nombre d'actions de communication / Nombre total d'actions programmées) 100

Objectif 4: Assurer l'équité genre dans la fonction publique					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
4.1 Pourcentage d'identification des handicapés dans la Fonction publique	%	80	85	100	-

Moyen de Vérification : Rapport d'enquête
Precision Méthodologique : (Nombre de handicapés recensés / Nombre total d'agents de l'Etat) 100.

4.2 Pourcentage de femmes cadres dans la Fonction publique	%	-	-	-	-

Moyen de Vérification : Rapport d'enquête
Precision Méthodologique : (Nombre de femmes cadres recensées / Effectif total de femmes dans la Fonction Publique) 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	198 091	198 675	220 474	242 521
Biens et services	244 924	294 924	229 732	245 305
Investissement	662 000	752 000	684 680	712 429
Total :	**1 105 015**	**1 245 599**	**1 134 886**	**1 200 255**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Gestion des Carrières et Modernisation de l'Administration	1 105 015	1 245 599	1 134 886	1 200 255
Total :	**1 105 015**	**1 245 599**	**1 134 886**	**1 200 255**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	24	23	23	23
CATEGORIE B	31			
CATEGORIE B1		13	13	13
CATEGORIE B2		16	16	16
CATEGORIE C	5	4	4	4
CONTRACTUEL	31	29	30	31
Total :	**91**	**85**	**86**	**87**

Action 01 Gestion des Carrières et Modernisation de l'Administration

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	198 091	198 675	220 474	242 521
Biens et services	244 924	294 924	229 732	245 305
Investissement	662 000	752 000	684 680	712 429
Total	**1 105 015**	**1 245 599**	**1 134 886**	**1 200 255**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge des dépenses du personnel	198 675
1.1.2	Modernisation de l'Administration	41 498
1.1.3	Dépenses d'investissement	562 000
1.2.1	: Organisation des concours directs et professionnels et des tests de recrutement des contractuels dans la Fonction Publique	214 366
2.1.2	Autres dépenses (fonctionnement)	39 060
3.2.1	: Construction Bureau Salle Archives DNFPP	190 000
Total		**1 245 599**

Le Programme : Amelioration du Cadre legislatif du Travail

Responsable de Programme : le Directeur National du Travail

a)Présentation stratégique du programme

Le programme « Amélioration du cadre législatif du Travail » vise à :

-renforcer le dialogue social ;

-assurer l'application de la législation et de la réglementation du travail ;

-rendre performants les services du Travail ;

-promouvoir les actions de lutte contre le Travail des Enfants.

a).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le programme poursuit quatre (4) objectifs spécifiques qui sont :

- Renforcer le dialogue social ;
- S'assurer de l'application de la législation et de la réglementation du travail ;
- Rendre performant les services du Travail ;
- Promouvoir les actions de lutte contre le Travail des Enfants.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leur progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen et terme. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Renforcer le dialogue social

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Pourcentage des conflits de travail gérés	%	67	69	71	73
Moyen de Vérification : Rapports annuels des Directions Régionales du Travail et de la Direction Nationale du Travail - Préavis de grève déposés					
Precision Méthodologique : (Nombre de conflits ayant reçu une issue favorable / nombre de conflits soumis aux services du travail) x 100					
1.2 Pourcentage des conventions collectives et accords d'établissement relus et adoptés	%	55	60	65	67
Moyen de Vérification : PV de négociation des conventions et note technique des accords d'établissement - Copies des conventions et accords signés					
Precision Méthodologique : (Nombre de conventions et accords adoptés / total de conventions et accords soumis) x 100					
1.3 Taux de progression des usagers assistés et conseillés	%	5	6	7	9
Moyen de Vérification : Rapports annuels des DRT et de la DNT					
Precision Méthodologique : ((Nombre d'usagers assistés et conseillés de l'année N/ l'année N-1)-1) x 100					

Objectif 2: S'assurer de l'application de la législation et de la règlementation du travail

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux de progression des établissements contrôlés	%	4	5	6	8
Moyen de Vérification : Rapports d'inspection de la Direction Nationale du Travail et des Directions Régionales du Travail ; copie des contrats de travail visés					
Precision Méthodologique : ((Nombre d'entreprises contrôlées de l'année N/l'année N-1)-1) x 100					
2.2 Taux de progression des contrats de travail visés	%	3	4	5	7
Moyen de Vérification : Rapports annuels des DRT et de la DNT					
Precision Méthodologique : (Nombre de contrats visés de l'année N sur l'année N-1)-1) x 100					

Objectif 3: Rendre perfomant les services du travail

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Pourcentage d'Inspecteurs ou de Contrôleurs du Travail formés (dont femmes)	%	30(15)	35(15)	40(25)	42(27)
Moyen de Vérification : Rapports de formation, Rapports annuels					
Precision Méthodologique : (Nombre d'Inspecteurs ou de contrôleurs du travail formés / nombre total d'Inspecteurs ou de contrôleurs du travail) x 100					
3.2 Pourcentage d'exécution des besoins en équipements de la Direction Nationale du Travail et de la Cellule Nationale de Lutte contre le Travail des Enfants	%	30	50	70	72
Moyen de Vérification : Copies des lettres d'expression de besoin et des fiches de réception des équipements					
Precision Méthodologique : (Besoin en équipements acquis/Besoin en équipements exprimé) x 100					

Objectif 4: Promouvoir les actions de lutte contre le tarvail des enfants					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
4.1 Taux de réalisation du programme d'activités de la Cellule Nationale de Lutte contre le Travail des Enfants	%	45	55	60	65
Moyen de Vérification : Rapport annuel de la Cellule Nationale de Lutte contre le Travail des Enfants					
Precision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées /le nombre d'activités programmées) x 100					
4.2 Taux de réinsertion des enfants retirés des pires formes de travail des enfants (Filles)	%	40	45	50	60
Moyen de Vérification : Rapport annuel de la Cellule Nationale de Lutte contre le Travail des Enfants					
Precision Méthodologique : (Nombre d'enfants réinsérés/le nombre d'enfants retirés) x 100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	474 667	491 381	528 297	581 120
Biens et services	83 451	134 614	78 632	83 946
Transferts et subventions	30 000	30 000	30 867	32 410
Investissement	28 191	29 691	26 892	28 712
Total :	**616 309**	**685 686**	**664 688**	**726 188**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Suivi évaluation de la législation du travail et renforcement du dialogue social	616 309	685 686	664 688	726 188
Total :	**616 309**	**685 686**	**664 688**	**726 188**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
CATEGORIE A	59	62	62	62
CATEGORIE B	61			
CATEGORIE B1		42	42	42
CATEGORIE B2		15	15	15
CATEGORIE C	8	8	8	8
CONTRACTUEL	117	117	118	119
Total :	**245**	**244**	**245**	**246**

Action 01 Suivi évaluation de la législation du travail et renforcement du dialogue social

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	474 667	491 381	528 297	581 120
Biens et services	83 451	134 614	78 632	83 946
Transferts et subventions	30 000	30 000	30 867	32 410
Investissement	28 191	29 691	26 892	28 712
Total	**616 309**	**685 686**	**664 688**	**726 188**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge des dépenses du personnel	491 381
2.1.1	Acquisition de véhicule	40 000
2.1.2	dépenses de fonctionnement	150 305
2.1.3	achat de caburant	4 000
Total		**685 686**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	Source de financement	2018	2017	2018	2019	2020
1.012	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROGR. RENFOR. CAPACITE NAT. PAR LA FORMATION		500 000	500 000	500 000	463 979	483 744
CONSTRUCTION / REHABILITATION ANNEXES MTFPRE		300 000	553 000	300 000	513 161	535 021
Total :		**800 000**	**800 000**	**800 000**	**977 140**	**1 018 765**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	Source de financement	2018	2017	2018	2019	2020
2.030	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
CONSTRUCTION BUREAU SALLE ARCHIVES DNFPP		190 000	100 000	190 000	93 850	97 848
Total :		**190 000**	**190 000**	**190 000**	**93 850**	**97 848**

SECTION : 323 MINISTERE EMPLOI & FORMATION PROFESSIONNELLE

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle a pour mission de préparer et de mettre en oeuvre la politique nationale du Mali dans le domaine de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

En effet, le Décret N°2016-054/PM-RM du 08 aout 2016 qui fixe les attributions spécifiques des membres du Gouvernement stipule en son article 23 que le Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, prépare et met en oeuvre la politique nationale dans les domaines de l'emploi et de la formation professionnelle.

À ce titre, il est compétent pour :

- la définition de la politique d'emploi et de lutte contre le chômage et les sous-emplois ;
- la définition et le suivi de la mise en oeuvre des actions et mesures destinées soit à préserver des emplois, soit à favoriser la création d'emplois ;
- le développement de la formation professionnelle et le renforcement des capacités des structures nationales de formation professionnelle en vue de répondre aux défis de l'intégration sous régionale et du renforcement de la compétitivité des entreprises nationales ;
- l'élaboration et la mise en oeuvre des mesures visant l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes ;
- la définition et le suivi de la mise en oeuvre des mesures visant une adéquation entre la formation et les besoins du marché du travail.

I.2 Les contraintes et les défis

La gouvernance du secteur reste liée à de nombreux contraintes et défis parmi lesquels on peut retenir :

I.2.1 Contraintes

- faible appropriation des documents de la politique nationale de l'emploi et son plan d'actions par les différents acteurs ;
- insuffisance du financement du plan d'actions de la politique nationale de l'emploi ;
- manque de synergie entre les structures chargées de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de l'Emploi ;
- faible capacité humaine et matérielle des structures publiques chargées de la politique nationale de l'emploi ;
- faiblesse du système d'information du marché du travail ;
- faible mobilisation des financements destinés aux programmes d'emploi ;
- dysfonctionnement dans le dispositif institutionnel et organisationnel
- Faible motivation des agents des services centraux et de certains services rattachés
- absence d'un dispositif de certification et de validation des acquis professionnels ;
- faiblesse des cadres de pilotage, de coordination, d'orientation et de mise en cohérence des dispositifs de formation continue, qualifiante et par apprentissage ;
- insuffisance des infrastructures et des équipements des structures chargées de formation professionnelle ;
- insuffisance de formateurs qualifiés et faible motivation des formateurs;
- inadaptation des programmes de formation à l'approche par Compétences ;
- insuffisance de financement de la formation professionnelle ;
- insuffisance des ressources humaines qualifiées ;
- faible capacité technique des acteurs de la formation professionnelle ;
- inadéquation entre offre de formation et besoin du marché du travail emploi faible synergie entre les structures chargées de la mise en oeuvre de la politique nationale de formation professionnelle.

I.2.2 Défis

- besoins immenses à satisfaire en matière de création d'emplois et de développement des compétences. Avec la pression démographique, près de 300 000 jeunes se présentent chaque année sur le marché du travail dont la plupart sont sans aucune qualification ;
- vulgarisation de la politique nationale de l'emploi et son plan d'actions ;
- valorisation des auto- emplois et l'emploi informel ;

- création d'emplois directs temporaires pour les catégories sociales marginalisées à travers des filets de protection sociale ;
- amélioration des conditions de travail de tous les travailleurs ;
- amélioration de l'efficacité et de l'efficience des politiques transversales et sectorielles qui touchent aux secteurs productifs, en termes de création d'emploi ;
- développement du secteur privé (formel, informel) ;
- amélioration de l'employabilité par l'adaptation de la formation technique et professionnelle et de l'apprentissage aux besoins actuels et potentiels du secteur productif et plus généralement des activités économiques privées y compris le développement de la culture de l'entrepreneuriat ;
- renforcement d'actions spécifiques ciblées sur les jeunes, les femmes, les personnes en situation de handicap, les migrants de retour etc;
- mise en place d'un dispositif adéquat de soutien à l'auto-emploi et à l'entrepreneuriat ;
- mise en place d'un cadre national de reconnaissance et de validation des formations ;
- renforcement des cadres de pilotage, de coordination et d'orientation sur la formation professionnelle ;
- diversification des filières de formations en relation avec les besoins de l'économie ;
- construction et /ou réhabilitation d'infrastructures de formation ;
- renforcement des dispositifs de formation à travers la formation des publics cibles ;
- formation des agents et des acteurs de la formation professionnelle ;
- opérationnalisation des services locaux et des centres de formation professionnelle;
- mise en place d'un cadre national de reconnaissance des dispositifs de formation professionnelle ;
- adéquation formation-emploi ;
- mise en oeuvre du mécanisme de Suivi-évaluation des dispositifs et des formations.

I.3 La politique sectorielle

a) La Politique Nationale de l'Emploi

La Politique Nationale de l'Emploi a donné la priorité à la lutte contre la pauvreté au Mali depuis le début des années 2000 du fait qu'une réduction durable de la pauvreté passe inévitablement par un accès à un emploi plus stable et mieux rémunéré pour une plus grande partie de la population en âge de travailler. A cet effet, l'emploi est pour le Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD 2016-2018) un levier privilégié de la stratégie de réduction de la pauvreté. Il est retenu dans l'axe 2 (l'objectif spécifique 22) : « favoriser les créations d'emplois, développer et orienter la formation professionnelle vers les filières porteuses ».

Les orientations de la politique nationale de l'emploi ont comme fondements: le CSCRP 2012-2017, les politiques sectorielles, les lois d'orientation (Loi d'Orientation Agricole, Loi d'Orientation sur le Développement du Secteur Privé, etc.). Elle prend en considération trois (03) défis liés à la problématique de l'emploi : (i) l'insuffisance structurelle de l'offre d'emplois productifs et décents ; (ii) le faible niveau de capital humain et la faible employabilité de la main-d'oeuvre ; (iii) le dysfonctionnement du marché du travail en termes d'information sur l'emploi, d'organisation du marché et de capacités institutionnelles.

La PNE poursuit les objectifs spécifiques suivants :

- établir et renforcer les liens avec toutes les politiques nationales, notamment pour prendre en considération l'emploi dans les politiques transversales (la politique macroéconomique, la politique d'investissement, la politique fiscale, la politique commerciale) et les politiques de développement sectoriel (développement rural, industrie, artisanat, commerce) ;
- renforcer les actions de promotion et de création d'emplois, la promotion des activités privées génératrices d'emplois, le soutien aux entreprises modernes et aux micros et petites entreprises, le ciblage des mesures de promotion de l'emploi pour tenir compte du défi démographique et de la spécificité des problèmes d'insertion de certains groupes (femmes, jeunes, handicapés, migrants de retour, migrants potentiels etc.) ;
- améliorer l'employabilité et l'offre de formation professionnelle et technique ;
- améliorer la gouvernance du marché de l'emploi.

b) La Politique nationale de Formation Professionnelle :

La politique de la formation professionnelle se justifie au regard de l'insuffisance de la main-d'oeuvre qualifiée dans tous les secteurs de production et de l'immensité des besoins à satisfaire. Elle permettra d'orienter l'intervention de l'Etat, des Collectivités Territoriales, du Secteur privé ainsi que des Partenaires techniques et financiers en matière de formation professionnelle.

Elle contribuera à tendre vers l'adéquation formation/emploi :

- améliorer la productivité et la compétitivité des entreprises et des services ;
- améliorer les compétences des actifs des secteurs productifs ;
- satisfaire les besoins du marché du travail en main-d'oeuvre qualifiée ;
- favoriser l'insertion professionnelle des actifs en milieu rural et urbain ;
- assurer la formation permanente (tout au long de la vie) de la communauté ;
- consolider et développer la formation professionnelle par apprentissage.

L'opérationnalisation de la politique nationale de formation professionnelle se fera à travers le Programme Décennal de Développement de la Formation Professionnelle pour l'Emploi (PRODEFPE).

Il est le fruit d'une collaboration de l'ensemble des acteurs publics et privés de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, des partenaires sociaux, de la société civile ainsi que des partenaires techniques et financiers.

Le PRODEFPE a un caractère fédérateur. A cet effet, il fait du partenariat et de la recherche de synergie d'actions un axe stratégique qui permet de renforcer ses liens avec les autres programmes.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

	Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016
1	Taux de chômage	%	7,3	8,2	9,6	-
2	Taux de chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans	%	9,5	11,1	22,5	-
3	Taux de chômage des jeunes âgés de 15 à 35 ans	%	8,3	9,9	15,7	-
4	Taux d'emploi	%	73,9	68,3	67,3	-
5	Nouveaux emplois créés	Nombre	33922	32618	58967	-
6	Taux d'emplois informel	%	93,5	96,5	96,4	-
7	Demandes d'emplois enregistrées	Nombre	6569	5531	18339	-
8	Offres d'emplois enregistrées	Nombre	1972	7896	5523	-
9	Population en âge de travailler	Nombre	7180327	8043098	8355945	-
10	Ratio Emploi/Population 15-64 ans	%	73,9	68,3	67,3	-
11	Proportion des jeunes de 15-24 ans « ni en emploi, ni en éducation et ni en formation »	%	18,2	21,3	24,9	-
12	Proportion des jeunes de 15-35 ans « ni en emploi, ni en éducation et ni en formation »	%	18,7	22,9	24,6	-
13	Proportion de ménages de travailleurs pauvres	%	34,0	34,6	nd	-
14	Part des personnes ayant un emploi et vivant en dessous du seuil de pauvreté (Taux de travailleurs pauvres)	%	48,5	45,4	nd	-
15	Taux de salarisation	%	8,7	9,0	9,5	-
16	Nombre de sortants des Centres de Formation Professionnelle par secteur (primaire, secondaire, tertiaire)	Nombre	5345	8103	10914	-
17	Taux de progression de la formation professionnelle en termes de localités couvertes	%	10	24	60	-
18	Taux de formation des femmes	%	13,3	30,8	18,1	-
19	Taux de centres équipés	%	23,7	26	64	-
20	Taux de recouvrement de la Taxe de formation professionnelle	%	-	50	78,25	-
21	Taux d'insertion des sortants des Centres de formation professionnelle	%	nd	nd	nd	-
22	Nombre de jeune formés en apprentissage traditionnel rénové	Nombre	3393	5640	8775	-
23	Nombre de jeunes formés en formation qualifiante	Nombre	324	nd	4068	-
24	Nombre de jeune formés en situation de professionnalisation dans l'emploi	Nombre	505	3058	4547	-

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 3 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Administration Générale	1 827 753	2 003 439	1 819 209	1 939 499
Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	6 318 757	9 869 701	11 561 114	12 211 908
Formation Professionnelle	1 650 755	1 850 542	1 690 273	1 769 691
Total :	**9 797 265**	**13 723 682**	**15 070 596**	**15 921 098**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	700 172	619 994	779 282	857 205
Biens et services	1 001 297	1 203 971	933 875	997 204
Transferts et subventions	1 411 119	1 796 490	1 436 594	1 457 416
Investissement	6 684 677	10 103 227	11 920 845	12 609 273
Total :	**9 797 265**	**13 723 682**	**15 070 596**	**15 921 098**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Administration Générale

Responsable du Programme : le Conseiller Technique

a)Présentation stratégique du programme

Le programme administration générale est le programme de soutien aux autres programmes opérationnels du Ministère. Il est essentiellement composé des structures transversales chargées entre autres d'appuyer les responsables des programmes du Ministère dans la mise en oeuvre de leurs actions

Il est la pierre angulaire des deux autres programmes. Son rôle est déterminant dans la définition des orientations politiques, l'opérationnalisation des plans d'actions, le choix des mesures de suivi et d'évaluation qui conditionnent l'atteinte des résultats.

Il assure la veille, le conseil et le contrôle des autres programmes aux fins d'établir la cohérence d'ensemble des actions et de répondre aux préoccupations liées au chômage et à l'insuffisance de qualification.

Le programme s'articule autour de :

-l'élaboration des politiques et programmes en matière d'Emploi et de Formation Professionnelle ;

-la gestion des ressources humaines, matérielles et financières ;

-la coordination et le suivi des programmes ;

-le suivi de la mise en oeuvre du processus de décentralisation et de déconcentration au sein du Ministère ;

-la production et la diffusion d'informations statistiques sur l'emploi et la formation professionnelle.

b)Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme I est bâti autour de cinq (05) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à (i) à la gouvernance du secteur; (ii) l'insuffisance des ressources humaines , financières et matérielles ;(iii) au manque de synergie entre les différents acteurs de la formation professionnelle ; (iv) la faible prise en charge des question d'emploi et de formation professionnelle par les collectivités territoriales (v) l'indisponibilité des données statistiques fiables pour le secteur.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leur progrès réalisé et de projeter des efforts à fournir à court et moyen terme. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Améliorer la gouvernance et le suivi-évaluation des politiques et stratégies en matière d'emploi et de formation professionnelle

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux d'exécution des activités du département	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports/CR mensuels					
Precision Méthodologique : Nombre d'activités de coordination réalisées/ Nombre d'activités de coordination prévues* 100					
Formule :					
1.2 Taux de mise en oeuvre des instructions et/ou recommandations issue des missions de supervision et de suivi des activités	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport des missions de supervision et de suivi					
Precision Méthodologique : Nombre de recommandations exécutées-réalisées / Nombre de recommandations formulées *100					
1.3 Taux d'exécution du PTG	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Le document de suivi des activités du PTG,					
Precision Méthodologique : Nombre de dossiers du PTG réalisées/ Nombre de dossiers du PTG prévues* 100					

Objectif 2: Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux d'exécution du plan de formation	%	20	25	30	35
Moyen de Vérification : Rapport Annuels de formation,					
Precision Méthodologique : (Nombre Agents formés / Nombre Agents à former)*100					
Formule :					
2.2 Taux de satisfaction des cadres organiques	%	70	80	85	90
Moyen de Vérification : Rapport d'activités,					
Precision Méthodologique : (nombre d'Emploi occupé/ nombre d'Emploi prévue)*100					
2.3 Taux d'exécution du budget	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Compte Administratif,					
Precision Méthodologique : (Crédits liquidés / crédits Notifiés)*100					

Objectif 3: Assurer la coordination et le suivi de la mise en oeuvre du prodefpe

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Nombre d'ateliers/sessions tenus	Nombre	5	10	10	10
Moyen de Vérification : Rapport d'atelier et de session					
Precision Méthodologique : Dénombrement					
3.2 Taux de mobilisation du financement du programme	%	25	75	100	100
Moyen de Vérification : Convention et protocole					
Precision Méthodologique : (financement mobilisé/financement total de la première phase)*100					

Objectif 4: Impulser le processus de décentralisation et de déconcentration au sein du département

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
4.1 Taux de mise en oeuvre des reformes en matière d'emploi et de formation professionnelle dans les CT	%	-	10	20	40
Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuel de la CADD					
Precision Méthodologique : (Nbre de reformes mis en oeuvre/nbre de reformes prévus)*100					
4.2 Taux d'exécution du plan de décentralisation et de déconcentration	%	-	15	20	45
Moyen de Vérification : Documents du Plan triennal de décentralisation et de déconcentration					
Precision Méthodologique : (Nbre d'activités réalisées/nbre d'activités prévues)*100					

Objectif 5: Réalisation des études et recherches sur l'emploi et la formation

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
5.1 Nombre d'études réalisées sur l'emploi	Nombre	6	7	6	8
Moyen de Vérification : Rapport ONEF,					
Precision Méthodologique : Dénombrement					
5.2 Nombre d'études réalisées sur la formation professionnelle	Nombre	5	4	5	5
Moyen de Vérification : Rapport ONEF,					
Precision Méthodologique : Dénombrement					
5.3 Nombre d'exemplaires publiés de rapport d'études	Nombre	3	13	15	15
Moyen de Vérification : Rapport ONEF,					
Precision Méthodologique : Dénombrement					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	447 187	376 574	497 716	547 486
Biens et services	901 182	999 826	841 043	898 098
Transferts et subventions	321 033	409 845	324 964	329 672
Investissement	158 351	217 194	155 486	164 243
Total :	**1 827 753**	**2 003 439**	**1 819 209**	**1 939 499**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Coordination et Pilotage de la Politique nationale de l'emploi et de la formation professionnelle	484 573	536 028	497 892	540 184
Gestion financière et matérielle	1 153 258	1 222 079	1 135 246	1 207 017
Gestion des ressources humaines du Secteur	17 197	42 197	16 118	17 209
Décentralisation et déconcentration au sein du département	26 600	41 600	24 947	26 637
Production d'information statistique sur l'emploi et la formation	146 125	161 535	145 006	148 452
Total :	**1 827 753**	**2 003 439**	**1 819 209**	**1 939 499**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	45	35	35	35
CATEGORIE B	50			
CATEGORIE B1		20	20	20
CATEGORIE B2		19	19	19
CATEGORIE C	10	9	9	9
CONTRACTUEL	124	112	114	116
Total :	**229**	**195**	**197**	**199**

Action 01 Coordination et Pilotage de la Politique nationale de l'emploi et de la formation professionnelle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	245 777	217 162	273 548	300 902
Biens et services	200 994	256 874	188 527	201 306
Transferts et subventions	5 000	5 000	5 050	5 123
Investissement	32 802	56 992	30 767	32 853
Total	**484 573**	**536 028**	**497 892**	**540 184**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Organisation et tenue des revues mensuelles.	5 664
1.2.1	Missions de supervision et de suivi des activités	51 000
1.2.2	Suivi-évaluation des comités de pilotages et des CA	25 000
1.2.3	Evaluation des programmes d'activités du PTG	2 065
1.2.4	Prise en charge du personnel	217 162
1.2.5	Achat de carburant	25 301
1.2.6	Prise en charge des frais de transport des agents du département à l'intérieur	6 603
1.2.7	Prise en charge des frais de connexion internet	36 735
1.2.8	Achat de fournitures de bureau, de consommables informatiques et de produits alimentaires	22 506
1.2.9	Prise en charge des frais d'entretien bâtiment, des frais de gardiennage, des frais de réparation et de l'achat de produit d'entretien 1	56 992
1.2.10	Acquisition de matériels informatiques, de copieurs de matériels et de froid	78 000
1.2.11	Achat de journaux et magazine	9 000
Total		**536 028**

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	201 410	159 412	224 168	246 584
Biens et services	656 801	664 155	616 140	657 952
Transferts et subventions	224 298	293 110	227 262	230 555
Investissement	70 749	105 402	67 676	71 926
Total	**1 153 258**	**1 222 079**	**1 135 246**	**1 207 017**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.2	Participation du département aux rencontres statutaires	86 688
2.3.4	Prise en charge du personnel	159 412
2.3.5	Achat de carburant	52 000
2.3.6	Achat de lubrifiants	7 174
2.3.7	Achat de fournitures de bureau, de consommables informatiques et de produits alimentaires	114 400
2.3.8	Prise en charge des frais d'entretien bâtiments, des frais de gardiennage, des frais de réparation et de l'achat de produit d'entretien	31 300
2.3.9	Entretien et réparation matériel roulant, et achat d'huile moteur	31 588
2.3.10	Couverture des frais de fourniture en eau, électricité, téléphone et internet, et des frais postaux	202 735
2.3.11	Organisation d'ateliers et de cérémonie	57 838
2.3.12	Achat de mobiliers de bureau	50 000
2.3.13	Entretien des matériels et programme informatique	9 000
2.3.14	Prise en charge des compléments de bourse, des bourses de vacances et des billets d'avion des étudiants malien de la formation professionnelle	75 860
2.3.15	Appui aux CEPAM	127 250
2.3.16	Production et diffusion de sketch sur le VIH	820
2.3.17	Service de consultant pour l'élaboration des manuels de prodcédures de la DFM, DNE, DNFP, DRH, CADD, CPS	50 902
2.3.18	Reprographie de modules pour les ateliers	3 320
2.3.19	Acquisition de motos pour les services centraux	30 000
2.3.20	Prise en charge des frais de formation des agents en BAR, GAR, suivi e évaluation	24 102
2.3.21	Prise en charge des frais de mission des agents à l'intérieur	17 690
3.1.1	Organisation d'ateliers de concertation technique	8 000
3.1.2	Organisation des sessions du cadre partenarial d'orientation pour l'emploi et la formation	3 500
3.1.3	Evaluation de la première phase du PRODEFPE	15 000
3.1.4	Formation en APC/GAR/Suivi et évaluation des projets et programmes	1 400
3.2.1	Elaboration des fiches métiers	4 500
3.2.2	Prise en charge des indemnités des Experts, Assistant-experts et du personnel d'appui du PRODEFPE	57 600
Total		**1 222 079**

Action 03 Gestion des ressources humaines du Secteur

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	17 197	42 197	16 118	17 209
Total	**17 197**	**42 197**	**16 118**	**17 209**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Organisation des stages et ateliers de formation	8 000
2.2.1	Elaboration, suivi et évaluation des fiches de poste des agents du secteur	8 000
2.2.2	Organisation des missions de terrain	7 000
2.2.3	Achat de fournitures de bureau, de consommables informatiques et de produits alimentaires	16 200
2.2.4	Achat carburant	2 478
2.2.5	Entretien et réparation matériel roulant, et achat d'huile moteur	519
Total		**42 197**

Action 04 Décentralisation et déconcentration au sein du département

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	21 600	36 600	20 258	21 631
Investissement	5 000	5 000	4 689	5 006
Total	**26 600**	**41 600**	**24 947**	**26 637**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.3.7	Achat de fournitures de bureau, de consommables informatiques et de produits alimentaires	6 000
4.1.1	Organisation d'atelier de partage ou d'appropriation du décret fixant les détails des compétences à transférer	12 000
4.2.1	Réalisation du plan de mise en oeuvre et d'installation des services déconcentrés	4 000
4.2.2	Achat de fournitures de bureau, de consommables informatiques et de produits alimentaires	5 000
4.2.3	Achat carburant	9 000
4.2.4	Entretien et réparation matériel roulant, et achat d'huile moteur	5 600
Total		**41 600**

Action 05 Production d'information statistique sur l'emploi et la formation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 05 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	4 590			
Transferts et subventions	91 735	111 735	92 652	93 994
Investissement	49 800	49 800	52 354	54 458
Total	**146 125**	**161 535**	**145 006**	**148 452**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 05

	Intitulé de l'activité	Coût activité
5.1.1	Réalisation de l'enquête nationale sur l'emploi auprès des ménages (ENEM)	24 000
5.1.2	Renseignement des indicateurs du BIT et de l'UEMOA	4 800
5.1.3	Réalisation du rapport d'analyse situationnelle annuelle sur le marché du travail	10 000
5.1.4	Publication du rapport de l'enquête emploi auprès des ménages	11 000
5.3.2	Prise en charge du personnel	27 026
5.3.3	Achat de fournitures de bureau, de consommables alimentaires	8 554
5.3.4	Achat de mobiliers de bureau	5 000
5.3.5	Entretien des matériels et programme informatique	12 696
5.3.6	Prise en charge des frais d'entretien bâtiment, des frais de gardiennage, des frais de réparation et de l'achat de produit d'entretien	24 139
5.3.7	Couverture des frais de fourniture en eau, électricité, téléphone et internet	34 320
Total		**161 535**

Le Programme : Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi

Responsable du Programme : le Conseiller Technique.

a).Présentation Stratégique du Programme :

Le programme vise à assurer la promotion de l'emploi et de l'insertion des jeunes à travers la mise en oeuvre de la politique nationale de l'emploi et d'effectuer le suivi-évaluation de ladite politique.

De la promotion de l'Emploi :

-réalisation de recherches et d'études relatives à l'emploi et propositions de mesures de nature à soutenir et promouvoir l'emploi ;

-facilitation de l'accès des jeunes aux outils de production et promouvoir les activités de commercialisation des produits;

-mobilisation des ressources pour la promotion et la création d'emplois pour les jeunes;

-mise en place d'un réseau de partenaires nationaux et internationaux pour promouvoir l'emploi des jeunes ;

-assurer l'accueil, l'information et l'orientation des demandeurs d'emplois;

-promouvoir l'auto-emploi à travers l'information et l'orientation des futurs entrepreneurs;

-mise en oeuvre des activités de formation professionnelle, de perfectionnement, de reconversion et d'insertion;

-mise en oeuvre des mécanismes et des actions destinées à assurer la promotion de l'emploi, notamment de l'emploi féminin.

De l'insertion des jeunes :

-conception et mise en place des dispositifs favorisant l'insertion professionnelle des jeunes ;

-facilitation de l'accès des jeunes ruraux à des opportunités d'insertion et d'emplois attractifs et rentables dans l'agriculture et les activités économiques connexes ;

-amélioration de l'éducation et de la formation pour l'employabilité et les possibilités d'emplois créés par le secteur privé ;

-conception et mise en oeuvre de programmes de travaux à haute intensité de main d'oeuvre en vue de créer des emplois pour les jeunes sans qualification en milieux urbain et rural,

-facilitation de l'insertion des jeunes à travers les stages de qualification ;

-appui aux collectivités territoriales pour la conception et la mise en oeuvre des programmes locaux de création d'emplois pour les jeunes.

La Politique Nationale de l'Emploi et son Plan d'Action Opérationnel adoptés le 18 mars 2015, constituent l'un des cadres de référence du Ministère en charge de l'Emploi.

A cet effet, La PNE a donné la priorité à la lutte contre la pauvreté au Mali depuis le début des années 2000 du fait qu'une réduction durable de la pauvreté passe inévitablement par un accès à un emploi plus stable et mieux rémunéré pour une plus grande partie de la population en âge de travailler.

L'emploi est retenu dans l'objectif spécifique 22 : « favoriser les créations d'emplois, développer et orienter la formation professionnelle vers les filières porteuses » dans l'axe stratégique 2 du Cadre Stratégique pour la Relance Économique et le Développement Durable (CREDD 2016-2018).

Les orientations de la Politique Nationale de l'Emploi ont comme fondements: le CSCRP 2012-2017, révisé en CREDD-2016-2018, les politiques sectorielles, les lois d'orientation majeures votées par l'Assemblée Nationale (Loi d'Orientation Agricole, Loi d'Orientation sur le Développement du Secteur Privé, etc.).

b).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Les objectifs spécifiques du programme, assortis d'indicateurs de performance et d'activités pertinentes, se présentent comme suit :

Objectif 1: Etablir et renforcer les liens avec toutes les politiques nationales					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Nombre d'emplois créés par les politiques sectorielles	Nombre	40 000	40 000	40 000	40 000
Moyen de Vérification : Les rapports d'activités DNE					
Precision Méthodologique : dénombrement					
1.2 Taux d'execution du plan d' action	Nombre	-	100	-	-
Moyen de Vérification : Rapport de l'etude					
Precision Méthodologique : Nombre d'activites realisees*100/nombre d'activités prévues					

Objectif 2: Renforcer les actions de promotion et de création d'emplois					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Nombre de jours de travail réalisé en HIMO	Nombre	100 000	70 000	70 000	70 000
Moyen de Vérification : Les rapports d'activités de l'APEJ					
Precision Méthodologique : dénombrement					
2.2 Nombre de jeunes diplômés ayant bénéficié de stages de formation professionnelle et de stages de qualification	Nombre	3 311	6 000	6010	6 020
Moyen de Vérification : Rapports d'activités ANPE, APEJ					
Precision Méthodologique : dénombrement					
2.3 Nombre de personnes formées	Nombre	7 500	3 000	3 000	3 000
Moyen de Vérification : Rapports d'activités ANPE, APEJ					
Precision Méthodologique : dénombrement					
2.4 Nombre d'emplois crées par les projets/programmes de promotion d'emploi mise en oeuvre	Nombre	571	5 677	6 302	7 950
Moyen de Vérification : Rapports d'activités ANPE, APEJ, FARE, PROCEJ, FIER, PNA/ERP					
Precision Méthodologique : dénombrement					

Objectif 3: Améliorer la gouvernance du marché de l'emploi					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Nombre d'actions d'information et sensibilisation sur l'emploi	Nombre	4	4	4	4
Moyen de Vérification : Les rapports d'activités (DNE)					
Precision Méthodologique : dénombrement					
3.2 Nombre de cadres de concertations tenus	Nombre	2	2	2	2
Moyen de Vérification : Rapports d' activités DNE					
Precision Méthodologique : Dénombrement					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	139 796	130 238	155 588	171 144
Biens et services	81 538	135 568	74 953	80 018
Transferts et subventions	657 097	657 097	663 667	673 289
Investissement	5 440 326	8 946 798	10 666 906	11 287 457
Total :	**6 318 757**	**9 869 701**	**11 561 114**	**12 211 908**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Mise en oeuvre,suivi et évaluation de la Politique Nationale de l'Emploi	251 660	302 604	258 975	281 521
Promotion de l'empoi et Insertion des jeunes	6 067 097	9 567 097	11 302 139	11 930 387
Total :	**6 318 757**	**9 869 701**	**11 561 114**	**12 211 908**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	16	13	13	13
CATEGORIE B	1			
CATEGORIE B2		3	3	3
CATEGORIE C	2	1	1	1
CONTRACTUEL	63	61	61	61
Total :	**82**	**78**	**78**	**78**

Action 01 Mise en oeuvre,suivi et évaluation de la Politique Nationale de l'Emploi

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	139 796	130 238	155 588	171 144
Biens et services	81 538	135 568	74 953	80 018
Investissement	30 326	36 798	28 434	30 359
Total	**251 660**	**302 604**	**258 975**	**281 521**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Suivi des actions de promotion et de création d'emplois des départements intervenant dans la mise en oeuvre de la PNE et son PA	8 000
1.1.2	Suivi de la mise en oeuvre de la Déclaration de Ouagadougou des chefs d' Etat et de Gouvernement sur l'emploi et la lutte contre la pauvrete	8 000
2.1.1	Réalisation de l'Etude d'evaluation du PA(2015-2017) de la PNE	20 000
3.1.1	Organisation des activites d'information et de sensibilisation sur la PNE	1 000
3.1.2	Prise en charge du personnel	46 761
3.1.4	Achat de fournitures de bureau de consommables informatique et de produits alimentaires	20 000
3.1.5	Achat de carburant	2 721
3.1.6	Entretien et reparation materiel roulant et achat d'huile moteur	519
3.1.7	Prise en charge des frais d'entreien batiments des frais de gardiennage des frais de reparation et de l'achat de produit d'entretien	13 410
3.1.8	Prise en charge du personnel des DREFP	83 477
3.1.9	Prise en charge du fonctionnement des DREFP et Sces sociaux EFP de Sikasso	98 716
Total		**302 604**

Action 02 Promotion de l'empoi et Insertion des jeunes

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Transferts et subventions	657 097	657 097	663 667	673 289
Investissement	5 410 000	8 910 000	10 638 472	11 257 098
Total	**6 067 097**	**9 567 097**	**11 302 139**	**11 930 387**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.2.1	Placement de 5 000 jeunes en stage de formation professionnelle dans les services publics les organisations consulaires et faitiers	657 097
2.4.1	Formation et dotation des jeunes apprentis en permis de conduire (PNA/ERP)	30 000
2.4.2	Prise en charge des frais de fonctionnement de la cellule PNA/ERP	18 000
2.4.3	Formation et installation des personnes en situation d'handicaps dans les domaines de la coiffure couture et restauration	30 000
2.4.4	Orginsation de mission de suivi	2 000
2.4.5	Réalisation de puits à grand diamètre en chantier-ecole (formation et dotation en kits puisatier)	65 000
2.4.6	Activités HIMO	75 000
2.4.7	Rémunération personnel de l'UCP(7 consultants	109 628
2.4.8	Service de consultan (Auditeur externe)	7 500
2.4.9	Prise en charge du fonctionnement courant	72 872
2.4.10	Mise en oeuvre des activités sur finanacement IDA	5 000 000
2.4.11	Mise en oeuvre des activités sur finanacement FIDA	3 500 000
Total		**9 567 097**

Le Programme : Formation Professionnelle

Responsable de Programme : le Conseiller Technique en charge de la formation professionnelle

a).Présentation stratégique du programme

Le programme formation professionnelle vise à assurer la mise en oeuvre et le suivi-évaluation de la Politique Nationale de Formation Professionnelle. Il poursuit les objectifs spécifiques suivants :

-améliorer l'accès à la formation professionnelle continue, qualifiante et par apprentissage ;

-améliorer la qualité de la formation professionnelle continue, qualifiante et par apprentissage ;

-mobiliser davantage de ressources pour le financement de la formation professionnelle continue, qualifiante et par apprentissage;

-élaborer les référentiels de formation et produire les outils et moyens pédagogiques et didactiques.

b).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 3 est bâti autour de quatre (04) objectifs spécifiques suivants (i) Améliorer l'accès à la formation professionnelle qualifiante continue et par apprentissage; (ii) Améliorer la qualité de la formation professionnelle continue qualifiante et par apprentissage;(iii) Développer les compétences des ressources humaines des secteurs productifs; (iv) Élaborer les référentiels de formation et produire les outils et moyens pédagogiques et didactiques.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leur progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen et terme. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Améliorer l'accès à la formation professionnelle qualifiante continue et par apprentissage

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux de progression du nombre de formés	%	5	5.91	10	12

Moyen de Vérification : Rapports de sessions de formation des structures de formation (DNFP,FAFPA,INIFORP,CFP) - Rapport de voyages d'études (DNFP,FAFPA,INIFORP)

Precision Méthodologique : (Nombre de formés en année N) moins (nombre de formés en année N-1) divisé par (nombre de formés en année (N-1) multiplié par cent(N)-(N-1)/N-1)X100

1.2 Taux de femmes formés	%	40	30	35	35

Moyen de Vérification : Rapports de sessions de formation - Rapports de voyages d'etude (DNFP, FAFPA, INIFORP)

Precision Méthodologique : (Nombre de femmes formés) / (Nombre total de personnes formées) multiplié par cent.

Objectif 2: Améliorer la qualité de la formation professionnelle continue qualifiante et par apprentissage

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux des programmes de formation professionnelle élaborés ou révisés	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports annuels (DNFP, FAFPA, INIFORP)

Precision Méthodologique : (Nombre de programmes élaborés ou révisés en année N) divisé par (nombre de programmes à élaborer ou à réviser en année (N) multiplié par cent.

2.2 Taux de centre équipés	%	45	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports annuels (FAFPA)

Precision Méthodologique : Nombre de centres équipés en année N/ Nombre total de centres prévus à équiper en année N*100

2.3 Taux d'admission aux examens de fin d'apprentissage	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports annuels DNFP

Precision Méthodologique : (Nombre de candidat admis en année N / Nombre de candidat total en année N)*100

Objectif 3: Developper les compétences des ressources humaines des secteurs productifs

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Nombre de projets/plans financés	Nbre	266	400	450	500

Moyen de Vérification : Rapports annuels FAFPA

Precision Méthodologique : Dénombrement

3.2 Nombre de centres habilités équipés	Nbre	10	15	20	25

Moyen de Vérification : Rapports annuels FAFPA

Precision Méthodologique : Dénombrement

3.3 Taux de contribution des promoteurs à la formation professionnelle	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports annuels FAFPA

Precision Méthodologique : [(Montant perçue des promoteurs en année N / Montant prévue en année N]*100

Objectif 4: Elaborer les referentiels de formation, produire les outils, les moyens pédagogiques et didactiques

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
4.1 Nombre de referntiels de formation et d'outils didactiques élaborés	nbre	-	10	20	25

Moyen de Vérification : Rapports d'activités INIFORP

Precision Méthodologique : dénombrement.

4.2 Nombre de réferentiels implantés	nbre	-	10	20	25

Moyen de Vérification : Rapports d'activités INIFORP

Precision Méthodologique : dénombrement.

4.3 Nombre de réferentiel révisés	nbre	-	10	10	10

Moyen de Vérification : Rapports d'activités INIFORP

Precision Méthodologique : dénombrement.

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	113 189	113 182	125 978	138 575
Biens et services	18 577	68 577	17 879	19 088
Transferts et subventions	432 989	729 548	447 963	454 455
Investissement	1 086 000	939 235	1 098 453	1 157 573
Total :	**1 650 755**	**1 850 542**	**1 690 273**	**1 769 691**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Mise en oeuvre,suivi et évaluation de la politique nationale de formation professionnelle	652 766	405 994	710 051	760 342
Appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage/ Qualifiante et continue	775 045	1 228 295	743 469	768 752
Ingenierie de la formation	222 944	216 253	236 753	240 597
Total :	**1 650 755**	**1 850 542**	**1 690 273**	**1 769 691**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	17	15	15	15
CATEGORIE B	5			
CATEGORIE B1		2	2	2
CATEGORIE B2		2	2	2
CONTRACTUEL	65	61	62	63
Total :	**87**	**80**	**81**	**82**

Action 01 Mise en oeuvre,suivi et évaluation de la politique nationale de formation professionnelle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	113 189	113 182	125 978	138 575
Biens et services	18 577	68 577	17 879	19 088
Investissement	521 000	224 235	566 194	602 679
Total	**652 766**	**405 994**	**710 051**	**760 342**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Acquisition d'équipement et de matières-d'oeuvre pour les CFP	202 235
1.1.2	Prise en charge du personnel	113 182
1.1.3	Achat de fournitures de bureau, de consommables informatiques et de produits alimentaires	22 000
1.1.4	Achat de carburant	2 478
1.1.5	Entretien et Réparation matériel roulant et achat d'huile moteur	4 099
1.1.6	Prise en charge des frais d'entretien bâtiments, des frais de gardiennage et de l'achat de produit d'entretien	7 000
1.1.7	Acquisition de programme	15 000
1.2.1	Organisation de missions de supervision et de suivi	15 000
2.3.1	Organisation des évaluation et examens de fin d'apprentissage(apprenants)	25 000
Total		**405 994**

Action 02 Appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage/ Qualifiante et continue

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Transferts et subventions	225 045	528 295	227 294	230 588
Investissement	550 000	700 000	516 175	538 164
Total	**775 045**	**1 228 295**	**743 469**	**768 752**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.8	Extention de la formation par apprentissage à de nouvelles localités dans le secteur non formel (tutorat et dual)	24 000
1.1.9	Accroissement des capacités d'accueil des structures existantes	60 000
1.2.2	Organisation de session de sensibilisation du public cible (niveau national, régional et communal)	20 000
1.2.3	Appui aux apprenants finalistes à s'insérer dans la vie socioprofessionnelle	22 470
1.2.4	Etude d'opportunité de formation professionnelle	35 010
1.2.5	Développement d'offres de formation dans les filières porteuses en prenant en compte le genre (filières)	38 520
2.1.1	Elaboration et révision de programmes de formation	22 000
2.1.2	Elaboration d'offres de formation de reconversion en vue de faciliter la mobilité des travailleurs en situation de chômage(programmes de reconversion)	10 000
2.2.1	Etude diagnostic des besoins de subventions aux organismes de formation	20 000
2.2.2	Forage solaire d'adduction d'eau	48 000
2.2.3	Réhabilitation et équipement des centres de formation professionnelle et entreprises artisanales ou agricoles	150 000
2.3.2	Appui au projet FAO	50 000
2.3.3	Appui au projet Chinois	200 000
3.3.1	Fonctionnement global (dépensesdu personnel, en matériel et services et charges diverses)	88 502
3.3.2	Prise en charge des dépenses de personnel et de fonctionnement	139 793
3.3.3	Prise en charge des dépenses de personnel des CFP	142 806
3.3.4	Prise en charge des dépenses de fonctionnement des CFP	157 193
Total		**1 228 295**

Action 03 Ingenierie de la formation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Transferts et subventions	207 944	201 253	220 669	223 867
Investissement	15 000	15 000	16 084	16 730
Total	**222 944**	**216 253**	**236 753**	**240 597**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.3.1	Révision de programmes de formation	15 000
4.3.2	Prise en charge du personnel	44 057
4.3.3	Achat de fournitures de bureau, de consommables informatiques et de produits alimentaires	100 000
4.3.4	Achat de mobiliers de bureau	10 000
4.3.5	Entretien des matériels et programme informatique	9 381
4.3.6	Prise en charge des frais d'entretien bâtiments, des frais de gardiennage, des frais de réparation et de l'achat de produit d'entretien	20 000
4.3.7	Couverture des frais de fourniture en eau, éléctricité, téléphone et internet	17 815
Total		**216 253**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.033	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROGR. NAT. ACTION EMPLOI REDUCTION PAUVRETE		145 000	145 000	145 000	136 083	141 880
PROJET DVPT COMPETENCE & EMPLOI DES JEUNES / IDA		190 000	190 000	190 000	3 535 375	3 741 124
APPUI FORMATION PROFESS. INSERTION ENTREPR. JEUNES RUR		75 000	75 000	75 000	74 096	77 252
Total :		**410 000**	**410 000**	**410 000**	**3 745 554**	**3 960 256**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.033	**DÉPENSES SUR DONS PROJETS/PROGRAMMES (BSI)**					
APPUI FORMATION PROFESS. INSERTION ENTREPR. JEUNES RUR		1 750 000		1 750 000	3 446 459	3 648 421
Total :		**1 750 000**	**1 750 000**	**1 750 000**	**3 446 459**	**3 648 421**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.033	**DÉPENSES SUR PRÊTS PROJETS/PROGRAMMES (BSI)**					
PROJET DVPT COMPETENCE & EMPLOI DES JEUNES / IDA		5 000 000	2 500 000	5 000 000	0	0
APPUI FORMATION PROFESS. INSERTION ENTREPR. JEUNES RUR		1 750 000	2 500 000	1 750 000	3 446 459	3 648 421
Total :		**6 750 000**	**6 750 000**	**6 750 000**	**3 446 459**	**3 648 421**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.034	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
FORMATION PROFESSIONNELLE PAR APPRENTISSAGE		200 000	200 000	200 000	187 700	195 696
PROG. APPUI FORMATION. INSERTION PROFESSIONNELLE		150 000	150 000	150 000	140 775	146 772
CONSTRUCTION/ EQUIP CENTRE FORMAT PROFESSIONNEL AU M		200 000	200 000	200 000	187 700	195 696
FERME ECOLE MOFA		150 000		150 000	0	0
Total :		**700 000**	**700 000**	**700 000**	**516 175**	**538 164**

SECTION : 330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Au terme du Décret N° 2016-0574/P-RM du 08 août 2016 fixant les attributions spécifiques des membres du gouvernement, le Ministère de l'Administration Territoriale prépare et met en ouevre la politique nationale dans les domaines de l'administration du territoire.

A ce titre, il est compétent pour :

- l'organisation de la représentation territoriale de l'Etat ;
- la coordination et le contrôle de l'action des représentants de l'Etat dans les circonscriptions administratives;
- l'organisation des opérations électorales et référendaires, en rapport avec les autres structures intervenant dans ces opérations ;
- la gestion des frontières nationales et la promotion de la coopération transfrontalière ;
- la gestion de l'état civil ;
- la gestion des personnes réfugiées au Mali ;
- la participation à l'organisation des opérations de retour des Maliens réfugiés dans les pays voisins ;
- l'élaboration et le suivi de l'application de la législation relative aux fondations, aux associations et aux groupements et partis politiques ;
- la coordination des relations du Gouvernement avec les partis, groupements et associations politiques ;
- la participation à la préparation et à la mise en oeuvre de la défense civile de l'Etat ;
- l'organisation du contrôle du fonctionnement des organes des collectivités territoriales ;
- l'information régulière du Gouvernement sur la situation politique et sociale du pays.
- la conduite des réformes politiques, administratives et institutionnelles concourant à la mise en oeuuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation nationale ;
- la mise en cohérence des politiques et programmes de développement des collectivités territoriales avec ceux de l'Etat;
- le développement et l'organisation des relations de coopération entre l'Etat et les collectivités locales ainsi que des relations de collaboration entre services techniques de l'Etat et les collectivités territoriales ;
- la définition des mesures propres à faciliter l'exercice par les collectivités territoriales de leurs compétences ;
- l'organisation de l'accompagnement des collectivités territoriales par l'Etat ;
- le développement des relations de coopération entre les collectivités territoriales et entre celles-ci et les entreprises et sociétés du secteur privé ;
- le développement de la coopération décentralisée et le suivi des relations entre les collectivités territoriales et les partenaires techniques et ou/et les organisations non gouvernementales.

I.2 Les contraintes et les défis

Cette partie comprend une analyse des principales contraintes rencontrées et des défis qu'elles posent. L'analyse porte sur chacun des programmes et globalement sur la mise oeuvre de la stratégie du ministère.

I.2.1 Contraintes

* Dans le domaine de l'Administration générale et contrôle :

- l'insuffisance de ressources nécessaires pour assurer le financement des activités des programmes du ministère ;
- la non signature de l'accord tripartite entre les Gouvernements Mauritanien, Malien et le HCR pour la reconnaissance des réfugiés Mauritaniens et de leur éventuel rapatriement pour ceux qui le désirent ;
- l'insuffisance de moyens logistiques (véhicules, motos) pour assurer le suivi de la mission de gestion des réfugiés et des demandeurs d'asile ;
- la non diffusion du plan stratégique de gestion des ressources humaines ;
- l'insuffisance des moyens logistiques pour les missions de contrôle.

* Dans le domaine de l'Administration du territoire :

La modernisation de l'Administration territoriale et le suivi des libertés publiques ont été confrontés aux problèmes suivants :

- l'insuffisance des crédits de fonctionnement ;
- l'instabilité des cadres de la DGAT ;
- l'inexistence de Politique Nationale de l'Administration du Territoire (DCPNAT) ;
- l'inexistence de base de données et l'insuffisance d'outils informatiques pour l'exploitation et le traitement efficace des données des Associations, Partis politiques, Fondations ;
- le faible taux de participation aux élections,
- l'inexistence d'archives classés et exploitables au niveau central et dans les circonscriptions administratives,
- le manque de personnels d'exécution et subalterne ;
- l`insuffisance et la vétusté des bâtiments administratifs ;
- l'insuffisance d'équipement des bureaux et logements des Préfets et Sous-préfets ;
- l'Insuffisance des textes régissant le fonctionnement de l'état civil ;
- l'insuffisance de la formation et un manque de motivation des acteurs de l'état civil ;
- la vétusté de l'outil de travail du CTDEC ;
- mise à jour permanente du fichier central de l'état civil ;

* Dans le domaine de la Gestion commune des frontières et coopération transfrontalière :

- l'insuffisance de crédit pour la gestion des questions de frontière ;
- l'insuffisance de moyens logistiques (matériel roulant et de bureau, équipement topographique et cartographique) ;
- l'insuffisance du personnel par rapport au cadre organique de la direction ;
- le manque de formation continue des agents pour renforcer leurs capacités ;
- le manque de local adéquat pour la Direction Nationale des Frontières.

I.2.2 Défis

* Dans le domaine de l'Administration générale et contrôle :

- doter les programmes du département en ressources suffisantes pour assurer le financement de ses activités ;
- organiser le rapatriement volontaire des réfugiés ivoiriens dont l'accord tripartite est déjà signé ;
- diligenter la signature de l'accord tripartite Mali-Mauritanie-Haut-Commissariat des Réfugiés (HCR) ;
- diffuser et mettre en oeuvre le plan stratégique de gestion des ressources humaines ;
- poursuivre la formation des représentants de l'Etat (Sous-Préfets) en GAR ;
- exécuter 20 missions de contrôle par trimestre ;
- renforcer l'effectif des Inspecteurs à 32 (suivant le projet de cadre organique).

* Dans le domaine de l'Administration du territoire :

- améliorer les crédits de fonctionnement ;
- créer les conditions attractives pour retenir les cadres de la DGAT ;
- créer la base de données et améliorer les outils informatiques pour l'exploitation et le traitement efficace des données des Associations, Partis politiques, Fondations ;
- mettre en oeuvre un programme d'archivage au niveau central et dans les circonscriptions administratives ;
- adopter et mettre en oeuvre le Document Cadre de Politique Nationale de l'Administration du Territoire (DCPNAT) ;
- organiser les élections transparentes et crédibles ;
- former les acteurs du processus électoral ;

- élaborer un vivier dynamique d'agents électoraux;
- modernisation du Centre de Traitement des Donnée d'Etat Civil (CTDEC;
- rendre exhaustif l'enregistrement les faits d4Etat civil
- informatiser le système de l'Etat civil ;
- rendre pérenne le RAVEC.

* Dans le domaine de la Gestion commune des frontières et coopération transfrontalière :

- L'évaluation de la Politique Nationale des Frontières après quinze (15) ans de mise en oeuvre a fait ressortir des contraintes majeures au niveau de quatre (4) grands axes liés au bornage, du développement des zones frontalières et de la coopération transfrontalière, au financement et de la mobilisation des ressources (Etat et PTF), et enfin à la communication
- Les stratégies et politiques en matière de frontière sont caractérisées par un certain nombre de défis que l'Etat doit relever dans le cadre de la Politique relue. Il s'agit entre autres :

- du défi lié à l'engagement, au portage politique et au soutien de l'Etat ;
- du défi lié à la préservation de la souveraineté nationale et la sauvegarde de l'intégrité territoriale, la paix et la concorde entre le Mali et les voisins ;
- du défi lié au renforcement des capacités des acteurs sur le plan institutionnel, stratégique et opérationnel ;
- du défi lié à la sécurisation et à la stabilisation des zones frontalières ;
- du défi lié à la création des conditions pour l'intégration régionale et sous régionale.

* Dans le domaine d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales :

Ils sont entre autres :

- la stabilité, de la sécurité et de la paix sociale ;
- le développement territorial cohérent, équilibré et durable ;
- la gouvernance inclusive du territoire ;
- l'amélioration de l'offre de services de qualité aux populations ;
- le financement soutenable de la décentralisation à partir des ressources internes.

I.3 La politique sectorielle

La politique du Ministère de l'Administration Territoriale est structurée au tour de douze (12) objectifs spécifiques :

1. Mettre en synergie les actions des services centraux et des circonscriptions administratives du département ;
2. Assurer la gestion efficiente des ressources humaines, matérielles et financières du département ;
3. Contrôler l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à la gestion administrative, financière et matérielle dans les services centraux et les structures déconcentrées et décentralisées ;
4. Améliorer le cadre juridique et institutionnel de la déconcentration ;
5. Assurer un suivi régulier des circonscriptions administratives ;
6. Assurer l'exercice effectif des libertés publiques ;
7. Renforcer et Améliorer le Système Electoral ;
8. Adapter et Renforcer le système d'Etat Civil.
9. Renforcer la coopération administrative frontalière ;
10. Favoriser l'intégration de proximité des populations de part et d'autre des frontières ;
11. Equiper et développer les zones frontalières ;
12. Matérialiser les frontières.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

	Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016
1	Nombre de nouvelles régions créées et opérationnelles	Nombre	-	-	-	2
2	Taux de réalisation des projets intégrateurs	%	40	40	87,50	20

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 3 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Administration Générale et Contrôle	4 409 771	3 949 659	4 401 546	4 741 867
Administration du Territoire	23 078 341	23 754 533	2 278 920	2 402 554
Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	377 525	428 389	349 508	367 625
Total :	**27 865 637**	**28 132 581**	**7 029 974**	**7 512 046**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	5 249 440	5 380 793	1 089 108	1 198 016
Biens et services	15 864 989	16 444 535	2 483 030	2 707 711
Transferts et subventions	2 503 498	2 621 198	957 288	986 001
Investissement	4 247 710	3 686 055	2 500 548	2 620 318
Total :	**27 865 637**	**28 132 581**	**7 029 974**	**7 512 046**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Administration Générale et Contrôle

Responsable du Programme : le Secrétaire Général du MAT

a) Présentation stratégique du programme n°1ce programme vise l'amélioration continuelle du processus de travail du département. La réalisation d'une synergie à tous les niveaux est l'objectif recherché et toutes les ressources doivent concourir à la réalisation de cette synergie.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 1 est bâti autour de quatre objectifs spécifiques : (i) mettre en synergie les actions des services centraux, des circonscriptions administratives et des projets & programmes du département ; (ii) assurer la gestion efficiente des ressources humaines, matérielles et financières du département; (iii) contrôler l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à la gestion administrative, financière et matérielle dans les services centraux et les structures déconcentrées et décentralisées ; (iv) améliorer le cadre juridique et institutionnel de la déconcentration.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leur progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court, moyen et long termes. Les détails des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés, sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Objectif 1: Mettre en synergie les actions des services centraux, des circonscriptions administratives et des projets & programmes du département ;

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux de réalisation des réunions de coordination élargie du cabinet.	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités des services ; PV de réunions et compte rendu de réunions.					
Precision Méthodologique : Rapports d'activités des services ; PV de réunions et compte rendu de réunions.					
1.2 Taux d'exécution du plan de travail du gouvernement (PTG) du département.	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Projet de textes.					
Precision Méthodologique : Nombre de dossiers élaborés/ Nombre de dossiers prévus x 100.					
1.3 Taux de rapatriement volontaire des réfugiés	%	82	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel commission nationale chargée des réfugiés					
Precision Méthodologique : Nombre refugiés rapatriés volontaires/effectif recensé ayant opté pour le retour x 100					

Objectif 2: Assurer la gestion efficiente des ressources humaines, matérielles et financières du département;

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux de déconcentration du personnel	%	80	80	80	80
Moyen de Vérification : rapports annuels d'activités de la DRH					
Precision Méthodologique : Effectifs existants dans les circonscriptions administratives / Effectifs prévus par les cadres organiques des circonscriptions administratives x 100					
2.2 Taux de satisfaction des besoins en matériel et équipement des structures.	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de la DFM.					
Precision Méthodologique : Nombre de besoins satisfaits / Nombre de besoins exprimés x 100.					
2.3 Taux d'exécution du plan de passation des marchés publics.	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de la DFM; Plan de passation des marchés publics					
Precision Méthodologique : Nombre de marchés publics exécutés / Nombre de marchés publics prévus dans le PPM x 100					

Objectif 3: Contrôler l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à la gestion administrative, financière et matérielle dans les services centraux et les structures déconcentrées et décentralisées ;					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Le taux d'exécution du programme annuel de contrôle.	%	22,06	100	100	100

Moyen de Vérification : Programme annuel d'activités.
Precision Méthodologique : Nombre d'activités de contrôle exécutées/ nombre d'activités programmées)x 100.

3.2 Taux de mise en oeuvre des recommandations issues des missions de contrôle.	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports de mission de suivi de recommandations.
Precision Méthodologique : Nombre de recommandations mises en oeuvre / nombre total de recommandation formulées) x 100.

Objectif 4: Améliorer le cadre juridique et institutionnel de la déconcentration.					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
4.1 Taux de déconcentration des activités.	%	70	80	90	100

Moyen de Vérification : Liste des activités transférées (cf. textes réglementaires)
Precision Méthodologique : Nombre d'activités déconcentrées/nombre d'activités à déconcentrer x 100

4.2 Taux d'exécution des activités prévues dans le cadre de l'élaboration du Plan de Déconcentration.	%	-	90	100	100

Moyen de Vérification : Rapports d'activités de la CADD.
Precision Méthodologique : activités réalisées/activités programmées x100.

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	659 036	611 575	719 531	791 482
Biens et services	2 451 343	2 230 447	2 355 800	2 568 911
Transferts et subventions	877 657	877 657	903 019	930 106
Investissement	421 735	229 980	423 196	451 368
Total :	**4 409 771**	**3 949 659**	**4 401 546**	**4 741 867**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Conduite et pilotage de la politique d'administration territoriale	1 814 415	1 635 312	1 835 593	1 964 893
Gestions financière et matérielle et humaine	2 595 356	2 314 347	2 565 953	2 776 974
Total :	**4 409 771**	**3 949 659**	**4 401 546**	**4 741 867**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
CATEGORIE A	54	56	57	58
CATEGORIE B	49			
CATEGORIE B1		28	28	28
CATEGORIE B2		19	19	19
CATEGORIE C	22	19	19	19
CONTRACTUEL	172	165	168	171
Total :	**297**	**287**	**291**	**295**

Action 01 Conduite et pilotage de la politique d'administration territoriale

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	379 046	340 839	413 839	455 221
Biens et services	720 248	579 352	690 692	752 269
Transferts et subventions	638 698	638 698	657 155	676 867
Investissement	76 423	76 423	73 907	80 536
Total	**1 814 415**	**1 635 312**	**1 835 593**	**1 964 893**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Organisation des réunions de coordination élargies du Cabinet MAT	320 740
1.1.2	Elaboration des rapports mensuels de suivi des instructions du prémier ministre.	117 586
1.1.3	Traitement salaire et accessoires de salaire	215 415
1.1.4	Prise en charge du cabinet Chef de File Opposition	500 000
1.2.1	Suivi de la mise en oeuvre du PTG.	66 031
1.2.2	Evaluation du Programme de Travail Gouvernemental (PTG) du département.	119 695
1.2.3	Traitement de salaire et accessoires de salaire (CADB)	41 271
1.2.4	Fonctionnement CADB	23 191
1.3.1	Recensement des refugiés pour leur retour dans les pays d'origine.	4 665
1.3.2	Production de cartes d'identités pour les réfugiés (CIR).	960
1.3.3	Détermination du statut des réfugiés.	960
3.1.1	Mise en oeuvre du programme annuel de contrôle.	77 669
3.1.2	Suivi de la mise en oeuvre des recommandations des missions de contrôle	34 302
3.2.1	Traitement salaire et accessoires de salaire	84 153
4.1.1	Adoption de la politique Nationale de la déconcentration.	10 208
4.2.1	Adoption du Plan de déconcentration.	6 029
4.2.2	Harmonisation des textes de la déconcentration avec l'accord de paix signé le 20 juin 2015.	6 218
4.2.3	Suivi de l'application des textes adoptés pour consolider la déconcentration.	6 218
Total		**1 635 312**

Action 02 Gestions financière et matérielle et humaine

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	279 990	270 736	305 692	336 261
Biens et services	1 731 095	1 651 095	1 665 108	1 816 642
Transferts et subventions	238 959	238 959	245 864	253 239
Investissement	345 312	153 557	349 289	370 832
Total	**2 595 356**	**2 314 347**	**2 565 953**	**2 776 974**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Poursuite de la mise en oeuvre du plan de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences du personnel.	61 931
2.2.1	Poursuite du renforcement des capacités des services en matériel et équipements.	2 040 466
2.2.2	Elaboration, suivi et exécution du plan de passation des marchés publics.	105 975
2.3.1	Renforcement des capacités des acteurs impliqués dans l'exécution du plan de passation des marchés publics.	105 975
Total		**2 314 347**

Le Programme : Administration du Territoire

Responsable du programme :

a) Présentation stratégique du programme 2

Le programme n°2 vise le renforcement de la déconcentration et la protection des libertés publiques. Il assure l'administration du territoire à travers la mise en eouvre et le contrôle des politiques relatives à :

i) l'organisation générale du territoire ;

ii) l'organisation des élections ;

iii) la gestion de l'état civil ;

iv) la promotion des libertés publiques

v) la gestion des risques et conflits.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme n°2

Le cadre de performance du programme 2 est bâti autour de quatre (04) objectifs spécifiques : (i) Assurer un suivi régulier des circonscriptions administratives (ii) Assurer l'exercice effectif des libertés publiques ; (iii) Renforcer et Améliorer le Système Electoral ; (iv) Adapter et Renforcer le système d'Etat Civil.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leur progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court, moyen et long termes. Les détails des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés, sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Objectif 1: Assurer un suivi régulier des circonscriptions administratives ;

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux circonscription fonctionnelles.	%	80	100	100	100

Moyen de Vérification : rapports d'activité annuels.
Precision Méthodologique : Nombre rapport de circonscriptions fonctionnels/nombre total de circonscription x 100.

Objectif 2: Assurer l'exercice effectif des libertés publiques ;

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux d'Association Signataire d'Accord Cadre avec l'Etat (ASACE) fonctionnelles.	%	35	40	45	50

Moyen de Vérification : Rapports de suivi, Rapport annuel dactivités de la DGAT.
Precision Méthodologique : Nombre d'ASACE suivies et évaluées / nombre d'ASACE existantes x 100.

Objectif 3: Renforcer et améliorer le système electoral ;

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Taux de scrutins validés.	%	70	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports généraux sur les élections.
Precision Méthodologique : Nombre de scrutins tenus et validés/nombre scrutins prévus x 100.

3.2 Taux de participation aux élections.	%	50	51	51	51

Moyen de Vérification : Rapports généraux sur les élections.
Precision Méthodologique : Nombre de votants / nombre d'inscrits x 100.

Objectif 4: Adapter et renforcer le système d'etat civil.					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
4.1 Pourcentage de centres d'état civil fonctionnels: (Centres principaux 703; Centres secondaires 292 et Centres de déclaration 7837)	%	91	98	100	100
Moyen de Vérification : Rapports de supervision DNEC.					
Precision Méthodologique : Nombre de centres fonctionnels/nombre de centres crées x 100.					
4.2 Pourcentage de personnes disposant d'un identifiant unique (NINA).	%	98	99	99	100
Moyen de Vérification : Base de données population RAVEC.					
Precision Méthodologique : Nombre de personne avec NINA/Nombre de personnes enregistrées dans le système x 100.					
4.3 Taux d'enregistrement des naissances.	%	98	99	99	99
Moyen de Vérification : Rapport annuel DNEC.					
Precision Méthodologique : Nombre de naissances enregistrées/nombre de naissances attendues x 100:					
Formule : Naissance attendue = Population année en cours x 46 (Commune rurale)/1000;					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	4 554 301	4 742 251	330 160	363 176
Biens et services	13 396 596	14 172 038	110 833	120 912
Transferts et subventions	1 621 469	1 689 169	49 771	51 263
Investissement	3 505 975	3 151 075	1 788 156	1 867 203
Total :	**23 078 341**	**23 754 533**	**2 278 920**	**2 402 554**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Coordination et gestion de l'Administration du territoire	22 953 910	23 085 606	2 157 706	2 271 501
Conduite et pilotage de l'état civil	124 431	668 927	121 214	131 053
Total :	**23 078 341**	**23 754 533**	**2 278 920**	**2 402 554**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	363	357	360	363
CATEGORIE B	354			
CATEGORIE B1		218	220	222
CATEGORIE B2		108	108	108
CATEGORIE C	217	207	208	209
CONTRACTUEL	1 108	1 056	1 070	1 084
Total :	**2 042**	**1 946**	**1 966**	**1 986**

Action 01 Coordination et gestion de l'Administration du territoire

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	4 554 301	4 742 251	330 160	363 176
Biens et services	13 312 970	13 535 516	30 403	33 167
Transferts et subventions	1 609 734	1 677 434	37 697	38 827
Investissement	3 476 905	3 130 405	1 759 446	1 836 331
Total	**22 953 910**	**23 085 606**	**2 157 706**	**2 271 501**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Adoption et mise en oeuvre de la Politique Nationale de l'Administration.	50 000
1.1.2	Traitement de salaire et accessoires de salaire	264 237
1.1.3	Participation au fonctionnement des Régions	21 232 119
1.1.4	Fonctionnement Gouvernorat des Régions	6 000
1.2.2	Réhabilitation infrastructures de tutelle des collectivité	450 000
1.2.3	Réhabilitation programme pied à terre	1 000 000
2.1.1	Elaboration et adoption des lois fixant le régime des fondations.	5 810
3.1.1	Construction d'infrastructures pour une meilleure gestion du matériel électoral.	30 660
3.1.2	Relire la loi électorale et le code des collectivités en vue de la prise en charge des reformes qui s'imposent.	46 780
Total		**23 085 606**

Action 02 Conduite et pilotage de l'état civil

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	83 626	636 522	80 430	87 745
Transferts et subventions	11 735	11 735	12 074	12 436
Investissement	29 070	20 670	28 710	30 872
Total	**124 431**	**668 927**	**121 214**	**131 053**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.1.1	Formation à l'Etat Civil de l'ensemble des acteurs.	459 964
4.1.2	Dotation des centres d'état Civil en documents et imprimés.	137 065
4.2.1	Modernisation du Centre de Traitement des Donnée de l'état civil (CTDEC)	40 466
4.3.1	Pérennisation du RAVEC.	31 432
Total		**668 927**

Le Programme : Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière

Responsable de Programme: le Directeur National des Frontières

a) Présentation stratégique du programme n°3

Ce programme consiste à mettre en eouvre une politique de gestion des frontières à travers la matérialisation consensuelle des frontières, le développement harmonieux des zones frontalières et l'intégration de proximité des populations frontalières par la promotion de la coopération transfrontalière.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme n°3

Le cadre de performance du programme 3 est bâti autour de quatre (04) objectifs spécifiques : (i) renforcer la coopération administrative frontalière ; (ii) favoriser l'intégration de proximité des populations de part et d'autre des frontières ; (iii) équiper et développer les zones

frontalières ; (iv) matérialiser les frontières.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leur progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court, moyen et long termes. Les détails des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés, sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Objectif 1: Renforcer la coopération administrative frontalière ;					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Taux de réalisation des rencontres périodiques entre autorités frontalières.	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : PV des rencontres ou compte rendus de réunion.
Precision Méthodologique : Nombre de rencontres tenues/nombre de rencontres prévues)x 100

Objectif 2: Favoriser l'intégration de proximité des populations de part et d4autre des frontières ;					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Taux de réalisation des projets intégrateurs.	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Accord de financement GIZ ; documents plans d'Action Zonal ; nombre de documents de projet ; nombre d'accords/conventions conclus ; nombre de documents de programmation
Precision Méthodologique : Nombre de documents de projets réalisés/nombre de documents de projets prévus x 100.

Objectif 3: Equiper et développer les zones frontalières ;					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Taux de satisfaction des besoins en infrastructures et équipements.	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Documents de marchés passés ; - PV de réception .
Precision Méthodologique : Nombre d'infrastructures réalisées/infrastructures prévues x100.

Objectif 4: Matérialiser les frontières.					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
4.1 Taux de kilomètres bornés	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports d'étapes ou rapports de fin de travaux ; Rapport des travaux réalisés
Precision Méthodologique : Nombre de km bornés/ Nombre de km prévus x 100

4.2 Taux d'accords conclus	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Textes de traités ou de conventions signés
Precision Méthodologique : Nombres de traités ou de conventions signés /nombre de traités ou de conventions prévus x 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	**Budget**	**Prévisions**		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	36 103	26 967	39 417	43 358
Biens et services	17 050	42 050	16 397	17 888
Transferts et subventions	4 372	54 372	4 498	4 632
Investissement	320 000	305 000	289 196	301 747
Total :	**377 525**	**428 389**	**349 508**	**367 625**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Gestion des frontières	377 525	428 389	349 508	367 625
Total :	**377 525**	**428 389**	**349 508**	**367 625**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	4	2	2	2
CATEGORIE B	3			
CATEGORIE B1		3	3	3
CATEGORIE B2		1	1	1
CATEGORIE C	5	4	4	4
CONTRACTUEL	11	9	9	9
Total :	**23**	**19**	**19**	**19**

Action 01 Gestion des frontières

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	36 103	26 967	39 417	43 358
Biens et services	17 050	42 050	16 397	17 888
Transferts et subventions	4 372	54 372	4 498	4 632
Investissement	320 000	305 000	289 196	301 747
Total	**377 525**	**428 389**	**349 508**	**367 625**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Tenue de 5 rencontres entre le Ministre en charge des questions de frontières et ses homologues des pays voisins.	34 450
1.1.2	Tenue de 4 rencontres entre les Gouverneurs de Régions et leurs homologues des pays voisins.	31 657
1.1.3	Tenue de 7 rencontres entre les Préfets et leurs homologues des pays voisins.	31 657
1.1.4	Tenue de 12 rencontres entre les Sous- Préfets et leurs homologues des pays voisins.	31 657
1.1.5	Traitement salaire et accessoires de salaire	26 967
2.1.1	Identification d'espaces de coopération et réalisation de projets intégrateurs avec le Sénégal Transfrontalière Mali - Niger.	7 250
2.1.2	Réalisation d'un atelier diagnostic dans l'espace de coopération transfrontalière identifié entre le Mali et le Niger.	7 250
2.1.3	Conclusion d'un accord-cadre de coopération transfrontalière avec le Niger et la Côte d'Ivoire.	7 250
2.1.4	Tenue de deux rencontres des Comités régionaux de pilotage des activités de coopération transfrontalière Mali-Guinée et Mali- Sénégal.	7 250
3.1.1	Achèvement du logement construit au centre de Santé Transfrontalier (clôture, cuisine et latrines).	6 000
3.1.2	Réalisation d'études géophysiques de puits à grand diamètre et de forage dans les zones frontalières.	6 000
3.1.3	Réalisation de puits à grand diamètre et de forages équipés dans les zones frontalières.	6 000
4.1.1	Démarrage des travaux de bornage de la frontière Mali- Guinée (403 km) environ.	6 250
4.1.2	Démarrage des travaux de bornage de la frontière Mali- Mauritanie.	6 250
4.1.3	Programme bornage develeppement zones frontalières	200 000
4.2.1	Poursuite des activés des Commissions Techniques Mixtes de Matérialisation des Frontières Mali-Mauritanie, Mali-Guinée, Mali-Niger et Mali- Côte-d'Ivoire.	6 250
4.2.2	Conclusion du traité de délimitation de la frontière Mali- Côte d'Ivoire.	6 250
Total		**428 389**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.036	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
REHABILITATION INFRASTR. TUTELLE COLLECT TERRITORIALE		500 000	800 000	500 000	748 367	780 246
PROGRAMME REHABILITION PIEDS A TERRE		1 000 000	1 000 000	1 000 000	933 959	973 744
Total :		**1 500 000**	**1 500 000**	**1 500 000**	**1 682 326**	**1 753 990**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.037	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROGR. BORNAGE DEVELOPPEMENT ZONES FRONTALIERES		300 000	300 000	300 000	284 387	296 501
Total :		**300 000**	**300 000**	**300 000**	**284 387**	**296 501**

SECTION : 334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

L'Autorité de Protection des Données à caractère Personnel est une Autorité Administrative Indépendante (AAI) instituée par la loi N°2013-015 du 21 mai 2013 portant protection des données à caractère personnel en République du Mali.

Elle a pour mission (article 31 de la loi précitée) d'assurer la protection des données à caractère personnel et de participer à la réglementation du secteur.

A ce titre, elle est chargée de :

« - fixer les normes et finalités de la collecte, du traitement ou de la conservation des données personnelles ;

- donner l'autorisation préalable sous forme d'agrément à toute interconnexion de données;

- autoriser le transfert de données ;

- informer et conseiller les personnes concernées et les responsables du traitement de leurs droits et obligations ;

- recevoir les réclamations relatives à la mise en la mise en oeuvre des traitements des données à caractère personnel ;

- procéder aux contrôles nécessaires du traitement régulier des données à caractère personnel;

- infliger des sanctions administratives à l'égard de tout responsable de traitement en cas de manquement à ses obligations ;

- donner son avis sur tout projet de loi ou de décret relatif à la protection des données à caractère personnel ;

- demander au Gouvernement de procéder à toute modification nécessaire des textes, ou de prendre, le cas échéant, tout nouveau texte nécessaire à la saine protection des données à caractère personnel ».

Pour mener à bien cette mission à tous égards importante et délicate, l'Autorité dispose d'un organe délibérant collégial de quinze (15) membres (article 21 de la loi) dont la liste nominative est fixée par décret pris en conseil de ministres sur proposition du Premier ministre (article 24).

L'Autorité est saisie de diverses requêtes émanant de responsables de traitement des données, tenus de déclarer les opérations de traitement qu'ils comptent effectuer (article 57). C'est dans ce cadre que de nombreuses structures (nationales ou étrangères), publiques ou privées saisissent l'Autorité aux fins de déclarer toutes les opérations qu'elles effectuent.

L'Autorité peut être aussi saisie par des particuliers qui estiment à tort ou à raison que leurs données personnelles ont été violées.

Celui-ci se prononce sur les documents qui lui sont soumis au cours des sessions.

L'Autorité se réunit de plein droit, en session ordinaire, deux (2) fois par an et peut se réunir en session extraordinaire à la demande de son Président ou de la moitié de ses membres (article 39).

La durée de la session ordinaire ne peut excéder dix (10) jours et celle de la session extraordinaire cinq (5) jours.

Les sessions extraordinaires sont convoquées en fonction du volume, de l'importance et de l'urgence des dossiers en cours de traitement.

L'expérience de ses deux (2) premières années d'existence a montré qu'au minimum, deux sessions extraordinaires sont nécessaires, voire, obligatoires entre deux sessions ordinaires.

C'est dire qu'en moyenne, l'APDP, est appelée à tenir en plus de ses deux sessions ordinaires, quatre (4) sessions extraordinaires dans l'année.

Même ces six sessions n'exonèrent pas l'APDP de l'obligation d'avoir à convoquer d'autres sessions extraordinaires lorsque les circonstances l'exigent.

La détermination de l'indemnité de session allouée aux membres de l'Autorité a été faite pour tenir largement compte des charges et contraintes auxquelles ils sont soumis ou exposés pendant la durée de la session.

Nombre des membres de l'Autorité ne résident pas en effet à Bamako et n'y viennent le plus souvent que pour les besoins des sessions.

L'organe collégial délibérant se prononce sur les dossiers soumis à son examen et inscrits à l'ordre du jour de la session.

Ces dossiers sont préparés par une équipe technique placée sous la supervision d'un secrétaire général et dont les éléments sont repartis entre quatre (4) directions.

I.2 Les contraintes et les défis

Pour pouvoir réussir sa mission et être au rendez-vous de résultats, l'APDP devra faire face à certaines contraintes majeures et relever des défis de taille.

I.2.1 Contraintes

A l'instar de toutes les nouvelles créations, l'APDP est en proie à de réelles contraintes constituant des entraves sérieuses à son fonctionnement. Elles ont principalement trait à l'insuffisance d'allocation budgétaire nécessaire pour la mise en oeuvre des activités, pour l'équipement et le renforcement des capacités des membres et du personnel de l'Autorité.

I.2.2 Défis

L'essor du numérique a favorisé la promotion des Technologies de l'Information et de la Communication dont l'impact sur le développement économique social et culturel est incontestable. La personne humaine étant sacrée, il est important que l'Etat prenne toutes les dispositions pour la protéger.

C'est ainsi que la constitution malienne du 25 Février 1992, dès son article 1er : « proclame que la personne humaine est sacrée et inviolable. Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à l'intégrité de sa personne ». Cette disposition pertinente, conforte, confirme et complète celle de l'article 3 de la déclaration universelle des Droits de l'Homme de 1948 « qui stipule que tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne ».

Ces deux textes de portée juridique majeure donnent toute son essence à la loi malienne de 2013 sur la protection des données personnelles.

I.3 La politique sectorielle

Elle est structurée autour de deux (02) objectifs stratégiques :

- Assurer la protection des données à caractère personnel ;
- Participer à la règlementation du secteur.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

	Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016
1	Nombre de session tenue par an		0	0	0	6
2	Taux d'organisation de session ordinaire et extraordinaire		0	0	0	100
3	Taux traitement des dossiers mis en conformité		0	0	0	100

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 1 programme.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Protection des Données à Caractère personnel	881 180	1 597 980	840 705	888 085
Total :	**881 180**	**1 597 980**	**840 705**	**888 085**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	115 268	129 731	127 469	136 111
Biens et services	346 712	414 630	318 834	340 448
Transferts et subventions	6 000	100 000	6 173	6 262
Investissement	413 200	953 619	388 229	405 264
Total :	**881 180**	**1 597 980**	**840 705**	**888 085**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Protection des Données à Caractère personnel

Responsable du Programme : le Président de l'Autorité.

a). Présentation stratégique du Programme

Le présent programme permet à l'Autorité d'accomplir sa mission de protection de données personnelles et de participer à la réglementation du secteur. Il vise également à assurer la gestion administrative et financière de l'ensemble de ses services à savoir la direction Administrative et Financière, la direction de la Communication et des Relations Publiques, la direction des Affaires Juridiques et du Contentieux, la direction de la Technique et du Contrôle.

b).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance de ce programme est bâti autour de trois objectifs spécifiques :(i) Assurer le fonctionnement régulier de l'Autorité ; (ii) Assurer la visibilité de l'Autorité de Protection des Données à caractère Personnel ;(iii) assurer la régulation du traitement de données personnelles.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter les efforts à fournir à court et moyen termes. Les détails des objectifs ainsi que les indicateurs qui leurs sont associés, sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Objectif 1: Assurer le fonctionnement régulier de l'autorité

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux d'organisation des sessions ordinaires et extraordinaires		100	100	100	100
Moyen de Vérification : PV de sessions, rapport d'activités					
Precision Méthodologique : Nombre de sessions tenues / nombre de sessions prevues					
1.2 Taux d'exécution du budget		40	100	100	100
Moyen de Vérification : compte administratif, compte de gestion et rapport d'activité					
Precision Méthodologique : Total de crédit liquidé / dotation annuel					
1.3 Taux de réalisation du plan de formation		20	30	70	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activité, rapport de formations					
Precision Méthodologique : Nombre de formatios réalisées / nombre de formations prevues					

Objectif 2: Assurer la visibilité de l'autorité

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux de réalisation du plan annuel de communication		10	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Precision Méthodologique : Nombre d'activités de communication réalisées/nombre d'activités de communication prévues x100					
2.2 Taux de réalisation du siège de l'Autorité		10	80	10	0
Moyen de Vérification : Rapport du suivi de chantier					
Precision Méthodologique : Etat d'avancement du chantier					

Objectif 3: Assurer la regulation du traitement de données personnelles					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Taux de traitement de dossiers de mise en conformité		100	100	100	00

Moyen de Vérification : Registres de déclaration, rapport d'activités					
Precision Méthodologique : (Nombre de dossiers traités/nombre de dossiers reçus) X 100					
3.2 Taux de traitement des plaintes		0	100	100	100

Moyen de Vérification : Registres de plaintes, rapport d'activités					
Precision Méthodologique : Nombre de dossiers traités/nombre de dossiers reçus X 100					
3.3 Taux de réalisation des missions de contrôle		0	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités et rapports de mission
Precision Méthodologique : Nombre de missions effectuées/nombre de missions prévues X 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	115 268	129 731	127 469	136 111
Biens et services	346 712	414 630	318 834	340 448
Transferts et subventions	6 000	100 000	6 173	6 262
Investissement	413 200	953 619	388 229	405 264
Total :	**881 180**	**1 597 980**	**840 705**	**888 085**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Protection des données à caractère personnel	881 180	1 597 980	840 705	888 085
Total :	**881 180**	**1 597 980**	**840 705**	**888 085**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
CATEGORIE A		3	3	3
Total :		**3**	**3**	**3**

Action 01 Protection des données à caractère personnel

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	115 268	129 731	127 469	136 111
Biens et services	346 712	414 630	318 834	340 448
Transferts et subventions	6 000	100 000	6 173	6 262
Investissement	413 200	953 619	388 229	405 264
Total	**881 180**	**1 597 980**	**840 705**	**888 085**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Tenue des sessions ordinaires et extraordinaires	83 342
1.1.2	Participation aux rencontres internationales	39 532
1.2.1	Déplacement (frais de transport, entretien du matériel roulant et carburant)	111 745
1.2.2	Gestion du Personnel	129 731
1.2.3	Approvisionnement du service en biens consommables et durables	104 339
1.2.4	Approvisionnement du service:électricité	12 523
1.2.5	Approvisionnement du service:eau	4 506
1.2.6	Approvisionnement du service:charges locatives, frais de réparations et d'entretien	42 060
1.2.7	Approvisionnement du service:rédévances sur téléphones, internet et autres.	25 097
1.2.8	Approvisionnement du service:frais postaux-DHL	1 020
1.3.1	Renforcement des capacités des membres de l'Autorité, des cadres et agents des services techniques.	34 388
1.3.2	Sensibilisation de toutes les structures publiques et privées à l'interieur du pays.	21 756
2.1.1	Elaboration de plan de communication et réalisation du microprogrammes (sketches, magazines et couverture médiatique des activités) etc	21 550
2.1.2	Réalisation et publication de support de communication	14 250
2.1.3	Célébration de la journée internationale de protection des données personnelles et organisation de la journée porte ouverte	14 250
2.1.4	Organisation de rencontres/missions de sensibilisation/ateliers	15 563
2.2.1	Réalisation du siège	600 000
2.2.2	Equipements du siège	200 000
3.1.1	Mise en place d'un système d'information et acquisition de matériels	111 559
3.1.2	Accompagnement des structures dans le processus de mise en conformité	1 000
3.1.3	Elaboration et adoption de délibérations encadrant les traitements	3 885
3.2.1	Examen et instruction des plaintes	1 000
3.3.1	Organisation des missions de contrôle	2 000
3.3.2	Suivi de la mise en oeuvre des récommadations issues des missions de contrôle	2 885
Total		**1 597 980**

SECTION : 335 MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA FISCALITE LOCALE

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Au terme du Décret N° 2017-0358/P-RM du 26 avril 2017 fixant les attributions spécifiques des membres du gouvernement, le Ministère de la Décentralisation et la Fiscalité Locale prépare et met en oeuvre la politique nationale dans les domaines de la décentralisation.

A ce titre, il est compétent pour :

- la promotion de la coopération décentralisée ;
- la mise en cohérence des politiques et programmes de développement des collectivités territoriales avec ceux de l'Etat;
- le développement et l'organisation des relations de coopération entre l'Etat et les collectivités locales, entre les collectivités territoriales et entre celles-ci et les entreprises et sociétés du secteur privé ainsi que des relations de collaboration entre services techniques de l'Etat et les collectivités territoriales ;
- la définition de mesures propres à faciliter l'exercice par les collectivités territoriales de leurs compétences ;
- le suivi des relations entre les collectivités territoriales et les partenaires techniques et financiers ou/et les organisations non gouvernementales ;
- l'élaboration du taux de la fiscalité applicable aux collectivités territoriales et aux entreprises locales, en rapport avec le ministre de l'Economie et des finances ;
- l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et de stratégies visant à accroître les ressources financières des collectivités locales ;
- la tutelle technique des collectivités territoriales ;
- la détermination des compétences transférées aux collectivités territoriales.

I.2 Les contraintes et les défis

Au terme du Décret N° 2017-0358/P-RM du 26 avril 2017 fixant les attributions spécifiques des membres du gouvernement, le Ministère de la Décentralisation et la Fiscalité Locale prépare et met en oeuvre la politique nationale dans les domaines de la décentralisation.

I.2.1 Contraintes

Une des clés du succès de la réussite des politiques publiques, est de rapprocher leurs bénéficiaires du décideur politique. La décentralisation répond à cet objectif de proximité. Elle doit être accompagnée par une montée en puissance de la performance des services déconcentrés, visant à accompagner et à encadrer ce nouveau mode de gouvernance territoriale. Un développement insuffisamment maîtrisé entre les territoires mène à des distorsions importantes qui peuvent peser sur l'équilibre national à long terme.

Aussi, est-il urgent de définir des politiques cohérentes qui permettent une articulation optimale entre aménagement du territoire, déconcentration et décentralisation.

Le Gouvernement s'engage à mettre en place et à rendre opérationnelles les Agences de Développement Régional (ADR), à adopter un Cadre National d'Orientation du Développement Economique Régional(CNODER) et à mettre en place au niveau régional des instruments préconisés dans le CNODER.

Il conviendra également d'impulser et d'accompagner les initiatives de coopération entre les collectivités territoriales (inter-collectivités, coopération décentralisée, coopération transfrontalière). Pour privilégier un développement des territoires, il importe de simplifier et de mettre en cohérence les instruments de planification des différents niveaux territoriaux de planification. L'Etat appuiera les Régions dans la conception et la réalisation des projets d'investissements structurants et dans leurs efforts de développement de Partenariat-Public-Privé (PPP).

Pour un développement harmonieux et équilibré, il importe que des débats publics puissent être organisés lors de l'élaboration des plans de développement et des budgets annuels. Il s'avère opportun de susciter la création de cadres d'interpellation des élus par la société civile et le citoyen, ceci afin de stimuler la participation et l'implication des femmes et des groupes vulnérables dans la gestion concertée des services des Collectivités Territoriales. Il convient également de développer les outils et les procédures nécessaires pour rendre les processus d'élaboration et d'exécution des budgets des collectivités territoriales sensibles au genre.

Le Gouvernement s'engage à consolider le processus de décentralisation, à renforcer les capacités des élus et des agents des collectivités territoriales, et à améliorer la prévisibilité des ressources financières des collectivités locales. Dans un premier temps, il s'agit de relire

les textes de la décentralisation de manière à permettre : l'élection du conseil régional au suffrage universel direct ; la réforme du système de tutelle et de contrôle des collectivités territoriales ; la création d'impôts par les régions.

Il s'agira de tenir des élections aux niveaux régional et local pour la mise en place des organes visés par l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, de mener des concertations élargies en vue de la réorganisation territoriale des régions, et de procéder à la création des nouvelles régions sur la base des études et concertations.

I.2.2 Défis

Ils sont entre autres :

- la stabilité, de la sécurité et de la paix sociale ;
- le développement territorial cohérent, équilibré et durable ;
- la gouvernance inclusive du territoire ;
- l'amélioration de l'offre de services de qualité aux populations ;
- le financement soutenable de la décentralisation à partir des ressources internes.

I.3 La politique sectorielle

La politique du Ministère de la Décentralisation et de la Fiscalité Locale est structurée autour de cinq (05) objectifs spécifiques :

1. améliorer la coordination et le suivi-évaluation des politiques et stratégies du département ;
2. assurer une gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financières ;
3. améliorer l'assistance technique aux Collectivités Territoriales ;
4. améliorer la prévisibilité des ressources financières des Collectivités Territoriales ;
5. renforcer les capacités des élus et des agents des Collectivités Territoriales.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

	Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016
1	Total ressources transférées	Milliard	126.9	147.9	170.9	213.3
2	Total recettes budgétaires	Milliard	242.7	935.3	1120.1	1277.8
3	Ressources transférées /recettes budgétaires	%	15.1	15.8	15.3	16.7

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 2 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Administration Générale	445 542	712 542	270 900	289 630
Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	43 111 846	28 667 506	63 626 570	66 930 732
Total :	**43 557 388**	**29 380 048**	**63 897 470**	**67 220 362**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	251 085	271 908	241 380	265 517
Biens et services	712 410	986 910	128 985	140 717
Transferts et subventions	5 180 148	5 332 634	4 453 151	4 562 550
Investissement	37 413 745	22 788 596	59 073 954	62 251 578
Total :	**43 557 388**	**29 380 048**	**63 897 470**	**67 220 362**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Administration Générale

Responsable du Programme : le Secrétaire Général du département

a) Présentation stratégique du programme 1: le programme vise à mobiliser les ressources financières et matérielles nécessaires à la réalisation des objectifs globaux du département, assurer une meilleure coordination des services.

Il est composé de trois (3) actions qui sont :

- le ilotage et coordination de la politique de la décentralisation et de la fiscalité locale ;
- la gestion des ressources financières et matérielles ;
- la planification, la programmation et le suivi-évaluation.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme est bâti autour de deux objectifs spécifiques: (i) améliorer la coordination et le suivi-évaluation des politiques et stratégies du département ; (ii) assurer une gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financières.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leur progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen terme.

Les détails des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés, sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Objectif 1: Améliorer la coordination et le suivi-évaluation des politiques et stratégies du département

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux d'exécution du programme d'activités du département	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport annuel d'activités du département					
Precision Méthodologique : (Nombre d'activités effectivement réalisées/ nombre d'activités programmées) X 100					
1.2 Taux de production de documents statistique et de planification	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de la CPS					
Precision Méthodologique : (Nombre de documents produits/Nombre de documents programmés) X 100.					

Objectif 2: Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financières

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux d'exécution du budget du département	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Comptes administratifs annuels					
Precision Méthodologique : (crédit liquidés / Crédits notifiés) x 100					
2.2 Taux d'exécution du plan de passation des marchés publics	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Plan de passation des marchés approuvés par la DGMP					
Precision Méthodologique : (Nombre de marchés exécutés / Nombre de marchés prévus dans le plan de passation) x 100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	55 000	82 500	27 295	30 024
Biens et services	253 552	463 052	108 255	118 103
Transferts et subventions	6 775	6 775	6 970	7 179
Investissement	130 215	160 215	128 380	134 324
Total :	**445 542**	**712 542**	**270 900**	**289 630**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Pilotage et coordination de la politique de décentralisation et de la fiscalité locale	122 000	243 000	120 594	131 811
Gestion financière et matérielle	171 000	287 000	0	0
Planification, Programmation et Suivi-évaluation	152 542	182 542	150 306	157 819
Total :	**445 542**	**712 542**	**270 900**	**289 630**

Action 01 Pilotage et coordination de la politique de décentralisation et de la fiscalité locale

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	25 000	37 500	27 295	30 024
Biens et services	97 000	205 500	93 299	101 787
Total	**122 000**	**243 000**	**120 594**	**131 811**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Traitement salaire et accessoires de salaire	37 500
1.1.2	organisation des réunions de coordination élargies du Cabinet MDFL	70 000
1.1.3	Elaboration des rapports mensuels de suivi des instructions du premier ministre	60 000
1.1.4	Evaluation du Programme de Travail Gouvernemental (PTG) du département	75 500
Total		**243 000**

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	30 000	45 000	0	0
Biens et services	141 000	242 000	0	0
Total	**171 000**	**287 000**	**0**	**0**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Traitement salaire et accessoires de salaire	45 000
2.1.2	Exécution du budget	142 000
2.1.3	Renforcement des capacités des services en matériel et équipements	50 000
2.2.1	Elaboration, suivi et exécution du plan de passation des marchés publics	50 000
Total		**287 000**

Action 03 Planification, Programmation et Suivi-évaluation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	15 552	15 552	14 956	16 316
Transferts et subventions	6 775	6 775	6 970	7 179
Investissement	130 215	160 215	128 380	134 324
Total	**152 542**	**182 542**	**150 306**	**157 819**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.2.1	Production et diffusion de la 18ème revue des projets/programmes et de la revue sectorielle	22 542
1.2.2	Production et diffusion de l'Annuaire Statistique 2017 du secteur	10 000
1.2.3	Appui CPS Administration Territoriale, Fonction Publique et Sécurité Intérieure	150 000
Total		**182 542**

Le Programme : Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales

Responsable du programme :le Directeur Général des Collectivités Territoriales

a) Présentation stratégique du programme 2

Le programme 2 vise à contribuer à l'amélioration du pilotage stratégique des politiques de décentralisation, de déconcentration et de développement des Collectivités Territoriales.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme 2

Le cadre de performance du programme 2 est bâti autour de trois objectifs spécifiques : (i) améliorer la qualité des services rendus par les Collectivités Territoriales; (ii) améliorer la prévisibilité des ressources financières des Collectivités Territoriales ; (iii) renforcer les capacités des élus et des agents des Collectivités Territoriales.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leurs progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen termes. Les détails des objectifs ainsi que les indicateurs qui leurs sont associés, sont consignés dans le tableau ci-dessous:

Objectif 1: Améliorer la qualité des services rendus par les collectivités territoriales					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Pourcentage des projets de décrets élaborés fixant les détails des transferts de compétences et de ressources de l'Etat aux CT	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Projets de décrets présentés en conseil des ministres					
Precision Méthodologique : :(Nombre de décrets élaborés/ nombre de projets de décrets programmés) X 100					
1.2 Taux d'exécution des concours directs de recrutement dans les secteurs ayant fait l'objet de transferts de compétences et de ressources de l'Etat au CT	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports des concours organisés					
Precision Méthodologique : (Nombre de concours tenus /Nombre de concours prévus) X 100					
1.3 Taux de CT ayant bénéficié de l'assistance des ADR dans l'exercice de la maîtrise d'ouvrage du développement régional et local	%	50	80	90	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités des ADR approuvés par le Conseil d'Administration					
Precision Méthodologique : (Nombre de CT assistées/Nombre de CT prévues à assister) x 100					

Objectif 2: Améliorer la prévisibilité des ressources financières des collectivités territoriales.					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Pourcentage de contrats plans signés entre l'Etat et les Régions/ District	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : copies des contrats plans signés					
Precision Méthodologique : (Nombre de contrats signés / Nombre de contrats prévus) x 100					
2.2 Délai de notification des droits de tirage aux Collectivités Territoriales	Jour	15	15	10	10
Moyen de Vérification : arrêté d'approbation du budget de l'ANICT et décisions de notification des droits de tirage aux CT					
Precision Méthodologique : Le délai de notification des droits de tirage se mesure en termes de différence de jours entre la date de l'arrêté d'approbation du budget de l'ANICT et la date de notification des droits de tirage					
2.3 Taux de CT appuyées à l'identification et au recouvrement des taxes et impôts du ressort des collectivités territoriales	%	50	80	90	90
Moyen de Vérification : Rapport d'activités des ADR approuvés par le Conseil d'Administration					
Precision Méthodologique : (Nombre de CT appuyées/Nombre de CT prévues) x 100					

Objectif 3: Renforcer les capacités des élus et des agents des collectivités territoriales					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Pourcentage des élus formés	%	50	70	75	80
Moyen de Vérification : Rapports de formation, état d'exécution du programme d'activités du CFCT					
Precision Méthodologique : :(Nombre total d'élus formés /nombre total d'élus prévus pour la formation)x100					
3.2 Pourcentage des agents formés en formation initiale	%	5	80	85	90
Moyen de Vérification : Source de vérification : Rapports de formation, état d'exécution du programme d'activités du CFCT					
Precision Méthodologique : (Nombre total d'agents formés en formation initiale/nombre total d'agents prévus pour la formation initiale)x100					
3.3 Pourcentage des agents formés en formation continue	%	15	90	100	100
Moyen de Vérification : Source de vérification : Rapports de formation, état d'exécution du programme d'activités du CFCT					
Precision Méthodologique : (Nombre total d'agents formés en formation continue /nombre total d'agents prévus pour la formation continue) x 100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	196 085	189 408	214 085	235 493
Biens et services	458 858	523 858	20 730	22 614
Transferts et subventions	5 173 373	5 325 859	4 446 181	4 555 371
Investissement	37 283 530	22 628 381	58 945 574	62 117 254
Total :	**43 111 846**	**28 667 506**	**63 626 570**	**66 930 732**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Assistance aux collectivités locales	41 696 750	27 195 462	63 263 013	66 539 073
Conduite de la politique de la décentralisation	343 824	372 147	363 557	391 659
Administration et gestion des ressources humaines des collectivités territoriales	180 000	220 000	0	0
Renforccement des actions de développement dans les régions du nord	891 272	879 897	0	0
Total :	**43 111 846**	**28 667 506**	**63 626 570**	**66 930 732**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A		34	35	36
CATEGORIE B1		8	8	8
CATEGORIE B2		7	7	7
CATEGORIE C		1	1	1
CONTRACTUEL		74	76	78
Total :		**124**	**127**	**130**

Action 01 Assistance aux collectivités locales

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	257 300	257 300	0	0
Transferts et subventions	4 222 101	4 325 962	4 333 002	4 438 798
Investissement	37 217 349	22 612 200	58 930 011	62 100 275
Total	**41 696 750**	**27 195 462**	**63 263 013**	**66 539 073**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.3.1	Fonctionnement ADR (Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal et District de Bko	1 746 000
1.3.2	Appui budgétaire Sectoriel SUISSE (ADER)	262 200
1.3.3	Appui budgétaire Sectoriel SUISSE (PSEL-DELTA)	709 750
1.3.4	Appui budgétaire Sectoriel SUISSE (PGA-ADER)	500 000
1.3.5	Appui budgétaire Sectoriel SUISSE (PSEL-DELTA)	10 250
1.3.6	Appui budgétaire Sectoriel SUISSE (PGA-ADER)	500 000
2.1.5	Contrats plans Etat Régions	4 400 000
2.2.2	Agence Nat d'Invest Collect Territoriales (fonctionnement)	119 520
2.2.3	FNACT dotation Appui Technique	1 131 927
2.2.4	FNACT Appui aux communautés de base Nord	684 750
2.2.5	FNACT Régions Nord	1 369 500
2.2.6	Dotation garantie emprunt Collect Territ.	255 640
2.2.7	Dotation Appui Fonctionnement Collectivités	1 394 400
2.2.8	FNACT dotation d'investissement	12 378 140
2.3.5	Mise en oeuvre résolution Etats Généraux	257 300
2.3.6	Dotation d'inter-collect des communes	136 950
2.3.7	Appui à la mise en place des communes	1 000 000
3.1.1	Former les nouveaux élus membres des bureaux communaux; (formation initiale et les fonctionnaires)	100 000
3.1.2	Renforcer les capacités des élus (formation de perfectionnement et continue)	100 000
3.2.1	Former les fonctionnaires des collectivités territoriales (formation initiale).	64 135
3.3.1	Former les fonctionnaires des collectivités territoriales (formation continue).	75 000
Total		**27 195 462**

Action 02 Conduite de la politique de la décentralisation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	196 085	189 408	214 085	235 493
Biens et services	21 558	46 558	20 730	22 614
Transferts et subventions	110 000	120 000	113 179	116 573
Investissement	16 181	16 181	15 563	16 979
Total	**343 824**	**372 147**	**363 557**	**391 659**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Traitement salaire et accessoires de salaire	189 408
1.1.2	Appui des CADD dans leurs missions	11 400
1.1.3	Evaluation du dispositif de mise en oeuvre des transferts de compétences et de ressources	11 739
1.1.4	Mise en oeuvre des recommandations de l'étude sur le transfert de services déconcentrés de l'Etat dans les domaines transférés	11 400
1.1.5	Préparation des décrets fixant les détails des compétences et des ressources de l'Etat transférées aux collectivités territoriales	11 400
1.1.6	Elaboration des textes relatifs à la constitution et la gestion du domaine des collectivités territoriales	11 400
1.1.7	Mise en oeuvre du plan gouvernemental de transfert de compétences	11 400
1.1.8	Renforcement de la déconcentration des services de l'Etat sur le territoire	11 400
2.1.1	Suivi et accompagnement de la mise en oeuvre des Contrats Plans Etat- Régions ou District (CPER)	11 400
2.1.2	Tenue des réunions du comité de suivi et réaliser la mission de suivi périodique	11 400
2.1.3	Formalisation des mécanismes de financement des CPER	11 400
2.1.4	Organisation des missions d'information et de sensibilisation des collectivités territoriales sur les dispositions de la loi relative au Partenariat Public Privé (PPP)	11 400
2.2.1	Accompagnement à la restructuration du FNACT	11 400
2.3.1	Appui des régions dans la préparation des demandes de financement de leur CPER	11 400
2.3.2	Appui des Régions dans la conception et la réalisation des projets d'investissements structurants	11 400
2.3.3	Accompagnement des Collectivités territoriales dans l'identification et la mise en oeuvre des projets dans le cadre des PPP	11 400
2.3.4	Appui des collectivités territoriales dans le recensement de la matière imposable (potentiel fiscal) et la mobilisation des ressources	11 400
Total		**372 147**

Action 03 Administration et gestion des ressources humaines des collectivités territoriales

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	180 000	220 000	0	0
Total	**180 000**	**220 000**	**0**	**0**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.2.1	Organisation des concours d'entrée à la fonction publique des collectivités territoriales (éducation, santé/ Développement social, administration générale)	130 000
1.2.2	Fonctionnement de la DNFPCT	90 000
Total		**220 000**

Action 04 Renforccement des actions de développement dans les régions du nord

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Transferts et subventions	841 272	879 897	0	0
Investissement	50 000	0	0	0
Total	**891 272**	**879 897**	**0**	**0**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.3.8	Appui Agence pour le Développement du Nord Mali	879 897
Total		**879 897**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	Source de financement	2018	2017	2018	2019	2020
1.036	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
APPUI CPS ADM. TRAVAIL FONCT. PUB. SECURITE INTERIEURE		150 000	120 000	150 000	118 555	123 605
Total :		**150 000**	**150 000**	**150 000**	**118 555**	**123 605**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	Source de financement	2018	2017	2018	2019	2020
2.038	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
CONTRAT PLAN ETAT REGIONS		4 400 000	4 400 000	4 400 000	4 083 023	4 256 959
APPUI A LA MISE EN PLACE DES COMMUNES/ANICT		1 000 000	1 000 000	1 000 000	17 232 299	18 242 111
Total :		**5 400 000**	**5 400 000**	**5 400 000**	**21 315 322**	**22 499 070**

SECTION : 340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES & DU CULTE

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère des Affaires Religieuses et du Culte a pour mission d'élaborer et de mettre en oeuvre la Politique nationale en matière d'exercice, d'expression, d'enseignement ou de diffusion des convictions religieuses ou morales et des cultes. A ce titre, il est chargé de :

- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles relatives à l'exercice de la liberté religieuse et du culte, à l'enseignement des religions et des cultes, aux prêches, à la création et au fonctionnement des établissements religieux, des missions et congrégations, des édifices de culte et des associations confessionnelles ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles relatives à l'organisation des pèlerinages et des fêtes religieuses ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles relatives au financement des activités religieuses ou de culte, aux oeuvres caritatives des établissements religieux et des édifices de culte, des missions, congrégations et associations confessionnelles ;
- le suivi des relations des associations confessionnelles ou de culte avec les associations étrangères et les organisations internationales non gouvernementales poursuivant des buts similaires.

I.2 Les contraintes et les défis

Cette partie comprend une analyse des principales contraintes rencontrées et des défis qu'elles posent. Cette analyse porte sur chacun des programmes et globalement sur la mise oeuvre de la stratégie du ministère.

I.2.1 Contraintes

- difficulté de traduire sur un plan technique la dimension spirituelle du Département ;
- forte réticente de la communauté religieuse face à la régulation de l'Etat en matière de religion et de culte ;
- partage de certaines prérogatives du Département avec le Ministère en charge de l'Administration Territoriale ;
- absence de document de politique nationale en matière de religion et de culte ;
- faiblesse dans la coordination et l'encadrement des organisations et des pratiques religieuses ;
- insuffisance de textes législatifs et règlementaires de gestion des pratiques religieuses au Mali ;
- absence de services techniques déconcentrés.

I.2.2 Défis

- élaboration d'un document de politique nationale en matière de religion et de culte ;
- meilleure coordination et encadrement des organisations et des pratiques religieuses ;
- restauration d'une confiance pleine et entière entre l'Etat et le monde religieux;
- élimination de l'extrémisme violent;
- poursuite du maintien de l'entente entre les différents courants de la communauté islamique au sein du Haut Conseil Islamique ;
- maintien et renforcement du dialogue interreligieux et la bonne entente entre les différents leaders religieux.

I.3 La politique sectorielle

Le Ministère des affaires religieuses et du culte ne dispose pas encore de document de planification à moyen terme en matière de politique nationale de religion et du culte.

Cependant, un projet de document est en cours d'élaboration.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

	Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016
1	Taux de satisfaction des pèlerins des prestations fournies	%	-	90	80	85
2	Taux de couverture juridique des pratiques religieuses ou de culte	%	-	-	-	50
3	Taux de participation des partenaires au financement des activités religieuses	%	-	-	-	40

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 2 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Administration Générale	827 687	959 699	830 348	868 258
Religion et du Culte	22 410	272 410	23 780	24 124
Total :	**850 097**	**1 232 109**	**854 128**	**892 382**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	86 311	123 323	98 764	105 459
Biens et services	350 862	535 862	325 865	347 951
Transferts et subventions	347 284	357 284	368 535	373 876
Investissement	65 640	215 640	60 964	65 096
Total :	**850 097**	**1 232 109**	**854 128**	**892 382**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Administration Générale

Responsable du programme :le Secrétaire Général

a) Présentation stratégique du programme :

Ce programme a pour objet la gestion des ressources humaines, matérielles et financières, la coordination, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du département.

Sa mise en oeuvre est assurée à travers deux (2) actions :

- conduite et pilotage de la politique en matière d'affaires religieuses et du culte ;
- gestion des ressources financières et matérielles.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme I est bâti autour de trois objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à (i) la mise en synergie les actions des structures du département et s'assurer de leur bon fonctionnement (ii) à la gestion efficiente des ressources matérielles et financières du département, (iii) à la disposition d'un système transparent de gestion des affaires publiques et d'accès à l'information dans toutes les structures du département.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen termes. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Mettre en synergie les actions des structures du département et s'assurer de leur bon fonctionnement					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Taux de réalisation des réunions élargies de coordination du département	%	100	90	95	98
Moyen de Vérification : Rapport d'activités, PV de réunions					
Precision Méthodologique : Nombre de réunions tenues/Nombre de réunions programmées*100					
1.2 Taux d'exécution du programme d'activités du département	%	90	80	90	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel					
Precision Méthodologique : Nombre d'activités réalisées/Nombre d'activités programmées*100					
1.3 Taux d'exécution du programme d'appui aux centres/édifices religieux	%	60	70	80	90
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Precision Méthodologique : Nombre d'activités du programme d'appui aux centres/édifices religieux réalisé/Nombre d'activités du programme d'appui aux centres/édifices religieux prévu X100					
1.4 Taux d'exécution du programme d'appui aux activités religieuses	%	55	70	80	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Precision Méthodologique : Nombre d'activités du programme d'appui aux activités religieuses réalisé/Nombre d'activités du programme d'appui aux activités religieuses prévu *100					

Objectif 2: Assurer la gestion efficiente des ressources matérielles et financières du département					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Taux d'exécution du budget	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Compte administratif					
Precision Méthodologique : Total crédits liquidés/Total crédits notifiés*100					
2.2 Taux d'exécution des projets/programmes	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'évaluation					
Precision Méthodologique : Montant mobilisés/ Montant prévus * 100					
2.3 Taux de participation des partenaires au financement des activités religieuses	%	60	80	85	90
Moyen de Vérification : Accord de financement/Rapport Partenaires					
Precision Méthodologique : (Fonds mobiliséS/Fonds à mobiliser) * 100					

Objectif 3: Disposer d'un système transparent de gestion des affaires publiques et d'accès à l'information dans toutes les structures du département					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Taux d'exécution du programme de transparence/d'informatisation	%	80	85	90	95
Moyen de Vérification : Documents de comptabilité-matières, base de données,					
Precision Méthodologique : Nombre de fichiers comptables tenus/Nombre de fichiers comptables à tenir, Nombre de fichiers administratifs répertoriés/Nombre de fichiers administratifs à répertorier					
3.2 Taux de satisfaction des usagers	%	90	95	100	100
Moyen de Vérification : Sondage auprès des usagers					
Precision Méthodologique : Nombre d'usagers satisfaits/Nombre d'usagers sondés * 100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	86 311	118 323	98 764	105 459
Biens et services	350 862	440 862	325 865	347 951
Transferts et subventions	324 874	334 874	344 755	349 752
Investissement	65 640	65 640	60 964	65 096
Total :	**827 687**	**959 699**	**830 348**	**868 258**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par actions

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Conduite et pilotage de la politique en matière d'affaires réligieuses et du culte	506 480	581 121	514 339	537 929
Gestion et des ressources financières et matérielles	321 207	378 578	316 009	330 329
Total :	**827 687**	**959 699**	**830 348**	**868 258**

Tableau 3 : Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
CATEGORIE A	5	6	6	6
CATEGORIE B	5			
CATEGORIE B2		6	6	6
CATEGORIE C	3	2	2	2
CONTRACTUEL	10	12	12	12
Total :	**23**	**26**	**26**	**26**

Action 01 Conduite et pilotage de la politique en matière d'affaires réligieuses et du culte

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	81 357	105 998	93 096	99 407
Biens et services	225 754	265 754	209 673	223 886
Transferts et subventions	199 369	209 369	211 570	214 636
Total	**506 480**	**581 121**	**514 339**	**537 929**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Organisation des réunions élargies de coordination du département	10 223
1.2.1	Elaboration du programme d'activité du département	26 813
1.2.2	Mise en oeuvre du programme d'activité du département	49 703
1.2.3	Organisation des missions et suivi	25 344
1.2.4	Divers activités du cabinet	68 630
1.2.5	Orrganisation du Pèlerinage (L S Islam)	100 000
1.2.6	Organisation du Pèlerinage Catholique kita	40 000
1.2.7	Traitement du Personnel (salaires et accéssoires)	105 998
1.3.1	Appui à la Rénaissance/Installation et Animation de Centre /Edifices Religieuses	13 013
1.3.2	Appui à la construction et à l'entretien d'édifices religieux	40 280
1.4.1	Appui aux célébrations des fetes religieuses	26 026
1.4.2	Appui à l'organisation d'activités religieuses	5 722
1.4.3	Appui fonct.assiciations religieuses	60 000
1.4.4	Participation au fonctionnement de la GM/HCI	9 369
Total		**581 121**

Action 02 Gestion et des ressources financières et matérielles

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	4 954	12 325	5 668	6 052
Biens et services	125 108	175 108	116 192	124 065
Transferts et subventions	125 505	125 505	133 185	135 116
Investissement	65 640	65 640	60 964	65 096
Total	**321 207**	**378 578**	**316 009**	**330 329**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Traitement du salaire (salaire et accessoires)	12 325
2.1.2	Préparation du budget du département	11 317
2.1.3	Exécution et suivi de l'exécution du budget	27 106
2.1.4	Participation au fonctionnement de la DFM	42 198
2.1.5	Entretien des batiments	50 640
2.1.6	Diverses activités de la DFM	109 487
2.1.7	Appui aux établissements publics	125 505
Total		**378 578**

Le Programme : Religion et du Culte

Responsable du programme :le Conseiller Technique

a) Présentation stratégique du programme

croyances et des pratiques religieuses et du culte. Il contribue à renforcer la cohésion entre les courants confessionnels.

Sa mise en oeuvre sera assurée par deux actions :

- Gestion des affaires religieuses et du culte

- gestion des pèlerinages.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

La mise en oeuvre du programme « Religion et culte »vise à atteindre spécifiquement trois objectifs. Ces objectifs assortis d'indicateurs de performance se présentent comme suit :

Objectif 1: Faciliter le bon accomplissement du culte

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux de satisfaction des pèlerins des prestations fournies	%	90	95	95	100
Moyen de Vérification : Sondage auprès des pèlerins					
Precision Méthodologique : Nombre de pèlerins satisfaits/ Nombre de pèlerins sondés					
1.2 Taux de réalisation du quota de pèlerins	%	90	95	95	100
Moyen de Vérification : registre d'inscription des pèlerins					
Precision Méthodologique : nbre de pèlerins inscrits/nbre de pèlerins à inscrire *100					

Objectif 2: Renforcer le dialogue inter et intra religieux

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux d'exécution du programme de concertation/d'échanges inter/intra religieux	%	90	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport d'activités					
Precision Méthodologique : nombre de rencontres tenues/ nombre de rencontres programmées					
2.2 Taux de prévention des litiges/conflits confessionnels	%	50	70	80	90
Moyen de Vérification : P.V					
Precision Méthodologique : nombre de litiges réglés / nombre de litiges rapportés					

Objectif 3: Encadrer le verbe et l'action religieux

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Taux d'exécution du programme de formation des acteurs religieux	%	100	100	100	-
Moyen de Vérification : Rapports d'activités, Certificat					
Precision Méthodologique : Nombre d'activités réalisées/Nombre d'activités programmées*100					
3.2 Taux d'exécution du programme de sensibilisation et d'information sur la bonne compréhension de la religion	%	70	80	90	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Precision Méthodologique : Nombre d'activités réalisées/Nombre d'activités programmées					
3.3 Taux de couverture juridique des pratiques religieuses ou de culte	U	-	-	-	-
Moyen de Vérification : Arrêtés, circulaires de cadrage					
Precision Méthodologique : Nombre de textes règlementaires fonctionnels					
3.4 Taux d'exécution du programme d'appui aux centres/édifices religieux	%	70	75	80	85
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Precision Méthodologique : Nombre d'activités du programme d'appuiaux centres/édifices religieux réalisé/Nombre d'activités du programme d'appuiaux centres/édifices religieux prévu *100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel		5 000	0	0
Biens et services		95 000	0	0
Transferts et subventions	22 410	22 410	23 780	24 124
Investissement		150 000	0	0
Total :	**22 410**	**272 410**	**23 780**	**24 124**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Gestion des pèlerinages	22 410	272 410	23 780	24 124
Total :	**22 410**	**272 410**	**23 780**	**24 124**

Action 01 Gestion des pèlerinages

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel		5 000	0	0
Biens et services		95 000	0	0
Transferts et subventions	22 410	22 410	23 780	24 124
Investissement		150 000	0	0
Total	**22 410**	**272 410**	**23 780**	**24 124**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	organisation des pèlerinages	40 000
1.1.2	traitemnet du personnel (salaires et accessoires)	5 000
1.1.3	divers activites	206 357
2.1.1	Organisation de concertation inter et intra religieuses	10 526
2.2.1	gestion des conflits inter et intra confessionnels	10 526
Total		**272 410**

SECTION : 341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère de la Réconciliation Nationale a pour mission de preparer et de mettre en oeuvre la politique de réconciliation nationale du Mali. Il est chargé de la conduite du processus de dialogue inclusif et de reconciliation nationale ainsi que le suivi des institutions mises en place à cet effet.

I.2 Les contraintes et les défis

I.2.1 Contraintes

Les principales contraintes dans le cadre du processsus de réconciliation nationale sont :

-l'insécurité residuelle;

-l'imprévisibilité de certaines actions de réconciliation ;

-l'inaccessibilité de certaines zones de mission.

I.2.2 Défis

Les contraintes ci-dessus évoquées posent les défis suivants:

-recréer une nouvelle gouvernance qui inspire confiance aux populations;

-refonder un nouveau contrat social de vie commune ;

-réconcilier les maliens entre eux,les citoyens et l'Etat.

I.3 La politique sectorielle

La crise politique et sécuritaire qui a secoué le Mali en 2012 a largement entamé le tissu social du pays. Le coup d'Etat militaire du 22 mars 2012 et l'occupation des deux tiers du pays par des groupes armés séparatistes ,djihadistes et narcoterroristes ont fragilisé le tissu social,les relations intercommunautaires et exacerbé les tensions sociales et intercommunautaires.

Le dialogue avec les groupes armés et la réconciliation nationale ont été promus comme des priorités nationales par le Président de la République, Ibrahim Boubacar KEITA et son Gouvernement.A cet effet, le Ministère de la Réconciliation Nationale (MRN) a été créé en 2013, avec pour mission de conduire la politique nationale concourant au retour de la paix et de la cohésion sociale entre la mosaique de populations et de cultures qui composent le Mali.

La Politique active de réconciliation nationale vise essentiellement deux objectifs : reconstruire les fondations de la réconciliation nationale et apporter une solution définitive aux problèmes du Nord.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

	Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016
1	Nombre de sessions de formation de médiateurs communautaires dans les zones rurales	nombre	-	1	2	3
2	Nombre de rencontres de concertations et de dialogue intercommunautaires	nombre	-	7	24	14

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 2 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Administration Générale	873 949	994 933	864 671	934 229
Renforcement du Processus de Dialogue et de Réconciliation Nationale	2 066 052	2 241 204	2 176 219	2 250 972
Total :	**2 940 001**	**3 236 137**	**3 040 890**	**3 185 201**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	97 367	113 933	106 303	116 932
Biens et services	1 347 022	1 603 376	1 356 813	1 461 497
Transferts et subventions	1 433 032	1 469 928	1 516 023	1 540 334
Investissement	62 580	48 900	61 751	66 438
Total :	**2 940 001**	**3 236 137**	**3 040 890**	**3 185 201**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Administration Générale

Responsable du Programme : le Secrétaire Général du Ministère

a) Présentation stratégique du programme :

le programme administration générale s'occupe de:

- la coordination , l'evaluation , le controle , l'animation et la supervision des activités du Département;
- la gestion des ressources humaines ,materielles et financières.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme administration générale est bâti autour de trois objectifs spécifiques.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leurs progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen termes. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Coordonner l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique nationale de réconciliation

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Pourcentage de rencontres thematiques tenues sur les questions de réconciliation	%	80	90	95	97

Moyen de Vérification : Comptes rendus de reunions,rapport annuel MRN et les revues sectorielles de la CPS.

Precision Méthodologique : (Nombre de rencontres thématiques tenues/nombre total de rencontres thematiques sollicitées)X 100

1.2 Taux d'adoption des textes et documents de référence	%	80	95	95	96

Moyen de Vérification : Rapports d'activités

Precision Méthodologique : (Nombre de textes et documents de réference adoptés/nombre total de textes et documents de réference prévus)X 100

1.3 Taux de mise en oeuvre des partenariats stratégiques conclus autour de la Réconciliation	%	80	90	100	100

Moyen de Vérification : Accords de partenariat et Conventions de financement

Precision Méthodologique : (Nombre de partenariats stratégiques exécutés /nombre total des partenariats stratégiques conclus)

Objectif 2: Renforcer les capacités de pilotage et de suivi du processus de réconciliation nationale

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux d'opérationnalisation des structures au niveau national et régional	%	50	60	100	100

Moyen de Vérification : Comptes rendus de reunions,procès-verbaux et textes de création

Precision Méthodologique : (Nombre de structures opérationnelles/Nombre total de structures créees)X 100

2.2 Taux de réalisation des activités de formation du personnel du département et des acteurs de la réconciliation	%	70	90	95	95

Moyen de Vérification : Rapport Annuel MRN

Precision Méthodologique : (Nombre de formations réalisées / nombre total d'activités de formations programmées)

Objectif 3: Assurer une gestion efficace des ressources humaines, matérielles et financières du Département					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Taux d'exécution du budget	%	98	98	99	100
Moyen de Vérification : Compte administratif,situation d'exécution périodique					
Precision Méthodologique : (Montant de credits liquidés/montant de credits notifiés)X 100					
3.2 Taux de satisfaction des besoins en personnel des structures	%	80	90	95	95
Moyen de Vérification : Fichier personnel					
Precision Méthodologique : (Effectifs présents /besoins en personnel) X 100					
3.3 Taux d'acquisition en matériels et équipements des structures	%	60	80	90	90
Moyen de Vérification : Documents de la Comptabilité Matierès					
Precision Méthodologique : (Nombre de matériels et équipements acquis/nombre total des besoins en matériels)x 100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	97 367	113 933	106 303	116 932
Biens et services	567 922	676 020	546 316	596 049
Transferts et subventions	146 080	156 080	150 301	154 810
Investissement	62 580	48 900	61 751	66 438
Total :	**873 949**	**994 933**	**864 671**	**934 229**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Coordination et Pilotage de la Politique nationale de la reconciliation	403 696	500 462	397 801	434 717
Gestion financière et matérielle	470 253	494 471	466 870	499 512
Total :	**873 949**	**994 933**	**864 671**	**934 229**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
CATEGORIE A	4	3	3	3
CATEGORIE B	4			
CATEGORIE B1		4	4	4
CATEGORIE C	3	3	3	3
CONTRACTUEL	13	14	14	14
Total :	**24**	**24**	**24**	**24**

Action 01 Coordination et Pilotage de la Politique nationale de la reconciliation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	73 161	88 727	79 876	87 863
Biens et services	330 535	411 735	317 925	346 854
Total	**403 696**	**500 462**	**397 801**	**434 717**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge des dépenses liées aux salaires et accessoires de salaires des cadres et agents relevant du Cabinet	88 727
1.1.2	Organisation de rencontres,forums,ateliers dans le cadre de dialogues	12 911
1.1.3	Sensibilisation, information & Communication	4 650
1.3.1	Réalisation de microprojets de résilience dans le cadre de l'accompagnement et soutien à la réconciliation	350 450
2.1.1	Organisation des reunions statuaires et missions à l'intérieur et à l'extérieur dans le cadre du renforcement des capacités de pilotage et de suivi du processus de réconciliation nationale	43 724
Total		**500 462**

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	24 206	25 206	26 427	29 069
Biens et services	237 387	264 285	228 391	249 195
Transferts et subventions	146 080	156 080	150 301	154 810
Investissement	62 580	48 900	61 751	66 438
Total	**470 253**	**494 471**	**466 870**	**499 512**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Prise en charge des dépenses de personnel	25 206
3.1.2	Préparation du Budget	156 080
3.1.3	Exécution et Suivi du Budget	296 585
3.1.4	Renforcement des capacités des agents	16 600
Total		**494 471**

Le Programme : Renforcement du Processus de Dialogue et de Réconciliation Nationale

Responsable du programme : Le Conseiller Technique en charge de la Réconciliation Nationale

a) Présentation stratégique du programme

Le programme Renforcement du processus de Dialogue et de Réconciliation Nationale " vise à contribuer à l'instauration d'une paix durable à travers, entre autres, la recherche de la vérité, la réconciliation et la consolidation de l'unité nationale et des valeurs démocratiques.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme est bâti autour de trois objectifs spécifiques.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leurs progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen termes. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Etablir la verité sur les violations graves des droits de l'homme qui ont eu lieu au Mali, en prenant en compte les causes, la nature et les conséquences de ces violations et pour établir les responsabilités					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Taux de vérification des cas de violations graves des droits de l'homme recensés	%	50	80	100	100

Moyen de Vérification : Rapports d'enquêtes de la CVJR, Etudes et Auditions
Precision Méthodologique : (Nombre de cas de violation graves des droits de l'homme vérifiés/nombre total de cas déclaré)x 100

1.2 Taux de plaintes traitées	%	70	85	10	100

Moyen de Vérification : Rapports d'activités, Procès Verbaux et Actes Administratifs
Precision Méthodologique : (Nombre de plaintes traitées /nombre total de cas recensés) x 100

Objectif 2: Restaurer la dignité de la victime en lui donnant l'occasion de dire ce qu'elle a vécu en faisant des recommandations pour des mésures de réparation					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Taux de réalisation des missions de sensibilisation	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports de mission/CVJR
Precision Méthodologique : (Nombre de missions réalisées/nombre de missions prévues) x 100

2.2 Taux de réalisation du programme d'auditions	%	60	75	100	100

Moyen de Vérification : Rapports d'auditions ,procès- verbaux/CVJR
Precision Méthodologique : (Nombre d'auditions organisées/Nombre d'auditions prévues) x 100

2.3 Taux de mise en place de groupes mobiles	%	50	75	100	100

Moyen de Vérification : Rapports d'activités /CVJR
Precision Méthodologique : (Nombre de groupes mobiles mis en place/nombre de groupes mobiles prévus) x 100

Objectif 3: Promouvoir la justice et la réconciliation et éviter la récurrence de ces violations					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Taux d'éxécution des mesures de réparartion	%	60	75	100	100

Moyen de Vérification : Rapports d'activités /CVJR
Precision Méthodologique : (Nombre de mesures de réparation realisées/nombre de mesures de réparation recommandées) x 100

3.2 Taux de réalisation des initiatives de réconciliation	%	60	75	100	100

Moyen de Vérification : Rapports d'activités /CVJR
Precision Méthodologique : (Nombre d'initiatives réalisées/nombre d'initiatives prévues) x 100

3.3 Taux de réparation de préjudices causés aux femmes	%	60	75	100	100

Moyen de Vérification : Rapports d'activités /CVJR
Precision Méthodologique : (Nombre de mesures de réparations réalisées en faveur des femmes / nombre de réparations récommandées en faveur des femmes) x 100

<u>Tableau 1</u> : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Biens et services	779 100	927 356	810 497	865 448
Transferts et subventions	1 286 952	1 313 848	1 365 722	1 385 524
Total :	**2 066 052**	**2 241 204**	**2 176 219**	**2 250 972**

<u>Tableau 2</u> : Récapitulatif du programme par actions

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Accompagnement de la mise en oeuvre de l'accord pour la paix et la réconcilliation	2 066 052	2 241 204	2 176 219	2 250 972
Total :	**2 066 052**	**2 241 204**	**2 176 219**	**2 250 972**

Action 01 Accompagnement de la mise en oeuvre de l'accord pour la paix et la réconcilliation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	779 100	927 356	810 497	865 448
Transferts et subventions	1 286 952	1 313 848	1 365 722	1 385 524
Total	**2 066 052**	**2 241 204**	**2 176 219**	**2 250 972**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge des indemnités des membres, experts et agents de la commission	927 356
1.1.2	Organisation et poursuite des enquêtes sur les cas de violation des droits de l'homme	242 812
2.2.2	Acquisition des biens et services	498 589
2.2.3	Organisation des auditions individuelles des acteurs des cas de violations des droits de l'homme	146 247
3.1.1	Evaluation des dommages et sevices corporels	297 899
3.1.2	Mise en place d'un mécanisme de protection des victimes et temoins	108 301
3.1.3	Elaboration du rapport final de la CVJR	20 000
Total		**2 241 204**

SECTION : 380 MINISTERE DU COMMERCE

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère du Commerce prépare et met en oeuvre la politique nationale en matière d'organisation et de promotion du commerce et de la libre concurrence.

À ce titre, il est compétent pour :

- les actions de promotion du commerce intérieur et extérieur et de la concurrence ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles du commerce et de la concurrence;
- la participation à l'élaboration des accords commerciaux et au suivi de leur mise en oeuvre;
- la participation à l'organisation de la lutte contre la fraude en matière d'importation et d'exportation ainsi qu'en matière de distribution des biens à l'intérieur du pays ;
- le contrôle des poids et mesures, de la qualité des produits et des prix institués ;
- le contrôle de l'exécution des exonérations ou des subventions publiques accordées aux opérateurs économiques privés, en liaison avec les ministres concernés, notamment le ministre chargé des finances ;
- l'organisation de l'approvisionnement régulier du pays en produits de première nécessité et la maîtrise des prix de ces produits ;
- la protection des consommateurs, en liaison avec les autres ministres.

I.2 Les contraintes et les défis

Les principales contraintes et defis sont, entre autres:

I.2.1 Contraintes

- l'insuffisance en qualité et en nombre des ressources humaines ;
- l'inadéquation de certains textes en vigueur avec le contexte actuel ;
- le poids de l'informel dans le commerce intérieur;
- les faibles capacités d'offres des produits nationaux sur le marché extérieur ;
- l'inadéquation et l'insuffisance de locaux pour certains services ;
- l'insuffisance et la vétusté du matériel roulant ;
- l'insuffisance des équipements et mobiliers de bureau.

I.2.2 Défis

- le renforcement des capacités des ressources humaines ;
- la dotation des structures en ressources humaines adéquates ;
- la relecture de certains textes en vigueur ;
- la formalisation et la professionnalisation des acteurs du commerce ;
- l'amélioration et la diversification des capacités d'offres nationales;
- la diversification des marchés ;
- la construction et l'équipement de nouveaux bâtiments avec des commodités modernes.

I.3 La politique sectorielle

En attendant l'adoption d'une politique de développement du commerce, le secteur dispose des stratégies de développement des filières qui sont :

La stratégie sectorielle de développement de la gomme arabique validée le 23 octobre 2009 est structurée autour des objectifs suivants :

- assurer la préservation du potentiel forestier de la gomme ;
- favoriser le développement de l'interprofession de la filière ;
- améliorer l'accès aux informations des marchés internationaux et la promotion des produits ;

- augmenter le volume de production tout en préservant la qualité du produit et de son emballage ;
- développer les capacités de stockage et de transport;
- renforcer le cadre de financement des acteurs de la filière.

La stratégie sectorielle de développement de la filière karité validée le 11 mars 2011 est structurée autour des objectifs stratégiques ci-après :

- organiser et bien structurer la filière ;
- informer les acteurs et promouvoir les facteurs clés pour l'accès aux marchés internationaux ;
- produire de la qualité et accroître la valeur ajoutée des produits exportables ;
- améliorer le conditionnement des produits, les infrastructures de stockage et la logistique de transport ;
- faciliter l'accès au financement aux acteurs de la filière et améliorer les services rendus par les intervenants ;
- assurer la préservation du potentiel forestier du karité.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

	Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016
1	Nombre de jours de couverture de la consommation par les stocks des produits de première nécessité du Mali (riz)	nombre	30	29	21	20
2	Valeur des exportations des biens	Milliards FCFA	1769,4	1371,70	1409,6	1448,80
3	Pourcentage de femmes bénéficiaires des appuis du projet PACD (formation)	%	65	71	77	-
4	Valeur des exportations non traditionnelles (autres que celles relatives à l'or, au coton et au bétail)	Millairds FCFA	452,7	166	322,7	16,07
5	Valeur des exportations d'or non monétaire	Milliards FCFA	1 065,6	964,5	856,9	982,9
6	Valeur des exportations de mangues	Milliards FCFA	8,1	14	20	24,8
7	Valeur des exportations d'animaux vivants	Milliards FCFA	58,8	64,4	63,3	68,8

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 2 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Administration Générale	1 375 115	1 253 810	1 359 525	1 452 840
Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés	3 654 149	5 385 812	4 407 225	4 643 507
Total :	**5 029 264**	**6 639 622**	**5 766 750**	**6 096 347**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	1 131 067	1 017 806	1 261 087	1 379 544
Biens et services	869 482	1 071 288	811 856	866 885
Transferts et subventions	203 862	302 675	205 898	208 880
Investissement	2 824 853	4 247 853	3 487 909	3 641 038
Total :	**5 029 264**	**6 639 622**	**5 766 750**	**6 096 347**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Administration Générale

Responsable du Programme : Le Secrétaire Général du Ministère du Commerce

a- Présentation stratégique du programme

Le programme est chargé de :

-la coordination, l'évaluation, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du Département ;

-la gestion des ressources matérielles et financières.

b. Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme I est bâti autour de trois objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à : (i) la coordination et le suivi de la mise en oeuvre des politiques sectorielles (ii) la gestion des services et des deniers publics du département et (iii) la gestion efficace des ressources matérielles et financières.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès et de projeter des efforts à fournir à court et moyen terme. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Améliorer la coordination et le suivi-évaluation des politiques et stratégies du département.

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Nombre de documents de politiques et de stratégies sectorielles élaborés	Nombre	1	1	-	-

Moyen de Vérification : Rapports d'activités du département

Precision Méthodologique : Dénombrement

1.2 Taux d'exécution du programme d'activités du département	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel du département

Precision Méthodologique : Nombre d'activités effectivement réalisées/Nombre d'activités programmées) x100

Objectif 2: Renforcer la lutte contre la corruption et la délinquance financière.

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux de mise en oeuvre du plan sectoriel de lutte contre la corruption et la délinquance financière	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport du Comité de suivi

Precision Méthodologique : (Activités réalisées sur Activités prévues) x100

Objectif 3: Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources, financières et matérielles du département

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Taux d'exécution du Budget	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activité annuel de la DFM

Precision Méthodologique : (Crédits liquidés/Crédits notifiés) x100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	359 384	338 079	402 212	434 786
Biens et services	744 878	644 878	695 030	742 168
Transferts et subventions	56 046	56 046	56 606	57 426
Investissement	214 807	214 807	205 677	218 460
Total :	**1 375 115**	**1 253 810**	**1 359 525**	**1 452 840**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Coordination et pilotage de la politique et des stratégies pour l'organisation et la promotion du commerce	430 602	408 607	439 077	468 844
Gestion financière et matérielle	944 513	845 203	920 448	983 996
Total :	**1 375 115**	**1 253 810**	**1 359 525**	**1 452 840**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	33	29	29	29
CATEGORIE B	38			
CATEGORIE B1		16	16	16
CATEGORIE B2		15	15	15
CATEGORIE C	10	8	8	8
CONTRACTUEL	63	54	56	58
Total :	**144**	**122**	**124**	**126**

Action 01 Coordination et pilotage de la politique et des stratégies pour l'organisation et la promotion du commerce

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	211 375	189 380	237 479	253 580
Biens et services	200 742	200 742	184 600	197 114
Investissement	18 485	18 485	16 998	18 150
Total	**430 602**	**408 607**	**439 077**	**468 844**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Gestion de personnel	189 380
1.1.2	Elaboration de la politique Nationale de Développement du Commerce et de la Stratégie de promotion des exportations	21 053
1.1.3	Suivi de la mise en oeuvre du plan d'actions du département	120 756
1.2.1	Pilotage des activités du département	66 892
2.1.1	Mise en oeuvre du plan de lutte contre la corruption et la délinquance financière.	10 526
Total		**408 607**

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	148 009	148 699	164 733	181 206
Biens et services	544 136	444 136	510 430	545 054
Transferts et subventions	56 046	56 046	56 606	57 426
Investissement	196 322	196 322	188 679	200 310
Total	**944 513**	**845 203**	**920 448**	**983 996**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Préparation du budget du département	15 789
3.1.2	Exécution et suivi du budget du département	680 715
3.1.3	Gestion du personnel	148 699
Total		**845 203**

Le Programme : Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés

Responsable du Programme : Le Directeur Général du Commerce, de la Consommation et de la Concurrence.

a).Présentation stratégique du programme :

Le programme « Conception et Coordination de la Politique Sectorielle du Commerce et Appui à la Gestion des Marchés » est chargé de :

- la promotion du commerce intérieur et du commerce extérieur ;
- l'élaboration et la mise en oeuvre des règles de la concurrence ;
- le suivi des accords commerciaux ;
- la lutte contre la fraude commerciale ;
- le contrôle des poids et mesures ;
- la protection du consommateur, en liaison avec les autres ministères ;
- l'appui à l'aménagement et à la gestion des équipements marchands.

Il poursuit trois (03) objectifs. Il s'agit de :

- développer le commerce;
- organiser et renforcer les acteurs du commerce intérieur ;
- contribuer au développement du commerce et à la promotion des exportations.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

La mise en oeuvre du programme « Conception et Coordination de la Politique Sectorielle du Commerce et Appui à la Gestion des Marchés» vise à atteindre spécifiquement trois objectifs.

Ces objectifs assortis d'indicateurs de performance se présentent dans le tableau suivant comme suit

Objectif 1: Développer le commerce

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Nombre de jours de couverture des besoins de consommation par les stocks disponibles sur le territoire national	Nombre	18	18	18	18
Moyen de Vérification : Notes et Rapports hebdomadaires de suivi de l'approvisionnement des marchés en produits de première nécessité					
Precision Méthodologique : Dénombrement					
1.2 Taux de réalisation des activités	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Notes et Rapports hebdomadaires de suivi de l'approvisionnement des marchés en produits de première nécessité					
Precision Méthodologique : (nombre d'activtés réalisées/ nombre d'activitées prévues)x100					
1.3 Nombre d'instruments de mesures vérifiés	Nombre	-	10 000	15 000	20 000
Moyen de Vérification : :Rapports trimestriel et annuel des activités					
Precision Méthodologique : : dénombrement					

Objectif 2: Organiser et renforcer les acteurs du commerce intérieur

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Pourcentage des collectivités territoriales bénéficiaires d'appui-conseil dans le cadre de l'aménagement et de la gestion des marchés	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la CAAGM					
Precision Méthodologique : (Nombre de groupements et associations de commerçants appuyées/ Nombre de groupements et associations de commerçants demandeurs(6) x100					
2.2 Pourcentage des groupements et associations de commerçants bénéficiaires d'appui conseil dans le cadre de la gestion des marchés	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la CAAGM					
Precision Méthodologique : (Nombre de groupements et associations de commerçants appuyées/ Nombre de groupements et associations de commerçants demandeurs(6) x100					
2.3 Pourcentage d'acteurs du commerce de détail suivis dans le cadre de la formalisation	%	5	8	16	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuel du PROFAC					
Precision Méthodologique : (Nombre d'acteurs suivis /Nombre d'acteurs adhérants des centres de gestion agrées) x100					

Objectif 3: Contribuer au développement et à la promotion des exportations

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Taux de réalisation des activités de renforcement des capacités d'offre	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports semestriels et annuels de l'UMOCI					
Precision Méthodologique : (Nbre d'activités d'appui réalisées sur Nbre d'activités d'appui prevues) x100					
3.2 Taux de réalisation des actions de promotion commerciale	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports trimestriel et annuel d'activités de l'APEX					
Precision Méthodologique : (Nombre d'activités de promotions réalisées sur Nombre d'activités de promotions prevues)x100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	771 683	679 727	858 875	944 758
Biens et services	124 604	426 410	116 826	124 717
Transferts et subventions	147 816	246 629	149 292	151 454
Investissement	2 610 046	4 033 046	3 282 232	3 422 578
Total :	**3 654 149**	**5 385 812**	**4 407 225**	**4 643 507**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Développement du Commerce	1 323 589	2 683 439	1 376 862	1 488 251
Développement et Promotion de l'utilisation des mesures et instruments de mesure.		100 000	0	0
Développement et promotion des exportations	2 070 462	1 992 275	2 778 121	2 892 557
Formalisation des acteurs du Commerce de détail	200 000	600 000	192 646	200 852
Appui à l'Aménagement et à la Gestion et des marchés	60 098	10 098	59 596	61 847
Total :	**3 654 149**	**5 385 812**	**4 407 225**	**4 643 507**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	98	95	96	97
CATEGORIE B	118			
CATEGORIE B1		69	70	71
CATEGORIE B2		40	41	42
CATEGORIE C	39	35	35	35
CONTRACTUEL	107	107	108	109
Total :	**362**	**346**	**350**	**354**

Action 01 Développement du Commerce

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	771 683	679 727	858 875	944 758
Biens et services	124 604	426 410	116 826	124 717
Transferts et subventions	2 256	2 256	2 278	2 311
Investissement	425 046	1 575 046	398 883	416 465
Total	**1 323 589**	**2 683 439**	**1 376 862**	**1 488 251**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Suivi de l'évolution des prix et des stocks des produits de première nécessité	274
1.1.2	Préparation et tenues de réunions du comité de veille	4 105
1.1.4	Collecte et analyse des prix et stocks des produits de première nécessité de la Région de Kayes	2 684
1.1.5	Collecte des prix et des stocks des produits de premiere necessité de Koulikoro	1 158
1.1.6	Collecte et analyse des prix et stocks des produits de première nécessité de Région de Sikasso	2 053
1.1.7	Collecte et analyse des prix et stocks des produits de première nécessité de la Région de Ségou	589
1.1.8	Collecte et analyse des prix et stocks des produits de première nécessité de la Région de Mopti	1 054
1.1.9	Collecte et analyse des prix et stocks des produits de première nécessité de la Région de Gao	657
1.1.10	Collecte et analyse des prix et stocks des produits de première nécessité de la Région de Tombouctou	921
1.1.11	Collecte et analyse des prix et stocks des produits de première nécessité du District de Bamako	1 641
1.1.12	Collecte et analyse des prix et stocks des produits de première nécessité de Région de Kidal	868
1.1.13	Collecte et analyse des prix et stocks des produits de première nécessité de Région de Taoudénit	3 000
1.1.14	Collecte et analyse des prix et stocks des produits de première nécessité de Région de Menaka	2 000
1.2.1	Organisation de missions d'investigation de lutte contre les pratiques commerciales frauduleuses, déloyales, les pratiques restrictives, anticoncurrentielles et de contrôle de la qualité des produits consommables	20 768
1.2.2	Organisation de missions de suivi de la mise en oeuvre des engagements pris dans le cadre des exonérations	0
1.2.3	Organisation des missions d'audit interne	2 292
1.2.4	Participation aux missions des négociations commerciales multilatérales, bilatérales, régionales et continentales	86 316
1.2.8	Organisation de sessions de formation initiale en droit commercial, de concurrence et de protection de consommateurs	6 573
1.2.9	Acquisition de biens et services pour le fonctionnement des structures	71 579
1.2.10	Organisation de réunions de direction de la DGCC	1 053
1.2.11	Informatisation des procédures de délivrance des attestations d'importation de véhicules particuliers	31 579
1.2.12	Mise en place du Guichet Unique du commerce extérieur	105 263
1.2.13	Contribution à la suppression des entraves au Commerce	1 053
1.2.14	Gestion du personnel	679 727
1.2.15	Prise en charge de la consommation d'eau et électricité et l'entretien du site de la FEBAK	2 256
1.2.16	Construction de l'Hotel du Commerce	1 550 000
1.2.17	Organisation de missions d'investigation de lutte contre les pratiques commerciales frauduleuses, déloyales, les pratiques restrictives, anticoncurrentielles et de contrôle de la qualité des produits consommables dans la Région de Kayes	3 316
1.2.18	Organisation de missions d'investigation de lutte contre les pratiques commerciales frauduleuses, déloyales, les pratiques restrictives, anticoncurrentielles et de contrôle de la qualité des produits consommables de la Région de Koulikoro	4 108
1.2.19	Organisation de missions d'investigation de lutte contre les pratiques commerciales frauduleuses, déloyales, les pratiques restrictives, anticoncurrentielles et de contrôle de la qualité des produits consommables de la Région de Sikasso	2 933
1.2.20	Organisation de missions d'investigation de lutte contre les pratiques commerciales frauduleuses, déloyales, les pratiques restrictives, anticoncurrentielles et de contrôle de la qualité des produits consommables de la Région de Ségou	2 401
1.2.21	Organisation de missions d'investigation de lutte contre les pratiques commerciales frauduleuses, déloyales, les pratiques restrictives, anticoncurrentielles et de contrôle de la qualité des produits consommables de la Région de Mopti	1 641
1.2.22	Organisation de missions d'investigation de lutte contre les pratiques commerciales frauduleuses,	2 037

1.2.23	Organisation de missions d'investigation de lutte contre les pratiques commerciales frauduleuses, déloyales, les pratiques restrictives, anticoncurrentielles et de contrôle de la qualité des produits consommables de la Région de Tombouctou	2 368
1.2.24	Organisation de missions d'investigation de lutte contre les pratiques commerciales frauduleuses, déloyales, les pratiques restrictives, anticoncurrentielles et de contrôle de la qualité des produits consommables de Kidal	2 421
1.2.25	Acquisition de biens et services pour le fonctionnement de la DRCC de Kayes	7 000
1.2.26	Acquisition de biens et services pour le fonctionnement de la DRCC de Koulikoro	4 474
1.2.27	Acquisition de biens et services pour le fonctionnement de la DRCC de Sikasso	9 600
1.2.28	Acquisition de biens et services pour le fonctionnement de la DRCC de Ségou	4 204
1.2.29	Acquisition de biens et services pour le fonctionnement de la DRCC de Mopti	4 500
1.2.30	Acquisition de biens et services pour le fonctionnement de la DRCC de Gao	5 500
1.2.31	Acquisition de biens et services pour le fonctionnement de la DRCC de Tombouctou	4 211
1.2.32	Acquisition de biens et services pour le fonctionnement de la DRCC de Kidal	4 211
1.2.33	Acquisition de biens et services pour le fonctionnement de la DRCC du District de Bamako	13 000
1.2.34	Organisation de missions d'investigation de lutte contre les pratiques commerciales frauduleuses, déloyales, les pratiques restrictives, anticoncurrentielles et de contrôle de la qualité des produits consommables du District de Bamako	5 737
1.2.35	Organisation et développement des marchés de Bamako	1 053
1.2.36	suivi des affaires contencieuses	263
1.2.37	Organisation de missions d'investigation de lutte contre les pratiques commerciales frauduleuses, déloyales, les pratiques restrictives, anticoncurrentielles et de contrôle de la qualité des produits consommables de la Région de Taoudénit	3 000
1.2.38	Acquisition de biens et services pour le fonctionnement de la DRCC de Taoudénit	6 000
1.2.39	Organisation de missions d'investigation de lutte contre les pratiques commerciales frauduleuses, déloyales, les pratiques restrictives, anticoncurrentielles et de contrôle de la qualité des produits consommables de la Région de Menaka	2 000
1.2.40	Acquisition de biens et services pour le fonctionnement de la DRCC de Menaka	8 000
Total		**2 683 440**

Action 02 Développement et Promotion de l'utilisation des mesures et instruments de mesure.

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Transferts et subventions		100 000	0	0
Total		**100 000**	**0**	**0**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.3.1	Organisation des ateliers d'implémentation des textes de l'AMAM	6 316
1.3.2	Acquisition des biens et services pour le fonctionnement	24 211
1.3.3	Organisation de mission de vérification d'instruments de mesure	39 474
1.3.4	Gestion de personnel	30 000
Total		**100 000**

Action 03 Développement et promotion des exportations

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Transferts et subventions	135 462	134 275	136 816	138 798
Investissement	1 935 000	1 858 000	2 641 305	2 753 759
Total	**2 070 462**	**1 992 275**	**2 778 121**	**2 892 557**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Appui au cadre Intégré du Commerce	1 833 000
3.2.1	Renforcement des capacités des acteurs par la formation technique et professionnelle en matière de commerce extérieur.	36 842
3.2.2	Poursuite la recherche de développement à l'exportation des fruitiers forestiers (Zaban, Tamarin et Rônier)	25 000
3.2.3	Réalisation des études sectorielles de développement à l'exportation.	22 368
3.2.4	Diffusion de l'information commerciale et à l'exportation	15 000
3.2.5	Gestion du personnel	44 275
3.2.6	Acquisition	15 789
Total		**1 992 275**

Action 04 Formalisation des acteurs du Commerce de détail

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Investissement	200 000	600 000	192 646	200 852
Total	**200 000**	**600 000**	**192 646**	**200 852**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.3.1	Projet d'appui à la formalisation des acteurs du commerce de détail	600 000
Total		**600 000**

Action 05 Appui à l'Aménagement et à la Gestion et des marchés

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 05 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Transferts et subventions	10 098	10 098	10 198	10 345
Investissement	50 000	0	49 398	51 502
Total	**60 098**	**10 098**	**59 596**	**61 847**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 05

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Organisation des missions	10 098
Total		**10 098**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.083	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
APPUI AU CADRE INTEGRE		1 300 000	1 660 000	1 300 000	1 598 966	1 667 081
PROJET APPUI FORMALISATION DES ACTEURS DU COMMERCE I		600 000	200 000	600 000	192 646	200 852
Total :		**1 900 000**	**1 900 000**	**1 900 000**	**1 791 612**	**1 867 933**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.083	**DÉPENSES SUR DONS PROJETS/PROGRAMMES (BSI)**					
APPUI AU CADRE INTEGRE		533 000		533 000	778 959	812 142
Total :		**533 000**	**533 000**	**533 000**	**778 959**	**812 142**

SECTION : 410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère de l'Éducation Nationale a pour mission de préparer et de mettre en oeuvre la politique nationale dans les domaines de l'éducation préscolaire et spéciale, de l'enseignement fondamental, de l'enseignement secondaire général, technique ou professionnel, de l'éducation non formelle et l'alphabétisation.

A ce titre, il est compétent pour :

- la réalisation des objectifs de la politique d'éducation pour tous ;
- le développement de l'éducation non-formelle, notamment de l'alphabétisation ;
- le développement de l'enseignement secondaire ;
- le suivi et le contrôle des établissements d'enseignement normal publics ;
- le développement et l'évaluation des connaissances dans l'éducation préscolaire et spéciale et dans l'enseignement fondamental, et dans l'enseignement secondaire général, technique ou professionnel ;
- la délivrance du Diplôme d'Etudes Fondamentales (DEF), du Certificat d'Aptitude Professionnel (CAP), du Brevet de Technicien (BT), du Baccalauréat et des diplômes des Instituts de formation de Maîtres ;
- le développement de l'utilisation des langues nationales ;
- la promotion de l'excellence, de la citoyenneté et du patriotisme au niveau de l'enseignement fondamental et secondaire.

I.2 Les contraintes et les défis

Le système éducatif malien est confronté à un ensemble de problèmes qui se traduisent en termes de :

I.2.1 Contraintes

- déficit de personnel enseignant et d'encadrement en nombre et en qualité ;
- inexistence d'un logiciel unique de gestion des salaires des enseignants des Collectivités ;
- inexistence d'une plateforme de gestion des carrières des enseignants ;
- répartition inégale du personnel enseignant par zone géographique et par discipline ;
- insuffisance des infrastructures en termes de capacité d'accueil dû à l'accroissement rapide des effectifs ;
- insuffisance des infrastructures de formation publique (IFP/LT/LP) de l'ESP notamment dans les régions et les cercles ;
- insuffisance d'infrastructures adéquates pour l'éducation Non Formelle, l'éducation Préscolaire et Spéciale, les Cantines Scolaires ;
- insuffisance de terrains multisports ;
- difficultés liées à la généralisation du curriculum ;
- insuffisance dans le suivi/supervision régulier des activités des structures de l'éducation Nationale ;
- insuffisance et/ou l'obsolescence des équipements dans les CFP/IFP/LT/LP ;
- insuffisance de crédits budgétaires pour la mise en oeuvre des activités des Programmes ;
- insuffisance de manuels scolaires et de matériels didactiques.

I.2.2 Défis

- améliorer la gouvernance du système éducatif en particulier la gestion administrative et pédagogique des enseignants (mobilité, formation, rémunération, hiérarchisation, avancement, suivi, encadrement, supervision) ;
- créer une synergie entre les deux fonctions publiques en charge de la gestion des enseignants ;
- améliorer la gestion de la santé scolaire ;
- améliorer la gestion du système d'information ;
- élaborer le document de politique nationale de l'enseignement Fondamental ;
- accélérer le processus de validation des curricula de tous les ordres et types d'enseignement pour leur mise à l'essai ;
- accélérer la généralisation des curricula au niveau de tous les ordres et types d'enseignement ;
- mettre en place des infrastructures adéquates pour l'éducation Non Formelle, l'éducation Préscolaire et Spéciale, les Cantines Scolaires

;

- doter les établissements scolaires de terrains multisports ;
- développer le partenariat entre l'ETP, le secteur productif et les PTF ;
- généraliser le projet d'établissement dans l'ETP ;
- mobiliser des ressources financières additionnelles pour la construction/réhabilitation et l'équipement de toutes les structures du Ministère de l'Education Nationale ;
- élaborer les programmes de formation de l'ESP dans les filières industrielles porteuses selon l'APC ;
- introduire les fondamentaux de l'ACP dans la formation initiale des formateurs diplômés des écoles de formation (IFM, ENETP et EN Sup) ;
- rendre opérationnel les Centres de Documentation et d'Information (CDI) dans tous les établissements ;
- maitriser les effectifs des élèves pris en charge par l'État au niveau de l'enseignement secondaire général, technique et professionnel ;
- assurer le contrôle pédagogique et administratif des établissements publics et privés d'enseignement secondaire ;
- construire et équiper les laboratoires dans les établissements de tous les ordres et types d'enseignement concernés.

I.3 La politique sectorielle

Depuis l'accession du Mali à l'indépendance en 1960, le pays a connu plusieurs réformes du système éducatif allant de la Réforme de l'enseignement de 1962 au Programme Décennal de Développement de l'Education (PRODEC I) en 1998. Cette dernière réforme couvre toutes les composantes du secteur éducatif dont la finalité, selon la Loi N°99-046 du 28 décembre 1999, modifiée, portant loi d'orientation sur l'Education, est de « former un citoyen patriote et bâtisseur d'une société démocratique, un acteur du développement profondément ancré dans sa culture et ouvert à la civilisation universelle, maîtrisant les savoir-faire populaires et apte à intégrer les connaissances et compétences liées aux progrès scientifiques, techniques et à la technologie moderne».

De 2003 à nos jours, le département de l'éducation a fait valider et adopter les documents de politique sectorielle en matière de : formation (initiale et continue des enseignants), scolarisation des filles, éducation non formelle, enseignement secondaire technique et professionnel, développement de la petite enfance, éducation spéciale, alimentation scolaire, manuel scolaire et matériel didactique et politique linguistique. Le processus de validation des documents de politiques nationales de santé scolaire et de construction citoyenne est en cours.

L'opérationnalisation du PRODEC I (2001-2010) prorogé jusqu'en 2013, à travers la mise en oeuvre des phases successives du Programme d'Investissement pour le Secteur de l'Education (PISE) a permis de mesurer les différentes réalisations du secteur. Cependant, l'analyse des grandes options et orientations de la politique éducative du Mali, des stratégies globales développées, du coût et du financement du secteur impose aux acteurs et partenaires d'accroitre les moyens humains et financiers conséquents pour pouvoir atteindre les objectifs assignés au secteur de l'Education/Formation dans le cadre du Programme intérimaire initié pour 2014-2015 et étendu à l'enseignement supérieur et à la formation professionnelle en 2015-2016 et prorogé jusqu'en 2017 en attendant l'élaboration du PRODEC II.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

	Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016
1	Taux Brut de Scolarisation (TBS) au 1er Cycle du Fondamental	%	-	70,1	69,0	69,6
2	Taux de préscolarisation	%	-	3,7	4,4	5,1
3	Ratio maitre/groupe pédagogique	%	-	1,2	1,3	1,4
4	Poucentage enseignants qualifiés par ordre d'enseignement	%	-	20,3	25,3	30,6
5	Ratio manuel par élève au 2ème cycle dans les 7 matières de base (Mathématiques, Français, Histoire, Géographie, Sciences physiques, Sciences Naturelles et Education Civique et morale)	%	-	3,5	3,7	3,9
6	Pourcentage d'enfants orientés dans les filières professionnelles	%	-	51	51	36

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 4 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Administration Générale	33 899 654	38 348 240	35 851 907	38 087 385
Développement de l'Education de Base	221 587 439	250 511 024	217 282 652	230 993 912
Développement de l'Enseignement Secondaire Général	8 464 728	8 781 265	8 695 396	9 175 518
Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	2 737 770	3 073 059	2 691 742	2 842 030
Total :	**266 689 591**	**300 713 588**	**264 521 697**	**281 098 845**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	158 551 534	196 237 132	165 631 003	176 860 264
Biens et services	44 213 842	44 286 449	39 810 464	42 513 308
Transferts et subventions	11 422 320	11 706 894	10 446 137	10 597 620
Investissement	52 501 895	48 483 113	48 634 093	51 127 653
Total :	**266 689 591**	**300 713 588**	**264 521 697**	**281 098 845**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Administration Générale

Responsable du Programme : Le Secrétaire Général

a) Présentation stratégique du programme :

Le programme administration générale est le programme de soutien aux autres programmes opérationnels du Ministère. Il est essentiellement composé des structures transversales chargées entre autres d'appuyer les responsables des programmes du Ministère dans la mise en oeuvre de leurs actions. Il a pour objet la gestion des ressources humaines, matérielles et financières, la coordination, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du département.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 1.017 est bâti autour de quatre objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à (i) l'insuffisance des ressources humaines (personnel enseignant), matérielles et financières (ii) la production des données statistiques, (iii) la gouvernance du système.

Ces objectifs sont traduits en indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leurs évolutions et de faire des projections à court et moyen termes. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux d'exécution du budget du département	%	98,77	100	100	100
Moyen de Vérification : Compte Administratif					
Precision Méthodologique : (Crédits liquidés/Crédits notifiés)*100					
Formule :					
1.2 Taux d'exécution du plan de passation de marchés publics	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la DFM					
Precision Méthodologique : (Nombre de marchés attribués/Nombre total de marchés programmés)*100					
1.3 Pourcentage de personnel enseignant recruté	%	43	50	60	70
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la DRH					
Precision Méthodologique : (Nombre enseignant recrutés/Besoins en enseignants exprimés)*100					

Objectif 2: Améliorer la coordination et le suivi-évaluation des politiques et stratégies du département

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux d'exécution financière des programmes/projets du département	%	80,23	85,30	90,50	95
Moyen de Vérification : Rapport revue des projets					
Precision Méthodologique : (Montant des projets exécuté au 31/12/ de l'année N-1/Montant total des projets au 31/12/ de l'année N-1)*100					
2.2 Taux de mise en oeuvre des recommadations issues des missions conjointes du programme	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport de mission du département					
Precision Méthodologique : (Nombre de recommandations mises en oeuvres N-1/ Nombre de recommandations formulées N-1)*100					

Objectif 3: Impulser le processus de décentralisation et de déconcentration au sein du département					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Pourcentage de compétences mises en oeuvre	%	91,67	94,44	95,00	100

Moyen de Vérification : Rapport CADDE
Precision Méthodologique : (Nombre de compétence mise en oeuvre / Nombre total de compétences transférées)*100

3.2 Pourcentage de ressources transferées aux CT et alouées aux SD	%	83,10	83,30	84,00	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la DFM
Precision Méthodologique : (Ressources déconcentrées et décentralisées/ Ressources totales du département)*100

Objectif 4: Renforcer le controle interne					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
4.1 Pourcentage de services du département ayant reçu une mission de contrôle interne	%	80	90	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités du département
Precision Méthodologique : (Nombre de services ayant reçu une mission de controle interne/ Nombre total de services du département)*100

4.2 Pourcentage du département ayant appliqué les recommandations de la mission du contrôle interne	%	80	90	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités du département
Precision Méthodologique : (Nombre de services ayant appliqué les recommandations du contrôle interne/Nombre total de services)*100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	17 466 052	23 642 176	19 314 996	20 624 546
Biens et services	8 182 548	8 105 540	8 062 892	8 614 137
Transferts et subventions	3 032 946	3 247 946	2 943 993	2 986 680
Investissement	5 218 108	3 352 578	5 530 026	5 862 022
Total :	**33 899 654**	**38 348 240**	**35 851 907**	**38 087 385**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Coordination et Pilotage des Politiques nationales d'éducation et de formation	2 325 719	3 404 163	2 404 606	2 570 976
Conception, évaluations et encadrements pédagogiques et administratifs	3 784 208	3 328 767	3 663 843	3 912 239
Gestion financière et matérielle	26 040 954	29 050 708	27 900 042	29 597 797
Gestion des ressources humaines du secteur	1 147 406	1 914 163	1 253 725	1 338 725
Décentralisation et déconcentration des compétences et des ressources au sein du département	112 671	127 671	117 170	122 001
Planification, Programmation et Suivi-évaluation	488 696	522 768	512 521	545 647
Total :	**33 899 654**	**38 348 240**	**35 851 907**	**38 087 385**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	204	206	210	214
CATEGORIE B	124			
CATEGORIE B1		67	67	67
CATEGORIE B2		54	55	56
CATEGORIE C	31	33	33	33
CONTRACTUEL	224	221	225	229
Total :	**583**	**581**	**590**	**599**

Action 01 Coordination et Pilotage des Politiques nationales d'éducation et de formation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	369 266	1 447 710	408 356	436 042
Biens et services	1 495 528	1 495 528	1 526 246	1 633 064
Investissement	460 925	460 925	470 004	501 870
Total	**2 325 719**	**3 404 163**	**2 404 606**	**2 570 976**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Prise en charge des dépenses du personnel	1 447 710
2.2.1	Suivi et évaluation des services	1 956 453
Total		**3 404 163**

Action 02 Conception, évaluations et encadrements pédagogiques et administratifs

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	1 051 940	876 507	1 163 295	1 242 165
Biens et services	2 729 268	2 452 260	2 500 548	2 670 074
Investissement	3 000			
Total	**3 784 208**	**3 328 767**	**3 663 843**	**3 912 239**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.3.1	Organisation des examens	2 180 396
1.3.2	Renforcement de capacités des professeurs, des inspecteurs et du personnel administratif	70 382
4.2.1	Prise en charge des dépenses du personnel (DNP, CNECE, IGEN)	876 507
4.2.2	Relecture et mise en oeuvre de la politique du manuel Scolaire	17 596
4.2.3	Poursuite de la mise en oeuvre du curriculum	70 000
4.2.4	Mise en oeuvre de la politique de santé scolaire	62 675
4.2.5	Encadrement pédagogique et suivi de la réforme	51 211
Total		**3 328 767**

Action 03 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	14 884 321	19 391 605	16 459 971	17 575 954
Biens et services	3 489 504	3 689 504	3 558 638	3 801 174
Transferts et subventions	2 977 946	3 177 946	2 885 627	2 927 468
Investissement	4 689 183	2 791 653	4 995 806	5 293 201
Total	**26 040 954**	**29 050 708**	**27 900 042**	**29 597 797**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge des dépenses du personnel	19 391 605
1.1.2	Préparation, exécution et suivi du BP	2 667 527
1.1.3	Renforcement de capacités des agents des structures du département et autres acteurs de l'éducation	235 678
1.1.4	Appui à l'enseignement privé catholique	2 556 925
1.1.5	Prise en charge des dépenses diverses de transfert (Bourses IFM, pension alimentaire)	620 221
1.2.1	Acquisition de services et d'équipements	2 357 183
1.2.2	Appui à la mise en oeuvre du PISE	434 470
4.1.1	Mise en oeuvre du contrôle interne des services	787 099
Total		**29 050 708**

Action 04 Gestion des ressources humaines du secteur

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	971 709	1 738 466	1 074 571	1 147 426
Biens et services	175 697	175 697	179 154	191 299
Total	**1 147 406**	**1 914 163**	**1 253 725**	**1 338 725**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.3.3	Prise en charge des dépenses du personnel (DRH)	914 036
1.3.4	Recrutement et gestion des carrières des agents	824 430
1.3.5	Elaboration et mise en oeuvre du plan de formation d'agents des services	175 697
Total		**1 914 163**

Action 05 Décentralisation et déconcentration des compétences et des ressources au sein du département

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 05 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	57 671	57 671	58 804	62 789
Transferts et subventions	55 000	70 000	58 366	59 212
Total	**112 671**	**127 671**	**117 170**	**122 001**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 05

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Renforcement des capacités des structures d'appui en gestion de l'école en mode décentralisé	23 375
3.2.1	Réalisation de missions de suivi des ressources mises à la disposition des SD et des CT	34 296
3.2.2	Appui PAGAM/GFP (CADD/MEN)	70 000
Total		**127 671**

Action 06 Planification, Programmation et Suivi-évaluation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 06 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	188 816	187 888	208 803	222 959
Biens et services	234 880	234 880	239 502	255 737
Investissement	65 000	100 000	64 216	66 951
Total	**488 696**	**522 768**	**512 521**	**545 647**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 06

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.2	Prise en charge des dépenses du personnel (CPS)	187 888
2.1.3	Réalisation des travaux de planification et de programmation	234 880
2.2.2	Projet d'appui à la CPS (y compris la tenue de la revue du département)	100 000
Total		**522 768**

Le Programme : Développement de l'Education de Base

Responsable du programme : Le Directeur National de l'Enseignement Fondamental

a) Présentation stratégique du programme :

L'éducation de base comprend l'éducation préscolaire, l'éducation spéciale (Enfants à Besoins Educatifs Spéciaux), l'enseignement fondamental, l'alimentation scolaire, l'enseignement normal, et l'éducation non formelle.

Ce programme comprend les sous-composantes suivantes :

- Développement de la Petite Enfance:

L'objectif de ce sous-programme « Développement de la Petite Enfance » est d'accroitre l'accès des jeunes enfants de 3 à 6 ans à l'éducation préscolaire et d'améliorer la qualité et la gestion des structures en charge de l'éducation préscolaire. Le développement de la petite enfance contribue à l'épanouissement du jeune enfant, sa socialisation et sa préparation à l'enseignement fondamental.

Les statistiques de 2016 font état de 4,4% de taux de préscolarisation, 106 500 enfants encadrés par 6 811 encadreurs dans 1 628 CDPE.

- Enfants à besoins éducatifs spéciaux et des enfants vulnérables

Les Enfants à Besoins Educatifs Spéciaux (EBES) désignent tous les enfants et adolescents ayant des problèmes psychoaffectifs ou porteurs de handicaps et tous ceux vulnérables et n'ayant pas accès à un service éducatif.

Le développement de la Petite Enfance, des Enfants à Besoins Educatifs Spéciaux et des enfants vulnérables est géré par la Direction Nationale de l'éducation Préscolaire et Spéciale. Cette Direction est créée par la Loi n°2011-001 du 29 avril 2011. Elle a pour mission d'élaborer les éléments des politiques nationales dans le domaine de l'éducation préscolaire et de l'éducation spéciale et d'assurer la coordination et le contrôle de leur mise en oeuvre. On dispense ces enseignements dans les Centres de Développement de la Petite Enfance (CDPE) ex Jardins d'enfants publics, communautaires, privés, dans les medersas et dans les Institutions d'éducation Spéciale (IES).

- Enseignement Fondamental

La stratégie globale à ce niveau consistera à développer une éducation de base de qualité pour tous, à amener les filles à l'école, les y maintenir jusqu'à la fin du fondamental tout en réduisant les écarts avec les garçons.

L'enseignement fondamental est géré par la Direction Nationale de l'Enseignement Fondamental créée par la Loi n°2011-023 du13 juin 2011. Elle a pour mission d'élaborer les éléments de la politique nationale en matière d'enseignement fondamental et d'assurer la coordination et le contrôle de sa mise en oeuvre. La mise en oeuvre des éléments de politique de cet ordre d'enseignement est assurée par les Académies d'Enseignement (20) et les Centres d'Animation Pédagogique (99).

L'enseignement fondamental est aujourd'hui dispensé dans les écoles fondamentales publiques et privées au nombre de 13 274 avec un effectif total de 2 352 462 élèves et dans les seconds Cycles publics et privés au nombre de 4 193 avec un effectif de 684 553 élèves,

encadrés respectivement par 60 062 et 27 243 enseignants. Le fondamental 1 compte 56 409 salles de classes et le fondamental 2, compte 15 523 salles de classes.

- Scolarisation des Filles

Le développement de la scolarisation au cours des dernières années a permis d'augmenter la proportion d'enfants scolarisés sans pour autant réduire les écarts entre garçons et filles. Le Taux Brut de Scolarisation des filles, en 2009, est de 73% contre 91,2% pour les garçons, soit un écart de 18,2 points de pourcentage. Cet écart dans le TBS entre filles et garçons est de 14,2 points en 2016. Le même constat est perceptible au niveau de l'achèvement de la scolarisation et de la réussite des filles. Certes, des progrès ont été réalisés depuis, mais force est de reconnaître que les écarts demeurent.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs :

Les objectifs spécifiques du programme, assortis d'indicateurs de performance se présentent comme suit :

Objectif 1: Développer une éducation de base de qualité pour tous

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux d'achèvement au fondamental 1	%	58,8	62,5	73,2	75

Moyen de Vérification : Annuaire statistique
Precision Méthodologique : (nouveaux admis en 6ème année/ population inscrite)*100

1.2 Taux brut d'admission au fondemantal 1	%	68,2	73,25	76,8	78

Moyen de Vérification : Annuaire statistique
Precision Méthodologique : (nouveaux admis en 1ère année/ population scolarisable)*100

1.3 Pourcentage de néo-alphabéte produit	%	74,15	75,50	68,45	70

Moyen de Vérification : Rapport de bilan annuel (CNR-ENF)
Precision Méthodologique : (Nombre néo-alphabétes/Nombre auditeurs inscrits)*100

Objectif 2: Créer une dynamique d'accélération de la scolarisation des filles

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux de scolarisation des filles au fondamental 1	%	79,10	81,60	88,7	90

Moyen de Vérification : Annuaire statistique
Precision Méthodologique : (Effectif total des filles du fondamental 1/population scolarisable des filles du fondamental 1)*100

2.2 Pourcentage de femmes enseignantes au fondamental 1	%	35,15	36,30	37	40

Moyen de Vérification : Annuaire statistique
Precision Méthodologique : (Effectif des enseignantes du fondamental 1/ Effectif total des enseignants du fondamental 1)*100

Objectif 3: Dynamiser la pratique de l'éducation physique et sportive dans les écoles

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Poucentage d'écoles disposant d'infrastructures sportives	%	40,5	46,2	50	70

Moyen de Vérification : Rapport d'activités des CAP, AE, IFM, DNEF, DNEN
Precision Méthodologique : (Nombre d'écoles disposant d'infrastructures sportives/ Nombre total des CAP, AE)*100

3.2 Pourcentage d'Académies d'Enseignement ayant organisé des compétitions sportives	%	80	90	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités des structures CAP, AE, IFM, DNEF, DNEN
Precision Méthodologique : (Nombre des CAP, AE ayant organisé des compétions sportives/Nombre total des CAP, AE)*100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	140 191 923	171 562 612	145 312 214	155 163 876
Biens et services	30 978 521	30 864 238	26 715 503	28 526 322
Transferts et subventions	8 124 051	8 144 051	7 237 833	7 343 958
Investissement	42 292 944	39 940 123	38 017 102	39 959 756
Total :	**221 587 439**	**250 511 024**	**217 282 652**	**230 993 912**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Education préscolaire et spéciale	556 089	1 022 379	558 046	587 156
Enseignement Fondamental	215 165 279	243 231 120	206 038 597	219 103 294
Enseignement Normal	27 501	27 501	28 323	30 241
Education Non formelle	5 838 570	6 230 024	10 657 686	11 273 221
Total :	**221 587 439**	**250 511 024**	**217 282 652**	**230 993 912**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	2 336	2 270	2 307	2 345
CATEGORIE B	7 793			
CATEGORIE B1		435	441	447
CATEGORIE B2		6 712	6 827	6 942
CATEGORIE C	522	512	519	526
CONTRACTUEL	2 500	2 324	2 357	2 391
Total :	**13 151**	**12 253**	**12 451**	**12 651**

Action 01 Education préscolaire et spéciale

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel		266 290	0	0
Biens et services	190 253	190 253	195 952	209 228
Investissement	365 836	565 836	362 094	377 928
Total	**556 089**	**1 022 379**	**558 046**	**587 156**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Réalisation de missions de supervision des activités de DPE et ES et Renforcement des capacités des acteurs	206 089
1.1.2	Mise en oeuvre du Programme Multi acteur Appui Petite Enfance	200 000
1.1.3	Mise en oeuvre du Projet pilote d'Appui aux EBES	150 000
1.2.6	Prise en charge des dépenses de personnel des structures chargées de l'éducation préscolaire et spéciale	266 290
1.3.6	Projet Appui programme vigoureux alphabétisation	200 000
Total		**1 022 379**

Action 02 Enseignement Fondamental

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	140 131 809	171 244 754	145 245 738	155 092 893
Biens et services	30 713 266	30 618 983	26 463 188	28 256 914
Transferts et subventions	7 893 096	7 893 096	7 014 040	7 116 921
Investissement	36 427 108	33 474 287	27 315 631	28 636 566
Total	**215 165 279**	**243 231 120**	**206 038 597**	**219 103 294**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.2.1	Prise en charge des dépenses de personnel	171 149 902
1.2.2	Mise en oeuvre du Projet Investissement Secteur Education	200 000
1.2.5	Projet construction et équipement IFM	2 300 000
2.1.1	Mise en oeuvre de la politique nationale de SCOFI	77 990
2.1.2	Mise en oeuvre de la politique nationale de l'ALISCO	2 305 399
2.2.1	Amélioration des rendements scolaires	2 134 454
3.1.1	Acquisition d'équipements pédagogiques et divers	5 680 212
3.2.1	Suivi/supervision des activités pédagogiques et Renforcement des capacités des acteurs (DNEF, CNCS)	1 345 156
3.2.2	Suivi de la mise en oeuvre de la politique éducative (services déconcentrés et décentralisés)	58 038 007
Total		**243 231 120**

Action 03 Enseignement Normal

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	27 501	27 501	28 323	30 241
Total	**27 501**	**27 501**	**28 323**	**30 241**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.2.4	Mise en oeuvre de la formation continue des Maîtres	27 501
Total		**27 501**

Action 04 Education Non formelle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	60 114	51 568	66 476	70 983
Biens et services	47 501	27 501	28 040	29 939
Transferts et subventions	230 955	250 955	223 793	227 037
Investissement	5 500 000	5 900 000	10 339 377	10 945 262
Total	**5 838 570**	**6 230 024**	**10 657 686**	**11 273 221**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.3.1	Prise en charge des dépenses de personnel (DNENF-LN)	51 568
1.3.2	Renforcement des capacités des acteurs (DNENF-LN)	27 501
1.3.3	Renforcement des capacités des acteurs (CNR-ENF)	250 955
1.3.4	Projet éducation pour tous (IDA)	3 500 000
1.3.5	Projet Appui Education Bilingue de Base BID	2 200 000
1.3.7	Appui Budgétaire Sectoriel Suisse (PENF)	200 000
Total		**6 230 024**

Le Programme : Développement de l'Enseignement Secondaire Général

Responsable de Programme : Le Directeur National de l'Enseignement Secondaire Général

a) Présentation stratégique du programme :

Le programme 2.042 vise à faire acquérir aux élèves des connaissances générales, théoriques et pratiques, en vue de leur permettre de poursuivre des études supérieures. Il est aussi chargé de veiller au bon fonctionnement des établissements d'enseignement publics et privés d'enseignement secondaire.

Le programme poursuit les objectifs suivants :

1. améliorer la qualité des apprentissages au niveau de l'enseignement secondaire général ;
2. accroitre l'offre de formation au niveau de l'enseignement secondaire général.

Ce programme comporte la sous-composante suivante :

- l'Enseignement Secondaire Général :

L'Enseignement Secondaire Général a pour mission de faire acquérir aux élèves des connaissances générales, théoriques et pratiques, des modes et des moyens de pensée constituant la base commune des diverses spécialités du savoir, en vue de leur permettre de poursuivre des études supérieures ou de s'insérer dans la vie active.

L'enseignement secondaire général est géré par une Direction créée par l'Ordonnance N°01-050/P-RM du 25 septembre 2001, ratifiée par la Loi N°01-089 du 28 novembre 2001. La Direction Nationale de l'Enseignement Secondaire Général a pour mission, entre autres, l'élaboration de la politique nationale en matière d'enseignement secondaire général et de veiller à la mise en oeuvre de cette politique, en relation avec les structures compétentes du Ministère chargé de l'éducation.

L'Enseignement Secondaire Général est dispensé dans les lycées d'Enseignement Secondaire Général publics (73) et privés dont le nombre dépasse sept cents (700). Ces établissements ont un effectif en 2016 d'environ 197 434 élèves dont 77 770 au public et au para public et encadré par 14 346 professeurs dont 3 469 au public et para public. Les études au niveau de l'Enseignement secondaire général sont sanctionnées par le Baccalauréat Général. Cet ordre d'enseignement reçoit les élèves titulaires du Diplôme d'Etudes Fondamentales ou d'un titre équivalent, remplissant les conditions d'accès fixées par un arrêté du Ministre en charge de l'Enseignement Secondaire Général.

Suite aux recommandations du forum national sur l'éducation tenu du 30 octobre au 02 novembre 2008, le Décret N°138/PRM du 06 juin 1980 a été relu et remplacé par le Décret N°2011-234/P-RM du 12 mai 2011 portant organisation de l'Enseignement Secondaire Général en vue d'adapter les filières et séries à l'évolution de l'environnement national et sous régional.

Ainsi l'Enseignement Secondaire Général comporte :

- au niveau de la 10ème année, une série commune (10ème commune) ;
- au niveau de la 11ème année, trois (3) séries dénommées respectivement : 11ème Lettre (11ème L), 11ème Sciences Economiques et Sociales (11ème SES) et 11ème Sciences (11ème S)
- au niveau de la 12ème année, six (6) séries dénommées respectivement : Terminale Langue Lettre (TLL), Terminale Art Lettre (TAL), Terminale Sciences Sociales (TSS), Terminale Sciences Expérimentales (TSExp), Terminale Sciences Exactes (TSE) et Terminales Sciences Economiques (TSEco).

Dans le cadre de la mise en oeuvre de la réforme dès la rentrée scolaire 2011-2012, le département a procédé :

- au lancement de la formation continue des enseignants (du public et du privé) à l'Approche par Compétences (APC) ;
- au recrutement et à la formation des professeurs d'économie, de langues nationales et d'informatique.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Les objectifs spécifiques du programme, assortis d'indicateurs de performance se présentent comme suit :

Objectif 1: Améliorer la qualité des apprentissages au niveau de l'enseignement secondaire général					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Taux de réussite au BAC	%	32,64	31	33	35
Moyen de Vérification : Rapport/CNE-CE					
Precision Méthodologique : Effectif admis au Bac/Effectif total des présentés au Bac)*100					
1.2 Taux de passage en classes supérieures (10ème/11ème)	%	57	60	62	70
Moyen de Vérification : Décision de passage, redoublement et exclusion					
Precision Méthodologique : (Effectifs des élèves passant en classe, supérieure/Effectif total des classes de 10ème et 11ème)*100					
1.3 Taux de passage en classes supérieures (11ème/12ème)	%	78	85	90	95
Moyen de Vérification : Décision de passage, redoublement et exclusion					
Precision Méthodologique : (Effectifs des élèves passant en classe, supérieure/Effectif total des classes de 11ème et 12ème)*100					

Objectif 2: Accroitre l'offre de formation au niveau de l'enseignement secondaire général					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Pourcentage de lycées publics construits par an	%	50	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport DNESG					
Precision Méthodologique : (Nombre de lycées construits par an/Nombre de lycées prévus par an)*100					
2.2 Ratio élèves / salles de classe	ratio	42	40	40	40
Moyen de Vérification : Annuaire statistique					
Precision Méthodologique : (Effectif des élèves /Nombre total de salles de classe utilisées)					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	604 112	657 369	678 105	724 075
Biens et services	3 560 459	3 824 170	3 632 243	3 878 217
Transferts et subventions		0	0	0
Investissement	4 300 157	4 299 726	4 385 048	4 573 226
Total :	**8 464 728**	**8 781 265**	**8 695 396**	**9 175 518**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par actions

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Enseignement sécondaire général	8 464 728	8 781 265	8 695 396	9 175 518
Total :	**8 464 728**	**8 781 265**	**8 695 396**	**9 175 518**

Tableau 3 : Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
CATEGORIE A	89	63	63	63
CATEGORIE B	48			
CATEGORIE B1		23	23	23
CATEGORIE B2		27	27	27
CATEGORIE C	10	10	10	10
CONTRACTUEL	68	51	51	51
Total :	**215**	**174**	**174**	**174**

Action 01 Enseignement sécondaire général

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	604 112	657 369	678 105	724 075
Biens et services	3 560 459	3 824 170	3 632 243	3 878 217
Investissement	4 300 157	4 299 726	4 385 048	4 573 226
Total	**8 464 728**	**8 781 265**	**8 695 396**	**9 175 518**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge des dépenses de personnel	657 369
1.2.1	Supervision pédagogique et renforcement des capacité des acteurs	1 011 923
1.2.2	Gestion des demi-bourses, Frais et fournitures scolaires	3 007 351
2.1.1	Mise en oeuvre du Projet de Construction Equipement de lycées	2 000 000
2.2.1	Acquisition d'équipements	2 104 622
Total		**8 781 265**

Le Programme : Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel

Responsable de Programme : Le Directeur National de l'Enseignement Technique et Professionnel

a) Présentation stratégique du programme :

Depuis 1998, le Gouvernement du Mali, a entrepris la réforme de son système éducatif à travers le Programme Décennal de Développement de l'Education (PRODEC), qui a fait de l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle (ETP) son second axe prioritaire après l'éducation de base.

En attendant la définition des grandes orientations du PRODEC II, les réformes en cours de l'ETP visent essentiellement :

- le développement du partenariat écoles entreprises et organisations professionnelles ;
- la redéfinition des filières de formation de l'ETP en tenant compte des besoins socio-économiques, tout en mettant l'accent sur les filières industrielles et agro sylvo pastorales ;
- l'autonomisation des Centres et Instituts de formation professionnelle publics ;
- l'implantation de l'approche par compétences comme mode de fonctionnement pédagogique, pour l'instauration de la qualité de formation et de normalisation de l'évaluation des apprentissages ;
- le suivi de l'insertion socioprofessionnelle des sortants de l'ETP.

Le programme 2.043 « Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel» vise d'une part, à former du personnel qualifié compétent à l'exercice d'un métier ou d'un emploi nécessaire au développement économique et social du pays (certificat d'aptitude professionnelle CAP deux ans après le DEF, brevet de technicien BT quatre ans après le DEF et baccalauréat professionnel BAC PRO trois ans après le DEF), et d'autre part, à offrir des formations scientifiques et techniques aux élèves pour leur accès à l'enseignement supérieur (BAC technique trois ans après le DEF).

Le programme vise trois objectifs :

- améliorer la qualité des apprentissages de l'enseignement secondaire technique et professionnel
- améliorer l'employabilité des apprenants de l'ESTP
- améliorer l'accès des apprenants de l'ESTP aux filières porteuses (industrielles, agro-sylvo-pastorale, TIC).

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Les objectifs spécifiques du programme, assortis d'indicateurs de performance se présentent comme suit :

Objectif 1: Améliorer la qualité des apprentissages de l'enseignement secondaire technique et professionnel					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Taux d'admission par examen (CAP)	%	50	55	60	65
Moyen de Vérification : Rapports des examens du CNECE					
Precision Méthodologique : (Nombre de candidats admis/Nombre de candidats présentés)x100					
1.2 Taux d'admission par examen (BT)	%	50	60	65	70
Moyen de Vérification : Rapports des examens du CNECE					
Precision Méthodologique : (Nombre de candidats admis/Nombre de candidats présentés)x100					
1.3 Taux d'admission par examen (BAC Technique)	%	30	35	40	45
Moyen de Vérification : Moyen de vérification : Rapports des examens du CNECE					
Precision Méthodologique : Précision Méthodologique : (Nombre de candidats admis/Nombre de candidats présentés)x100					

Objectif 2: Améliorer l'employabilité des apprenants					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Taux apprenants inscrits dans le dispositif de formation basé sur l'acquisition des compétences	%	25	30	35	40
Moyen de Vérification : Rapport de fin d'année des AE et établissements, Base de données actualisées de la DNETP					
Precision Méthodologique : (total des inscrits pour le dispositif de formation en APC/total des élèves inscrits)*100					
2.2 Pourcentage d'établissements publics ayant élaboré et mis en oeuvre leur projet d'établissements	%	11	20	50	80
Moyen de Vérification : Rapport de fin d'année des AE et établissements, Base de données actualisées de la DNETP					
Precision Méthodologique : (total d'établissements ayant élaboré et mis en oeuvre leurs projets d'établissement/total des établissements publics)*100					

Objectif 3: Améliorer l'accès des apprenants aux filières porteuses (industrielles, agro-sylvo-pastorale, tic)					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Pourcentage des élèves fréquentant les filières porteuses	%	45	48	50	53
Moyen de Vérification : Rapport de fin d'année des AE et étblissements, Base de données actualisée de la DNETP					
Precision Méthodologique : (total (filles et garçons) fréquentant les filières porteuses (industrie agro-pastorale, TIC)/total filles et garçons)*100					
3.2 Pourcentage de filles fréquentant les filières industrielles, agro-sylvo-pastorales, TIC	%	32	35	40	45
Moyen de Vérification : Rapport de fin d'année des AE et établissements, Base de données actualisée de la DNETP					
Precision Méthodologique : (total des filles fréquentant les filières porteuses industrielles, agro-pastorables, TIC/total des filles)*100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	289 447	374 975	325 688	347 767
Biens et services	1 492 314	1 492 501	1 399 826	1 494 632
Transferts et subventions	265 323	314 897	264 311	266 982
Investissement	690 686	890 686	701 917	732 649
Total :	**2 737 770**	**3 073 059**	**2 691 742**	**2 842 030**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par actions

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Enseignement Technique et professionnel	2 737 770	3 073 059	2 691 742	2 842 030
Total :	**2 737 770**	**3 073 059**	**2 691 742**	**2 842 030**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	41	33	33	33
CATEGORIE B	27			
CATEGORIE B1		7	7	7
CATEGORIE B2		20	20	20
CATEGORIE C	18	15	15	15
CONTRACTUEL	32	25	25	25
Total :	**118**	**100**	**100**	**100**

Action 01 Enseignement Technique et professionnel

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	289 447	374 975	325 688	347 767
Biens et services	1 492 314	1 492 501	1 399 826	1 494 632
Transferts et subventions	265 323	314 897	264 311	266 982
Investissement	690 686	890 686	701 917	732 649
Total	**2 737 770**	**3 073 059**	**2 691 742**	**2 842 030**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge des dépenses de personnel	374 975
1.1.2	Prise en charge des frais scolaires des élèves orientés dans les établissements privés	206 581
2.1.1	Acquisition d'équipements	684 105
2.2.1	Mise en oeuvre de la réforme de l'ESTP et renforcement des capacités des acteurs	682 518
3.1.1	Gestion des demi-bourses, pensions alimentaires des IFP Agro-sylvo-pastoraux et fournitures scolaires	1 124 880
Total		**3 073 059**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
1.017	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
APPUI CELLULE DE PLANIF. & STATISTIQUE		100 000	65 000	100 000	64 216	66 951
Total :		**100 000**	**100 000**	**100 000**	**64 216**	**66 951**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.041	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROGR. D'INVESTISSEMENT SECTEUR EDUC. (PISE)		200 000	300 000	200 000	296 388	309 014
CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DES IFM AU MALI		300 000	200 000	300 000	197 592	206 009
APPUI PROGRAMME VIGOUREUX ALPHABETISATION		200 000		200 000	0	0
APPUI DVPT PETITE ENFANCE REGIONS KAYES/KKORO/ SIKASS		200 000	200 000	200 000	197 592	206 009
PROGR. PILOTE APPUI ENFANTS BESOINS ADUCATIFS SPECIAUX		150 000	150 000	150 000	148 194	154 507
PROJET APPUI EDUCATION BILINGUE DE BASE - BID		200 000		200 000	2 757 167	2 918 736
Total :		**1 250 000**	**1 250 000**	**1 250 000**	**3 596 933**	**3 794 275**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.041	**DÉPENSES SUR DONS PROJETS/PROGRAMMES (BSI)**					
CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DES IFM AU MALI		2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 757 167	2 918 736
Total :		**2 000 000**	**2 000 000**	**2 000 000**	**2 757 167**	**2 918 736**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.042	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT LYCEES /IFP		2 000 000	2 000 000	2 000 000	1 975 922	2 060 096
Total :		**2 000 000**	**2 000 000**	**2 000 000**	**1 975 922**	**2 060 096**

SECTION : 412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR & RECHERCHE SCIENTIFIQUE

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique a pour mission de préparer et de mettre en oeuvre la politique nationale du Mali en matière d'enseignement supérieur et de recherche scientifique.

I.2 Les contraintes et les défis

Le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique est confronté aux contraintes et défis suivants :

I.2.1 Contraintes

- le déficit de personnel enseignant, chercheur et d'encadrement en nombre et en qualité ;
- l'insuffisance des infrastructures d'accueil des étudiants (pédagogiques, sociales et laboratoires) ;
- l'insuffisance de terrains multisports ;
- l'insuffisance et/ou l'obsolescence des équipements dans les laboratoires au sein des Institut d'Enseignements Supérieurs et de Recherches;
- l'inadaptation de l'offre de formation à la demande économique et sociale ;
- la faiblesse de la couverture sanitaire au niveau des Institutions d'Enseignement Supérieur (IES);
- le faible niveau de gestion du système d'information au niveau des IES ;
- la non fonctionnalité du dispositif sécuritaire et social ;
- la faible maitrise de la gestion des flux des étudiants ;
- la faiblesse des structures et procédures d'assurance qualité ;
- la faible utilisation des TIC dans l'Enseignement supérieur et la recherche scientifique.

I.2.2 Défis

- recruter le personnel enseignant, chercheur et d'encadrement en nombre et en qualité en impliquant les structures techniques;
- construire et équiper des infrastructures d'accueil des étudiants (pédagogiques, sociales et laboratoires) ;
- doter les Institutions d'Enseignement Supérieur (IES) de terrains multisports compte tenu de l'accroissement rapide des effectifs ;
- adapter l'offre de formation à la demande économique et sociale ;
- améliorer la couverture sanitaire dans les IES;
- améliorer la gestion du système d'information au niveau des IES ;
- maitriser la gestion de flux des étudiants ;
- améliorer les procédures d'assurance qualité ;
- construire et équiper les laboratoires dans les instituts d'enseignement supérieur et de recherches;
- promouvoir l'utilisation des TIC dans l'Enseignement supérieur et la recherche scientifique.

I.3 La politique sectorielle

Depuis l'accession du Mali à l'indépendance en 1960, le pays a connu plusieurs réformes du système éducatif allant de la Réforme de l'enseignement de 1962 au Programme Décennal de Développement de l'Education (PRODEC I) en 1998. Cette dernière réforme couvre toutes les composantes du secteur éducatif dont la finalité, selon la Loi N°99-046 du 28 décembre 1999, modifiée, portant loi d'orientation sur l'Education, est de « former un citoyen patriote et bâtisseur d'une société démocratique, un acteur du développement profondément ancré dans sa culture et ouvert à la civilisation universelle, maîtrisant les savoir-faire populaires et apte à intégrer les connaissances et compétences liées aux progrès scientifiques, techniques et à la technologie moderne ».

De 2003 à nos jours, le département de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique a fait valider et adopter le document de politique nationale de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et élaborer le document de politique nationale de la science, de la technologie et de l'Innovation, validé en 2017.

L'opérationnalisation du PRODEC I (2001-2010) prorogé jusqu'en 2013, à travers la mise en oeuvre des phases successives du Programme d'Investissement pour le Secteur de l'Education (PISE) a permis de mesurer les différentes réalisations du secteur. Cependant, une analyse

des grandes options et orientations de la politique éducative du Mali, les stratégies globales développées, le coût et le financement du secteur imposent aux acteurs et partenaires d'accroitre les moyens humains et financiers conséquents pour pouvoir atteindre les objectifs assignés au secteur de l'Education/Formation dans le cadre du Programme intérimaire initié en 2014-2015 pour le MEN, élargie en 2015-2016 pour l'enseignement supérieur et la formation Professionnelle et prorogé jusqu'en 2017 en attendant l'élaboration du PRODEC II.

En effet, les efforts déployés dans ce secteur ont permis de mettre un accent particulier sur les principaux éléments de la réforme en termes d'accès, de gestion et de qualité. C'est ainsi que des progrès significatifs ont été constatés dans les domaines suivants : l'amélioration de la qualité à travers l'habilitation des offres de formation, la prochaine création de l'Agence Malienne d'Assurance Qualité (AMAQ), le financement continue des équipements des laboratoires dans le cadre des projets 2309 et 1808, l'amélioration de l'accès à travers le financement des infrastructures universitaires sur le Budget Spécial d'Investissements (BSI) dans une optique de résorption des effectifs d'étudiants et dans un objectif de gratuité de l'enseignement supérieur, l'efficience de la dépense et de la gestion, l'accompagnement des services centraux en charge de la mise oeuvre des politiques sectorielles en matière d'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

En rapport avec le thème « éducation pour l'inclusion », la Constitution du Mali du 25 février 1992 et la Loi N°99-046 du 28 décembre 1999, modifiée, portant Loi d'orientation sur l'Education fixent à travers plusieurs articles un cadre juridique pour l'enseignement. A ce titre « le droit à l'éducation est garanti à chaque citoyen, il s'exerce à travers l'accès à l'éducation et la fréquentation des établissements d'enseignement publics ou privés ».

Des statistiques montrent que la pression démographique, loin d'être contenue va s'accentuer au cours des prochaines années avec comme conséquence immédiate une augmentation significative de la population estudiantine. Ceci constituera un défi supplémentaire dans l'atteinte des objectifs de scolarisation, en particulier, ceux du Développement Durable et induira sans aucun doute la mobilisation d'importantes ressources additionnelles à la fois pour améliorer significativement les taux actuels de scolarisation et les conditions d'enseignement dans le supérieur.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

	Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016
1	Pourcentage d'apprenants inscrits dans les filières professionnalisantes	%	-	79,60	58,39	81,65
2	Taux d'exécution du budget alloué au MESRS	%	98,52	97,06	98,00	96,52
3	Taux d'exécution du plan de formation du département.	%	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Pourcentage des nouveaux inscrits dans les filières courtes professionnelles	%	5,58	12,02	8,73	20,01
5	Pourcentage d'établissements appliquant le LMD	%	33,34	67,00	100,00	100,00
6	Pourcentage d'établissements d'enseignement supérieur disposant d'un manuel de procédure	%	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Pourcentage du fonds mis à disposition pour financer les projets	%	0,00	0,00	0,00	0,00

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 4 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Administration Générale	12 408 204	11 760 084	13 211 127	14 010 181
Développement de l'Enseignement Supérieur	63 625 120	69 610 256	33 282 590	34 001 576
Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	890 486	1 102 630	914 607	931 536
Financement de la Recherche et de l'innovation technologique	2 333 000	2 616 620	3 081 102	3 253 335
Total :	**79 256 810**	**85 089 590**	**50 489 426**	**52 196 628**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	19 481 680	6 893 919	7 671 912	8 192 063
Biens et services	14 534 920	2 043 865	1 966 274	2 099 561
Transferts et subventions	28 478 001	58 879 563	27 247 178	27 642 235
Investissement	16 762 209	17 272 243	13 604 062	14 262 769
Total :	**79 256 810**	**85 089 590**	**50 489 426**	**52 196 628**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Administration Générale

Responsable du Programme : Le Secrétaire Général

a)Présentation stratégique du programme :

Le programme administration générale est le programme de soutien aux autres programmes opérationnels du Ministère. Il est essentiellement composé des structures transversales chargées entre autres d'appuyer les responsables des programmes du Ministère dans la mise en oeuvre de leurs actions. Il a pour objet la gestion des ressources humaines, matérielles et financières, la coordination, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du département.

En outre, le programme s'occupe de :

- rendre plus efficaces et plus efficients les programmes du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS) ;
- améliorer le cadre institutionnel et la gestion des ressources humaines, matérielles et financières du MESRS.

b).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme est bâti autour de deux objectifs spécifiques suivants :

- rendre plus efficaces et plus efficients les programmes du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la recherche scientifique (MESRS) ;
- améliorer le cadre institutionnel, la gestion des ressources humaines, matérielles et financières du MESRS

Ces objectifs spécifiques contribuent à la résolution des problèmes relatifs à la gestion performante des ressources humaines, matérielles et financières du MESRS et du cadre institutionnel

Objectif 1: Rendre plus efficaces et plus efficients les programmes du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (MESRS)

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux d'exécution des missions de coordination et de suivi du Programme d'Activités du département	%	100,00	100,00	100,00	100,00
Moyen de Vérification : Rapport Annuel du cabinet					
Precision Méthodologique : (Nombre de mission réalisées/nombre de mission programmées) X100					
1.2 Pourcentage d'actions de communication entreprises	%	-	100,00	100,00	100,00
Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuel du Cabinet					
Precision Méthodologique : (Nombre d'actions de communication réalisées/ nombre total d'actions exprimées) X 100					
1.3 Taux d'élaboration des textes juridiques et règlementaires	%	-	100,00	100,00	100,00
Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuel du Cabinet,					
Precision Méthodologique : (Nombre de textes élaborés / Nombre total prévus) X 100					

Objectif 2: Améliorer le cadre institutionnel, la gestion des ressources humaines, matérielles et financières du MESRS.					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Taux d'exécution du budget alloué au MESRS	%	100,00	100,00	100,00	100,00
Moyen de Vérification : Les comptes administratifs					
Precision Méthodologique : (Crédit liquidé/Crédit notifié) X100					
2.2 Taux d'exécution du plan de formation du département.	%	0,00	40	70	100
Moyen de Vérification : Rapport de suivi de la DRH,					
Precision Méthodologique : [Somme (Nombre d'Agents formés jusqu'à année N-1) / Nombre total prévu] X100					
2.3 Taux d'élaboration des documents de planification et de statistique	%	100,00	100,00	100,00	100,00
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de la DFM et de la CPS-SE					
Precision Méthodologique : (Nombre des documents / Nombre des documents à élaborer) x 100					

Objectif 3: Améliorer le système de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Taux de réalisation des missions de suivi-Evaluation des actions de UNESCO et ISESCO	%	100,00	100,00	100,00	100,00
Moyen de Vérification : Rapports annuel CNM-UNESCO,					
Precision Méthodologique : (Nombre de mission réalisées/nombre de mission programmées) X100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	6 482 991	6 358 440	7 116 538	7 599 036
Biens et services	1 399 911	1 506 206	1 417 362	1 513 448
Transferts et subventions	420 856	403 137	390 637	396 300
Investissement	4 104 446	3 492 301	4 286 590	4 501 397
Total :	**12 408 204**	**11 760 084**	**13 211 127**	**14 010 181**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Coordination et pilotage de la politique nationale en matière d'enseignement supérieur et de la recherche scientifique	3 293 142	4 330 922	3 449 782	3 615 977
Gestion financière et matérielle	9 057 467	7 345 812	9 761 345	10 394 204
Mise en oeuvre des actions de l'UNESCO et l'ISESCO au Mali	57 595	83 350	0	0
Total :	**12 408 204**	**11 760 084**	**13 211 127**	**14 010 181**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
CATEGORIE A	63	76	78	80
CATEGORIE B	50			
CATEGORIE B1		26	26	26
CATEGORIE B2		24	24	24
CATEGORIE C	8	8	8	8
CONTRACTUEL	61	65	41	42
Total :	**182**	**199**	**177**	**180**

Action 01 Coordination et pilotage de la politique nationale en matière d'enseignement supérieur et de la recherche scientifique

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	419 269	1 071 148	463 650	495 085
Biens et services	301 976	487 976	307 916	328 788
Transferts et subventions	17 719	0	0	0
Investissement	2 554 178	2 771 798	2 678 216	2 792 104
Total	**3 293 142**	**4 330 922**	**3 449 782**	**3 615 977**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Organisation des Atéliers de formation, achat des fournitures et autres besoins afférents.	49 812
1.1.2	Traitement et paiement des salaires du personnel et accessoires	1 023 556
1.1.3	Réalisation des projets de recherche scientifique et d'innovation technologique	2 616 620
1.1.4	Approvissionnement du service en matériels de fonctionnement	116 088
1.1.5	Approvissionnement du service en carburants et lubrifiant	52 312
1.1.6	Entretien et réparation du parc auto et divers, ainsi que l'approvissionnement en carburants et lubrifiants	20 903
1.1.7	Prise en charge des missions de coordination et de suivi du département	29 522
1.1.8	Prise en charge des dépenses liées au gardiennage, au nettoyage et autres services d'assainissement des structures du programme	155 178
1.1.9	Appui à la participation au fonctionnement (PRODEC)	66 593
1.1.10	Expédition de courriers et autres services connexes	1 873
1.2.1	Réalisation des activités du programme communication du département	150 873
1.3.1	Traitement et Suivi des dossiers des enseignants et élaboration des textes juridiques et réglémenentaires	47 592
Total		**4 330 922**

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	6 016 034	5 248 849	6 652 888	7 103 951
Biens et services	1 088 028	973 323	1 109 446	1 184 660
Transferts et subventions	403 137	403 137	390 637	396 300
Investissement	1 550 268	720 503	1 608 374	1 709 293
Total	**9 057 467**	**7 345 812**	**9 761 345**	**10 394 204**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Prise en charge des frais de location des Salles de cours	19 256
2.1.2	Traitement et paiement des salaires du personnel et accessoires	1 406 295
2.1.3	Réalisation des activités d'Investissement des politiques du département	217 235
2.1.4	Paiement de la cotisation du personnel du département à la caisse nationale de la sécurité du Mali et accessoires	1 003 901
2.1.5	Participation à l'organisation des activités sportives et socioculturelles par les organisations faitières et autres appuis.	61 698
2.1.6	Paiement des salaires liés aux recrutements du personnel et accessoires	2 688 653
2.1.7	Appui à la mise en oeuvre du système LMD	61 103
2.1.8	Approvissionnement du service en matériels de fonctionnement	344 703
2.1.9	Approvissionnement du service en imprimés et autres	3 299
2.1.10	Sensibilisation sur le VIH/SIDA	687
2.1.11	Approvissionnement du service en matériels consommables et divers	13 260
2.1.12	Maintenance et entretien du matériel informatique et divers	47 836
2.1.13	Approvissionnement du service en carburants et lubrifiants	80 253
2.1.14	Entretien et réparation du parc auto et divers, ainsi que l'approvissionnement en carburants et lubrifiants	30 940
2.1.15	Prise en charge de la réalisation des missions	32 374
2.1.16	Prise en charge des déplacements sur l'exterieur	22 079
2.1.17	Règlement des redevances electriques	90 884
2.1.18	Règlement des redevances d'eau	33 548
2.1.19	Règlement des redevances téléphoniques et Abonnement Internet	128 072
2.1.20	Expédition de courriers et autres services connexes	20 394
2.1.22	Prise en charge des dépenses liées au gardiennage, au nettoyage et autres services d'assainissement des structures du programme	100 938
2.1.23	Appui à l'organisation des séminaires, ateliers et autres dépenses liées au fonctionnement	342 034
2.1.24	Réalisation des activités de réhabilitation et aménagement	100 000
2.2.1	Prise en charge du renforcement des capacités des enseignants des grandes écoles, cadres et des étudiants	302 330
2.3.1	Réalisation des travaux relatifs aux activités d'élaboration, d'exécution et de suivi du budget, Matériel-équipements, des contrats-marchés, à l'archivage et au controle.	150 000
2.3.2	Appui à la réalisation des activités de production des annuaires statistiques et de renforcement de capacités des techniciens	44 040
Total		**7 345 812**

Action 03 Mise en oeuvre des actions de l'UNESCO et l'ISESCO au Mali

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	47 688	38 443	0	0
Biens et services	9 907	44 907	0	0
Total	**57 595**	**83 350**	**0**	**0**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Traitement et paiement des salaires du personnel et accessoires	38 443
3.1.2	Approvissionnement du service en matériels de fonctionnement	23 441
3.1.3	Approvissionnement du service en carburants et lubrifiants	9 946
3.1.4	Entretien et réparation du parc auto et divers, ainsi que l'approvissionnement en carburants et lubrifiants	11 520
Total		**83 350**

Le Programme : Développement de l'Enseignement Supérieur

Responsable du Programme : Le Conseiller Technique en chargé de l'Enseignement Supérieur

a) Présentation stratégique du programme :

Le programme « Développement de l'Enseignement Supérieur » vise la formation supérieure générale pratique et spécialisée, la diffusion de la culture et des connaissances ainsi que l'amélioration des conditions de vie et de travail des enseignants et des apprenants.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme 2 est bâti autour des objectifs suivants :

-adapter les flux aux capacités d'accueil et d'encadrement dans le supérieur ;

-adapter l'offre de formation et de recherche aux besoins de la société ;

-améliorer l'efficacité interne du sous-secteur.

Objectif 1: Adapter les flux aux capacités d'accueil et d'encadrement dans le supérieur

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux de réalisation des activités des CNELA	%	100,00	100,00	100,00	100,00
Moyen de Vérification : Rapport annuel de la DGESRS,					
Precision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées/Nombre total d'activités prévues) X100					
1.2 Pourcentage de réalisation des missions de suivi-évaluation des documents de politiques	%	100,00	100,00	100,00	100,00
Moyen de Vérification : Rapport annuel de la DGESRS et MU,					
Precision Méthodologique : (Nombre de missions prévues/Nombre total de missions programmées) X100					
1.3 Taux d'exécution du programme d'appui des établissements pour la formation en gouvernance universitaire	%	-	100,00	100,00	100,00
Moyen de Vérification : Rapport annuel de la DGESRS					
Precision Méthodologique : (Nombre d'établissements ayant reçu un appui/ Nombre total d'établissements prévus) X100					

Objectif 2: Adapter l'offre de formation et de recherche aux besoins de la société

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Pourcentage des nouveaux inscrits dans les filières courtes professionnelles	%	15,03	18,18	21,33	24,33
Moyen de Vérification : Annuaire statistique,					
Precision Méthodologique : (Effectif total de nouveaux bacheliers inscrits dans les filières courtes professionnelles du public /effectif total de nouveaux bacheliers) X100					
2.2 Pourcentage d'apprenants inscrits dans les filières professionnalisantes.	%	79,96	80,30	80,60	80,60
Moyen de Vérification : Annuaire statistique					
Precision Méthodologique : (Effectif total d'inscrits dans les filières professionnalisantes du supérieur/ Effectif total des nouveaux inscrits) x100					
2.3 Taux d'exécution du programme d'appui des établissements pour la formation en gouvernance universitaire	%	-	100,00	100,00	100,00
Moyen de Vérification : Rapport annuel de la DGESRS,					
Precision Méthodologique : (Nombre d'établissements ayant reçu un appui/ Nombre total d'établissements prévus) X100					

Objectif 3: Améliorer l'efficacité interne du sous-secteur.

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Taux de réalisation des activités relatives aux examens des IES	%	100,00	100,00	100,00	100,00
Moyen de Vérification : Rapport annuel des IES,					
Precision Méthodologique : (Nombre d'activités relatives aux examens/ Nombre total d'activités prévues) X100					
3.2 Pourcentage d'établissements d'enseignement supérieur disposant d'un manuel de procédure	%	100,00	100,00	100,00	100,00
Moyen de Vérification : Rapport annuel des IES,					
Precision Méthodologique : (Nombre d'activités relatives aux examens/ Nombre total d'activités prévues) X100					
3.3 Taux de réalisation des activités de la politique de contractualisation	%	-	100,00	100,00	100,00
Moyen de Vérification : Rapport annuel de la DGESRS					
Precision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées/Nombre d'activités prévues)x100					

Objectif 4: Développer les oeuvres universitaires

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
4.1 Taux d'exécution des activités relatives aux oeuvres universitaires	%	100,00	100,00	100,00	100,00
Moyen de Vérification : Rapport annuel					
Precision Méthodologique : (Nombre activités réalisées relatives aux oeuvres universitaires / Nombre total activités programmés) X100					
4.2 Taux d'exécution du budget alloué au paiement des bourses et trousseaux des Etudiants	%	100,00	100,00	100,00	100,00
Moyen de Vérification : Les comptes administratifs					
Precision Méthodologique : (Crédit liquidé/Crédit notifié) X100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	12 998 689	535 479	555 374	593 027
Biens et services	13 135 009	537 659	548 912	586 113
Transferts et subventions	27 303 257	57 685 394	26 084 813	26 463 020
Investissement	10 188 165	10 851 724	6 093 491	6 359 416
Total :	**63 625 120**	**69 610 256**	**33 282 590**	**34 001 576**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Orientation et suivi de la mise en oeuvre de la politique en matière d'enseignement supérieur et de la recherche scientifique	2 485 787	2 560 314	1 124 783	1 199 932
Gestion des oeuvres universitaires	22 314 654	22 806 840	18 206 475	18 487 532
Mise en oeuvre de la politique en matière d'enseignement supérieur	38 824 679	44 243 102	13 951 332	14 314 112
Total :	**63 625 120**	**69 610 256**	**33 282 590**	**34 001 576**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	1 540	1 710	1 745	1 781
CATEGORIE B	384			
CATEGORIE B1		149	150	151
CATEGORIE B2		235	238	241
CATEGORIE C	98	101	101	101
CONTRACTUEL	180	180	181	182
Total :	**2 202**	**2 375**	**2 415**	**2 456**

Action 01 Orientation et suivi de la mise en oeuvre de la politique en matière d'enseignement supérieur et de la recherche scientif

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	498 317	535 479	555 374	593 027
Biens et services	538 013	537 659	548 912	586 113
Transferts et subventions	1 449 457	1 467 176	20 497	20 792
Investissement		20 000	0	0
Total	**2 485 787**	**2 560 314**	**1 124 783**	**1 199 932**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge de l'organistion des CNELA	17 719
1.1.2	Gestion des bourses et trousseaux des étudiants maliens à l'étranger	1 428 300
1.2.1	Approvissionnement du service en carburants et lubrifiants	86 230
1.2.2	Traitement et paiement des salaires du personnel et accessoires	208 218
1.2.3	Approvissionnement du service en matériels de fonctionnement	201 593
1.2.4	Entretien et réparation du parc auto et divers, ainsi que l'approvissionnement en carburants et lubrifiants	15 972
1.2.5	Prise en charge des dépenses liées au gardiennage, au nettoyage et autres services d'assainissement	20 000
1.2.6	Approvissionnement du service en fournitures et de matériels pour les examens	22 695
1.2.7	Appui financier à la réalisation des missions assignées	21 157
1.2.8	Organisation des Atéliers de formation et divers	76 375
1.2.9	Achat des matériels consommables et divers	74 047
1.2.10	Prise en charge des missions	14 194
1.2.11	Règlement des redevances électriques	16 660
1.2.12	Achat de timbres et expédition de courriers	1 419
1.2.13	Règlement des redevances téléphoniques et Abonnement Internet	28 474
1.3.1	Traitement, authentification et équivalences des dossiers de candidatures ; Habilitation des offres de formation (CNH) ; Concours et examens d'entrée dans les écoles Inter-Etats et les tavaux supplémentaires de Missions universitaires	327 261
Total		**2 560 314**

Action 02 Gestion des oeuvres universitaires

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	25 000			
Biens et services	4 430 390			
Transferts et subventions	17 243 693	21 732 549	17 588 566	17 843 599
Investissement	615 571	1 074 291	617 909	643 933
Total	**22 314 654**	**22 806 840**	**18 206 475**	**18 487 532**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.2.14	Traitement et paiement des salaires du personnel et accessoires	453 864
4.1.1	Traitement des bourses des Etudiants nationaux et autres	25 000
4.1.2	Acquisition de matériels didactiques, pédagogiques et autres dépenses liées	4 167 064
4.1.3	Approvissionnement du service en matériels pédagogiques et sportifs , des équipements médicaux-sanitaires, des médicaments et autres dépenses y afférentes	276 492
4.1.4	Appui financier à la réalisation des missions assignées	683 829
4.1.5	Règlement des redevances	426 300
4.1.6	Prise en charge des dépenses liées au gardiennage, au nettoyage et autres services d'assainissement et autres services liés de la cité de KABALA	458 720
4.1.7	Réalisation des activités relatives aux oeuvres universitaires	115 571
4.1.8	Réalisation des activités de Réhabilitation Equipement Infrastructures de CENOU	500 000
4.2.1	Paiement des bourses et trousseaux des Etudiants nationaux	15 700 000
Total		**22 806 840**

Action 03 Mise en oeuvre de la politique en matière d'enseignement supérieur

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	12 475 372			
Biens et services	8 166 606			
Transferts et subventions	8 610 107	34 485 669	8 475 750	8 598 629
Investissement	9 572 594	9 757 433	5 475 582	5 715 483
Total	**38 824 679**	**44 243 102**	**13 951 332**	**14 314 112**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Traitement et paiement des salaires du personnel et accessoires	15 501 196
2.1.2	Paiement des indenminités d'heures supplémentaires effectuées par les enseignants et personnel administratif et technique	6 538 762
2.1.3	Acquisition de matériels didactiques, pédagogiques, et équipements de laboratoire et autres dépenses liées .	3 541 898
2.1.7	Prise en charge des dépenses liées au gardiennage, au nettoyage et autres services d'assainissement	331 913
2.1.9	Organisation des Atéliers de formation, achat des fournitures et autres dépenses afférentes.	1 162 173
2.1.11	Réalisation des projets de recherche et renforcement des capacités de laboratoires des IES	120 000
2.1.13	Règlement des redevances téléphoniques et abonnement Internet	890 507
2.1.14	Appui financier à la réalisation des missions assignées	1 623 233
2.1.15	Approvissionnement du service en matériels de fonctionnement et autres	779 930
2.1.16	Règlement des redevances des structures de l'Université	316 644
2.1.17	Réalisation des missions à l'extérieur	96 372
2.1.18	Prise en charge des frais de location des bâtiments administratifs baillés	462 300
2.1.19	Règlement des redevances d'eau	163 966
2.1.20	Règlement des redevances électriques	810 875
2.1.21	Organisation des Examens des structures de l'Université	950 810
2.1.22	Règlement des redevances téléphoniques et Abonnement Internet	129 354
2.1.23	Réalisation des missions de suivi-évaluation	24 899
2.1.24	Achat de timbres et expédition de courriers	8 266
2.1.25	Entretien et réparation du parc auto et divers, ainsi que l'approvissionnement en carburants et lubrifiants	309 347
2.1.26	Organisation des Atéliers de formation et autres	155 093
2.1.27	Mainténance et entretien du matériel informatique et divers	62 973
2.1.28	Paiement des salaires liés aux recrutements du personnel	72 197
2.1.29	Traitement et paiement des salaires du personnel vacataire	206 483
2.1.30	Réalisation des constructions et équipéments de la Faculté de Pharmacie	300 000
2.1.31	Réalisation du projet de Construction et équipement du Pôle de SEGOU	500 000
2.1.32	Réalisation du Projet Extension des Infrastructure de l'ENI	175 000
2.1.33	Aménagement et Equipement des Labos des Grandes Ecoles	200 000
2.1.34	Réalisation du projet de Construction et Equipements de la Bibliothèque Universitaire	100 000
2.1.35	Réalisation des projets de recherche islamique	25 000
2.1.36	Réalisation du Projet d'Equipement ENETP	200 000
2.1.37	Réalisation des activités de Réhabilitation de l'INFSS	150 000
2.1.38	Réalisation des activiés du projet d'Appui Enseignement Supérieur-IDA	5 000 000
2.1.39	Appui à l'approvisionnement en équipements et divers	50 000
2.2.2	Prise en charge de la Préparation et la Participation des candidats au concours d'agrégation du CAMES	105 000
2.2.4	Réalisation des projets de recherche et Renforcement des capacités de laboratoires	175 000
2.2.5	Appui au fonctionnement du système LMD	77 458
2.2.6	Appui au fonctionnement (réseau intranet CISCO-UVA)	12 141

2.3.1	Assurer la Prise en charge des dépenses de formation du personnel enseignant, administratif et technique des universités	1 030 520
3.1.1	Achat de fournitures et de matériels d'examen pour les structures de l'Université.	383 792
3.1.2	Appui financier à la réalisation des missions d'examens pour les grandes Ecoles	50 000
3.2.2	Organisation des Atéliers de formation en journalisme et autres activités connexes	50 000
4.1.9	Réalisation des projets Construction Equipements 1ere Phase Extension Campus Universitaire	500 000
4.1.10	Réalisation des activités d'Aménagement/Equipement. Labos Université Bamako	300 000
4.1.11	Appui à la réalisations des travaux de réamémagment, équipement et construction du CERFITEX	300 000
4.1.12	Réalisation des projets de Construction/équipement Salles de Classe	300 000
Total		**44 243 102**

Le Programme : Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique

Responsable du Programme : Le Conseiller Technique en charge de la Recherche Scientifique

a) Présentation stratégique du programme :

Le programme vise à entreprendre des travaux scientifiques et technologiques de toute nature et à mettre au service du développement économique social et culturel du pays les données scientifiques et technologiques.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme 3 est bâti autour des objectifs suivants :

-accroitre le niveau de production scientifique et de l'Innovation Technologique ;

-faire des langues nationales un outil de développement socio-économique du pays.

Objectif 1: Accroitre le niveau de production scientifique et de l'innovation technologique					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Taux d'exécution du programme de Renforcement des capacités des chercheurs et du personnel d'appui des structures de recherche	%	100,00	100,00	100,00	100,00
Moyen de Vérification : Rapport annuel des structures de recherche					
Precision Méthodologique : (Nombre d'activités de renforcement réalisé/Nombre total de renforcement prévu) X100					
1.2 Taux de réalisation des projets d'Etudes et de Recherche des structures de recherches et l'Innovation technologique	%	100,00	100,00	100,00	100,00
Moyen de Vérification : Rapport d'évaluation					
Precision Méthodologique : (Nombre de projets réalisés /Nombre total des projets prévus) X 100					
1.3 Nombre de conventions de coopération signées	Nombre	2	5	5	5
Moyen de Vérification : Rapports annuels des structures de recherche					
Precision Méthodologique : Dénombrement					

Objectif 2: Faire des langues nationales un outil de développement socio-économique du pays.					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Taux de réalisation des projets d'Etudes et Recherche linguistique	%	100,00	100,00	100,00	100,00

Moyen de Vérification : Rapports d'activités de l'AMALAN					
Precision Méthodologique : (Nombre de projets réalisés /Nombre total des projets prévus) X 100					
2.2 Nombre de manifestations linguistiques organisées	Nombre	5	6	10	12

Moyen de Vérification : Programme quinquennal de l'AMALAN
Precision Méthodologique : Dénombrement

<u>Tableau 1</u> : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Transferts et subventions	753 888	791 032	771 728	782 915
Investissement	136 598	311 598	142 879	148 621
Total :	**890 486**	**1 102 630**	**914 607**	**931 536**

<u>Tableau 2</u> : Récapitulatif du programme par actions

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Mise en oeuvre de la politique nationale en matière de Recherche scientifique et d'innovation technologique	531 997	601 997	562 987	573 426
Développement de la Recherche linguistique	358 489	500 633	351 620	358 110
Total :	**890 486**	**1 102 630**	**914 607**	**931 536**

<u>Tableau 3</u> : Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
CATEGORIE A	74	52	53	54
CATEGORIE B	46			
CATEGORIE B1		8	8	8
CATEGORIE B2		18	18	18
CATEGORIE C	6	5	5	5
CONTRACTUEL	43	30	30	30
Total :	**169**	**113**	**114**	**115**

Action 01 Mise en oeuvre de la politique nationale en matière de Recherche scientifique et d'innovation technologique

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Transferts et subventions	446 997	516 997	474 352	481 229
Investissement	85 000	85 000	88 635	92 197
Total	**531 997**	**601 997**	**562 987**	**573 426**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Traitement et paiement des salaires du personnel et accessoires	298 239
1.1.2	Appui financier à la réalisation des missions assignées	148 122
1.1.3	Règlement des redevances	70 636
1.2.1	Réalisation des projets de recherche et Renforcement des capacités des chercheurs	85 000
Total		**601 997**

Action 02 Développement de la Recherche linguistique

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Transferts et subventions	306 891	274 035	297 376	301 686
Investissement	51 598	226 598	54 244	56 424
Total	**358 489**	**500 633**	**351 620**	**358 110**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.6	Réalisation des activités de Réhabilitation de l'Académie Malienne des Langues	150 000
2.1.1	Réalisation des projets de recherche et Renforcement des capacités des chercheurs lingustiques	76 598
2.2.1	Traitement et paiement des salaires du personnel et accessoires	172 261
2.2.2	Appui financier à la réalisation des missions assignées	71 438
2.2.3	Règlement des redevances	30 336
Total		**500 633**

Le Programme : Financement de la Recherche et de l'innovation technologique

Responsable du Programme : Le Directeur Général du Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique

a) Présentation stratégique du programme :

Le programme « Financement de la recherche et de l'innovation technologique » vise à renforcer le financement interne de la recherche scientifique et l'innovation technologique en vue d'en assurer la pérennité conformément à la politique nationale de développement économique social et culturel du pays.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme 4 est bâti autour des objectifs suivants :

- assurer le financement des projets de recherche et des innovations technologiques répondant aux besoins du développement du pays ;
- renforcer les capacités des ressources humaines pour la recherche et l'innovation technologique ;
- contribuer à valoriser les résultats de recherches et les produits de l'innovation technologique.

Objectif 1: Assurer le financement des projets de recherche et des innovations technologiques répondant aux besoins du développement du pays.					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Pourcentage du fonds mis à disposition pour financer les projets.	%	100,00	100,00	100,00	100,00

Moyen de Vérification : Rapports du comité de pilotage
Precision Méthodologique : (Budget total alloué/Montant global du Fonds) X100.

Objectif 2: Renforcer les capacités des ressources humaines pour la recherche et l'innovation technologique					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Pourcentage de Projets Sélectionnés	%	100,00	100,00	100,00	100,00

Moyen de Vérification : Rapport de la commission scientifique					
Precision Méthodologique : (Nombre de projets sélectionnés/Nombre de projets soumis) X100					
2.2 Pourcentage de Projets financés	%	100,00	100,00	100,00	100,00

Moyen de Vérification : Rapport de la commission scientifique
Precision Méthodologique : (Nombre de projets financés /Nombre de projets sélectionnés) X100

Objectif 3: Contribuer à valoriser les résultats de recherches et les produits de l'innovation technologique					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Pourcentage de résultats mis à la disposition des utilisateurs	%	100,00	100,00	100,00	100,00

Moyen de Vérification : Rapport du comité de pilotage					
Precision Méthodologique : (Nombre de résultats mis à la disposition des utilisateurs/Nombre total des projets financés) X100					
3.2 Pourcentage de résultats ayant obtenu un brevet	%	100,00	100,00	100,00	100,00

Moyen de Vérification : Rapport du Centre Malien de promotion de la Propriété Industrielle (CEMAPI)
Precision Méthodologique : (Nombre de brevets/Nombre de projets financés) X100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Investissement	2 333 000	2 616 620	3 081 102	3 253 335
Total :	**2 333 000**	**2 616 620**	**3 081 102**	**3 253 335**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Appui à la recherche et à l'innovation technologique	2 333 000	2 616 620	3 081 102	3 253 335
Total :	**2 333 000**	**2 616 620**	**3 081 102**	**3 253 335**

Action 01 Appui à la recherche et à l'innovation technologique

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Investissement	2 333 000	2 616 620	3 081 102	3 253 335
Total	**2 333 000**	**2 616 620**	**3 081 102**	**3 253 335**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Elaboration du manuel de procédures, administratives, financières et comptables	8 000
1.1.3	Préparation, Diffusion et Publication des appels à projets	2 000
1.1.8	Suivi-évaluation des projets financés	43 000
2.1.1	Elaboration et validation du Programme Annuel des Appels à Projets Compétitifs suivant les axes prioritaires retenus par le Comité de Pilotage	3 000
2.1.2	Réception et vérification de conformité des Projets de recherche soumis en vue des travaux de présélection de la CS	4 500
2.1.3	Préparation et tenue des sessions de la Commission Scientifique pour la présélection des projets de recherche	31 500
2.1.4	Préparation et tenue des sessions du Comité de Pilotage pour la sélection finale des projets à financer	25 000
2.2.1	Mise à la disposition du financements des Equipes de Projet suivant les plans de mobilisation des fonds approuvés dans les conventions.	1 837 620
2.2.2	Attribution des prix de motivation aux meilleures équipes de recherche	100 000
3.1.1	Renforcement de capacités des membres des organes de gestion du FCRIT, les responsables des INR ainsi que des coordinateurs des projets en matière de programmation, de coordination et de suivi-évaluation des projets	20 000
3.1.2	Organisation des ateliers d'échanges entre les parties prenantes sur les rôles et responsabilités dans les activités de Recherche et d'Innovation Technologique	10 000
3.1.3	Organisation des Voyages d'études pour des Acteurs de la Recherche auprès d'organismes chargés de la gestion de Fonds Compétitifs	30 000
3.1.5	Appui au fonctionnement du secretariat permanent du FCRIT	502 000
Total		**2 616 620**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
1.018	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
REHABILITATION INFRASTRUCTURES DE IPR		100 000	100 000	100 000	98 796	103 004
Total :		**100 000**	**100 000**	**100 000**	**98 796**	**103 004**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.045	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
AMENAGEMENT/EQUIP. LABO UNIVERSITE DU MALI		300 000	300 000	300 000	296 388	309 014
AMENAGEMENT EQUIPEMENT GRANDES ECOLES		200 000	200 000	200 000	197 592	206 009
EXTENSION INFRASTRUCTURES ENI		175 000	85 000	175 000	83 976	87 553
CONSTRUCTION POLE UNIVERSITAIRE SEGOU		500 000	850 000	500 000	839 766	875 540
REHBILIT / EQUIP. INFRASTRUCTURES CENOU		500 000	500 000	500 000	493 980	515 023
CONSTRUCTION BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE		100 000	500 000	100 000	493 980	515 023
CONSTRUCTION FACULTE DE PHARMACIE		300 000	350 000	300 000	345 786	360 516
CONSTR / EXTENS/ EQUIP CAMPUS UNIVERSIT KABALA		500 000	1 300 000	500 000	1 284 349	1 339 062
REHABILITATION INFSS		150 000	150 000	150 000	148 194	154 507
APPUI AU CERFITEX		350 000	300 000	350 000	296 388	309 013
PROJET EQUIPEMENT ENETP		200 000	200 000	200 000	197 592	206 009
CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT SALLE DE CLASSE ULSHB		300 000	300 000	300 000	296 388	309 014
Total :		**3 575 000**	**3 575 000**	**3 575 000**	**4 974 379**	**5 186 283**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.046	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
REHABILITATION ACADEMIE MALIENNE LANGUES		150 000		150 000	0	0
Total :		**150 000**	**150 000**	**150 000**	**0**	**0**

SECTION : 510 MINISTERE DE LA CULTURE

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère de la Culture est responsable de la :

- promotion et le développement d'une culture encrée dans les valeurs de la société malienne et de civilisation universelle ;
- promotion de la production et de la créativité littéraire, artistique et culturelle ; Protection, conservation et la valorisation des oeuvres du patrimoine culturel national;
- promotion de la culture malienne à l'extérieur du Mali et le développement des échanges culturels, en liaison avec le ministre chargé de la coopération internationale;
- protection des droits d'auteurs et droits voisins et la lutte contre la piraterie ;
- politique de développement régional de la culture.

I.2 Les contraintes et les défis

Cette partie comprend une analyse des principales contraintesrencontrées et des defis qu'elles posent.Cette analyse porte sur chacun des programmes et globalement sur la mise en oeuvre de la strategie du ministere.

I.2.1 Contraintes

- insuffisance des ressources financières allouées au Département ;
- insuffisance des ressources humaines qualifiées ;
- insuffisance d'infrastructures et d'équipements de promotion de la culture ;
- lenteur dans la mise en oeuvre du processus de transfert de ressources et de compétences ;
- persistance de l'insécurité.

I.2.2 Défis

- renforcement des capacités des acteurs culturels du secteur public et privé ;
- développement des industries culturelles nationales plus performantes ;
- identification des ressources budgétaires à transférer aux collectivités territoriales.

I.3 La politique sectorielle

Le document cadre de politique sectorielle du ministère de la culture adopté en 2013, est structuré autour de trente sept (37) objectifs stratégiques, qui sont:

1. améliorer le cadre légal et réglementaire ;
2. développer la recherche et l'expertise, améliorer la circulation et le partage de l'information ;
3. améliorer la perception du secteur culturel et de son fonctionnement, valoriser ses activités ;
4. encourager l'entreprenariat culturel formel ;
5. sauvegarder la vitalité des activités culturelles informelles ;
6. assurer la protection juridique et sociale des artistes et travailleurs culturels ;
7. renforcer les ressources humaines pour le développement culturel ;
8. promouvoir le développement technologique du secteur ;
9. améliorer la mobilité des acteurs culturels et soutenir le développement de réseaux professionnels ;
10. sauvegarder et développer la place des biens et services nationaux dans la chaîne des industries culturelles ;
11. développer l'économie de la propriété intellectuelle au bénéfice des créateurs et es communautés ;
12. assurer un renforcement du secteur de l'animation culturelle ;
13. assurer le développement des arts du spectacle ;

14. renforcer le domaine des arts visuels et les intégrer dans la vie socioculturelle et économique ;

15. relancer le secteur du film ;

16. renforcer le secteur des lettres et de l'écrit et promouvoir toutes les formes d'expression littéraire ;

17. développer tous les métiers d'art pratiqués au Mali ;

18. assurer la sauvegarde du patrimoine immatériel et promouvoir sa prise en compte dans les industries culturelles et les autres secteurs d'activités ;

19. assurer l'identification, la sauvegarde et la valorisation du patrimoine matériel national ;

20. renforcer les missions culturelles des médias et leur contribution au développement des industries culturelles maliennes ;

21. développer l'art de l'architecture et la prise en compte de la culture dans l'urbanisme et l'aménagement du territoire ;

22. développer et mettre en oeuvre, dans toutes les localités du Mali, des politiques culturelles adaptées aux réalités et priorités locales et cohérentes avec les objectifs et les orientations de la politique culturelle nationale ;

23. renforcer les interactions entre la culture et la promotion des droits et du bien-être humains ;

24. promouvoir une culture de paix ;

25. renforcer les interactions entre le secteur culturel et le secteur éducatif ;

26. soutenir le développement de l'emploi culturel ;

27. assurer la reconnaissance et l'exercice des droits culturels des femmes ;

28. améliorer l'exercice des droits culturels de l'enfant ;

29. assurer la promotion culturelle de la jeunesse et valoriser ses diverses expressions culturelles ;

30. développer les interactions entre la culture et la santé ;

31. promouvoir les interactions positives entre la culture, les sciences et le progrès technologique ;

32. promouvoir les interactions entre la culture et l'écologie ;

33. sauvegarder les sports traditionnels et développer les interactions entre sport et culture ;

34. assurer le développement d'un commerce favorable au renforcement des industries culturelles locales ;

35. soutenir le développement d'un tourisme durable qui contribue aux objectifs de la politique culturelle ;

36. promouvoir l'organisation du secteur culturel et le déploiement de ses activités au niveau sous-régional ;

37. renforcer la place de la culture dans les relations extérieures du Mali.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

	Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016
1	Exportation des biens culturels	en millions de FCF	-	-	894	1029
2	Pourcentage de biens inscrits à l'inventaire	%	100	70	50	60

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 4 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Administration Générale	2 437 611	2 390 769	2 465 388	2 616 177
Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	2 427 468	1 495 155	2 444 955	2 559 879
Promotion de l'Industrie Cinématographique	1 388 364	1 420 298	1 390 815	1 453 019
Promotion de la Création Artistique et Littéraire	4 429 023	3 783 803	4 498 260	4 691 120
Total :	**10 682 466**	**9 090 025**	**10 799 418**	**11 320 195**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	1 265 309	1 239 380	1 443 190	1 541 030
Biens et services	1 468 863	1 747 694	1 386 090	1 480 149
Transferts et subventions	2 675 492	2 788 649	2 752 046	2 854 819
Investissement	5 272 802	3 314 302	5 218 092	5 444 197
Total :	**10 682 466**	**9 090 025**	**10 799 418**	**11 320 195**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Administration Générale

Responsable du Programme : Le Secrétaire Général du Ministère de la Culture.

a)Présentation stratégique du programme :

Le programme s'occupe de :

- la coordination, l'évaluation, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du département ;
- la gestion des ressources matérielles et financières ;
- la coordination du système de planification et de production des statistiques du secteur ;
- du suivi de la mise en oeuvre du processus de décentralisation et de déconcentration au sein du Ministère.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme I (administration générale) est bâti autour de trois objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs (i) à la mise en oeuvre des politiques sectorielles (ii) à la gestion efficace des ressources matérielles et financières (iii) à la décentralisation et de déconcentration au sein du département.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leurs progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen terme. Le tableau suivant résume les objectifs et les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Améliorer la coordination et le suivi-évaluation des politiques et stratégies du département

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux d'exécution des activités du département		100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités					
Precision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées/ nombre d'activités prévues)*100					
1.2 Taux d'exécution des missions de suivi-évaluation		100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport de missions de suivi-évaluation					
Precision Méthodologique : (Rapport entre le nombre de missions réalisées et le nombre de missions programmées)*100					
1.3 Taux d'élaboration des textes		100	100	100	100
Formule : Rapport annuel d'activités					

Objectif 2: Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financières

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux d'exécution du budget		100	100	100	100
Moyen de Vérification : Compte administratif					
Precision Méthodologique : (Crédit liquidé / Crédit notifié)*100					
2.2 Taux d'exécution du programme de formation		100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport de formation de la DRH					
Precision Méthodologique : (Nbre de formations réalisées/Nbre de formations prévues)*100					

Objectif 3: Impulser le processus de décentralisation et de déconcentration au sein du département					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 . Taux de mise en oeuvre du processus de décentralisation	%	50	55	75	80

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de la CADD
Precision Méthodologique : (Nombre d'étapes du processus réalisées / Nombre total des étapes du processus)*100

3.2 . Taux de mise en oeuvre du processus de déconcentralisation	%	75	85	90	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de la CADD
Precision Méthodologique : (Nombre d'étapes du processus réalisées / Nombre total des étapes du processus)*100]

Objectif 4: Ameliorer le systeme de planification et de production de l'information					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
4.1 Taux de realisation des activités de la CPS		-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activité de la CPS
Precision Méthodologique : [Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activité prevues)*100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	670 939	604 507	767 754	819 806
Biens et services	1 180 280	1 319 870	1 110 038	1 185 420
Transferts et subventions	267 660	162 660	281 457	288 458
Investissement	318 732	303 732	306 139	322 493
Total :	**2 437 611**	**2 390 769**	**2 465 388**	**2 616 177**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Coordination et pilotage de la politique culturelle nationale	574 267	580 461	639 678	683 045
Gestion financière et matérielle	1 746 165	1 673 539	1 705 950	1 807 744
Processus de décentralisation et de deconcentralisation	17 179	17 179	16 393	17 504
Planification, programmation et suivi évaluation	100 000	119 590	103 367	107 884
Total :	**2 437 611**	**2 390 769**	**2 465 388**	**2 616 177**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
CATEGORIE A	73	75	76	77
CATEGORIE B	62			
CATEGORIE B1		31	31	31
CATEGORIE B2		23	23	23
CATEGORIE C	20	18	18	18
CONTRACTUEL	140	129	131	133
Total :	**295**	**276**	**279**	**282**

Action 01 Coordination et pilotage de la politique culturelle nationale

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	493 286	429 480	564 467	602 737
Biens et services	80 981	150 981	75 211	80 308
Total	**574 267**	**580 461**	**639 678**	**683 045**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel du cabinet	429 480
1.1.2	Pilotage et coordination des activités du département	103 000
1.2.1	Suivi de la mise en oeuvre du plan d'action du département	45 981
1.3.1	Elaboration des projet de textes legislatifs et reglémentaires du département	2 000
Total		**580 461**

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	177 653	175 027	203 287	217 069
Biens et services	1 082 120	1 132 120	1 013 863	1 082 728
Transferts et subventions	267 660	162 660	281 457	288 458
Investissement	218 732	203 732	207 343	219 489
Total	**1 746 165**	**1 673 539**	**1 705 950**	**1 807 744**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Prise en charge du salaire du département	175 027
2.1.2	Préparation du budget du département	15 289
2.1.3	Exécution et suivi du budget	1 324 505
2.1.4	Appuis aux activités culturelles	153 660
2.2.1	Fromation des agents du département	5 058
Total		**1 673 539**

Action 03 Processus de décentralisation et de deconcentralisation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	17 179	17 179	16 393	17 504
Total	**17 179**	**17 179**	**16 393**	**17 504**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Mise en oeuvre du processus de décentralisation dans le domaine de la Culture	13 684
3.2.1	Mise en oeuvre du processus de déconcentration dans le domaine de la Culture	3 495
Total		**17 179**

Action 04 Planification, programmation et suivi évaluation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services		19 590	4 571	4 880
Investissement	100 000	100 000	98 796	103 004
Total	**100 000**	**119 590**	**103 367**	**107 884**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.1.1	Planification des projets programme du département	9 579
4.1.2	Organisation des missions de suivi évaluation des projets et programmes du département	10 011
4.1.3	Appui à la CPS secteur Culture et Jeunesse	100 000
Total		**119 590**

Le Programme : Protection et Promotion de l'Héritage Culturel

Responsable du Programme : Le Directeur Nationale du Patrimoine Culturel.

a).Présentation stratégique du programme :

Ce programme sera mis en oeuvre à travers les services qui composent le Programme et leurs structures déconcentrées avec l'implication des Collectivités territoriales, des communautés et l'appui technique et financier des partenaires.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme 2 « Protection et Promotion de l'héritage culturel » est bâti autour de trois objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs (i) à proteger juridiquement et physiquement le patrimoine (ii) à enrichir la connaissance sur le patrimoine culturel (iii) à rendre accessible le patrimoine culturel au plus grand nombre.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leurs progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen et terme. Le tableau suivant résume les objectifs et les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Protéger juridiquement et physiquement le patrimoine					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Pourcentage de biens inscrits à l'inventaire	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Registre des biens inscrits à l'inventaire					
Precision Méthodologique : (Nombre de biens classés / nombre de biens prévus pour le classement dans le patrimoine national)*100					
1.2 Pourcentage de biens classés dans le patrimoine national	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Registre de classement des biens dans le patrimoine culturel national					
Precision Méthodologique : [(Nombre biens classés / nombre de biens prévus pour le classement dans le patrimoine national)*100]					
1.3 Pourcentage de monuments restaurés et réhabilités	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : P.V. de réception					
Precision Méthodologique : [(Nombre de monuments restaurés et réhabilités /nombre de monuments prévus)*100]					
1.4 Taux de réalisation des manifestations culturelles (Expositions Jeudis Musicaux et Ateliers)	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Precision Méthodologique : [(Nbre de manifestations réalisées /Nbre de manifestations prévues)*100]					
1.5 Taux de réalisation des expositions sur le patrimoine		100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Precision Méthodologique : [(Nbre d'expositions sur le patrimoine réalisé/Nbre d'expositions sur le patrimoine prévus)*100]					

Objectif 2: Enrichir la connaissance sur le patrimoine culturel					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Nombre d'objets et de photographies acquis et documentés	nbre	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activité					
Precision Méthodologique : Dénombrement					
2.2 Nombre de campagnes de fouille archéologique organisées	nbre	1	2	2	2
Moyen de Vérification : Rapport de missions					
Precision Méthodologique : Dénombrement					
2.3 Nombre de rapport de missions de recherche	nbre	10	12	12	12
Moyen de Vérification : : Rapport de missions					
Precision Méthodologique : Dénombrement					
2.4 Taux d'évolution des visites du musée	%	22,2	25	25	25
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Precision Méthodologique : [(Nombre de visite de l'année N-Nombre de visite de l'année N-1/Nombre de visite de l'année N-1)*100]					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	178 677	169 494	204 456	218 315
Biens et services	101 240	139 043	96 590	103 127
Transferts et subventions	411 551	445 618	423 442	444 609
Investissement	1 736 000	741 000	1 720 467	1 793 828
Total :	**2 427 468**	**1 495 155**	**2 444 955**	**2 559 879**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Protection juridique, physique et promotion des sites et monuments	594 547	790 125	682 652	719 886
Protection et promotion des collections et des objets culturels	565 030	705 030	572 828	599 847
Protection et promotion du patrimoine photographique	1 267 891	0	1 189 475	1 240 146
Total :	**2 427 468**	**1 495 155**	**2 444 955**	**2 559 879**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	48	48	48	48
CATEGORIE B	22			
CATEGORIE B1		10	10	10
CATEGORIE B2		15	15	15
CATEGORIE C	2	2	2	2
CONTRACTUEL	20	24	24	24
Total :	**92**	**99**	**99**	**99**

Action 01 Protection juridique, physique et promotion des sites et monuments

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	178 677	169 494	204 456	218 315
Biens et services	98 740	136 543	94 205	100 581
Transferts et subventions	11 130	103 088	71 014	74 562
Investissement	306 000	381 000	312 977	326 428
Total	**594 547**	**790 125**	**682 652**	**719 886**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel	148 090
1.1.2	Protection juridique et physique du patrimoine	99 830
1.1.3	Renforcement des capacités dans le domaine du patrimoine	20 292
1.2.1	Recherches et Etudes sur les biens culturels	20 088
1.3.1	Restauration et réhabilitation des monuments	16 292
1.3.2	Construction/réhabilitation parcs publics et monuments	375 000
1.4.1	Prise en charge du personnel	30 164
1.4.2	Organisation des rencontres Photographiques	14 780
1.5.1	Organisation d'expositions photographiques	14 780
1.5.2	Renforcement de capacité des photographes	14 780
1.5.3	Inventaire des archives photographiques	14 780
2.1.2	Conservation des collections et des bases de données	1 275
2.2.1	Promotion et diffusion du patrimoine culturel	18 555
2.3.1	Organisation des expositions sur le patrimoine culturel	1 419
Total		**790 125**

Action 02 Protection et promotion des collections et des objets culturels

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	2 500	2 500	2 385	2 546
Transferts et subventions	342 530	342 530	352 428	370 047
Investissement	220 000	360 000	218 015	227 254
Total	**565 030**	**705 030**	**572 828**	**599 847**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Prise en charge du personnel	181 779
2.1.2	Conservation des collections et des bases de données	32 150
2.1.3	Lutte contre le trafic illicite	32 551
2.2.1	Promotion et diffusion du patrimoine culturel	34 650
2.3.1	Organisation des expositions sur le patrimoine culturel	32 150
2.3.2	Etudes et recherches	10 000
2.4.1	Organisation de manifestations culturelles	31 749
2.4.2	Réhabilitation du Musée	350 000
Total		**705 030**

Action 03 Protection et promotion du patrimoine photographique

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Transferts et subventions	57 891			
Investissement	1 210 000	0	1 189 475	1 240 146
Total	**1 267 891**	**0**	**1 189 475**	**1 240 146**

Le Programme : Promotion de l'Industrie Cinématographique

Responsable du Programme :le Directeur General du Centre National de Cinematographie du Mali

a).Présentation stratégique du programme :

Le programme s'occupe de la création d'une industrie cinématographique au Mali.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme.

Le cadre de performance du programme 3 est bâti autour de deux (2) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs au développement de l'industrie cinématographique et à la sauvegarde de la mémoire cinématographique du Mali.

Objectif 1: Développer une industrie cinématographique					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Nombre de films produits	Nombre	6	10	12	15
Moyen de Vérification : Rapport d'activités du CNCM ; copies des films					
Precision Méthodologique : Dénombrement					
1.2 Pourcentage d'infrastructures de cinéma réalisé	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : : PV de réception					
Precision Méthodologique : (Nombre d'infrastructure de cinéma réalisé rapporté au nombre d'infrastructure de cinéma à réalisé)*100					
1.3 Pourcentage de films exploités de l'année concernée	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités, contrats					
Precision Méthodologique : (Nombre de films exploités rapporté au nombre de films produits de l'année concernée)*100					

Objectif 2: Sauvegarder la mémoire cinématographique du Mali					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Pourcentage de films archivés	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'archivages					
Precision Méthodologique : (Nombre de films archivés/Nombre de films prévus)*100					
2.2 Pourcentage de films numérisés	%	50	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport de numérisation					
Precision Méthodologique : [(Nombre de films numérisés/Nombre de films prévus)*100]					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Transferts et subventions	388 364	420 298	399 586	419 564
Investissement	1 000 000	1 000 000	991 229	1 033 455
Total :	**1 388 364**	**1 420 298**	**1 390 815**	**1 453 019**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par actions

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Developpement de l'industrie Cinematographique	1 388 364	1 420 298	1 390 815	1 453 019
Total :	**1 388 364**	**1 420 298**	**1 390 815**	**1 453 019**

Tableau 3 : Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
CATEGORIE A	6	2	2	2
CATEGORIE B	11			
CATEGORIE B1		3	3	3
CATEGORIE B2		7	7	7
CATEGORIE C	1	1	1	1
CONTRACTUEL	7	6	6	6
Total :	**25**	**19**	**19**	**19**

Action 01 Developpement de l'industrie Cinematographique

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Transferts et subventions	388 364	420 298	399 586	419 564
Investissement	1 000 000	1 000 000	991 229	1 033 455
Total	**1 388 364**	**1 420 298**	**1 390 815**	**1 453 019**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge des salaires et accessoires	50 532
1.1.2	Renforcement des capacités du CNCM	30 105
1.2.1	Appui à la production cinématographique	250 000
1.3.1	Organisation de ciné réalités	15 789
1.3.2	Organisation de ciné clubs	15 789
2.1.1	Archivage des films produits	13 526
2.1.2	Restauration des films produits	15 240
2.2.1	Numérisation des films produits	29 316
2.2.2	Equpement en matériels numériques du CNCM	1 000 000
Total		**1 420 298**

Le Programme : Promotion de la Création Artistique et Littéraire

Responsable du Programme : la Directrice Nationale de l'Action Culturelle.

a).Présentation stratégique du programme :

Le programme a pour objectifs de :

- Promouvoir les arts et les lettres ;
- Protéger les oeuvres artistiques et littéraires ;
- Promouvoir le livre et la lecture ;
- Améliorer la fréquentation des infrastructures culturelles ;
- Assurer la formation et la recherche dans le domaine des arts et du patrimoine ;
- Assurer la formation des techniciens des arts et de la culture.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme (4) est bâti autour de (6) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs (i) à promouvoir les arts et les lettres (ii) à protéger les oeuvres artistiques et littéraires (iii) à promouvoir le livre et la lecture (iv) à améliorer la fréquentation des infrastructures culturelles (v) à assurer la formation et la recherche dans le domaine des arts et du patrimoine (vi) à assurer la formation des techniciens des arts et de la culture.

Objectif 1: Promouvoir les arts et les lettres

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux de réalisation des activités culturelles		100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités:
Precision Méthodologique : (Nbre d'activités réalisées/Nbre d'activés prévues)*100

1.2 Taux des acteurs appuyés		100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités
Precision Méthodologique : (Nbre d'acteurs appuyés/Nbre d'acteurs prévus)*100

1.3 Taux de participation des pays aux échanges culturels		100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités
Precision Méthodologique : (Nbre de participation effectuées /Nbre de participation à effectuer)*100

Objectif 2: Protéger les oeuvres artistiques et littéraires

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux de sécurisation des oeuvres	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités
Precision Méthodologique : (Nbre d'oeuvres sécurisées/Nbre d'oeuvres prévues pour sécurisation)*100

2.2 Taux de réalisation des activités de promotion des oeuvres littéraires	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités
Precision Méthodologique : [(Nombre des oeuvres artistiques et littéraires réalisées /(Nombre des oeuvres artistiques et littéraires à réalisées)]*100

2.3 Taux de fréquentation des bibliothèques de lecture publique	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités
Precision Méthodologique : [(Nombre d'usagers reçus / nombre d'usagers prévus)*100

2.4 Taux de Bibliothèques réhabilités	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités
Precision Méthodologique : (Nbre de Bibliothèques réhabilitées/Nbre de Bibliothèques à réhabiliter)*100]

Objectif 3: Promouvoir le livre et la lecture

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Taux de réalisation des activités de promotion du livre et de la lecture	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités
Precision Méthodologique : [Nbre d'activités de lecture réalisées/ Nbre d'activités de lecture prévues]*100

Objectif 4: Améliorer la fréquentation des infrastructures culturelles

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
4.1 Taux de fréquentation des infrastructures culturelles		100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités
Precision Méthodologique : [Nombre d'usagers reçus / nombre d'usagers prévus)*100

4.2 Taux de réalisation des activités culturelles organisées au niveau des infrastructures		100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités
Precision Méthodologique : (Nbre d'activités réalisées/Nbre d'activés prévues)*100

Objectif 5: Assurer la formation et la recherche dans le domaine des arts et du patrimoine					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
5.1 Pourcentage d'étudiants et d'acteurs culturels formés		100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités
Precision Méthodologique : (Nbre d'étudiants formés/Nbre d'étudiants à former)*100

5.2 Taux de publication et de rapports de recherche		100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités
Precision Méthodologique : (Nbre de techniciens des arts et de la culture formés/Nbre de techniciens des arts et de la culture à former)*100

Objectif 6: Assurer la formation des techniciens arts et de la culture					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
6.1 Poucentage de techniciens des arts et de la culture formés	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuel:
Precision Méthodologique : (Nbre de techniciens des arts et de la culture formés/Nbre de techniciens des arts et de la culture à former)*100

6.2 Taux de réalisation des activités de formation	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuel:
Precision Méthodologique : (Nbre de formations réalisées/Nbre de formation prévues)*100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	415 693	465 379	470 980	502 909
Biens et services	187 343	288 781	179 462	191 602
Transferts et subventions	1 607 917	1 760 073	1 647 561	1 702 188
Investissement	2 218 070	1 269 570	2 200 257	2 294 421
Total :	**4 429 023**	**3 783 803**	**4 498 260**	**4 691 120**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par actions

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Creation artistique et littéraire	309 702	417 147	327 148	349 302
Protection des oeuvres artistique et littéraire	249 191	264 782	259 211	274 084
Promotion du livre et de la lecture	36 698	38 378	39 981	42 689
Amelioration de la frequentation des structures culturelles	2 494 580	1 792 911	2 498 860	2 610 595
Formation et recherche dans le domaine des arts et du Patrimoine	917 460	790 105	926 948	951 341
formation des techniciens des arts et de la Culture	421 392	480 480	446 112	463 109
Total :	**4 429 023**	**3 783 803**	**4 498 260**	**4 691 120**

Tableau 3 : Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
CATEGORIE A	92	85	85	85
CATEGORIE B	120			
CATEGORIE B1		16	16	16
CATEGORIE B2		91	92	93
CATEGORIE C	5	5	5	5
CONTRACTUEL	77	67	67	67
Total :	**294**	**264**	**265**	**266**

Action 01 Creation artistique et littéraire

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	166 640	231 147	190 682	203 609
Biens et services	119 992	161 430	114 459	122 197
Investissement	23 070	24 570	22 007	23 496
Total	**309 702**	**417 147**	**327 148**	**349 302**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel	231 147
1.1.2	Organisation des activités culturelle	36 377
1.1.3	Renforcement des capacités de la DNAC	15 041
1.2.1	Renforcement des capacités des acteurs dans les professions artistiaques et litteraires	10 411
1.3.1	Participation aux manifestations culturelles	124 171
Total		**417 147**

Action 02 Protection des oeuvres artistique et littéraire

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	54 894	49 305	62 814	67 072
Biens et services	47 087	72 087	44 934	47 978
Transferts et subventions	147 210	143 390	151 463	159 034
Total	**249 191**	**264 782**	**259 211**	**274 084**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Prise en charge du personnel	44 939
2.1.2	Immatriculation des oeuvres artistiques et litteraires	42 958
2.1.3	Numérisation des oeuvres artistiques et littéraires	42 958
2.2.1	Formation en droit d'auteur et droit voisin	12 535
2.3.1	Prise en charge du personnel	49 305
2.3.2	Acquisition, traitement et mise à disposition des oeuvres littéraires	31 137
2.3.3	Animation en bibliothèques	7 401
2.3.4	Formation des acteurs de la chaine du livre	13 948
2.3.5	Participation aux rencontres professionnelles	6 637
2.3.6	Réalisation de produits documentaires	6 689
2.4.1	Réhabilitation des bibliothèques	6 275
Total		**264 782**

Action 03 Promotion du livre et de la lecture

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	26 124	27 804	29 892	31 918
Biens et services	10 574	10 574	10 089	10 771
Total	**36 698**	**38 378**	**39 981**	**42 689**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Prise en charge du personnel CNLP	27 804
3.1.2	Missions de suivi des bibliothèques de lecture publique	6 987
3.1.3	Participation aux rencontres professionnelles CNLP	3 587
Total		**38 378**

Action 04 Amelioration de la frequentation des structures culturelles

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Transferts et subventions	694 580	792 911	714 650	750 379
Investissement	1 800 000	1 000 000	1 784 210	1 860 216
Total	**2 494 580**	**1 792 911**	**2 498 860**	**2 610 595**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.1.1	Organisation de conférences visant à la mémoire des martyrs du 26 mars 91	15 789
4.1.2	Organisation d'un colloque sur les effets des changements contemporains sur la démocratie au Mali	15 789
4.1.3	Production et diffusion des oeuvres issues des activités de la Pyramide	4 777
4.1.4	Exposition photographique sur martyrs africains	12 882
4.1.5	Aménagement de la Pyramide de Souvenir	200 000
4.2.1	Prise en chrage du personnel PCAHB	168 559
4.2.2	Prise en chrage du personnel CICB	52 597
4.2.3	Organisation de la nuit des formations nationales	39 890
4.2.4	Organisation de jeudis culturels	30 429
4.2.5	Vacances arts formation des jeunes aux instruments de musiques	24 912
4.2.6	Formation des techniciens en son et lumière	26 066
4.2.7	Production de supports promotionnels	44 863
4.2.8	Acquisition de biens et services pour le CICB	286 698
4.2.9	Réhabilitation du Palais de la culture Amadou Hampaté ba	500 000
4.2.10	Acquisition de biens et services pour la Tour d'Afrique	9 171
4.2.11	Parcours pedagogique Tour d'Afrique	40 000
4.2.12	Célébration de la journée du 16 mai dédiée à Modibo keita	7 368
4.2.13	Numérisation des archives Photos sur Modibo Keita	6 290
4.2.14	Conférence sur les pères de l'indépendance des pays africains	6 829
4.2.15	Aménagement de la Tour de l'Afrique	300 000
Total		**1 792 911**

Action 05 Formation et recherche dans le domaine des arts et du Patrimoine

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 05 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Transferts et subventions	522 460	545 105	532 908	540 632
Investissement	395 000	245 000	394 040	410 709
Total	**917 460**	**790 105**	**926 948**	**951 341**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 05

	Intitulé de l'activité	Coût activité
5.1.1	Prise en charge du personnel	90 462
5.1.2	Formation du personnel enseignant	80 119
5.1.3	Organisation d'atelier de master class et de conferences	60 215
5.1.4	Renforcement des capacités de la médiathèque	60 215
5.1.5	Aménagement Conservatoire Multimédia Balla Fasseké Kouyaté	200 000
5.1.6	Dépense en investissement	25 000
5.2.1	Organisation de voyages d'études	62 571
5.2.2	Etudes sur les arts et les traditions du Mali	64 050
5.2.3	Réalisation de supports de promotion (dépliants, chemises, DVD etc...)	67 186
5.2.4	Promotion artistique des étudiants pour faciliter leur insertion	60 287
5.2.5	Etudes et recherches	20 000
Total		**790 105**

Action 06 formation des techniciens des arts et de la Culture

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 06 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	168 035	157 123	187 592	200 310
Biens et services	9 690	44 690	9 980	10 656
Transferts et subventions	243 667	278 667	248 540	252 143
Total	**421 392**	**480 480**	**446 112**	**463 109**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 06

	Intitulé de l'activité	Coût activité
6.1.1	Prise en charge du personnel	157 123
6.1.2	Renforcement des capacités pédagogiques de l'INA	157 895
6.2.1	Organisation de voyages d'étude	16 227
6.2.2	Jounée Culturelle INA	14 123
6.2.3	Modernisation de la médiatheque	135 113
Total		**480 480**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	Source de financement	2018	2017	2018	2019	2020
1.019	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
APPUI CPS SECTEUR CULTURE ET JEUNESSE		100 000	100 000	100 000	98 796	103 004
Total :		**100 000**	**100 000**	**100 000**	**98 796**	**103 004**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	Source de financement	2018	2017	2018	2019	2020
2.047	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROG. CONSTRUCTION/ REHAB. PARCS PUBLICS ET MONUMENT		375 000	300 000	375 000	297 368	310 035
Total :		**375 000**	**375 000**	**375 000**	**297 368**	**310 035**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	Source de financement	2018	2017	2018	2019	2020
2.048	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROJET EQUIPEMENT CNCM		1 000 000	1 000 000	1 000 000	991 229	1 033 455
Total :		**1 000 000**	**1 000 000**	**1 000 000**	**991 229**	**1 033 455**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	Source de financement	2018	2017	2018	2019	2020
2.049	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
RENOVATION/ AMENAGEMENT TOUR DE L'AFRIQUE		300 000	200 000	300 000	198 245	206 690
AMENAGEMENT PYRAMIDE SOUVENIR		200 000	100 000	200 000	99 122	103 344
REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE		500 000	700 000	500 000	693 860	723 418
Total :		**1 000 000**	**1 000 000**	**1 000 000**	**991 227**	**1 033 452**

SECTION : 520 MINISTERE DES SPORTS

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère des Sports a pour mission de définir et de mettre en oeuvre la politique nationale du Mali dans les domaines des sports et de l'éducation physique. Il contribue au rayonnement du sport malien sur l'échiquier international.

I.2 Les contraintes et les défis

Dans le cadre de l'exécution de ses missions, le Ministère des Sports est confronté à des difficultés qui se résument comme suit :

I.2.1 Contraintes

- insuffisance des études techniques de faisabilité et de montage des projets/programmes en cours d'exécution ;
- retard notoire des maîtres d'ouvrage dans la réalisation des projets conformément au délai d'exécution ;
- absence de comité de pilotage des projets ;
- Insuffisance des inscriptions budgétaires pour la réalisation du Plan Opérationnel de la PNDS
- retard dans l'attribution et la signature du marché relatif au projet de construction de l'Hôtel de Sport ;
- manque d'implication des gestionnaires des projets dans les procédures de signature et de suivi des contrats ;
- manque de moyens logistiques mis à la disposition du comité de suivi des chantiers ;
- irrégularité des réunions de suivi et évaluation des projets ;
- mauvaise prestation des entreprises chargées de l'aménagement des forages dans les stades CAN ;
- déficit de communication et de concertation entre les structures responsables des projets.

I.2.2 Défis

- corriger les études techniques de faisabilité et de montage des projets/programmes par des études complémentaires des projets en exécution ;
- respecter les délais d'exécution des marchés sous peine d'application des pénalités ;
- mettre en place un comité de pilotage pour chaque projet ;
- prendre en compte l'ensemble des composantes des programmes et les doter en ressources financières conséquentes lors des arbitrages ;
- diligenter la procédure d'approbation du marché de l'Hôtel des sports en conseil des Ministres ;
- impliquer les responsables des structures bénéficiaires des projets à toutes les étapes, de la conception à la réalisation ;
- mettre à la disposition du comité de suivi des projets les moyens logistiques nécessaires ;
- tenir régulièrement les réunions hebdomadaires pour le suivi-évaluation du niveau de réalisation physique et financière des projets ;
- Contraindre les entreprises à respecter le contenu des cahiers de charge pour toutes les réalisations de projets.

I.3 La politique sectorielle

Approuvée par Décret n° 2016-0066/P-RM du 15 février 2016 pris en conseil des ministres, la Politique Nationale de Développement du Sport (PNDS) vise à faire du secteur sport un instrument d'affirmation des aptitudes physiques, de promotion de la santé, d'épanouissement des valeurs humaines, un moyen d'amélioration de la qualité de la vie, de construction de la paix et de l'unité nationale.

L'objectif général de la Politique Nationale de Développement du Sport est de contribuer à travers les activités physiques et sportives au développement social et économique du Mali comme l'attestent ses Axes stratégiques au nombre de six (06) et leurs objectifs spécifiques.

Axe stratégique n°1 : Promotion de la gouvernance administrative et organisationnelle des structures.

- Instituer la culture de bonne gouvernance
- Renforcer les capacités du Département des Sports et du Mouvement Sportif National
- Définir le rôle et les responsabilités des collectivités territoriales dans le développement du Sport
- Développer le sport de masse, le sport scolaire et universitaire le sport militaire et paramilitaire, le sport d'élite et de haut niveau et les sports traditionnels
- Promouvoir la paix et la cohésion sociale par le sport
- Renforcer la communication dans le domaine du sport

Axe stratégique n°2 : Renforcement du cadre juridique et institutionnel.

- Instituer un cadre juridique et institutionnel favorable au développement du sport
- Inventorier le patrimoine foncier sportif national

Axe stratégique n°3 : Développement et entretien des infrastructures sportives.

- Élaborer et mettre en oeuvre un plan pluriannuel de réalisation, de réhabilitation et d'entretien des infrastructures sportives

Axe stratégique n°4 : Renforcement des compétences des ressources humaines.

- Renforcer les capacités des acteurs et des structures de formation
- Promouvoir la médecine du sport

Axe stratégique n°5 : Accroissement de la mobilisation des ressources pour le financement du sport.

- Accroître les ressources mobilisées en faveur du sport
- Créer un cadre incitatif d'investissement dans le domaine du sport
- Développer le partenariat public privé autour de la gestion des infrastructures sportives et des évènements sportifs

Axe stratégique n°6 : Suivi-évaluation de la mise en oeuvre de la PNDS et son Plan d'action 2016-2020

- Assurer le suivi et la supervision régulière des activités du plan d'actions 2016 -2020
- Evaluer l'efficience et l'efficacité dans la mise en oeuvre de la politique nationale de développement du sport et de son plan d'actions 2016-2020.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

	Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016
1	Taux de réussite des jeunes talents aux différents examens nationaux	%	34	34	36,61	29,64
2	Proportion des jeunes talents évoluant dans les championnats nationaux et les équipes nationales	%	8	9	10,45	11,06
3	Proprtion des jeunes talents féminins par rapport au nombre total des jeunes talents	%	18,45	20	25,15	28,68
4	Taux de formation adaptées aux métiers de sport	%	50	98	87,5	90
5	Taux de participation aux compétitions internationales	%	30	70	30	40,20

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 3 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Administration Générale	4 139 893	4 524 788	4 062 441	4 320 702
Développement et Promotion des activités physiques et sportives	2 446 079	2 177 328	2 250 851	2 345 165
Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	1 716 406	1 336 996	1 709 107	1 783 141
Total :	**8 302 378**	**8 039 112**	**8 022 399**	**8 449 008**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	912 022	901 508	1 037 050	1 107 351
Biens et services	3 735 036	3 755 484	3 559 738	3 801 088
Transferts et subventions	1 518 081	1 615 881	1 321 558	1 340 715
Investissement	2 137 239	1 766 239	2 104 053	2 199 854
Total :	**8 302 378**	**8 039 112**	**8 022 399**	**8 449 008**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Administration Générale

Responsable du Programme: le Conseiller Technique

a) Présentation stratégique du programme :

Le programme administration générale s'occupe de :

- la gestion des ressources humaines, matérielles et financières ;
- la coordination, l'évaluation, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du Département ;
- du suivi de la mise en oeuvre du processus de décentralisation et de déconcentration au sein du Ministère.

b) Présentation détaillée des objectifs et indicateurs :

Le cadre de performance du programme I est bâti autour de trois objectifs spécifiques auquels sont associés des indicateurs de performance pour mesurer les progrès réalisés.

Objectif 1: Instituer la culture de bonne gouvernance et un cadre juridique/institutionnel favorable au développement du sport.

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Pourcentage des structures dotées en manuels de procedure	%	-	50	75	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités du Cabinet					
Precision Méthodologique : (Nombre de structures dotées en manuels de procedures / Nombre total de structures programmées) x 100					
1.2 Pourcentage de textes adoptés	%	-	50	75	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités du Cabinet					
Precision Méthodologique : (Nombre de textes adoptés / Nombre total de textes programmés) x100					

Objectif 2: Renforcer les performances des structures du département et autres acteurs publics et privés.

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Nombre de conventions et/ou protocoles établis	Nombre	-	5	7	10
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités du Cabinet					
Precision Méthodologique : Dénombrement					
2.2 Taux d'exécution du programme de formation	%	-	50	75	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de la DRH					
Precision Méthodologique : (Nombre d'agents formés / Nombre total d'agents programmés pour la formation) x 100					
2.3 Pourcentage de structures équipées et informatisées	%	-	25	35	45
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de la DFM					
Precision Méthodologique : (Nombre de structures équipées / Nombre total de structures programmées) x100					

Objectif 3: Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières.

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Taux d'exécution du budget	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Compte Administratif					
Precision Méthodologique : (Crédits liquidés / Crédits notifiés) x 100					
3.2 Taux d'évolution des ressources mobilisées à partir du partenariat	%	-	5	10	15
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de la DFM					
Precision Méthodologique : (Montant de l'année N - Montant de l'année N-1 / Montant de l'année N-1) x 100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	339 821	334 716	388 855	415 217
Biens et services	3 196 850	3 271 850	3 071 847	3 280 139
Transferts et subventions	132 392	132 392	140 493	142 529
Investissement	470 830	785 830	461 246	482 817
Total :	**4 139 893**	**4 524 788**	**4 062 441**	**4 320 702**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Coordination et Pilotage de la Politique nationale des sports	794 576	798 272	891 851	950 433
Gestion financière et matérielle	3 345 317	3 726 516	3 170 590	3 370 269
Total :	**4 139 893**	**4 524 788**	**4 062 441**	**4 320 702**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	30	26	26	26
CATEGORIE B	39	1	1	1
CATEGORIE B1		27	27	27
CATEGORIE B2		13	13	13
CATEGORIE C	11	10	10	10
CONTRACTUEL	50	46	47	48
Total :	**130**	**123**	**124**	**125**

Action 01 Coordination et Pilotage de la Politique nationale des sports

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	217 568	171 264	248 962	265 840
Biens et services	527 699	577 699	592 698	632 879
Transferts et subventions	33 200	33 200	35 231	35 741
Investissement	16 109	16 109	14 960	15 973
Total	**794 576**	**798 272**	**891 851**	**950 433**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge des dépenses de personnel	171 264
1.2.1	Prise en charge et entretien des entraineurs nationaux	476 000
1.2.2	Réalisation des activités de pilotage de la politique nationale des sports	117 808
1.2.3	Appui à l'organisation des manifestations sportives	33 200
Total		**798 272**

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	122 253	163 452	139 893	149 377
Biens et services	2 669 151	2 694 151	2 479 149	2 647 260
Transferts et subventions	99 192	99 192	105 262	106 788
Investissement	454 721	769 721	446 286	466 844
Total	**3 345 317**	**3 726 516**	**3 170 590**	**3 370 269**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.2.1	Appui à l'exécution des activités physiques et sportives	429 881
2.2.2	Appui aux compétitions internationales	1 334 205
2.3.1	Mise en oeuvre du projet de construction du Centre de Médecine du Sport	300 000
2.3.2	Mise en oeuvre du projet de construction Hôtel des Sports	400 000
2.3.4	Acquisition de biens et services pour le fonctionnement des structures	947 989
3.1.1	Prise en charge des dépenses de personnel	163 452
3.1.2	Elaboration, exécution et suivi du Budget d'Etat	150 989
Total		**3 726 516**

Le Programme : Développement et Promotion des activités physiques et sportives

Responsable du programme : le Directeur National des Sports et de l'Education Physique

a) Présentation stratégique du programme :

Le programme 2. « Développement et promotion des activités physiques et sportives» vise à développer et à promouvoir les activités physiques et sportives sur l'ensemble du territoire national. Il poursuit les objectifs spécifiques suivants :

1. Développer le sport de masse, le sport scolaire et universitaire le sport militaire et paramilitaire, le sport d'élite et de haut niveau, les sports traditionnels, le sport pour tous et le sport pour personnes en situation de handicap ;

2. Élaborer et mettre en oeuvre un plan pluriannuel de réalisation, de réhabilitation et d'entretien des infrastructures sportives;

3. Développer le partenariat public privé autour de la gestion des infrastructures sportives et des événements sportifs.

b) Présentation détaillée des objectifs et indicateurs :

Le cadre de performance du programme 2 est bâti autour de trois objectifs spécifiques auquels sont associés des indicateurs de performance pour mesurer les progrès réalisés.

Objectif 1: Développer le sport de masse, le sport scolaire,le sport universitaire, le sport militaire et paramilitaire, le sport d'élite et de haut niveau et les sports traditionnels.

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux de fréquentation des infrastructures de proximité dans le cadre du sport de masse	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités et de mission de la DNSEP					
Precision Méthodologique : (Nbre d'infrastructures de proximité fréquentées/Nbre total d'infrastructures de proximité recensées) x 100					
1.2 Taux de participation aux compétitions scolaires et universitaires	%	60	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la DNSEP					
Precision Méthodologique : (Nbre de participation aux compétitions scolaires et universitaires/Nbre de compétitions scolaires et universitaires programmées					
1.3 Taux de participation aux compétitions internationales	%	60	70	80	90
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la DNSEP					
Precision Méthodologique : (Nbre de participation aux compétitions internationales / Nbre de compétitions internationales programmées) x 100					

Objectif 2: Elaborer et mettre en oeuvre un plan pluriannuel de réalisation, de réhabilitation et d'entretien des infrastructures sportives.

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux d'infrastructures réalisées	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de la DNSEP
Precision Méthodologique : (Nbre d'infrastructures réalisées / Nbre d'infrastructures programmées) x 100

2.2 Taux d'infrastructures réhabilitées	%	20	50	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de la DNSEP
Precision Méthodologique : (Nbre d'infrastructures réhabilitées / Nbre total d'infrastructures programmées) x 100

2.3 Taux d'infrastructures entretenues	%	20	50	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de la DNSEP
Precision Méthodologique : (Nbre d'infrastructures entretenues / Nbre total d'infrastructures programmées) x 100

Objectif 3: Développer le partenariat public-privé autour de la gestion des infrastructures sportives et des évènement sportifs

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Nombre de conventions et/ou protocoles signés	Nombre	6	7	8	9

Moyen de Vérification : Rapports annuels d'activités du Cabinet et de la DNSEP
Precision Méthodologique : Dénombrement

3.2 Taux de mobilisation des ressources	%	40	50	60	70

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de la DFM
Precision Méthodologique : Montant mobilisé / Montant prévu par les conventions

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	337 048	327 797	385 674	411 816
Biens et services	65 577	67 077	58 839	62 810
Transferts et subventions	800 000	825 000	583 664	592 127
Investissement	1 243 454	957 454	1 222 674	1 278 412
Total :	**2 446 079**	**2 177 328**	**2 250 851**	**2 345 165**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par actions

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Promotion du sport de masse	741 608	736 048	795 665	818 199
Promotion du sport professionnel	1 511 137	1 417 044	1 262 655	1 325 756
Promotion du sport d'élite	193 334	24 236	192 531	201 210
Total :	**2 446 079**	**2 177 328**	**2 250 851**	**2 345 165**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	51	39	39	39
CATEGORIE B	31			
CATEGORIE B1		11	11	11
CATEGORIE B2		17	17	17
CATEGORIE C	17	18	18	18
CONTRACTUEL	35	35	35	35
Total :	**134**	**120**	**120**	**120**

Action 01 Promotion du sport de masse

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	154 903	135 343	177 255	189 272
Biens et services	25 705	25 705	23 872	25 489
Transferts et subventions	550 000	575 000	583 664	592 127
Investissement	11 000	0	10 874	11 311
Total	**741 608**	**736 048**	**795 665**	**818 199**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge des dépenses de personnel	135 343
1.1.2	Suivi de la mise en oeuvre de la PNS	25 705
1.2.1	Organisation du sport de masse et des compétions nationales	575 000
Total		**736 048**

Action 02 Promotion du sport professionnel

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	172 672	177 079	197 580	210 971
Biens et services	36 446	37 946	31 787	33 927
Transferts et subventions	250 000	250 000	0	0
Investissement	1 052 019	952 019	1 033 288	1 080 858
Total	**1 511 137**	**1 417 044**	**1 262 655**	**1 325 756**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.3	Prise en charge des dépenses du Personnel	177 079
1.3.1	Appui au fonctionnement du CNOSM	250 000
1.3.4	Préparation et participation aux compétitions internationales	71 999
1.3.5	Appui à la réinsertion socio-économique des sportifs de haut niveau	49 966
2.1.1	Mise en oeuvre du Projet Stade Modibo KEITA	300 000
2.1.2	Mise en oeuvre du Projet champ hippique	150 000
2.1.3	Mise en oeuvre du Projet Aménagement stades CAN	350 000
2.2.1	Acquisition d'équipements adequats pour les infrastructures sportives	68 000
Total		**1 417 044**

Action 03 Promotion du sport d'élite

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	9 473	15 375	10 839	11 573
Biens et services	3 426	3 426	3 180	3 394
Investissement	180 435	5 435	178 512	186 243
Total	**193 334**	**24 236**	**192 531**	**201 210**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.3.6	Prise en charge des dépenses de personnel	15 375
1.3.7	Amélioration des conditions d'accueil et d'hébergement des sportifs de haut niveau	8 861
Total		**24 236**

Le Programme : Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents

Responsable de Programme : le Directeur Général Institut National de la Jeunesse et des Sports (INJS)

a) Présentation stratégique du programme :

Le programme 3 participe de la mise en oeuvre de la politique nationale de développement du sport à travers la formation.

Le programme assure l'atteinte des objectifs spécifiques suivants :

1. Adapter l'offre de formation aux évolutions des métiers de jeunesse, de sports et de loisir ;
2. Accroître la pratique sportive, et réduire l'échec scolaire des jeunes talents ;
3. Renforcer les capacités des acteurs et des structures de formation

b) Présentation détaillée des objectifs et indicateurs :

Le cadre de performance du programme 3 est bâti autour de trois objectifs spécifiques auquels sont associés des indicateurs de performance pour mesurer les progrès réalisés.

Objectif 1: Adapter l'offre de formation aux évolutions de métiers de jeunesse, de sport et loisir					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Taux de formations adaptées aux métiers connexes de formation de formateurs	%	100	55	60	65

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de l'INJS
Precision Méthodologique : (Nbre de formations adaptées aux métiers connexes de sports/Nbre total de formations dispensées) x 100

1.2 Taux de métiers et métiers connexes restaurés et valorisés	%	60	65	70	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de l'INJS
Precision Méthodologique : (Nbre de métiers et métiers connexes restaurés et valorisés / Nbre total de métiers et métiers connexes) x 100

Objectif 2: Accroitre la pratique sportive, et reduire l'echec scolaire des jeunes talents					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Proportion des jeunes talents féminins par rapport au nombre total de jeunes talents	%	25	60	65	70
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités du LSBOS					
Precision Méthodologique : (Nbre de jeunes talents féminins / Nbre total de jeunes talents) x 100					
2.2 Proportion des jeunes talents évoluant dans les équipes nationales	%	35	60	65	70
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités du LSBOS et des Fédérations					
Precision Méthodologique : (Nbre de jeunes talents évoluant dans les sélections nationales / Nbre total des jeunes talents) x 100					
2.3 Taux de réussite des jeunes talents aux différents examens nationaux	%	45	50	55	60
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités du LSBOS					
Precision Méthodologique : (Nbre de jeunes talents admis aux examens nationaux / Nbre total des jeunes talents inscrits aux examens nationaux) x 100					

Objectif 3: Renforcer les capacités des acteurs et des structures de formation					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Disponibilité du document de plan de formation et de recyclage	nombre	1	1	1	1
Moyen de Vérification : Rapport de fin d'année de l'INJS					
Precision Méthodologique : Existence de plan de formation et de recyclage					
3.2 Taux d'évolution des acteurs formés et/ou recyclés	%	18	20	22	24
Moyen de Vérification : Rapport de fin d'année de l'INJS et du Lycée Sportif Ben Oumar SY					
Precision Méthodologique : (Nombre d'acteurs formés et/ou recyclés l'année n- Nombre d'acteurs formés et/ou recyclés de l'année n-1/ Nombre de d'acteurs formés et/ou recyclés de l'année n-1) x100					
3.3 Taux d'évolution des bénéficiaires de bourses	%	18	5	7	10
Moyen de Vérification : Rapport de fin d'année de l'INJS					
Precision Méthodologique : (Nombre de boursiers de l'année n- Nombre de boursiers de l'année n-1/ Nombre de boursiers de l'année n-1) x100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	235 153	238 995	262 521	280 318
Biens et services	472 609	416 557	429 052	458 139
Transferts et subventions	585 689	658 489	597 401	606 059
Investissement	422 955	22 955	420 133	438 625
Total :	**1 716 406**	**1 336 996**	**1 709 107**	**1 783 141**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Encadrement des jeunes talents	902 015	725 857	941 258	998 043
Formations des formateurs sportifs	814 391	611 139	767 849	785 098
Total :	**1 716 406**	**1 336 996**	**1 709 107**	**1 783 141**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	32	35	36	37
CATEGORIE B	14			
CATEGORIE B1		5	5	5
CATEGORIE B2		9	9	9
CATEGORIE C	7	5	5	5
CONTRACTUEL	12	13	13	13
Total :	**65**	**67**	**68**	**69**

Action 01 Encadrement des jeunes talents

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	235 153	238 995	262 521	280 318
Biens et services	416 557	416 557	429 052	458 139
Transferts et subventions	37 350	57 350	38 097	38 649
Investissement	212 955	12 955	211 588	220 937
Total	**902 015**	**725 857**	**941 258**	**998 043**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Prise en charge des dépenses de personnel	238 995
2.2.1	Réalisation des activités de formation des jeunes talents	429 512
2.3.1	Appui à la participation des jeunes talents aux examens nationaux	57 350
Total		**725 857**

Action 02 Formations des formateurs sportifs

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	56 052			
Transferts et subventions	548 339	601 139	559 304	567 410
Investissement	210 000	10 000	208 545	217 688
Total	**814 391**	**611 139**	**767 849**	**785 098**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge des dépenses de personnel	279 340
3.2.1	Réalisation de la formation des formateurs sportifs	331 799
Total		**611 139**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
1.020	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE		300 000	250 000	300 000	247 807	258 363
Total :		**300 000**	**300 000**	**300 000**	**247 807**	**258 363**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.052	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
RENOVATION STADE MODIBO KEITA		300 000	450 000	300 000	446 053	465 054
AMENAGEMENT SECURISATION CHAMP HIPPIQUE		150 000	100 000	150 000	99 122	103 344
AMENAGEMENT DES STADES CAN & ANNEXES		350 000	350 000	350 000	346 930	361 709
Total :		**800 000**	**800 000**	**800 000**	**892 105**	**930 107**

SECTION : 525 MINISTERE JEUNESSE ET CONSTRUCTION CITOYENNE

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Décret N°2017-0358/PM-RM du 26 avril 2017 fixe les attributions spécifiques des membres du Gouvernement. Ce décret stipule en son article 35 que le Ministre de la Jeunesse et de la Construction Citoyenne, prépare et met en oeuvre la politique nationale dans les domaines de la Jeunesse et de la Construction Citoyenne.

À ce titre, il est compétent pour :

- la promotion, l'organisation, l'orientation et la coordination des actions visant à assurer le plein épanouissement des jeunes et leur insertion dans le processus de développement économique, social et culturel ;
- l'élaboration et la mise en oeuvre de mesures aptes à répondre aux attentes des jeunes et à susciter leur pleine participation aux activités d'intérêt public, notamment celles entreprises au bénéfice des communautés ;
- le suivi de la mise en oeuvre et l'évaluation du Programme national de Volontariat ;
- le suivi de la mise en oeuvre du service national des Jeunes ;
- la promotion de la citoyenneté, des valeurs et principes de la République et de la démocratie.

I.2 Les contraintes et les défis

Dans le cadre de l'exécution de ses missions, le Ministère de la Jeunesse et de la Construction Citoyenne est confronté aux contraintes et défis suivants :

I.2.1 Contraintes

- La faible mise en oeuvre du Programme National de Promotion de la Jeunesse (PNPJ) due au déficit de financement ;
- Le retard dans la mise en oeuvre du Document de Politique Cadre du Développement de la Jeunesse ;
- L'insuffisance de cadres de jeunesse tant au niveau central que régional et local ;
- Le déficit de citoyenneté ;
- Le plafonnement à un bas niveau du nombre de volontaires pour le Centre National de Promotion du Volontariat ;
- L' insuffisance notoire des infrastructures socio-éducatives et de promotion de la citoyenneté ;

I.2.2 Défis

- L'opérationnalisation du service national des jeunes;
- La mise en oeuvre de la politique cadre de développement de la jeunesse;
- Le développement et la mise en oeuvre d'une politique nationale de volontariat;
- La mise en oeuvre de la politique national de la citoyenneté et du civisme;
- Le fonctionnement permanent des infrastructures de jeunesse;
- La mise en oeuvre de la politique de déconcentration/Décentralisation;
- La prévention des maladies sexuellement transmissibles;
- Renforcement des capacités du secteur associatif jeunes en matière de mobilisation, de citoyenneté et de participation à la vie politique;
- Renforcement Institutionnel.

I.3 La politique sectorielle

Adoptée en 2012, la Politique Cadre de Développement de la Jeunesse (PCDJ), vise comme objectif global le bien-être, l'épanouissement, le développement des capacités, les potentialités et l'employabilité des jeunes afin que chaque jeune soit un citoyen actif et productif et un acteur à part entière de la politique de développement du pays. Les axes majeurs de la politique cadre de développement de la jeunesse sont les suivants :

- Education et développement des compétences de base des jeunes ;
- Formation, employabilité, entreprenariat et insertion professionnelle ;
- Santé et bien-être des jeunes ;

- Accompagnement psychologique, socio-éducatif, culturel et sportif des jeunes ;
- Protection, accompagnement psychosocial et insertion sociale des jeunes les plus vulnérables et des jeunes migrants, dimension genre et promotion de la parité et égalité des sexes ;
- Leadership de participation des jeunes au développement du pays ;
- Renforcement des capacités institutionnelles et des acteurs au niveau central et local.

Le Programme National de Promotion de la Jeunesse(PNPJ) vise les objectifs suivants :
- Définir les besoins et aspirations prioritaires de la jeunesse;
- Formuler une stratégie collective pour aborder les problèmes et les questions touchant les jeunes des deux sexes ;
- Inciter à la planification stratégique et prospective des actions en faveur des jeunes ;
- Constituer un appel à la nécessaire concertation des efforts des Ministères, services de l' Etat et Organisation Non Gouvernementales dans le but de promouvoir la satisfaction des besoins de la jeunesse ;
- Définir la manière dont la jeunesse doit participer au processus de prise de décision du pays.

Conformément à la volonté du Président de la République de restaurer les valeurs de construction citoyenne, le gouvernement du Mali a adopté, en septembre 2017, la Politique Nationale de la Citoyenneté et du Civisme (PNCC). La PNCC contribuera à la mise en oeuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation nationale issu du processus d'Alger.

L'objectif de la PNCC est de construire un modèle de citoyen malien qui soit plus respectueux de ses droits et devoirs, pétri de valeurs de civisme, de civilité, du respect des normes de transparence, de la bonne gouvernance et de la préservation des biens publics, qui participe activement à asseoir la paix, la solidarité et qui promeut le développement économique et social et le bien-être des populations à tous les niveaux.

La PNCC est mise en oeuvre à travers sept (07) axes stratégiques à savoir :

1. intensification de la sensibilisation des parties prenantes et des groupes cibles à différents niveaux ;
2. renforcement des capacités des acteurs et parties prenantes sur les valeurs de citoyenneté et de civisme à tous les niveaux ;
3. promotion de la citoyenneté et du civisme chez les jeunes, de la diversité culturelle des actions culturelles, socio-éducatives (sessions connaissance du Mali, biennales artistique, sportive et culturelle, camps de jeunesse, vacances citoyennes, etc.) ;
4. réactivation du groupement national de pionniers axé sur le développement de la citoyenneté et du civisme auprès des jeunes, à travers l'approche de partenariat public privé (gouvernement-mouvement associatif jeunes et société civile) ;
5. développement d'une stratégie de communication en vue d'une participation massive des citoyens au vote et un meilleur respect des textes régissant la vie de la nation ;
6. renforcement du dispositif institutionnel de coordination et de suivi-évaluation de la PNCC ;
7. approfondissement des niveaux de connaissance en matière de citoyenneté et de civisme à travers les études et la recherche.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

	Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016
1	Taux de progression de la participation des jeunes aux activités	%	50	26	70	2,96
2	Taux d'insertion des jeunes formés	%	45	80	60	91,58
3	Taux de réalisation des infractructures de jeunesse	%	45	80	60	83,33
4	Nombre de volontaires déployés	Nombre	124	150	260	100

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 3 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Administration Générale	444 503	555 298	429 771	456 171
Education, Animation, Insertion Socio-Economique des Jeunes	2 776 434	2 876 097	2 034 607	2 153 442
Civisme, Volontariat et Citoyenneté	518 050	2 308 050	494 900	520 522
Total :	**3 738 987**	**5 739 445**	**2 959 278**	**3 130 135**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	945 770	1 003 372	1 082 087	1 155 608
Biens et services	849 337	1 066 550	787 349	840 609
Transferts et subventions	136 560	296 560	139 153	141 170
Investissement	1 807 320	3 372 963	950 689	992 748
Total :	**3 738 987**	**5 739 445**	**2 959 278**	**3 130 135**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Administration Générale

Responsable du Programme : Le Secrétaire Général

a) Présentation stratégique du programme :

Le programme s'occupe de :

- l'élaboration des politiques et programmes en matière de jeunesse et de construction citoyenne ;
- la gestion des ressources matérielles et financières ;
- la coordination des programmes ;
- le suivi de la mise en oeuvre du processus de déconcentration et de décentralisation au sein du Ministère.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs :

Le cadre de performance du programme1 est bâti autour de trois objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs : (i) à la gouvernance du secteur ; (ii) à l'amélioration et aux renforcements des capacités.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leurs progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen terme. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Améliorer la coordination et le suivi-évaluation des politiques et stratégies en matière de jeunesse et de construction citoyenne

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux d'exécution du programme d'activités du département.	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports/CR mensuels					
Precision Méthodologique : (Nombre d'activités de coordination réalisées/ Nombre d'activités de coordination prévues) x 100					
1.2 Taux de mise en oeuvre des recommandations issues des missions de supervision et de suivi des activités.	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport des missions de supervision et de suivi					
Precision Méthodologique : (Nombre de recommandations exécutées-réalisées/ Nombre de recommandations formulées) x 100					
1.3 Taux d'exécution du PTG	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Le document de suivi des activités du PTG					
Precision Méthodologique : (Nombre de dossiers du département réalisés dans le PTG / Nombre de dossiers du département programmés dans le PTG) x 100					

Objectif 2: Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financières

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux d'exécution du budget	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Compte Administratif					
Precision Méthodologique : (Crédit liquidé / crédit Notifié) x 100					

Objectif 3: Impulser le processus de décentralisation et de déconcentration au sein du département

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Taux d'execution du plan triennal de transfert des competences et des ressources.	%	40	60	80	85
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de la CADD					
Precision Méthodologique : (Activités réalisées / Activités programmées) x 100					
3.2 Pourcentage de ressources transférées aux collectivités	%	-	30	35	40
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de la CADD					
Precision Méthodologique : (Ressources transférées aux collectivités / Ressources à transférer aux collectivités) x 100					

Objectif 4: Promouvoir le activités de sensibilisation sur le vih/sida en milieu/jeunes					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
4.1 Taux d'exécution du plan opérationnel de lutte contre le VIH/SIDA	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités du Comité sectoriel
Precision Méthodologique : (Activités réalisées/Activités programmées)x100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	50 000	184 795	57 212	61 090
Biens et services	290 503	340 503	269 799	288 078
Transferts et subventions	24 000	0	25 468	25 837
Investissement	80 000	30 000	77 292	81 166
Total :	**444 503**	**555 298**	**429 771**	**456 171**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Coordination et Pilotage de la Politique nationale de la jeunesse et de la construction citoyenne	120 000	273 413	115 758	123 602
Gestion financière et matérielle	320 000	267 382	309 832	328 106
Décentralisation et déconcentration des ressouces au sein du département	4 503	14 503	4 181	4 463
Total :	**444 503**	**555 298**	**429 771**	**456 171**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A		6	6	6
CATEGORIE B1		4	4	4
CATEGORIE B2		5	5	5
CONTRACTUEL		11	11	11
Total :		**26**	**26**	**26**

Action 01 Coordination et Pilotage de la Politique nationale de la jeunesse et de la construction citoyenne

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	20 000	133 413	22 884	24 435
Biens et services	90 000	130 000	83 587	89 251
Investissement	10 000	10 000	9 287	9 916
Total	**120 000**	**273 413**	**115 758**	**123 602**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Organisation et tenue des revues mensuelles	8 453
1.1.2	Realisation des missions statutaires	32 632
1.2.1	Missions de supervision et de suivi des activites diverses	83 126
1.3.1	Evaluation des programmes d'activites du PTG	15 789
1.3.2	Prise en charge de depenses du personnel et accessoire	133 413
Total		**273 413**

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	30 000	51 382	34 328	36 655
Biens et services	196 000	196 000	182 031	194 364
Transferts et subventions	24 000	0	25 468	25 837
Investissement	70 000	20 000	68 005	71 250
Total	**320 000**	**267 382**	**309 832**	**328 106**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Prise en charge des dépenses de personnel	51 382
2.1.2	Préparation, exécution et suivi du budget-programme du département	130 000
2.1.3	Equipement du Cabinet et de la DFM en matériel et mobilier de bureau	49 000
2.1.4	Formation continue du personnel	10 000
2.1.5	Prise en charge des Missions statutaire	25 000
4.1.1	Mise en oeuvre du plan opérationnel de lutte contre le sida	2 000
Total		**267 382**

Action 03 Décentralisation et déconcentration des ressouces au sein du département

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	4 503	14 503	4 181	4 463
Total	**4 503**	**14 503**	**4 181**	**4 463**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Mise en oeuvre du plan triennal des competences et des ressources	10 700
3.2.1	Elaboration et adoption des textes fixant le detail des competences à transferer	2 905
3.2.2	Mission de supervision	898
Total		**14 503**

Le Programme : Education, Animation, Insertion Socio-Economique des Jeunes

Responsable du Programme : Le Directeur national de la Jeunesse

a) Présentation stratégique du programme :

Le programme « Éducation, Animation, Insertion Socio-économique des jeunes» consiste à opérationnaliser la Politique Nationale de la Jeunesse. L'objectif général vise le bien-être, l'épanouissement, le développement des capacités, les potentialités et l'employabilité des jeunes afin que chaque jeune soit un citoyen actif et productif et un acteur aà part entière de la politique de développement du pays. Pour ce faire le programme poursuit les objectifs spécifiques suivants :

- Rendre les conditions favorables à la participation citoyenne des jeunes au développement, au volontariat national et à leur insertion socioéconomique ;
- Améliorer la Santé reproductive des jeunes ;
- Améliorer le cadre de travail des jeunes et des intervenants jeunesse.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs :

Le cadre de performance du programme2.035 est bâti autour de trois objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs : (i) à la gouvernance du secteur ; (ii) à l'amélioration et aux renforcements des capacités.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leurs progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen terme. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Rendre les conditions favorables à la participation citoyenne des jeunes au développement, et à leur insertion socioéconomique

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux de progression de la participation des jeunes aux activites organisees	%	10	10	10	10

Moyen de Vérification : Rapport d'activités, Rapport de missions, Enquêtes et diagnostics

Precision Méthodologique : [Nombre de jeunes ayant participé aux activités année (N)-Nombre de jeunes ayant participé aux activités année (n-1) divisé par le nombre de jeunes ayant participé aux activités année (n-1)] x 100

1.2 Taux d'insertion des jeunes formes	%	65	70	80	80

Moyen de Vérification : Rapport d'activités, Rapport de missions, Enquêtes et diagnostics, Rapport de Formation et d'insertion

Precision Méthodologique : (Nombre de jeunes insérés) / (Nombre de jeunes formés) x100

Objectif 2: Améliorer la santé reproductive des jeunes

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux d'acces des jeunes aux services de sante de la reproduction	%	75	80	85	85

Moyen de Vérification : Fiches/registres d'accès, base de données, Rapport d'activités, Rapport de missions, Enquêtes et diagnostics

Precision Méthodologique : : (Nombre de jeunes reçus dans les Centres Jeunes)/ (Nombre de jeunes sensibilisés) * 100

2.2 Nombres de pairs Educateurs formes par an	nbre	450	500	600	600

Moyen de Vérification : Rapport d'activités , Rapport de missions, Enquêtes et diagnostics, Base de données des volontaires nationaux

Precision Méthodologique : Dénombrement

2.3 Nombre des jeunes conseilles et depistes au VIH/Sida	nbre	7800	8500	9000	9000

Moyen de Vérification : Rapport d'activités , Rapport de missions, Enquêtes et diagnostics, Base de données des volontaires nationaux

Precision Méthodologique : Dénombrement

Objectif 3: améliorer le cadre de travail des jeunes et des intervenants jeunesse

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Taux de realisation des infrastructures de jeunesse	%	70	80	85	85

Moyen de Vérification : Rapport de suivi des chantiers, Procès-verbaux de réception, Rapport de missions

Precision Méthodologique : (Nombre d'infrastructures construites ou réhabilitées année n)/ (Nombre d'infrastructures à construire ou à réhabiliter année n) x 100

3.2 Pourcentage des intervenants jeunesse formes dans les techniques d'animations	%	70	80	85	85

Moyen de Vérification : Rapport de missions, Rapport de Formation, Rapport d'évaluation

Precision Méthodologique : (Nombre d'intervenants jeunesse formés année n/nombre d'intervenants jeunesse à former en année n) x 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	895 770	818 577	1 024 875	1 094 518
Biens et services	228 344	385 557	210 594	224 764
Transferts et subventions		24 000	0	0
Investissement	1 652 320	1 647 963	799 138	834 160
Total :	**2 776 434**	**2 876 097**	**2 034 607**	**2 153 442**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Amélioration du cadre de travail des jeunes et des intervenants jeunesses	1 075 986	1 175 437	1 182 487	1 262 553
Encadrement des jeunes	860 118	1 262 640	822 887	859 517
Participation citoyenne des jeunes au développement	840 330	438 020	29 233	31 372
Total :	**2 776 434**	**2 876 097**	**2 034 607**	**2 153 442**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	88	96	96	96
CATEGORIE B	114			
CATEGORIE B1		14	14	14
CATEGORIE B2		77	77	77
CATEGORIE C	14	14	14	14
CONTRACTUEL	74	74	74	74
Total :	**290**	**275**	**275**	**275**

Action 01 Amélioration du cadre de travail des jeunes et des intervenants jeunesses

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	857 816	785 686	981 589	1 048 136
Biens et services	197 102	339 956	181 339	193 542
Transferts et subventions		24 000	0	0
Investissement	21 068	25 795	19 559	20 875
Total	**1 075 986**	**1 175 437**	**1 182 487**	**1 262 553**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.2.1	Prise en charge du personnel	90 278
1.2.2	Relecture du décret portant création des camps de jeunesse	5 263
1.2.3	Relecture de la politique cadre de développement de la jeunesse	21 053
1.2.4	Institutionnalisation des vacances Citoyennes	5 263
1.2.5	Suivi-évaluation de la politique nationale de la jeunesse	84 966
1.2.6	Stages d'imprégnation des encadreurs des collectivités éducatives	8 421
1.2.7	Atelier national d'harmonisation des concepts et de mutualisation des expériences	24 211
1.2.8	Prise en charge des dépenses de personnel des DRJSAC	695 408
1.2.9	Réalisation des activités jeunesse au niveau régional et local	226 558
2.1.1	Journée portes ouvertes sur le Projet Jeunes	500
3.1.1	Organisation d'une colonie de vacance à l'intérieur du pays	10 516
3.1.2	Participation à la SAFRA	3 000
Total		**1 175 437**

Action 02 Encadrement des jeunes

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	33 419	23 082	38 240	40 832
Biens et services	20 699	33 558	19 372	20 673
Investissement	806 000	1 206 000	765 275	798 012
Total	**860 118**	**1 262 640**	**822 887**	**859 517**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Poursuite des travaux de construction de la Maison des jeunes de Tombouctou	58 947
1.1.2	Poursuite des travaux de rénovations et d'extension du Camp de jeunesse de Soufouroulaye	157 895
1.1.3	Réhabilitation de la Direction Régionale de la Jeunesse et Sports de Koulikoro	263 158
1.1.4	Equipement de la Direction Nationale de la Jeunesse, ses services rattachés et déconcentrés en matériels de bureau et informatique	375 263
1.1.5	Etude de marché relatif à la construction d'une salle multifonctionnelle à la Maison des jeunes de Bamako	10 526
3.1.3	Relance de la caravane de l'amitié: Mali-Cote d'Ivoire	15 789
3.1.4	Organisation de la 10éme édition des journées d'activités Socio-éducatives(JASE)	3 158
3.1.5	Organisation de la 10éme édition du tournoi de Basket Ball doté des trophées Aminata FOFANA"LA PANTHA" et Salamata MAIGA"BEBE"	1 579
3.1.6	Célébration de la journée Africaine de la jeunesse	4 737
3.1.7	Organisation des activités des vacances citoyennes couplées avec la journée internationale de la jeunesse	210 526
3.1.8	Session de formation et d'équipement des jeunes dans les camps de jeunesse	73 684
3.1.9	Introduction de l'éducation pionnière a l'école (phase test)	5 263
3.1.10	Prise en charge de dépenses du personnel et accessoires	23 082
3.1.11	suivi evaluation des activites du carrefour de jeunes et Maison de jeunes	16 859
3.2.1	Atelier de réflexion sur le mode de fonctionnement du CNJ-Mali	21 053
3.2.7	Suivi evaluation des activites dans les centres	21 120
Total		**1 262 640**

Action 03 Participation citoyenne des jeunes au développement

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	4 535	9 809	5 046	5 550
Biens et services	10 543	12 043	9 883	10 549
Investissement	825 252	416 168	14 304	15 273
Total	**840 330**	**438 020**	**29 233**	**31 372**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.6	Poursuite des travaux de construction du Palais des pionniers - Bamako	400 000
2.2.1	Formation des pairs Educateurs en santé de la reproduction dans les régions de Kayes, Bamako, et Mopti	2 947
2.3.1	Participation à la caravane nationale de lutte contre le sida	2 474
2.3.2	Dépistage volontaire dans les centres de Promotion des Jeunes	526
3.2.6	Prise en charge de dépenses du personnel et accessoires	9 809
3.2.8	Suivi evaluation des activites dans les camp	22 264
Total		**438 020**

Le Programme : Civisme, Volontariat et Citoyenneté

Responsable du Programme : le Conseiller Technique en charge du Civisme, Volontariat et Citoyenneté

a) Présentation stratégique du programme:

Le programme « Promotion du civisme, volontariat et Citoyenneté» consiste à :

-Parfaire l'éducation, la formation physique, civique et professionnelle des jeunes en vue de leur participation efficace et entière au développement économique, social et culturel du pays et leur mobilisation pour les besoins de la défense nationale ;

-Promouvoir le volontariat en vue de favoriser le développement économique, social et culturel du pays ;

-Favoriser l'émergence d'un modèle de citoyen imbu des valeurs nationales et ouvert à l'idéal universel.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs :

Le cadre de performance du programme 2.067 est bâti autour de trois objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs : (i) à la gouvernance du secteur ; (ii) à l'amélioration et aux renforcements des capacités.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leurs progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen terme. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: contribuer a parfaire l'education, la formation physique, civique et professionnelle des jeunes en vue de leur participation efficace et entiere au developpement economique, social et culturel du pays et leur mobilisation pour la defense nationale

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Nombre des jeunes fonctionnaires formés et mobilisables pour la defense nationale.	nbre	-	500	700	1000
Moyen de Vérification : Rapport d'activités, Base de données des formés du SNJ					
Precision Méthodologique : Dénombrement					
1.2 Nombre de jeunes non fonctionnaire formés et insérés	nbre	-	100	300	500
Moyen de Vérification : Rapports d'activités, Rapports de missions, Enquêtes et diagnostics, Rapport de Formation et d'insertion, Base de données des formés et insérés					
Precision Méthodologique : Dénombrement					

Objectif 2: Promouvoir le volontariat en vue de favoriser le developpement economique, social et culturel du pays

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Nombre de volontaires formés et déployés	nbre	-	100	200	250
Moyen de Vérification : Fiches de prise de service, Base de données, Rapport d'activités, Rapport de missions, Enquêtes et diagnostics					
Precision Méthodologique : Dénombrement					
2.2 Taux de progression des candidats inscrits sur la base de données	%	-	10	10	10
Moyen de Vérification : Rapport d'activités, Rapport de missions, Enquêtes et diagnostics, Base de données des volontaires nationaux					
Precision Méthodologique : ((Nombre de candidats inscrits en année N - Nombre de candidats inscrits en année N-1) / Nombre de candidats inscrits en année N-1) x100					

Objectif 3: Contribuer a l'emergence d'un modele de citoyen petri des valeurs nationales et ouvert a l'ideal universel

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Nombre de produits d'education à la citoyennete institutionalisé	nbre	1	1	2	1
Moyen de Vérification : Rapport de présentation, Acte instituant					
Precision Méthodologique : Dénombrement					
3.2 Proportion de la population qui se déclare informée et/ou sensibilisé sur la citoyenneté et le civisme	%	-	15	25	35
Moyen de Vérification : Rapport de missions, Rapport de formation, Rapport de sondage					
Precision Méthodologique : (Nombre de personnes qui se déclarent informées et /ou sensibilisées / Nombre de personnes sondées) x 100.					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	330 490	340 490	306 956	327 767
Transferts et subventions	112 560	272 560	113 685	115 333
Investissement	75 000	1 695 000	74 259	77 422
Total :	**518 050**	**2 308 050**	**494 900**	**520 522**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Promotion du Civisme	330 490	1 840 490	306 956	327 767
Volontariat et Citoyenneté	187 560	467 560	187 944	192 755
Total :	**518 050**	**2 308 050**	**494 900**	**520 522**

Action 01 Promotion du Civisme

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	330 490	340 490	306 956	327 767
Investissement		1 500 000	0	0
Total	**330 490**	**1 840 490**	**306 956**	**327 767**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Organisation de campagne d'information et d'appropriation du SNJ	340 490
1.1.2	Formation des jeunes fonctionnaires dans les centres et camps d'instruction	1 204 289
1.1.3	Réhabilitation de centres de formation	15 227
1.2.1	Organisation des activités de recrutement et de formation des jeunes non fonctionnaires	280 483
Total		**1 840 490**

Action 02 Volontariat et Citoyenneté

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Transferts et subventions	112 560	272 560	113 685	115 333
Investissement	75 000	195 000	74 259	77 422
Total	**187 560**	**467 560**	**187 944**	**192 755**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Mobilisation et engagement de volontaires	257 110
2.1.2	Frais de telephone,Electricite	15 450
2.2.1	Projet3 : PARC-JEUNESSE	120 000
2.2.2	Projet2 : Programme Construction Citoyenne	75 000
Total		**467 560**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.035	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE		1 200 000	725 000	1 200 000	685 361	714 556
Total :		**1 200 000**	**1 200 000**	**1 200 000**	**685 361**	**714 556**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.067	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROGRAMME CONSTRUCTION CITOYENNE		75 000	75 000	75 000	74 259	77 422
PROJET APPUI RENF. CAPACITE JEUNES / MEILLEURE INCLUSIOI		120 000		120 000	0	0
Total :		**195 000**	**195 000**	**195 000**	**74 259**	**77 422**

SECTION : 610 MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique a pour mission de préparer et mettre en oeuvre la politique nationale du Mali en matière de santé et d'hygiène publique. Il est chargé de maintenir et d'améliorer l'état de santé de tous les maliens en assurant une couverture sanitaire et la qualité des soins de santé.

I.2 Les contraintes et les défis

Cette partie comprend une analyse des principales contraintes rencontrées et des défis qu'elles posent. L'analyse porte sur l'ensemble des programmes et globalement sur la mise en oeuvre de la stratégie du ministère.

I.2.1 Contraintes

- Faible capacité d'accueil des établissements de santé ;
- Insuffisance des ressources humaines qualifiées ;
- Mauvaise répartition des agents sur le territoire national ;
- Insécurité dans certaines parties du territoire national ;
- Insuffisance des équipements et matériels techniques adaptés.

I.2.2 Défis

Fourniture de soins de santé de qualité à moindre coût ;

- Mise en place d'un dispositif de veille capable de faire face aux menaces liées à certaines épidémies (ex. Ebola, la fièvre zika etc) ;
- Réhabilitation des structures techniques des régions du Nord ;
- Renforcement des capacités des ressources humaines par des formations continues et des formations en spécialisation ;
- Renforcement du plateau technique des formations sanitaires afin de réduire significativement les évacuations sanitaires (modernisation du système de santé) ;
- Amélioration du système de communication pour la référence évacuation à travers la mise en place et l'opérationnalisation d'une cellule de coordination entre les formations sanitaires ;
- Renforcement de la décentralisation des crédits de la santé au profit des collectivités ;
- Mise en oeuvre de la politique nationale de gestion des déchets biomédicaux ;
- Responsabilisation et sensibilisation des professionnels de la santé en vue de l'amélioration des indicateurs de santé et de la gouvernance du système de santé ;
- Responsabilisation de la famille sur les questions de santé à travers une participation accrue des hommes et des femmes à la prise de décision ;
- Renforcement du suivi-évaluation des activités opérationnelles ;
- Renforcement des capacités des Collectivités Territoriales pour la mobilisation et la gestion des ressources transférées.

I.3 La politique sectorielle

La politique sectorielle de santé et de population, adoptée en 1990, a lancé l'approche programme pour la préparation et la mise en oeuvre des politiques, plans et programmes de santé et de développement social. Le gouvernement du Mali a adopté le deuxième Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social (PDDSS) qui couvre la période 2014-2023. Sa première tranche quinquennale qui est le Programme de Développement Sanitaire et Social, phase III (PRODESS III, 2014-2018), est structurée autour de onze objectifs stratégiques :

1. réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile ;
2. réduire la morbidité et la mortalité liées aux maladies transmissibles ;
3. réduire la morbidité, la mortalité et les handicaps liés aux maladies non transmissibles ;
4. promouvoir un environnement sain en s'attaquant aux déterminants sociaux de la santé ;
5. réduire les conséquences sanitaires des urgences liées aux désastres, crises et conflits, et minimiser leur impact social et économique ;
6. augmenter l'offre et l'utilisation de services de santé de qualité, répartis de manière équitable et répondant aux besoins des populations ;

7. assurer un meilleur accès, une meilleure qualité et utilisation des produits pharmaceutiques y compris les réactifs de laboratoire, les vaccins et les produits sanguins ;

8. assurer la disponibilité des ressources humaines qualifiées, compétentes, performantes et de façon équitable ;

9. développer un système de financement permettant une meilleure mobilisation et utilisation des ressources financières pour la santé, une meilleure accessibilité aux services de santé, une gestion transparente et qui incite les prestataires et les utilisateurs à être plus efficients;

10. assurer la production, l'analyse, la dissémination et l'utilisation d'informations sanitaires fiables ventilées par sexe et à jour sur les déterminants de la santé, la performance du système de santé et le statut sanitaire;

11. assurer une gouvernance du système de santé permettant une meilleure prise en compte du genre, une meilleure planification stratégique et opérationnelle, une implication effective de toutes les parties prenantes, une meilleure coordination de mise en oeuvre des interventions, le renforcement des audits (interne, externe) et du contrôle.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

	Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016
1	Nombre de CSCom fonctionnels	Nombre	1169	1207	1240	1252
2	PMA < 5Km	%	56	57	58	58
3	PMA < 15Km	%	86	87	87	87
4	Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes)	%	368	368	368	368
5	Espérance de vie à la naissance	l'an	55	55,6	55,6	55,6
6	Taux d'accouchement assistés	%	55	58	61	66,03
7	Taux d'utilisation des services de planification familiale	%	9,4	10,2	8,9	10,6

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 4 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Administration, Coordination et Décentralisation	21 483 390	24 249 173	23 015 565	25 154 971
Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	44 481 575	34 138 580	49 099 314	53 566 496
Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de santé et participation	3 324 437	3 724 437	3 424 165	3 766 578
Soins Hospitaliers et Recherche	45 427 454	45 755 696	46 009 635	48 150 455
Total :	**114 716 856**	**107 867 886**	**121 548 679**	**130 638 500**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	26 303 936	29 791 427	29 339 560	32 844 503
Biens et services	16 418 024	16 911 172	16 938 706	18 722 303
Transferts et subventions	30 905 414	31 618 331	31 790 295	33 410 200
Investissement	41 089 482	29 546 956	43 480 118	45 661 494
Total :	**114 716 856**	**107 867 886**	**121 548 679**	**130 638 500**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Administration, Coordination et Décentralisation

Responsable du Programme : le Directeur des Finances et du Matériel

a) Présentation stratégique du programme

Le programme s'occupe de :

-la gestion des ressources humaines, matérielles et financières ;

-la coordination, l'évaluation, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du Département ;

-la coordination du système de planification et de production des statistiques du secteur ; le suivi de la mise en oeuvre du processus de décentralisation et de déconcentration au sein du Ministère.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme I est bâti autour de trois objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à : (i) l'insuffisance des professionnels de santé ; (ii) la disponibilité des données statistiques; (iii) la gouvernance du secteur.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen termes. Dans le tableau ci-dessous, sont consignés les objectifs ainsi que les indicateurs.

Objectif 1: Assurer la disponibilité des ressources humaines qualifiées, compétentes, performantes et de façon équitable.

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Ratios professionnel de santé/habitant suivant les normes de l'OMS (23Prof/10000 hbts)	pour10 000	6,6	7,5	8,4	8,5

Moyen de Vérification : Annuaire statistique, rapports d'activités DRH, CPS;
Precision Méthodologique : (le nombre total de professionnel de santé (Médecins, Infirmiers, Sages-femmes)/ la population totale) x 10 000

1.2 Proportion de Médecins généralistes ayant bénéficié de formation de spécialisation	%	35	37	38	39

Moyen de Vérification : Annuaire statistique DRH, rapports d'activités DRH
Precision Méthodologique : (Nombre médecins généralistes ayant bénéficié de bourse de formation de spécialisation / le nombre de médecins ayant formulés une demande de bourse de formation) x100

Objectif 2: Assurer la production, l'analyse, la dissémination et l'utilisation d'informations sanitaires et sociales fiables ventilées par sexe et à jour sur les déterminants de la santé, la performance du système de santé et le statut sanitaire et social.

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Nombre d'annuaires statistiques sectoriels pour la prise de décision	Nombre	4	4	4	4

Moyen de Vérification : Rapports d'activités CPS, DNS, DRH
Precision Méthodologique : dénombrement

2.2 Taux de complétude de la saisie des données des consultations curatives dans DHIS2	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : DHIS2
Precision Méthodologique : (Nombre de saisies réalisées/nombre de saisies prévues) x 100

Objectif 3: Assurer une gouvernance du système de santé permettant une meilleure prise en compte du genre, une meilleure planification stratégique et opérationnelle, une implication effective de toutes les parties prenantes, une meilleure coordination de mise en oeuvre des interventions, le renforcement des audits (interne, externe) et du contrôle.					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Proportion des réunions statutaires du Programme de santé tenues conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : RA CPS/SSDSPF,					
Precision Méthodologique : (nombre de réunions statutaires tenues conformément aux textes en vigueur / nombre de réunions statutaires prévues) X 100					
3.2 Proportion de ressources financières transférées aux Collectivités Territoriales	%	16,70	17,20	17,50	17,50
Moyen de Vérification : Rapports d'activités DFM, CADD, DGB					
Precision Méthodologique : (Ressources transférées aux CT / Ressources budgétaires de la Santé) x 100					
3.3 Pourcentage de budget exécuté	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel DFM					
Precision Méthodologique : (Crédit liquidé /Crédit notifié) x 100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	8 839 981	11 480 764	9 868 875	11 053 136
Biens et services	5 538 837	5 638 837	5 704 978	6 275 455
Transferts et subventions	1 460 750	1 485 750	1 528 271	1 635 740
Investissement	5 643 822	5 643 822	5 913 441	6 190 640
Total :	**21 483 390**	**24 249 173**	**23 015 565**	**25 154 971**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par actions

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Coordination et Pilotage de la Politiques nationale de la santé	1 115 968	1 097 310	1 202 249	1 329 113
Gestion financière et matérielle	19 106 203	21 897 767	20 498 700	22 389 500
Gestion des ressources humaines du secteur	470 217	470 217	484 101	531 390
Décentralisation et déconcentration des ressources au sein du département	165 584	190 584	169 486	181 017
Contrôle des services de la santé	221 770	207 916	237 732	263 910
Planification, Programmation et Suivi évaluation	403 648	385 379	423 297	460 041
Total :	**21 483 390**	**24 249 173**	**23 015 565**	**25 154 971**

Tableau 3 : Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	171	163	165	167
CATEGORIE B	122			
CATEGORIE B1		51	52	53
CATEGORIE B2		64	65	66
CATEGORIE C	21	21	21	21
CONTRACTUEL	174	164	168	172
Total :	**488**	**463**	**471**	**479**

Action 01 Coordination et Pilotage de la Politiques nationale de la santé

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	218 263	199 605	243 666	272 905
Biens et services	367 959	367 959	378 994	416 891
Transferts et subventions	499 746	499 746	548 050	606 511
Investissement	30 000	30 000	31 539	32 806
Total	**1 115 968**	**1 097 310**	**1 202 249**	**1 329 113**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Prise en charge des dépenses du personnel du CABINET	199 605
3.1.2	Suivi et supervision de la mise en oeuvre de la polotique de santé et de l'hygiène publique	367 959
3.1.3	Appui aux organismes publics et organisations faitières	499 746
3.1.4	Réalisation d'études et recherches	30 000
Total		**1 097 310**

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	8 381 127	11 072 691	9 356 618	10 479 410
Biens et services	4 832 170	4 932 170	4 977 126	5 474 830
Transferts et subventions	807 403	807 403	823 549	864 725
Investissement	5 085 503	5 085 503	5 341 407	5 570 535
Total	**19 106 203**	**21 897 767**	**20 498 700**	**22 389 500**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.3.1	Prise en charge des dépenses de personnel	11 027 589
3.3.2	Préparation du budget	989 882
3.3.3	Exécution et suivi du budget	3 967 987
3.3.4	Appui aux organismes publics, parapublics, organisations faitières et menages	899 488
3.3.5	Réalisations d'infrastructures et équipements des structures	5 012 821
Total		**21 897 767**

Action 03 Gestion des ressources humaines du secteur

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	62 641	62 641	64 517	70 966
Transferts et subventions	21 908	21 908	22 346	23 463
Investissement	385 668	385 668	397 238	436 961
Total	**470 217**	**470 217**	**484 101**	**531 390**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Suivi et supervision de la mise en oeuvre de la politique de gestion des ressources humaines	69 909
1.2.1	Formation des ressources humaines	378 400
2.1.1	Renforcement des capacités opérationnelles de la DRH	21 908
Total		**470 217**

Action 04 Décentralisation et déconcentration des ressources au sein du département

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	55 281	55 281	56 936	62 627
Transferts et subventions	106 150	131 150	108 273	113 686
Investissement	4 153	4 153	4 277	4 704
Total	**165 584**	**190 584**	**169 486**	**181 017**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.2.1	Suivi et supervision de la mise en oeuvre de la politique de décentralisation et de déconcentration	59 434
3.2.2	Renforcement des capacités opérationnelles de la CADD	131 150
Total		**190 584**

Action 05 Contrôle des services de la santé

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 05 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	107 812	93 958	120 359	134 802
Biens et services	107 209	107 209	110 422	121 462
Investissement	6 749	6 749	6 951	7 646
Total	**221 770**	**207 916**	**237 732**	**263 910**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 05

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.9	Prise en charge des dépenses de personnel de l'Inspection de la Santé	93 958
3.1.10	Réalisation des missions de contrôle et d'inspection dans les services de santé	113 958
Total		**207 916**

Action 06 Planification, Programmation et Suivi évaluation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 06 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	132 779	114 510	148 232	166 019
Biens et services	113 577	113 577	116 983	128 679
Transferts et subventions	25 543	25 543	26 053	27 355
Investissement	131 749	131 749	132 029	137 988
Total	**403 648**	**385 379**	**423 297**	**460 041**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 06

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.2.1	Renforcement des capacités opérationnelles de la CPS	25 543
3.1.5	Prise en charge des dépenses du personnel de la CPS	114 510
3.1.6	Coordination de la préparation et du suivi-évaluation des plans, programmes et projets de développement	145 326
3.1.8	Projet Appui à la CPS	100 000
Total		**385 379**

Le Programme : Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies

Responsable du programme : le Directeur National de la Santé.

a) Présentation stratégique du programme

Le programme « soins de santé primaire et lutte contre les maladies » vise à assurer l'offre de santé au niveau des soins de base et la prévention des maladies, donc assurer une bonne santé pour tous. Il fédère six objectifs stratégiques du PRODESS III en cinq objectifs spécifiques dont la finalité demeure l'amélioration de l'état de santé des populations. Il s'agit de :

-Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile ;

-Réduire la morbidité et la mortalité liées aux maladies transmissibles, non transmissibles et les handicaps liés aux maladies non transmissibles ;

-Promouvoir un environnement sain en s'attaquant aux déterminants sociaux de la santé ;

-Réduire les conséquences sanitaires des urgences liées aux désastres, crises et conflits, et minimiser leur impact social et économique ;

-augmenter l'offre et l'utilisation de services de santé de qualité, répartis de manière équitable et répondant aux besoins des populations.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

La mise en oeuvre du programme « soins de santé primaire et la lutte contre les maladies » vise à atteindre spécifiquement quatre objectifs. Ces objectifs assortis d'indicateurs de performance se présentent comme suit :

Objectif 1: - réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux d'accouchements assistés	%	65	67	67	71
Moyen de Vérification : Annuaire du Système Local d'Information Sanitaire (SLIS/PRODESSIII)					
Precision Méthodologique : (Nombre d'accouchements assistés/Nombre de naissances attendues) x 100					
1.2 Taux de prévalence contraceptif	%	14,89	16,89	18,89	20,89
Moyen de Vérification : Annuaire SLIS/PRODESS III					
Precision Méthodologique : (Nombre de couple année protection/nombre de femmes en âge de procréer)*100					
1.3 Taux de malnutrition aigüe sévère (6-59mois)	%	0,5	0,5	0,5	0,4
Moyen de Vérification : Enquête SMART/(PRODESS III)					
Precision Méthodologique : Enquête SMART (Nombre d'enfants malnutris aigu sévère (6-59 mois)/Nombre d'enfants de 6 à 59 mois enquêtés) x 100					

Objectif 2: - réduire la morbidité et la mortalité liées aux maladies transmissibles, non transmissibles et les handicaps liés aux maladies non transmissibles

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Proportion de décès attribuables au paludisme parmi les enfants de 0 à 5 ans atteints de paludisme vu dans les Formation sanitaires	%	20	15	10	8
Moyen de Vérification : Annuaire SLIS/PRODESS III					
Precision Méthodologique : (Nombre de cas de décès lié au paludisme chez les enfants de 0 à 5 ans/Nombre total de cas de paludisme parmi les enfants de 0 à 5 ans)*100					
2.2 Taux de couverture vaccinale enfants moins d'1 an en Penta3	%	>=90	>=90	>=90	>=90
Moyen de Vérification : Annuaire SLIS/PRODESS III					
Precision Méthodologique : (Nombre d'enfants de 0 à 11 mois ayant reçus 3 doses de vaccin penta/nombre total d'enfants de 0 à 11 mois) *100					
2.3 Pourcentage de personnel formé au dépistage précoce et la prise en charge efficace des maladies non transmissibles aux trois niveaux de la pyramide sanitaire	%	10	11	12	13
Moyen de Vérification : Rapports de Formation, Section maladies non transmissibles DNS					
Precision Méthodologique : (Nombre de prestataires formés au dépistage précoce et la prise en charge par pathologie (HTA, DIABETE, CANCER, DREPANOCYTOSE) /nombre total de prestataires de soins) x100					

Objectif 3: Promouvoir un environnement sain en s'attaquant aux déterminants sociaux de la santé et réduire les conséquences sanitaires des urgences liées aux désastres, crises et conflits, et minimiser leur impact social et économique					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Nombre d'agents formés sur le changement climatique et santé	Nombre	20	20	40	40
Moyen de Vérification : PRODESS III/Rapport de Formation, Division Hygiène DNS					
Precision Méthodologique : Dénombrement des agents formés par an sur le changement climatique et santé					
3.2 Pourcentage d'infections postopératoires dans les CSRéf	%	<=1	<=1	<=1	<=1
Moyen de Vérification : Rapports d'activités des unités de chirurgie et de maternité.					
Precision Méthodologique : (Nombre de cas d'infections postopératoire dans les CSRéf /nombre total d'interventions chirurgicales réalisées dans les CSRéf) *100					
3.3 Nombre d'agents formés sur la prévention des maladies professionnelles et des accidents de travail dans les CSRéf	Nombre	20	20	40	40
Moyen de Vérification : Rapport de Formation DNS					
Precision Méthodologique : Dénombrement des prestataires formés par an sur la prévention des maladies professionnelles et des accidents de travail					

Objectif 4: Augmenter l'offre et l'utilisation de services de santé de qualité, répartis de manière équitable et répondant aux besoins des populations					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
4.1 Taux d'utilisation des services (nc/hbt/an)	%	0,39	0,40	0,45	0,50
Moyen de Vérification : Annuaire SLIS/PRODESS III					
Precision Méthodologique : (Nombre de nouveaux cas vus en consultation curative au cours d'une année/Population totale susceptible de venir consulter au cours de cette même année) x 100.					
4.2 Taux de disponibilité des SONUB de qualité au niveau des CSCom	%	28	30	35	40
Moyen de Vérification : Rapports SONU/PRODESS III, Annuaire SLIS.					
Precision Méthodologique : Nombre d'établissements SONUB/Nombre total de CSCom *100					
4.3 Nombre de nouveaux CSRéf créés	Nombre	4	3	3	3
Moyen de Vérification : Annuaire SLIS					
Precision Méthodologique : Dénombrement de nouveaux CSRéf créés					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	17 202 958	18 048 272	19 172 028	21 472 462
Biens et services	7 491 194	7 484 342	7 742 270	8 607 881
Transferts et subventions	6 588 341	6 774 410	6 723 518	7 059 067
Investissement	13 199 082	1 831 556	15 461 498	16 427 086
Total :	**44 481 575**	**34 138 580**	**49 099 314**	**53 566 496**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par actions

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Orientation et Suivi de la mise en oeuvre de la politique de la santé	28 274 098	22 187 826	30 769 630	33 660 889
Santé communautaire	11 311 009	7 557 638	13 259 622	14 314 035
Santé de reference	13 864	13 864	14 280	14 992
Suivi des investissements dans les infrastructures sanitaires	609 729	109 164	610 626	644 269
Communication pour le changement de comportement	192 748	183 912	204 122	225 976
Précention contre la maladie	4 080 127	4 086 176	4 241 034	4 706 335
Total :	**44 481 575**	**34 138 580**	**49 099 314**	**53 566 496**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	1 139	1 171	1 194	1 217
CATEGORIE B	2 438			
CATEGORIE B1		1 145	1 168	1 191
CATEGORIE B2		1 306	1 331	1 356
CATEGORIE C	95	92	93	94
CONTRACTUEL	751	729	743	757
Total :	**4 423**	**4 443**	**4 529**	**4 615**

Action 01 Orientation et Suivi de la mise en oeuvre de la politique de la santé

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	13 688 912	14 252 687	15 282 176	17 116 029
Biens et services	2 840 905	2 851 905	2 926 108	3 218 686
Transferts et subventions	3 216 716	3 418 716	3 281 796	3 445 868
Investissement	8 527 565	1 664 518	9 279 550	9 880 306
Total	**28 274 098**	**22 187 826**	**30 769 630**	**33 660 889**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Suivi et supervision des orientations et de la mise en oeuvre de la politique de santé	2 104 833
1.1.2	Prise en charge de la césarienne	2 124 108
1.2.1	Amélioration de la santé de la reproduction	102 300
2.1.1	Lutte contre les maladies, malnutrition, et promotion de l'hygiène	1 160 141
3.1.1	Lutte contre les épidémies et catastrophes	835 190
4.1.1	Prise en charge des dépenses du personnel	14 284 854
4.1.2	Appui aux projets en faveur des structures sanitaires	1 576 400
Total		**22 187 826**

Action 02 Santé communautaire

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	3 373 153	3 658 044	3 732 563	4 180 271
Biens et services	1 020 981	1 003 129	1 042 543	1 166 626
Transferts et subventions	2 752 903	2 736 972	2 804 318	2 943 927
Investissement	4 163 972	159 493	5 680 198	6 023 211
Total	**11 311 009**	**7 557 638**	**13 259 622**	**14 314 035**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Suivi et supervision des orientations et de la mise en oeuvre de la politique de santé	90 537
1.1.3	Réalisation du projet de renforcement de la santé de la reproduction	2 659
2.1.1	Lutte contre les maladies, malnutrition, et promotion de l'hygiène	1 450 599
2.1.2	Prise en charge des dépenses du personnel CSREF	1 060 839
2.2.1	Achat de vaccins et consommables	81 927
3.2.1	Renforcement des capacités opérationnelles csref	1 111 081
4.1.1	Prise en charge des dépenses du personnel	27 640
4.2.1	Renforcement de la capacité opérationnelle des CSCOMs	3 732 356
Total		**7 557 638**

Action 03 Santé de reference

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Transferts et subventions	13 864	13 864	14 280	14 992
Total	**13 864**	**13 864**	**14 280**	**14 992**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.2.1	Renforcement des capacités opérationnelles csref	13 864
Total		**13 864**

Action 04 Suivi des investissements dans les infrastructures sanitaires

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	42 005	41 440	46 893	52 520
Biens et services	65 371	65 371	67 330	74 061
Investissement	502 353	2 353	496 403	517 688
Total	**609 729**	**109 164**	**610 626**	**644 269**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.3.1	Prise en charce des dépenses du personnel	41 440
4.1.2	Appui aux projets en faveur des structures sanitaires	0
4.3.3	Suivi et supervision des investissements dans les infrastructures sanitaires	67 724
Total		**109 164**

Action 05 Communication pour le changement de comportement

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 05 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	64 798	55 962	72 339	81 019
Biens et services	122 758	122 758	126 436	139 076
Investissement	5 192	5 192	5 347	5 881
Total	**192 748**	**183 912**	**204 122**	**225 976**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 05

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.3.1	Prise en charge des dépenses du personnel	55 962
3.3.1	Promotion de la communication et l'éducation en santé	127 950
Total		**183 912**

Action 06 Précention contre la maladie

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 06 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	34 090	40 139	38 057	42 623
Biens et services	3 441 179	3 441 179	3 579 853	4 009 432
Transferts et subventions	604 858	604 858	623 124	654 280
Total	**4 080 127**	**4 086 176**	**4 241 034**	**4 706 335**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 06

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Lutte contre les maladies, malnutrition, et promotion de l'hygiène	621 015
2.2.1	Achat de vaccins et consommables	3 274 528
2.2.2	Renforcement des capacités opérationnelles CNI	150 494
2.2.3	Prise en charge des dépenses de personnel CNI	40 139
Total		**4 086 176**

Le Programme : Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de santé et participation

Responsable de Programme : le Directeur de la Pharmacie et du Médicament

a) Présentation stratégique du programme

Le programme 3 participe à la mise en oeuvre du PRODESS III grâce à son rôle stratégique dans l'approvisionnement du pays en médicaments, vaccins et consommables d'une part, et la maîtrise des tarifs de soins, d'autre part. La Direction de la Pharmacie et du Médicament (DPM) est chargée de définir la réglementation pharmaceutique, d'instruire et de suivre les dossiers d'Autorisation de Mise sur le Marché (AMM) national des médicaments, d'élaborer et de mettre en oeuvre les programmes nationaux des médicaments et enfin de développer des outils d'aide à l'usage rationnel des médicaments.

Le programme assure l'atteinte des objectifs suivants :

-assurer un meilleur accès, une meilleure qualité et utilisation des produits pharmaceutiques y compris les réactifs de laboratoire, les vaccins;

-assurer la règlementation pharmaceutique en matière des médicaments Vaccins et Consommables.

b).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

La mise en oeuvre du programme « Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité Financière aux Soins de Santé et Participation» vise à atteindre spécifiquement deux objectifs. Ces objectifs assortis d'indicateurs de performance se présentent comme suit :

Objectif 1: Assurer un meilleur accès, une meilleure qualité et utilisation des produits pharmaceutiques y compris les réactifs de laboratoire, les vaccins					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Taux de disponibilité des 12 médicaments du panier.	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités DPM, Outil bilan C, Rapport CROCEP.					
Precision Méthodologique : (nombre de médicaments du panier disponible/ Nombre total des médicaments du panier) x100					
1.2 Taux de disponibilité des médicaments essentiels dans le secteur privé.	%	90	95	97	98
Moyen de Vérification : Rapport d'étude DPM sur le secteur privé					
Precision Méthodologique : (Nombre total de médicaments essentiels disponibles / le nombre total de médicaments essentiels du secteur privé) X 100					
1.3 Nombre moyen de jour de Rupture des vaccins	Nombre	0	0	0	0
Moyen de Vérification : Rapport d'activité annuel de la DNS/CNI.					
Precision Méthodologique : La somme des jours de rupture/le nombre total des vaccins.					

Objectif 2: Assurer la réglementation pharmaceutique en matières des médicaments, des vaccins et des consommables					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Nombre de sessions d'AMM tenues	Nombre	4	4	4	4
Moyen de Vérification : Rapport de la commission d'AMM, Rapport d'activités.					
Precision Méthodologique : dénombrement					
2.2 Nombre de réunions du Comité Technique de Coordination et de Suivi de la Gestion des ME.	Nombre	4	4	4	4
Moyen de Vérification : Rapport du comité de CTCSGME.					
Precision Méthodologique : dénombrement					
2.3 Nombre d'études réalisées dans le cadre du secteur pharmaceutique	Nombre	1	2	2	2
Moyen de Vérification : Rapport d'étude.					
Precision Méthodologique : Dénombrement.					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Biens et services	3 317 688	3 717 688	3 417 214	3 758 932
Investissement	6 749	6 749	6 951	7 646
Total :	**3 324 437**	**3 724 437**	**3 424 165**	**3 766 578**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par actions

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Orientation et Suivi de la mise en oeuvre de la politique pharmaceutique	3 324 437	3 724 437	3 424 165	3 766 578
Total :	**3 324 437**	**3 724 437**	**3 424 165**	**3 766 578**

Action 01 Orientation et Suivi de la mise en oeuvre de la politique pharmaceutique

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	3 317 688	3 717 688	3 417 214	3 758 932
Investissement	6 749	6 749	6 951	7 646
Total	**3 324 437**	**3 724 437**	**3 424 165**	**3 766 578**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Approvisionnement en médicaments.	1 220 000
1.2.1	Approvisionnement en médicaments.	1 220 000
1.3.1	Approvisionnement en médicaments.	1 211 261
2.1.1	Réglementation, suivi et supervision du secteur pharmaceutique	40 000
2.2.1	Réglementation, suivi et supervision du secteur pharmaceutique	26 427
2.3.1	Réalisation des études et recherches	6 749
Total		**3 724 437**

Le Programme : Soins Hospitaliers et Recherche

Responsable de Programme : le Secrétaire Général du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique.

a) Présentation stratégique du programme :

Le programme « Soins Hospitaliers et Recherche» vise à améliorer la performance des hôpitaux, des institutions de recherches et des établissements spécialisés dans le domaine de la santé. Ce programme est chargé de mettre en oeuvre des actions pour l'atteinte des objectifs suivants du PRODESS III :

-réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile ;

-réduire la morbidité, la mortalité et les handicaps liés aux maladies transmissibles et ceux liés aux maladies non transmissibles ;

-promouvoir un environnement sain en s'attaquant aux déterminants sociaux de la santé ;

-réduire les conséquences sanitaires des urgences liées aux désastres, crises et conflits, et minimiser leur impact social et économique.

b).Présentation des objectifs et des indicateurs du programme

La mise en oeuvre du programme « Disponibilité Soins Hospitaliers et Recherche» vise à atteindre spécifiquement quatre objectifs. Ces objectifs assortis d'indicateurs de performance se présentent comme suit :

Objectif 1: Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Le taux de mortalité maternelle intra-hospitalière liée à l'accouchement	%	1,20	1,20	1,20	1,15
Moyen de Vérification : SIH, Registre d'admission de la maternité/Réanimation					
Precision Méthodologique : Nombre de parturientes décédées à l'hôpital / Nombre total de femmes ayant accouchées à l'hôpital *100					
1.2 Taux de mortalité néo-natale précoce intra-hospitalière	%	5	5	5	4,5
Moyen de Vérification : Registre d'admission de la maternité et registre d'Hospitalisation de la néonatologie					
Precision Méthodologique : Nombre de nouveaux nés décédés dans les 7 jours de l'accouchement / Nombre total de naissance vivante*100					
1.3 Proportion de résultats d'études publiés sur la santé de la mère et de l'enfant	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : les résultats des études sur la santé de la mère et de l'enfant.					
Precision Méthodologique : (Nombre d'études publiées / le nombre d'études réalisé)*100					

Objectif 2: réduire la morbidité, la mortalité et les handicaps liés aux maladies transmissibles et ceux liés aux maladies non transmissibles

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Proportion de décès attribuée au paludisme grave parmi les enfants de 0 - 5 ans atteints de paludisme grave dans les EPH	%	4	4	4	3,5
Moyen de Vérification : Rapport de la DPNLP					
Precision Méthodologique : (Nombre d'enfants de 0-5 ans décédés par suite de paludisme grave à l'hôpital /Nombre total d'enfants de 0-5 ans atteints paludisme grave) x100					
2.2 Proportion de PV/VIH sous ARV	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports VIH et registre de dispensation des ARV des EPH					
Precision Méthodologique : (Nombre de PV/VIH sous ARV / Nombre total de PV/VIH suivies) x100					
2.3 Taux de réussite de la chirurgie dans les EPH spécialisés (cataracte sénile simple, prothèses totales de la hanche, ostéosynthèses maxillo-faciaux).	%	70	70	70	80
Moyen de Vérification : Rapports annuels, Registre opératoire des EPH spécialisés.					
Precision Méthodologique : Nombre de chirurgies réussies / Nombre total de cas réalisé *100					

Objectif 3: promouvoir un environnement sain en s'attaquant aux déterminants sociaux de la santé

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Taux de conformité de la gestion des déchets biomédicaux dans les EPH	%	50	75	75	80
Moyen de Vérification : Rapports d'évaluation du contrat de performance des EPH					
Precision Méthodologique : (Nombre d'étapes conformes / Nombre total d'étapes consignées dans le manuel de procédures) x100					
3.2 Proportion d'études scientifiques sur les déterminants sociaux de la santé dont les résultats sont disponibles.	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Les rapports d'activités et recommandations des études et recherche					
Precision Méthodologique : (Nombre d'études réalisées dont les résultats sont disponibles/ nombre total d'études prévues) x100					
3.3 Proportion de produits alimentaires autorisés par la commission nationale d'autorisation de mise sur le marché	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : les décisions d'AMM délivrées par le ministre en charge de la santé					
Precision Méthodologique : (Nombre de décisions d'AMM/ nombre de dossiers soumis à la CNAMM)*100					

Objectif 4: Réduire les conséquences sanitaires des urgences liées aux désastres, crises et conflits, et minimiser leur impact social et économique

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
4.1 Proportion de malades admis en urgence et /ou référés pris en charge dans les EPH dans l'heure suivant leur admission	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Registre du service d'accueil des urgences					
Precision Méthodologique : (Nombre de malades admis en urgence et /ou référés pris en charge dans l'heure suivant l'admission / Nombre total de malades admis en urgence et /ou référés reçus dans la structure) x100					
4.2 Proportion d'EPH disposant d'un plan blanc pour la gestion des catastrophes/conflits	'	100	100	100	100
Moyen de Vérification : le Manuel du plan blanc ou le projet d'établissement					
Precision Méthodologique : (Nombre d'EPH disposant d'un plan blanc pour la gestion des catastrophes/conflits /Nombre total d'EPH) x100					
4.3 Proportion d'EPH utilisant le dossier médical informatisé	%	50	50	50	70
Moyen de Vérification : les rapports d'activité des structures					
Precision Méthodologique : (Nombre d'EPH disposant un dossier médical informatisé /le nombre total d'EPH)*100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	260 997	262 391	298 657	318 905
Biens et services	70 305	70 305	74 244	80 035
Transferts et subventions	22 856 323	23 358 171	23 538 506	24 715 393
Investissement	22 239 829	22 064 829	22 098 228	23 036 122
Total :	**45 427 454**	**45 755 696**	**46 009 635**	**48 150 455**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Fourniture de Soins hospitaliers	40 005 304	40 129 020	40 436 792	42 309 009
Recherche en santé publique	5 121 717	5 326 243	5 264 507	5 518 320
Evaluation des hôpitaux	300 433	300 433	308 336	323 126
Total :	**45 427 454**	**45 755 696**	**46 009 635**	**48 150 455**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	1 086	1 101	1 121	1 141
CATEGORIE B	899			
CATEGORIE B1		344	348	352
CATEGORIE B2		493	501	509
CATEGORIE C	58	57	57	57
CONTRACTUEL	377	352	354	356
Total :	**2 420**	**2 347**	**2 381**	**2 415**

Action 01 Fourniture de Soins hospitaliers

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	260 997	262 391	298 657	318 905
Biens et services	47 305	47 305	50 554	53 976
Transferts et subventions	18 752 761	19 050 083	19 314 093	20 279 773
Investissement	20 944 241	20 769 241	20 773 488	21 656 355
Total	**40 005 304**	**40 129 020**	**40 436 792**	**42 309 009**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Appui aux fonctionnements des EPH	10 137 659
1.1.3	Réalisation d'infrastructures et d'équipements	7 000 000
1.1.4	Prise en charge des dépenses du personnel des EPH	7 882 691
1.2.1	Appui aux fonctionnements des EPH	585 646
1.2.3	Réalisation d'infrastructures et d'équipements	3 860 759
2.3.2	Réalisation d'infrastructures et d'équipements	5 965 000
3.2.1	Réalisation des études et recherches	160 000
3.2.3	Prise en charhe des dépenses su personnel des structures de recherches	173 351
4.1.1	Appui aux fonctionnements des structures de recherches	594 673
4.1.2	Réalisation d'infrastructures et d'équipements	3 769 241
Total		**40 129 020**

Action 02 Recherche en santé publique

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	23 000	23 000	23 690	26 059
Transferts et subventions	3 863 717	4 068 243	3 979 773	4 178 750
Investissement	1 235 000	1 235 000	1 261 044	1 313 511
Total	**5 121 717**	**5 326 243**	**5 264 507**	**5 518 320**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.2.3	Réalisation d'infrastructures et d'équipements	700 000
2.3.2	Réalisation d'infrastructures et d'équipements	185 000
3.1.1	Appui aux fonctionnements des structures de recherches	917 193
3.2.1	Réalisation des études et recherches	350 000
3.2.3	Prise en charhe des dépenses su personnel des structures de recherches	1 784 493
3.3.1	Appui aux fonctionnements des structures de recherches	970 300
4.1.1	Appui aux fonctionnements des structures de recherches	419 257
Total		**5 326 243**

Action 03 Evaluation des hôpitaux

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Transferts et subventions	239 845	239 845	244 640	256 870
Investissement	60 588	60 588	63 696	66 256
Total	**300 433**	**300 433**	**308 336**	**323 126**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.2.2	Prise en charge des dépenses du personnel	113 602
1.3.1	Réalisation des études et recherches	60 588
3.1.1	Appui aux fonctionnements des structures de recherches	94 209
3.3.1	Appui aux fonctionnements des structures de recherches	32 034
Total		**300 433**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
1.021	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
APPUI CELLULE DE PLANIF. & STATISTIQUE		100 000	100 000	100 000	98 796	103 004
Total :		**100 000**	**100 000**	**100 000**	**98 796**	**103 004**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.057	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
AMELIORATION PLATEAU TECHNIQUE HOPITAUX		5 000 000	5 000 000	5 000 000	4 939 805	5 150 240
CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT HOPITAUX		12 000 000	12 000 000	12 000 000	11 855 532	12 360 577
APPUI MISE EN OEUVRE ACCORDS ETABLISSEMENT IOTA		150 000	275 000	150 000	271 688	283 261
APPUI MISE EN OEUVRE ACCORDS ETABLISSEMENT HPG		200 000	250 000	200 000	246 990	257 511
APPUI MISE EN OEUVRE ACCORDS ETAB. HOPITAL G.T.		200 000	300 000	200 000	296 388	309 014
APPUI MISE EN OEUVRE ACCORDS ETAB. HOPITAL KATI		250 000	250 000	250 000	246 990	257 511
APPUI MISE EN OEUVRE ACCORD ETABLISSEMENT INRSP		200 000	350 000	200 000	345 786	360 516
AMENAGEMENT / EQUIPEMENT CENTRE LUTTE C/ DREPANOCYT		300 000	150 000	300 000	148 194	154 507
EXTENSION/ EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI		1 000 000	800 000	1 000 000	790 368	824 037
MISE A NIVEAU LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE		250 000	250 000	250 000	246 990	257 511
Total :		**19 550 000**	**19 550 000**	**19 550 000**	**19 388 731**	**20 214 685**

SECTION : 614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Conformément au Décret N°04-0106/PR-M du 31 mars 2004, le HCNLS est chargé de veiller à la promotion de la politique nationale de lutte contre le SIDA, de suivre les programmes d'intervention, de faire le plaidoyer en vue de la mobilisation des ressources et de la pleine participation aux objectifs, stratégies et programmes de lutte contre le SIDA.

Le SE/HCNLS a pour mission d'élaborer les éléments de la politique nationale de lutte contre le VIH/SIDA et de veiller à la mise en oeuvre et au suivi de cette politique. (Décret N°05-0307/PR-M du 08 juillet 2005 fixant les modalités de fonctionnement et d'orientation du SE/HCNLS).

I.2 Les contraintes et les défis

Dans le cadre de l'exécution de sa mission, le SE/HCNLS est confronté aux contraintes et défis suivants:

I.2.1 Contraintes

- insuffisance de financement des activités de lutte contre le VIH et le sida ;
- faible contribution de l'Etat au budget de la lutte contre le VIH et le sida ;
- faible implication du niveau communautaire ;
- discrimination et stigmatisation des cibles prioritaires (PVVIH, HSH, PS, UDI) ;
- faiblesse dans l'offre de services d'IEC/CCC et de dépistage du VIH ;
- insuffisance de l'intégration de la prise en charge du VIH et du sida dans le paquet minimum de l'offre de service de santé ;
- difficultés dans la mise en oeuvre du plan d'élimination de la TME (e-TME) ;
- difficultés d'accès aux régions du nord à cause de l'insécurité persistante.

I.2.2 Défis

- mise en place effective du Fonds national de lutte contre le SIDA;
- renforcement de l'engagement à tous les niveaux (leadership politique, du secteur public, du secteur privé, de la communauté.) ;
- respect des droits humains notamment la lutte contre la stigmatisation et la discrimination ;
- renforcement du niveau de connaissance de la population générale sur le VIH et sur le sida et en particulier la jeunesse;
- renforcement/amélioration de l'offre de services de santé notamment l'intensification des activités de prévention/dépistage et de traitement du VIH et du sida ;
- disponibilité et bonne gestion des produits de santé VIH.

I.3 La politique sectorielle

Depuis le premier cas de SIDA diagnostiqué au Mali en 1985, le pays a mis en place et exécuté plusieurs programmes de lutte contre ce fléau.

La réponse nationale en terme de lutte contre le sida au Mali, basée sur un fort engagement politique et communautaire et soutenue par un financement international de 80% et national de 20%, a donné des résultats probants en termes de prévention, de traitement, de soins et de soutien.

Ainsi en conformité avec les Objectifs de Développement Durable (ODD), les stratégies mondiales de l'OMS, de l'ONUSIDA, les Résolutions et les Engagements pris sur le plan mondial notamment la déclaration de politique des nations unies du 8 Juin 2016 pour aller à l'élimination du SIDA à l'horizon 2030; le Mali est en train de relire sa déclaration de politique de lutte contre le SIDA et de réviser son cadre stratégique pour prendre en compte les objectifs et les cibles d'élimination du SIDA à l'horizon 2030.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016

1	Pourcentage de personnes vivant avec le VIH connaissant leur statut (RARSM 2016, OMS 2015)	%	-	46,9	54,7	48,7
2	Pourcentage de femmes enceintes vivant avec le VIH bénéficiant de traitements antirétroviraux efficace ou qui en ont commencé (RARSM2016, OMS 2015)	%	35,5	20,2	41,5	34,8
3	Pourcentage d'adultes vivant avec le VIH bénéficiant d'un traitement antirétroviral (RARSM, OMS 2015)	%	32,7	35,40	38,9	38,5
4	Pourcentage d'enfants vivant avec le VIH bénéficiant d'un traitement antirétroviral (RARSM2016, OMS 2015)	%	22,6	31,0	40,5	20,7
5	Montant de la contribution de l'Etat au financement de la riposte (SE/HCNLS)	milliards	2,0	2,0	2,1	2,3

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 1 programme.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	2 947 660	3 060 310	3 015 944	3 174 306
Total :	**2 947 660**	**3 060 310**	**3 015 944**	**3 174 306**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	96 945	108 595	108 218	121 201
Transferts et subventions	2 850 715	2 951 715	2 907 726	3 053 105
Total :	**2 947 660**	**3 060 310**	**3 015 944**	**3 174 306**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA

Responsable du programme : Le Secrétaire Exécutif

a) Présentation stratégique du programme

Le programme s'inscrit dans le cadre de la mise en oeuvre de la stratégie d'élimination du SIDA à l'horizon 2030, conformément aux engagements pris sur le plan mondial notamment la déclaration de politique des Nations Unies en 8 Juin 2016.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme multisectoriel de lutte contre le sida est bâti autour de quatre objectifs spécifiques qui contribuent à l'objectif final d'élimination du SIDA à l'horizon 2030.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court, moyen et long terme. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Réduire les nouvelles infections par la réalisation d'activités de prévention pour l'ensemble de la population du mali face aux risques du vih/sida

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Pourcentage de personnes vivant avec le VIH connaissant leur statut (RARSM 2016, OMS 2015)	%	57,4	65,7	73,8	81,8
Moyen de Vérification : Rapport annuel du SE/HCNLS, CSLS/MSHP, SPECTRUM					
Precision Méthodologique : (Nombre de personnes qui ont connaissance de leur séropositivité / Nombre estimé de personnes vivant avec le VIH)x100					
1.2 Pourcentage d'enfants exposés bénéficiant d'un test virologique du VIH au cours de leurs premiers mois de vie, pendant la période de référence	%	33	45	60	76
Moyen de Vérification : Rapport annuel du SE/HCNLS, CSLS/MSHP, SPECTRUM					
Precision Méthodologique : (Nombre de nourrissons qui ont fait l'objet d'un dépistage virologique du VIH au cours de leurs deux premiers mois de vie, pendant la période de référence / Nombre estimé de femmes enceintes séropositives ayant accouché au cours des 12 derniers mois)x100					
1.3 Pourcentage de femmes enceintes vivant avec le VIH bénéficiant de traitements antirétroviraux efficace ou qui en ont commencé (RARSM2016, OMS 2015)		53,7	75	85	95
Moyen de Vérification : Rapport annuel du SE/HCNLS, CSLS/MSHP, SPECTRUM					
Precision Méthodologique : (Nombre de femmes enceintes séropositives ayant accouché et reçu des ARV au cours des 12 derniers mois dans le but de réduire le risque de transmission mère-enfant au cours de la grossesse et de l'accouchement / Nombre estimé de femmes séropositives ayant accouché au cours des 12 derniers mois)x100					

Objectif 2: Assurer la prise en charge antirétrovirale et des infections opportunistes

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Poucentage d'adultes vivant avec le VIH bénéficiant d'un traitement antiretroviral	%	43,6	52,8	61,9	71,0
Moyen de Vérification : Rapport annuel PTME de la CSLS/MSHP, Projection SPECTRUM					
Precision Méthodologique : (Nombre d'enfants recevant un traitement antirétroviral à la fin de la période de référence / Nombre estimé d'enfants vivant avec le VIH)x100					
2.2 Pourcentage d'enfants vivant avec le VIH bénéficiant d'un traitement antirétroviral (RARSM2016, OMS 2015)	%	50	60	70	80
Moyen de Vérification : Rapport annuel de la CSLS/MSHP, Projection-Estimation SPECTRUM					
Precision Méthodologique : (Nombre d'enfants recevant un traitement antirétroviral à la fin de la période de référence / Nombre estimé d'enfants vivant avec le VIH)x100					
2.3 Pourcentage de personnes sous thérapie antirétrovirale dont la charge virale a été supprimée (RARSM 2016, OMS 2015).	%	35	56	71	82
Moyen de Vérification : Rapport annuel de la CSLS/MSHP, Projection-Estimation SPECTRUM					
Precision Méthodologique : (Nombre d'adultes et d'enfants sous traitement antirétroviral au cours de la période de référence qui ont vu leur charge virale supprimée /Nombre d'adultes et d'enfants actuellement sous traitement antirétroviral)x100					

Objectif 3: Promouvoir les questions de droits humains et du genre					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Pourcentage de corps constitués (parlementaires, magistrats, officiers de police judiciaire, militaires et porteurs d'uniforme) informé et sensibilisé sur les questions de droits humains et de genre lié au VIH	%	75	90	100	--
Moyen de Vérification : Rapport annuel SE/HCNLS, Rapports des CSLS					
Precision Méthodologique : (Nombre de corps constitués informé et sensibilisé sur le Genre et le VIH / Nombre total de corps constitués)x100					
3.2 Pourcentage des PVVIH adultes sensibilisées sur les textes de lois sur le sida	%	36	54	72	90
Moyen de Vérification : Rapport annuel SE/HCNLS, Rapports des CSLS, Rapport d'enquête auprès des PVVIH					
Precision Méthodologique : (Nombre total d'adultes vivant avec le VIH bénéficiant d'un traitement antirétroviral / Nombre de PVVIH adultes)x100					

Objectif 4: Coordonner et financer l'ensemble des programmes de lutte contre le vih et le sida					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
4.1 Pourcentage de concertations tenues avec les parties prenantes de la lutte	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel du SE/HCNLS, SER, CSLS/MSHP					
Precision Méthodologique : Nombre de concertations tenues avec les parties prenantes de la lutte niveau national et régional / Nombre total de concertations prévues au niveau national et régional					
Formule :					
4.2 Pourcentage de missions de supervision réalisées avec rapports disponibles	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel du SE/HCNLS, SER, CSLS/MSHP					
Precision Méthodologique : Nombre de missions de supervision réalisées avec rapports disponibles / Nombre total de missions de supervision prévues					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	96 945	108 595	108 218	121 201
Transferts et subventions	2 850 715	2 951 715	2 907 726	3 053 105
Total :	**2 947 660**	**3 060 310**	**3 015 944**	**3 174 306**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par actions

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Lutte contre le sida	2 947 660	3 060 310	3 015 944	3 174 306
Total :	**2 947 660**	**3 060 310**	**3 015 944**	**3 174 306**

Tableau 3 : Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
CATEGORIE A	12	13	13	13
CATEGORIE B	8			
CATEGORIE B1		6	6	6
CATEGORIE B2		2	2	2
CONTRACTUEL	13	16	16	16
Total :	**33**	**37**	**37**	**37**

Action 01 Lutte contre le sida

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	96 945	108 595	108 218	121 201
Transferts et subventions	2 850 715	2 951 715	2 907 726	3 053 105
Total	**2 947 660**	**3 060 310**	**3 015 944**	**3 174 306**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Promouvoir le dépistage et la connaissance du statut sérologique	263 158
1.1.2	Etendre et renforcer l'offre de services de prévention auprès des groupes cibles particulièrement les TS, HSH, UDI, porteurs d'uniformes, miniers, populations des régions du Nord et les personnes handicapéesEtendre et renforcer l'offre de services de prévention auprès des groupes cibles pari	69 446
1.1.3	Renforcer la disponibilité et l'accessibilité du Préservatif masculin et féminin et gels lubrifiants	84 211
1.2.1	Etendre et renforcer les capacités des sites de prise en charge pédiatrique en diagnostic précoces (DP)	52 632
1.2.2	Renforcer le transport des échantillons pour le DP	52 632
1.3.1	Promouvoir le dépistage des femmes en âge de procréer et les hommes dans les services de santé de la réproduction	105 263
1.3.2	Promouvoir le dépistage du couple par les acteurs communautaires	105 263
1.3.3	Etendre et renforcer les capacitéss de service des sites PTME	210 526
2.1.1	Renforcement les structures de prise en charge en produits de santé et en équipements	631 579
2.1.2	Amélorer les chaines d'approvisionnement	210 526
2.2.1	Renforcer les structures de prise en charge en médicaments (ARV) et en équipements	210 526
2.2.2	Améliorer la prise en charge des OEV par l'alimentation	105 263
2.3.1	Renforcer les capacités des structures de santé en intrant pour la CV	52 632
2.3.2	Renforcer le transport des échantillons pour le CV	26 316
3.1.1	Renforcer les capacités des corps constitués sur les textes relatifs au VIH et genre	26 316
3.1.2	Renforcer la lutte contre les pratiques de stigmatisation et de discrimination	26 316
3.2.1	Renforcer les connaissances des PV VIH sur les textes de lois	26 316
3.2.2	Renforcer la lutte contre les pratiques de stigmatisation et de discrimination	31 579
4.1.1	Renforcer le partenariat entre les acteurs de la lutte contre le SIDA	42 105
4.1.2	Renforcer la coordination de la lutte à tous les niveaux (national, régional et opérationnel)	517 180
4.1.3	Campagne National de Lutte contre le Sida (mois de Décembre)	105 263
4.1.4	Session du Haut Conseil National de Lutte contre le Sida	47 368
4.2.1	Réalisation des missions de supervision, d'audit et de contrôle	15 789
4.2.2	Renforcer la mise en place des outils de collecte et base de données à tous les niveaux	21 053
4.2.3	Réaliser l'étude REDES	21 053
Total		**3 060 310**

SECTION : 640 MINISTERE PROMOTION FEMME ENFANT ET FAMILLE

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Crée par Décret N°97-282/P-RM du 16 septembre 1997, le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille a pour missions de préparer et mettre en oeuvre la politique nationale genre, de la famille et de protection de la femme et de l'enfant.

A ce titre, il est compétent pour l'élaboration et la mise en oeuvre de :

-La politique nationale de la promotion et protection de l'enfant et de la famille ;

-La politique nationale genre ;

-La prise en compte des besoins spécifiques des femmes dans les programmes et projets de développement.

I.2 Les contraintes et les défis

I.2.1 Contraintes

-pluralité de visions au sein du ministère,

-non fonctionnalité des mécanismes d'institutionnalisation, d'un suivi cohérent et de mémoire institutionnelle active ;

-faible appropriation des documents de politiques et l'insuffisance de la maîtrise des concepts genre par les acteurs institutionnels ;

-quasi absence de système clair de suivi opérationnel et d'impact des politiques et programmes;

-faible interaction entre les documents de politique du MPFEF caractérisée par une insuffisance de synergie entre les acteurs ;

-mécanismes de programmation non dynamique ;

-non fonctionnalité des cadres de concertation ;

-insuffisance des ressources humaines qualifiées

I.2.2 Défis

-harmoniser les visions exprimées dans les documents de politique en une seule vision ;

-mener des réformes institutionnelles basées sur la relecture du cadre institutionnel, du cadre stratégique de mise en oeuvre, du cadre de financement du ministère ;

-garantir un leadership national sur le genre et sur l'épanouissement de l'enfant et de la famille ;

-renforcer les capacités des ressources humaines ;

-renforcer le système d'information sur la femme, l'enfant et la famille ;

-créer les conditions d'une plus large participation et d'un partenariat dynamique entre tous les acteurs au développement (Etat, Société civile et Partenaires techniques et financiers).

I.3 La politique sectorielle

Le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille a élaboré la Politique Nationale de Promotion de la Famille, la Politique Nationale de Protection de l'Enfant et la Politique Nationale Genre.

La Politique Nationale Genre vise à garantir l'épanouissement de toutes les femmes et de tous les hommes grâce au plein exercice de leurs droits égaux fondamentaux, à une citoyenneté active et participative et à l'accès équitable aux ressources, en vue de faire du Mali un pays émergent fort de sa croissance et fier de ses valeurs de justice, de paix, de solidarité et de cohésion sociale.

La Politique Nationale de Promotion et de Protection de l'Enfant vise une société démocratique qui garantit l'épanouissement de l'Enfant grâce à la jouissance et au plein exercice de ses droits et devoirs par une responsabilisation soutenue des parents, de la communauté, des collectivités et de l'Etat en vue de le préparer à une citoyenneté effective inspirée de nos valeurs socioculturelles».

La Politique Nationale de Promotion de la Famille (PNPF) vise une famille viable et autonome, attachée à nos valeurs socioculturelles positives, portée par nos valeurs spirituelles et respectueuses des institutions, des droits humains et de l'environnement».

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

	Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016
1	Pourcentage de femmes aux postes électifs	%	-	9,52	9,52	-
2	Pourcentage de femmes aux postes nominatifs dans l'administration publique	%	-	17,76	11,76	-
3	Proportion des femmes dans la fonction publique	%	-	30,26	30,62	-

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 4 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	2 229 684	2 635 737	2 324 752	2 451 564
Promotion de la Femme	3 929 167	5 433 190	2 691 123	2 823 752
Promotion de l'Enfant et de la Famille	1 313 873	1 378 187	1 384 429	1 450 851
Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	600 000	800 000	792 396	836 690
Total :	**8 072 724**	**10 247 114**	**7 192 700**	**7 562 857**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	1 017 624	1 399 324	1 163 734	1 244 124
Biens et services	1 125 494	1 322 306	1 143 496	1 221 141
Transferts et subventions	893 123	1 126 347	1 103 456	1 152 259
Investissement	5 036 483	6 399 137	3 782 014	3 945 333
Total :	**8 072 724**	**10 247 114**	**7 192 700**	**7 562 857**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles

Responsable du Programme : le Secrétaire Général:

a) Présentation stratégique du programme :

Le programme Administration Générale Développement des Capacités Institutionnelles est le programme de soutien aux autres programmes opérationnels du ministère. Il est essentiellement composé des structures transversales chargées entre autres d'appuyer les responsables des programmes du ministère dans la mise en oeuvre de leurs actions. Il a pour objet entre autres la gestion des ressources humaines, matérielles et financières, la conduite des réformes institutionnelles, la coordination, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du département.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 1 est bâti autour de quatre objectifs spécifique qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à :

-la coordination et pilotage des politiques nationales en matière de genre enfant et famille ;

-la gestion financière et matérielle ;

-la décentralisation et la déconcentration des ressources au sein du département.

Objectif 1: Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux d'exécution du budget	%	95	100	100	100
Moyen de Vérification : Comptes administratifs					
Precision Méthodologique : (Crédits liquidés/Crédits notifiés) x 100					
1.2 Taux d'exécution du plan de passation des marchés publics	%	96	98	100	100
Moyen de Vérification : Le rapport de suivi du plan de passation des marchés					
Precision Méthodologique : (Nombre de marchés exécutés/Nombre total de marchés prévus) x 100					
1.3 Taux d'exécution du programme de formation	%	55	60	70	100
Moyen de Vérification : Rapport de formation					
Precision Méthodologique : (Nombre de formation réalisées/Nombre total de formations prévues) x100.					

Objectif 2: Améliorer la planification, la coordination et le suivi-évaluation des politiques et programmes du département

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux d'exécution du plan de travail annuel (PTA) du département	%	70	75	80	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités des différents services					
Precision Méthodologique : (Nombre de recommandations mises en oeuvre/nombre total de recommandations) x 100					
2.2 Taux de mise en oeuvre des recommandations des réunions des instances statutaires des politiques et programmes	%	55	60	70	100
Moyen de Vérification : PV de Session					
Precision Méthodologique : (Nombre de recommandations mises en oeuvre/le nombre total de recommandation formulées) x 100					
2.3 Taux d'exécution des missions de suivi-évaluation et des politiques et programmes	%	45	50	60	100
Moyen de Vérification : Rapport de missions de suivi-évaluation					
Precision Méthodologique : (Nombre de missions effectuées/le nombre total de missions prévues) x 100					

Objectif 3: Assurer une meilleure visibilité des actions menées par le département					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Taux d'exécution du plan de communication	%	60	65	70	90

Moyen de Vérification : Rapport d'activités
Precision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées/Nombre total d'activités prévues) x 100

Objectif 4: Impulser le processus de la décentralisation et de la déconcentration au sein du ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
4.1 Taux de transfert des ressources financières aux collectivités conformement aux compétences transférées	%	3	30	35	40
Moyen de Vérification : Mandat de délégation					
Precision Méthodologique : (Montant du budget transféré/le montant total du budget) x 100					
4.2 Taux de transfert des ressources matérielles aux collectivités conformément aux compétences transférées	%	30	35	50	60
Moyen de Vérification : Mandat de délégation Précisions					
Precision Méthodologique : (Montant du budget transféré/le montant total du budget) x100					
4.3 Taux de satisfaction des cadres organiques au niveau déconcentré	%	35	40	50	60

Moyen de Vérification : Notes de prise de service
Precision Méthodologique : (nombre d'agents affectés ayant pris service/le nombre total d'agents du département) x100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	299 522	700 575	342 740	365 977
Biens et services	842 205	895 005	841 330	898 390
Transferts et subventions	61 390	61 390	65 146	66 090
Investissement	1 026 567	978 767	1 075 536	1 121 107
Total :	**2 229 684**	**2 635 737**	**2 324 752**	**2 451 564**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Coordination et Pilotage de Politiques nationale en matière de genre, enfant et famille	1 471 095	1 626 081	1 506 923	1 587 592
Gestion financière et matérielle	748 886	979 953	807 462	852 904
Décentralisation et déconcentration des ressources au sein du département	9 703	29 703	10 367	11 068
Total :	**2 229 684**	**2 635 737**	**2 324 752**	**2 451 564**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
CATEGORIE A	32	32	32	32
CATEGORIE B	17			
CATEGORIE B1		13	13	13
CATEGORIE B2		15	15	15
CATEGORIE C	6	8	8	8
CONTRACTUEL	43	43	43	43
Total :	**98**	**111**	**111**	**111**

Action 01 Coordination et Pilotage de Politiques nationale en matière de genre, enfant et famille

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	209 202	194 188	239 388	255 618
Biens et services	473 357	493 357	447 107	477 415
Investissement	788 536	938 536	820 428	854 559
Total	**1 471 095**	**1 626 081**	**1 506 923**	**1 587 592**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge des dépenses de personnel du Cabinet et CNDIFE	194 188
1.2.1	Approvisionnement en biens et services du cabinet	360 231
1.2.4	Information sensibilisation et amélioration du statut de la femme et de l'enfant	70 000
2.1.2	Tenue de deux revues semestriels(fonct.Projet Inform. Sensib)	30 000
2.1.3	Appui au FAFE	800 000
2.1.4	Renforcement des capacités du personnel du Cabinet	20 450
2.1.5	Coordination de la mise en oeuvre des plans d'actions du département	30 309
2.1.6	Coordination des actions du FAFE	40 000
2.2.1	Suivi de l'execution des recommandations issues des concertations et des reunions statutaires de la PNG, resolution 1325, du FAFE, du conseil National de la Famille, du comité National de coordination et de suivi évaluation de la PNPPE, CNAPN et PRODESS 3	50 000
3.1.1	Mise en place d'un systeme d'Information fonctionnel pour le Departement	13 445
3.1.2	Elaboration et mise en oeuvre d'un Plan de communication et de mobilisation social	17 458
Total		**1 626 081**

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	90 320	506 387	103 352	110 359
Biens et services	362 145	374 945	387 062	413 330
Transferts et subventions	61 390	61 390	65 146	66 090
Investissement	235 031	37 231	251 902	263 125
Total	**748 886**	**979 953**	**807 462**	**852 904**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.2	Prise en charge des dépenses de personnel de la DFM	506 387
1.2.1	Approvisionnement en biens et services du cabinet	6 371
1.2.5	Elaboration, exécution et suivi du budget du département	467 195
Total		**979 953**

Action 03 Décentralisation et déconcentration des ressources au sein du département

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	6 703	26 703	7 161	7 645
Investissement	3 000	3 000	3 206	3 423
Total	**9 703**	**29 703**	**10 367**	**11 068**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.1.1	Suivi de la mise en oeuvre du plan gouvernemental de transfert des ressources et des compétences au sein du département	3 000
4.3.1	Plaidoyer auprès des élus nationaux et de la société civile pour augmenter le budget du secteur de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille	26 703
Total		**29 703**

Le Programme : Promotion de la Femme

Responsable du Programme : la Conseillère Technique Genre

a)Présentation stratégique du programme :

Ce programme vise à améliorer le statut social, économique, juridique et politique de la femme.

A cet effet, il est chargé de :

-améliorer le statut social et économique de la femme ;

-promouvoir les droits sociaux, juridiques et politique de la femme ;

-améliorer les cadres de concertation et de partenariat ;

-s'assurer de la mise en oeuvre efficace et efficiente des projets et programmes genre au niveau central et déconcentré.

b).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 2 est bâti autour de quatre objectifs spécifique suivants :

-Développement d'un capital humain (femmes et hommes) apte à affronter les défis du développement socioéconomique du pays, de la réduction de la pauvreté, de l'intégration africaine et de la mondialisation.

-Mise à contribution des potentialités des femmes et des hommes dans le développement du pays par leur participation égale aux sphères de décision ;

-Améliorer les cadres de concertation et de partenariat ;

-S'assurer de la mise en oeuvre efficace et efficiente des projets et programmes au niveau central et déconcentré..

Objectif 1: Développement d'un capital humain (femmes et hommes) apte à affronter les défis du développement socioéconomique du pays, de la réduction de la pauvreté, de l'intégration africaine et de la mondialisation.

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Pourcentage de femmes et d'hommes formés	%	97,01	85	90	95

Moyen de Vérification : Rapports de formation

Precision Méthodologique : Nombre de femmes formées / nombre de femmes et d'hommes prévus) x 100= 5751*100/5923= 97,01 soit 4502 femmes et 1249 hommes, 76% pour les femmes et 21% pour les hommes.

1.2 Pourcentage de groupements de femmes appuyés dans les AGR	%	75	80	90	95

Moyen de Vérification : Rapports d'activités, bordereaux de réception

Precision Méthodologique : (Nombre de groupements de femmes appuyés/nombre de groupements de femmes prévus)*100

1.3 Pourcentage de femmes et filles victimes des VBG prises en charge	%	50	55	60	85

Moyen de Vérification : Rapports d'activités, répertoires des personnes prises en charge

Precision Méthodologique : Nombre de femmes victimes de VBG prises en charge / nombre de femmes et de filles victimes de VBG prévu) x100%)

Objectif 2: Mise à contribution des potentialités des femmes et des hommes dans le développement du pays par leur participation égale aux sphères de décision.

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 . Taux de femmes et d'hommes sensibilisés sur les droits des femmes	%	75	80	85	90

Moyen de Vérification : Rapports d'activités

Precision Méthodologique : nombre de groupements de femmes appuyés 77/le nombre de groupements de femmes prévus114* cent

2.2 . Pourcentage de femmes occupant des postes électifs	%	30	35	40	45

Moyen de Vérification : Rapports d'activités

Precision Méthodologique : Nombre de femmes élues2 863/nombre total des élus11 452 multiplié par cent

2.3 . Pourcentage de femmes occupant des postes électifs	%	20	25	30	35

Moyen de Vérification : Rapport de collecte sur les postes de responsabilités/CNDIFE- Décrets de nomination

Precision Méthodologique : Nombre de femmes nommées 117/nombre total des nommés 724multiplié par cent

Objectif 3: Améliorer les cadres de concertation et de partenariat.

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 taux de réalisation des cadres de concertations	%	30	30	50	50

Moyen de Vérification : Compte rendu des réunions, Rapports de mission

Precision Méthodologique : (Nombre de cadres de concertation réalisé / Nombre de cadres concertation prévu) x 100.

3.2 Taux de restitution des rencontres, voyages d'études et d'échanges	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : rapports de missions

Precision Méthodologique : (nombre de rencontres restituées sur nombre de rencontres effectuées) x 100

3.3 Taux de participation des hommes et des femmes aux espaces de débats sur les conditions sociopolitiques et économiques de la femme.	%	35	35	30	30

Moyen de Vérification : Rapports d'activités

Precision Méthodologique : Nombre de femmes présentes/nombre de femmes et d'hommes prévus) x 100

Objectif 4: S'assurer de la mise en oeuvre efficace et efficiente des projets et programmes au niveau central et déconcentré.

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
4.1 pourcentage d'organisations féminines équipées en matériels et infrastructures de production	%	85	90	90	90

Moyen de Vérification : Moyens de vérification : Rapports de suivi-évaluation

Precision Méthodologique : Précision méthodologique : [Nombre de missions de suivi 41/évaluation réalisées sur nombre de mission de suivi prévues 54 (1700)] x100

4.2 . Proportion des projets/programmes suivis	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Moyens de vérification : Rapport de mission de suivi

Precision Méthodologique : Précision méthodologique : [Nombre des projets et programmes suivis 3/nombre des projets et programmes existants 3] x100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	382 276	370 799	436 714	467 816
Biens et services	134 939	195 439	143 617	153 467
Investissement	3 411 952	4 866 952	2 110 792	2 202 469
Total :	**3 929 167**	**5 433 190**	**2 691 123**	**2 823 752**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Amélioration des conditions de la femme	3 555 004	5 071 820	2 293 023	2 403 146
Formation et Education de la Femme	374 163	361 370	398 100	420 606
Total :	**3 929 167**	**5 433 190**	**2 691 123**	**2 823 752**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	81	59	59	59
CATEGORIE B	52			
CATEGORIE B1		21	21	21
CATEGORIE B2		13	13	13
CATEGORIE C	11	7	7	7
CONTRACTUEL	37	26	26	26
Total :	**181**	**126**	**126**	**126**

Action 01 Amélioration des conditions de la femme

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	335 992	322 812	384 470	410 534
Biens et services	98 015	123 011	88 033	93 984
Investissement	3 120 997	4 625 997	1 820 520	1 898 628
Total	**3 555 004**	**5 071 820**	**2 293 023**	**2 403 146**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge des dépenses de personnel de la DNPF	71 063
1.1.9	Prise en charge des dépenses de personnel des DRPFEF	251 749
3.1.5	Réalisation des missions de suivi et de supervision des activités des services du programme	63 146
3.2.2	Réalisation des activités relatives à promotion de la femme de l'enfant et de la famille au niveau régional et local	85 862
4.1.2	Programme d'Appui à l'Autonomisation des Femmes dans la chaine de valeur Karité	1 700 000
4.1.3	Projet Rehabilitation Centre de Lutte Contre l'Excision	150 000
4.1.4	Programme d'Appui Diversification, Valorisation (filières porteuses)	250 000
4.1.5	Réhabilitation des Centres d'Autopromotion des Femmes	200 000
4.1.6	Projet appui promotion de la femme rurale	350 000
4.1.7	Appui à l'Organisation Panafricaine des Femmes	150 000
4.2.1	Mise en oeuvre du projet Plate forme multifonctionnelle de lutte contre la pauvreté	1 650 000
4.2.2	Programme National d'appui aux femmes opératrices économiques	150 000
Total		**5 071 820**

Action 02 Formation et Education de la Femme

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	46 284	47 987	52 244	57 282
Biens et services	36 924	72 428	55 584	59 483
Investissement	290 955	240 955	290 272	303 841
Total	**374 163**	**361 370**	**398 100**	**420 606**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.2.3	Equipement Maisons de la femme et de l'enfant	100 000
2.1.1	Prise en charge des dépenses de personnel du CAK et du PNLE	47 987
2.1.2	Mise en oeuvre des activités de protection de la femme et de l'enfant	27 800
2.2.1	Réalisation des activités de promotion des droits de la femme	42 832
2.2.2	Réalisation des activités de promotion des droits de la femme dans toutes les régions	42 751
4.1.8	Aménagement/Equipement Centre Aoua KEITA	100 000
Total		**361 370**

Le Programme : Promotion de l'Enfant et de la Famille

Responsable du Programme : le Directeur national de la Promotion de l'enfant et de la Famille

a)Présentation stratégique du programme :

Ce programme vise à promouvoir la protection, le développement et la participation de l'enfant et le bien-être de la famille.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

1.Créer un environnement juridique et institutionnel favorable au plein épanouissement et au développement harmonieux de l'enfant ;

2.Renforcer les connaissances sur les droits et devoirs des enfants et la lutte contre les pratiques traditionnelles néfastes;

3.Promouvoir des activités de loisirs, artistiques et socioculturelles en faveur des enfants et leur participation ;

4.Renforcer la fonction socialisante de la famille

Objectif 1: Créer un environnement juridique et institutionnel favorable au plein épanouissement et au développement harmonieux de l'enfant

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Pourcentage de documents adoptés dans le domaine de la protection des droits de l'enfant, de la promotion de la famille	%	100	75	80	85
Moyen de Vérification : Rapports d'activités des services					
Precision Méthodologique : (nombre de documents adoptés/nombre de documents prévus) x 100					
1.2 Pourcentage de cadres de concertation créé et fonctionnel	%	100	100	-	-
Moyen de Vérification : rapports d'activités des services					
Precision Méthodologique : nombre de concertation créé et fonctionnel/nombre de cadres prévus					
1.3 Taux de réalisation des missions de suivi/supervisions	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapports d'activités des services					
Precision Méthodologique : (Nombre de missions effectuées / nombre total de missions prévues)x 100					

Objectif 2: Renforcer les connaissances sur les droits et devoirs des enfants et la lutte contre les pratiques traditionnelles néfastes					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Nombre d'études et de publications	NB	8	8	8	8
Moyen de Vérification : Rapports d'activités des services					
Precision Méthodologique : dénombrement					
2.2 Pourcentage de personnes formées	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités des services					
Precision Méthodologique : Nombre de personnes formées sur le nombre total de personnes à former x 100 (300 personnes)					
2.3 Pourcentage des réunions de cadres de concertation	%	80	90	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités des services					
Precision Méthodologique : Nombre de réunions tenues sur le nombre de réunions prévues X 100 (74 réunions)					

Objectif 3: Promouvoir des activités de loisirs, artistiques et socioculturelles en faveur des enfants et leur participation.					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Nombre de cadres d'expression pour enfants	Nb	4	4	4	4
Moyen de Vérification : Rapports d'activités des services					
Precision Méthodologique : dénombrement					

Objectif 4: Renforcer la fonction socialisante de la famille					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
4.1 Pourcentage de jeunes informés et sensibilisés sur la santé de la reproduction et la planification familiale	%	ND	97	98	99
Moyen de Vérification : Rapports d'activités des services					
Precision Méthodologique : (Nombre de jeunes informés, sensibilisés sur l'effectif total de jeunes prévus pour être formés) X100					
4.2 Pourcentage d'enfants vulnérables identifiés pris en charge	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités des services					
Precision Méthodologique : (Nombre d'enfants pris en charge sur le nombre total d'enfants identifiés) X 100					

<u>Tableau 1</u> : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	335 826	327 950	384 280	410 331
Biens et services	148 350	231 862	158 549	169 284
Transferts et subventions	231 733	264 957	245 914	249 479
Investissement	597 964	553 418	595 686	621 757
Total :	**1 313 873**	**1 378 187**	**1 384 429**	**1 450 851**

<u>Tableau 2</u> : Récapitulatif du programme par actions

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Promotion des droits de l'enfant et de la famille	762 140	793 230	819 701	869 029
Participation des Enfants	551 733	584 957	564 728	581 822
Total :	**1 313 873**	**1 378 187**	**1 384 429**	**1 450 851**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	36	54	54	54
CATEGORIE B	21			
CATEGORIE B1		14	14	14
CATEGORIE B2		27	27	27
CATEGORIE C	4	8	8	8
CONTRACTUEL	28	39	39	39
Total :	**89**	**142**	**142**	**142**

Action 01 Promotion des droits de l'enfant et de la famille

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	335 826	327 950	384 280	410 331
Biens et services	148 350	231 862	158 549	169 284
Investissement	277 964	233 418	276 872	289 414
Total	**762 140**	**793 230**	**819 701**	**869 029**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge des dépenses de personnel de la DNEF et du CAPF	156 966
1.1.2	Prise en charge des dépenses de personnel des DRPFEF	170 984
2.3.1	Suivi de et supervision de la mise en oeuvre des actions au sein du programme	40 742
2.3.2	Organisation des concertations	9 851
2.3.3	Mise en oeuvres des activités de promotion des droits de l'enfant et de la famille	90 107
4.2.1	Accueil et placement des enfants	124 580
4.2.2	Contruction et équipement Pouponière	100 000
4.2.3	Lutte contre l'abandon des enfants	100 000
Total		**793 230**

Action 02 Participation des Enfants

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Transferts et subventions	231 733	264 957	245 914	249 479
Investissement	320 000	320 000	318 814	332 343
Total	**551 733**	**584 957**	**564 728**	**581 822**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.2.2	Prise en charge des salaires et accessoires du personnel E.P.A	91 878
3.2.3	Approvisionnement en biens et services de la cité des enfants	177 290
3.2.4	Promotion de la participation des enfants aux activités socioéducatives	52 632
3.2.5	Aménagement espace de loisirs de cité des enfants	263 158
Total		**584 957**

Le Programme : Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant

Responsable du Programme : le Secrétaire Général du MPFEF

a).Présentation stratégique du programme

Ce programme vise à atteindre l'objectif général du Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant (FAFE)

qui vise à contribuer à l'autonomisation de la femme et à l'épanouissement de l'enfant.

b).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Les objectifs spécifiques du PAAFE sont :

1-Accroitre le potentiel économique des femmes ;

2-Contribuer au développement du leadership des femmes dans la vie publique et politique ;

3-Contribuer à l'épanouissement de l'enfant ;

4-Assurer le suivi-évaluation des activités du PAAFE.

Objectif 1: Accroitre le potentiel économique des femmes

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Pourcentage d'organisations féminines équipées en matériels et infrastructures de production	%	25	35	45	55
Moyen de Vérification : Rapport d'activités, justificatifs des acquisitions des matériels et équipement de production					
Precision Méthodologique : (Nombre d'organisations féminines équipées /Nombre d'organisation féminines demandant à être équipées) x 100					
1.2 Pourcentage de projets d'AGR/PME financés	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport de dépouillement et de validation					
Precision Méthodologique : (Nombre de projets d'AGR/PME financés / nombre total de projets d'AGR/PME prévus) x 100					
1.3 Taux de participation des organisations aux activités commerciales et promotionnelles	%	15	25	40	50
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Precision Méthodologique : (Nombre de participations réalisées / nombre total de participations prévues) x 100					

Objectif 2: Contribuer au développement du leadership des femmes dans la vie publique et politique

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Pourcentage de personnes formées - (Femmes)	%	10(15)	20(30)	20(30)	20(30)
Moyen de Vérification : Rapport de formations, rapport de suivi/évaluation					
Precision Méthodologique : (Nombre de femmes formées / nombre total de personnes prévues) x 100 et Nombre d'hommes formés / nombre total de personnes prévues) x 100					
2.2 Pourcentage d'emplois créés (Femmes)	%	20(25)	20(30)	25(35)	30(40)
Moyen de Vérification : Rapport d'activités, rapport de suivi/évaluation					
Precision Méthodologique : (Nombre d'emplois créés pour les femmes / nombre total d'emplois à créer prévus par les projets et activités financés) x 100 et (Nombre d'emplois créés pour les hommes / nombre total d'emplois à créer prévus par les projets et activités financés) x 100					
2.3 pourcentage d'AGR/PME feminines accompagnés	%	60	65	70	75
Moyen de Vérification : Rapport d'activités , Demandes d'accompagnement formulées par les promotrices d'AGR/PME					
Precision Méthodologique : (Nombre d'AGR/PME accompagnées / nombre total de demandes d'accompagnement reçues) x 100					

Objectif 3: Contribuer à l'épanouissement de l'enfant

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Pourcentage de projets financés en faveur de l'épanouissement des enfants	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport de mission et d'activités					
Precision Méthodologique : (nombre de recommandations exécutées/le nombre total de recommandation formulées)x100					
3.2 Pourcentage d'enfants réinsérés - (Filles)	%	25(25)	30(30)	35(35)	35(40)
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Precision Méthodologique : (Nombre de garçons réinsérés / nombre total d'enfants à réinsérer prévu) x 100 et (Nombre de filles réinsérées / nombre total d'enfants à réinsérer prévu) x 100					
3.3 Pourcentage d'enfants encadrés - (Filles)	%	40(40)	40(40)	40(40)	40(40)
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Precision Méthodologique : (nombre de garçons encadrés/ nombre d'enfants à encadrer prévu) x 100 et (nombre de filles encadrées/ nombre d'enfants à encadrer prévu) x 100					

Objectif 4: assurer le suivi-évaluation des activités du paafe					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
4.1 taux d'exécution des missions de suivi et supervision	%	50	60	70	80

Moyen de Vérification : Rapports de missions de suivi et supervision					
Precision Méthodologique : (nombre de missions réalisées / nombre total de missions prévues) x 100					
4.2 Taux de mise en oeuvre des recommandations issues des missions de suivi et de supervision		50	55	60	65

Moyen de Vérification : Rapports de missions de suivi et supervision
Precision Méthodologique : (nombre de recommandations exécutées / nombre total de recommandations formulées) x 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Transferts et subventions	600 000	800 000	792 396	836 690
Total :	**600 000**	**800 000**	**792 396**	**836 690**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Autonomisation de la femme et épanouissement de l'enfant	600 000	800 000	792 396	836 690
Total :	**600 000**	**800 000**	**792 396**	**836 690**

Action 01 Autonomisation de la femme et épanouissement de l'enfant

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Transferts et subventions	600 000	800 000	792 396	836 690
Total	**600 000**	**800 000**	**792 396**	**836 690**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Identification et analyse des besoins en matériels et équipements de production	2 000
1.1.2	Dotation des organisations féminines en matériels et équipements de production	50 000
1.1.3	Etudes architecturales pour la réalisation d'infrastructures de production	5 000
1.2.1	Organisation des appels à propositions de projets	1 500
1.2.2	Dépouillement des projets soumis	10 000
1.2.3	Validation des projets éligibles	3 500
1.2.4	Mobilisation des ressources additionnelles auprès des PTF	3 000
1.2.5	Financement des projets retenus	180 000
1.2.6	Participation à la mise en oeuvre des activités avec les partenaires	150 000
1.3.1	Appui technique et financier à la participation des organisations aux activités commerciales et promotionnelles	5 000
1.3.2	Suivi des activités commerciales et promotionnelles	5 000
2.1.1	Identification des besoins de formations et des modules pour les bénéficiaires des projets financés et d'autres groupements de femmes et Formations des personnes identifiées et formations des personnes identifiées	153 200
2.1.2	Identification de besoins de formations et des modules pour la CT-FAFE et formations des personnes identifiées	28 000
3.1.1	Financement des projets retenus en faveur de l'épanouissement de l'enfant	145 800
3.1.2	Appui à la réinsertion des enfants en situation difficile	14 000
4.1.1	Exécution du plan de suivi/évaluation	27 000
4.1.2	Exécution du plan de communication	15 000
4.1.3	Mise en oeuvre des recommandations des missions de suivi, supervision, d'évaluation et du Comité de Pilotage du FAFE	2 000
Total		**800 000**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
1.022	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROJET INFORMATION SENSIBILISATION AMELIORATION STATU		100 000	150 000	100 000	148 192	154 504
Total :		**100 000**	**100 000**	**100 000**	**148 192**	**154 504**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.059	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PLATEF. MULT. FONCT. LUTTE CONTRE PAUVRETE MR		150 000	150 000	150 000	148 193	154 505
PROGRAM. NATIONAL APPUI FEMMES OPERATRICES ECONOMIC		150 000	150 000	150 000	148 194	154 506
APPUI VALORISATION FILIERES PORTEUSES		250 000	200 000	250 000	197 590	206 006
APPUI ORGANISATION PANAFRICAINE DES FEMMES		150 000	100 000	150 000	98 794	103 002
EQUIPEMENT MAISONS DES FEMMES ET ENFANTS		100 000	50 000	100 000	49 398	51 502
AMENAGEMENT / EQUIPEMENT CENTRE AWA KEITA		100 000	200 000	100 000	197 592	206 009
PROJET REHABILITATION CENTRE LUTTE CONTRE EXCISION		150 000	200 000	150 000	197 592	206 009
APPUI AUTONOMISATION FEMMES FILIERS AGRO-SYLVO-PAST		200 000	100 000	200 000	98 796	103 004
PROJET APPUI PROMOTION FEMMES RURALES		350 000	250 000	350 000	246 990	257 511
REHABILITATION CENTRES AUTOPROMOTION FEMMES		200 000	200 000	200 000	197 592	206 009
Total :		**1 800 000**	**1 800 000**	**1 800 000**	**1 580 731**	**1 648 063**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.059	**DÉPENSES SUR DONS PROJETS/PROGRAMMES (BSI)**					
APPUI AUTONOMISATION FEMMES FILIERS AGRO-SYLVO-PAST		1 500 000		1 500 000	98 796	103 004
Total :		**1 500 000**	**1 500 000**	**1 500 000**	**98 796**	**103 004**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.059	**DÉPENSES SUR PRÊTS PROJETS/PROGRAMMES (BSI)**					
PLATEF. MULT. FONCT. LUTTE CONTRE PAUVRETE MR		1 500 000	1 500 000	1 500 000	118 555	123 605
Total :		**1 500 000**	**1 500 000**	**1 500 000**	**118 555**	**123 605**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.060	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
LUTTE CONTRE ABANDON ENFANTS		100 000		100 000	0	0
CONSTRUCTION / EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO		100 000	250 000	100 000	246 990	257 511
AMENAGEMENT ESPACE LOISIRS CITE DES ENFANTS		300 000	300 000	300 000	297 368	310 035
Total :		**500 000**	**500 000**	**500 000**	**544 358**	**567 546**

SECTION : 660 MINISTERE SOLIDARITE & ACTION HUMANITAIRE

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère de la Solidarité et de l'Action Humanitaire prépare et met en oeuvre la politique nationale dans les domaines de la solidarité nationale et de l'action humanitaire.

A ce titre, il est compétent pour :

- la mise en place de systèmes de protection et de sécurité sociale et le suivi de la gestion des régimes y afférents ;
- le développement et l'organisation de la solidarité nationale et la lutte contre la pauvreté ;
- le développement des coopérations des mutuelles et de la promotion de l'action communautaire ;
- la définition et la mise en oeuvre de programmes d'insertion économique et professionnelle des personnes défavorisées et victimes de mesures économiques spécifiques ;
- la protection et la promotion des handicapés ;
- la coordination de l'organisation du retour des Maliens réfugiés à l'extérieur et de leur réinsertion socioéconomique ;
- la coordination de la mobilisation et de l'utilisation des aides alimentaires destinées aux populations victimes de crises ;
- la coordination des actions humanitaires dans les situations de crises ;
- la prise en charge des victimes civiles d'actes terroristes ;

I.2 Les contraintes et les défis

Les principaux contraintes et défis sont entre autres :

I.2.1 Contraintes

- l'insuffisance du financement des politiques et programmes du Département ;
- l'insuffisance de la logistique roulante et sa maintenance à certains niveaux ;
- le retard dans l'envoi des rapports trimestriels d'activités ;
- l'insécurité résiduelle ;
- l'inadéquation entre les cadres organiques et les effectifs ;
- l'absence de plan de carrière au niveau du Département ;
- l'insuffisance des crédits de fonctionnement à tous les niveaux ;
- l'absence d'inscription budgétaire au niveau local ;
- la faiblesse du débit de la connexion internet et son instabilité dans certaines structures ;

I.2.2 Défis

- assurer l'opérationnalisation de la mise en oeuvre de la Couverture Maladie Universelle (CMU) ;
- accélérer l'actualisation des cadres organiques des structures ;
- mobiliser les financements nécessaires pour la mise en oeuvre des politiques et programmes ;
- renforcer le parc auto et assurer la maintenance régulière à tous les niveaux ;
- instituer l'élaboration annuelle des comptes nationaux de la protection sociale ;
- améliorer la collecte et l'analyse des données à tous les niveaux ;

I.3 La politique sectorielle

Le Mali a adopté le 15 décembre 1990 sa déclaration de Politique sectorielle de santé et de population. Elle est basée sur l'approche programme qui, contrairement à l'approche projet, est plus globale, plus intégrée et vise un développement harmonieux durable du secteur de la santé, de la Solidarité et de l'Action Humanitaire ainsi que de la promotion de la Famille. Elle ambitionne de résoudre les problèmes prioritaires de santé du pays ; ce qui a été reconfirmé par la Loi n°02-049 du 22 Juillet 2002 relative à la loi d'orientation sur la santé. Elle précise les grandes orientations sur l'amélioration de la santé des populations, l'extension de la couverture sanitaire et la recherche d'une plus grande viabilité et une meilleure performance du système de santé.

Le Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social (PDDSS) 1998-2007 a été mis en oeuvre à travers deux programmes quinquennaux suivant l'approche sectorielle : le Programme de Développement Sanitaire et Social (PRODESS) I sur la période 1998-2002 et le PRODESS II, sur la période 2005- 2009. Le PRODESS II a été par la suite prolongé à 2011 pour l'aligner sur la période du Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCRP) 2007-2011 qui constituait le document de référence des politiques et programmes sectoriels dans le cadre de l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Le Mali a élaboré son quatrième Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social (PDDSS) pour la période de 2014 à 2023. Le processus d'élaboration du nouveau PDDSS et de sa première tranche quinquennale 2014-2018 a démarré en 2011 avec l'évaluation du PDDSS précédent et de ses phases quinquennales (PRODESS). Cette évaluation a fait ressortir les progrès importants réalisés dans le domaine socio sanitaire et les défis à relever, notamment en ce qui concerne l'accès universel aux soins de santé, leur qualité et la gestion axée sur les résultats.

Le nouveau PDDSS (2014-2023) décline une nouvelle approche pour la prise en compte du secteur regroupant les domaines de la santé et de l'hygiène publique; du développement social, qui ont été élargis à la promotion de la famille en 2010. Il devrait donner une opportunité pour passer au palier supérieur, celui de l'accès universel aux soins de santé, de la qualité des prestations et de l'atteinte des résultats socioéconomiques dans les domaines couverts.

Le PRODESS III qui découle du nouveau PDDSS tient compte du contexte actuel marqué par la décentralisation et la crise sociopolitique que le pays vient de traverser. Il est structuré autour de onze objectifs stratégiques à savoir :

- réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile ;
- réduire la morbidité et la mortalité liées aux maladies transmissibles ;
- réduire la morbidité, la mortalité et les handicaps liés aux maladies non transmissibles ;
- promouvoir un environnement sain en s'attaquant aux déterminants sociaux de la santé ;
- réduire les conséquences sanitaires des urgences liées aux désastres, crises et conflits, et minimiser leur impact social et économique ;
- augmenter l'offre et l'utilisation de services de santé de qualité, répartis de manière équitable et répondant aux besoins des populations ;
- assurer un meilleur accès, une meilleure qualité et utilisation des produits pharmaceutiques y compris les réactifs de laboratoire, les vaccins et les produits sanguins ;
- assurer la disponibilité des ressources humaines qualifiées, compétentes, performantes et de façon équitable ;
- développer un système de financement permettant une meilleure mobilisation et utilisation des ressources financières pour la santé, une meilleure accessibilité aux services de santé et qui incite à plus d'efficience ;
- assurer la production, l'analyse, la dissémination et l'utilisation d'informations sanitaires et sociales fiables et à jour ;
- assurer une gouvernance du système sanitaire et social.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

	Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016
1	Nombre de ménages les plus démunis couvert par les transferts sociaux (cible pour 2018 : 561283)	Nombre	-	232 670	276 283	465 916
2	Pourcentage des populations couvertes par les institutions de sécurité sociale (cible pour 2018 : 31,66%)	%	4,46	13,41	15,34	16,14
3	Pourcentage de la population couverte par les mutuelles de santé (cible pour 2018 : 15%)	%	4,17	4,47	4,93	4,95
4	Taux de réinsertion socio-économique des personnes en situation de handicap (cible pour 2018 : 20%)	%	-	-	12,8	21,72
5	Nombre de femmes seules chargées de famille suivies/assistées (cible pour 2018 :6000)	Nombre	-	-	42,53	62,50

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 4 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Administration Générale	11 270 861	10 876 909	10 606 650	11 112 536
Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	1 582 568	2 059 394	1 669 391	1 746 108
Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	47 675 340	53 763 088	49 681 626	52 200 482
Lutte Contre la Pauvreté	1 465 084	1 219 775	1 476 959	1 541 334
Total :	**61 993 853**	**67 919 166**	**63 434 626**	**66 600 460**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	2 209 748	3 059 285	2 528 601	2 700 033
Biens et services	1 721 195	1 891 616	1 763 567	1 883 303
Transferts et subventions	48 529 679	53 514 111	49 709 585	52 180 125
Investissement	9 533 231	9 454 154	9 432 873	9 836 999
Total :	**61 993 853**	**67 919 166**	**63 434 626**	**66 600 460**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Administration Générale

Responsable du Programme : le Secrétaire Général/MSAH

a)Présentation stratégique du programme :

Le programme s'occupe de :

-la coordination, l'évaluation, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du département ;

-la gestion des ressources matérielles et financières ;

-la coordination du système de planification et de production des statistiques du département ;

-le suivi de la mise en oeuvre du processus de décentralisation et de déconcentration au sein du ministère ;

-la coordination et le suivi des activités de lutte contre le SIDA et la maladie à virus Ebola au sein du département.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme est bâti autour de (4) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes identifiés

Objectif 1: Optimiser le fonctionnement des services

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Disponibilité d'un plan de formation	%	1	1	1	1
Moyen de Vérification : Rapport d'activité annuel.					
Precision Méthodologique : Existence du plan de formation.					
1.2 Taux d'exécution du programme d'activités	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Programme d'activités.					
Precision Méthodologique : Nombre d'activités (réalisés/nombre d'activités programmés)x100.					
1.3 Pourcentage de satisfaction des besoins en équipement	%	-	50	60	70
Moyen de Vérification : Rapport d'activités.					
Precision Méthodologique : (Nombre de besoins satisfaits en équipement/Nombre de besoins exprimés en équipement)x100.					

Objectif 2: Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines, financière et matérielle du département

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux d'exécution du budget du Département	%	95	95	95	95
Moyen de Vérification : Rapports périodiques et comptes administratifs.					
Precision Méthodologique : (crédits liquidés / crédits notifiés)*100					
2.2 Taux d'exécution du programme des missions de contrôle et d'inspection	%	90	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport de missions d'inspection.					
Precision Méthodologique : (Nombre de missions exécutées/Nombre de missions prévues)*100					
2.3 Taux d'exécution du plan de passation des marchés	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuel ; plan de passation des marchés.					
Precision Méthodologique : (nombre de marchés notifiés/ nombre de marchés programmés) x 100.					

Objectif 3: Impulser la décentralisation/déconcentration en matière de développement social, de protection sociale et d'economie solidaire					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Taux d'exécution des missions de dissémination du décret fixant les détails de compétences transférées aux collectivités Territoriales	%	65	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport de missions.					
Precision Méthodologique : (Nombre de missions de dissémination exécutées/nombre de missions prévues sur l'ensemble du territoire du Mali)x100.					
3.2 Proportion des ressources transférables transférées aux Collectivités Territoriales	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités.					
Precision Méthodologique : (les ressources transférées /les ressources transférables)*100.					

Objectif 4: Assurer une meilleure coordination des activités de lutte contre le vih/sida et la maladie à virus ebola					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
4.1 Nombre d'atelier des pairs éducateurs aux niveaux des associations, institutions spécialisées et à l'INFTS tenu	Nombre	-	5	5	5
Moyen de Vérification : Rapport d'activités.					
Precision Méthodologique : Dénombrement.					
4.2 Nombre de missions de supervision des activités VIH au niveau des structures relevant du Département réalisé	Nombre	-	5	5	5
Moyen de Vérification : Rapport d'activités.					
Precision Méthodologique : Dénombrement.					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	412 172	1 193 918	471 646	503 621
Biens et services	1 347 927	1 397 927	1 388 389	1 482 715
Transferts et subventions	1 339 833	99 135	672 279	705 890
Investissement	8 170 929	8 185 929	8 074 336	8 420 310
Total :	**11 270 861**	**10 876 909**	**10 606 650**	**11 112 536**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par actions

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Coordination et Pilotage des politiques sociales.	2 214 711	739 309	1 567 540	1 653 538
Gestion financière et matérielle	1 125 598	2 185 947	1 182 457	1 261 743
Décentralisation et déconcentration des ressources et des compétences au sein du département	18 911	18 911	19 475	20 794
Contrôle des services de l'action sociale	211 641	232 742	229 881	245 096
Promotion des actions du développement dans les régions du nord	7 700 000	7 700 000	7 607 297	7 931 365
Total :	**11 270 861**	**10 876 909**	**10 606 650**	**11 112 536**

Tableau 3 : Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
CATEGORIE A	45	79	81	83
CATEGORIE B	24	22	22	22
CATEGORIE B1		17	17	17
CATEGORIE B2		8	8	8
CATEGORIE C	8	18	18	18
CONTRACTUEL	69	106	108	110
Total :	**146**	**250**	**254**	**258**

Action 01 Coordination et Pilotage des politiques sociales.

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	105 588	130 884	120 824	129 015
Biens et services	463 425	488 425	477 325	509 685
Transferts et subventions	1 260 698	20 000	590 857	620 398
Investissement	385 000	100 000	378 534	394 440
Total	**2 214 711**	**739 309**	**1 567 540**	**1 653 538**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel	130 884
1.1.2	suivi et supervision des programmes d'activités ;	260 081
1.1.3	Prise en charge des catastrophes naturelles	228 344
1.1.5	Mise en oeuvre des activités de communication du Département	20 000
1.3.1	Appui Suivi Comité PURD	100 000
Total		**739 309**

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	202 323	937 672	231 517	247 213
Biens et services	778 211	803 211	801 591	856 139
Transferts et subventions	59 135	59 135	60 844	63 886
Investissement	85 929	385 929	88 505	94 505
Total	**1 125 598**	**2 185 947**	**1 182 457**	**1 261 743**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Prise en charge du personnel	937 672
2.1.2	Préparation, exécution et suivi du budget du département	828 098
2.1.4	Appui au fonctionnement des organismes publics	59 135
2.1.5	Construction,renovation et entrétien des batiments	357 230
4.1.1	Appui aux ateliers de sensibilisation des pairs éducateurs dans le cadre de la lutte contre le VIH/SIDA et la maladie à virus EBOLA.	1 806
4.2.1	Appui à la réalisation des missions de coordination des activités de lutte contre le VIH/SIDA et la maladie à virus EBOLA	2 006
Total		**2 185 947**

Action 03 Décentralisation et déconcentration des ressources et des compétences au sein du département

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	18 911	18 911	19 475	20 794
Total	**18 911**	**18 911**	**19 475**	**20 794**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Réalisation de missions de dissémination du décret fixant le détail de compétences transferéesde l'état aux Collectivités territorial	10 315
3.2.1	Suivi de la mise en oeuvre des ressources transferées aux collectivités territoriales	8 596
Total		**18 911**

Action 04 Contrôle des services de l'action sociale

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	104 261	125 362	119 305	127 393
Biens et services	87 380	87 380	89 998	96 097
Transferts et subventions	20 000	20 000	20 578	21 606
Total	**211 641**	**232 742**	**229 881**	**245 096**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.2.1	Prise en charge du personnel	125 362
2.2.2	Renforcement des missions d'inspection et de contrôle des services du Département ;	87 380
2.2.3	Appui au fonctionnement de l'Inspection	20 000
Total		**232 742**

Action 05 Promotion des actions du développement dans les régions du nord

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 05 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Investissement	7 700 000	7 700 000	7 607 297	7 931 365
Total	**7 700 000**	**7 700 000**	**7 607 297**	**7 931 365**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 05

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.3.2	Mise en oeuvre du PURD	7 700 000
Total		**7 700 000**

Le Programme : Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion

Responsable du Programme : le Directeur National du Développement Social

a).Présentation stratégique du programme :

Le Programme concourt à la protection et à la promotion des catégories sociales vulnérables, la mobilisation sociale des communautés et l'action humanitaire.

b).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme est bâti autour de (3) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes identifiés

Objectif 1: Promouvoir l'intégration socioéconomique des catégories sociales vulnérables					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Pourcentage de satisfaction en besoin d'appareillages	%	65	75	85	95
Moyen de Vérification : Rapports d'activités, Annuaire statistique.					
Precision Méthodologique : (Nombre de personnes handicapées en besoin d'appareillage satisfaites/ nombre de personnes handicapées en besoin d'appareillages enregistrées) x 100					
1.2 Nombre d'études et recherches réalisées sur les phénomènes du vieillissement	Nombre	4	3	3	4
Moyen de Vérification : Rapports d'études.					
Precision Méthodologique : Dénombrement.					
1.3 Pourcentage de personnes rééduquées	%	85	86	87	88
Moyen de Vérification : Rapport annuel.					
Precision Méthodologique : (nombre de personnes rééduquées / nombre de personnes en besoin de rééducation enregistrées) x 100.					

Objectif 2: Renforcer l'action humanitaire					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Pourcentage d'activités génératrices de revenus (AGR) financées au profit des personnes déplacées et la population d'accueil vulnérables	%	90	95	97	99
Moyen de Vérification : Rapports d'activités.					
Precision Méthodologique : (nombre d'AGR financées au profit des personnes déplacées vulnérables et la population d'accueil vulnérables / nombre de demande d'AGR reçues) x 100.					
2.2 Pourcentage de personnes en détresse victimes de catastrophe suivies	%	90	95	98	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités.					
Precision Méthodologique : (nombre de personnes en détresse victimes de catastrophe suivies/ nombre de personnes en détresse victimes de catastrophe enregistrées) x 100.					
2.3 Pourcentage de personnes en détresse déplacées retournées	%	90	95	98	99
Moyen de Vérification : Fiches, rapport des donations et bilan des structures du MSAH.					
Precision Méthodologique : (nombre de personnes en détresse déplacées retournées / nombre de personnes en détresse déplacées enregistrées) x 100.					

Objectif 3: Promouvoir la mobilisation sociale de la population autour des programmes socio-sanitaires					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Nombre de personnes ayant assisté aux séances d'IEC	Nombre	500000	1000000	1200000	1400000
Moyen de Vérification : Bilan des structures du MSAH.					
Precision Méthodologique : Dénombrement.					
3.2 Nombre de groupes d'animation appuyés	Nombre	45	6000	6500	7000
Moyen de Vérification : Bilan des structures du MSAH.					
Precision Méthodologique : Dénombrement.					
3.3 : Nombre de leaders d'opinion formés dans les activités de promotion de la santé.	Nombre	6400	7000	7800	8000
Moyen de Vérification : Bilan des structures du MSAH.					
Precision Méthodologique : Dénombrement.					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	314 022	300 706	359 334	383 696
Biens et services	98 596	108 596	101 551	108 433
Transferts et subventions	827 450	1 370 092	862 327	893 293
Investissement	342 500	280 000	346 179	360 686
Total :	**1 582 568**	**2 059 394**	**1 669 391**	**1 746 108**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Gestion des groupes vulnérables, des populations victimes de situation d'urgence et ou de catastrophe et de renforcement de l'autopromotion des communautés	492 618	1 243 563	543 197	578 555
Promotion et réinsertion des personnes en situation de handicap	553 065	441 446	566 720	594 027
Prise en charge de la vieillesse	536 885	374 385	559 474	573 526
Total :	**1 582 568**	**2 059 394**	**1 669 391**	**1 746 108**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	89	108	110	112
CATEGORIE B	34	75	77	79
CATEGORIE B1		8	8	8
CATEGORIE B2		8	8	8
CATEGORIE C	10	13	13	13
CONTRACTUEL	65	62	63	64
Total :	**198**	**274**	**279**	**284**

Action 01 Gestion des groupes vulnérables, des populations victimes de situation d'urgence et ou de catastrophe et de renforceme

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	314 022	300 706	359 334	383 696
Biens et services	98 596	108 596	101 551	108 433
Transferts et subventions	80 000	634 261	82 312	86 426
Investissement		200 000	0	0
Total	**492 618**	**1 243 563**	**543 197**	**578 555**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Prise en charge du personnel	300 706
2.1.2	Suivi de la mise en oeuvre de la Politique de l'Action Humanitaire	108 596
2.1.3	Prise en charge des actions de lutte contre la pauvreté et de la lutte contre l'exclusion	554 261
2.2.1	Appui aux personnes victimes de catastrophe	20 000
2.3.1	Mise en oeuvre du Plan national d'Action Humanitaire	60 000
2.3.2	Construction d'un local R+1devant abriter les Bases de données de l'imformations sociales	200 000
Total		**1 243 563**

Action 02 Promotion et réinsertion des personnes en situation de handicap

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Transferts et subventions	425 065	413 446	437 900	459 793
Investissement	128 000	28 000	128 820	134 234
Total	**553 065**	**441 446**	**566 720**	**594 027**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Renforcement de la capacité de production en appareillages et autres aides techniques ;	33 000
1.1.3	appui à la mise en oeuvre du plan stratégique pour la promotion socio-économique des personnes en situation de handicap	266 057
1.1.4	équipement du CNAOM en matériel de rééducation	28 000
1.1.5	Prise en charge du personnel EPA	114 389
Total		**441 446**

Action 03 Prise en charge de la vieillesse

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Transferts et subventions	322 385	322 385	342 115	347 074
Investissement	214 500	52 000	217 359	226 452
Total	**536 885**	**374 385**	**559 474**	**573 526**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.2.1	Prise en charge du personnel	130 491
1.2.2	Appui au Fonctionnement de l'IERGG-MA	41 818
1.2.4	Appui à la mise en oeuvre du Programme d'Appui aux Personnes Agées Démunies	150 076
1.2.5	Réalisation d'Etudes et de Recherches des problemes socio-sanitaires,économiques et de protection du patrimoine scientifique des personnes agées	52 000
Total		**374 385**

Le Programme : Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire

Responsable du Programme : le Directeur National de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire (DNPSES)

a).Présentation stratégique du programme :

La Protection Sociale et l'Economie Solidaire visent, à terme, à étendre progressivement la couverture collective des risques sociaux à l'ensemble de la population par divers mécanismes, à améliorer l'accessibilité financière aux soins et renforcer le secteur de l'économie solidaire.

b)Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme est bâti autour de (4) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes identifiés

Objectif 1: Contribuer à assurer une meilleure couverture des prestations sociales

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux d'augmentation des assurés sociaux des ISS	%	18,39	21,39	26,39	33,39

Moyen de Vérification : Rapports d'activités.

Precision Méthodologique : (Nombre d'assurés de l'année t - nombre d'assurés de l'année t-1) / sur le total des assurés de l'année t-1) x 100.

1.2 Nombre de nouveaux régimes de sécurité sociale créés	Nombre	1	1	1	1

Moyen de Vérification : Rapports d'activités.

Precision Méthodologique : Dénombrement.

1.3 Pourcentage de la population couverte par les ISS	%	15,83	15,85	16,18	16,84

Moyen de Vérification : Rapports d'activités.

Precision Méthodologique : (Nombre total des assurés des ISS/ la population totale) x100.

Objectif 2: Contribuer à assurer la prise en charge socio-sanitaire des couches les plus pauvres

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Nombre de nouveaux ménages les plus démunis couverts par les programmes de transferts sociaux.	Nombre	185000	100000	150000	200000

Moyen de Vérification : Rapports d'activités.

Precision Méthodologique : [((Nombre de ménages de l'année T) - (Nombre de ménages de l'année T-1)) / (Nombre de ménages de l'année T-1)]X 100

2.2 Nombre de personnes indigentes immatriculées prises en charge médicalement	Nombre	25000	30000	35000	40000

Moyen de Vérification : Rapports d'activités

Precision Méthodologique : (Nombre d'indigents servis/Nombre d'indigents immatriculés) X 100

Objectif 3: Etendre la couverture sociale aux populations non couvertes par les régimes publics de protection sociale

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Pourcentage de la population couverte par les mutuelles de santé	%	7,05	7,90	8,10	10,05

Moyen de Vérification : Annuaire statistique, bilans et les rapports d'activités annuels.

Precision Méthodologique : (Nombre de bénéficiaires couverts par les mutuelles de santé / la population cible)x100.

3.2 Taux d'augmentation des adhérents au régime de l'Assurance Volontaire de l'INPS	%	25,93	34,23	42,53	43,00

Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuel, Annuaire statistique, bilan, rapports de synthèse.

Precision Méthodologique : (nombre d'adhérents de l'année N - nombre d'adhérents de l'année N-1/ nombre d'adhérents de l'année N-1) X 100

Formule :

Objectif 4: Développer les capacités des structures de protection sociale et d'economie solidaire.

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
4.1 : Pourcentage d'organisations de l'économie sociale et solidaire ayant bénéficié d'appui (technique et/ou financier)	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports d'activités annuels, annuaires statistiques.

Precision Méthodologique : (Nombre d'organisations de l'économie sociale et solidaire appuyées/ nombre d'organisations de l'économie sociale et solidaire prévues)x 100

4.2 Pourcentage de structures de protection sociale et d'économie solidaire ayant bénéficié de renforcement de capacités (construction/réhabilitation, équipement)	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports d'activités annuels.

Precision Méthodologique : (Nombre de structures ayant bénéficié de renforcement de capacités / nombre de structures prévues) X 100.

4.3 Pourcentage d'organisations de l'économie sociale et solidaire fonctionnelles (sociétés coopératives, mutuelles et ASACO)	%	62,00	65,00	70,10	75,30

Moyen de Vérification : Rapports d'activités annuels, annuaire statistique et les bilans

Precision Méthodologique : (Nombre d'organisations de l'économie solidaire fonctionnelles/ sur le nombre d'organisations de l'économie solidaire créées) x 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	1 483 554	1 564 661	1 697 621	1 812 716
Biens et services	274 672	385 093	273 627	292 155
Transferts et subventions	45 792 312	51 470 109	47 586 039	49 965 337
Investissement	124 802	343 225	124 339	130 274
Total :	**47 675 340**	**53 763 088**	**49 681 626**	**52 200 482**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Suivi de la mise en oeuvre de la PNPSES	1 904 861	3 133 513	2 116 970	2 256 880
Fourniture de prestations sociales	45 712 312	50 503 672	47 503 727	49 878 911
Protection sociale et economie solidaire	58 167	125 903	60 929	64 691
Total :	**47 675 340**	**53 763 088**	**49 681 626**	**52 200 482**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	234	772	787	802
CATEGORIE B	119	591	603	615
CATEGORIE B1		24	24	24
CATEGORIE B2		96	96	96
CATEGORIE C	6	169	172	175
CONTRACTUEL	151	304	308	313
Total :	**510**	**1 956**	**1 990**	**2 025**

Action 01 Suivi de la mise en oeuvre de la PNPSES

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	1 474 437	1 537 808	1 687 190	1 801 578
Biens et services	245 622	306 043	243 707	260 208
Transferts et subventions	60 000	1 146 437	61 734	64 820
Investissement	124 802	143 225	124 339	130 274
Total	**1 904 861**	**3 133 513**	**2 116 970**	**2 256 880**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.2.1	Prise en charge du personnel	1 537 808
1.2.2	Construction, réhabilitation et entrétien des DRDSES	143 225
1.3.1	Mise en oeuvre de la politique nationale l'économie sociale et solidaire	993 021
1.3.2	Missions de supervision des services déconcentrés de la DNPSES et autres structures	99 459
4.3.1	Dissémination du document de la Politique Nationale de Protection Sociale et son Plan d'Actions(PNPS)	360 000
Total		**3 133 513**

Action 02 Fourniture de prestations sociales

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Transferts et subventions	45 712 312	50 303 672	47 503 727	49 878 911
Investissement		200 000	0	0
Total	**45 712 312**	**50 503 672**	**47 503 727**	**49 878 911**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge des dépenses relatives aux sécurités sociales	50 264 849
1.1.2	Construction et équipement des centres de paiement de pension	200 000
1.2.1	Prise en charge du personnel	38 823
Total		**50 503 672**

Action 03 Protection sociale et economie solidaire

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	9 117	26 853	10 431	11 138
Biens et services	29 050	79 050	29 920	31 947
Transferts et subventions	20 000	20 000	20 578	21 606
Total	**58 167**	**125 903**	**60 929**	**64 691**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Prise en charge du personnel	26 853
3.1.2	Formation des formateurs, autres cadres, des membres et responsables des organisations de l'économie société et solidaires (mutuelles, association et sociétés coopératives) sur différentes thématiques	37 792
3.1.3	Appui à la mise en application des textes communautaires régissant les organisations de l'économie sociale et solidaires	61 258
Total		**125 903**

Le Programme : Lutte Contre la Pauvreté

Responsable du Programme : Le Conseiller technique en charge des questions financières

a) Présentation stratégique du programme :

Le programme vise à améliorer les conditions de vie des communautés rurales et urbaines, à renforcer leurs capacités ainsi que celles de l'ensemble des autres acteurs.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme est bâti autour de (2) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes identifiés

Objectif 1: Réduire la pauvreté des groupes vulnérables dans les communautés rurales et urbaines					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Pourcentage d'infrastructures socio collectives et productives réalisées	%	30	30	20	15

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activité.
Precision Méthodologique : (nombre d'infrastructures socio collectives et productives réalisées / le nombre d'infrastructures socio collectives et productives programmées) *100.

Objectif 2: Identifier les obstacles au DHD et la lutte contre la pauvreté					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Nombre d'études sur le DHD et la pauvreté réalisées	Nombre	3	3	3	3

Moyen de Vérification : Rapports d'études.
Precision Méthodologique : Dénombrement.

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Transferts et subventions	570 084	574 775	588 940	615 605
Investissement	895 000	645 000	888 019	925 729
Total :	**1 465 084**	**1 219 775**	**1 476 959**	**1 541 334**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Assistance aux démunis et acces aux services sociaux de base	946 308	711 308	955 232	999 701
Etudes et recherches sur le développement humain durable et de la lutte contre la pauvreté	518 776	508 467	521 727	541 633
Total :	**1 465 084**	**1 219 775**	**1 476 959**	**1 541 334**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	3	33	34	35
CATEGORIE B		9	9	9
CONTRACTUEL		10	10	10
Total :	**3**	**52**	**53**	**54**

Action 01 Assistance aux démunis et acces aux services sociaux de base

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Transferts et subventions	496 308	511 308	510 650	536 181
Investissement	450 000	200 000	444 582	463 520
Total	**946 308**	**711 308**	**955 232**	**999 701**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charges des dépenses relatives à la Lutte Contre la Pauvreté	511 308
1.1.2	Appui Réinsertion socioéconomique des Régions du Nord	200 000
Total		**711 308**

Action 02 Etudes et recherches sur le développement humain durable et de la lutte contre la pauvreté

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Transferts et subventions	73 776	63 467	78 290	79 424
Investissement	445 000	445 000	443 437	462 209
Total	**518 776**	**508 467**	**521 727**	**541 633**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Prise en charge des dépenses relatives à la Lutte Contre la Pauvreté	63 467
2.1.2	Appui au fonctionnement de l'ODHD	45 000
2.1.3	Appui Programme ODHD	400 000
Total		**508 467**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
1.023	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
REHABILITATION /EQUIPEMT INFRASTR. REGION SEGOU		500 000	500 000	500 000	493 980	515 023
REHABILITATION / EQUIPEMT INFRASTRUC. REGION MOPTI		800 000	800 000	800 000	790 368	824 037
REHABILITATION EQUIPEMT INFRASTRUCT. REGION TBOUCTO		1 000 000	1 000 000	1 000 000	987 961	1 030 048
REHABILITATION EQUIPEMT INFRASTRUCT. REGION GAO		1 000 000	1 000 000	1 000 000	987 961	1 030 048
REHABILITATION EQUIPEMT INFRSTRUCT. REGION DE KIDAL		900 000	900 000	900 000	889 164	927 042
APPUI COMITE DE SUIVI DU PURD		100 000	300 000	100 000	287 387	299 629
REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCT REGION MENAK		1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 481 941	1 545 071
REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCT REGION TAOUDE		2 000 000	2 000 000	2 000 000	1 975 922	2 060 096
CONSTRUCTION / EQUIPEMENT MAGASIN R+2		300 000		300 000	0	0
Total :		**8 100 000**	**8 100 000**	**8 100 000**	**7 894 684**	**8 230 994**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.061	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROJET MISE EN PLACE BASE DE DONNEES INFO. SOCIALES		200 000		200 000	0	0
Total :		**200 000**	**200 000**	**200 000**	**0**	**0**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.062	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
CONSTRUCTION EQUIP. DIRECTION REG. DVPT. SOCIAL ECO. SO		100 000	100 000	100 000	98 796	103 004
CONSTRUCT° EQUIP. 6 CENTRES DE PAIEMENT PENSION DISTRIC		200 000		200 000	0	0
Total :		**300 000**	**300 000**	**300 000**	**98 796**	**103 004**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.063	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DVPT HUMAIN DURABLE		400 000	400 000	400 000	395 183	412 016
PROJET APPUI REINSERTION SOCIO.ECOQ POPULATIONS NORD I		200 000	200 000	200 000	197 592	206 009
Total :		**600 000**	**600 000**	**600 000**	**592 775**	**618 025**

SECTION : 700 MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU DESENCLAVEMENT

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère de l'Equipement et du Désenclavement prépare et met en oeuvre la politique nationale en matière d'équipement, de développement des équipements et infrastructures de transport, de désenclavement du pays et d'organisation des activités de transport.

I.2 Les contraintes et les défis

Cette partie comprend une analyse des principales contraintes rencontrées et des défis. L'analyse porte sur chacun des programmes et globalement sur la mise en oeuvre de la stratégie du ministère.

I.2.1 Contraintes

- l'insuffisance et l'inadéquation des ressources humaines ;
- l'occupation anarchique des emprises des routes et des domaines aéroportuaires;
- le mauvais état et l'inadaptation des infrastructures et équipements de transport ;
- la vétusté et l'inadaptation des moyens de transports routier, ferroviaire et fluvial ;
- l'insuffisance des ressources financières;
- l'insuffisance de cartographie à grande échelle.

I.2.2 Défis

- le renforcement des capacités des ressources humaines;
- le désenclavement intérieur et extérieur du Mali;
- la mise à un niveau de service optimum des routes ;
- le renforcement du secteur en équipements, infrastructures et moyens de transport modernes;
- le recours à des financements innovants pour la réalisation et la gestion des infrastructures et services de transport ;
- la disponibilité des informations géographiques à un coût optimal.

I.3 La politique sectorielle

Le Document de la Politique Nationale des Transports, des Infrastructures de Transport et du Désenclavement (PNTITD) a été adopté en conseil des ministres le 28 octobre 2015. La présente politique a été élaborée de façon participative avec l'appui constant des partenaires techniques et financiers et sur la base d'une vision partagée. Elle constitue une opportunité pour booster et orienter véritablement les activités du secteur jusqu'à l'horizon 2034.

L'objectif général de la Politique Nationale des Transports, des Infrastructures de Transport et du Désenclavement (PNTITD) est de contribuer à la croissance économique par le désenclavement intérieur et extérieur, de créer un environnement juridique et institutionnel propice aux investissements et à une gestion performante du secteur des transports, d'assurer une articulation entre les différentes politiques et stratégies d'intervention et contribuer au renforcement des capacités, afin de répondre aux besoins d'aménagement du territoire de façon pérenne d'un point de vue sociale, économique et environnementale.

La Politique Nationale des Transports, des Infrastructures de Transport et du Désenclavement est structurée autour des objectifs spécifiques suivants :

- contribuer à la croissance de l'économie du pays par le désenclavement intérieur et extérieur;
- créer un environnement juridique et institutionnel propice aux investissements et à une gestion performante du secteur des transports ;
- assurer la formation et le développement des ressources humaines participant à la conception, à la construction, à l'exploitation et à l'entretien des infrastructures de transport ;
- promouvoir l'utilisation des nouvelles technologies dans l'exploitation des infrastructures et moyens de transport.

Les axes stragégiques sont:

1. le renforcement de la capacité institutionnelle et humaine de l'administration et des autres acteurs par la formation, l'équipement et le recrutement;

2. l'entretien et la réhabilitation des équipements et infrastructures existants ;

3. la poursuite du désenclavement intérieur et extérieur par la construction de nouvelles infrastructures ;

4. le renforcement du mécanisme de financement de l'entretien routier.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

	Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016
1	Longueur de routes bitumées entretenues	km	4281	4788,29	5895	4823
2	Longueur de routes bitumées construites	km	75	69	171,6	283
3	Taux d'accroissement des routes bitumées	%	2,01	1,81	5,54	4,89
4	Pourcentage des routes bitumées en bon état	%	29	37	50	37
5	Taux de variation du linéaire de routes entretenues	%	-0,88	-19,93	57,63	44,91

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 2 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Administration Générale	2 328 932	2 258 642	2 281 847	2 407 719
Administration Générale	150 000			
Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	117 882 342	171 144 978	124 532 531	130 348 185
Développement et sécurisation des transports	45 259			
Total :	**120 406 533**	**173 403 620**	**126 814 378**	**132 755 904**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	1 211 928	1 125 938	1 353 578	1 445 343
Biens et services	980 655	1 046 304	854 066	912 007
Transferts et subventions	908 938	941 802	950 771	964 551
Investissement	117 305 012	170 289 576	123 655 963	129 434 003
Total :	**120 406 533**	**173 403 620**	**126 814 378**	**132 755 904**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Administration Générale

Responsable du Programme : le Secrétaire Général du Ministère de l'Equipement et du Désenclavement

a)Présentation stratégique du programme :

Le programme s'occupe de :

- la coordination, l'évaluation, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du département ;
- la gestion des ressources matérielles et financières ;
- la gestion des ressources humaines
- le suivi de la mise en oeuvre du processus de décentralisation et de déconcentration au sein du ministère.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme I est bâti autour de quatre objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs (i) à la mise en oeuvre des politiques sectorielles;

(ii) à la gestion efficace des ressources humaines ; (iii) la gestion de ressources matérielles et financières ; (iv) au contrôle et à l'assistance des services publics ;(v) à la décentralisation et de déconcentration au sein du département.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen terme. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs, ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Coordonner les politiques sectorielles du département

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux de suivi de l'état de mise en oeuvre des activités du département	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités du département.

Precision Méthodologique : (activités suivies/activités programmées) x 100

Objectif 2: Assurer la gestion efficace des ressources matérielles et financières

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux d'exécution du budget du Département	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la DFM, compte administratif

Precision Méthodologique : (Crédits liquidés/Crédits notifiés) x100

Objectif 3: Assurer la gestion des ressources humaines

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 3.1 Taux de réalisation du programme de formation du département	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de la DRH et de l'INFP/BTP

Precision Méthodologique : (Nombre de formations réalisées/nombres de formations prévues) x100

Objectif 4: Contrôler et assister la gestion des services et des deniers publics					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
4.1 4.1 Pourcentage des services du Département ayant reçu une mission de contrôle par an	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de l'Inspection
Precision Méthodologique : (nombre de services controlés par an/total des services programmés) x100

4.2 4.2 Taux d'exécution du programme relatif aux missions de suivi des recommandations	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de l'inspection
Precision Méthodologique : (nombre de missions de suivi des recommandations effectuées/nombre de missions de suivi programmées) x100

Objectif 5: Impulser le processus de décentralisation et de déconcentration au sein du département					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
5.1 Taux de mise en eouvre du plan de transfert des compétences et des ressources	%	54	58	62	-

Moyen de Vérification : Rapport d'actvités de la CADD
Precision Méthodologique : (nombre d'activités réalisées/ nombre d'activités programmées) x100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	449 175	385 331	504 646	538 860
Biens et services	782 416	857 416	720 023	768 909
Transferts et subventions	196 894	196 894	200 152	203 052
Investissement	900 447	819 001	857 026	896 898
Total :	**2 328 932**	**2 258 642**	**2 281 847**	**2 407 719**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Coordination et pilotage des politiques de transports, d'infrastructures de transports et de desenclavement	602 249	590 954	616 839	645 389
Gestion financière et matérielle	1 402 525	1 316 123	1 364 103	1 447 301
Gestion des ressources humaines	14 646	24 646	13 467	14 378
Processus de décentralisation et de deconcentration	9 848	24 848	9 395	10 030
Contrôle, assistance à la gestion des services et des derniers publics	299 664	302 071	278 043	290 621
Total :	**2 328 932**	**2 258 642**	**2 281 847**	**2 407 719**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
CATEGORIE A	48	37	38	39
CATEGORIE B	63			
CATEGORIE B1		37	37	37
CATEGORIE B2		16	16	16
CATEGORIE C	17	13	13	13
CONTRACTUEL	87	67	69	71
Total :	**215**	**170**	**173**	**176**

Action 01 Coordination et pilotage des politiques de transports, d'infrastructures de transports et de desenclavement

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	163 345	130 274	183 517	195 959
Biens et services	80 092	110 092	73 650	78 640
Transferts et subventions	145 588	145 588	148 333	150 482
Investissement	213 224	205 000	211 339	220 308
Total	**602 249**	**590 954**	**616 839**	**645 389**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Coordination et pilotage des activités	126 692
1.1.2	Prise en charge du personnel	130 274
3.1.2	Poursuite de l'exécution du plan de formation des agents des structures publiques et privées su secteur de l'Equipement et des Transports	133 988
3.1.3	Réhabilitation extension/équipements	200 000
Total		**590 954**

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	285 830	255 057	321 129	342 901
Biens et services	645 759	655 759	594 021	634 374
Transferts et subventions	51 306	51 306	51 819	52 570
Investissement	419 630	354 001	397 134	417 456
Total	**1 402 525**	**1 316 123**	**1 364 103**	**1 447 301**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Préparation du budget du département	20 000
2.1.2	Suivi et Exécution du budget	841 066
2.1.3	Prise en charge du personnel	255 057
2.1.4	Construction bureaux annexes DAF	200 000
Total		**1 316 123**

Action 03 Gestion des ressources humaines

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	14 646	24 646	13 467	14 378
Total	**14 646**	**24 646**	**13 467**	**14 378**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Gestion des ressources humaines du département	24 646
Total		**24 646**

Action 04 Processus de décentralisation et de deconcentration

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	9 848	24 848	9 395	10 030
Total	**9 848**	**24 848**	**9 395**	**10 030**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04

	Intitulé de l'activité	Coût activité
5.1.1	mise en oeuvre du plan des transferts des compétences du département	24 848
Total		**24 848**

Action 05 Contrôle, assistance à la gestion des services et des derniers publics

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 05 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	32 071	42 071	29 490	31 487
Investissement	267 593	260 000	248 553	259 134
Total	**299 664**	**302 071**	**278 043**	**290 621**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 05

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.1.1	Exécution du programme de missions d'inspections et de contrôle	42 071
4.1.2	Equipement et inspection des Transports	260 000
Total		**302 071**

Action 03 Planification, programmation et suivi évaluation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Investissement	150 000			
Total	**150 000**			

Le Programme : Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie

Responsable du Programme: le Directeur National des Routes

a).Présentation stratégique du programme :

Ce programme vise à assurer le désenclavement intérieur et extérieur du pays, la recherche et l'information technique dans le domaine du bâtiment et des travaux publics et la recherche de l'information géographique. Il s'occupe de:

- développer le réseau routier
- entretenir le réseau routier ;
- assurer la recherche sur les matériaux de construction ;
- rendre disponible les informations cartographiques.

b).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme « construction et entretien des routes, développement de l'information Géographique » est bâti autour de six objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à l'occupation anarchique des emprises des routes ; le mauvais état et l'inadaptation des infrastructures ; la vétusté et l'inadaptation des moyens de transports routiers; l'insuffisance de la cartographie à grande échelle.

Objectif 1: Développer le réseau routier

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux d'accroissement des routes bitumées	%	10,02	11,75	12,66	18,71

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités (DNR)
Precision Méthodologique : (linéaire routes réalisé à l'année N/linéaire cumulé réalisé à l'année N-1) x100

1.2 Taux d'accroissement des routes en terres et pistes	%	4,30	3,66	4,03	3,23

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités (DNR)
Precision Méthodologique : (linéaire de routes en terres et pistes réalisé à l'année N/ linéaire cumulé réalisé à N-1) x100

1.3 Taux d'accroissement des routes réhabilitées et/ ou renforcées	%	2,78	4,39	18,22	23,11

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités (DNR)
Precision Méthodologique : (linéaire réalisé à l'année N / linéaire cumulé réalisé à l'année N-1) x100

Objectif 2: Entretenir le réseau routier

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux de variation du linéaire de routes entretenues	%	27,31	8,42	5,71	20,82

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités (DNR).
Precision Méthodologique : (linéaire réalisé en l'année N- linéaire réalisé en N-1) /linéaire réalisé en l'année N-1)x100

2.2 Linéaire de routes renseignées dans la BDR	KM	6300	6350	6500	6800

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités SDR et DNR
Precision Méthodologique : Dénombrement.

Objectif 3: Assurer la recherche sur les matériaux de construction

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Pourcentage de recherche réalisée/prévue	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités (CNREX-BTP)
Precision Méthodologique : (Nombre de rapports de recherche réalisés/nombre de rapports de recherche prévus) x 100

Objectif 4: Rendre disponible les informations cartographiques

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
4.1 Taux de demandes de cartes satisfaites	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités (IGM)
Precision Méthodologique : (Nombre de demandes de cartes satisfaites /demandes totales de cartes) x 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	762 753	740 607	848 932	906 483
Biens et services	154 681	188 888	134 043	143 098
Transferts et subventions	712 044	744 908	750 619	761 499
Investissement	116 252 864	169 470 575	122 798 937	128 537 105
Total :	**117 882 342**	**171 144 978**	**124 532 531**	**130 348 185**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Construction, entretien et réhabilitation des routes et ponts	117 079 108	170 393 880	123 704 307	129 498 793
Gestion de l'Information Géographique	803 234	751 098	828 224	849 392
Total :	**117 882 342**	**171 144 978**	**124 532 531**	**130 348 185**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	52	103	105	107
CATEGORIE B	99			
CATEGORIE B1		99	100	101
CATEGORIE B2		49	49	49
CATEGORIE C	21	34	34	34
CONTRACTUEL	189	177	180	183
Total :	**361**	**462**	**468**	**474**

Action 01 Construction, entretien et réhabilitation des routes et ponts

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	762 753	740 607	848 932	906 483
Biens et services	154 681	188 888	134 043	143 098
Transferts et subventions	238 810	243 810	248 422	252 022
Investissement	115 922 864	169 220 575	122 472 910	128 197 190
Total	**117 079 108**	**170 393 880**	**123 704 307**	**129 498 793**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel	313 342
1.1.2	Programmation et suivi de l'exécution des travaux routiers	75 030
1.1.3	Gestion du réseau routier, planification et programmation des investissements des travaux (DRR KAYES)	109 047
1.1.4	Gestion du réseau routier, planification et programmation des investissements des travaux (DRR Koulikoro)	36 803
1.1.5	Gestion du réseau routier, planification et programmation des investissements des travaux (DRR Sikasso)	48 115
1.1.6	Gestion du réseau routier, planification et programmation des investissements des travaux (DRR Ségou)	62 993
1.1.7	Gestion du réseau routier, planification et programmation des investissements des travaux (DRR Mopti)	29 843
1.1.8	Gestion du réseau routier, planification et programmation des investissements des travaux (DRR Tombouctou)	45 156
1.1.9	Gestion du réseau routier, planification et programmation des investissements des travaux (DRR Gao)	37 955
1.1.10	Gestion du réseau routier, planification et programmation des investissements des travaux (DRR Kidal)	14 761
1.1.11	Gestion du réseau routier, planification et programmation des investissements des travaux (DRR Taoudenit)	17 000
1.1.12	Gestion du réseau routier, planification et programmation des investissements des travaux (DRR Meneka)	17 000
1.1.13	Gestion du réseau routier, planification et programmation des investissements des travaux (District de Bamako)	49 799
1.1.14	Travaux publics (DRR du District de BKO)	14 165
1.1.15	Etudes routières	100 000
1.1.16	Travaux de bitumage de la route Zantiébougou Kolondiéba-Frontière RCI	3 000 000
1.1.17	Travaux de bitumage de la route Didiéni (Kwala)-Goumbou-Nara-Frontière Mauritanie	500 000
1.1.18	Travaux de bitumage de la route Macina-Diafarabé-Téninkou	3 000 000
1.1.19	Construction du 2ème pont de Kayes (600 ml) et ses voies d'accès	15 000 000
1.1.20	Construction de la section Kangaba Dioulafoundo-Frontière Guinée	8 686 000
1.1.21	Construction et bitumage de la section Yanfolila-Kalana-Frontière Guinée	6 945 000
1.1.22	Construction et bitumage de la route Kayes-Sadiola-Kéniéba	13 087 000
1.1.23	Construction et bitumage de la route Banconi-Dialakorodji-Safo-Dabani-Nonsonbougou	7 918 000
1.1.24	Bitumage de la route Baroueli-Tamani	5 292 000
1.1.25	Construction de la ceinture ouest de koulikoro	3 215 000
1.1.26	Travaux d'aménagement Voie de Kouloubléni, dans la Commune Rurale de Kalaban Coro	3 214 000
1.1.27	Construction Brételle Katélè - Kadiolo Zégoua et Aménagement de 10km de voiries	2 143 000
1.1.28	Traversée de Sikasso	200 000
1.1.29	Bitumage Tronçon Goma Coura Tombouctou (FED)	17 500 000
1.1.30	Aménag 2X2 voies sect° Ségou San 7km BOAD	4 500 000
1.1.31	Bitumage de la route Mahina Bafoulabé	200 000
1.1.32	Programme d'Aménagement des Infrastructures Routières Structurantes (PAIRS) au Mali	25 400 000
1.1.33	Route Benena Mandiakuy	1 065 000
1.1.34	Travaux de bitumage de la route Zantiébougou Kolondiéba-Frontière RCI	21 000 000
1.1.35	Programme d'Aménagement des Infrastructures Routières Structurantes (PAIRS) au Mali	8 000 000
1.2.1	Réalisation des travaux d'urgence routiers	10 809
1.2.2	Programme d'Urgence Routier	300 000
1.2.3	Entretien courant des routes	400 000
1.2.4	Entretien des pistes CMDT	1 000 000
1.2.5	Acquisition réparation/acquisitions matériels CETRU	300 000
1.2.6	Prise en charge du personnel	89 979

1.3.1	Construction Route Sikasso Zegoua	5 000 000
1.3.2	Amenagement 2X2 voies 3ème pont RN6.Construction Echangeur Réhab Section Tour Afrique	9 500 000
1.3.3	Construction Pont sur fleuve Baoulé à Dioïla sur la route Fana-Dioïla	2 250 000
1.3.4	Réparation et Acquisition de Bacs DNR	200 000
2.1.1	Réalisation de travaux d'entretien routier	9 094
2.1.2	Agence D'exécution Des Travaux Routiers	84 000
2.2.1	Renseignement de la banque des données routières	4 179
3.1.1	Acquisitions de biens et services pour la recherche	209 810
3.1.2	Acquisition d'équipements techniques	200 000
Total		**170 393 880**

Action 02 Gestion de l'Information Géographique

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Transferts et subventions	473 234	501 098	502 197	509 477
Investissement	330 000	250 000	326 027	339 915
Total	**803 234**	**751 098**	**828 224**	**849 392**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.1.1	Production et diffusion des informations géographiques	501 098
4.1.2	Mise en oeuvre Contrat plan Etat/IGM	250 000
Total		**751 098**

Action 01 Gestion et sécurisation des transports routiers, ferroviaires, maritimes et fluviaux

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	43 558			
Investissement	1 701			
Total	**45 259**			

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
1.024	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
EQUIPEMENT INSPECTION DES TRANSPORTS		260 000	265 000	260 000	245 909	256 384
REHABILITATION EXTENSION / EQUIPEMENT INFET		200 000	200 000	200 000	197 592	206 009
Total :		**460 000**	**460 000**	**460 000**	**443 501**	**462 393**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.065	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
ACQUISITION / REPARATION MATERIELS ENGINS LOURDS / CET		300 000	300 000	300 000	294 205	306 738
REPARATION/ACQ. BACS DIRECTION NAT. DES ROUTES		200 000	200 000	200 000	196 136	204 491
ENTRETIEN COURANT DES ROUTES/AUTORITE ROUT.		400 000	400 000	400 000	392 273	408 983
ENTRETIEN PISTES CMDT		1 000 000	700 000	1 000 000	693 122	722 648
CONSTRUCTION ROUTE KAYES-KENIEBA		50 000 000	2 000 000	13 087 000	1 961 369	2 044 923
AMENAG.2X2 VOIES 3EME PONT.RN6.CONSTRUCT ECHANG. REH		9 500 000	5 000 000	9 500 000	4 903 424	5 112 309
AMENAG. TRAVERSEE VILLE DE SIKASSO		200 000		200 000	0	0
PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER		300 000	300 000	300 000	294 205	306 738
ACQUISITION EQUIPEMENTS TECHNIQUES CNREX		200 000	200 000	200 000	185 591	193 497
CONTRAT- PLAN ETAT IGM		250 000	330 000	250 000	326 027	339 915
Total :		**62 350 000**	**62 350 000**	**25 437 000**	**9 246 352**	**9 640 242**

SECTION : 714 MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable prépare et met en oeuvre la politique nationale dans les domaines de l'environnement et de l'assainissement et veille à la prise en compte des questions de développement durable à l'occasion de la formulation et de la mise en oeuvre des politiques publiques.

I.2 Les contraintes et les défis

Cette partie comprend une analyse des principales contraintes rencontrées et des defis qu'elles posent.Cette analyse porte sur chacun des programmes et globalement sur la mise en oeuvre de la strategie du ministère.

I.2.1 Contraintes

- l'insuffisance des ressources humaines sur les plans qualitatif et quantitatif ;
- l'insuffisance d'infrastructures pour abriter les structures ;
- l'insuffisance et la vétusté des moyens logistiques et matériels ;
- l'absence de plan de formation continue des agents (perfectionnement et requalification) ;
- le manque de plan de carrière pour les agents ;
- l'insuffisance d'infrastructures d'assainissement dans les villes,
- l'absence d'un dispositif législatif réglementaire relatif au mécanisme financier de perception et de gestion des redevances auprès des organismes préleveurs et pollueurs d'eau et d'utilisation de ces redevances ;
- l'insuffisance d'équipements collectifs et individuels forestiers et d'assainissement ;
- l'insuffisance de moyens face à l'insécurité grandissante dans le pays ;
- l'occupation illicite du domaine forestier classé et des zones d'intérêt cynégétique et aires protégées ;
- les insuffisances dans les textes actuels et le retard dans l'adoption des nouveaux textes soumis particulièrement les textes en matière de transfert de compétences dans le domaine de la gestion des ressources forestières et fauniques ;
- la faible prise en compte de l'environnement et du changement climatique dans les politiques sectorielles et dans le processus de planification du développement ;
- l'absence d'une stratégie de communication sur les questions environnementales.

Il faut noter que, linsuffisance de ressources humaines, matérielles et financières, la diversité des programmes d'intervention et leurs spécificités ne sont pas de nature à favoriser la planification et la coordination à souhait des politiques sectorielles.

I.2.2 Défis

Ils sont entre autres :

- la mise à disposition des ressources humaines adéquates et qualifiées aux structures du département ;
- la mise à disposition des infrastructures aux structures du département
- l'équipement des structures du département en moyens logistiques et matériels ;
- la formation continue des agents des structures du département pour faire face aux nouveaux défis (GAR, changements climatiques, etc.);
- l'adoption de plan de carrière pour les agents des structures du département ;
- la sécurisation des dépôts de transits dans les principales villes et la construction et de décharge contrôlée compactée dans les régions ;
- l'adoption de textes législatif réglementaire relatif au mécanisme financier de perception des redevances auprès des organismes préleveurs et pollueurs d'eau et d'utilisation de ces redevances en vue de générer des ressources propres par l'ABFN ;
- l'équipement des agents de la DNEF et de la DNACPN en équipements collectifs et individuels adéquats ;
- la mise en place d'un système de contrôle, de suivi et de surveillance continue de l'environnement et de la dynamique des ressources forestières et fauniques ;

- la sécurisation du domaine forestier classé et des zones d'intérêt cynégétique et aires protégées à travers des activités de délimitation, d'immatriculation et de déguerpissement des réserves occupées ;
- la relecture et l'adoption de textes législatifs et règlementaires dans le cadre de la mise en oeuvre de la gestion décentralisée et participative des ressources forestières et fauniques ;
- la formation des acteurs pour la prise en compte de l'environnement et du changement climatique dans les politiques, plans et programmes de développement ;
- l'élaboration d'une stratégie de communication en matière de protection de l'environnement ;
- la mise en oeuvre des plans d'actions de la politique forestière Nationale.

I.3 La politique sectorielle

Le Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable a élaboré des politiques dans les domaines de l'environnement, de la gestion des ressources forestières et fauniques et de l'assainissement. Il s'agit de la :

- Politique Nationale de Protection de l'Environnement ;
- Politique Nationale sur les Changement Climatiques ;
- Politique Forestière Nationale ;
- Politique Nationale sur les Zones Humides ;
- Politique Nationale d'Assainissement.

A ceux-ci il faut ajouter que l'ensemble des actions du Programme « Sauvegarde et gestion intégrée des ressources du bassin du Fleuve Niger » sont inscrits dans le Programme National de Sauvegarde du Fleuve Niger approuvé par le Gouvernement du Mali suivant le Décret N°2016-0728/P-RM du 20 septembre 2016.

Ces politiques sectorielles sont structurées autour de vingt-quatre (24) objectifs

1. Améliorer la gestion des ressources matérielles et financières ;
2. Améliorer la coordination et le suivi des politiques et stratégies du département ;
3. Impulser le processus de décentralisation et déconcentration au sein du département ;
4. Assurer le contrôle des services et organismes du département ;
5. Réduire durablement l'insalubrité du milieu de vie des populations par des changements de comportement ;
6. Assurer l'accès des populations à un service durable de l'assainissement ;
7. Réduire les pollutions et nuisances sur l'environnement ;
8. Promouvoir la gestion intégrée des ressources en eaux pour un développement durable ;
9. Lutter contre l'érosion des berges et la dégradation des écosystèmes dans le bassin du fleuve Niger ;
10. Développer les relations de partenariat et renforcer les capacités de l'agence ;
11. Renforcer le cadre législatif et réglementaire de la gestion des ressources forestières et fauniques ;
12. Assurer la gestion durable des terres ;
13. Promouvoir la conservation et la valorisation de la diversité biologique ;
14. Renforcer les capacités des acteurs dans la conservation et la valorisation de la Biodiversité ;
15. Assurer la coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement ;
16. Veiller à l'intégration de la dimension environnementale dans les politiques, plans et programmes ;
17. Assurer une gestion durable des ressources forestières ;
18. Promouvoir la conservation et la valorisation des ressources forestières ;
19. Renforcer les capacités des acteurs de gestion des ressources forestières ;
20. Renforcer le système d'information forestier et de ses services ;
21. Assurer une gestion durable des aires protégées ;

22. Promouvoir la conservation et la valorisation des aires protégées ;

23. Renforcer les capacités des acteurs de gestion des aires protégées ;

24. Améliorer l'habitat de la faune dans les Aires Protégées.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

	Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016
1	Pourcentage de villages ayant atteint le statut FDAL	%	25	62,39	226,14	140,65
2	Pourcentage de ménages utilisant les latrines améliorées	%	24,95	29,70	25,36	24
3	Pourcentage de ménages raccordés à un réseau d'égout	%	5	0	12,5	11
4	Taux de réalisation des travaux de protection et d'aménagement des berges	%	27	49,29	50	100
5	Pourcentage de superficies de terres restaurées	%	52,84	57,71	53,40	76,60
6	Taux de réduction des superficies brulées par les feux de brousse	%	6,27	-16,31	+2,71	+32,55
7	Pourcentage de politiques sectorielles intégrant la dimension environnementale	%	30	33,33	40	43,33
8	Pourcentage de PDSEC intégrant la dimension environnementale	%	4,26	5,54	6,40	6,11

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 7 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Administration Générale	1 577 215	1 453 157	1 475 871	1 566 282
Amélioration du Cadre de Vie des Populations	12 315 107	9 130 869	10 066 716	10 568 019
Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	2 509 980	2 429 980	2 495 135	2 595 160
Protection et Conservation de la Nature	9 639 431	8 941 536	5 045 122	5 337 610
Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	2 588 385	3 216 285	709 998	732 089
Appui à l'aménagement et à la protection de la faune	278 750	278 750	368 131	388 708
Appui à l'aménagement et à la protection des forêts	1 021 250	1 021 250	1 348 718	1 424 110
Total :	**29 930 118**	**26 471 827**	**21 509 691**	**22 611 978**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	3 458 015	3 153 597	3 824 647	4 083 946
Biens et services	1 866 827	2 128 573	1 767 459	1 881 794
Transferts et subventions	1 031 741	1 259 945	1 110 317	1 132 328
Investissement	23 573 535	19 929 712	14 807 268	15 513 910
Total :	**29 930 118**	**26 471 827**	**21 509 691**	**22 611 978**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Administration Générale

Responsable du Programme : le Secrétaire Général du Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable

a)Présentation stratégique du programme

Le programme s'occupe de :

i) la gestion des ressources humaines, matérielles et financières ;

ii) la coordination, l'évaluation, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du Département ;

iii) la coordination du système de planification et de production des statistiques du secteur ;

iv) le suivi de la mise en oeuvre du processus de décentralisation et de déconcentration au sein du Ministère.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 1025 est bâti autour de quatre (04) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à l'environnement et de l'assainissement.

Objectif 1: Améliorer la coordination et le suivi des politiques et stratégies du département

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux d'exécution du programme d'activité du département	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités annuels des sous-secteurs du département, rapport de revue sectorielle conjointe					
Precision Méthodologique : (Nombre d'activités effectivement réalisées/nombre d'activités programmées) X 100					
1.2 Taux de mise en oeuvre des recommandations issues des revues sectorielles	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports semestriels de suivi de la mise en oeuvre des recommandations issues des revues sectorielles					
Precision Méthodologique : (nombre de recommandations mises en oeuvre / nombre total de recommandations formulées)*100					

Objectif 2: Améliorer la gestion des ressources matérielles et financières

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux d'exécution du budget du Département	%	0	99	100	100
Moyen de Vérification : Compte Administratif					
Precision Méthodologique : (Crédits liquidés / Crédits notifiés) X 100					

Objectif 3: Impulser le processus de décentralisation et déconcentration au sein du département

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Taux d'exécution du plan de transfert des compétences et des ressources des services du MEA aux CT en matière d'assainissement, de gestion des ressources fauniques et forestières	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports de missions, rapports d'activités					
Precision Méthodologique : (Nombre de missions réalisées/ nombre de missions prévues) *100					
3.2 Taux d'exécution du plan de déconcentration des services du MEADD	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports de missions, rapport d'activités, informations collectés.					
Precision Méthodologique : (Nombre d'activités menées/ nombre d'activités prévues)X 100.					

Objectif 4: Assurer le contrôle des services et organismes du département					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
4.1 Taux de réalisation des missions d'inspection	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : rapports de missions
Precision Méthodologique : (Nombre de missions réalisées/ nombre de missions prévues) X 100

4.2 Taux de mise en oeuvre des recommandations issues des missions d'inspection	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports de suivi de la mise en oeuvre des recommandations
Precision Méthodologique : (nombre de recommandations mises en oeuvre/ nombre de recommandations formulées) X100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	364 125	354 967	402 669	429 969
Biens et services	722 345	697 445	595 520	635 947
Transferts et subventions	17 430	17 430	18 496	18 764
Investissement	473 315	383 315	459 186	481 602
Total :	**1 577 215**	**1 453 157**	**1 475 871**	**1 566 282**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Coordination, suivi evaluation et pilotage des politiques et stratégies des secteurs de l'environnement et de l'assainissement	486 578	414 710	492 899	521 335
Gestion financière et matérielle	893 270	809 080	791 225	843 941
Processus de décentralisation et de deconcentralisation	8 997	8 997	8 272	8 831
Contrôle du fonctionnement et appui conseil aux services et organismes du département	28 528	50 528	26 232	28 008
Planification, Programmation et suivi évaluation	159 842	169 842	157 243	164 167
Total :	**1 577 215**	**1 453 157**	**1 475 871**	**1 566 282**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
CATEGORIE A	45	40	41	42
CATEGORIE B	31			
CATEGORIE B1		12	12	12
CATEGORIE B2		13	13	13
CATEGORIE C	2	1	1	1
CONTRACTUEL	58	52	54	56
Total :	**136**	**118**	**121**	**124**

Action 01 Coordination, suivi evaluation et pilotage des politiques et stratégies des secteurs de l'environnement et de l'assainissem

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	170 591	198 723	188 649	201 439
Biens et services	115 987	115 987	106 658	113 887
Investissement	200 000	100 000	197 592	206 009
Total	**486 578**	**414 710**	**492 899**	**521 335**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Coordination des activités du département	72 412
1.1.2	Suivi de la mise en oeuvre du plan de communication du département	43 575
1.1.3	Prise en charge des salaires et accessoires du cabinet	198 723
2.1.5	Renforcement des capacités du MEAD	100 000
Total		**414 710**

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	193 534	156 244	214 020	228 530
Biens et services	558 991	512 091	445 309	475 560
Transferts et subventions	17 430	17 430	18 496	18 764
Investissement	123 315	123 315	113 400	121 087
Total	**893 270**	**809 080**	**791 225**	**843 941**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.6	Approvisionnement en biens et services des structures du Département	471 319
2.1.7	prise en charge des déplacements et missions à l'intérieur et à l'extérieur des structures du Département	121 517
2.1.8	prise en charge des formations des agents du Département	60 000
2.1.9	prise en charge du salaire et accessoires de la DFM	156 244
Total		**809 080**

Action 03 Processus de décentralisation et de deconcentralisation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	8 997	8 997	8 272	8 831
Total	**8 997**	**8 997**	**8 272**	**8 831**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Mise En oeuvre du plan de transfert des compétences du département	8 997
Total		**8 997**

Action 04 Contrôle du fonctionnement et appui conseil aux services et organismes du département

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	28 528	50 528	26 232	28 008
Total	**28 528**	**50 528**	**26 232**	**28 008**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.1.1	Mise en oeuvre du programme annuel de contrôle des structures du département	38 463
4.2.1	Suivi des recommandations issues des missions de contrôle des structures du département	12 065
Total		**50 528**

Action 05 Planification, Programmation et suivi évaluation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 05 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	9 842	9 842	9 049	9 661
Investissement	150 000	160 000	148 194	154 506
Total	**159 842**	**169 842**	**157 243**	**164 167**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 05

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.2.1	Planification et suivi évaluation des projets et programmes du secteur	9 842
1.2.2	Appui à la Cellulle de Planification et de Statistique	160 000
Total		**169 842**

Le Programme : Amélioration du Cadre de Vie des Populations

Responsable du Programme : le Directeur National de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et Nuisances

a).Présentation Stratégique du Programme :

Ce programme a pour objet de :

- élaborer des éléments de la politique nationale en matière d'Assainissement et de Contrôle des Pollutions et des Nuisances et d'en assurer l'exécution ;
- assurer la gestion durable des stations d'épuration des eaux usées et ouvrages annexes.

Il poursuit trois (03) objectifs. Il s'agit de :

- Réduire durablement l'insalubrité du milieu de vie des populations par des changements de comportement;
- Assurer l'accès des populations à un service durable de l'assainissement ;
- Réduire les pollutions et nuisances sur l'environnement.

b).Présentation détaillée des Objectifs et des indicateurs du Programme

Le cadre de performance du programme 2069 est bâti autour de (4) objectifs spécifiques qui contribuent à :

-réduire durablement l'insalubrité du milieu de vie des populations par des changements de comportement

-assurer l'accès des populations à un service durable d'assainissement

-réduire les pollutions et les Nuisances sur l'environnement

-organiser et développer le sous-secteur de l'assainissement.

Objectif 1: Réduire durablement l'insalubrité du milieu de vie des populations par des changements de comportement

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.2 Pourcentage de ménages utilisant des latrines améliorées	%	30	35	40	50

Moyen de Vérification : Rapport annuel des DRACPN

Precision Méthodologique : (nombre de ménages utilisant les latrines améliorées / nombre total de ménages) x 100

1.3 Pourcentage ménages abonnés à un service de ramassage d'ordures (en milieu urbain)	%	60	70	80	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel DNACPN- DRACPN

Precision Méthodologique : (Nombre de ménages abonnés à un service de ramassage d'ordure en milieu urbain / nombre total de ménages) x 100

Objectif 2: Assurer l'accès des populations à un service durable de l'assainissement

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Pourcentage de caniveaux, collecteurs construits et curés	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel DRACPN

Precision Méthodologique : (nombre de mètre linéaires de collecteurs ou caniveaux construit ou curé / nombre total de mètre linéaire de collecteur ou caniveaux prévu)*100

2.2 Pourcentage de dépôts de transit et de décharges finales construits	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel DNACPN/ANGESEM

Precision Méthodologique : :(Nombre d'infrastructures construites/nombre total prévu) X 100

2.3 Pourcentage de lieux publics et autres sites équipés en ouvrages d'assainissement	%	48	70	80	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel DNACPN

Precision Méthodologique : (Nombre de lieux publics et autres sites équipés en ouvrages sur le Nombre de lieux publics et autres sites prévus) X100

2.4 taux des ménages raccordés à un réseau d'egout	%	12,5	12,5	23	25

Moyen de Vérification : Rapport annuel ANGESEM

Precision Méthodologique : (Nombre de ménages raccordés à un réseau d'égout sur le nombre de raccordements de ménages prévus) X100

Objectif 3: Réduire les pollutions et nuisances sur l'environnement

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Pourcentage de Projets ayant un permis environnemental qui respecte les normes environnementales	%	40	60	70	80

Moyen de Vérification : Rapport annuel DNACPN

Precision Méthodologique : (Nombre de Projets qui respectent les normes environnementales / nombre de Projets ayant un permis environnemental) x 100

3.2 Taux d'élimination des stocks de pesticides obsolètes	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel DNACPN

Precision Méthodologique : (Quantité de pesticides obsolètes éliminés / quantité totale de pesticides obsolètes inventoriés) x 100

Objectif 4: Organiser et développer le sous-secteur de l'assainissement

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
4.1 Pourcentage de projets de textes adoptés		-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel DNACPN

Precision Méthodologique : (Nombre de textes adoptés/Nombre de textes prévus)*100

4.2 pourcentage de commune ou de ville ayant bénéficié d'un plan stratégique d'assainissement (PSA)		21,73	0	60	40

Moyen de Vérification : : Rapport annuel DNACPN

Precision Méthodologique : (nombre de commune ou de ville ayant bénéficié d'un plan stratégique d'assainissement / nombre de commune ou de ville prévu) X 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	724 859	675 666	801 584	855 928
Biens et services	310 996	453 942	287 131	306 548
Transferts et subventions	363 277	386 581	385 509	391 096
Investissement	10 915 975	7 614 680	8 592 492	9 014 447
Total :	**12 315 107**	**9 130 869**	**10 066 716**	**10 568 019**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Gestion durable des déchets et Contrôle des pollutions et des nuisances	6 809 145	4 031 603	7 771 415	8 183 917
Gestion des eaux usées et des gadoues	5 505 962	5 099 266	2 295 301	2 384 102
Total :	**12 315 107**	**9 130 869**	**10 066 716**	**10 568 019**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	93	99	99	99
CATEGORIE B	78			
CATEGORIE B1		29	29	29
CATEGORIE B2		44	44	44
CATEGORIE C	42	43	43	43
CONTRACTUEL	96	90	90	90
Total :	**309**	**305**	**305**	**305**

Action 01 Gestion durable des déchets et Contrôle des pollutions et des nuisances

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	724 859	675 666	801 584	855 928
Biens et services	310 996	453 942	287 131	306 548
Transferts et subventions	62 315	62 315	66 128	67 086
Investissement	5 710 975	2 839 680	6 616 572	6 954 355
Total	**6 809 145**	**4 031 603**	**7 771 415**	**8 183 917**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.2.1	Information, sensibilisation, communication et diverses prestations de service	5 027
1.3.1	Suivi de la politique, stratégies et approviosionnement en biens et services de l'Assainissement et le contrôle des pollutions et nuisances	51 714
1.3.2	Missions de suivi et de supervision	6 790
2.1.2	projet de curage de caniveaux assainissement district de Bamako	300 000
2.1.3	Projet d'Assainissement et Amenagement du District de Bamako	500 000
2.2.1	projet de construction décharge compactée de Noumoubougou	1 000 000
2.3.1	programme d'urgence d'assainissement	150 000
2.3.2	renforcement des capatés opérationnelles DRACPN/SACPN	1 038 529
3.1.2	Prise en charge des salaires et accessoires du personnel de la DNACPN	165 172
3.2.1	projet d'élimination et de prévention peste et pesticides obsolètes	250 000
3.2.2	projet d'élimination et de prévention peste et pesticides obsolètes (fin ext)	500 000
4.1.1	prise en charge des reunions et rencontres et depenses de fonctionnement de la DNACPN	14 371
4.2.1	projet d'assainissement de la ville de Bamako	50 000
Total		**4 031 603**

Action 02 Gestion des eaux usées et des gadoues

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Transferts et subventions	300 962	324 266	319 381	324 010
Investissement	5 205 000	4 775 000	1 975 920	2 060 092
Total	**5 505 962**	**5 099 266**	**2 295 301**	**2 384 102**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.4	Projet Drainage Eau fluviales de Bamako (Fin ext)	3 505 000
2.4.2	Etude Aménagement et Equipement des stations d'épuration ouvrage connexe	800 000
2.4.3	construction et équipement du siège ANGESEM	200 000
2.4.4	exploitation infrastructure assainissement zone Sotuba	270 000
2.4.5	Approvisionnement en biens et services, raccordement des ménages aux réseaux d'égout et réalisation de mission d'appui conseil aux unités industrielles	140 410
2.4.7	prise en charge des salaires et accessoires au personnel EPA	123 856
2.4.8	prise en charge de l'electricité et de téléphone de l'Agence	60 000
Total		**5 099 266**

Le Programme : Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger

Responsable du Programme : le Conseiller Technique au MEADD.

a)Présentation stratégique du programme :

Ce programme a pour objectif de veiller à la sauvegarde du bassin du fleuve Niger en tant qu'entité vitale du pays.

Le programme s'occupe de :

-l'organisation des acteurs locaux, le renforcement de leur capacité, l'approfondissement des connaissances, la vulgarisation des techniques et technologies sur les mesures de sauvegarde. Il s'intéresse également des actions de sensibilisation, de communication dans le cadre de la GIRE,

-la conduite des études stratégiques pour le choix des options pertinentes de prise en charge des dégradations identifiées dans le bassin du fleuve Niger. Il s'agira d'entreprendre au besoin des travaux de : (i) protection mécanique et/ou végétale des berges dégradées, (ii) dépollution afin de débarrasser le fleuve et ses dépendances de plantes aquatiques nuisibles et de déchets intrusifs tout en renforçant sa capacité d'autoépuration et (iii) traiter les seuils sableux ou rocheux pour normaliser l'hydraulicité du fleuve, favoriser les activités socio économiques et de mobilité des personnes et leurs biens;

-le renforcement du partenariat autour des projets conjoints, le développement institutionnel et la formation du personnel de l'Agence.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 2070 est bâti autour de 3 objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à la gouvernance des ressources du fleuve Niger par l'implication des acteurs locaux, la conduite des actions d'aménagement, de dépollution, de faucardage des végétaux flottants aquatiques et proliférants, de curage/dragage de sable et de renforcement de capacités de l'agence dans les domaines technique, institutionnel, infrastructurel, logistique et partenarial.

Objectif 1: Promouvoir la gestion intégrée des ressources en eaux pour un développement durable					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Taux de fonctionnalité des comités de gestion	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Programme technique et financier, PV de réunion, Rapport d'activités annuel					
Precision Méthodologique : (Nombre de comités de gestion fonctionnel /Nombre comités de gestion mis en place) x 100					
1.2 Pourcentage de membres des cadres de comités de gestion formés	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Programme technique et financier, Rapport de formation					
Precision Méthodologique : (Nombre de personnes formées /Nombre total de personnes à former) x 100					
1.3 Taux d'adoption de la technique de protection des berges par le vétiver par les usagers / populations formées	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Programme technique et financier, Rapport d'enquête, rapport d'activités annuel					
Precision Méthodologique : (Nombre de personnes ayant adopté la technique/Nombre de personnes formé) x100					

Objectif 2: Lutter contre l'érosion des berges et la dégradation des écosystèmes dans le bassin du fleuve niger					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Taux de réalisation des travaux de protection et d'aménagement des berges	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Programme technique et financier, Rapport de suivi et d'évaluation					
Precision Méthodologique : (Nombre de mètres linéaires réalisé/Nombre total de mètres linéaires prévu) x 100					
2.2 Taux de faucardage de plan d'eau infesté	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Convention de partenariat, Programme technique et financier, Rapport de suivi et d'évaluation, fiches de collecte					
Precision Méthodologique : (Superficie faucardée/superficie prévue) x100					

Objectif 3: Développer les relations de partenariat et renforcer les capacités de l'agence					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Pourcentage de protocole de partenariat mis en oeuvre	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Programme technique et financier, protocole de partenariat, rapport d'évaluation, rapport d'activités annuel					
Precision Méthodologique : (Nombre de projets conjoints en exécution /le nombre total de projet conjointement élaboré) x 100					
3.2 Taux de mise en oeuvre du plan de formation	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Programme technique et financier, rapport de formation, attestation/certificat, rapport annuel					
Precision Méthodologique : (Nombre de formation suivie/ Nombre de formation prévue)x100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Transferts et subventions	209 980	279 980	222 829	226 059
Investissement	2 300 000	2 150 000	2 272 306	2 369 101
Total :	**2 509 980**	**2 429 980**	**2 495 135**	**2 595 160**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par actions

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Protection des berges et Gestion integrée des ressources et des écosystèmes du bassin du Fleuve Niger	2 509 980	2 429 980	2 495 135	2 595 160
Total :	**2 509 980**	**2 429 980**	**2 495 135**	**2 595 160**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	13	13	13	13
CATEGORIE B	6			
CATEGORIE B1		1	1	1
CATEGORIE B2		5	5	5
CATEGORIE C	3	3	3	3
CONTRACTUEL	8	8	8	8
Total :	**30**	**30**	**30**	**30**

Action 01 Protection des berges et Gestion integrée des ressources et des écosystèmes du bassin du Fleuve Niger

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Transferts et subventions	209 980	279 980	222 829	226 059
Investissement	2 300 000	2 150 000	2 272 306	2 369 101
Total	**2 509 980**	**2 429 980**	**2 495 135**	**2 595 160**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Suivi de la fonctionnalité des comités de gestion des berges	5 000
1.1.2	Renforcement des capacité des membres des comités de gestion des berges	30 000
1.2.1	Tenue des reunions statutaires	38 081
1.2.2	Campagnes de sensibilisation des acteurs locaux	10 000
1.3.1	Suivi de l'appropriation de la technique du vetiver pour les populations formées	5 000
1.3.2	Organisation des missions à l'intérieur	15 000
2.1.1	réalisation d'études dans le cadre de l'amenagement et de la protection de berge	60 000
2.1.2	travaux d'aménagement des berges	200 000
2.1.3	Travaux d'aménagement des berges et du curage du Diaka au droit de Diafarabé	1 300 000
2.1.4	réalisation d'études dans le cadre du dragage et de la protection des berges	100 000
2.1.5	tenue des réunions statutaires	41 000
2.1.6	suivi des chantiers	59 000
2.2.1	Faucardage de plan d'eau infesté de Plantes aquatiques nuisibles et proliférentes	125 000
2.2.5	Faucadage curage fleuve Niger	75 000
2.2.6	Mise en oeuvre du programme de réhabilitation des stations épudation mali	50 000
3.1.1	recherche et mise en oeuvre des axes de partenariat autour des projets conjoints (participation aux différents salons, festivals, COP etc....)	20 000
3.2.2	renforcement des capacités	64 924
3.2.3	prise charge du personnel	100 475
3.2.4	Reglement des factures Eau, Electricité et Telephone	31 500
3.2.5	Realisation des missions de suivi	100 000
Total		**2 429 980**

Le Programme : Protection et Conservation de la Nature

Responsable du Programme : le Directeur National des Eaux et Forêts

a)Présentation stratégique du programme :

-élaborer les éléments de la politique nationale en matière de conservation des eaux et sols;

-élaborer et diffuser les textes législatifs, réglementaires et normatifs;

-lutter contre la désertification,

-assurer la gestion durable des forêts,

-assurer la gestion de zones humides,

-préserver la diversité biologique de la flore sauvage,

-promouvoir et valoriser les produits forestiers et fauniques;

-assurer le contrôle de l'exploitation des ressources forestières;

-renforcer les capacités des acteurs de la gestion des ressources forestières;

-assurer la coordination, le suivi-évaluation de la mise en oeuvre du programme.

-centraliser, traiter et diffuser les informations et données statistiques relatives aux ressources forestières;

-élaborer et mettre en oeuvre le plan de communication du programme.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme de Protection et Conservation de la Nature est bâti autour de (04) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à la gestion durable des ressources forestières et fauniques.

Objectif 1: Renforcer le cadre législatif et réglementaire de la gestion des ressources forestières et fauniques

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux de diffusion des textes législatifs et réglementaires en matiere de gestion des ressources forestieres et fauniques	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuelDNEF					
Precision Méthodologique : (Nombre de texte diffusé /Nombre de texte programmé) *100					

Objectif 2: Améliorer la couverture végetale

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux de restauration des terres dégradées	%	90	95	100	100
Moyen de Vérification : Rapport Annuel					
Precision Méthodologique : (superficies restaurées /superficies totales programmées à restaurer) X 100					
2.2 Pourcentage de massifs forestiers classés et de réserves de faune disposant de plan d'aménagement et de gestion (PAG)	%	-	80	90	100
Moyen de Vérification : Rapport Annuel					
Precision Méthodologique : (nombre de massifs forestiers classés et de réserves de faune disposant de PAG / nombre total de massifs forestiers classés et de réserves de faune) X 100					
2.3 Pourcentage de massifs forestiers classés et de réserves de faune mis sous aménagement	%	-	80	90	100
Moyen de Vérification : Rapport Annuel					
Precision Méthodologique : :(nombre de massifs forestiers classés et de réserves de faune sous aménagement / nombre total de massifs forestiers classés et de réserves de faune) X 100					
2.4 Taux de superficies reboisées	%	85	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport Annuel					
Precision Méthodologique : (superficies reboisées /superficies totales programmées) X 100					
2.5 Taux de regénération naturelle assitée	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport annuel DNEF					
Precision Méthodologique : (Superficie réaliséeen RNA/Superficie totale programmée)*100					

Objectif 3: Promouvoir la conservation et la valorisation de la diversité biologique					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Taux de création et d'aménagement de ranchs de gibier	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel, rapports d'études disponibles					
Precision Méthodologique : (nombre de ranchs de Gibier crées et aménagés / nombre total de ranchs programmées) X100					
3.2 Taux de fluctuation des superficies brulées par les feux de brousse	%	-15	-20	-30	-30
Moyen de Vérification : Rapport annuel					
Precision Méthodologique : (superficie brulée de l'année N- superficie brulée de l'année N-1/ superficie brulée de l'année N-1) x 100					
3.3 Taux de créations d'organisations locales de conservation etde la valorisation de la diversité biologique	%	95	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel DNEF					
Precision Méthodologique : :(Nombre d'organisation locales crées / Nombre total d'organisations prévues) X100					

Objectif 4: Renforcer les capacités des acteurs dans la conservation et la valorisation de la biodiversité					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
4.1 Taux de réalisation des séances de CCC	%	85	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel					
Precision Méthodologique : (Nombre de séances de CCC réalisées / le Nombre total de séances de CCC prévues) x100					
4.2 Taux de réalisations des séances de formations et de recyclages des acteurs de la GRFF	%	85	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel					
Precision Méthodologique : (Nombre de séances de formations et de recyclages des acteurs de la GRFF réalisées / le Nombre total de séances de formations et de recyclages des acteurs de la GRFF prévues) x100					
4.3 Taux de mise en oeuvre des décisions issues des réunions statutaires des conventions, Accords et Traités Internationaux.	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel					
Precision Méthodologique : (Nombre de décisions issues des réunions statutaires des conventions, Accords et Traités Internationaux mise en oeuvre / le Nombre total de décisions issues des réunions statutaires des conventions, Accords et Traités Internationaux prévues) x100					
4.4 Pourcentage de zone humide mis sous aménagement	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel					
Precision Méthodologique : (Nombre de zone humide mis sous aménagement/ Nombre total de zone humide à mettre sous aménagement) X100					
4.5 Taux de réalisation des études thématiques dans le cadre de l'amélioration des connaissances sur la biodiversité	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel DNEF					
Precision Méthodologique : (Nombre d'études tématiques réalisés /nbre total d'étude thématique programmé)*100					
4.6 Taux de diffusion des études thématiques dans le cadre de l'amélioration des connaissances sur la biodiversité	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel DNEF					
Precision Méthodologique : (Nombre d'études thématiques diffusés/Nbre total d'études thématiques à diffuser)*100					
4.7 Taux d'éxecution des actions issues des études thématiques dans le cadre de l'amélioration des connaissances sur la biodiversité	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel DNEF					
Precision Méthodologique : (Nbre d'actions issues des études thématiques mis en oeuvre/nbre total d'actions des études thématiques)*100					

<u>Tableau 1</u> : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	2 369 031	2 122 964	2 620 394	2 798 049
Biens et services	488 486	632 186	429 182	458 204
Transferts et subventions	59 419	69 419	50 407	51 137
Investissement	6 722 495	6 116 967	1 945 139	2 030 220
Total :	**9 639 431**	**8 941 536**	**5 045 122**	**5 337 610**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Conservation de la Nature, Protection et valorisation de la biodiversité	3 339 431	6 191 536	3 563 182	3 792 544
Lutte contre la desertification sur le tracé de la grande muraille verte	6 300 000	2 750 000	1 481 940	1 545 066
Total :	**9 639 431**	**8 941 536**	**5 045 122**	**5 337 610**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	197	186	187	188
CATEGORIE B	315			
CATEGORIE B1		27	27	27
CATEGORIE B2		274	279	284
CATEGORIE C	256	271	278	285
CONTRACTUEL	178	175	177	179
Total :	**946**	**933**	**948**	**963**

Action 01 Conservation de la Nature, Protection et valorisation de la biodiversité

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	2 369 031	2 122 964	2 620 394	2 798 049
Biens et services	448 486	592 186	429 182	458 204
Transferts et subventions	49 419	59 419	50 407	51 137
Investissement	472 495	3 416 967	463 199	485 154
Total	**3 339 431**	**6 191 536**	**3 563 182**	**3 792 544**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Diffusion des textes législatifs et règlementaires en matière de gestion des ressources forestières et fauniques	2 000
1.1.2	Prise en charge des salaires et acessoires de la DNEF	192 678
1.1.3	Prise en charge des salaires et accessoires de l'UGF	8 179
1.1.4	prise en charge des salaires et accessoires de l'OPNBB	207 181
1.1.5	prise en charge des salaires et accessoires du CFPFT	31 713
1.1.6	Aquisition de biens et services pour la Direction Nationale des Eaux et Forets	129 037
1.1.7	Acquisition de biens et services pour l'UGF	3 563
1.1.8	Acquisition de biens et services pour PBB	65 604
1.1.9	Acquisition de biens et services pour l'OPNBB	28 804
1.1.10	Acquisition de biens et services pour le CFPFT	163 912
1.1.11	Renforcement des capacités opérationnelles DREF/SEF	2 025 020
2.1.1	Restauration des terres dégradées par le Programme du Lutte contre l'Ensablement dans le Bassin du Fleuve Niger	15 000
2.1.3	Restauration des terres dégradées par Alliance Globale Changement climatique	50 000
2.2.3	Elaboration.Plans Amenagement Gestion Massifs Forestiers du Mali	100 000
3.1.1	Réintroduction de l'Eland de Derby	80 000
3.1.2	Réalisation des infrastructures et équipements	500 000
3.1.3	Aménagements points d'eau, salinières, abreuvoirs et mangeoires	200 000
3.1.4	Renforcement des capacités des cadres de la DNEF et autres acteurs (séances de CCC, voyages d'études)	60 000
3.1.5	Réalisation d'études pour la réintroduction de l'éland de Derby	30 000
3.1.6	Organistion de missions de suivi et de supervision	11 443
3.1.7	organisation de missions et autres dépenses sur aires protégées	22 402
3.3.1	Gestion multinationale des Plantes aquatiques proliférantes en Afrique de l'Ouest	100 000
3.3.4	Extension /Renforcement Système Aires protégés	20 000
3.3.6	Alliance Globale Changement Climatique (fin ext)	2 000 000
4.1.3	Séances de CC C dans le cadre de l'Amenagement du Parc de Tienfala	10 000
4.2.3	formation et reclyclage Programme Developpement du Delta Intérieur du Niger	10 000
4.2.6	formation et reclyclage PLCE BN	10 000
4.3.1	Participation aux différentes sessions des COP, restitution, diffusion et suivi de la mise en oeuvre des résolutions et recommandations issues des COP- PDD DIN	10 000
4.3.2	Participation aux différentes sessions des COP, restitution, diffusion et suivi de la mise en oeuvre des résolutions et recommandations issues des COP- AGCC	25 000
4.4.2	Aménagement des zones humides et mise en place des associations et groupement des femmes pour la conservation et la valorisation de la biodiversité PDD DIN	30 000
4.7.3	Mise en oeuvre des actions issues des études thématiques dans le cadre de l'amélioration des connaissances sur la biodiversité PLCE BN	50 000
Total		**6 191 536**

Action 02 Lutte contre la desertification sur le tracé de la grande muraille verte

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	40 000	40 000	0	0
Transferts et subventions	10 000	10 000	0	0
Investissement	6 250 000	2 700 000	1 481 940	1 545 066
Total	**6 300 000**	**2 750 000**	**1 481 940**	**1 545 066**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.3.3	Protection Amenagement Forets et parcs Nationaux	150 000
2.4.1	Appui au reboisement	50 000
2.4.2	Appui à la Grande Muraille Verte	150 000
2.4.3	lutte contre la desertification sur le tracé de la Grande Muraille Verte	50 000
2.5.1	travaux de régération naturelle assistée (GEDEFOR i)	10 000
3.2.1	Mise en place et équipement des organisation locales de lutte contre les feux de brousse et renforcement de leurs capacités opérationnelles (GEDEFORi)	20 000
3.2.2	Système Information Forestier	200 000
3.3.3	Création et équipement d'organisation locales pour la Conservation Valorisation Biodiversité Elephants du Gourma	50 000
3.3.5	Programme Destion Decentralisée des Forêts (fin ext)	1 500 000
4.1.2	Séances de CCC dans le cadre de la gestion Décentralisée des Forets	10 000
4.2.4	réhabilitation du Centre de formation de tabacoro	300 000
4.2.5	formation et reclyclage GEDEFOR	10 000
4.4.1	Aménagement des zones humides et mies en place des associations et groupement des femmes pour la conservation et valorisation de la biodiversité PCVBGE	100 000
4.5.1	Identification réalisation et diffusion des résultats des études thématiques dans le cadre de l'amélioration des connaissances sur la biodiversité GEDEFOR	80 000
4.6.1	Diffusion des études thématiques dans le cadre de l'amélioration des connaissances sur la biodiversité GEDEFOR	30 000
4.7.2	Mise en oeuvre des actions issues des études thématiques dans le cadre de l'amélioration des connaissances sur la biodiversité GEDEFOR	40 000
Total		**2 750 000**

Le Programme : Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement

Responsable du Programme : le Conseiller Technique au MEADD.

a)Présentation stratégique du programme :

Le programme intitulé «coordination de la mise en oeuvre de la politique Nationale de Protection de l'Environnement » a pour mission d'assurer la coordination de la mise en oeuvre de la politique Nationale de Protection de l'Environnement et de veiller à l'intégration de la dimension environnementale dans toutes les politiques.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du Programme 2072 est structuré autour de deux objectifs (i) Assurer la coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement (ii) Veiller à l'intégration de la dimension environnementale dans les politiques, plans et programmes.

Objectif 1: Assurer la coordination de la mise en oeuvre de la politique nationale de protection de l'environnement					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Pourcentage de programmes d'action environnementale suivi	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapports annuels de l'AEDD					
Precision Méthodologique : (Nombre de programmes suivis/ nombre total de programmes (9)) x 100.					
1.2 Proportion des Conventions Accords et Traités (CAT), diffusés	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapports annuels de l'AEDD					
Precision Méthodologique : (Nombre de CAT diffusées/Nombre de CAT totales (36))x 100					
1.3 Proportion des utlisateurs des sites Web à l'AEDD par rapports aux visiteurs	%	16,66	25	35	40
Moyen de Vérification : rapport état de l'environnement- rapports annuels de l'AEDD					
Precision Méthodologique : (Nombre d'utilisateurs/nombre total de visiteurs) x 100					

Objectif 2: Veiller à l'intégration de la dimension environnementale dans les politiques, plans et programmes					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Pourcentage de politiques sectorielles intégrant la dimension environnementale	%	42,85	50	57,14	64,28
Moyen de Vérification : rapport diagnostic SNDD- rapport d'intégration (IPE) rapports annuels de l'AEDD					
Precision Méthodologique : [Nombre total de politiques intégrant la dimension environnementale/ Nombre total de politiques sectorielles (30)] x 100					
2.2 Pourcentage de PDESC intégrant la dimension environnementale	%	13,51	16,35	19,20	22,05
Moyen de Vérification : rapports annuels de l'AEDD-rapports de mission					
Precision Méthodologique : [Nombre de PDSEC prenant en compte la dimension environnementale/ Nombre total de PDSEC (703)]x 100.					
2.3 Pourcentage de secteurs intégrant l'évaluation environnementale stratégique	%	55	60	65	70
Moyen de Vérification : rapports annuels de l'AEDD, rapports IPE					
Precision Méthodologique : [Nombre de secteurs ayant bénéficié de l'EES/Nombre total de secteurs prioritaires (10)]X100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Transferts et subventions	273 385	398 285	290 116	294 321
Investissement	2 315 000	2 818 000	419 882	437 768
Total :	**2 588 385**	**3 216 285**	**709 998**	**732 089**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par actions

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Coordination de la mise en oeuvre de la politique nationale de protection de l'environnement et Integration de la dimension environnementale dans les politique plan et programme	2 588 385	3 216 285	709 998	732 089
Total :	**2 588 385**	**3 216 285**	**709 998**	**732 089**

Tableau 3 : Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
CATEGORIE A	19	17	17	17
CATEGORIE B	5			
CATEGORIE B1		4	4	4
CONTRACTUEL	5	5	5	5
Total :	**29**	**26**	**26**	**26**

Action 01 Coordination de la mise en oeuvre de la politique nationale de protection de l'environnement et Integration de la dime

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Transferts et subventions	273 385	398 285	290 116	294 321
Investissement	2 315 000	2 818 000	419 882	437 768
Total	**2 588 385**	**3 216 285**	**709 998**	**732 089**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	suivi des programmes d'action environnementale	75 000
1.1.2	Renforcement des capacités de l'agence	275 000
1.1.3	Coordination Initiative changement climatique	150 000
1.1.4	préparation du budget	10 000
1.1.5	Acquisition de biens et services dans le cadre du fonctionnnement de l'Agence	94 625
1.1.6	Prise en charge des aslaires et accessoires du personnel EPA	94 120
1.1.7	organisation et tenue des sessions du conseil d'Administration	9 640
1.1.8	Prise en charge Electricité et Telephone	45 000
1.2.1	Appui au fonctionnement du Fonds Climat	40 000
1.2.2	Organisation de la quinzaine de l'environnement	94 900
1.2.3	Production et diffusion du rapport sur l'etat de l'environnement	10 000
1.2.4	Projet Gestion Ressources Naturelles Changements climatiques/IDA	150 000
2.1.1	Intégration de la dimention environnementale dans les politiques sectorielles	50 000
2.2.1	Intégration de la dimention environnementale dans les PDSEC	90 000
2.2.2	Intégration de la dimension environnementale dans les PDSEC	100 000
2.2.3	Programme Adaptation Changement Climatique Local/ FENU (fin ext)	500 000
2.2.4	Initiative Pauvreté Environnement (fin ext)	500 000
2.2.5	Programme Massif Fouta Djalon (fin ext)	878 000
2.3.1	Etude sur l'évaluation environnementale Stratégique dans les secteurs	50 000
Total		**3 216 285**

Le Programme : Appui à l'aménagement et à la protection de la faune

Responsable du Programme : le Conseiller Technique au MEADD

a)Présentation stratégique du programme :

Le programme «Aménagement et protection de la forêt» vise à :

- élaborer les éléments de la politique nationale en matière de conservation des eaux et sols;
- élaborer et diffuser les textes législatifs et réglementaires;
- lutter contre la désertification,
- assurer la gestion durable des forêts,
- préserver la diversité biologique de la flore sauvage,
- promouvoir et valoriser les produits de la flore
- assurer le contrôle de l'exploitation des ressources forestières;
- renforcer les capacités des acteurs de la gestion des ressources forestières;
- assurer la coordination, le suivi-évaluation de la mise en oeuvre du programme.
- centraliser, traiter et diffuser les informations et données statistiques relatives aux ressources forestières;
- élaborer et mettre en oeuvre le plan de communication du programme.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du Programme 3004 est structuré autour d'un objectif (i) Assurer une gestion durable de la faune et des aires protégées qui contribue à la résolution des problèmes relatifs à la gestion durable des ressources de la faune et des aires protégées.

Objectif 1: Assurer une gestion durable de la faune et des aires protégées					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Taux de réalisation des aménagements des points d'eau (mares, forages équipés et micro barrage pour la faune)	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel DNEF					
Precision Méthodologique : (Nombre de points d'eau aménagés / Nombre de points d'eau prévus) x100					
1.2 Taux de réalisation des études sur la dynamique de la faune	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel DNEF					
Precision Méthodologique : (Nombre d'études réalisée / Nombre d'études programmées) x100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	**Budget**	**Prévisions**		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Biens et services	108 750	108 750	143 621	151 649
Investissement	170 000	170 000	224 510	237 059
Total :	**278 750**	**278 750**	**368 131**	**388 708**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	**Budget**	**Prévisions**		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Aménagement et protection de la faune	278 750	278 750	368 131	388 708
Total :	**278 750**	**278 750**	**368 131**	**388 708**

Action 01 Aménagement et protection de la faune

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	**Budget**	**Prévisions**		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Biens et services	108 750	108 750	143 621	151 649
Investissement	170 000	170 000	224 510	237 059
Total	**278 750**	**278 750**	**368 131**	**388 708**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	**Coût activité**
1.1.1	Aménagements des points d'eau (mares, forages équipés et micro barrage pour la faune)	208 750
1.2.1	Réalisation d'études sur la dynamique de la faune	70 000
Total		**278 750**

Le Programme : Appui à l'aménagement et à la protection des forêts

Responsable du Programme : le Conseiller Technique au MEADD

a)Présentation stratégique du programme :

Le programme «Aménagement et protection de la faune» vise à :

- élaborer les éléments de la politique nationale en matière de conservation de la Faune et de son habitat ;
- élaborer et diffuser les textes législatifs et réglementaires;
- assurer la gestion de la faune sauvage et de son habitat,

- préserver la diversité biologique des espèces de faune sauvages
- promouvoir et valoriser la faune sauvage;
- assurer le contrôle, la surveillance et la protection des ressources fauniques;
- renforcer les capacités des acteurs chargés de la gestion des ressources fauniques et de son habitat;
- assurer la coordination, le suivi-évaluation de la mise en oeuvre du programme.
- centraliser, traiter et diffuser les informations et données statistiques relatives aux ressources fauniques;
- centraliser, traiter et diffuser les informations et données statistiques relatives à la faune sauvage et son habitat;
- élaborer et mettre en oeuvre le plan de communication du programme.

b).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du Programme 3005 est structuré autour d'un objectif (i) Assurer une gestion durable des ressources forestières qui contribue à la résolution des problèmes relatifs à la gestion durable des ressources forestières.

Objectif 1: Assurer une gestion durable des ressources forestières					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Taux d'élaboration de PAG de massifs forestiers	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel DNEF					
Precision Méthodologique : (Nombre de PAG élaboré / Nombre de PAG programmé)*100					
1.2 Taux de superficies forestières aménagées	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel DNEF					
Precision Méthodologique : (Superficies forestières aménagées/Superficies forestières programmées) *100					
1.3 Taux d'évolution des immatriculations de forêts classées et de réserves de faune	%	15	30	40	50
Moyen de Vérification : Rapport annuel DNEF					
Precision Méthodologique : (nombre cumulé de forêts et réserves de faune immatriculées / Nombre de forêts classées et réserves de faune non immatriculée)*100					
1.4 Taux de réalisation des études sur la dynamique des formations forestières	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel DNEF					
Precision Méthodologique : (Nombre d'études réalisées / Nombre d'études programmées)*100					

<u>Tableau 1</u> : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	**Budget**	**Prévisions**		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Biens et services	236 250	236 250	312 005	329 446
Transferts et subventions	108 250	108 250	142 960	150 951
Investissement	676 750	676 750	893 753	943 713
Total :	**1 021 250**	**1 021 250**	**1 348 718**	**1 424 110**

<u>Tableau 2</u> : Récapitulatif du programme par actions

Désignation	**Budget**	**Prévisions**		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Aménagement et protection des forets	1 021 250	1 021 250	1 348 718	1 424 110
Total :	**1 021 250**	**1 021 250**	**1 348 718**	**1 424 110**

Action 01 Aménagement et protection des forets

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	236 250	236 250	312 005	329 446
Transferts et subventions	108 250	108 250	142 960	150 951
Investissement	676 750	676 750	893 753	943 713
Total	**1 021 250**	**1 021 250**	**1 348 718**	**1 424 110**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Elaboration de PAG de massifs forestiers	108 250
1.2.1	Travaux d'aménagement et d'immatriculation des massifs forestiers	863 000
1.4.1	Réalisation d'études sur la dynamique des formations forestières	50 000
Total		**1 021 250**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
1.025	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
APPUI CPS EAU ENVIRON. URBANISME DOMAINES ETAT		160 000	150 000	160 000	148 194	154 506
RENFORCEMENT CAPACITES MEA		100 000	200 000	100 000	197 592	206 009
Total :		**260 000**	**260 000**	**260 000**	**345 786**	**360 515**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.069	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN. DISTRICT BKO		300 000	300 000	300 000	296 388	309 014
CONSTRUCTION DECHARGE DE NOUMOUBOUGOU		9 000 000	1 500 000	1 000 000	1 481 941	1 545 071
PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT		150 000	150 000	150 000	148 194	154 507
PROJET ELIMINATION PREVENTION PESTICIDES OBSOLETES		250 000	200 000	250 000	197 592	206 009
PROJET ASSAINISSEMENT VILLE DE BAMAKO		50 000		50 000	0	0
PROJET D'AISSAINISSEMENT & D'AMENAGEMENT DU DISTRICT		500 000		500 000	0	0
ETUDE DIAGNOST. STATION EPURATION & OUVRAGES CONNEX		800 000	700 000	800 000	691 572	721 032
CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT AGENCE GESTION STATIONS		200 000	500 000	200 000	493 980	515 023
EXPLOITATION INFRASTRUC. ASSAINISSEMENT ZONE INDUST. S		270 000	200 000	270 000	197 592	206 009
Total :		**11 520 000**	**11 520 000**	**3 520 000**	**3 507 259**	**3 656 665**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.069	**DÉPENSES SUR DONS PROJETS/PROGRAMMES (BSI)**					
PROJET DRAINAGE EAUX FLUVIALES DE BAMAKO		3 505 000	3 505 000	3 505 000	296 388	309 014
PROJET ELIMINATION PREVENTION PESTICIDES OBSOLETES		500 000		500 000	3 446 459	3 648 421
Total :		**4 005 000**	**4 005 000**	**4 005 000**	**3 742 847**	**3 957 435**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.070	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
AMENAGEMENT PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER		300 000	250 000	300 000	246 989	257 509
PROG. REHABIL. STATIONS D'EPURATION DU MALI		50 000	200 000	50 000	197 592	206 009
REHABILITATION ECONOM. ENVIRONTAL FLEUVE NIGER-IDA		100 000		100 000	0	0
FAUCARDAGE CURRAGE DU FLEUVE NIGER		200 000	150 000	200 000	148 194	154 506
Total :		**650 000**	**650 000**	**650 000**	**592 775**	**618 024**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.071	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
ELABORATION PLAN D'AMENAG. MASSIFS FORESTIERS		100 000	100 000	100 000	98 796	103 004
PROJET CONSERV. VAL. BIODIV. ELEPHANTS GOURMA		150 000	200 000	150 000	197 592	206 009
PROG. ABN LUTTE CONTRE ENSABLEMENT FLEUVE NIGER		75 000	75 000	75 000	74 096	77 252
PROG. MULTI NAT. GESTION INTEGR. PLANTES AQUAT.PROLIF		100 000		100 000	0	0
REHABILITATION CENTRE DE FORMATION TABAKORO		300 000	250 000	300 000	246 990	257 511
PROTECTION AMENAG. FORETS & PARCS NATIONAUX		150 000	100 000	150 000	98 796	103 004
APPUI SYSTEME INFORMATION FORESTIER		200 000	200 000	200 000	197 592	206 009
PROGRAMME DEVELOPPEMENT DURABLE DELTA INTERIEUR D		50 000	50 000	50 000	49 398	51 502
ALLIANCE GLOBALE CHANGEMENT CLIMATIQUE / UE		75 000		75 000	0	0
EXTENSION/ RENFORCEMENT SYSTEME AIRES PROTEGEES		20 000	30 000	20 000	29 638	30 900
APPUI GRANDE MURAILLE VERTE		150 000	150 000	150 000	148 194	154 507
PROG. GESTION ET DECENTRALISATION FORETS (GEDEFOR 2)		200 000	300 000	200 000	296 388	309 013
AMENAGEMENT PARC TIENFALA		880 000		880 000	0	0
APPUI AU REBOISEMENT(PHASEII)		50 000	50 000	50 000	49 398	51 502
Total :		**2 500 000**	**2 500 000**	**2 500 000**	**1 486 878**	**1 550 213**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.071	**DÉPENSES SUR DONS PROJETS/PROGRAMMES (BSI)**					
ALLIANCE GLOBALE CHANGEMENT CLIMATIQUE / UE		2 000 000		2 000 000	0	0
PROG. GESTION ET DECENTRALISATION FORETS (GEDEFOR 2)		1 500 000		1 500 000	246 990	257 511
Total :		**3 500 000**	**3 500 000**	**3 500 000**	**246 990**	**257 511**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.072	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROJET APPUI COORD. INITIATIVES CHGMT CLIMATIQUE		150 000		150 000	0	0
PROGRAMME REGIONAL AMENAG. MASSIFS FOUTA DJALLON		150 000	75 000	75 000	74 096	77 252
PROJ. ADAPTATION CHANGEMENT CLIMAT. LOCAL / FENU		90 000		90 000	0	0
PROJET INITIATIVE PAUVRETE ENVIRONNEMENT PHASE II		200 000		200 000	0	0
PROJET GESTION RESS. NATURE. CHANG. CLIMAT / IDA		250 000	150 000	150 000	148 194	154 507
CONSTRUCTION SIEGE AEDD		275 000	200 000	275 000	197 592	206 009
Total :		**1 115 000**	**1 115 000**	**940 000**	**419 882**	**437 768**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.072	**DÉPENSES SUR DONS PROJETS/PROGRAMMES (BSI)**					
PROGRAMME REGIONAL AMENAG. MASSIFS FOUTA DJALLON		878 000	1 500 000	878 000	0	0
PROJ. ADAPTATION CHANGEMENT CLIMAT. LOCAL / FENU		500 000		500 000	0	0
PROJET INITIATIVE PAUVRETE ENVIRONNEMENT PHASE II		500 000		500 000	0	0
Total :		**1 878 000**	**1 878 000**	**1 878 000**	**0**	**0**

SECTION : 720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministre de l' Energie et de l' Eau prépare et met en oeuvre la politique nationale dans le domaine energitique et dans le domaine du developpement et de la gestion de l'eau.

A ce titre, il est competent pour :

- la mise en valeur des resources energetiques et la realiasation des infrastructures y afferentes;
- le suivi et le controle de la production, du transport et de la distribution de l'énregie;
- le renforcement du réseau électrique et de la desserte nationale en énergies;
- le developpement des energies conventionnelles, nouvelables;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles applicables en matière d'exploitation et de gestion des ressources énergetiques;
- la réalisation d'études de travaux d'aménagement des cours d'eau, en concertation avec les autres ministres concernés;
- le développement de l'accès des populations à l'eau;
- la maitrise et l' économie d' énergie ;
- la promotion de la sureté radiologique et de la sécurité des sources radioactives et des équipements sur le territoire national.

I.2 Les contraintes et les défis

Cette partie comprend une analyse des principales contraintes rencontrées et des défis qu'elles posent. Cette analyse porte sur chacun des programmes et globalement sur la mise oeuvre de la stratégie du ministère.

I.2.1 Contraintes

Secteur énergie

Des problèmes et contraintes ont été identifiés, il s'agit entre autres de :

- l'inadaptation du cadre législatif et règlementaire du service public de l'électricité;
- la lourdeur des procédures d'investissement en matière d'amenagements hydroélectriques d'énergie renouvelable (EnR);
- le déficite d'informemnt/communication/sensibilisation sur les applications pacifiques de l'énergie nucléaire;
- l'insuffisance des ressources humaines;
- diffculités de la création du fonds de développement des biocarburants;
- lenteur dans le dédommagement des populations affectées par les projets du secteur énergie.

Secteur eau

- l'insufisance de ressources humaines qualifiées;
- la lenteur dans les prcédures de passation des marchés et de décaissement ;
- le faible niveau d'appropriation des investissements par les bénéficiaires.

I.2.2 Défis

Secteur Energie

- la Maitrise de la demande d'énergie traditionnelle;
- la Réduction de la contribution des combustibles ligneux dans la consommation énergétique globale du pays ;
- l'Amélioration du pilotage du sous-secteur.
- la sécurisation et accroitre la couverture électrique du pays ;
- la maitrise la demande d'énergie électriques;
- l'amélioration de la qualité des services électriques ;
- l' encouragement et pérnniser de l'intervention des investisseurs et opérateurs privés dans le secteur ;

- l'amélioration de les conditions d'accès des services électriques aux populations et aux industries;
- l'assurance de la péréquation tarifaire entre le milieu rural et urbain;
- l'accroissement de la part des ENRdans la production nationale d'électricité;
- la recherche des mécanismes de financement durables et adaptés aux Enregies Renouvelables.
- Promouvoire les applications pacifiques des technologies basées sur les rayonnements ionisants ;
- Assure la sureté radiologique et la sécurité des sources radioactves et équipements associés sur le trritoire national.

Secteur Eau défis

- Accroitre le taux d'accès en eau de deux (02) points de pourcentage par an,
- Pérennisation des équipements des ouvrages hydroélectriques.
- L'accréditation du Labboratoire National des Eaux (LNE).

I.3 La politique sectorielle

La politique Sectorielle :

En mars 2006, le Gouvernemenet du Mali a adopté la Politique Energétique Nationale (PEN) dont l'objectif global est de contribuer au développement durable du pays,à travers la fourniture des services énergétique accessibles au plus grand nombre de la population au moindre cout et favorisant la promotion des activités socioéconomiques.

Cette Politique Energétique Nationale s'appuie sur quatre (4) Objectifs Spécifiques (OS).

Les Objectifs Spécifiques sont les suivants:

1. Satisfaires les besoins énergétiques du pays en qualité, en quantité et au moindre coût;
2. Assurer la protection des personnes, des biens et de l'environnement contre les risques inhérents aux services énergétiques;
3. Renforcer les capacités d'orientation, de gestion, de controle et de pilotage stratégique du secteur de l'énergie;
4. Renforcer pour le pays, les avantages de la coopération internationale dans le domaine de l'énergie

La politique nationale de l'eau a été adoptée le 22 février 2006.

L'objectif général de la politique nationale de l'eau est de contribuer à la lutte contre la pauvreté et au développement durable en apportant des solutions appropriées aux problèmes liés à l'eau, afin que celle-ci ne devienne un facteur limitant du développement socioéconomique.

Les objectifs spécifiques sont les suivants:

- Satisfaire les besoins en eau, en quantité et en qualité, d'une population en croissance, ainsi que ceux des divers secteurs de l'économie nationale en développement, en veillant au respect des écosystèmes aquatiques et en préservant les besoins des générations futures;
- Contribuer au développement des activités agro-sylvo-pastorales par leur sécurisation vis à vis des aléas climatiques; afin de prendre part activement à la lutte contre la pauvrreté et à la réalisation de la sécurité alimentaire.
- Assurer la protection des hommes et des biens contre les actions agressives de l'eau et assure la protection des ressoures en eau contre les diverses pollutions.
- Alléger le poids du secteur de l'eau sur les finances publiques, par un partage solidaire des charges entre l'Etat; les collectivités territoriales et les usagers.
- Promouvoir la coopération sous-régionale et internationale pour la gestion des eaux transfrontalières afin de prévenir les conflits liés à l'utulisation des ressources en eau.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016

1	Taux d'accès à l'électricité	%	-	-	-	-
2	-National	%	32,43	34,89	36	39
3	-Urbain	%	66,80	71,2	80	86
4	- Rural	%	17,56	17,39	16,57	19,39
5	Tarif social électricité 1ère tranche EDM, hors TVA (en F CFA)	CFA	59	59	59	59
6	Consommation de gaz butane (en tonnes)	tonne	12005	11872	12982	14530
7	Nombre de nouvelles localités disposant de réseau d'éclairage public AMADER	nombre	0	05	09	0
8	Quantité de graines oléagineuses produites (en tonne) QGOP	tonne	236	31468	50160	0
9	Quantité d'huile produite (en litre) QHP	litre	54200	61328	1254000	-
10	Taux d'accès à l'eau potable	%	63,6	63,8	65,3	66,9

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 3 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Administration Générale	25 937 229	28 058 222	26 169 888	26 596 605
Développement des Ressources Energétiques	39 241 907	34 433 499	51 197 823	53 781 832
Développement des Ressources en Eau	53 242 385	47 444 404	42 348 263	44 590 487
Total :	**118 421 521**	**109 936 125**	**119 715 974**	**124 968 924**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	1 393 269	1 446 983	1 561 917	1 667 811
Biens et services	926 331	1 212 306	852 692	910 422
Transferts et subventions	31 293 921	33 457 347	31 737 472	32 197 655
Investissement	84 808 000	73 819 489	85 563 893	90 193 036
Total :	**118 421 521**	**109 936 125**	**119 715 974**	**124 968 924**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Administration Générale

Responsable du Programme : le Secrétaire Général

a) Présentation stratégique du programme :

Le programme1 s'occupe de :

-la coordination, la planification, l'évaluation, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du département ;

-la gestion des ressources matérielles et financières ;

-du suivi de la mise en oeuvre du processus de décentralisation et de déconcentration au sein du ministère.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du Programme I est bâti autour de quatre objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs (i) à la mise en oeuvre des politiques sectorielles (ii) à la gestion efficace des ressources humaines, matérielles et financières (iii) à la gestion des services et des deniers publics (iv) à la décentralisation et de déconcentration au sein du département.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leur progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen et terme. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Améliorer la coordination et le suivi des politiques et stratégies du département

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux d'exécution du programme de travail gouvernemental (PTG)	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports d'activités annuels du département
Precision Méthodologique : (Nombre de textes effectivement élaboré / Nombre de projets de textes prévus dans le PTG)*100

Objectif 2: Améliorer la gestion efficace et efficience des ressources matérielles et financières du département

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux dexécution du budget du département	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Comptes administratifs
Precision Méthodologique : : (Crédits liquidés/Crédits notifiés) X 100

Objectif 3: Impulser le processus de décentralisation et de déconcentration au sein du département

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.2 -Energie	%	70	85	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités CADDEE et DNE
Precision Méthodologique : Montant du budget transféré / Budget total *100

Objectif 4: Contrôler le fonctionnement et l'action des services et organismes relevant du departement					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
4.1 Taux de réalisation des missions d'inspection	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport des missions de l'inspection
Precision Méthodologique : Nombre de missions réalisées / Nombre de missions prevues x100

4.2 Taux de mise en oeuvre des recommandations issues missions	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport de suivi de mise en oeuvre des recommandation
Precision Méthodologique : Nombre de reconmandations mises en oeuvre / Nombre de reconmandations formulées

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	263 097	318 851	295 586	315 626
Biens et services	498 634	598 634	458 574	489 671
Transferts et subventions	25 015 000	27 015 000	25 265 433	25 631 781
Investissement	160 498	125 737	150 295	159 527
Total :	**25 937 229**	**28 058 222**	**26 169 888**	**26 596 605**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Coordination et pilotage de la politique dans le domaine de l'Energie et de l'Eau	25 233 112	27 286 570	25 492 835	25 875 421
Gestion financière et matérielle	679 613	697 148	654 521	697 127
Processus de décentralisation et de deconcentralisation	7 182	32 182	6 604	7 051
Verification et contrôle des services	17 322	42 322	15 928	17 006
Total :	**25 937 229**	**28 058 222**	**26 169 888**	**26 596 605**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
CATEGORIE A	21	21	21	21
CATEGORIE B	23			
CATEGORIE B1		14	14	14
CATEGORIE B2		8	8	8
CATEGORIE C	11	10	10	10
CONTRACTUEL	38	38	38	38
Total :	**93**	**91**	**91**	**91**

Action 01 Coordination et pilotage de la politique dans le domaine de l'Energie et de l'Eau

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	139 619	168 077	156 860	167 495
Biens et services	93 493	118 493	85 975	91 801
Transferts et subventions	25 000 000	27 000 000	25 250 000	25 616 125
Total	**25 233 112**	**27 286 570**	**25 492 835**	**25 875 421**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Pilotage des activités du département	27 000 000
1.1.2	Suivi de la mise en oeuvre du plan d'action.	104 935
1.1.3	Prise en charge du personnel	168 077
1.1.4	Organisation des missions de visites sur le terrain à l'intérieur et à l'extérieur.	12 185
3.1.3	Suivi et dissémination des outils et mécanismes des compétences transférées au niveau des collectivités territoriales	1 373
Total		**27 286 570**

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	123 478	150 774	138 726	148 131
Biens et services	380 637	405 637	350 067	373 813
Transferts et subventions	15 000	15 000	15 433	15 656
Investissement	160 498	125 737	150 295	159 527
Total	**679 613**	**697 148**	**654 521**	**697 127**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Preparation du budget.	175 039
2.1.2	Suivi de l'execution du budget .	371 335
2.1.3	Prise en charge du personnel	150 774
Total		**697 148**

Action 03 Processus de décentralisation et de deconcentralisation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	7 182	32 182	6 604	7 051
Total	**7 182**	**32 182**	**6 604**	**7 051**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Identification des compétences à transférer au niveau du département dans le domaine de l'énergie et de l'eau	9 474
3.1.2	Elaboration et / ou relecture des projets de textes relatifs aux compétences à transférer du département	13 244
3.1.3	Suivi et dissémination des outils et mécanismes des compétences transférées au niveau des collectivités territoriales	9 464
Total		**32 182**

Action 04 Verification et contrôle des services

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	17 322	42 322	15 928	17 006
Total	**17 322**	**42 322**	**15 928**	**17 006**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.4	Organisation des missions de visites sur le terrain à l'intérieur et à l'extérieur.	1 373
4.1.1	Organisation des missions d'inspection au sein des services et organismes du département.	38 760
4.2.1	Suivi des mises en oeuvre des recommadations issus des missions de contrôle du département.	2 189
Total		**42 322**

Le Programme : Développement des Ressources Energétiques

Responsable du Programme : le Conseiller Technique.

a)Présentation stratégique du programme :

Ce programme a pour objet de :

- Satisfaire les besoins énergétiques du pays ;
- Promouvoir les énergies renouvelables et de substitution ;
- Assurer la protection des personnes, des biens, et de l'environnement contre les risques inhérents aux services énergétiques.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

La mise en oeuvre du programme « Développement des ressources énergétiques» vise à atteindre spécifiquement trois objectifs. Ces objectifs assortis d'indicateurs de performance se présentent comme suit :

Objectif 1: Satisfaire les besoins énergetiques du pays en qualité, en quantité et à moindre coût.

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux d'accès à l'électricité National	%	41	45	50	52
Moyen de Vérification : Rapport d'activités AMADER EDM-SA, DNE Recueil statistique de la CPS Mines Energie					
Precision Méthodologique : :(Nombre d'abonnés x taille moyenne de concession/ populations concernée)*100					
1.2 Taux d'accès à l'électricité Urbain	%	86	89	93	97
Moyen de Vérification : Rapport d'activités AMADER EDM-SA, DNE Recueil statistique de la CPS Mines Energie					
Precision Méthodologique : :(Nombre d'abonnés x taille moyenne de concession/ populations concernée)*100					
1.3 Taux d'accès à l'électricité Rural	%	25,62	31,23	38,67	25
Moyen de Vérification : Rapport d'activités AMADER EDM-SA, DNE Recueil statistique de la CPS Mines Energie					
Precision Méthodologique : :(Nombre d'abonnés x taille moyenne de concession/ populations concernée)*100					
1.4 Nombre de nouvelles localités rurales électrifiées	nbre	50	50	50	35
Moyen de Vérification : Moyen de vérification : Rapport d'activités AMADER EDM-SA, CPS					
Precision Méthodologique : denombrement					

Objectif 2: Promouvoir les énergies renouvelables et de substitution					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Taux de pénetration des énergies renouvelables dans le mix energetique (puissance électrique installée)	%	10	17	19	-
Moyen de Vérification : Rapports d'activités AMADER, EDM-SA, DNE, AER					
Precision Méthodologique : (Puissance installée ENR / Puissance totrale installée au niveau national) X 100					
2.2 Taux d'accroissement de la consommation du gaz butane	%	15	20	20	20
Moyen de Vérification : Rapports annuels d'activités AMADER					
Precision Méthodologique : (Consommation de l'année n - Consommation de l'année n - 1 / Consommation de l'année n - 1) X 100					
2.3 Taux d'acccroissement de la production des biocarburants	%	55	55	-	-
Moyen de Vérification : Rapports annuels d'activités ANADEB					
Precision Méthodologique : (Production de l'année n - Production n -1 / Production de l'année n - 1) X100					

Objectif 3: Assurer la protection des personnes, des biens et de l'environnement contre les risques inhérents aux services énergétiques					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Pourcentage de services sous licence	%	53	56	60	65
Moyen de Vérification : Rapports d'activités AMARAP					
Precision Méthodologique : (Nombre de services sous licences / Nombre de services recensés) X 100					
3.2 Taux d'evolution d'accidents ou d'incidents liés aux services	%	0	0	0	0
Moyen de Vérification : Rapport AMARAP-EDM					
Precision Méthodologique : (Nombre d'accidents de l'année n - Nombre d'accidents de l'année n - 1 /Nombre d'accident de l'année n - 1) X100					
3.3 Proportion de travailleurs sous surveillance dosimétrique	%	60	70	75	80
Moyen de Vérification : Rapport d'activités AMARAP					
Precision Méthodologique : (Nombre de travailleurs sous surveillance / Nombre total de travailleurs) X 100					

<u>Tableau 1</u> : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	387 677	299 829	416 697	444 948
Biens et services	90 576	212 340	78 214	83 495
Transferts et subventions	5 917 858	5 981 284	6 088 881	6 177 164
Investissement	32 845 796	27 940 046	44 614 031	47 076 225
Total :	**39 241 907**	**34 433 499**	**51 197 823**	**53 781 832**

<u>Tableau 2</u> : Récapitulatif du programme par actions

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Approvisionnement en énergie	27 277 614	9 592 215	14 446 911	15 258 483
Promotion des énergies rénouvelables	11 651 904	24 526 537	36 439 976	38 203 314
Sûreté Radiologique et sécurité des sources radioactives.	312 389	314 747	310 936	320 035
Total :	**39 241 907**	**34 433 499**	**51 197 823**	**53 781 832**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	59	60	61	62
CATEGORIE B	69			
CATEGORIE B1		39	40	41
CATEGORIE B2		24	24	24
CATEGORIE C	31	30	30	30
CONTRACTUEL	51	49	49	49
Total :	**210**	**202**	**204**	**206**

Action 01 Approvisionnement en énergie

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	261 034	299 829	276 648	295 404
Biens et services	87 534	212 340	75 417	80 510
Investissement	26 929 046	9 080 046	14 094 846	14 882 569
Total	**27 277 614**	**9 592 215**	**14 446 911**	**15 258 483**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Collecte et traitement des données énergétiques.	239 386
1.1.3	Prise en charge du personnel.	299 829
1.1.5	Contruction Station Compacte Kabala Koro / BID	1 000 000
1.1.11	Programme d'Urgence Accès Energie	2 000 000
1.4.3	Electrification de nouvelles localités par l'ENR	150 000
2.1.1	Approvisionnement en Energie.	4 700 000
2.1.2	Promotion des énergies rénouvelables.	1 203 000
Total		**9 592 215**

Action 02 Promotion des énergies rénouvelables

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	126 643	0	140 049	149 544
Biens et services	3 042	0	2 797	2 985
Transferts et subventions	5 776 219	5 816 537	5 943 150	6 029 321
Investissement	5 746 000	18 710 000	30 353 980	32 021 464
Total	**11 651 904**	**24 526 537**	**36 439 976**	**38 203 314**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.6	Projet Construction Centre Nouvel Conduit Dédouble Capacité Energie	5 000 000
1.4.2	Hybridation des centrales existantes par l'énergie solaire	9 250 000
1.4.4	Projet Electrification 32 Localités Rurales par Système Hybride	150 000
1.4.5	Projet Système Hybride Electrification Rurale	560 000
2.1.2	Promotion des énergies rénouvelables.	1 122 537
2.1.5	Electrification de nouvelles localités par l'ENR	3 000 000
2.2.1	Mise en oeuvre du plan d'action de la promotion de gaz butane	5 174 000
2.3.2	Mise en place des filières de proximités de production de biocarburant	270 000
Total		**24 526 537**

Action 03 Sûreté Radiologique et sécurité des sources radioactives.

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Transferts et subventions	141 639	164 747	145 731	147 843
Investissement	170 750	150 000	165 205	172 192
Total	**312 389**	**314 747**	**310 936**	**320 035**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.3	Prise en charge du personnel.	73 484
2.1.3	Sûreté Radiologique et sécurité des sources radioactives.	70 650
3.1.1	Mise en oeuvre du plan de communication.	20 613
3.1.4	Fonctionnement lié à l'investissement (plan d'urgence, sécurité nucléaire, carburant, missions, renforcement des capacités, etc.)	60 000
3.1.5	Renforcement de l'Infrastructure Nationale de Radioprotection	90 000
Total		**314 747**

Le Programme : Développement des Ressources en Eau

Responsable du Programme : le Conseiller Technique en charge de l'eau

a)Présentation stratégique du programme :

Le programme vise à contribuer à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration de la santé des populations rurales, semi-urbaines et urbaines à travers un meilleur service public de l'eau et de l'assainissement.

Le programme assure l'atteinte des objectifs suivants :

- Améliorer l'accès à l'eau potable de façon équitable et durable;
- Améliorer l'accès à l'eau pour les autres usages ;
- Favoriser la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) pour tous les usages

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

La mise en oeuvre du programme « Développement des ressources eau » vise à atteindre spécifiquement trois objectifs. Ces objectifs assortis d'indicateurs de performance se présentent comme suit :

Objectif 1: Améliorer l'accès à l'eau potable de façon équitable et durable

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux d'accès à l'eau potable (National)	%	69,3	71,3	73,3	74,9
Moyen de Vérification : Rapport DNH et Projection OMD					
Precision Méthodologique : (Population urbaine desservie + population rurale desservie/population totale)x100					
1.3 Taux d'accès à l'eau potable (Urbain)	%	74,0	76,0	78,0	78,6
Moyen de Vérification : Rapport DNH et Projection OMD					
Precision Méthodologique : (Population urbaine desservie + population rurale desservie/population totale)x100					
1.4 Taux d'évolution d'évolution du nombre de localités sans EPEM.	%	7	15	20	37
Moyen de Vérification : Rapports DNH					
Precision Méthodologique : [(Nombre de villages sans EPEM en année n) - (Nombre de villages sans EPEM en année n-1)] / [(Nombre de villages sans EPEM en année n-1)] x100					

Objectif 2: Améliorer l'accès à l'eau pour les autres usages					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.2 Pourcentage de Point d'Eau Moderne réalisés pour les autres usages	%	2	3	5	7

Moyen de Vérification : Rapport DNH -Rapport DNPIA
Precision Méthodologique : (Nombre de PEM réalisés pour les autres usages en année n / Nombre total de PEM prévue) X 100

Objectif 3: Favoriser la gestion intégré des ressources en eau (gire) pour tous les usages					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Nombre de stations de mesure suivies (Hydrométriques)	Nombre	115	120	125	-

Moyen de Vérification : Rapports DNH
Precision Méthodologique : Dénombrement

3.2 Nombre de stations de mesure suivies (Piézométriques)	Nombre	144	154	164	-

Moyen de Vérification : Rapport DNH
Precision Méthodologique : Dénombrement

3.3 Nombre de bulletins hebdomadaires produits et publiés sur la qualité de l'eau	Nbre	52	52	52	52

Moyen de Vérification : : Rapport DNH , LNE
Precision Méthodologique : Dénombrement

Objectif 4: Améliorer la qualité du service public de l'eau de façon efficace et efficiente					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
4.1 Pourcentage EPEM réalisés directement par les Collectivités Territoriales	%	68	70	72	-

Moyen de Vérification : Rapports DNH, CDMT et CT
Precision Méthodologique : (Nombre EPEM CT/nombre total d'EPM)x100

4.2 Pourcentage de centres AEP/AES sous contrat de suivi technique et financier (STEFI)	%	30	31	32	33

Moyen de Vérification : Rapports DNH et Rapports STEFI ;
Precision Méthodologique : (nombre de centre AEP/AES ayant un contrat STEFI/nombre total de centre AEP/AES)*100

<u>Tableau 1</u> : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	742 495	828 303	849 634	907 237
Biens et services	337 121	401 332	315 904	337 256
Transferts et subventions	361 063	461 063	383 158	388 710
Investissement	51 801 706	45 753 706	40 799 567	42 957 284
Total :	**53 242 385**	**47 444 404**	**42 348 263**	**44 590 487**

<u>Tableau 2</u> : Récapitulatif du programme par actions

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Approvisionnement en Eau Potable	17 990 621	18 567 121	23 387 023	24 703 893
Gestion des ressources en eau	35 251 764	28 877 283	18 961 240	19 886 594
Total :	**53 242 385**	**47 444 404**	**42 348 263**	**44 590 487**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	98	101	103	105
CATEGORIE B	84			
CATEGORIE B1		73	74	75
CATEGORIE B2		24	24	24
CATEGORIE C	18	18	18	18
CONTRACTUEL	210	205	208	211
Total :	**410**	**421**	**427**	**433**

Action 01 Approvisionnement en Eau Potable

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Transferts et subventions	193 121	243 121	204 939	207 909
Investissement	17 797 500	18 324 000	23 182 084	24 495 984
Total	**17 990 621**	**18 567 121**	**23 387 023**	**24 703 893**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Maîtrise d'ouvrages déléguée pour la réalisation de nouveaux ouvrages en milieu rural dans les localités prioritaires.	4 474 121
1.1.2	Assurer la maîtrise d'ouvrages déléguée pour la réalisation de nouveaux ouvrages en milieu urbain et semi-urbain dans les localités prioritaires.	7 439 000
1.1.4	Programme urgence AEP milieu rural	2 500 000
1.1.5	Projet AEP ville Bamako par Kabala	604 000
1.2.1	Maîtrise d'ouvrages pour la réalisation de nouveaux ouvrages en milieu rural dans les localités prioritaires.	1 000 000
1.2.2	Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales en Eau et Assainissement (PACTEA II)	50 000
1.3.2	Projet AEP et mesures d'accompagnement centres semi-urbains et ruraux	2 500 000
Total		**18 567 121**

Action 02 Gestion des ressources en eau

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	742 495	828 303	849 634	907 237
Biens et services	337 121	401 332	315 904	337 256
Transferts et subventions	167 942	217 942	178 219	180 801
Investissement	34 004 206	27 429 706	17 617 483	18 461 300
Total	**35 251 764**	**28 877 283**	**18 961 240**	**19 886 594**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Maîtrise d'ouvrages déléguée pour la réalisation de nouveaux ouvrages en milieu rural dans les localités prioritaires.	4 326 706
1.1.2	Assurer la maîtrise d'ouvrages déléguée pour la réalisation de nouveaux ouvrages en milieu urbain et semi-urbain dans les localités prioritaires.	16 250 000
1.1.3	Assurer la maîtrise des ouvrages déléguées pour la réhabilitation des ouvrages conformément aux programmes de réhabilitation et renouvellement.	3 000 000
1.2.1	Maîtrise d'ouvrages pour la réalisation de nouveaux ouvrages en milieu rural dans les localités prioritaires.	2 802 097
1.2.3	Gestion du Personnel.	904 812
1.3.1	Assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée pour la réalisation de nouveaux ouvrages en milieu urbain et semi-urbain dans les localités prioritaires.	863 668
3.1.2	Entretien chenal navigable du fleuve Niger.	180 000
3.1.3	Construction locaux DNH	250 000
3.1.4	Programme de Mobilisation des Ressources en Eau/Assainissement AEP Centres Semi Urbains en 1ere, 2e 5e et 6e régions	200 000
3.1.7	Programme d'hydraulique et d'assainissement en milieu rural BID/UEMOA	100 000
Total		**28 877 283**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.073	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROJ. CONSTR. CENTRE NL CONDUIT DEDOUBL. CAPA. ENERGI		5 000 000	5 000 000	5 000 000	4 745 249	4 947 396
PROJ. ELECTRIFICATION VILLAGEOISE ENERGIE SOLAIRE PH III		150 000	150 000	150 000	1 240 725	1 313 431
PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRID		150 000	150 000	150 000	142 357	148 421
PROG. URGENCE SOCIALE ACCES A L'ENERGIE		2 000 000		2 000 000	0	0
ETUDE FAISABILITE LABORATOIRE BIOCARBURANT		100 000	250 000	100 000	241 153	251 425
RENFORC. INFRAST.NATIN. RADIOPROTECTION		150 000	150 000	150 000	144 691	150 854
PROG. DEVPT ENERGIES NVELLES & RENOUVELABLES		100 000	200 000	100 000	192 921	201 138
PROJET SYSTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURALE		560 000	530 000	560 000	523 619	545 925
PROGRAM. DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT		350 000	350 000	350 000	335 279	349 560
Total :		**8 560 000**	**8 560 000**	**8 560 000**	**7 565 994**	**7 908 150**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.073	**DÉPENSES SUR DONS PROJETS/PROGRAMMES (BSI)**					
PROJ. ELECTRIFICATION VILLAGEOISE ENERGIE SOLAIRE PH III		900 000	900 000	900 000	1 240 725	1 313 431
PRODUCT° HYBRIDE ET ACCES RURAL A L'ELECTRICITE (PHARE		1 375 000		1 375 000	0	0
Total :		**2 275 000**	**2 275 000**	**2 275 000**	**1 240 725**	**1 313 431**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.073	**DÉPENSES SUR PRÊTS PROJETS/PROGRAMMES (BSI)**					
PROJ. APPUI PROMOTION ENERGIE RENOUVELABLE - PAPERM		303 000	343 000	303 000	472 853	500 562
PROJET CONSTRUCTION LIAISON DOUBLE TERNE SIK. BOUG. BK		2 500 000	2 500 000	2 500 000	3 446 459	3 648 421
PRODUCT° HYBRIDE ET ACCES RURAL A L'ELECTRICITE (PHARE		1 375 000		1 375 000	0	0
PROJET ENERGIE SOLAIRE POUR LE DVLPT RURAL AU MALI		2 000 000		2 000 000	0	0
PROJET SYSTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURALE		2 500 000	8 500 000	2 500 000	11 717 963	12 404 635
PROJ. ELECTRIFICATION RURALE SYST. HYBRIDES 30 VILLAGES		2 000 000	3 500 000	2 000 000	4 825 043	5 107 790
Total :		**10 678 000**	**10 678 000**	**10 678 000**	**20 462 318**	**21 661 408**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.074	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROJET AEPA KAYES		300 000	300 000	300 000	296 388	309 014
ENTRETIEN CHENAL NAVIGABLE FLEUVE NIGER		175 000	150 000	175 000	147 102	153 368
PROGRAMME URGENCE AEP. MILIEU RURAL		2 500 000	800 000	2 500 000	790 368	824 037
ETUDES ARCHITECTURALES CONSTRUCTION DNH		250 000	250 000	250 000	246 990	257 511
PROGR. NL. MOB. RESS. EN EAU 1,2,3,5,6 REGIONS		200 000	150 000	200 000	148 194	154 507
PROG. APPUI COLLECT. TERRITO. EAU POTABLE ASSAINI (PACTI		50 000	50 000	50 000	49 398	51 502
PROJET GESTION INTEGRE. EN EAU DVPT USAGE MULTIPLE PHA		300 000	300 000	300 000	296 388	309 013
PROGRAMME COMMUN APPUI A LA GIRE		250 000	350 000	250 000	345 786	360 516
FONDS ETUDES ET PREPARATIONS PROJETS EAU ENERGIE		200 000	570 000	200 000	528 937	551 469
PROJET AEP ET ACCOMP. CENTRES SEMI-URBAINS ET RURAUX		70 000	70 000	70 000	69 157	72 103
PROJET HYDRAULIQUE ASSAIN. MILIEU RURAL (BID-UEMOA)		100 000	100 000	100 000	98 796	103 004
HYDRAULIQUE VILLAGEOISE TOMBOUTOU		300 000	300 000	300 000	296 388	309 013
HYDRAULIQUE VILLAGEOISE SEGOU		500 000	550 000	500 000	543 378	566 525
PROJET AEPA REGION KOULIKORO		500 000	550 000	500 000	543 378	566 525
ETUDE AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA		3 000 000	5 000 000	3 000 000	4 658 020	4 856 451
AMENAGEMENT / EQUIPEMENT LABORATOIRE DES EAUX(CONT		400 000	600 000	400 000	592 776	618 027
Total :		**9 095 000**	**9 095 000**	**9 095 000**	**9 651 444**	**10 062 585**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.074	**DÉPENSES SUR DONS PROJETS/PROGRAMMES (BSI)**					
PROGR. NL. MOB. RESS. EN EAU 1,2,3,5,6 REGIONS		3 000 000	4 177 000	3 000 000	5 758 344	6 095 782
PROG. APPUI COLLECT. TERRITO. EAU POTABLE ASSAINI (PACTI		1 000 000	2 000 000	1 000 000	2 757 167	2 918 736
Total :		**4 000 000**	**4 000 000**	**4 000 000**	**8 515 511**	**9 014 518**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.074	**DÉPENSES SUR PRÊTS PROJETS/PROGRAMMES (BSI)**					
PROJET AEP ET ACCOMP. CENTRES SEMI-URBAINS ET RURAUX		1 000 000	300 000	1 000 000	413 575	437 810
PROJET HYDRAULIQUE ASSAIN. MILIEU RURAL (BID-UEMOA)		3 000 000		3 000 000	0	0
ETUDE AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA		16 000 000	22 000 000	16 000 000	4 361 411	4 547 207
Total :		**20 000 000**	**20 000 000**	**20 000 000**	**4 774 986**	**4 985 017**

SECTION : 726 MINISTERE DES MINES

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère des Mines prépare et met en oeuvre la politique nationale en matière de recherche, d'exploitation et de valorisation des ressources minérales, suivant Décret n°2017-0358/ P-RM du 26 avril 2017.

A ce titre, il est compétent pour :

- le développement et le suivi des sociétés et industries minières et le renforcement de leur compétitivité et de leur contribution au développement économique et social du pays ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles en matière d'implantation et d'exploitation des mines et des carrières modernes ;
- la mise en place d'une industrie minière par le développement de toutes les fonctions du secteur ;
- la promotion de la diversification et des potentialités minérales ;
- la recherche et l'exploitation des hydrocarbures ;
- l'élaboration et le suivi de la mise en oeuvre des conventions minières et des accords d'établissement, en concertation avec les ministres concernés notamment le ministre chargé des finances, le ministre chargé de la promotion des investissements ;
- l'encadrement de l'artisanat minier ;
- le développement de la recherche, l'exploitation et la valorisation des ressources minérales et des industries y afférentes ;
- la promotion de la transparence dans les industries extractives.

I.2 Les contraintes et les défis

Cette partie comprend une analyse des principales contraintes rencontrées et des défis qu'elles posent. Cette analyse porte sur chacun des programmes et globalement sur la mise oeuuvre de la stratégie du ministère.

I.2.1 Contraintes

-l'insuffisance de travaux d'inventaire minier et de cartographie géologique ;

-insuffisance dans le contrôle et le suivi des activités des sociétés minières ;

-manque d'infrastructures de soutien (énergétiques et de transports) dans les zones minières ;

-insuffisance de personnel qualifié dans les métiers des mines ;

-l'insuffisance d'un mécanisme autonome et approprié de financement des activités du secteur minier;

-l'insuffisance dans l'organisation de l'orpaillage ;

-le faible niveau d'intégration des mines à l'économie (locale et nationale).

I.2.2 Défis

-l'adoption d'une nouvelle politique et d'une stratégie de développement du secteur minier qui seront institutionnalisées à travers une Loi de programmation décennale de développement

industriel des secteurs minier et pétrolier ;

-l'adoption d'une Loi minière pour corriger les faiblesses et insuffisances constatées au cours de l'application des codes miniers précédents ;

-la mise en oeuvre du plan de diversification de la production minière afin de rompre avec la monoculture de l'or ;

-la relance de la prospection minière et pétrolière à la faveur de la mise en oeuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation nationale ;

-l'amélioration de la sécurité des zones minières et pétrolières ;

-l'opérationnalisation des plans de développement communautaire dans toutes les zones d'exploitation minière ;

-l'adoption de meilleures pratiques en matière de fermeture des mines ;

-l'appropriation des textes de base dans le domaine de l'orpaillage par les collectivités ;

-l'intégration de la mine à l'économie nationale ;

-la réalisation de l'école africaine des mines ;

-l'amélioration du suivi et le contrôle des activités minières industrielles et artisanales;

-l'opérationnalisation des plans de développement communautaire dans toutes les zones d'exploitation minière ;

-l'adoption de meilleures pratiques en matière de fermeture des mines ;

-l'appropriation des textes de base dans le domaine de l'orpaillage par les collectivités ;

-l'intégration de la mine à l'économie nationale ;

-la réalisation de l'école africaine des mines ;

-l'amélioration du suivi et le contrôle des activités minières industrielles et artisanales.

I.3 La politique sectorielle

La déclaration de politique minière de la République du Mali a été adoptée en février 1998. Elle est structurée autour de deux (02) objectifs stratégiques :

- l'accroissement de façon substantielle de la part du secteur minier dans l'économie nationale;
- la diversification et la promotion des ressources minérales.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

	Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016
1	Nombre de sociétés d'exploitation d'or	nbre	9	9	9	10
2	Nombre de sociétés de production de ciment	nbre	01	01	01	02
3	Production d'or	tonne	51,007	49,865	50,502	52,937744
4	Valeur d'exportation d'or	milliards FCFA	96,8	918,1	987,0	1144
5	Production en calcaire	m3	15720	234974	272456	282775,2
6	Part du sous-secteur minier dans le PIB	%	7,2	6,5	6,2	5,6
7	Apport agrégé du secteur minier au Trésor Public	milliards FCFA	220,237	274,899	245,029	247,303

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 5 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Administration Générale	1 823 689	1 881 465	1 680 597	1 775 956
Développement des ressources minérales	2 073 176	2 313 826	2 031 291	2 135 033
Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières	415 000	350 000	548 073	578 710
Programme de développement des ressources minérales (PDRM)	310 000	515 000	0	0
Fonds d'appui pour la promotion de la recherche pétrolière (FAPRP)	3 369 200	1 263 750	0	0
Total :	**7 991 065**	**6 324 041**	**4 259 961**	**4 489 699**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	1 680 892	1 295 141	872 022	931 143
Biens et services	3 568 763	2 271 035	1 492 897	1 587 558
Transferts et subventions	240 026	400 026	249 595	253 212
Investissement	2 501 384	2 357 839	1 645 447	1 717 786
Total :	**7 991 065**	**6 324 041**	**4 259 961**	**4 489 699**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Administration Générale

Responsable du Programme : le Secrétaire Général du Département

a)Présentation stratégique du programme :

Le programme1 s'occupe de :

i) la coordination, l'évaluation, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du département ;

ii) la gestion des ressources matérielles et financières ;

iii) du suivi de la mise en oeuvre du processus de décentralisation et de déconcentration au sein du ministère ;

iv) l'amélioration la gouvernance dans les domaines minier et pétrolier ;

v) la coordination du système de planification et de production des statistiques du secteur.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme (1) est bâti autour de (05) objectifs spécifiques relatifs à (i) élaboration et suivi de la mise en oeuvre des politiques et stratégies nationales dans le domaine minier et pétrolier (ii) à la gestion efficace des ressources matérielles et financières (iii) au suivi de la mise en oeuvre du processus de décentralisation et de déconcentration au sein du ministère (iv) l'amélioration de la gouvernance dans les domaines minier et pétrolier et (v) la coordination du système de planification et de production des statistiques du secteur.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leur progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen et terme. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Elaborer et suivre la mise en oeuvre des politiques et stratégies nationales dans le domaine minier et pétrolier					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Nombre de documents de politiques et de stratégies élaborés	nbre	3	3	-	-
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités du département.					
Precision Méthodologique : Dénombrement					
1.2 Nombre de contrats et conventions miniers diagnostiqués	nbre	9	5	5	5
Moyen de Vérification : Rapport d'audits					
Precision Méthodologique : Dénombrement					
1.3 Taux de mise en oeuvre du programme d'activités du département	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités du département					
Precision Méthodologique : (Nombre d' activitésréalisées)/(Nombre d' activitésprogrammées) x 100					
1.4 Taux d'exécution des actions de communication	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités du département					
Precision Méthodologique : (Nombre d' activitésréalisées)/(Nombre d' activitésprogrammées) x 100					

Objectif 2: Améliorer la gestion des ressources financières et matérielles					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Taux d'exécution du budget	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Comptes administratifs
Precision Méthodologique : (Crédits liquidés)/(Crédits notifiés) x 100

Objectif 3: Impulser le processus de décentralisation et de déconcentration au sein du département					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Taux de mise en oeuvre du plan de transfert des compétences et des ressources du département	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport CADD
Precision Méthodologique : (Nombre d' activités menées)/(Nombre d' activitésprogrammées) x 100

Objectif 4: Assurer le respect des normes internationales dans les domaines minier et pétrolier					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
4.1 Statut du Mali par rapport à la norme ITIE	norme	conforme	conforme	conforme	conforme

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'avancement de l'ITIE-Mali
Precision Méthodologique : le respect de la norme ITIE en vigueur

4.2 Statut du Mali par rapport au processus de KIMBERLEY	norme	pays me	pays me	pays me	pays me

Moyen de Vérification : Rapport d'activités du BEEC
Precision Méthodologique : le respect des obligations du Processus de Kimberley (PK)

Objectif 5: Améliorer le système de planification et de production de l'information statistique					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
5.1 Taux de réalisation des activités de la CPS	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la CPS
Precision Méthodologique : (Nombre d' activités menées)/(Nombre d' activités programmées) x 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	275 550	274 631	309 577	330 565
Biens et services	898 215	979 965	829 807	886 052
Transferts et subventions	240 026	400 026	249 595	253 212
Investissement	409 898	226 843	291 618	306 127
Total :	**1 823 689**	**1 881 465**	**1 680 597**	**1 775 956**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par actions

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Coordination et pilotage de la politique minière	647 152	647 880	626 311	663 388
Gestion financière et matérielle	660 779	672 682	531 192	565 972
processus de décentralisation et de deconcentralisation	18 317	38 317	16 844	17 985
Amélioration de la gouvernance dans les domaines minier et petrolier	261 085	302 835	264 502	274 208
Planification, programmation et suivi évaluation	236 356	219 751	241 748	254 403
Total :	**1 823 689**	**1 881 465**	**1 680 597**	**1 775 956**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	28	30	30	30
CATEGORIE B	22			
CATEGORIE B1		12	12	12
CATEGORIE B2		11	11	11
CATEGORIE C	3	4	4	4
CONTRACTUEL	42	43	44	45
Total :	**95**	**100**	**101**	**102**

Action 01 Coordination et pilotage de la politique minière

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	108 643	109 371	122 060	130 335
Biens et services	438 509	438 509	403 251	430 589
Transferts et subventions	100 000	100 000	101 000	102 464
Total	**647 152**	**647 880**	**626 311**	**663 388**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel	109 371
1.2.1	Pilotage et coordination des activités du département	349 255
1.3.1	Suivi de la mise en oeuvre du programme d'activités du département	169 254
1.4.1	Mise en oeuvre du programme de communiocation du département	20 000
Total		**647 880**

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	97 536	92 494	109 580	117 009
Biens et services	314 384	334 384	289 101	308 694
Transferts et subventions		150 000	0	0
Investissement	248 859	95 804	132 511	140 269
Total	**660 779**	**672 682**	**531 192**	**565 972**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Prise en charge du personnel DFM	92 494
2.1.2	Préparation du budget du département	15 767
2.1.3	Exécution et suivi du budget du département	564 421
Total		**672 682**

Action 03 processus de décentralisation et de deconcentralisation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	18 317	38 317	16 844	17 985
Total	**18 317**	**38 317**	**16 844**	**17 985**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Mise en oeuvre du plan de transfert des compétences et des ressources du département	38 317
Total		**38 317**

Action 04 Amélioration de la gouvernance dans les domaines minier et petrolier

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	110 020	141 770	104 994	112 109
Transferts et subventions	140 026	150 026	148 595	150 748
Investissement	11 039	11 039	10 913	11 351
Total	**261 085**	**302 835**	**264 502**	**274 208**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.1.1	Production, publication et dissémination des rapports ITIE à l'intérieur du pays et à Bamako	60 000
4.1.2	Mise en oeuvre du plan d'action des mesures correctives pour la validation du Mali en novembre 2018	4 522
4.1.3	Mise en oeuvre du plan de communication triennal 2018-2020 du Comité de Pilotage	85 000
4.1.4	Renforcement des capacités d'action des membres du Comité de pilotage et du secrétariat permanent	56 683
4.2.1	. Etablissement des Certificats d'Expertise et la tenue des rapports statistiques diamants selon le Processus de Kimberley	40 841
4.2.2	La mise en oeuvre et le suivi du processus de kimberley	55 789
Total		**302 835**

Action 05 Planification, programmation et suivi évaluation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 05 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	69 371	72 766	77 937	83 221
Biens et services	16 985	26 985	15 617	16 675
Investissement	150 000	120 000	148 194	154 507
Total	**236 356**	**219 751**	**241 748**	**254 403**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 05

	Intitulé de l'activité	Coût activité
5.1.1	Prise en charge du personnel	72 766
5.1.2	Planification des projets et programmes du secteur	17 985
5.1.3	Organisation des missions de suivi-évaluation des projets et programmes	9 000
5.1.4	Appui Cellule de Planification et Statistique Mines-Energie	120 000
Total		**219 751**

Le Programme : Développement des ressources minérales

Responsable du Programme : Le Directeur National de la Géologie et des Mines

a).Présentation stratégique du programme

Le programme « Promotion et Développement des ressources minérales» est chargé de :

-l'élaboration et le contrôle de l'application de la règlementation en matière de mines ;

-la promotion de la recherche, l'exploration et l'exploitation des substances minérales et fossiles;

-la conception et la mise en oeuvre de mesures visant à assurer la mise en valeur des ressources minérales et fossiles.

Il poursuit quatre (04) objectifs). Il s'agit de :

i) Assurer la diversification et le développement des ressources minérales;

ii) Assurer la promotion du développement de l'artisanat minier et la petite mine ;

iii) Promouvoir les matériaux de construction ;

iv) Promouvoir la recherche pétrolière

b. Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le programme 2 assure la mise en oeuvre de la promotion et le développement des ressources minérales. Il vise à atteindre spécifiquement quatre (4) objectifs. Ces objectifs assortis d'indicateurs de performance se présentent comme suit:

Objectif 1: Assurer la diversification et le développemnt des ressources minérales

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Part des substances autres que l'or dans les titres de recherche attribués	%	15	17	20	20

Moyen de Vérification : Rapports annuels d'activités de la DNGM et de l'AUREP
Precision Méthodologique : (Nombre de titres attribués pour autres substances que l'or)/(Nombre total de titres attribués) x100

1.2 Taux de croissance des quantités produites par substance minérale	%	164,89	73,2	18,06	50,71

Moyen de Vérification : Rapports annuels d'activités de la DNGM et de l'AUREP
Precision Méthodologique : (Quantités de substances produites en N-Quantités de substances produites en N-1)/(Quantités de substances produites en N-1) x 100

Objectif 2: Assurer la promotion du développement de l'artisanat minier et la petite mine

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux d'évolution des titres d'exploitation délivrés pour la petite mine	%	-	33	50	66

Moyen de Vérification : Rapport annuel de la DNGM
Precision Méthodologique : (Nombre de titres attribués en N-Nombre de titres attribués en N-1)/(Nombre total de titres attribués N-1)x100

Objectif 3: Promouvoir les matériaux de construction

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Taux d'évolution d'autorisation d'exploitation de carrières attribuées	%	-	-	25	40

Moyen de Vérification : Rapport annuel de la DNGM (année de base 2013)
Precision Méthodologique : (Nombre de titre attribués pour l'artisanat minier en N-Nombre de titre attribués pour l'artisanat minier en N-1)/(Nombre de titre attribués pour l'artisanat minier en N-1) x100

3.2 Taux de croissance de la production des différents types de matériaux de construction	%	200,7	108,32	121,94	237,91

Moyen de Vérification : Rapport annuel de la DNGM
Precision Méthodologique : (Production de matériaux en N-Production de matériaux en N-1)/(Production de matériaux en N-1)x100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	505 342	550 510	562 445	600 578
Biens et services	120 548	182 320	115 017	122 796
Investissement	1 447 286	1 580 996	1 353 829	1 411 659
Total :	**2 073 176**	**2 313 826**	**2 031 291**	**2 135 033**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Développement et Promotion des ressources minières	1 773 176	1 963 826	1 746 904	1 838 532
Developpement et Promotion des ressources pétrolières	300 000	350 000	284 387	296 501
Total :	**2 073 176**	**2 313 826**	**2 031 291**	**2 135 033**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	79	73	74	75
CATEGORIE B	56			
CATEGORIE B1		37	38	39
CATEGORIE B2		18	18	18
CATEGORIE C	17	15	15	15
CONTRACTUEL	31	29	30	31
Total :	**183**	**172**	**175**	**178**

Action 01 Développement et Promotion des ressources minières

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	505 342	550 510	562 445	600 578
Biens et services	120 548	182 320	115 017	122 796
Investissement	1 147 286	1 230 996	1 069 442	1 115 158
Total	**1 773 176**	**1 963 826**	**1 746 904**	**1 838 532**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel DNGM/DRGM	550 510
1.1.2	Attribution des titres miniers	12 000
1.1.3	Suivi et contrôle des sociétés minières	150 264
1.1.4	Promotion des indices miniers	400 000
1.1.5	Equipement PDRM	500 000
1.1.6	Cartograpgie aub 1/50000 ième	247 000
1.2.1	Suivi et contrôle des exploitations par dragues	18 000
1.2.2	Suivi et contrôle des installations de produits pétroliers	11 000
2.1.1	Suivi et contrôle des installations classées	11 095
2.1.2	Promotion de l'exploitation des gisements de petite taille	12 974
2.1.3	Recensement des sites d'orpaillage et des orpailleurs	12 000
2.1.4	Formalisation de l'orpaillage	12 000
3.1.1	Suivi et contrôle des activités des sociétés de carrières	11 873
3.2.1	Intensification de la recherche de nouveau gisement de matériaux de construction	15 110
Total		**1 963 826**

Action 02 Developpement et Promotion des ressources pétrolières

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Investissement	300 000	350 000	284 387	296 501
Total	**300 000**	**350 000**	**284 387**	**296 501**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.7	Promotion Nouvelle Zone Pétrolière	350 000
Total		**350 000**

Le Programme : Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières

Responsable du Programme : Le Secrétaire Général du Département

a)Présentation stratégique du programme

Le Programme 3 : Financement de la Recherche de la Formation et de la Promotion des Activités Minières

a. Présentation stratégique du programme

Le programme «Financement de la Recherche de la Formation et de la Promotion des Activités Minières» a pour objet :

- le financement de la recherche ;
- le financement de la formation ;
- la promotion des activités minières

b) Présentation des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme (3) est bâti autour de (03) objectifs qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs au financement de la Recherche, de la formation et de la promotion des activités minières.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leur progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen et terme. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: assurer le financement de la recherche minière et pétrolière

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Nombre de projets de recherche financés	nbre	5	2	2	3

Moyen de Vérification : Rapport d'activités du Fonds

Precision Méthodologique : dénombrement

Objectif 2: assurer le financement de la formation

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux d'exécution du plan de formation	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités du Fonds

Precision Méthodologique : (Activités réalisées)/(Activités programmées) x100

Objectif 3: promouvoir les activités minières					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Nombre d'évènement promotionnels	nbre	5	5	5	6

Moyen de Vérification : Rapport d'activités du Fonds
Precision Méthodologique : dénombrement

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Biens et services	415 000	350 000	548 073	578 710
Total :	**415 000**	**350 000**	**548 073**	**578 710**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Promotion des activités minières	415 000	350 000	548 073	578 710
Total :	**415 000**	**350 000**	**548 073**	**578 710**

Action 01 Promotion des activités minières

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Biens et services	415 000	350 000	548 073	578 710
Total	**415 000**	**350 000**	**548 073**	**578 710**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Financement des projets de recherche	150 000
2.1.1	Mise en oeuvre du plan de formation	100 000
3.1.1	Participation aux activités promotionnelles dans les domaines minier et pétrolier	100 000
Total		**350 000**

Le Programme : Programme de développement des ressources minérales (PDRM)

Responsable du Programme : le Directeur du Programme de Développement des Ressources Minérales (PDRM)

a) Présentation stratégique du programme :

Le programme 4 a pour mission :

- l'exécution des programmes de prospection géologique, minière et d'hydrocarbures et tous travaux d'analyses chimiques s'y afférant pour l'Etat et pour les tiers sur contrat, convention ou régie ;
- l'exécution de tous travaux de reconnaissance et de prospection concourant à la mise en évidence d'indices de minéralisation, de combustibles solides, liquides ou gazeux ;
- la gestion, en relation avec la Direction des Finances et du Matériel les fonds destinés à réaliser les programmes de prospections géologiques, minière et d'hydrocarbures.

b) Présentation des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme (4) est bâti autour d'un (1) objectif spécifique qui concourt à assurer la diversification et le développement des ressources minérales.

A cet objectif est associé un indicateur dont la cible permet de mesurer son progrès réalisé et de projeter des efforts à fournir à court et moyen et terme. Dans ce qui suit, il sera donné le détail de l'objectif ainsi que l'indicateur qui lui est associé.

Objectif 1: Assurer la diversification et le développement des ressources minérales					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Nombre d'échantillons analysés	nbre	-	20000	30000	35000
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités du PDRM					
Precision Méthodologique : Dénombrement					
1.2 Nombre d'échantillons prélevés	nbre	-	15000	20000	25000
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités du PDRM					
Precision Méthodologique : Dénombrement					
1.3 Métrage foré	mètre	-	3000	4000	6000
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités du PDRM					
Precision Méthodologique : Dénombrement					
1.4 Nombre de kilomètre linéaire géophysique réalisé	kilomètre	-	60	65	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités du PDRM					
Precision Méthodologique : Dénombrement					
1.5 Nombre de kilomètres linéaires en cartographie réalisé	kilomètre	-	200	250	300
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités du PDRM					
Precision Méthodologique : Dénombrement					
1.6 Volume d'explosifs vendu	kg	-	12500	12500	12500
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités du PDRM					
Precision Méthodologique : Dénombrement					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	**Budget**	**Prévisions**		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	190 000	260 000	0	0
Biens et services	110 000	220 000	0	0
Investissement	10 000	35 000	0	0
Total :	**310 000**	**515 000**	**0**	**0**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	**Budget**	**Prévisions**		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Appui au développement des ressources minérales (PDRM)	310 000	515 000	0	0
Total :	**310 000**	**515 000**	**0**	**0**

Action 01 Appui au développement des ressources minérales (PDRM)

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	190 000	260 000	0	0
Biens et services	110 000	220 000	0	0
Investissement	10 000	35 000	0	0
Total	**310 000**	**515 000**	**0**	**0**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel PDRM	260 000
1.1.2	Analyse des échantillons	20 000
1.2.1	Travaux de géochimie	50 000
1.3.1	Travaux de sondage	150 000
1.4.1	Travaux de géophysique	10 000
1.5.1	Cartographie géologique et topographique	20 000
1.6.1	Vente explosifs	5 000
Total		**515 000**

Le Programme : Fonds d'appui pour la promotion de la recherche pétrolière (FAPRP)

Responsable du Programme: le Directeur Adjoint de l'Autorité pour la Promotion de la Recherche Pétrolière (AUREP)

a. Présentation stratégique du programme

Le programme « Appui à la Promotion de la Recherche Pétrolière» a pour mission : la promotion de l'exploration et l'exploitation des ressources pétrolières. Ce programme est chargé de mettre en oeuvre des actions pour l'atteinte des objectifs suivants :

- assurer la promotion et le développement des ressources pétrolières;
- disposer de ressources humaines de qualité dans les métiers du pétrole ;
- disposer de ressources matérielles de qualité dans les métiers du pétrole.

b) Présentation des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme (5) est bâti autour de (02) objectifs qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à la promotion de la recherche pétrolière.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leur progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen et terme. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Assurer la promotion de la recherche pétrolière					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Identification de nouvelle zones intérêts	nbre	1	1	2	3
Moyen de Vérification : Rapports d'activités de l'Aurep					
Precision Méthodologique : Dénombrement					
1.2 Nombre de mission de suivi et contrôle	nbre	1	2	3	3
Moyen de Vérification : Rapports d'activités de l'Aurep					
Precision Méthodologique : Dénombrement					
1.3 Nombre d'évènements promotionnels	nbre	4	5	6	7
Moyen de Vérification : Rapports d'activités de l'Aurep					
Precision Méthodologique : Dénombrement					

Objectif 2: Disposer de ressources humaines de qualité dans le domaine du pétole					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Taux d'exécution du plan de formation	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités de l'Aurep					
Precision Méthodologique : (Formations réalisées)/(Formations programmées) x100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	710 000	210 000	0	0
Biens et services	2 025 000	538 750	0	0
Investissement	634 200	515 000	0	0
Total :	**3 369 200**	**1 263 750**	**0**	**0**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Appui pour la promotion de la recherche pétrolière (FAPRP)	3 369 200	1 263 750	0	0
Total :	**3 369 200**	**1 263 750**	**0**	**0**

Action 01 Appui pour la promotion de la recherche pétrolière (FAPRP)

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	710 000	210 000	0	0
Biens et services	2 025 000	538 750	0	0
Investissement	634 200	515 000	0	0
Total	**3 369 200**	**1 263 750**	**0**	**0**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du salaire AUREP	210 000
1.1.2	Géophysique aéroportée	350 000
1.1.3	Etudes géologiques	288 750
1.1.4	Forages stratégiques	175 000
1.2.1	Suivi contrôle	130 000
1.3.1	participation aux Foras et conférences	60 000
2.1.1	Formations	50 000
Total		**1 263 750**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	Source de financement	2018	2017	2018	2019	2020
1.027	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
APPUI CELLULE DE PLANIF. & STATISTIQUE		120 000	150 000	120 000	148 194	154 507
Total :		**120 000**	**120 000**	**120 000**	**148 194**	**154 507**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	Source de financement	2018	2017	2018	2019	2020
2.075	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROMOTION NOUVELLES ZONES PETROLIERES		350 000	300 000	350 000	284 387	296 501
PROMOTION DES INDICES MINIERS		400 000	500 000	400 000	463 979	483 744
EQUIPEMENT PDRM		500 000	400 000	500 000	371 183	386 995
CARTOGRAPHIE GEOLOGIQUE BIRRIMIEN A 1/50000		247 000	160 000	247 000	148 473	154 797
Total :		**1 497 000**	**1 497 000**	**1 497 000**	**1 268 022**	**1 322 037**

SECTION : 730 MIN. ECONOMIE NUMERIQUE ET COMMUNICATION

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère de l'Economie Numérique et de la Communication élabore et met en oeuvre la politique nationale dans le domaine des médias, des télécommunications, de la poste et des nouvelles technologies de l'information conformément à la déclaration de politique générale du gouvernement.

I.2 Les contraintes et les défis

Cette partie comprend une analyse des principales contraintes rencontrées et des défis qu'elles posent. Cette analyse porte sur chacun des programmes et globalement sur la mise en oeuvre de la stratégie du ministère.

I.2.1 Contraintes

-L'insuffisance de l'offre de couverture du pays en moyens de communication (infrastructures);

-Les difficultés d'application de la mercuriale des prix;

-Les difficultés de rentabiliser le quotidien national par augmentation du nombre de pages;

-Les difficultés de concilier les contraintes d'un EPA avec les exigences d'une entreprise de presse;

-Les difficultés de basculement au numérique intégral;

-L'insuffisance de ressources humaines qualifiées.

I.2.2 Défis

-L'organisation de la table ronde sur la mise en oeuvre de la politique nationale de l'économie numérique;

-La mise à disposition à temps de la mercuriale et la sensibilisation des acteurs par rapport à son application;

-L'adaptation du contenu du quotidien national aux besoins des lecteurs;

-La relecture des textes législatifs et réglementaires des EPA du secteur de la presse;

-L'achèvement du processus de transition numérique;

-Le renforcement des capacités des ressources humaines.

I.3 La politique sectorielle

Le département dispose de deux politiques sectorielles et d'une stratégie. Il s'agit de :

La Politique Nationale de Communication pour le Développement (PNCD), adoptée en mars 2017, elle est structurée autour de quatre (04) objectifs stratégiques :Promouvoir la participation de la population à la définition et à la mise en oeuvre des grandes orientations de développement du pays en favorisant un dialogue entre tous les acteurs du développement sur ces actions :

-Appuyer les initiatives prises au niveau des communautés de base dans les différents secteurs du développement, en favorisant l'échange des informations, des savoirs, et des techniques entre ces communautés;

-Permettre à tous ceux qui ont la responsabilité de diffuser des informations ou d'introduire des innovations dans les différents secteurs du développement, de disposer des instruments de communication sociale et éducative leur permettant de le faire dans les meilleures conditions ;

-Promouvoir, pour tous les intervenants au niveau du monde rural, les systèmes de vulgarisation, d'encadrement, de formation et de communication basés sur des stratégies de dialogue, de concertation et de participation plutôt que sur des stratégies de messages verticaux.

La Politique Nationale de Développement de l'Economie Numérique, adoptée par le Gouvernement en 2015, elle est articulée autour de six (06) orientations stratégiques :

-Permettre à tous les Maliens d'accéder aux réseaux et services numériques ;

-Développer la production et l'offre de contenus numériques ;

-Développer et diversifier les usages et services numériques ;

-Mettre en place un écosystème favorable au développement de l'industrie numérique ;

-Assurer la disponibilité en qualité et en quantité des compétences humaines en mesure de répondre aux besoins du secteur ;

-Instaurer la sécurité et la confiance numérique ; Assurer les moyens de mise en oeuvre en allouant les ressources financières adéquates.

La Stratégie de Communication Gouvernementale, adoptée par le Gouvernement en mai 2015: elle a pour objectif général d'impulser une dynamique de communication pour améliorer et promouvoir l'action gouvernementale dans tous les domaines (politique, économique, social, culturel etc).

Pour atteindre les objectifs, la stratégie s'articule autour de quatre (04) objectifs spécifiques qui sont :

-Bâtir un cadre de communication gouvernementale et définir ses mécanismes de coordination ;

-Améliorer la visibilité et la lisibilité de l'action gouvernementale dans les domaines économique et social ;

-Contribuer à la promotion de la réconciliation nationale, de la paix et de la cohésion sociale ;

-Contribuer à la réussite d'élections municipales et régionales transparentes, crédibles et justes.

La mise en oeuvre de la Stratégie de Communication Gouvernementale se fera à travers cinq (05) stratégies :

-le renforcement des compétences en communication ;

-le renforcement des moyens de production et de diffusion ;

-l'information et la sensibilisation ;

-le renforcement des structures de communication gouvernementale ;

-le plaidoyer

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

	Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016
1	Pourcentage de populations couvertes par la radiodiffusion	%	96	96	96	96
2	Pourcentage de communes couvertes par les téléphones (fixe et mobile)	%	72	75	0	0
3	Densité téléphonique nationale	Ligne/100 hbts	132	139	-	130
4	Pourcentage de communes couvertes par les téléphones (fixe et mobile)	%	72	75	-	-
5	Total abonnés (fixe et mobile)	Nombre	22084265	24330746	-	22867921
6	Accroissement des abonnés	%	66,70	10,22	-	-6,24
7	Taux de perte des envois de la Poste	%	0,57	0,83	0,38	0,71
8	Délai moyen de d'acheminement	Nombre	j+2	j+2	j+2	j+2
9	Total des Services connectés de l'administration	Nombre	140	144	150	371
10	Total Communes connectées	Nombre	23	25	28	31

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 3 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Administration Générale	972 497	1 097 568	961 477	1 012 830
Medias et Communication Publics	7 697 884	7 933 360	7 751 772	7 925 047
Poste et Nouvelles Technologies	4 183 577	2 413 577	4 941 769	5 151 049
Total :	**12 853 958**	**11 444 505**	**13 655 018**	**14 088 926**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	222 875	199 682	246 466	263 174
Biens et services	430 023	580 023	395 513	422 353
Transferts et subventions	7 170 782	7 801 022	7 378 011	7 484 982
Investissement	5 030 278	2 863 778	5 635 028	5 918 417
Total :	**12 853 958**	**11 444 505**	**13 655 018**	**14 088 926**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Administration Générale

Responsable du Programme : Le Secrétaire Général du département.

a)Présentation stratégique du programme :

Le programme s'occupe de :

-la coordination, l'évaluation, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du département ;

-la gestion des ressources matérielles et financières.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme I est bâti autour de trois objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs (i) à la mise en oeuvre des politiques sectorielles (ii) à la gestion efficace des ressources matérielles et financières (iii) à la gestion des services du département.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen terme. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Assurer la coordination et le suivi de la mise en oeuvre de la politique nationale dans les domaines de la communication, de la poste, des télécommunications et des nouvelles technologies.

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux d'exécution du programme d'activités du département	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités du département					
Precision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées / Nombres d'activités programmées) x 100					
1.2 Taux de mise en oeuvre des recommandations issues des conseils de cabinet et des comités d'orientation	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activité du Cabinet du département					
Precision Méthodologique : (Nombre de recommandations mises en oeuvre / Nombres de recommandations formulées) x 100					
1.3 Taux d'exécution des missions de suivi-évaluation	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports de missions de suivi évaluation					
Precision Méthodologique : (Nombre de missions exécutées /nombre de Missions prévues) x100					

Objectif 2: Assurer la gestion des ressources financieres et materielles du menc

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux d'exécution du budget du département	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : compte administratif du département					
Precision Méthodologique : (crédits liquidés/crédits notifiés) x100					
2.2 Taux d'exécution du plan de formation du département	%	98,93	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la DFM					
Precision Méthodologique : (Nombre de formations réalisées/Nombre de formations prévues) x 100					

Objectif 3: Améliorer le système d'archivage des documents					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Taux de numérisation des documents	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités du CDI
Precision Méthodologique : (Nombre de documents numérisés/ le nombre total de documents à numériser) x100

3.2 Taux de document archivés	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activité du CDI
Precision Méthodologique : (Nombre de documents archivés / Nombre Total de documents reçus par le CDI) X 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	207 606	199 682	229 582	245 146
Biens et services	415 073	580 023	381 766	407 675
Transferts et subventions	224 500	249 085	230 988	234 336
Investissement	125 318	68 778	119 141	125 673
Total :	**972 497**	**1 097 568**	**961 477**	**1 012 830**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Coordination et pilotage de la politique de communications pour le developpement et de la politique de developpement de l'economie numérique	475 035	530 122	485 511	506 111
Gestion financière et matérielle	497 462	567 446	475 966	506 719
Total :	**972 497**	**1 097 568**	**961 477**	**1 012 830**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
CATEGORIE A	21	16	16	16
CATEGORIE B	18			
CATEGORIE B1		8	8	8
CATEGORIE B2		6	6	6
CATEGORIE C	5	4	4	4
CONTRACTUEL	36	26	26	26
Total :	**80**	**60**	**60**	**60**

Action 01 Coordination et pilotage de la politique de communications pour le developpement et de la politique de developpemer

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	129 586	114 673	143 303	153 018
Biens et services	113 349	183 349	104 232	111 296
Transferts et subventions	224 500	224 500	230 988	234 336
Investissement	7 600	7 600	6 988	7 461
Total	**475 035**	**530 122**	**485 511**	**506 111**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel	114 673
1.1.2	Mise en oeuvre du programme d'activité du département	90 956
1.1.3	Organisation du festival ondes de liberte	29 032
1.1.4	Appui à la presse	100 000
1.1.5	Appui Comité National de Transition vers le Numérique (CNTN)	124 500
1.2.1	Mise en oeuvre des recommandations issues des conseils de cabinet, des comités d'orientation	36 089
1.3.1	Missions de suivi évaluation	34 872
Total		**530 122**

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	78 020	85 009	86 279	92 128
Biens et services	301 724	396 674	277 534	296 379
Transferts et subventions		24 585	0	0
Investissement	117 718	61 178	112 153	118 212
Total	**497 462**	**567 446**	**475 966**	**506 719**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Prise en charge du personnel	85 009
2.1.2	Préparation du budget du département	12 000
2.1.3	Exécution et suivi du budget du département	323 863
2.1.4	Appui CIGMA	15 585
2.1.5	Appui AGEFAU	9 000
2.2.1	Mise en oeuvre du plan de formation du département	45 678
3.1.1	Numérisation des documents du département	60 502
3.2.1	Archivage des documents du département	15 809
Total		**567 446**

Le Programme : Medias et Communication Publics

Responsable du programme : Le Conseiller Technique en charge des Médias publics

Le programme II poursuit deux (02) objectifs. Il s'agit de :

- Promouvoir l'information et la communication d'utilité publique et pluraliste aux plans national, régional et international ;
- Développer et moderniser les infrastructures d'information et de communication.

a) Présentation stratégique du programme

Ce programme a pour objet d'assurer l'information, la communication, la régulation, la publicité, la sensibilisation et le divertissement dans le

cadre de la mise en oeuvre de la politique nationale de communication pour développement.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

La mise en oeuvre du programme « Médias et Communication » vise à atteindre spécifiquement deux objectifs. Ces objectifs assortis d'indicateurs de performance se présentent comme suit :

Objectif 1: Promouvoir l'information et la communication d'utilité publique et pluraliste aux plans régional, national et international					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Taux de réalisation des activités de l'ORTM	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuel de l'ORTM					
Precision Méthodologique : (nombre d'activités réalisées/ nombre d'activités prévues) x 100					
1.2 Taux de réalisation des activités de l'ANCD	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuel de l'ANCD					
Precision Méthodologique : (nombre d'activités réalisées/ nombre d'activités prévues) x 100					
1.3 Taux de couverture géographique de la presse écrite	%	70	90	95	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuel de l'AMAP					
Precision Méthodologique : (superficie couverte du territoire/superficie totale) x 100					
1.4 Taux de progression de tirage du quotidien national	%	2	10	15	20
Moyen de Vérification : Rapports d'activités annuels de l'AMAP					
Precision Méthodologique : (nombre de tirage journaux (l'Essor) de l'année N - nombre de tirage de l'année N-1/ nombre de tirage de l'année N-1) x 100					

<u>Tableau 1</u> : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	**Budget**	**Prévisions**		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	15 269	0	16 884	18 028
Biens et services	14 950	0	13 747	14 678
Transferts et subventions	5 377 705	5 783 360	5 533 115	5 613 338
Investissement	2 289 960	2 150 000	2 188 026	2 279 003
Total :	**7 697 884**	**7 933 360**	**7 751 772**	**7 925 047**

<u>Tableau 2</u> : Récapitulatif du programme par actions

Désignation	**Budget**	**Prévisions**		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Promotion de la communication et de l'Information	6 253 428	6 829 739	6 366 916	6 493 785
Amélioration de la presse écrite et de la publicité	1 444 456	1 103 621	1 384 856	1 431 262
Total :	**7 697 884**	**7 933 360**	**7 751 772**	**7 925 047**

<u>Tableau 3</u> : Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie

Désignation	**Effectif au 31 décembre**			
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
CATEGORIE A	119	138	140	142
CATEGORIE B	212			
CATEGORIE B1		87	89	91
CATEGORIE B2		112	114	116
CATEGORIE C	50	46	47	48
CONTRACTUEL	90	92	94	96
Total :	**471**	**475**	**484**	**493**

Action 01 Promotion de la communication et de l'Information

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	15 269	0	16 884	18 028
Biens et services	14 950	0	13 747	14 678
Transferts et subventions	4 943 209	5 279 739	5 086 064	5 159 807
Investissement	1 280 000	1 550 000	1 250 221	1 301 272
Total	**6 253 428**	**6 829 739**	**6 366 916**	**6 493 785**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel	1 208 553
1.1.2	Poursuite de la diffusion de programme de l'ORTM en bande KU	400 000
1.1.3	Prise en charge de la diffusion des matchs internationaux	515 000
1.1.4	Gestion,exploitation et maintenance des ressources materielles	2 402 322
1.1.5	Acquisition des équipements et immobilisations incorporelles	930 000
1.1.6	Renforcement équipements et infrastructures de l'ORTM	300 000
1.1.7	Retransmission et Diffusion des programmes	575 000
1.2.1	Prise en charge du personnel	16 647
1.2.2	Production de l'audiovisuel	71 108
1.2.3	Formation des agents de dévéloppement et paysane	20 000
1.2.4	Appui à l'élaboration de plans et stratégies de communication	71 109
1.2.5	Mise en oeuvre contrat plan Etat ANCD	320 000
Total		**6 829 739**

Action 02 Amélioration de la presse écrite et de la publicité

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Transferts et subventions	434 496	503 621	447 051	453 531
Investissement	1 009 960	600 000	937 805	977 731
Total	**1 444 456**	**1 103 621**	**1 384 856**	**1 431 262**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.3.1	Prise en charge du personnel	119 556
1.3.2	Poursuite de la distribution du quotidien national à des nouvelles localités	149 532
1.4.1	Production du quotidien national	234 533
1.4.2	Construction équipement bureaux regionaux de l'AMAP	600 000
Total		**1 103 621**

Le Programme : Poste et Nouvelles Technologies

Responsable du Programme : Le Conseiller Technique en charge de la Poste et des Nouvelles Technologies MENC

a)Présentation stratégique du programme :

Le programme s'occupe de:

-la conception, la réalisation, l'entretien des infrastructures TIC;

-le développement de contenus;

-l'élaboration et la mise en oeuvre du plan national de formation et de renforcement des capacités dans le domaine des TIC pour les services publics, parapublics et les collectivités territoriales;

-la promotion et la vulgarisation des TIC en faveur des masses les plus larges;

-la consolidation des infrastructures,

-l'amélioration de la qualité des services du réseau postal.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme 3 «Poste et Nouvelles Technologies » est bâti autour de trois objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs (i) à la consolidation et l'approfondissement de l'informatisation de l'Administration publique (ii) au désenclavement numérique des communes et des écoles du Mali (iii) et à la consolidation des infrastructures du réseau postal.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen termes. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Consolider et approfondir l'informatisation de l'administration publique					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Nombre de Structure de l'administration connectées au reseau intranet	NBRE	15	30	40	50

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de l'AGETIC
Precision Méthodologique : Denombrement

Objectif 2: Consolider les infrastructures du réseau postal					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Taux de mise en oeuvre du programme d'activité de la Poste	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de la Poste
Precision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées/ Nombre d'activités programmées) x100

<u>Tableau 1</u> : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	**Budget**	**Prévisions**		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Transferts et subventions	1 568 577	1 768 577	1 613 908	1 637 308
Investissement	2 615 000	645 000	3 327 861	3 513 741
Total :	**4 183 577**	**2 413 577**	**4 941 769**	**5 151 049**

<u>Tableau 2</u> : Récapitulatif du programme par actions

Désignation	**Budget**	**Prévisions**		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Développement des Technologies de l'Information et de la Communication	3 768 577	1 998 577	4 556 666	4 749 541
Développement et modernisation des services postaux et services financiers postaux	415 000	415 000	385 103	401 508
Total :	**4 183 577**	**2 413 577**	**4 941 769**	**5 151 049**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	33	33	34	35
CATEGORIE B	23			
CATEGORIE B1		9	9	9
CATEGORIE B2		15	15	15
CATEGORIE C	9	9	9	9
CONTRACTUEL	40	42	43	44
Total :	**105**	**108**	**110**	**112**

Action 01 Développement des Technologies de l'Information et de la Communication

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Transferts et subventions	1 568 577	1 768 577	1 613 908	1 637 308
Investissement	2 200 000	230 000	2 942 758	3 112 233
Total	**3 768 577**	**1 998 577**	**4 556 666**	**4 749 541**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel	481 070
1.1.2	Extension du réseau intranet de l'administration	263 297
1.1.3	Appui aux structures de l'administration pour leurs projets TIC	131 648
1.1.4	Etude de l'impacte de l'intranet sur les structuresz de l'administration	197 473
1.1.5	Dévéloppement de contenus pour les structures de l'administration	658 372
1.1.6	Vulgarisation du nom de domaine point ml	26 330
1.1.7	Promotion du TIC au près des jeunes, des femmes et des associations TIC	40 387
1.1.8	Connexion des communes et des écoles du Mali à l' internet	200 000
Total		**1 998 577**

Action 02 Développement et modernisation des services postaux et services financiers postaux

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Investissement	415 000	415 000	385 103	401 508
Total	**415 000**	**415 000**	**385 103**	**401 508**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Mise en oeuvre Contrat plan Etat/ONP	415 000
Total		**415 000**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.076	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
RENFORCEMENT EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES ORTM		300 000		300 000	0	0
CONSTRUCTION EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX DE L'AMA		600 000	1 000 000	600 000	927 959	967 490
CONTRAT PLAN ETAT ANCD		320 000	350 000	320 000	330 785	344 875
Total :		**1 220 000**	**1 220 000**	**1 220 000**	**1 258 744**	**1 312 365**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.077	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROJET CONNEXION ECOLES & COMMUNES A INTERNET		200 000	200 000	200 000	185 591	193 497
CONTRAT PLAN ETAT ONP		415 000	415 000	415 000	385 103	401 508
Total :		**615 000**	**615 000**	**615 000**	**570 694**	**595 005**

SECTION : 732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Au terme de l'article 5 de l'ordonnance n° 2014-006/P-RM du 21 janvier 2014, la Haute Autorité de la Communication a pour mission, la régulation du secteur de la Communication, dans les domaines de la communication audiovisuelle, de la presse écrite, de la publicité par voie de presse audiovisuelle et écrite, de la distribution, de la mise à disposition et de la commercialisation d'images par voie hertzienne terrestre, par satellite ou par câble et dans le secteur des technologies de l'information et de la communication.

Elle a également pour mission, l'autorisation de création, d'établissement et/ou d'exploitation des services privés de radiodiffusion sonore et télévisuelle et des services de distribution de programmes à la demande.

Elle a, en outre, des attributions de veille et d'alerte, de consultation, de recherche, de contrôle et de sanction.

I.2 Les contraintes et les défis

Dans le cadre de la mission ci-dessus présentée, la Haute Autorité de la Communication fait face à plusieurs contraintes et défis, dont les plus importants sont ci-après présentés.

I.2.1 Contraintes

Les contraintes rencontrées par la HAC se résument essentiellement :

-aux irrégularités et les violations de la loi ou de la convention d'autorisation ;

-au parc auto inexistant rendant difficile les missions des membres et du personnel administratif ;

-au faible moyen en matériel et équipement pour la bonne marche des missions ;

-au manque de bâtiments adéquats pour abriter toutes les structures techniques.

I.2.2 Défis

Les deux (2) défis majeurs que la HAC se propose de relever sont :

-l'application correcte et stricte des lois et règlements régissant le secteur de la Communication ;

-l'appui au développement de la liberté d'expression au Mali.

I.3 La politique sectorielle

La Haute Autorité de la communication, en tant qu'instance de régulation, est acteur de la mise en oeuvre de la Politique nationale de Communication pour le Développement. Cette politique, définie en 1993 et mise à jour en 2017, se justifie principalement par les besoins de :

- promotion de l'écoute, le dialogue, la concertation, la réflexion, la participation et la responsabilisation des populations à l'analyse de situation, la prise de décision, la planification, la mobilisation des ressources et la gestion du développement ;
- mise en place d'un mécanisme de coordination entre les différents intervenants en matière de communication et un système de suivi-évaluation ;
- large accès des populations au débat démocratique et à la gouvernance, par le biais des médias ;
- renforcement et accompagnement des actions de communications sociale, éducative et institutionnelle.

Pour ce faire, la création de la Haute Autorité de Communication constitue une opportunité.

Les objectifs généraux de la Politique nationale de Communication pour le Développement sont :

- promouvoir la participation de la population à la définition et à la mise en oeuvre des grandes orientations de développement du pays en favorisant un dialogue entre tous les acteurs du développement sur ces actions ;
- appuyer les initiatives prises au niveau des communautés de base dans les différents secteurs du développement, en favorisant l'échange des informations, des savoirs et des techniques entre ces communautés ;
- permettre à tous ceux qui ont la responsabilité de diffuser des informations dans les différents secteurs du développement, de disposer des instruments de communication sociale et éducative leur permettant de le faire dans les meilleures conditions ;

- promouvoir, pour tous les intervenants au niveau du monde rural, les systèmes de vulgarisation, d'encadrement, de formation et de communication basés sur des stratégies de messages verticaux.

En outre la PNCD doit participer à la consolidation des acquis démocratiques, institutionnels et politiques, y compris la prise de conscience par les citoyens de leurs droits et devoirs et par l'Etat de ses responsabilités et de son autorité.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

	Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016
1	Indice de liberté de la presse	Score	-	-	36.33	39.83
2	Couverture des communes par la radio rurale	Nombre	416	-	-	-
3	Couverture des populations par la radiodiffusion	%	96	96	96	-
4	Localités couvertes par la diffusion télévisuelle	%	83	83	83	-

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 1 programme.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Régulation de la Communication	945 258	1 439 968	960 496	982 044
Total :	**945 258**	**1 439 968**	**960 496**	**982 044**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel		694 710	0	0
Transferts et subventions	645 258	345 258	663 905	673 531
Investissement	300 000	400 000	296 591	308 513
Total :	**945 258**	**1 439 968**	**960 496**	**982 044**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Régulation de la Communication

Le programme vise à assurer la disponibilité permanente des lois et textes législatifs et réglementaires dans le domaine de la communication et à veiller au respect de l'éthique et à la déontologie et au règlement des conflits. Il assure la promotion, le développement du secteur de la communication et le renforcement des capacités de la Haute Autorité de la Communication en ressources humaines, financières et matérielles.

Objectif 1: Renforcer le cadre juridique et assurer la veille, l'alerte, la consultation et la recherche pour le secteur de la communication.

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux de traitement des projets de textes législatifs et règlementaires et des plaintes	%	70	80	90	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activité ; journal officiel ; rapport SGG

Precision Méthodologique : (nombre de projets de textes reçus et/ou initiés traités / nombre de projets de textes initiés dans le secteur de la communication) x100

1.2 Indice national de liberté de la presse	Indice	Disponible	Disponible	Disponible	Disponible

Moyen de Vérification : Rapport de classement national de la liberté de la presse ; rapport annuel d'activité

Precision Méthodologique : Disponibilité d'un indice national de liberté de la presse

Objectif 2: Autoriser la création, l'installation et l'exploitation des services privés de radiodiffusion et de télévision

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux de signature de conventions d'installation et d'exploitation	%	60	70	80	100

Moyen de Vérification : Rapports annuels d'activités

Precision Méthodologique : (nombre de conventions signées / nombre de demande en situation régulière) x 100

Objectif 3: Assurer le contrôle et la sanction

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Taux de structures émettant sur des fréquences autorisées	%	-	80	90	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités

Precision Méthodologique : (nombre de structures contrôlées / nombre total de structures de communication) x 100

3.2 Taux de retrait d'autorisations		70	80	90	100

Moyen de Vérification : rapport annuel d'activité

Precision Méthodologique : (nombre d'autorisations retirées / nombre d'organes de presse irrégulières recensés) x 100

Objectif 4: Assurer la gestion efficace des ressources humaines, matérielles et financières

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
4.1 Taux d'exécution du programme de formation du personnel	%	-	80	90	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités

Precision Méthodologique : (nombre de formation organisée / nombre de formation programmée) x 100

4.2 Taux de mise en oeuvre des recommandations et décisions des réunions et sessions de la HAC	%	70	80	90	100

Moyen de Vérification : rapport financier, procès-verbaux de réunions et de sessions

Precision Méthodologique : (nombre de décisions et recommandations exécuté / nombre formulé) x 100

4.3 Taux de satisfaction des besoins en ressources humaines, matériels et équipements	%	70	80	90	100

Moyen de Vérification : rapport annuel d'activité

Precision Méthodologique : (nombre de besoins satisfaits / nombre de besoins exprimés) x 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel		694 710	0	0
Transferts et subventions	645 258	345 258	663 905	673 531
Investissement	300 000	400 000	296 591	308 513
Total :	**945 258**	**1 439 968**	**960 496**	**982 044**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Régulation de la communication	945 258	1 439 968	960 496	982 044
Total :	**945 258**	**1 439 968**	**960 496**	**982 044**

Action 01 Régulation de la communication

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel		694 710	0	0
Transferts et subventions	645 258	345 258	663 905	673 531
Investissement	300 000	400 000	296 591	308 513
Total	**945 258**	**1 439 968**	**960 496**	**982 044**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Recevoir les plaintes et contribuer au règlement à l'amiable des conflits entre les médias et entre les médias et le public ou les Institutions	2 105
1.2.1	Définir un indice national de liberté de la presse dans le cadre de la veille et de l'alerte	2 105
2.1.1	Lancer les appels à candidature, recevoir et examiner les dossiers, autoriser la création, l'installation et l'exploitation des services privés de radiodiffusion et de télévision, conformément à la réglementation en vigueur (signature de conventions)	17 895
3.1.1	Elaborer et mettre en oeuvre un programme annuel de contrôle des services de communication	7 368
3.2.1	Prendre et appliquer les sanctions contre les violations des dispositions législatives et règlementaires en matière de communication	2 105
4.1.1	Recenser les besoins en formation de la HAC, exécuter le programme annuel de formation	21 053
4.2.1	Tenir les sessions et les réunions conformément au règlement intérieur de la HAC	54 737
4.3.1	Paiement des salaires et accessoires de salaires et autres dépense du personnel	694 710
4.3.2	Elaborer les avant-projets de budget 2019, 2020, 2021, organiser les ateliers de la revue des projets / programmes de la HAC	5 263
4.3.3	Elaborer et publier des rapports	16 842
4.3.4	Entretenir les matériels et équipement	73 684
4.3.5	Acquérir les Biens et Services	73 684
4.3.6	Exécuter le programme d'investissement (acquisition d'un centre de monitoring)	300 000
4.3.7	Exécuter le programme d'investissement (acquisition de matériel informatique, de mobiliers de bureau, de matériel de bureau, de matériel roulant et autres)	100 000
4.3.8	Assurer les missions à l'intérieur et à l'extérieur.	47 368
4.3.9	Autres activités	21 047
Total		**1 439 968**

SECTION : 740 MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET AFF. FONCIERES

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère de l'Habitat, de l'urbanisme et des Affaires Foncières élabore et met en oeuvre la politique nationale dans les domaines de l'habitat, l'urbanisme et de la gestion des affaires foncières. A ce titre, il est compétent pour :

- l'élaboration et le suivi de la mise en oeuvre des outils de planification urbaine;
- la promotion d'un développement harmonieux des agglomérations, notamment à travers la mise en oeuvre d'une politique de cohésion sociale;
- la mise en oeuvre d'une politique visant à assurer l'accès du plus grand nombre de Maliens au logement décent;
- la promotion de logements sociaux, notamment l'élaboration et le contrôle de l'application des règles relatives à la réalisation et aux conditions d'attribution de ces logements;
- l'amélioration de la qualité du logement et de l'habitat;
- la valorisation et la promotion des matériaux locaux de construction;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles relatives à la construction, à l'urbanisme et la législation domaniale et foncière ;
- la mise en oeuvre de programmes de développement des villes et de réhabilitation de quartiers spontanés, en rapport avec les acteurs du secteur privé et des citoyens ;
- l'appui à la définition et à la gestion du foncier agricole et des espaces pastoraux ;

I.2 Les contraintes et les défis

Cette partie comprend une analyse des principales contraintes rencontrées et des défis qu'elles posent. Cette analyse porte sur chacun des programmes et globalement sur la mise en oeuvre de la stratégie du ministère.

I.2.1 Contraintes

- l'absence de politique nationale domaniale, foncière et cadastrale ;
- l'absence de textes pour la constatation du droit coutumier ;
- des lacunes dans la procédure d'immatriculation des terres et de la tenue du Livre Foncier ;
- la multiplicité des intervenants dans l'attribution des terres;
- la spéculation foncière et l'accaparement des terres ;
- la spoliation du patrimoine foncier de l'Etat et des Collectivités territoriales ;
- le faible niveau de couverture du pays par les notaires et les cabinets de géomètres-experts ;
- la faible capacité des agents de recouvrement en fiscalité minière et les procédures de vérification des bilans des sociétés minières ;
- la non-spécification des redevances superficiaires et de la taxe d'extraction sur les fiches de versement de la DNGM adressées à la Direction Nationale du Trésor et de la comptabilité publique.
- la sécurisation du patrimoine immobilier bâti et non bâti de l'Etat ;
- la continuation du recensement, de l'immatriculation, de l'entretien et la réfection des bâtiments publics de l'Etat sur l'ensemble du territoire national et à l'extérieur du Mali ;
- la difficulté de mobilisation de ressources financières adaptées afin de faire face aux besoins d'investissement en infrastructures et équipements sociaux de base ;
- l'occupation illicite et l'utilisation des servitudes de passage et des cours d'eau ;
- le non-respect de la vocation des équipements publics ;
- le faible niveau de contrôle des constructions et des servitudes d'urbanisme ;

I.2.2 Défis

- l'adoption d'un document de politique nationale domaniale et foncière ;
- la relecture du Code Domanial et Foncier, destinée à rationaliser et maitriser la gestion du domaine national ;

- la poursuite des actions permettant l'élargissement de l'assiette des recettes fiscales et domaniales ;
- la sécurisation des archives de la conservation foncière à travers la mise en place de système d'archivage physique et numérique ;
- la mise en place d'un Système d'Informations foncières ;
- la sécurisation du patrimoine immobilier bâti et non bâti de l'Etat ;
- la continuation du recensement, de l'immatriculation, de l'entretien et la réfection des bâtiments publics de l'Etat sur l'ensemble du territoire national et à l'extérieur du Mali ;
- la construction de nouveaux locaux pour certains services du département.
- la bonne maitrise des réserves foncières et des pratiques opaques ;
- la mise à disposition d'infrastructures et d'équipements de services urbains ou sociaux de base;
- la réorganisation de la planification spatiale des équipements ;
- l'adoption d'une Politique Nationale de l'Habitat ;
- la promotion et la valorisation des matériaux locaux de construction ;
- la poursuite de la construction de logements sociaux en Partenariat Public Privé (PPP).

I.3 La politique sectorielle

Le département dispose de deux documents de politique sectorielle et d'une stratégie. Il s'agit de :

La Politique Nationale de la Ville (PONAV) a été adoptée le 26 février 2014 et est structurée autour de quatre (4) objectifs stratégiques :

1. Améliorer la qualité de vie dans les villes par un meilleur cadre de vie;
2. Renforcer les économies locales pour améliorer les capacités d'autofinancement des villes et lutter contre le sous-emploi et la pauvreté;
3. Favoriser l'expression des diversités socioculturelles, le renforcement de la citoyenneté locale et l'affermissement des principes démocratiques;
4. Améliorer la gestion des villes et maitriser leur étalement.

La Politique Sectorielle de Développement Urbain (PSDU) a été adoptée le 25 septembre 1996 et est structurée autour de trois (3) objectifs stratégiques :

1. Mieux maitriser la croissance des villes;
2. Plus grande amélioration des conditions de vie dans les villes;
3. Développement urbain plus harmonieux.

La stratégie Nationale du Logement (S N L), adoptée le 10 octobre 1995.

La Stratégie de Développement des villes du Mali (SDVM) adoptée en décembre 2009.

Afin d'illustrer l'évolution de la politique sectorrielle,le tableau suivant donne les principaux indicateurs du département.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016

1	Code Domanial et Foncier et textes d'applications actualisés		1	--	-	-
2	Collectivités Territoriales (CT) disposant d'un livre foncier fonctionnel		-	55	55	55
3	Missions de contrôle externes et internes effectuées et suivies d'effets		-	11	11	11
4	Nombre de logements sociaux		-	-	-	2052
5	Taux de SDU élaborés		-	28.57	0	25
6	Taux de SDU révisés		-	-	-	50
7	Taux de PUS élaborés		-	-	-	25

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 3 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Administration Générale	6 746 781	4 364 504	3 658 741	3 857 648
Gestion Domaniale et Foncière	4 489 548	3 299 462	3 697 506	3 880 937
Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	7 669 928	14 559 496	7 638 497	8 001 005
Total :	**18 906 257**	**22 223 462**	**14 994 744**	**15 739 590**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	2 737 550	3 062 909	2 723 297	2 907 926
Biens et services	1 551 495	1 751 541	1 376 004	1 469 223
Transferts et subventions	459 720	659 720	42 362	42 975
Investissement	14 157 492	16 749 292	10 853 081	11 319 466
Total :	**18 906 257**	**22 223 462**	**14 994 744**	**15 739 590**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Administration Générale

Responsable du Programme : le Secrétaire Général du département.

a) Présentation stratégique du programme

Le programme s'occupe de: i) la coordination, l'évaluation, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du Département ;ii) la gestion des ressources matérielles et financières ; iii) la reforme domaniale et foncière, iv) le suivi de la mise en oeuvre du processus de décentralisation et de déconcentration au sein du Ministère, v) la programmation des activités dans le cadre du développement urbain durable, vi) le suivi du développement des villes maliennes et la coordination des actions des différents secteurs et Ministères dans le domaine du développement urbain.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme I « Administration Générale » est bâti autour de quatre objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à :

i) la mise en oeuvre de la politique ;

ii) la gestion efficace des ressources matérielles et financières ;

iii) la gestion des services et des deniers publics ;

iv) la décentralisation et de déconcentration au sein du département.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen et terme. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Améliorer la coordination et le suivi-évaluation des politiques et stratégies du département

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux d'exécution des activités du Département	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités des différentes structures du Département					
Precision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités programmées) X 100					
1.2 Nombre d'études et de recherches effectuées dans le domaine du développement urbain durable	Nombre	-	1	4	4
Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuel de l'ONAV					
Precision Méthodologique : Dénombrement					
1.3 Taux de mise en oeuvre du plan de suivi du PONAV	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuel de la CS-PONAV					
Precision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées / nombre d'activités programmées) x 100					

Objectif 2: Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières du département

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux d'exécution du budget du département	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Compte administratif					
Precision Méthodologique : (Total du crédit liquidé/ Total de crédit notifié) x 100					
2.2 Taux de réalisation des formations	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports de formation					
Precision Méthodologique : (Nombre de formations réalisées/ Nombre de formations programmées) x 100					

Objectif 3: Contribuer à l'amélioration de la gestion en matière domaniale, foncière, d'urbanisme et d'habitat					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Taux de mise en oeuvre du programme annuel de contrôle des services du département et des Collectivités Territoriales	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports de missions de Contrôle de l'IDAF					
Precision Méthodologique : (Nombre de service ayant reçu une mission de contrôle/ Nombre total de services programmés) X 100					
3.2 Taux de réalisation des missions de suivi de la mise en oeuvre des recommandations issues des rapports d'inspection	%	60	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports de missions de suivi de la mise en oeuvre des recommandations					
Precision Méthodologique : (Nombre de missions de suivi réalisées/ Nombre de missions de suivi prévues) X 100					

Objectif 4: Mettre la terre au service du développement					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
4.1 Taux de mise en oeuvre du programme d'activités du Secrétariat Permanent de la réforme foncière	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités du secrétariat permanent					
Precision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées/nombre d'activités programmées) X100					

Objectif 5: Impulser le processus de décentralisation et de déconcentration au sein du département et procéder à la dévolution des biens/ services de l'état proposés au transfert aux collectivités territoriales					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
5.1 Taux de mise en oeuvre du plan de transfert des compétences aux Collectivités territoriales	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités, rapports de validation, Avant-projet de décret					
Precision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités programmées) x 100					

<u>Tableau 1</u> : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	555 531	773 254	635 692	678 790
Biens et services	1 092 530	1 112 530	1 004 676	1 072 779
Transferts et subventions	89 720	219 720	42 362	42 975
Investissement	5 009 000	2 259 000	1 976 011	2 063 104
Total :	**6 746 781**	**4 364 504**	**3 658 741**	**3 857 648**

<u>Tableau 2</u> : Récapitulatif du programme par actions

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Coordination de la politique domaniale et foncière	3 614 555	699 364	592 277	631 303
Gestion financière et matérielle	1 271 040	1 374 338	1 216 293	1 294 194
Vérification et contrôle de la gestion domaniale et foncière	132 021	221 637	140 987	150 543
Réforme domaniale et foncière	1 720 000	2 050 000	1 700 757	1 772 611
Processus de décentralisation et de déconcentration	9 165	19 165	8 427	8 997
Total :	**6 746 781**	**4 364 504**	**3 658 741**	**3 857 648**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	47	55	28	28
CATEGORIE B	48			
CATEGORIE B1		35	28	28
CATEGORIE B2		27	21	21
CATEGORIE C	17	18	13	13
CONTRACTUEL	119	126	104	106
Total :	**231**	**261**	**194**	**196**

Action 01 Coordination de la politique domaniale et foncière

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	312 019	379 949	357 043	381 250
Biens et services	232 816	149 695	214 096	228 609
Transferts et subventions	69 720	169 720	21 138	21 444
Investissement	3 000 000			
Total	**3 614 555**	**699 364**	**592 277**	**631 303**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charges des salaires et accessoires	379 949
1.1.2	Tenue des rencontres de suivi et de contrôle des tâches du département	17 000
1.1.3	Missions de visites sur terrain à l'intérieur et à l'extérieur	73 000
1.1.4	Pilotage des activités du département	37 907
1.1.5	Mise en oeuvre du plan de communication du département	21 788
1.1.6	Subvention aux établissements publics	19 920
1.1.7	Tenue des réunions statutaires de l'ONAV	10 000
1.1.8	Tenue des rencontres statutaires de la PONAV	10 000
1.2.1	Supervision de la réalisation des études et recherches effectuées dans le domaine du développement urbain durable	95 000
1.3.1	Suivi de la mise en oeuvre de la PONAV	21 520
1.3.2	Mise en place du Fonds Social Urbain	2 800
1.3.3	Appui aux activités de développement des villes du Mali	10 480
Total		**699 364**

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	156 355	289 653	178 916	191 046
Biens et services	805 685	825 685	740 899	791 124
Investissement	309 000	259 000	296 478	312 024
Total	**1 271 040**	**1 374 338**	**1 216 293**	**1 294 194**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Prise en charge des salaires et accessoires	289 653
2.1.2	Préparation du budget du département	12 000
2.1.3	Exécution et suivi du budget du département	947 685
2.2.1	Mise en oeuvre du plan de formation du département	25 000
2.2.2	Renforcement de Capacité Domaine Affaires foncières et urbanisme	100 000
Total		**1 374 338**

Action 03 Vérification et contrôle de la gestion domaniale et foncière

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	87 157	103 652	99 733	106 494
Biens et services	44 864	117 985	41 254	44 049
Total	**132 021**	**221 637**	**140 987**	**150 543**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Prise en charge salaires et accessoires	103 652
3.1.2	Mise en oeuvre du programme annuel de contrôle des services du département et des Collectivités Territoriales	110 062
3.2.1	Missions de suivi de la mise en oeuvre des recommandations issues des rapports de contrôle	7 923
Total		**221 637**

Action 04 Réforme domaniale et foncière

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Transferts et subventions	20 000	50 000	21 224	21 531
Investissement	1 700 000	2 000 000	1 679 533	1 751 080
Total	**1 720 000**	**2 050 000**	**1 700 757**	**1 772 611**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.1.1	Formation sur les enquêtes	12 000
4.1.2	Ateliers sur la relecture des textes	10 000
4.1.3	Réunion des groupes sectoriels	8 000
4.1.4	Supervision des travaux cadastraux	20 000
4.1.5	Réforme foncière sécurisée	2 000 000
Total		**2 050 000**

Action 05 Processus de décentralisation et de déconcentration

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 05 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	9 165	19 165	8 427	8 997
Total	**9 165**	**19 165**	**8 427**	**8 997**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 05

	Intitulé de l'activité	Coût activité
5.1.1	Mise en oeuvre du plan de transfert des compétences aux CT	19 165
Total		**19 165**

Le Programme : Gestion Domaniale et Foncière

Responsable du Programme :

a) Présentation stratégique du programme

Ce programme vise à contribuer à l'amélioration de la gestion, de la conservation, de la sécurisation des droits fonciers, de la reforme du cadre institutionnel, de l'amélioration de la connaissance du foncier et de la mobilisation des ressources pour le Trésor Public.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme (2) « Gestion Domaniale et Foncière » est bâti autour de (03) objectifs spécifiques assortis d'indicateurs de performance.

Objectif 1: Maîtriser la gestion domaniale, foncière et cadastrale					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Taux d'opérationnalisation du Système sur les Titres Fonciers et Immobilier	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport DND					
Precision Méthodologique : (Nombre de phases réalisées/ Nombre de phases programmées) X 100					
1.2 Taux d'opérationnalisation des outils de gestion foncière et cadastrale	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités DNC					
Precision Méthodologique : (Nombre d'outils réalisés / nombre d'outils programmés) X100					
1.3 Taux de contrôle des dossiers techniques	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités DNC					
Precision Méthodologique : (Nombre de dossiers contrôlés / nombre de dossiers reçus) X100					
1.4 Taux de réalisation des enquêtes foncières	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités DNC					
Precision Méthodologique : (Nombre d'enquêtes réalisées / nombre d'enquêtes programmées) X100					
1.5 Taux d'immatriculation des SDU	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités DNC					
Precision Méthodologique : (Nombre de SDU immatriculés / nombre de SDU programmés) X100					
1.6 Taux de réalisation des missions d'évaluation et d'immatriculation du patrimoine foncier de l'Etat	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités DNC					
Precision Méthodologique : (Nombre de missions réalisées / nombre de missions programmées) X100					
1.7 Taux de dématérialisation des dossiers des archives foncières et cadastrales	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités DND					
Precision Méthodologique : (Nombre de dossiers dématérialisés / nombre de dossiers programmés) X100					

Objectif 2: Améliorer les recettes domaniales et les droits et taxes fonciers					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Taux de recouvrement des recettes domaniales et fiscales	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la DND					
Precision Méthodologique : (Recettes recouvrées / recettes prévisionnelles) X100					

<u>Tableau 1</u> : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	**Budget**	**Prévisions**		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	1 123 148	1 259 121	909 092	970 724
Biens et services	172 154	275 795	98 627	105 288
Transferts et subventions	370 000	440 000	0	0
Investissement	2 824 246	1 324 546	2 689 787	2 804 925
Total :	**4 489 548**	**3 299 462**	**3 697 506**	**3 880 937**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Gestion domaniale	4 489 548	3 199 462	3 697 506	3 880 937
Gestion foncière et cadastrale		100 000	0	0
Total :	**4 489 548**	**3 299 462**	**3 697 506**	**3 880 937**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	116	123	124	125
CATEGORIE B	136			
CATEGORIE B1		103	103	103
CATEGORIE B2		37	37	37
CATEGORIE C	57	57	57	57
CONTRACTUEL	175	176	179	182
Total :	**484**	**496**	**500**	**504**

Action 01 Gestion domaniale

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	1 123 148	1 259 121	909 092	970 724
Biens et services	172 154	175 795	98 627	105 288
Transferts et subventions	370 000	440 000	0	0
Investissement	2 824 246	1 324 546	2 689 787	2 804 925
Total	**4 489 548**	**3 199 462**	**3 697 506**	**3 880 937**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel (DND-DNC)	1 259 121
1.1.2	Mise en place du SIFTI (Appui PAMORI)	150 000
1.1.3	Elaboration et mise en oeuvre d'un plan d'information de la DND (Appui PAMORI)	44 000
1.1.4	Construction/équipement Direction Nationale et Régionales Cadastre et du Cadastre.	1 300 000
1.7.1	Dématérialisation des archives foncières et cadastrales (Appui PAMORI)	16 000
2.1.1	Recouvrement des recettes domaniales et fiscales.	137 341
2.1.2	Elargissement de l'assiette des recettes domaniales fiscales.	63 000
2.1.3	Renforcement des capacités de la DND (appui PAGAM)	230 000
Total		**3 199 462**

Action 02 Gestion foncière et cadastrale

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services		100 000	0	0
Total		**100 000**	**0**	**0**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.2.1	Mise en place des outils de contrôle	70 000
1.3.1	Contrôle des dossiers techniques	8 000
1.4.1	Enquêtes foncières et immobilière	5 000
1.5.1	Délimitation et immatriculation	12 000
1.6.1	Mise à jour du Cadastre	5 000
Total		**100 000**

Le Programme : Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires

Responsable du programme : le Directeur National de l'Urbanisme et de l'Habitat

a)Présentation stratégique du programme

Ce programme contribue à améliorer le cadre de vie des populations et à réaliser les études et recherches nécessaires à la mise en oeuvre des politiques du Département, d'assurer la coordination et le contrôle des Services Régionaux, Subrégionaux, des Services rattachés et des Organismes Personnalisés.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

La mise en oeuvre du programme N°3 « Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires » vise à atteindre spécifiquement quatre objectifs. Ces objectifs assortis d'indicateurs de performance se présentent comme suit :

Objectif 1: Maîtriser la croissance des villes

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux de mise en oeuvre du programme d'activités de la DNUH	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports d'activités DNUH,PDSU,PACUM

Precision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées/ Nombre d'activités prévues) x100

Objectif 2: Faciliter l'accès au logement dans un cadre viabilisé pour un plus grand nombre de personnes

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux de réalisation des études dans le cadre du programme de construction de logements sociaux.	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports d'activités annuels de la DNUH, de l'Office Malienne de l'Habitat (OMH) et de la féderation Nationale des Sociétés Coopératives d'Habitat (FENASCOH)

Precision Méthodologique : (Nombre d'études réalisées/ Nombre d'études programmées) X 100

2.2 Taux de chantiers supervisés/contrôlés dans le cadre de construction de logements sociaux.	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuel de la Direction Nationale de l'Urbanisme et de l'Habitat (DNUH).

Precision Méthodologique : (Nombre de chantiers supervisés/ contrôlés/ Nombre total de chantiers) X 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	1 058 871	1 030 534	1 178 513	1 258 412
Biens et services	286 811	363 216	272 701	291 156
Investissement	6 324 246	13 165 746	6 187 283	6 451 437
Total :	**7 669 928**	**14 559 496**	**7 638 497**	**8 001 005**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Développement harmonieux des villes	7 569 928	14 559 496	7 539 701	7 898 001
Amélioration du cadre de vie dans les quartiers précaires	100 000	0	98 796	103 004
Total :	**7 669 928**	**14 559 496**	**7 638 497**	**8 001 005**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A		57	58	59
CATEGORIE B1		140	141	142
CATEGORIE B2		51	52	53
CATEGORIE C		95	96	97
CONTRACTUEL		153	155	157
Total :		**496**	**502**	**508**

Action 01 Développement harmonieux des villes

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	1 058 871	1 030 534	1 178 513	1 258 412
Biens et services	286 811	363 216	272 701	291 156
Investissement	6 224 246	13 165 746	6 088 487	6 348 433
Total	**7 569 928**	**14 559 496**	**7 539 701**	**7 898 001**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel	1 030 534
1.1.2	Mise en oeuvre du programme d'activités de la DNUH	388 962
1.1.3	Construction Direction Nationale de l'Urbanisme DNUH	1 000 000
1.1.4	Mise en oeuvre du programme d'activités du PDSU	210 000
1.1.5	Mise en oeuvre du programme d'activités du PACUM	1 430 000
2.1.1	Elaboration/ Révision SDU / PUS	500 000
2.2.1	Programme Construction de 50 000 logements sociaux	10 000 000
Total		**14 559 496**

Action 02 Amélioration du cadre de vie dans les quartiers précaires

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Investissement	100 000	0	98 796	103 004
Total	**100 000**	**0**	**98 796**	**103 004**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
1.029	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROJET RENFORCEMENT CAPACITE DOMAINE AFF FONCIERES U		100 000	150 000	100 000	148 192	154 504
MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISEE		2 000 000	1 700 000	2 000 000	1 679 533	1 751 080
Total :		**2 100 000**	**2 100 000**	**2 100 000**	**1 827 725**	**1 905 584**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.079	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
ELABORATION/REVISION SDU		500 000	200 000	500 000	197 592	206 008
PROGRAMME CONSTRUCTION 50 000 LOGEMENTS SOCIAUX		10 000 000	5 000 000	10 000 000	4 939 805	5 150 240
Total :		**10 500 000**	**10 500 000**	**10 500 000**	**5 137 397**	**5 356 248**

SECTION : 750 MINISTERE AMENAGEMENT TERRITOIRE ET POPULATION

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Conformément au Décret N°2017 -0358/P-RM du 26 avril 2017, fixant les attributions spécifiques des membres du gouvernement, le ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Population, prépare et met en oeuvre la politique nationale dans les domaines de l'aménagement du territoire, de la population et des statistiques.

A ce titre, il est compétent pour :

- la centralisation, l'étude et la mise en forme des programmes et projets d'investissements proposés par les départements ministériels ;
- l'élaboration et le contrôle de la mise en oeuvre de la législation relative à l'aménagement du territoire ;
- l'appui à la définition et à la gestion du foncier agricole et des espaces pastoraux ;
- l'élaboration et la mise en oeuvre du schéma national d'aménagement du territoire ;
- l'appui à l'élaboration et au suivi de la mise en oeuvre des schémas nationaux sectoriels, tout en assurant leur coordination et leur cohérence avec les niveaux régional et local, en vue d'un développement cohérent et harmonieux du territoire ;
- la conception et le suivi de la mise en oeuvre de stratégies et de grands pôles d'activités visant le développement harmonieux et équilibré du territoire national ;
- la collecte, le traitement et la diffusion des données de population nécessaires à la formulation des politiques publiques et la constitution de bases de données démographiques, en liaison avec les ministres concernés ;
- l'initiation et l'appui à la recherche d'études et recherches en matière de population et de développement en vue de réaliser des projections démographiques et de suivre les indicateurs de mouvement de la population ;
- le suivi et la prise en compte des questions de population dans les politiques nationales ;
- la collecte, le traitement et l'analyse des données statistiques dans le cadre de la mise en oeuvre du suivi-évaluation du schéma directeur (SDS).

I.2 Les contraintes et les défis

Cette partie comprend une analyse des principales contraintes rencontrées et des défis qu'elles posent. Cette analyse porte sur chacun des programmes et globalement sur la mise oeuvre de la stratégie du ministère

I.2.1 Contraintes

- l'absence du Schéma national d'Aménagement du Territoire ;
- la faible mise en oeuvre des dispositions de la Charte africaine de la statistique ratifiée par le Mali en février 2011 ;
- insuffisance de personnel qualifié dans le domaine de la statistique et de population.

I.2.2 Défis

- l'élaboration du schéma national d'Aménagement du territoire ;
- la promotion de la formation dans le domaine de la statistique ;
- la promotion de la formation dans le domaine du dividende démographique ;
- la prospective, l'anticipation et la veille territoriale ;
- le développement territorial cohérent, équilibré et durable ;
- la Réalisation du 5ème Recensement Général de la Population et de l'Habitat en 2019
- le changement de statut du CERCAP de service rattaché en Etablissement Public à caractère Scientifique et Technologique (EPST).

I.3 La politique sectorielle

Le Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Population exécute deux (2) politiques nationales et une (1) stratégie nationale qui sont structurées autour des objectifs/ stratégiques suivants :

La Politique Nationale d'Aménagement du Territoire(PNAT) : (décret n°2016-881-23 novembre 2016)

Ces objectifs spécifiques sont :

a) assurer l'égalité des chances entre les citoyens en garantissant en particulier à chacun d'entre eux un égal accès aux services sociaux de base sur l'ensemble du territoire national ;

b) réduire les disparités de développement entre collectivités territoriales par une péréquation de leurs ressources en fonction de leurs charges et par une modulation des aides publiques ;

c) renforcer l'attractivité, la compétitivité, la complémentarité et la solidarité entre les régions.

La Politique Nationale de la Population (PNP) du Mali, adoptée le 08 mai 1991, a fait l'objet d'une première évaluation en 2001 et actualisée en 2003. Une seconde évaluation a été faite en 2015, après une période de mise en oeuvre (2004-2014). Cette nouvelle Politique de Population et son Plan d'Actions 2017-2021 est dans le circuit d'adoption en Conseil de Ministres. Ces objectifs spécifiques sont :

a) accélérer la transition démographique pour une meilleure exploitation du potentiel du dividende démographique ;

b) renforcer la qualité du capital humain en mettant le focus sur les femmes et les filles ;

c) soutenir l'amélioration de la gouvernance des politiques éducative, économique et sociale ;

d) renforcer les stratégies de Communication pour de Changement Social et Comportemental ;

e) élaborer un mécanisme de coordination et de suivi-évaluation de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Population.

Le Schéma Directeur de la Statistique (SDS 2015-2019)

Le Schéma Directeur de la Statistique (SDS-II) 2015-2019 a été adopté par le Gouvernement le 14 juillet 2014.

Les objectifs stratégiques qui en découlent sont déclinés en plans d'actions à exécuter sur une période de cinq (5) ans 2015-2019, il s'agit de :

a) adapter le cadre légal et organisationnel ;

b) améliorer la coordination et la programmation ;

c) doter le SSN de ressources humaines de qualité en quantité suffisante ;

d) assurer le financement du SSN ;

e) améliorer la qualité de la production statistique ;

f) développer la production statistique pour mieux couvrir les besoins des utilisateurs ;

g) promouvoir une utilisation efficiente des données statistiques.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

	Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016
1	Nombre de SCAT élaborés	nbre	-	2	4	6
2	Nombre de SDU évalués	nbr	-	-	7	6
3	Pourcentage des 280 agents non statisticiens en activité dans le SSN formés	%	10,7	41,4	41	-
4	Pourcentage des indicateurs de suivi du CREDD renseignés.	%	97	97	97	98
5	Taux de réalisation des activités d'intégration de la dynamique démographique, de suivi et de coordination des activités de population dans les politiques et programmes de développement.	%	85	86	95	95

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 4 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Administration Générale et Contrôle	889 532	3 788 154	904 909	959 622
Population	3 898 941	7 528 445	10 056 301	10 643 259
Aménagement du Territoire	583 661	533 984	588 076	616 740
Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	4 738 591	3 483 591	4 323 876	4 503 888
Appui au développement de la statistique		2 981 400	0	0
Total :	**10 110 725**	**18 315 574**	**15 873 162**	**16 723 509**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	385 138	312 614	414 087	442 161
Biens et services	620 563	555 359	429 873	459 072
Transferts et subventions	472 729	699 046	485 228	501 246
Investissement	8 632 295	16 748 555	14 543 974	15 321 030
Total :	**10 110 725**	**18 315 574**	**15 873 162**	**16 723 509**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Administration Générale et Contrôle

Responsable du Programme : Le Secrétaire Général du département

a).Présentation stratégique du programme :

Le programme s'occupe de :

- la coordination, l'évaluation, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du département
- la gestion des ressources matérielles et financières ;
- la coordination du système de planification et de production des statistiques du secteur ;
- du suivi de la mise en oeuvre du processus de décentralisation et de déconcentration au sein du ministère.

b).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme « Administration Générale » est bâti autour de trois objectifs spécifiques assortis d'indicateurs de performance et qui se présentent comme suit :

a. améliorer la coordination et le suivi des politiques et stratégies du département

b. assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières

c. renforcer les capacités humaines de l'Administration publique, du Secteur privé et des organisations faîtières de la société civile.

Objectif 1: Améliorer la coordination et le suivi des politiques et stratégies du département

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux d'exécution des activités département	%	80	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuel du département

Precision Méthodologique : (nombre d'activités réalisées) /nombre d'activités programmées) x 100

1.2 Taux de mise en oeuvre des plans d'actions du département	%	80	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités du département

Precision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées) /Nombre d'activités programmées) x 100

Objectif 2: Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financières

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux d'exécution du budget du Département	%	97	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la DFM, compte administratif

Precision Méthodologique : (Crédits liquidés/Crédits notifiés) x100

Objectif 3: Renforcer les capacités humaines de l'administration publique, du secteur privé et des organisations faîtières de la société civile

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Taux de mise en oeuvre du programme de renforcement des capacités	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport des activités de renforcement des capacités

Precision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées/Nombre d'activités programmées) 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	160 137	108 748	184 427	196 931
Biens et services	369 435	475 796	368 098	393 113
Transferts et subventions	30 710	30 710	31 596	32 859
Investissement	329 250	3 172 900	320 788	336 719
Total :	**889 532**	**3 788 154**	**904 909**	**959 622**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Coordination et pilotage des politiques d'aménagement du territoire, de population et de la statistique	538 916	3 390 173	548 408	581 356
Gestion financière et matérielle	300 616	397 981	307 103	326 764
Renforcement des capacités	50 000	0	49 398	51 502
Total :	**889 532**	**3 788 154**	**904 909**	**959 622**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	13	8	8	8
CATEGORIE B	17			
CATEGORIE B1		14	14	14
CATEGORIE B2		5	5	5
CATEGORIE C	1	1	1	1
CONTRACTUEL	19	17	17	17
Total :	**50**	**45**	**45**	**45**

Action 01 Coordination et pilotage des politiques d'aménagement du territoire, de population et de la statistique

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	122 061	54 918	140 576	150 107
Biens et services	149 355	162 355	148 794	158 880
Investissement	267 500	3 172 900	259 038	272 369
Total	**538 916**	**3 390 173**	**548 408**	**581 356**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel.	54 918
1.1.2	Pilotage et coordination du programme d'activités du département.	83 657
1.2.1	Suivi de la mise en oeuvre du plan d'actions du département.	195 198
1.2.2	Appui Système Statistique (FNDS)	2 981 400
1.2.3	Appui institutionnel MATP	75 000
Total		**3 390 173**

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	38 076	53 830	43 851	46 824
Biens et services	220 080	313 441	219 304	234 233
Transferts et subventions	30 710	30 710	31 596	32 859
Investissement	11 750	0	12 352	12 848
Total	**300 616**	**397 981**	**307 103**	**326 764**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Prise en charge du personnel	53 830
2.1.2	Préparation du budget du département	97 876
2.1.3	Suivi et exécution du budget du département	215 565
2.1.4	Subvention aux établissements publics	13 280
3.1.1	Appui fonctionnement CERCAP	17 430
Total		**397 981**

Action 03 Renforcement des capacités

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Investissement	50 000	0	49 398	51 502
Total	**50 000**	**0**	**49 398**	**51 502**

Le Programme : Population

Responsable du Programme : Le Conseiller Technique chargé de la population.

a)Présentation stratégique du programme :

Il poursuit trois (03) objectifs. Il s'agit de :

- améliorer la coordination, et le suivi évaluation de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Population ;
- contribuer à une meilleure prise en compte des questions de population dans les politiques et programmes de développement
- renforcer les capacités des acteurs ainsi que la communication et le plaidoyer sur les questions de population et du Dividende Démographique.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme «Population » est bâti autour de trois objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes de population. Ces objectifs assortis d'indicateurs de performance se présentent comme suit :

Objectif 1: Améliorer la coordination et le suivi évaluation de la mise en oeuvre de la politique nationale de population					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Taux de réalisation des missions de suivi	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports des missions de suivi et des réunions de Coordination de la PNP					
Precision Méthodologique : Nombre de missions de suivi terrain et de réunion de coordination réalisé sur le nombre de missions et ou réunion programmé)*100					
1.2 Taux de réalisation de rapports sur l'état de mise en oeuvre de la Politique de Population	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport sur l'état de mise en oeuvre de la PNP					
Precision Méthodologique : Nombre de rapport sur l'état de mise en oeuvre de la PNP produit sur le nombre de rapport programmé)*100					

Objectif 2: Contribuer à une meilleure prise en compte des questions de population dans les politiques et programmes de développement					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Taux de réalisation d'activités d'intégration des questions de population dans les politiques et programmes de développement	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Precision Méthodologique : Nombre d'activités d'intégration des variables population réalisés					
2.2 Taux de réalisation des études sur les questions de population	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'études					
Precision Méthodologique : (nombre d'études réalisées sur le nombre d'études programmées)*100					

Objectif 3: Renforcer les capacités des acteurs ainsi que la communication et le plaidoyer sur les questions de population et dividende démographique					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Taux d'exécution des sessions de formation des acteurs sur les questions de population et le Dividende Démographique	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports des sessions de formation					
Precision Méthodologique : (Nombre de sessions de formation réalisées sur nombre de sessions de formation programmées)*100					
3.2 Taux de réalisation des sessions de sensibilisation	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport des sessions de sensibilisation					
Precision Méthodologique : (Nombre de sessions de sensibilisation réalisées sur nombre de sessions de sensibilisation programmées)*100					
3.3 Taux de réalisation des sessions de plaidoyer	%	-	10	100	100
Moyen de Vérification : Rapport des sessions de plaidoyer					
Precision Méthodologique : (Nombre de sessions de plaidoyer réalisées sur nombre de sessions de plaidoyer programmées) 100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	108 403	111 945	124 845	133 309
Biens et services	31 493	46 500	31 372	33 497
Investissement	3 759 045	7 370 000	9 900 084	10 476 453
Total :	**3 898 941**	**7 528 445**	**10 056 301**	**10 643 259**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Mise en oeuvre de la politique nationale de population	3 898 941	7 528 445	10 056 301	10 643 259
Total :	**3 898 941**	**7 528 445**	**10 056 301**	**10 643 259**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	15	10	10	10
CATEGORIE B	4			
CATEGORIE B1		1	1	1
CATEGORIE B2		3	3	3
CATEGORIE C	6	4	4	4
CONTRACTUEL	11	9	9	9
Total :	**36**	**27**	**27**	**27**

Action 01 Mise en oeuvre de la politique nationale de population

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	108 403	111 945	124 845	133 309
Biens et services	31 493	46 500	31 372	33 497
Investissement	3 759 045	7 370 000	9 900 084	10 476 453
Total	**3 898 941**	**7 528 445**	**10 056 301**	**10 643 259**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Organisation des missions de suivi et coordination avec les DRPSIAP	32 000
1.1.3	Elaboration du rapport annuel sur le Dividende Démographique	10 000
1.1.4	Prise en charge du personnel	111 945
1.2.1	Elaboration du rapport national sur l'état de mise en oeuvre de la PNP	10 000
1.2.2	Elaboration et diffusion des projections démographiques	5 000
1.2.3	Appui gestion politique nationale population	250 000
1.2.4	Programme autonomisation femme dividende démographique	7 100 000
3.1.1	Organisation des sessions de renforcement sur l'intégration des variables démographiques dans les PDESC	9 500
Total		**7 528 445**

Le Programme : Aménagement du Territoire

Responsable du Programme : Le Directeur National de l'Aménagement du Territoire

a).Présentation stratégique du programme :

Le programme assure :

- la cohérence des politiques et stratégies spatiales et sectorielles ;
- l'amélioration et la mise en oeuvre du cadre législatif et règlementaire de l'Aménagement du Territoire ;
- le renforcement de la connaissance du territoire national.

b).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme « Aménagement du Territoire » est bâti autour de trois objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes de développement équilibré du territoire national. Ces objectifs assortis d'indicateurs de performance se présentent comme suit.

Objectif 1: Renforcer le dispositif juridique et institutionnel de l'aménagement du territoire					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Taux de réalisation de l'élaboration des textes législatifs et réglementaires proposés à l'adoption ou à l'approbation	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Les textes proposés à l'adoption ou à l'approbation					
Precision Méthodologique : (Nombre de textes proposés à l'adoption ou à l'approbation / Nombre total de textes prévus) x 100					
1.2 Pourcentage de textes d'approbation d'outils de planification élaborés, validés et proposés à l'adoption	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Décrets d'approbation proposés à l'adoption					
Precision Méthodologique : (Nombre de textes d'approbation élaborés, validés et proposés à l'adoption / Nombre total de textes d'approbation prévus) x 100					

Objectif 2: Assurer la cohérence des politiques et stratégies spatiales et sectorielles					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Pourcentage de documents de planification spatiale élaborés avec l'appui de la DNAT	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Textes proposés à l'adoption ou à l'approbation					
Precision Méthodologique : (Nombre de textes proposés à l'adoption ou à l'approbation / Nombre total de textes prévus) x 100					
2.2 Taux de réalisation de la mise en oeuvre de la PNAT	%	25	25	50	75
Moyen de Vérification : Décrets d'approbation proposés à l'adoption					
Precision Méthodologique : (Nombre de textes d'approbation élaborés, validés et proposés à l'adoption / Nombre total de textes d'approbation prévus) x 100					
2.3 Taux de réalisation des missions d'évaluation des Schémas Directeurs d'Urbanisme (SDU) réalisées	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports de mission					
Precision Méthodologique : (Nombre de missions réalisées / Nombre total de missions prévues) x 100					
2.4 Taux de réalisation des activités de dissémination des outils (la PNAT, les 2 guides, le SNAT)	%	50	50	75	100
Moyen de Vérification : Rapports annuels DNAT, DRPSIAP					
Precision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées / Nombre total d'activités prévues) x 100					

Objectif 3: Renforcer la connaissance du territoire national					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Niveau de renseignement de la base de données	%	-	25	50	75
Moyen de Vérification : les rapports de mission de collecte et de suivi					
Precision Méthodologique : (Nombre de missions de collecte réalisées / Nombre total de missions de collecte prévues) x 100					
3.2 Pourcentage de cartes thématiques réalisées sur l'Aménagement du Territoire	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports Annuels DNAT, DRPSIAP					
Precision Méthodologique : (Nombre de cartes thématiques réalisées / Nombre total de cartes thématiques prévues) x 100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	91 598	91 921	104 815	111 921
Biens et services	33 063	33 063	30 403	32 462
Investissement	459 000	409 000	452 858	472 357
Total :	**583 661**	**533 984**	**588 076**	**616 740**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par actions

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Développement équilibré du territoire national	583 661	533 984	588 076	616 740
Total :	**583 661**	**533 984**	**588 076**	**616 740**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	14	11	11	11
CATEGORIE B	9			
CATEGORIE B1		2	2	2
CATEGORIE B2		5	5	5
CATEGORIE C	5	4	4	4
CONTRACTUEL	8	11	11	11
Total :	**36**	**33**	**33**	**33**

Action 01 Développement équilibré du territoire national

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	91 598	91 921	104 815	111 921
Biens et services	33 063	33 063	30 403	32 462
Investissement	459 000	409 000	452 858	472 357
Total	**583 661**	**533 984**	**588 076**	**616 740**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel	91 921
1.1.2	Élaboration et adoption de 3 décrets d'application de la Loi d'Orientation pour l'Aménagement du Territoire	2 000
1.1.3	Renforcement du Dispositif Institutionnel et Juridique de l'Aménagement du Territoire	400 000
1.2.1	Élaboration et adoption de 13 décrets d'approbation de 13 SCAT	2 000
2.1.1	Appui à l'élaboration de Schémas d'Aménagement du Territoire	5 000
2.2.1	Suivi du plan d'actions de la mise en oeuvre de la PNAT	5 000
2.3.1	Évaluation de la mise en oeuvre de 10 Schémas Directeurs d'Urbanisme (SDU)	10 000
2.4.1	Dissémination des guides, de la PNAT et du SNAT	10 063
3.1.1	Alimenter la base de données sur l'Aménagement du Territoire	3 000
3.2.1	Elaboration de cartes thématiques	5 000
Total		**533 984**

Le Programme : Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National

Responsable de Programme : Le Conseiller Technique

a) Présentation stratégique du programme

Ce programme vise à :

- réaliser les actions de production, de recherche et de formation dans le domaine de la statistique ;
- renforcer les capacités institutionnelles des organes du système statistique national et des acteurs chargés du suivi et de l'analyse de la pauvreté.

b).Présentation des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme « Collecte, analyse, diffusion des données et coordination du système statistique national» est bâti autour de trois objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes de développement équilibré du territoire national. Ces objectifs assortis d'indicateurs de performance se présentent comme suit:

Objectif 1: Améliorer la production des statistiques de base					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Pourcentage des indicateurs de suivi du CREDD renseignés	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Base de données Malikunnafoni
Precision Méthodologique : (Nombre total d'indicateurs renseignés / Nombre total d'indicateurs suivis) (552) X 100

Objectif 2: Améliorer la coordination et le fonctionnement du système statistique national					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Taux de réalisation des activités du programme statistique du SSN	%	91	92	95	100

Moyen de Vérification : Revue du Schéma Directeur de la Statistique
Precision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées / Nombre total d'activités programmées) X 100

Objectif 3: Améliorer la capacité des organes du SSN et des acteurs dans le cadre du suivi de la réduction de la pauvreté					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Taux de mise en oeuvre du programme d'activités du CFP/STAT	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport de la revue du Schéma Directeur de la Statistique et du CFP/STAT
Precision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées/Nombre d'activités programmées) X 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	25 000			
Biens et services	186 572			
Transferts et subventions	442 019	668 336	453 632	468 387
Investissement	4 085 000	2 815 255	3 870 244	4 035 501
Total :	**4 738 591**	**3 483 591**	**4 323 876**	**4 503 888**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Amélioration de la Coordination et du fonctionnement du système statistique national	3 827 812	2 627 812	3 471 486	3 618 534
Renforcement des Capacités en Statistique	910 779	855 779	852 390	885 354
Total :	**4 738 591**	**3 483 591**	**4 323 876**	**4 503 888**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
CATEGORIE A	68	67	68	69
CATEGORIE B	17			
CATEGORIE B1		7	7	7
CATEGORIE B2		15	15	15
CATEGORIE C	13	13	13	13
CONTRACTUEL	15	14	14	14
Total :	**113**	**116**	**117**	**118**

Action 01 Amélioration de la Coordination et du fonctionnement du système statistique national

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	166 000			
Transferts et subventions	311 812	477 812	320 822	333 654
Investissement	3 350 000	2 150 000	3 150 664	3 284 880
Total	**3 827 812**	**2 627 812**	**3 471 486**	**3 618 534**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Renforcement des capacités opérationnelles de l'INSTAT	188 410
1.1.2	Prise en charge du personnel INSTAT	289 402
2.1.10	Appui mise en oeuvre INSTAT	450 000
2.1.12	Appui à la mise en oeuvre de Schéma statistique	200 000
2.1.13	Construction /Equipement du siège INSTAT	1 500 000
Total		**2 627 812**

Action 02 Renforcement des Capacités en Statistique

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	25 000			
Biens et services	20 572			
Transferts et subventions	130 207	190 524	132 810	134 733
Investissement	735 000	665 255	719 580	750 621
Total	**910 779**	**855 779**	**852 390**	**885 354**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Prise en charge du personnel CPF/STAT	60 956
3.1.2	Mise en oeuvre du proframme d'activités du CPF/STAT	144 823
3.1.3	PROGRAMME FORMATION ET PERFECTIONNEMENT AGENTS DU MEF/MPAT	100 000
3.1.4	APPUI CENTRE FORMATION EN STATISTIQUES	50 000
3.1.5	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE	500 000
Total		**855 779**

Action 01 Appui au développement de la statistique

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Investissement		2 981 400	0	0
Total		**2 981 400**	**0**	**0**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
1.031	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
APPUI INSTITUTIONNEL AU MPATP		75 000	176 000	75 000	167 879	175 030
Total :		**75 000**	**75 000**	**75 000**	**167 879**	**175 030**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.080	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
APPUI GESTION POLITIQUE NATIONALE POPULATION		250 000	250 000	250 000	240 988	251 253
PROG. AUTONOMISATION FEMMES DIVIDENDES DEMOGRAPHIQ		100 000		100 000	4 825 043	5 107 790
Total :		**350 000**	**350 000**	**350 000**	**5 066 031**	**5 359 043**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.080	**DÉPENSES SUR DONS PROJETS/PROGRAMMES (BSI)**					
PROG. AUTONOMISATION FEMMES DIVIDENDES DEMOGRAPHIQ		7 000 000		7 000 000	4 825 043	5 107 790
Total :		**7 000 000**	**7 000 000**	**7 000 000**	**4 825 043**	**5 107 790**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.081	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
RENF. DISPOSITIF INSTITUT. JURIDIQUE AMENAG. TERRITOIRE		400 000	450 000	400 000	444 582	463 520
Total :		**400 000**	**400 000**	**400 000**	**444 582**	**463 520**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.082	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROG.FORMATION & PERFECTIONNEM AGENTS DU MEF/MPAT		100 000	120 000	100 000	111 355	116 098
APPUI MISE EN OEUVRE INSTAT		450 000	450 000	450 000	435 581	454 136
APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA STATISTIQUE		200 000	400 000	200 000	395 184	412 018
APPUI CENTRE FORMATION EN STATISTIQUES		50 000	100 000	50 000	98 795	103 003
Total :		**800 000**	**800 000**	**800 000**	**1 040 915**	**1 085 255**

SECTION : 770 MINISTERE DES TRANSPORTS

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère des Transports prépare et met en oeuvre la politique nationale en matière de développement des équipements et infrastructures de transport du pays et d'organisation des activités de transport.

I.2 Les contraintes et les défis

Cette partie comprend une analyse des principales contraintes rencontrées et des défis. Cette analyse porte sur chacun des programmes et globalement sur la mise en oeuvre de la stratégie du ministère.

I.2.1 Contraintes

- l'insuffisance et l'inadéquation des ressources humaines ;
- le non respect de l'application du règlement N°14/2005/CM/UEMOA relatif à l'harmonisation des normes et des procédures du contrôle du gabarit, poids, et de la charge à l'essieu des véhicules lourds de transport de marchandises dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine ;
- l'insuffisance de ressources pour assurer le financement du secteur ;
- l'occupation anarchique des domaines aéroportuaires ;
- le mauvais état et l'inadaptation des équipements de transport ;
- la vétusté et l'inadaptation des moyens de transport ferroviaire et fluvial ;
- l'insuffisance des moyens de collecte (faible densité du réseau de stations météorologiques) et de transmission des données en temps réel par rapport aux exigences pour la performance des prévisions météorologiques et la satisfaction des besoins des usagers ;
- manque d'aires de stationnement et de parking ;
- insuffisance des capacités d'entreposage et de dépotage.

I.2.2 Défis

-le renforcement de la capcité institutionnelle et humaine des acteurs du secteur des transports ;
- le renforcement du secteur en moyens de transport modernes ;
- le recours à des financements innovants pour la réalisation et la gestion des services de transport ;
- la réduction du coût et du délai d'achéminement des marchandises ;
- le renforcement des capacités de stockage des entrepôts ;
- la sécurisation des transports et l'amélioration de la fluidité du trafic.

I.3 La politique sectorielle

Le Document de la politique Nationale des Transports, des Infrastructures de Transport et du Désenclavement (PNTITD) a été adopté par le décret n°2016-0066/P-RM du 15 février 2016. Cette politique a été élaborée de façon participative avec l'appui constant des partenaires techniques et financiers et sur la base d'une vision partagée. Elle constitue une opportunité pour booster et orienter véritablement les activités du secteur jusqu'à l'horizon 2034.

L'objectif général de la Politique Nationale des Transports, des Infrastructures de Transport et du Désenlavement (PNTITD) est de contribuer à la croissance économique par le désenclavement intérieur et extérieur, de créer un environnernent juridique et institutionnel propice aux investissements et à une gestion performante du secteur des transports, d'assurer une articulation entre les differentes politiques et stratégies d'intervention et contribuer au renforcement des capacités, afin de répondre aux besoins d'aménagement du territoire de façon pérenne d'un point de vue sociale, économique et environnementale.

La Politique Nationale des Transports, des Infrastructures de Transport et du Désenlavement est structurée autour des objectifs stratégiques suivants :

- créer un environnement juridique et institutionnel propice aux investissements et à une gestion performante du secteur des transports ;

- assurer la formation et le devéloppement des ressources humaines participant à la conception, à la construction, à l'exploitation et à l'entretien des infrastructures de transport ;

- promouvoir l'utilisation des nouvelles technologies dans l'exploitation des infrastructures et moyens de transport.

Les axes stratégiques sont :

1- le développement et la promotion du transport rural ;

2- le développement du transport multimodal et l'amélioration de la performance des activités de transport ;

3- la promotion de la sécurité et de la sûreté des transports ;

4- l'amélioration du professionnalisme de tous les acteurs du secteur des transports ;

5- le développement et l'amélioration du cadre de l'aviation civile ;

6- la promotion de l'utilisation des TIC au niveau du secteur des transports.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

	Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016
1	Accidents de la circulation	nbre	059	6262	5944	5532
2	Délai moyen d'acheminement des marchandises Transport routier	jours	6	4	4	4
3	Délai moyen d'achminement des marchandises Transport Ferroviaire	jours	-4	1	12	12
4	Passagers transportés arrivés, départ et transit (aérien)	nbre	573802	615977	672769	681511
5	Taux de variation de la pluviométrie	%	14	10	19,99	19,99
6	Passagers transportés par voie fluviale	Nbre	6767	4635	11549	12884

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 3 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Administration Générale	363 270	685 382	513 365	544 363
Développement et sécurisation des transports	8 307 437	5 735 263	8 285 703	8 638 813
Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports	5 980 456	6 514 208	7 933 465	8 326 762
Total :	**14 651 163**	**12 934 853**	**16 732 533**	**17 509 938**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	2 862 531	2 936 035	3 561 137	3 773 172
Biens et services	2 279 540	2 823 603	2 890 220	3 031 339
Transferts et subventions	1 552 796	1 655 796	1 782 556	1 838 716
Investissement	7 956 296	5 519 419	8 498 620	8 866 711
Total :	**14 651 163**	**12 934 853**	**16 732 533**	**17 509 938**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Administration Générale

Responsable du Programme : le Secrétaire General du Minstère des Transports

a)Présentation stratégique du programme :

Le programme s'occupe de :

- la coordination, l'évaluation, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du département ;
- l'amélioration du système de planification et de production de l'information statistique ;
- la gestion des ressources matérielles et financières.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme est bâti autour de deux objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs (i) à la coordination et à la mise en oeuvre des politiques sectorielles, (ii)à la gestion efficace des ressources matérielles et financières, au sein du département et (iii) l'amélioration du système de planification et de production de l'information statistique.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen terme. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Coordonner et assurer le suivi de la mise en oeuvre des politiques sectorielles du département.

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux de suivi de l'état de mise en oeuvre des activités du département	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités du département

Precision Méthodologique : (activités suivies / activités programmées) x100

Objectif 2: Améliorer le système de planification et de production de l'information statistique

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux de réalisation des activités de la CPS	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rappot d'activités de la CSP

Precision Méthodologique : (Activités réalisées /activitées programmées)x100

Objectif 3: Assurer la gestion efficace des ressources matérielles et financières

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Taux d'exécution du budget du departement	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la DFM, compte administratif

Precision Méthodologique : (Crédits liquidés / Crédits notifiés)x100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	113 779	138 676	127 252	135 878
Biens et services	247 206	446 706	235 590	251 556
Investissement	2 285	100 000	150 523	156 929
Total :	**363 270**	**685 382**	**513 365**	**544 363**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Coordination et pilotage de la politique des transports	122 000	253 000	120 393	128 554
Gestion materielle et financiére	171 000	257 000	167 948	179 331
Planification, programmation et suivi évaluation	70 270	175 382	225 024	236 478
Total :	**363 270**	**685 382**	**513 365**	**544 363**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A		8	8	8
CATEGORIE B1		4	4	4
CATEGORIE B2		3	3	3
CATEGORIE C		5	5	5
CONTRACTUEL		11	11	11
Total :		**31**	**31**	**31**

Action 01 Coordination et pilotage de la politique des transports

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	25 000	37 500	27 825	29 711
Biens et services	97 000	215 500	92 568	98 843
Total	**122 000**	**253 000**	**120 393**	**128 554**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel	37 500
1.1.2	Suivi de la mise en oeuvre des activités	215 500
Total		**253 000**

Action 02 Gestion materielle et financiére

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	30 000	45 000	33 390	35 653
Biens et services	141 000	212 000	134 558	143 678
Total	**171 000**	**257 000**	**167 948**	**179 331**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Prise en charge du personnel	45 000
3.1.2	Préparation du budget du département	16 842
3.1.3	Exécution du buget du département	195 158
Total		**257 000**

Action 03 Planification, programmation et suivi évaluation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	58 779	56 176	66 037	70 514
Biens et services	9 206	19 206	8 464	9 035
Investissement	2 285	100 000	150 523	156 929
Total	**70 270**	**175 382**	**225 024**	**236 478**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Prise en charge du personnel	56 176
2.1.2	Planification des projets et programmes du département	15 139
2.1.3	Organisation des missions de suivi évaluation des projets et programmes du département	4 067
2.1.4	Appui CPS	100 000
Total		**175 382**

Le Programme : Développement et sécurisation des transports

Responsable du Programme : le Directeur National des Transports Terrestres, Maritimes et Fluviaux.

a)Présentation stratégique du programme :

Ce programme vise à assurer le Développement et la Sécurisation des transports terrestres, maritimes, fluviaux et aériens.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Les objectifs sont les suivants :

- améliorer l'efficacité et la compétitivité des transports de surfaces ;
- améliorer la sécurité dans le transport routier ;
- améliorer l'efficacité et la compétitivité du transport aérien ;
- préserver les domaines aéroportuaires et renforcer les mesures de sécurité de l'aviation civile ;
- développer les infrastructures aéroportuaires ;
- renforcer les capacités des ressources humaines et matérielles de l'aviation civile ;
- rendre disponible les informations météorologiques ;
- améliorer les capacités de production et de gestion des documents météorologiques ;
- réduire le déficit pluviométrique par les opérations de pluies provoquées.

Objectif 1: Améliorer l'efficacité et la compétitivité des transports de surfaces

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux de variation du coût d'approvisionnement du pays par route	%	-0,6	-0,6	-0,8	-1
Moyen de Vérification : Annuaire statistique					
Precision Méthodologique : (Coût d'approvisionnement de N - coût d'approvisionnement de N-1) / Coût d'approvisionnement de N-1) x100					
1.2 Délai moyen d'achéminement des marchandises par route	jours	4	3	2	2
Moyen de Vérification : Rapports CMC, CMTR					
Precision Méthodologique : Somme des moyennes des délais d'achéminement des marchandisessur les principaux corridors de l'année N / nombre des principaux corridors					
1.3 Taux moyen du nombre de train voyageurs entre Bamako et Kayes	%	-	90	95	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités DBF					
Precision Méthodologique : (Nombre de train réalisé en année N / Nombre de train prévu en année N) x100					

Objectif 2: Améliorer la sécurité dans le transport routier					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Taux d'encadrement et d'inspestion des établissements d'enseignements de la conduite automobile	%	-	70	80	90

Moyen de Vérification : Rapport d'activités DNTTMF
Precision Méthodologique : (Nombre d'établissement d'enseignement de la conduite automobile en N / Nonmbre total d'établissement d'enseignement de la conduite automobile en N) x100

Objectif 3: Améliorer l'éfficacité et la compétitivité du transport aérien					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Taux d'exécution du programme de vol de surveillance	%	90	90	92	95

Moyen de Vérification : Rapport d'activités de l'ANAC
Precision Méthodologique : (Nombre de vol effectué en année N / Nombre de vol programmé à année N) x100

3.2 Taux de disponibilité du salon d'honneur	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités ADM
Precision Méthodologique : (Nombre de jour de disponibilité du salon d'honneur / Nombre de jour de l'année) x100

Objectif 4: Rendre disponible les informations météorologiques					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
4.1 Taux de satisfaction des demandes d'informations des différents secteurs socioéconomiques	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités (MALI METEO)
Precision Méthodologique : (Nombre de demandes satisfaites / Nombre de demandes reçues) x100

4.2 Taux de production et de diffusion de bulletins	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités (MALI METEO)
Precision Méthodologique : (Nombre des stations ayant tranmis les données / Nombre total de stations) x100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	866 252	838 359	964 127	1 029 490
Biens et services	175 066	249 624	204 022	217 826
Transferts et subventions	997 796	1 067 796	1 050 237	1 065 462
Investissement	6 268 323	3 579 484	6 067 317	6 326 035
Total :	**8 307 437**	**5 735 263**	**8 285 703**	**8 638 813**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par actions

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Gestion et sécurisation des transports routiers, ferroviaires, maritimes et fluviaux	3 869 256	2 877 082	3 879 191	4 060 370
Gestion, sécurité et sûreté du transport aerien	1 852 231	352 231	1 844 815	1 912 899
Developpement des services de la météorologie	2 585 950	2 505 950	2 561 697	2 665 544
Total :	**8 307 437**	**5 735 263**	**8 285 703**	**8 638 813**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A		51	52	53
CATEGORIE B1		73	74	75
CATEGORIE B2		32	32	32
CATEGORIE C		90	91	92
CONTRACTUEL		104	105	106
Total :		**350**	**354**	**358**

Action 01 Gestion et sécurisation des transports routiers, ferroviaires, maritimes et fluviaux

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	866 252	838 359	964 127	1 029 490
Biens et services	175 066	249 624	204 022	217 826
Transferts et subventions	477 065	477 065	506 264	513 604
Investissement	2 350 873	1 312 034	2 204 778	2 299 450
Total	**3 869 256**	**2 877 082**	**3 879 191**	**4 060 370**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel	418 861
1.1.2	Elaboration et suivi de la mise en oeuvre de la réglementation en matière de transports routier, ferroviaire, maritimes et fluviaux	21 053
1.1.3	Etablissement et délivrance des documents de transport (certificat d'immatriculation, permis et autorisation de conduire, autorisation de transport, carte professionnelle de transporteur routier)	109 379
1.1.4	Elaboration de l'annuaire statistique et des recueils de textes sur le transport	38 347
1.1.5	Mise en oeuvre de la réglementation en matière de transports routier, ferroviaire, maritimes et fluviaux (DRT KAYES)	105 070
1.1.6	Mise en oeuvre de la réglementation en matière de transports routier, ferroviaire, maritimes et fluviaux (DRT Koulikoro)	53 082
1.1.7	Mise en oeuvre de la réglementation en matière de transports routier, ferroviaire, maritimes et fluviaux (DRT Sikasso)	65 294
1.1.8	Mise en oeuvre de la réglementation en matière de transports routier, ferroviaire, maritimes et fluviaux (DR Ségou)	46 846
1.1.9	Mise en oeuvre de la réglementation en matière de transports routier, ferroviaire, maritimes et fluviaux (DR Mopti)	37 886
1.1.10	Mise en oeuvre de la réglementation en matière de transports routier, ferroviaire, maritimes et fluviaux (DR Tombouctou)	33 049
1.1.11	Mise en oeuvre de la réglementation en matière de transports routier, ferroviaire, maritimes et fluviaux (DR Gao)	46 270
1.1.12	Mise en oeuvre de la réglementation en matière de transports routier, ferroviaire, maritimes et fluviaux (DR Kidal)	10 696
1.1.13	Mise en oeuvre de la réglementation en matière de transports routier, ferroviaire, maritimes et fluvia (DR Taoudenit)ux	14 600
1.1.14	Mise en oeuvre de la réglementation en matière de transports routier, ferroviaire, maritimes et fluviaux (DR Meneka)	14 600
1.1.15	Mise en oeuvre de la réglementation en matière de transports routier, ferroviaire, maritimes et fluviaux (District de BAMAKO)	119 047
1.1.16	Construction entrepôts maliens en Côte d'Ivoire	280 000
1.1.17	Construction entrepôts maliens au Togo	200 000
1.1.18	Construction entrepôts maliens en Guinée	435 000
1.1.19	Sces locaux des transports de Sikasso	4 500
1.1.20	COMANAV	300 000
1.2.1	Suivi des accords et conventions en matière de transport et de transit entre le Mali et les pays de transit.	37 308
1.3.1	Suivi du trafic ferroviaire de voyageurs	477 065
2.1.1	Encadrement et inspection des établissements d'enseignement de la conduite automobile.	9 130
Total		**2 877 082**

Action 02 Gestion, sécurité et sûreté du transport aerien

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Transferts et subventions	352 231	352 231	373 788	379 207
Investissement	1 500 000	0	1 471 027	1 533 692
Total	**1 852 231**	**352 231**	**1 844 815**	**1 912 899**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Réalisation de vol de surveillance	332 000
3.2.1	Entretien du salon d'honneur	20 231
Total		**352 231**

Action 03 Developpement des services de la météorologie

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Transferts et subventions	168 500	238 500	170 185	172 651
Investissement	2 417 450	2 267 450	2 391 512	2 492 893
Total	**2 585 950**	**2 505 950**	**2 561 697**	**2 665 544**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.1.1	traitement des demandes d'informations météorologiques	124 474
4.1.2	Contribution au fonctionnement de l'Organisation Mondiale de la Météorologie (OMM), de la Conférence Ministérielle Africaine de la Météorologie (AMCOMET) et du Centre Africain pour les Applications de la Météorologie au Développement (ACMAD)	17 450
4.1.3	Réhabilitation réseau d'observation Météorologique du Mali et Appui du Monde Rurale	250 000
4.1.4	Programme national de pluie provoquée	2 000 000
4.2.1	Elaboration des bulletins météorologiques quotidiens, hebdomadaires et décadaires	114 026
Total		**2 505 950**

Le Programme : Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports

Responsable du Programme : le Directeur National des Transports Terrestres, Maritimes et Fluviaux

a).Présentation stratégique du programme :

Ce programme vise à assurer la gestion des installations mises à la disposition du Mali dans les pays de transit et la coordination des activités de transports et de transit des marchandises en provenance ou à destination du Mali.

b).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Les objectifs sont les suivants :

- Améliorer le temps de passage du fret ;
- Optimiser les installations portuaires du Mali.

Objectif 1: Améliorer le temps de passage du fret (EMACI)

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Délai moyen de séjour des marchandises dans les Entrepots	jour	-	20	20	20

Moyen de Vérification : Rapports d'activités des EMACI

Precision Méthodologique : Somme annuelle des durées de séjour des cargaisons / Nombre de cargaisons

Objectif 2: Optimiser les installations portuaires des EMACI

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux d'utilisation des installations	%	-	80	85	90

Moyen de Vérification : Rapports d'activités des EMACI

Precision Méthodologique : (Capacité occupée / capacité totale) x100

Objectif 3: Ameliorer le temps de passage du fret (EMASE)

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Délai moyen de séjour des mparchandises dans les Entrepôts	jours	-	20	20	20

Moyen de Vérification : Rapports d'activités des EMASE

Precision Méthodologique : Somme annuelle des durées de séjour des cargaisons / Nombre des cargaisons

Objectif 4: Optimiser l'explotation des installations portuaires des emase

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
4.1 Taux d'utilisation des installations	%	-	80	85	90

Moyen de Vérification : Rapports d'activités des EMASE

Precision Méthodologique : (Capacité occupée / capacité totale) x100

Objectif 5: Améliorer le temps de passage du fret (EMAGUI)

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
5.1 Délai moyen de séjour des marchandises dans les Entrepôts	jour	-	20	20	20

Moyen de Vérification : Rapports d'activités des EMAGUI

Precision Méthodologique : Somme annuelle des durées de séjour des cargaisons / nombre de cargaisons

Objectif 6: Optimser l'exploitation des installations portuaires des emagui

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
6.1 Taux d'utilisation des installations	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : rapports d'activités des EMAGUI

Precision Méthodologique : capacité occupée / capacité totale)x100

Objectif 7: Améliorer le temps de passage du fret (EMAMAU)

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
7.1 Délai moyen de séjour des marchandises dans les Entrepôts	jour	-	09	08	08

Moyen de Vérification : rapports d'activités des EMAMAU

Precision Méthodologique : somme annuelle des durées de séjour des cargaisons / nombre de cargaisons

Objectif 8: Optimiser les installations portuaires du mali (EMAMAU)					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
8.1 Taux d'utilisation des installations	%	-	85	90	90

Moyen de Vérification : rapports d'activités des EMAMAU
Precision Méthodologique : (capacité occupée / capacité totale) x100

Objectif 9: Améliorer le temps de passage du fret (EMAGHA)					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
9.1 Délai moyen de séjour des marchandises dans les Entrepôts	jour	-	20	20	20

Moyen de Vérification : rapports d'activités des EMAGHA
Precision Méthodologique : somme annuelle des durées de séjour des cargaisons / nombre de cargaisons

Objectif 10: Optimiser les installations portuaires des EMAGHA					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
10.1 Taux d'utiliation des installations	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activitées des EMAGHA
Precision Méthodologique : Capacité ocuupée/capacité totale x100

Objectif 11: Améliorer le temps de passage du fret des EMATO					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
11.1 Délai moyen de séjour des marchandises dans les Entrepôts	%	-	20	20	20

Moyen de Vérification : Rapport d'activités des EMATO
Precision Méthodologique : Somme annuelle des durées de séjour des cargaisons/nombre de cargaisons

Objectif 12: Optimiser les installations portuaires des EMATO					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
12.1 Taux d'utilisation des installations	%	45	85	90	90

Moyen de Vérification : Rapport d'activités des EMATO
Precision Méthodologique : Capacté occupée/capacité totale x 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	1 882 500	1 959 000	2 469 758	2 607 804
Biens et services	1 857 268	2 127 273	2 450 608	2 561 957
Transferts et subventions	555 000	588 000	732 319	773 254
Investissement	1 685 688	1 839 935	2 280 780	2 383 747
Total :	**5 980 456**	**6 514 208**	**7 933 465**	**8 326 762**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Gestion des Entrepôts Maliens en Côte d'Ivoire	1 100 745	1 142 000	1 457 006	1 529 133
Gestion des Entrepôts Maliens au Senegal	2 400 000	2 684 497	3 193 170	3 353 032
Gestion des Entrepôts Maliens en Guinée	501 400	691 400	663 168	696 456
Gestion des Entrepôts Maliens en Mauritanie	589 323	600 323	782 468	820 062
Gestion des Entrepôts Maliens au Ghana	639 500	646 500	846 663	887 708
Gestion des Entrepôts Maliens au Togo	749 488	749 488	990 990	1 040 371
Total :	**5 980 456**	**6 514 208**	**7 933 465**	**8 326 762**

Action 01 Gestion des Entrepôts Maliens en Côte d'Ivoire

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	392 000	432 000	514 285	543 031
Biens et services	420 745	445 000	555 163	580 526
Transferts et subventions	65 000	95 000	85 767	90 561
Investissement	223 000	170 000	301 791	315 015
Total	**1 100 745**	**1 142 000**	**1 457 006**	**1 529 133**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Coordination des activités de transport et de transit (EMACI)	590 000
1.1.2	Prise en charge du personnel (EMACI)	432 000
2.1.1	Gestion des installations (EMACI)	120 000
Total		**1 142 000**

Action 02 Gestion des Entrepôts Maliens au Senegal

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	425 000	440 000	559 308	590 570
Biens et services	509 000	569 000	671 615	701 973
Transferts et subventions	490 000	493 000	646 552	682 693
Investissement	976 000	1 182 497	1 315 695	1 377 796
Total	**2 400 000**	**2 684 497**	**3 193 170**	**3 353 032**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Coordination des activités de transport et de transit (EMASE)	1 602 000
3.1.2	Prise en charge du personnel (EMASE)	440 000
4.1.1	Gestion des installations (emase)	642 497
Total		**2 684 497**

Action 03 Gestion des Entrepôts Maliens en Guinée

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	255 000	255 000	334 994	353 719
Biens et services	183 900	373 900	242 646	253 680
Investissement	62 500	62 500	85 528	89 057
Total	**501 400**	**691 400**	**663 168**	**696 456**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
5.1.1	Coordination des activités de transport et de transit	382 900
5.1.2	Prise en charge du personnel	255 000
6.1.1	Gestion des installations	53 500
Total		**691 400**

Action 04 Gestion des Entrepôts Maliens en Mauritanie

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	208 500	228 000	273 636	288 930
Biens et services	220 573	222 323	291 039	304 201
Investissement	160 250	150 000	217 793	226 931
Total	**589 323**	**600 323**	**782 468**	**820 062**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04

	Intitulé de l'activité	Coût activité
7.1.1	Coordination des activités de transport et de transit	272 323
7.1.2	Prise en charge du personnel	228 000
8.1.1	Gestion des installations	100 000
Total		**600 323**

Action 05 Gestion des Entrepôts Maliens au Ghana

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 05 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	245 000	250 000	319 432	337 286
Biens et services	240 500	242 500	317 328	331 773
Investissement	154 000	154 000	209 903	218 649
Total	**639 500**	**646 500**	**846 663**	**887 708**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 05

	Intitulé de l'activité	Coût activité
9.1.1	Coordination des activités de transport et de transit	336 500
9.1.2	Prise en charge du personnel	250 000
10.1.1	Gestion des installations	60 000
Total		**646 500**

Action 06 Gestion des Entrepôts Maliens au Togo

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 06 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	357 000	354 000	468 103	494 268
Biens et services	282 550	274 550	372 817	389 804
Investissement	109 938	120 938	150 070	156 299
Total	**749 488**	**749 488**	**990 990**	**1 040 371**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 06

	Intitulé de l'activité	Coût activité
11.1.1	Coordination des activités de transport et de transit	344 988
11.1.2	Prise en charge du personnel	354 000
12.1.1	Gestion des installations (EMATO)	50 500
Total		**749 488**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	Source de financement	2018	2017	2018	2019	2020
1.042	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
APPUI CELLULE PLANIFICATION & STATISTIQUE		100 000		100 000	148 194	154 507
Total :		**100 000**	**100 000**	**100 000**	**148 194**	**154 507**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	Source de financement	2018	2017	2018	2019	2020
2.066	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
AM.NAV.NIGER (CONTRAT-PLAN ETAT-COMANAV)		300 000	260 000	300 000	254 978	265 840
PROGRAMME NATIONAL PLUIE PROVOQUEE		2 000 000	2 000 000	2 000 000	1 979 243	2 063 558
REHABILITATION RESEAU OBSERV METEO. APPUI MONDE RURA		250 000	250 000	250 000	247 543	258 088
Total :		**2 550 000**	**2 550 000**	**2 550 000**	**2 481 764**	**2 587 486**

SECTION : 800 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

le Ministère du Développement industriel a pour missions:

-la création d'un environnement favorable à la promotion des industries, en rapport notamment avec le Ministère chargé de la Promotion de l'Investissement et du Secteur Privé ;

-le suivi des unités industrielles en rapport avec les ministres sectoriels compétents et la mise en oeuvre d'actions ou de stratégies de renforcement de leur compétitivité et de leur contribution au

développement économique et social du pays;

-l'élaboration et le contrôle de l'application des règles en matière d'implantation et d'exploitation des industries;

-l'aménagement de zones industrielles;

-la promotion et le développement de la propriété industrielle;

-l'élaboration et le contrôle de l'application des normes et de la qualité dans la fabrication des produits industriels.

I.2 Les contraintes et les défis

Cette partie comprend une analyse des principales contraintes et des defis qu'elles posent.Cette analyse porte sur chacun des programmes et globalement sur la mise en oeuvre de la strategie.

I.2.1 Contraintes

- la création d'un environnement favorable à la promotion des industries, en rapport notamment avec le Ministère chargé de la Promotion de l'Investissement et du Secteur Privé ;
- le suivi des unités industrielles en rapport avec les ministres sectoriels compétents et la mise en oeuvre d'actions ou de stratégies de renforcement de leur compétitivité et de leur contribution au développement économique et social du pays;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles en matière d'implantation et d'exploitation des industries;
- l'aménagement de zones industrielles;
- la promotion et le développement de la propriété industrielle;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des normes et de la qualité dans la fabrication des produits industriels.

I.2.2 Défis

- Renforcement des capacités des structures du MDI en ressources humaines qualifiées et matérielles ;
- Construction et équipement des locaux appropriés pour abriter les structures du MDI ;
- Instauration d'une meilleure synergie entre les structures du MDI et les autres acteurs de la promotion du secteur industriel ;
- Formation des cadres sur la nouvelle approche budgétaire;
- Mise en place d'un mécanisme idoine pour mobiliser le financement nécessaire à la mise en oeuvre des Politiques, stratégies et programmes.

I.3 La politique sectorielle

- Politique de Développement Industriel (PDI) :

Le Gouvernement a adopté en mars 2010, l'actuel document de Politique de Développement Industriel (PDI) avec son Plan opérationnel 2010-2012.

L'objectif général de la PDI demeure un développement industriel ordonné, rapide, durable et équilibré, générateur d'emplois, permettant au secteur secondaire d'atteindre une contribution à la formation du Produit Intérieur Brut (PIB) de 20% en 2012 et 42% en 2025.

L'objectif général s'articule autour de trois (3) objectifs spécifiques, à savoir :

Objectif Spécifique 1 : Améliorer l'environnement des entreprises industrielles pour attirer les investisseurs et faire du secteur privé le

vecteur de la croissance

Objectif Spécifique 2 : Améliorer la compétitivité des unités industrielles existantes afin qu'elles puissent poursuivre leur modernisation industrielle et pénétrer des marchés d'exportation avec des produits à plus forte valeur ajoutée. ;

Objectif Spécifique 3 : Encourager la création de nouvelles unités industrielles et l'utilisation des meilleures idées, technologies, techniques et méthodes en s'appuyant sur les actifs de la propriété intellectuelle.

-Politique Nationale de la Qualité

Le Gouvernement du Mali a élaboré et adopté en 2015 un document de Politique Nationale de la Qualité (PNQ) structuré autour des quatre piliers de l'infrastructure de la qualité que sont : (i) la normalisation, (ii) la métrologie, (iii) l'évaluation de la conformité et (iv) l'accréditation.

La vision de la PNQ s'inscrit dans le cadre des Politiques et orientations stratégiques de développement socio-économique du Mali. Elle vise à « contribuer à la compétitivité de l'économie nationale tout en assurant la protection de l'environnement et le bien-être des populations, hommes et femmes, à l'horizon 2025 ».

L'objectif général de la PNQ est d'établir un cadre pour le développement et le fonctionnement d'une infrastructure nationale de la qualité pertinente, efficace et efficiente afin de faciliter l'intégration du Mali dans le commerce régional et international, protéger le consommateur et l'environnement et promouvoir un développementéconomique durable.

Les objectifs spécifiques de la PNQ sont les suivants :

- renforcer le cadre institutionnel, réglementaire et juridique ;
- assurer la conformité aux normes ;
- renforcer les capacités des structures d'accompagnement et d'appui à la promotion de la qualité ;
- promouvoir le partenariat public privé dans le financement de l'infrastructure nationale de la qualité.

Afin d'atteindre les objectifs fixés, la PNQ a identifié quatre (4) axes stratégiques et un plan d'action 2015 - 2017 qui définit les actions appropriées correspondantes.

La Politique de Développement Industriel s'articule autour de quinze (15) axes stratégiques d'intervention liés aux trois (03) objectifs spécifiques.

Le premier Plan opérationnel 2010-2012 de la PDI a été évalué en 2014, à l'issue de cette évaluation un deuxième Plan d'actions 2015-2017 a été adopté en mai 2015. Son évaluation est prévue en 2018.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

	Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016
1	Nombre d'entreprises industrielles recensées en activités	Nombre d'entrepri	619	651	829	829
2	Part de l'industrie dans le PIB	%	13,8	14,1	12,8	11,6

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 2 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Administration Générale	676 897	831 348	81 161	86 662
Développement du secteur industriel	882 132	1 777 250	736 697	770 285
Total :	**1 559 029**	**2 608 598**	**817 858**	**856 947**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	344 991	908 455	203 996	220 111
Biens et services	468 097	713 741	121 750	129 986
Transferts et subventions	253 295	273 006	239 595	243 067
Investissement	492 646	713 396	252 517	263 783
Total :	**1 559 029**	**2 608 598**	**817 858**	**856 947**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Administration Générale

Responsable du Programme : le Secrétaire Général du Ministère du Développement Industriel

a)Présentation stratégique du programme :

Le programme s'occupe :

- de la coordination, l'évaluation, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du département ;
- de la gestion des ressources matérielles et financières ;
- de la coordination du système de planification et de production des statistiques du secteur ;
- du suivi de la mise en oeuvre du processus de décentralisation et de déconcentration au sein du ministère.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 1 est bâti autour de quatre (04) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs : (i) à la coordination et la supervision des politiques et stratégies nationales dans le domaine de l'industrie, (ii)à la gestion des ressources matérielles et financières, (iii) à la coordination du système de planification et de production des statistiques du secteur et (iv) au processus de décentralisation et de déconcentration au sein du ministère.

Objectif 1: Améliorer la coordination et le suivi-évaluation des politiques et stratégies du département.

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux d'exécution du programme d'activités du département	%	80	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités du département

Precision Méthodologique : (Nombre d' activités effectivement réalisées)/(Nombre d'activités programmées) X100

1.2 Nombre de visite du site WEB du département	Nombre	20000	30000	35000	37000

Moyen de Vérification : rapport d'activités du département

Precision Méthodologique : dénombrement

Objectif 2: Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources financières et matérielles du département

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux d'exécution du budget	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Comptes administratifs

Precision Méthodologique : (Crédits Liquidés)/(Crédits notifiés) X100

Objectif 3: Améliorer le système de planification et de production de l'information statistique

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Taux d'exécution des activités de la CPS	%	95	100	100	100

Moyen de Vérification : rapport d'activités annuel de la CPS

Precision Méthodologique : (nombre d'activités effectivement réalisées/nombre d'activités programmées) x 100

Objectif 4: Impulser le processus de décentralisation et de déconcentration au sein du département					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
4.1 Taux de mise en oeuvre du Plan d'action gouvernemental de transfert des compétences et des ressources de l'Etat aux collectivités territoriales en matière de commerce et d'industrie	%	-	30	-	-
Moyen de Vérification : Rapport de la CADD					
Precision Méthodologique : Activités réalisées/Activités prévues x100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	106 786	139 981	63 798	68 123
Biens et services	319 111	445 367	17 363	18 539
Transferts et subventions	21 000	21 000	0	0
Investissement	230 000	225 000	0	0
Total :	**676 897**	**831 348**	**81 161**	**86 662**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Coordination et pilotage des politiques et strategies de developpement industriel	280 000	343 021	0	0
Gestion financière et matérielle	298 000	372 015	0	0
Processus de décentralisation et de deconcentralisation	23 229	16 485	0	0
Planification, programmation et suivi évaluation	75 668	99 827	81 161	86 662
Total :	**676 897**	**831 348**	**81 161**	**86 662**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
CATEGORIE A		8	8	8
CATEGORIE B1		6	6	6
CATEGORIE B2		4	4	4
CATEGORIE C		2	2	2
CONTRACTUEL		16	16	16
Total :		**36**	**36**	**36**

Action 01 Coordination et pilotage des politiques et strategies de developpement industriel

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	20 000	63 021	0	0
Biens et services	89 000	109 000	0	0
Transferts et subventions	16 000	16 000	0	0
Investissement	155 000	155 000	0	0
Total	**280 000**	**343 021**	**0**	**0**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Préparation et ténue des réunions de coordination des activités du département	35 000
1.1.2	Suivi/ Evaluation des recommandations issues des réunions de coordination	14 000
1.1.3	Prise en charge du personnel	63 021
1.1.4	Missions de suivi des activités du département	57 000
1.1.5	Renforcement de capacités du personnel	5 000
1.1.6	Subvention aux organismes publics	16 000
1.2.1	Mise à jour du site web	3 000
3.1.3	Appui CPS	150 000
Total		**343 021**

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	30 000	6 015	0	0
Biens et services	188 000	291 000	0	0
Transferts et subventions	5 000	5 000	0	0
Investissement	75 000	70 000	0	0
Total	**298 000**	**372 015**	**0**	**0**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Préparation du budget du département	10 000
2.1.2	Exécution et suivi du budget du département	346 000
2.1.3	Prise en charge du personnel	6 015
2.1.4	Renforcement des capacités des agents	10 000
Total		**372 015**

Action 03 Processus de décentralisation et de deconcentralisation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	23 229	16 485	0	0
Total	**23 229**	**16 485**	**0**	**0**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.1.1	Suivi de la mise en oeuvre du plan d'action gouvernemental de transfert des compétences et des ressources de l'Etat aux collectivités territoriales en matière de commerce et d'industrie	16 485
Total		**16 485**

Action 04 Planification, programmation et suivi évaluation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	56 786	70 945	63 798	68 123
Biens et services	18 882	28 882	17 363	18 539
Total	**75 668**	**99 827**	**81 161**	**86 662**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Planification des projets et programmes des départements	28 882
3.1.2	Gestion du Personnel	70 945
Total		**99 827**

Le Programme : Développement du secteur industriel

Responsable du Programme : le Conseiller Technique

a)Présentation stratégique du programme :

Le programme développement du secteur Industriel est chargé de:

- l'élaboration des élements des poltiques et stratégies de développement industriel et le suivi de leur mise en ouevre;
- l'élaboration des éléments de la Politique Nationale de la Qualité et suivi de la mise en ouevre de son plan d'action;
- la promotion et le suivi des entreprises industrielles;
- le suivi de la réalisation des projets industriels;
- la promotion des normes et de la qualité au sein des entreprises et le suivi de l'application des normes;
- la promotion de la propriété industrielles et l'application des règles y afférents;
- la promotion de la recherche et de la formation en industrie;
- l'amélioration de la compétitivité des entreprises industrielles;
- la promotion et la diffusion des technologies industrielles;
- la promotion de la valorisation des matières prémières locales et le développement des pôles industriels.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme 2 est bâti autour de cinq (05) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à:

1. la mise en oeuvre de la Politique de Développement Industriel (PDI);
2. la mise en oeuvre de la Politique Nationale de la Qualité (PNQ);
3. la mise en oeuvre de la Stratégie du Secteur Agroalimentaire;
4. la mise en oeuvre de la Stratégie Nationale du Développement de la Propriété Intellectuelle;
5. la mise en oeuvre du Programme de Restructuration et de Mise à Niveau « Phase de Relance ».

Objectif 1: Assurer le suivi de la mise en oeuvre de la politique de développement industriel

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux de réalisation des activités	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activité DNI
Precision Méthodologique : (Activités réalisées / activités prévues)*100

Objectif 2: Assurer la mise en oeuvre de la politique nationale de la qualité

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux d'élaboration des nomes	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activité de AMANORM
Precision Méthodologique : (Nombre de normes élaborées / Nombre de normes à élaborer) * 100

2.2 Nombre d'utilisateurs de la marque nationale de la conformité	Nombre	10	10	10	10

Moyen de Vérification : apport annuel d'activité de AMANORM
Precision Méthodologique : Dénombrement

2.3 Nombre d'entreprises accompagnées à la démarche qualité	Nombre	5	5	5	5

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de AMANORM
Precision Méthodologique : Dénombrement

Objectif 3: Assurer la mise en oeuvre de la stratégie du secteur agroalimentaire

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Proportion des acteurs formés femmes/hommes	%	-	85	-	-

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activité du CDA
Precision Méthodologique : (Nombre d'entreprises accompagnées/nombre total deentreprises à accompagner*100

3.2 Taux d'entreprises agroalimentaires accompagnées (10)/ an	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activité du CDA
Precision Méthodologique : (Nombre d'entreprises accompagnées/nombre total d'entreprises à accompagner)*100

3.3 Nombre de missions d'appui organisées	nombre	0	5	4	4

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités
Precision Méthodologique : denombrement

Objectif 4: Assurer la mise en oeuvre de la stratégie nationale du développement de la propriété intellectuelle

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
4.1 Taux d'accroissement des titres de propriétés industrielles	%	41	44	-	-

Moyen de Vérification : Rapport annuel dactivités du CEMAPI
Precision Méthodologique : Nombre de titres enregistrés N - Nombre de titres enregistrés N-1 / Nombre de titres enregistrés N-1)*100

4.2 Nombre d'actions de promotion de la propriété industrielle	nbre	15	15	-	-

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités du CEMAPI
Precision Méthodologique : Dénombrement

4.3 Nombre de CATI périphériques créées	nbre	-	33	33	33

Precision Méthodologique : Rapport annuel d'activités du CEMAPI
Formule : Dénombrement

Objectif 5: Assurer la mise en oeuvre du programme de restructuration et de mise à niveau « phase de relance »

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
5.1 Taux de réalisation des actions de restructuration et de mise à niveau des entreprises industrielles (actions matérielles)	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités du BRMN
Precision Méthodologique : ((Nombre actions immatérielles (ou actions matérielles) réalisées)/ (Nombre actions immatérielles (ou actions matérielles) prévues))*100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	238 205	768 474	140 198	151 988
Biens et services	148 986	268 374	104 387	111 447
Transferts et subventions	232 295	252 006	239 595	243 067
Investissement	262 646	488 396	252 517	263 783
Total :	**882 132**	**1 777 250**	**736 697**	**770 285**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Développement du tissu industriel	462 487	1 337 894	315 644	338 125
Amélioration de la Compétitivité des entreprises industrielles	419 645	439 356	421 053	432 160
Total :	**882 132**	**1 777 250**	**736 697**	**770 285**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	32	33	33	33
CATEGORIE B	43			
CATEGORIE B1		27	27	27
CATEGORIE B2		13	13	13
CATEGORIE C	9	9	9	9
CONTRACTUEL	47	46	46	46
Total :	**131**	**128**	**128**	**128**

Action 01 Développement du tissu industriel

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	238 205	768 474	140 198	151 988
Biens et services	148 986	268 374	104 387	111 447
Investissement	75 296	301 046	71 059	74 690
Total	**462 487**	**1 337 894**	**315 644**	**338 125**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Suivi de la mise en oeuvre du plan d'actions 2015-2017 de la Politique de Développement Industriel (PDI)	15 000
1.1.2	Suivi des entreprises industrielles	40 000
1.1.3	Suivi des projets industriels	45 547
1.1.4	Contrôle des engagements de 75 entreprises agréées au Code des Investissements	6 500
1.1.5	Suivi de la mise en oeuvre des contrats de performance signés entre l'Etat et certaines entreprises industrielles	6 500
1.1.6	Organisation de la Journée de l'Industrialisation de l'Afrique	3 000
1.1.7	Suivi de la mise en oeuvre de quatre (4) conventions d'établissement	5 000
1.1.8	Suivi de la mise en oeuvre de deux (2) protocoles d'accord	4 000
1.1.9	Opérationnalisation du Bureau d'Accueil et d'Orientation	8 000
1.1.10	Formation de 10 agents de la DNI dans les domaines de l'industrie et de l'administration générale.	17 000
1.1.11	Prise en charge du personnel	768 474
1.1.12	Travaux d'entretien et de renovation des DRI	26 046
3.1.1	Formation des entreprises à la démarche qualité	6 000
3.2.1	Organisation des trois sessions de formation à Tombouctou, Gao et district de Bamako	20 000
3.2.2	Accompagnent des entreprises agroalimentaires	2 280
3.3.1	Mission d'appui technique dans les régions	15 000
3.3.2	Projet d'opérationnalisation de la stratégie du secteur agroalimentaire	75 000
4.1.1	Caractérisation des produits identifiés comme Indication Géographique	16 000
4.2.1	Sensibilisation des entreprises sur l'importance de l'exploitation des actifs de la propriété industrielle à caractère techniques et sur l'innovation et le transfert de technologie.	41 547
4.3.1	Création et suivi du fonctionnement de Centres d'Appui à la Technologie et l'Innovation (CATI)	17 000
4.3.3	Projet de réhabilitation du CEMAPI	200 000
Total		**1 337 894**

Action 02 Amélioration de la Compétitivité des entreprises industrielles

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Transferts et subventions	232 295	252 006	239 595	243 067
Investissement	187 350	187 350	181 458	189 093
Total	**419 645**	**439 356**	**421 053**	**432 160**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Elaboration et Révision des normes/ Veille normative	16 500
2.1.2	Tenue de la Session du Conseil National de Normalisation et de Contrôle de Qualité (CNNCQ)	8 456
2.1.3	Sensibilisation/Communication sur les normes	6 500
2.1.4	Célébration de la Journée Mondiale de la Normalisation	18 250
2.1.5	Participation aux travaux des organismes régionaux et internationaux de normalisation	23 028
2.1.6	Prise en charge du personnel AMANORM	54 371
2.2.1	Vulgarisation de la Marque Nationale de Conformité aux Normes (MN)	6 500
2.3.1	Contribution à l'Organisation de la 6ème Edition du Prix Malien de la Qualité	6 500
2.3.2	Missions de sensibilisation sur la Politique Nationale de la Qualité (PNQ) sur toute l'étendue du territoire National	16 000
2.3.3	Renforcement des capacités des membres des Comités particuliers de certification à la Marque Nationale"MN"	16 000
2.3.5	Projet d'appui a AMANORM	50 000
5.1.1	Conception et mise en place des outils de suivi-évaluation du Programme	7 228
5.1.2	Conception d'un système de gestion du PRMN efficace	10 000
5.1.3	3 Elaboration et réalisation des plans de formation pour le personnel du BRMN et des séminaires de sensibilisation pour les membres du Conseil d'Administration	5 000
5.1.4	Elaboration et mise en oeuvre de la stratégie et du plan de communication	5 000
5.1.5	Réalisation du pré-diagnostic des entreprises.	3 000
5.1.6	Réalisation du diagnostic global de pour chacune des entreprises	14 000
5.1.7	Elaboration des plans de restructuration et de mise à niveau	8 000
5.1.8	Diffusion des offres de stages	1 000
5.1.9	Assistance à chaque entreprise dans la mise en oeuvre de son plan de restructuration	2 000
5.1.10	Assistance à chaque entreprise dans la mise en oeuvre de son plan de mise à niveau	2 000
5.1.11	Réalisation des sessions de formation	10 000
5.1.12	Programme de restructuration et de mise à niveau	100 000
5.1.13	Prise en charge du personnel Bureau restructuration	50 023
Total		**439 356**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
1.039	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
APPUI A LA CPS MIN. INDUSTRIE & COMMERCE		150 000	150 000	150 000	0	0
Total :		**150 000**	**150 000**	**150 000**	**0**	**0**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.084	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROJET OPERAT. STRATEGIE DVPT SECT AGRO ALIMENTAIRE		75 000		75 000	0	0
REHABILITATION CEMAPI		200 000	50 000	200 000	46 925	48 924
PROGR. RESTRUCT. MISE A NIVEAU ENTREPRISES AU MALI		100 000	100 000	100 000	92 795	96 748
APPUI AGENCE MALIENNE NORMAL. PROMOTION QUALITE		50 000	50 000	50 000	49 398	51 502
Total :		**425 000**	**425 000**	**425 000**	**189 118**	**197 174**

SECTION : 812 MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENTS ET SECTEUR PRIVE

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère de la Promotion de l'Investissement et du Secteur Privé prépare et met en oeuvre la politique nationale de promotion des investissements et du secteur Privé.

A ce titre, il est compétent pour :

-l'appui au développement des initiatives privées et le renforcement de la compétitivité des entreprises, sociétés et industries et de leur contribution au développement économique et social du

Pays ;

-l'amélioration du climat des affaires et le renforcement de la compétitivité et de l'attractivité de l'économie nationale ;

-la coordination du dialogue entre l'Etat et les institutions représentatives du secteur privé ;

-le suivi de la mise en oeuvre d'accords d'investissement ou de concrétisation de Promesses d"investissement;

-la promotion et le développement des investissements directs nationaux ou étrangers ;

-la promotion et le développement des systèmes financiers décentralisés;

-l'élaboration des règles relatives au partenariat public-privé et aux mécanismes innovants de financement de l'économie nationale, en rapport avec le ministre chargé de l'économie;

-la participation au processus de selection et de pilotage des projets de partenariat public-privé,

-la participation à la promotion des intérêts économiques du Mali dans le monde.

I.2 Les contraintes et les défis

Cette partie comprend une analyse des principales contraintes rencontrées et des défis qu'elles posent. Cette analyse porte sur chacun des programmes et globalement sur la mis en oeuvre de la stratégie du ministère.

I.2.1 Contraintes

- l'absence de structures dédiées à l'élaboration des éléments de la politique;
- la précarité de la situation sécuritaire du pays;
- la mauvaise gouvernance au niveau des SFD,
- l'absence de dispositif de refinancement durable des SFD;
- l'insuffisance de synergie entre les projets et programmes en faveur du secteur privé;
- l'insuffisance de dynamisme de la concertation entre l'Etat et le secteur privé.

I.2.2 Défis

- la restructuration du département;
- la promotion de la destination Mali;
- l'assainissement du secteur de la microfnance;
- la mise en place des mécanismes de refinancement des SFD;
- la mise en cohérence des interventions des différents partenaires du secteur privé.

I.3 La politique sectorielle

Pour mener à bien ses objectifs assignés, le Ministère de la Promotion de l'Investissement et du Secteur Privé dispose de deux politiques à savoir:

a) La politique nationale de développement de la micro finance et son plan d'actions 2016-2020 ont été adoptés suivant le Décret n° 2016-0498/P-RM du 07 juillet 2016.

Cette politique vise à «Construire un secteur de la microfinance professionnel qui contribue efficacement à la lutte contre la pauvreté grâce aux services offerts par des SFD majeurs viables et intégrés au système financier global »

Elle est structurée autour de quatre (4) axes stratégiques :

-construire un secteur de la micro finance professionnel qui contribue efficacement à l'amélioration des conditions de vie des ménages ;

-cibler prioritairement les secteurs productifs et générateurs de revenus et d'emplois pour les femmes et les jeunes ;

-Améliorer l'environnement et les capacités des SFD ;

-assainir le secteur et protéger les consommateurs.

b) La politique nationale de promotion des investissements du Mali et son plan d'actions 2017-2019 ont été adoptés suivant le décret n° 2017-0197/P-RM du 06 mars 2017.

Cette politique vise à «promouvoir les investissements dans les secteurs porteurs, ainsi que dans les Petites et Moyennes Entreprises».

Elle s'articule autour de neuf (09) axes stratégiques:

-renforcer les institutions et l'efficience des moyens de promotion des investissements ;

-Cibler la promotion des investissements en fonction des secteurs prioritaires ;

-Promouvoir les investissements dans les Petites et Moyennes Entreprises (PME) ;

-Intégrer la dimension régionale dans la promotion des investissements ;

-Promouvoir les investissements privés nationaux ;

-Améliorer l'environnement des affaires ;

-Accompagner les acteurs clés de l'investissement ;

-Promouvoir l'image du Mali comme « destination favorable à l'investissement » ;

-Développer le partenariat public privé.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

	Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016
1	Durée de la procédure pour créer une entreprise	Jour	3	3	3	3
2	Taux d'accès des populations pauvres aux services de micro-finance	%	19	17,10	20,15	13
3	Taux de satisfaction des Investisseurs au Mali	%	77	80	85	82

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 3 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Administration Générale	1 060 079	1 171 756	1 014 427	1 084 844
Appui au développement du secteur privé	1 281 657	1 537 729	964 262	994 415
Promotion et Développement de la Micro-finance	135 876	185 317	140 736	150 213
Total :	**2 477 612**	**2 894 802**	**2 119 425**	**2 229 472**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	163 713	248 377	183 456	198 802
Biens et services	1 319 419	1 069 419	954 444	1 019 221
Transferts et subventions	513 352	949 424	518 485	526 001
Investissement	481 128	627 582	463 040	485 448
Total :	**2 477 612**	**2 894 802**	**2 119 425**	**2 229 472**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Administration Générale

Responsable du Programme : le Secrétaire Général du Ministère de la Promotion de l'Investissement et du Secteur Privé.

a).Présentation stratégique du programme :

Le programme s'occupe de :

-la coordination, l'évaluation, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du département ;

-la gestion des ressources matérielles et financières.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 1 est bâti autour de cinq objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs (i) à la mise en oeuvre des politiques sectorielles (ii) à la gestion efficace des ressources matérielles et financières.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen termes. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Assurer le suivi de la mise en oeuvre des politiques et stratégies nationales dans les domaines des investissements et du développement du secteur privé

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux d'exécution du programme d'activités du département	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuel du département

Precision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées/nombre d'activités programmées)*100

1.2 Taux de mise en oeuvre des recommandations issues des revues sectorielles sous-secteur des investissements	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel de mise en oeuvre des recommandations issues des revues sectorielles

Precision Méthodologique : (Nombre de recommandations mises en oeuvre/ Nombre de recommandations formulées)* 100

Objectif 2: Améliorer la gestion des ressources matérielles et financières du département

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux d'exécution du budget	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Comptes administratifs

Precision Méthodologique : (Crédits engagés /Crédits notifiés) x100

2.2 Taux de réalisation des sessions de formation	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports de formation

Precision Méthodologique : (Nombre de sessions de formation réalisées/ Nombre de session de formations prgrammées) x 100

Objectif 3: Améliorer la visibilité des actions menées par le département dans les domaines des investissements et du développement du secteur privé

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Taux de couverture médiatique des actions du département	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités, Acte de transfert

Precision Méthodologique : (Nombre d'actions de communication médiatisées/Nombre d'actions programmées) *100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	128 294	209 971	143 660	155 027
Biens et services	836 560	866 560	782 367	835 424
Investissement	95 225	95 225	88 400	94 393
Total :	**1 060 079**	**1 171 756**	**1 014 427**	**1 084 844**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Coordination et pilotage de la politique de promotion des investissements et du secteur privé	285 462	285 462	280 783	299 816
Gestion financière et matérielle	774 617	886 294	733 644	785 028
Total :	**1 060 079**	**1 171 756**	**1 014 427**	**1 084 844**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	13	10	10	10
CATEGORIE B	6			
CATEGORIE B1		4	4	4
CATEGORIE B2		4	4	4
CATEGORIE C	2	5	5	5
CONTRACTUEL	11	14	14	14
Total :	**32**	**37**	**37**	**37**

Action 01 Coordination et pilotage de la politique de promotion des investissements et du secteur privé

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	82 862	82 862	93 095	99 406
Biens et services	202 600	202 600	187 688	200 410
Total	**285 462**	**285 462**	**280 783**	**299 816**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel	82 862
1.1.2	Coordination et suivi de la mise en oeuvre des politiques nationales de la promotion des investissements et du secteur Privé et du développement de la microfinance	29 846
1.2.1	Suivi de la mise en oeuvre des recommandations de la revue sectorielle 2017	29 852
1.2.2	Organisation des missions de suivi évaluation	67 902
3.1.1	Mise en oeuvre du programme de communication du département	75 000
Total		**285 462**

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	45 432	127 109	50 565	55 621
Biens et services	633 960	663 960	594 679	635 014
Investissement	95 225	95 225	88 400	94 393
Total	**774 617**	**886 294**	**733 644**	**785 028**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.3	Appui au fonctionnement du comité d'agrement aux regimes A,B,C ou aux zones économiques spéciales	31 579
2.1.1	Prise en charge du personnel	127 109
2.1.2	Préparation du budget du département	24 854
2.1.3	Exécution et suivi du budget du département	652 752
2.2.1	Réalisation de sessions de formation	50 000
Total		**886 294**

Le Programme : Appui au développement du secteur privé

Responsable du Programme : le Conseiller Technique chargé du Climat des Affaires.

a).Présentation stratégique du programme :

Le programme appui au développement du secteur privé est chargé de :

-la mobilisation des ressources financières pour alimenter les fonds d'appui au secteur privé (Fonds de garantie, Fonds à coûts partagés);

-l'examen des questions concernant le développement du secteur privé ;

-la promotion des investissements privés.

Il poursuit trois (03) objectifs à savoir :

-assurer la promotion des investissements privés (API-MALI);

-faciliter la concertation entre l'État et le Secteur Privé (BMCESP);

-améliorer le climat et la pratique des affaires (CTRCA).

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

La mise en oeuvre du programme « Appui au Développement du Secteur Privé» vise à atteindre spécifiquement trois objectifs. Ces objectifs assortis d'indicateurs de performance se présentent comme suit :

Objectif 1: Assurer la promotion des investissements privés.

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux des missions organisées pour la promotion des investissements au Mali	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités API-MALI

Precision Méthodologique : (Nombre de missions programées/Nombre de missions organisées) * 100

1.2 Taux d'accroissement du montant des investissements nationaux	%	17	20	21	22

Moyen de Vérification : Rapport d'activités API- Mali

Precision Méthodologique : Nombre de projets structurants financés / Nombre de projets structurants soumis) * 100

1.3 Taux de satisfaction des Investisseurs au Mali	%	94	98	100	100

Moyen de Vérification : Rapport de sondage annuel API-MALI et rapport ONUDI

Precision Méthodologique : Nombre d'usagers satisfaits/ Nombre d'usagers enquêtés) * 100

Objectif 2: Faciliter la concertation entre l'Etat et le Secteur Privé (BMCESP)

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Nombre de concertations tenues	%	2	2	2	2

Moyen de Vérification : Rapport annuel du Département

Precision Méthodologique : Dénombrement

Objectif 3: Améliorer le climat et la pratique des affaires

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Taux de réalisation des actions de réformes programmées	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel CTRCA

Precision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées/ Nmbre d'activités programmées)* 100

3.2 Taux d'exécution des activités de renforcement des capacités du personnel de la CTRCA/Secteurs Publics Privés	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport CTRCA, Comptes Administratifs

Precision Méthodologique : (Activités réalisées/Activités programmées) * 100

3.3 Taux de réalisation des actions de reformes programmées	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel CTRCA

Precision Méthodologique : (Nombre d'actions de réformées réalisées/ Nombre d'actions de reformes programmées)* 100

Objectif 4: Coordonner et suivre la mise en oeuvre des politiques et stratégies de développement du secteur privé

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
4.1 Nombre de rencontres institutionnelles tenues	Nbre	1	1	1	1

Moyen de Vérification : Rapport d'activités

Precision Méthodologique : Dénombrement

4.2 Taux de mise en oeuvre des initiatives de développement du secteur privé	%	25	45	65	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel de mise en oeuvre des initiatives de développement du secteur privé

Precision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées/Nombre d'activités programmées) x 100

4.3 Taux d'exécution des activités du Secrétariat Technique Permanent	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités du STP

Precision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées/ Nombre d'activités programmées) x 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	455 805	175 805	146 140	156 045
Transferts et subventions	513 352	949 424	518 485	526 001
Investissement	312 500	412 500	299 637	312 369
Total :	**1 281 657**	**1 537 729**	**964 262**	**994 415**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Promotion des investissements privés	755 852	899 924	453 776	463 329
Développement du secteur privé	525 805	637 805	510 486	531 086
Total :	**1 281 657**	**1 537 729**	**964 262**	**994 415**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	2	1	1	1
CATEGORIE B	2			
CATEGORIE B1		2	2	2
CONTRACTUEL	1	1	1	1
Total :	**5**	**4**	**4**	**4**

Action 01 Promotion des investissements privés

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	300 000			
Transferts et subventions	343 352	737 424	346 785	351 812
Investissement	112 500	162 500	106 991	111 517
Total	**755 852**	**899 924**	**453 776**	**463 329**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Organisation du forum "Investir au Mali"	200 000
1.1.2	Organisation de missions de promotion en Inde, Doubai, Autriche et Chine)	50 000
1.1.3	Organisation des missions économiques	50 000
1.2.1	Création des antennes régionales	150 000
1.2.2	Renforcement des capacités de l'API (Acquisition de biens et services)	426 852
1.2.4	Prise en charge du personnel de API Mali	10 572
1.3.1	Organisation des enquêtes/études et de sondages auprès des usagers	12 500
Total		**899 924**

Action 02 Développement du secteur privé

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	155 805	175 805	146 140	156 045
Transferts et subventions	170 000	212 000	171 700	174 189
Investissement	200 000	250 000	192 646	200 852
Total	**525 805**	**637 805**	**510 486**	**531 086**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Tenue des réunions de concertation du Partenariat Public Privé du BMCESP	18 937
2.1.2	Prise en charge du personnel du BMCESP	31 579
2.1.3	Renforcement des capacités du BMCESP	5 684
2.1.4	Mission de suivi des activités par le BMCESP	3 800
3.1.1	Organisation et réalisation des activités de suivi de la mise en oeuvre du plan stratégique et opérationnel des réformes (PSO)	6 939
3.1.2	Animation des comités techniques restreint des réformes	4 573
3.1.3	Organisation des sessions de formation pour le personnel de la Cellule et les structures partenaires publics et privés	9 566
3.1.4	Evaluation de l'impact des réformes mises en oeuvre	6 008
3.1.5	Organisation et tenue des ateliers de sensibilisation et d'information des usagers sur les réformes adoptées	8 674
3.2.1	Prise en charge du personnel de la CTRCA	69 430
3.2.2	Renforcement des capacités de la CTRCA (Acquistion de biens et services)	46 809
3.3.1	Appui à la mise en place du régime de l'entreprenant	5 000
3.3.2	Création d'un cercle de réflexion économique et de dialogue entre l'université et les chefs d'entreprises	10 000
3.3.3	Documentation des procédures administratives liées à l'investissement (eRégulation Mali)	10 000
3.3.4	Formation personnel de la CTRCA à l'utilisation du logiciel ORACLE	10 526
3.3.5	Conception et production des supports de communication (Agenda, Cartes de voeux, blocs notes et stylos personnalisés, cartes de visites)	20 000
3.3.6	Acquisition d'un outil de suivi évaluation (acquisition formation et assistance technique)	35 000
3.3.7	Mise en place d'un outil de veille stratégique	10 000
3.3.8	Mise en place d'un dispositif de traque de mauvaises pratiques	10 000
3.3.9	Acquisition d'un logiciel ORACLE pour le projet permis de construire	39 474
4.1.1	Organisation de la 1ère session du Conseil Supérieur du secteur privé présidée par le Président de République	21 012
4.1.2	Suivi de la mise en oeuvre des recommandations issues de la session du conseil supérieur du secteur privé	8 755
4.1.3	Acquisition de biens et services pour le compte du STP	7 826
4.2.1	Réalisation d'une enquête pour le renseignement de la base de données sur les PME.	80 000
4.2.2	Installation d'un réseau de Téléphonie (Intranet -Interphone)	20 000
4.3.1	Renforcement des capacités du STP (fournitures de consommables de bureau, informatiques)	20 000
4.3.2	Organistaion de Missions de suivi des activités du STP sur le terrain	11 412
4.3.3	Prise en charge du personnel du STP	106 800
Total		**637 805**

Le Programme : Promotion et Développement de la Micro-finance

Responsable du programme : le Conseiller Technique Chargé de la micro finance

a).Présentation stratégique du programme

Le programme Promotion et développement de la micro-finance est chargé :

-de l'harmonisation et la coordination des interventions des acteurs du secteur de la micro finance ;

-de l'élaboration et la mise en oeuvre des outils de promotion du secteur ;

-du suivi des projets et programmes et d'appui au plan d'actions de la politique nationale de développement de la micro finance ;

-de la mobilisation des ressources financières pour alimenter le mécanisme de refinancement durable des SFD.

b).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme n°3

La mise en oeuvre du programme « Promotion et développement de la micro finance» vise à atteindre spécifiquement trois (03) objectifs. Ces objectifs assortis d'indicateurs de performance se présentent comme suit :

Objectif 1: Contribuer à la professionnalisation des Sytèmes Financiers Décentralisés (SFD)					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Taux de mise en oeuvre des recommandations issues de rencontres du Groupe Consultatif National pour le developpement de la Micro Finance	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport CPA/SFD					
Precision Méthodologique : (Nombre de recommandations mises en oeuvre/ Nombre de recommandations formulées) * 100					
1.2 Taux d'accès des populations pauvres aux services de micro finance	%	15	17	18	19
Moyen de Vérification : Rapport annuel CPA/SFD					
Precision Méthodologique : (Nombre de bénéficiaires/populations pauvres) * 100					

Objectif 3: Améliorer l'environnement des affaires des SFD					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Nombre de SFD appuyés dans le cadre du refinancement	%	-	10	10	10
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités du CPA/SFD					
Precision Méthodologique : Dénombrement					

<u>Tableau 1</u> : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	**Budget**	**Prévisions**		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	35 419	38 406	39 796	43 775
Biens et services	27 054	27 054	25 937	27 752
Investissement	73 403	119 857	75 003	78 686
Total :	**135 876**	**185 317**	**140 736**	**150 213**

<u>Tableau 2</u> : Récapitulatif du programme par actions

Désignation	**Budget**	**Prévisions**		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Développement de la micro finance	135 876	185 317	140 736	150 213
Total :	**135 876**	**185 317**	**140 736**	**150 213**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	4	4	4	4
CATEGORIE B	1			
CATEGORIE B1		3	3	3
CATEGORIE C	1	1	1	1
CONTRACTUEL	10	9	9	9
Total :	**16**	**17**	**17**	**17**

Action 01 Développement de la micro finance

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	35 419	38 406	39 796	43 775
Biens et services	27 054	27 054	25 937	27 752
Investissement	73 403	119 857	75 003	78 686
Total	**135 876**	**185 317**	**140 736**	**150 213**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.2.1	Réalisation des études thématiques (genre/financement entreprenariat féminin, Cartographie financement agricole)	50 000
1.2.4	Elaboration d'un plan de formation pour les partenaires institutionnels (CPA, CCS, cadre de gestion des projets, etc.) et les consultants spécialisés en microfinance	56 454
3.1.1	Prise en charge du personnel du Centre de Promotion d'Appui aux Systèmes Finaciers Décentralisés	38 406
3.1.2	Mission de suivi de la mise en oeuvre des activités du CPA sur le terrain	10 435
3.1.3	Renforcement des capacités du CPA (fournitures de bureau, de consommables informatiques, de produits d'entritien et alimentaire)	16 619
3.1.4	Acquisition de biens et services (gardiennage des locaux du CPA et produits d'entretien)	13 403
Total		**185 317**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.085	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
APPUI MISE EN PLACE REFORMES ETAT/ SECTEUR PRIVE		150 000	100 000	150 000	93 850	97 848
APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE		100 000	100 000	100 000	98 796	103 004
APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS		150 000	100 000	150 000	93 850	97 848
Total :		**400 000**	**400 000**	**400 000**	**286 496**	**298 700**

SECTION : 820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère de l'Agriculture élabore et met en oeuvre la politique nationale dans les domaines de l'Agriculture.

A ce titre, il exerce les attributions suivantes:

- L'accroissement de la production et de la productivité agricole en vue de la sécurité et de la souveraineté alimentaires;
- la réalisation de travaux d'aménagement hydro-agricoles et d'équipements ruraux et de la maitrise de l'eau;
- la vulgarisation des techniques modernes de production;
- l'organisation de l'approvisionnement des producteurs en équipement, matériels et intrants;
- la diversification des filières;
- l'appui aux organisations de producteurs;
- la mise en place de mécanismes d'accompagnement des unités de production;
- le développement et la sécurisation de l'emploi rural salarié;
- la gestion du foncier agricole et des espaces pastoraux en rapport avec les ministères chargés des affaires foncières et de l'administration du territoire;
- le développement de la recherche, de l'enseignement et de la formation dans les domaines de l'Agriculture.

I.2 Les contraintes et les défis

L'une des principales caractéristiques du sous-secteur agricole est l'existence d'exploitations agricoles familiales de taille réduite. Ces exploitations se

caractérisent par leur faible niveau de modernisation, la pratique de techniques de production extensives et peu liées aux marchés.

I.2.1 Contraintes

- la forte vulnérabilité par rapport aux aléas climatiques (sécheresse, inondations mauvaise répartition des pluies dans le temps et dans l'espace) et aux

  risques majeurs (prédateurs);
- la faible performance des exploitations agricoles (faible recours aux engrais et aux semences améliorés, faible niveau de mécanisation);
- la faible maitrise des problèmes environnementaux (dégradation des sols).
- l'insuffisance de financement;
- l'insuffisance du système d'appui conseil et le faible niveau de formation des producteurs;
- la faiblesse du système d'information notamment les statistiques agricoles;
- la problématique de la gestion du foncier agricole.

I.2.2 Défis

Au regard des contraintes sus évoquées; les principaux défis peuvent etre resumés comme suite:

- l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle d'une population de plus en plus croissante;
- l' amélioration de la productivité et de la compétitivité agricoles en vue de valoriser et de positionner les produits agricoles maliens sur les marchés

  nattionaux, sous régionaux et internationaux;
- la sécurisatin et l'accroissement du revenu des exploitants agricoles.

I.3 La politique sectorielle

Le secteur Agricole constitue l'epine dorsale de l'economie malienne.Pour faire face aux defis et enjeux et assurer un developpement rural durable, les autorités maliennes ont pris des engagements et des mesures legistlatives et reglementaires fortes qui orientent les interventions publiques dans le secteur du developpememnt rural au Mali.Ces interventions publiques sont mises en oeuvre à travers les projets et programmes.On peut citer entre autres les documents de references ci-après.

-la Loi d'Orientation Agricole (LOA);

-le plan de passage à l'approche secterielle du Secteur developpement Agricole;

le Pacte ECOWAP/PDDA du Mali;

-la Politique de Developpement Agricole (PDA).

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

	Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016
1	Taux de réalisations des superficies aménagées	%	22,12	57,20	55,10	95,41
2	Taux de réalisation de linéaire de reseaux entretenus	%	22,32	61,14	100,38	80,9
3	Taux d'accroissement des productions céréalières	%	-14	22	15,26	10
4	Poucentage des superficies infestées traitées	%	56,8	56,8	86,02	27,42
5	Taux de couverture en postes d'inspection phytosanitaire frontaliers	%	45,45	45,45	63,63	63,63
6	Nombre de technologies et innovations techniques produites	Nbre	3	10	5	27
7	Taux de réalisation de fiches techniques pour une application des innovations de techniques générées	%	100	100	100	100

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 5 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Administration Générale	49 639 969	37 156 434	63 602 905	65 102 473
Appui au Monde Rural	41 429 133	28 589 692	58 940 341	62 297 387
Aménagement et Equipement Rural	85 119 128	65 376 298	83 375 474	87 800 759
Recherche - Formation	13 284 496	11 814 258	4 629 517	4 717 522
Appui au financement de l'Agriculture	5 000 000	5 000 000	6 603 305	6 972 429
Total :	**194 472 726**	**147 936 682**	**217 151 542**	**226 890 570**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	5 681 511	5 728 878	6 144 522	6 561 103
Biens et services	2 911 366	3 334 678	2 570 646	2 744 842
Transferts et subventions	33 692 743	29 698 920	43 008 180	42 980 313
Investissement	152 187 106	109 174 206	165 428 194	174 604 312
Total :	**194 472 726**	**147 936 682**	**217 151 542**	**226 890 570**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Administration Générale

Responsable du Programme : le Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture

a) Présentation stratégique du programme

Le programme s'occupe de :

i) la gestion des ressources humaines, matérielles et financières ;

ii) la coordination, l'évaluation, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du Département ;

iii) la coordination du système de planification et de production des statistiques du secteur ;

iv) le suivi de la mise en oeuvre du processus de décentralisation et de déconcentration au sein du Ministère.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme I est bâti autour de cinq (05) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à :

(i) la mise en oeuvre des politiques sectorielles (ii) ;

(ii) la gestion efficace des ressources humaines, matérielles et financières ;

(iii) la gestion des services et des deniers publics ;

(iv) la décentralisation et de déconcentration au sein du département.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen termes. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Améliorer la coordination des politiques et stratégies du département

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux d'exécution des activités du département	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel

Precision Méthodologique : (activités réalisées / activités prévues) x 100

1.2 Taux d'exécution du plan de communication	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel

Precision Méthodologique : (activités réalisées / activités prévues) x 100

Objectif 2: Améliorer le système de planification et de production de l'information statistique

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux de réalisation des activités de la CPS/SDR	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports d'activités

Precision Méthodologique : (activités réalisées / activités prévues) x 100

Objectif 3: Impulser le processus de décentralisation de déconcentration au sein du département

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Taux de mise en oeuvre et suivi des plans de transfert des compétences aux collectivités.	%	24	30	35	35

Moyen de Vérification : Rapport annuel

Precision Méthodologique : (budget transféré / budget prévu) x 100

Objectif 4: Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financières					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
4.1 Taux d'exécution du budget	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Compte administratif
Precision Méthodologique : (crédits liquidés / crédits notifiés) x 100

4.2 Taux de réalisation des activités du plan de formation	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : fichier du personnel
Precision Méthodologique : (besoins satisfaits en personnel / besoins exprimes) x 100

Objectif 5: Assurer efficacement la gestion des ressources humaines					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
5.1 Taux de satisfaction du cadre organique	%	75	76	77	77

Moyen de Vérification : Fichier du personnel
Precision Méthodologique : (besoins satisfaits en personnel / besoins exprimés) x 100

Objectif 6: Renforcer le controle du fonctionnement et de l'action des services et organismes relevant du département					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
6.1 Taux d'exécution des missions de vérifications de gestion et de performance	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel
Precision Méthodologique : (nombre de missions effectueées / nombre de missions programmées) x 100

6.2 Taux de mise en oeuvre des recommendations issues des missions de suivi	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel
Precision Méthodologique : (nbre de recommandations mise en oeuvre/recommandations issues des missions de suivi) x 100

Objectif 7: Assurer efficacement la diffusion des textes de la LOA					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
7.1 Taux de réalisation des actions de diffusion des textes de la LOA	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités
Precision Méthodologique : Nombre d'actions réalisées / nombre d'actions programmées) x 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	1 300 477	1 481 326	1 406 461	1 501 817
Biens et services	2 202 277	2 512 893	1 944 267	2 076 094
Transferts et subventions	25 374 991	20 974 991	35 321 926	35 315 485
Investissement	20 762 224	12 187 224	24 930 251	26 209 077
Total :	**49 639 969**	**37 156 434**	**63 602 905**	**65 102 473**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Coordination et pilotage de la politique et stratégie agricole	44 517 021	31 987 294	58 752 544	59 997 033
Gestion financière et matérielle	3 166 840	3 028 629	2 903 790	3 064 277
Gestion des ressources humaines	118 940	488 793	124 484	132 922
Processus de décentralisation et de deconcentralisation	34 848	44 848	30 760	32 841
Contrôle, assistance à la gestion du sous-secteur de l'agriculture	388 964	354 328	382 382	400 850
Loi d'Orientation Agricole	7 217	168 700	6 370	6 801
Planification, programmation et suivi évaluation	1 406 139	1 083 842	1 402 575	1 467 749
Total :	**49 639 969**	**37 156 434**	**63 602 905**	**65 102 473**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	141	121	123	125
CATEGORIE B	121			
CATEGORIE B1		48	49	50
CATEGORIE B2		46	46	46
CATEGORIE C	92	46	46	46
CONTRACTUEL	342	323	329	335
Total :	**696**	**584**	**593**	**602**

Action 01 Coordination et pilotage de la politique et stratégie agricole

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	532 726	462 999	576 142	615 204
Biens et services	284 295	324 295	250 974	267 985
Transferts et subventions	25 000 000	20 600 000	35 000 000	35 000 000
Investissement	18 700 000	10 600 000	22 925 428	24 113 844
Total	**44 517 021**	**31 987 294**	**58 752 544**	**59 997 033**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Pilotage des activités du département	315 619
1.1.2	Prise en charge du personnel	462 999
1.1.3	Prise en charge des activités du Centre National de Lutte contre la Secheresse au Sahel	3 926
1.1.4	Appui Fonds National Agriculture	5 000 000
1.1.5	Appui aux Villages Ruraux	1 500 000
1.1.6	CPR et Equipements Ruraux	1 500 000
1.1.7	Prise en charge des intrants agricoles	20 600 000
1.2.1	Suivi de la mise en oeuvre du plan d'action du département	4 750
2.1.4	Appui CPS/SDR	100 000
2.1.8	Projet Accroissement Product au Mali (PAPAM)	2 500 000
Total		**31 987 294**

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	437 889	424 678	473 576	505 684
Biens et services	1 772 552	1 772 552	1 564 920	1 671 045
Transferts et subventions	358 887	358 887	308 102	301 938
Investissement	597 512	472 512	557 192	585 610
Total	**3 166 840**	**3 028 629**	**2 903 790**	**3 064 277**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.1.1	Préparation du budget du département	20 000
4.1.2	Exécution du budget du département	1 876 964
4.1.3	Prise en charge du personnel	424 678
4.1.4	Réhabilitation/Equipements Bureaux DAF	175 000
4.1.5	Prise en charge des dépenses d'appui aux structures et organismes	95 000
4.1.6	Prise en charge des activités de fonctionnement KR2	4 750
4.1.7	Prise en charge des activités agricoles (SIAGRI, SIA de Paris, Journée du Paysan et les Bourses Céréalières)	200 000
4.1.8	Prise en charge des dépenses diverses de transfert (ACODEP)	59 137
4.1.9	Dépenses en investissement	78 100
4.2.1	Exécution des activités du plan de formation du département	95 000
Total		**3 028 629**

Action 03 Gestion des ressources humaines

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	98 073	418 793	106 065	113 256
Biens et services	20 867	70 000	18 419	19 666
Total	**118 940**	**488 793**	**124 484**	**132 922**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
5.1.1	Gestion du personnel	70 000
5.1.2	Prise en charge du personnel	418 793
Total		**488 793**

Action 04 Processus de décentralisation et de deconcentralisation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	29 636	39 636	26 160	27 930
Investissement	5 212	5 212	4 600	4 911
Total	**34 848**	**44 848**	**30 760**	**32 841**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Mise en oeuvre et suivi des plans de transfert des compétences du sous-secteur de l'agriculture	44 848
Total		**44 848**

Action 05 Contrôle, assistance à la gestion du sous-secteur de l'agriculture

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 05 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	63 201	38 565	68 351	72 985
Biens et services	50 159	90 159	44 278	47 276
Transferts et subventions	16 104	16 104	13 824	13 547
Investissement	259 500	209 500	255 929	267 042
Total	**388 964**	**354 328**	**382 382**	**400 850**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 05

	Intitulé de l'activité	Coût activité
6.1.1	Suivi de la mise en oeuvre d'un dispositif de controle interne dans les structures du département	16 089
6.1.2	Mise en oeuvre du programme annuel de vérification de gestion et de performance	69 224
6.2.1	Suivi de la mise en oeuvre des recommandations suite aux missions de vérification de gestion et de performance	30 450
6.2.2	Prise en charge du personnel	38 565
6.2.3	Construction / Equipement Inspection de l'Agriculture	200 000
Total		**354 328**

Action 06 Loi d'Orientation Agricole

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 06 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	7 217	168 700	6 370	6 801
Total	**7 217**	**168 700**	**6 370**	**6 801**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 06

	Intitulé de l'activité	Coût activité
7.1.1	Elaboration, adoption et diffusion des textes de la LOA	168 700
Total		**168 700**

Action 07 Planification, programmation et suivi évaluation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 07 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	168 588	136 291	182 327	194 688
Biens et services	37 551	47 551	33 146	35 391
Investissement	1 200 000	900 000	1 187 102	1 237 670
Total	**1 406 139**	**1 083 842**	**1 402 575**	**1 467 749**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 07

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Planification des projets et programmes du département	5 457
2.1.2	Organisation des missions de suivi évaluation des projets et programmes du département	42 094
2.1.3	Prise en charge du personnel	136 291
2.1.5	Projet Appui Mise en oeuvre EAC	300 000
2.1.6	Réhabilitation Bureau CPS	300 000
2.1.7	Recensement Général Agricole Elevage et Pêche	300 000
Total		**1 083 842**

Le Programme : Appui au Monde Rural

Responsable du Programme : le Directeur National de l'Agriculture

a) Présentation stratégique du programme :

Le programme "Appui au Monde Rural" vise à :

- Assurer la promotion et la modernisation des filières agricoles ;
- oncevoir et suivre la mise en oeuvre des actions de formation, de conseil, de vulgarisation et de communication à l'intention des producteurs agricoles ;
- Protéger les cultures et récoltes contre les nuisibles ;
- Élaborer et veiller à l'application de la réglementation relative au contrôle phytosanitaire et au conditionnement des produits agricoles ;
- Participer à la définition et à la mise en oeuvre de la politique de recherche agricole ;
- Participer à l'élaboration et au suivi des normes de qualité des produits et intrants agricoles ;
- Réaliser la collecte, le traitement, la centralisation et la diffusion de données dans le domaine agricole ;
- Faciliter l'accès des producteurs aux intrants agricoles.

Le budget programme 2018 est élaboré en tenant compte des orientations du Mali en matière de développement consignées dans les documents suivants :

- La déclaration de Politique Générale du Gouvernement;
- Le Programme d'Action Gouvernemental ;
- Le Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) 2016-2018 ;
- La Loi d'Orientation Agricole (LOA) ;
- La Politique de Développement Agricole (PDA) ;
- Le Plan d'Action National sur la Gestion Intégrée de la Fertilité des Sols au Mali.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme d'Appui au Monde Rural est bâti autour de (4) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des objectifs ci-dessous:

-Augmentation de la production et de la productivité agricoles en vue d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle;

-Amélioration des conditions de vie des populations rurales en contribuant à la réduction de la pauvreté.

Objectifs spécifiques

-Accroitre la production et la productivité agricoles à travers l'intensification.

-Assurer une meilleure protection des cultures, des récoltes et des pâturages contre les nuisibles.

-Améliorer le contrôle de qualité et veiller à l'application correcte des normes sur les intrants agricoles, les produits et denrées alimentaires d'origine végétale.

-Promouvoir et diversifier les filières agricoles.

Objectif 1: Accroitre la production et la productivité agricoles à travers l'intensification					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Taux d'accroissement des productions céréalières	%	11	9	9	9
Moyen de Vérification : Rapports DNA et CPS/SDR					
Precision Méthodologique : Production (n) - production (n-1) / production (n-1) x 100					
1.2 Rendement des principales cultures céréalières	kg/ha	-	-	-	-
Moyen de Vérification : Rapports DNA et CPS/SDR					
Precision Méthodologique : Quantités recoltées/ superficie emblavées					
1.8 Fonio	kg/ha	700	700	700	700
Moyen de Vérification : Rapport annuel					
Precision Méthodologique : Dénombrement					

Objectif 2: Améliorer le controle de qualité et veiller à l'application correcte des normes sur les intrants agricoles, les produits et denrées alimemtaires d'origine végétale.					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Pourcentage de postes d'inspection phytosanitaire frontaliers construits et opérationnels	%	81,81	90,90	100	-
Moyen de Vérification : Rapports DNA					
Precision Méthodologique : Nombre de poste fonctionnels sur le nombre total des postes frontaliers (11) x 100					
2.2 Pourcentage de textes législatifs et réglementaires harmonisés	%	67	100	-	-
Moyen de Vérification : Journal officiel					
Precision Méthodologique : Nombre de textes harmonisés sur nombre de textes non harmonisés par rapport à ceux de la CEDEAO x 100					
2.3 Pourcentage de produits exportés notifiés et rejet.	%	0,00	0,00	0,00	0,00
Moyen de Vérification : Rapport DNA, lettre de notification de rejets					
Precision Méthodologique : Quantité de produit saisis sur quantité de produits controlés (à l'import et à l'export) x 100					
Formule : quantité de produits exportés notifiés non conforme sur quantité totale de produits exportés x 100					
2.4 Poucentage de produits saisis à l'importation et à l'exportation	%	0,00	0,00	0,00	0,00
Moyen de Vérification : Rapports de DNA et CPS/SDR					
Precision Méthodologique : (Production (tonne) / Superficie (ha) x 100					

Objectif 3: Assure une meilleure protection des cultures,des récoltes et des paturages contre les nuisibles					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Pourcentage de superficies infestées traitées	%	90,83	90,83	90,83	90,83
Moyen de Vérification : Rapport annuel de l'OVP et CNLCP					
Precision Méthodologique : Rapport superficies traitées sur superficies infestées x 100					

Objectif 4: Promouvoir et diversifier les filières agricoles					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
4.1 Nombre de filières organisées	Nombre	2	3	4	5
Moyen de Vérification : Rapport:DNA, APCAM					
Precision Méthodologique : Dénombrement					
4.2 Nombre OP formées par filière	Nombre	20	20	20	20
Moyen de Vérification : Rapport APCAM ,DNA, Offices et Projets Programmes					
Precision Méthodologique : Dénombrement					
4.3 Quantités de produits exportés	tonnes	-	-	-	-
Moyen de Vérification : Rapport PCDA, Cadre intégré, DNA, CMDT					
Precision Méthodologique : Dénombrement					
4.8 Produits de cueillette	tonne	18254	20080	22088	24297
Moyen de Vérification : Rapport PCDA,Cadre intégré, DNA,CMDT					
Precision Méthodologique : Dénombrement					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	3 707 766	3 627 749	4 009 931	4 281 795
Biens et services	494 447	541 193	436 450	465 989
Transferts et subventions	1 523 351	1 676 081	1 226 219	1 201 682
Investissement	35 703 569	22 744 669	53 267 741	56 347 921
Total :	**41 429 133**	**28 589 692**	**58 940 341**	**62 297 387**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Intensification de la production agricole	37 910 654	26 089 702	56 179 097	59 461 741
Protection des cultures	2 143 326	1 576 435	1 407 455	1 428 812
Diversification des filières agricoles	1 197 493	716 020	1 196 390	1 250 508
Organisation de la profession agricole	177 660	207 535	157 399	156 326
Total :	**41 429 133**	**28 589 692**	**58 940 341**	**62 297 387**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
CATEGORIE A	431	335	341	347
CATEGORIE B	542			
CATEGORIE B1		30	30	30
CATEGORIE B2		475	484	493
CATEGORIE C	611	552	563	575
CONTRACTUEL	326	265	269	273
Total :	**1 910**	**1 657**	**1 687**	**1 718**

Action 01 Intensification de la production agricole

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	3 404 910	3 348 748	3 682 400	3 932 061
Biens et services	432 199	478 945	381 502	407 321
Transferts et subventions	444 976	492 340	382 003	374 357
Investissement	33 628 569	21 769 669	51 733 192	54 748 002
Total	**37 910 654**	**26 089 702**	**56 179 097**	**59 461 741**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Appui conseil aux producteurs	588 159
1.1.2	Renforcement des capacités des acteurs du secteur agricole	23 000
1.1.4	Prise en charge du personnel	3 348 748
1.1.7	Mise en oueuvre du contrat plan OMVF	538 795
1.1.9	Mise en oeuvre du programme d'activites PAFA (Appui Budgetaire Sectoriel Suisse)	771 000
1.2.1	Projet de développement de la ferme rizicole de Sabé	550 000
1.2.2	Programme de renforcement de la résilience à la sécurité alimentaire	5 250 000
1.2.3	Programme 2 de renforcement de la résilience au Sahel	8 870 000
1.2.4	Projet développement Mali grenier agricole	50 000
1.2.5	Projet Développement Rural Intégré du Kita (Phase2)	3 800 000
1.2.7	Projet de Développement du KAARTA	200 000
1.2.8	Projet Aménagement Productivité Agricole en Afrique Subsaharien	2 100 000
Total		**26 089 702**

Action 02 Protection des cultures

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	117 210	102 754	126 762	135 356
Biens et services	55 558	55 558	49 043	52 364
Transferts et subventions	895 558	943 123	687 276	673 529
Investissement	1 075 000	475 000	544 374	567 563
Total	**2 143 326**	**1 576 435**	**1 407 455**	**1 428 812**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.5	Mise en oueuvre du contrat plan OMB	576 150
3.1.1	Surveillance et lutte contre les nuisibles des cultures, des récoltes et des pâturages.	452 350
3.1.2	Prise en charge du personnel OPV	285 464
3.1.3	Surveillance et lutte contre le criquet pèlerin	159 717
3.1.4	Prise en charge du personnel CNLCP	102 754
Total		**1 576 435**

Action 03 Diversification des filières agricoles

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	163 732	162 259	177 070	189 073
Biens et services	6 690	6 690	5 905	6 304
Transferts et subventions	27 071	47 071	23 240	22 775
Investissement	1 000 000	500 000	990 175	1 032 356
Total	**1 197 493**	**716 020**	**1 196 390**	**1 250 508**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.10	Mise en oeuvre des activités du Service Semencier National	216 020
4.1.1	Diversification des filières agricoles	500 000
Total		**716 020**

Action 04 Organisation de la profession agricole

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	21 914	13 988	23 699	25 305
Transferts et subventions	155 746	193 547	133 700	131 021
Total	**177 660**	**207 535**	**157 399**	**156 326**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.8	Prise en charge des activités de l'apcam	207 535
Total		**207 535**

Le Programme : Aménagement et Equipement Rural

Responsable de Programme : le Directeur National du Génie Rural

a).Présentation stratégique du programme

Ce programme a pour objectif l'élaboration des élements de la Politique du Gouvernement en matière d' Aménagement et d'Equipement Rural ainsi que le suivi et la coordination de la mise en oeuvre de ladite Politique.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme est bati autour de trois (03) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à l'Aménagement et l'Equipement Rural.

Objectif 1: Aménager progressivement lees terres dans les zones recelant d'importantes potentialités hydro-agricoles (pi, piv, bas-fonds, pistes agricoles...

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Superficies aménagées et réhabilitées	ha	-	40425	11328	2313

Moyen de Vérification : Rapport trimestriel du PGA, Rapport bilan du PGA
Precision Méthodologique : Mesure de superficies réalisées et réhabilitées

1.2 Linéaires des pistes rurales réalisées (nouveaux réhabilitations)	km	-	276	130	60

Moyen de Vérification : Rapports d'exécution des Offices, Agences, Projets et Programmes
Precision Méthodologique : Mesure de linéaires de pistes rurales réalisées

Objectif 2: Moderniser et augmenter le niveau d'équipements des producteurs.					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Nombre d'Unités d'Entreprise Agricole (EA) et d'exploitations AGRICOLE familiales (EAF) équipées en matéreils agricoles	nombre	21 000	22 654	18 687	25 359
Moyen de Vérification : Rapport trimestriel du PGA, Rapport bilan du PGA, Rapport de mission et suivi supervision de la DNGR					
Precision Méthodologique : Dénombrement					
2.2 Nombre de magasins mis à la disposition des producteurs	nombre	-	65	42	-
Moyen de Vérification : Rapport trimestriel du PGA, Rapport bilan du PGA, Rapport de mission et suivi supervision de la DNGR					
Precision Méthodologique : Dénombrement					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	667 111	613 372	721 473	770 383
Biens et services	198 798	240 592	175 458	187 313
Transferts et subventions	3 039 406	3 137 521	2 601 162	2 549 129
Investissement	81 213 813	61 384 813	79 877 381	84 293 934
Total :	**85 119 128**	**65 376 298**	**83 375 474**	**87 800 759**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Aménagement, réhabilitation et équipement des terres agricoles	85 119 128	65 376 298	83 375 474	87 800 759
Total :	**85 119 128**	**65 376 298**	**83 375 474**	**87 800 759**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
CATEGORIE A	165	221	225	229
CATEGORIE B	186			
CATEGORIE B1		31	31	31
CATEGORIE B2		232	235	238
CATEGORIE C	72	211	215	219
CONTRACTUEL	164	223	228	233
Total :	**587**	**918**	**934**	**950**

Action 01 Aménagement, réhabilitation et équipement des terres agricoles

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	667 111	613 372	721 473	770 383
Biens et services	198 798	240 592	175 458	187 313
Transferts et subventions	3 039 406	3 137 521	2 601 162	2 549 129
Investissement	81 213 813	61 384 813	79 877 381	84 293 934
Total	**85 119 128**	**65 376 298**	**83 375 474**	**87 800 759**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Etudes identification, reconnaissance, élaboration de TDR et production des rapports	23 394
1.1.2	Suivi -supervision	12 760
1.1.3	Validation APS, APD.	35 587
1.2.1	Etudes (identification, élaboration TDRS, spécifications technique des dossiers de passation des marchés et production des rapports)	70 181
1.2.4	Suivi-supervision	13 240
1.2.5	Prise en charge du personnel	613 372
1.2.6	Projet1: Mise en oeuvre du projet IPRODI programme Nord	2 000 000
1.2.7	Projet2:Mise en oeuvre Aménagement Hydroagricole Sikasso	2 000 000
1.2.9	Projet3: SAOUNE	100 000
1.2.10	Projet4: Etude Aménagement des Bas-Fonds PPTE	150 000
1.2.11	Projet5: PDI-BS	19 130 000
1.2.12	Projet 7: Appui Croissance Eco. Promo. Emploi Secteur Privé(PACEPEP)	3 050 000
1.2.13	Projet 8: Projet Aménagement Hydro-Agricole Molodo Nord / BOAD	4 850 000
1.2.14	Projet 9: Proj.Renf. Sécu. Aliment. DVPT Cult. IRRIG (PRESAN-DCI)	6 500 000
1.2.15	Projet 9: PROJ. RENF. SECU.ALIMENT. DVPT.CULT.(PRESAN-KL)	8 400 000
1.2.16	Pojet 10: Amélioration du système d'irrigation du périmètre irrigué de Baguineda	1 800 000
1.2.17	Projet 11: PARIIS	2 700 000
1.2.18	Projet12: PADER-S1	3 000 000
1.2.19	Mise en oeuvre du contrat plan ETAT et ON	5 000 000
1.2.20	Mise en oeuvre du contrat plan ETAT et ORS	985 976
1.2.21	Mise en oeuvre du contrat plan ADRS	250 000
1.2.22	Mise en oeuvre du contrat plan ETAT et ODRS	995 399
1.2.23	Mise en oeuvre du contrat plan ETAT et OHVN	1 206 277
1.2.24	Mise en oeuvre du contrat plan ETAT et ORM	655 127
1.2.25	Mise en oeuvre du contrat plan ETAT et OPIB	330 000
1.2.26	Prise en charge des activités de l'ATI	231 041
1.2.27	Validation schémas, APS, APD	44 661
1.2.28	prise en charge des activités de l'OPIB	398 709
1.2.29	Prise en charge des activitésde l'ADRS	755 659
2.1.1	Etude (identification, reconnaissance, élaboration de TDR, sp&cification technique des dossiers de passation des marchéet production des rapports)	23 394
2.1.2	Suivi -supervision	14 887
2.2.1	Etude (identification, reconnaissance, élaboration de TDR, sp&cification technique des dossiers de passation des marchéet production des rapports)	23 394
2.2.2	suivi-supervision	13 240
Total		**65 376 298**

Le Programme : Recherche - Formation

Responsable du Programme : le Directeur Général de l'IER

a)Présentation stratégique du programme

Le Programme porte sur le développement institutionnel et le renforcement des capacités des structures de recherche dont l'objectif global est de Contribuer à l'augmentation de la production et de la qualité des productions agricoles, animales, forestières, halieutiques par des recherches mieux adaptées aux besoins du monde rural pour l'amélioration des revenus et la sécurité alimentaire des populations.

Les principales missions du Programme se résument comme suit :

-assister les ministres chargés du secteur Agricole dans l'élaboration et le contrôle de la mise en oeuvre de la politique nationale en matière de recherche Agricole ;

-procéder à la mise au point de technologies appropriées dans les domaines des cultures irriguées et pluviales, des productions animales, des productions forestières et halieutiques, des systèmes de production et gestion des ressources naturelles et du machinisme agricole pour l'accroissement de la production et de la productivité du monde rural ;

-diffuser à travers des fiches techniques : les technologies, les innovations techniques et les conseils transférables issus des travaux de recherche et d'étude.

a)Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 4 est bâti autour de trois objectifs spécifiques constituant des actions. Il s'agit de :

- Améliorer durablement la productivité des chaines de valeurs Agricoles dans les exploitations Agricoles familiales et entreprises Agricoles, la gestion des ressources naturelles et la protection de l'environnement ;
- Renforcer les capacités des structures et du personnel de recherche dans l'élaboration, la mise en oeuvre et le suivi-évaluation des activités de recherche adaptées aux besoins des acteurs des chaines de valeur des filières Agricoles et péri-Agricoles ;
- Renforcer les capacités des agents du Conseil agricole, des OPA et des Collectivités Territoriales sur l'utilisation durable des technologies et innovations générées.

A ces objectifs, sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen termes.

Objectif 1: Améliorer durablement la productivité des chaaines de valeurs agricoles dans les exploitations agricoles familiales et entreprises agricoles, la gestion des ressources naturelles et la protectuion de l'environnement.					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Nombre de technologies et innovations produites	nombre	20	16	17	20

Moyen de Vérification : Rapport annuel
Precision Méthodologique : Dénombrement des technologies et innovations produites

Objectif 2: Renforcer les capaciés des structures et du personnel de recherche dans l'élaboration, la mise en oeuvre et le suivi-évaluation des activités de recherche adaptées aux besoins des chaines de valeur des filières agricoles et péri-agricoles.					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Pourcentage de rapports et de propositions de recherche validés par la Commission Scientifique du CNRA	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Compte rendue de la Commission Scientifique du CNRA					
Precision Méthodologique : Rapport entre le nombre de propositions et de rapports de recherche validés (Dv) en une année et le nombre de document soumis à validation (Dv) la meme année. Le calcul est effectué pour chaque type de document comme suit: (Dv / Ds) x 100.					
2.2 Taux d'exécution du budget des activités de recherche	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel					
Precision Méthodologique : Montant total du budget exécuté (Be) en une année sur le montant global des budgets obtenus (Bo) la meme année pour l'ensemble des activités de recherche exprimé en pourcentage: (Be/Bo)x100					
2.3 Taux de satisfaction des besoins exprimés en infractructures, matériels et équipements de recherche	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel					
Precision Méthodologique : Nombre total de marché exécuté (MARex) en une année sur l'ensemble des marchés planifiés (MARpI) pour la meme année exprimé en pourcentage; (MARex/MARpl)x100					

Objectif 4: Accroitre la production et la productivité Agricoles à travers lintensification					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
4.1 Appui conseil aux Producteurs	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports DNA et CPS/SDR					
Precision Méthodologique : : Production (n) - production (n-1) / production (n-1) x100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	6 157	6 431	6 657	7 108
Biens et services	15 844	40 000	14 471	15 446
Transferts et subventions	3 754 995	3 910 327	3 858 873	3 914 017
Investissement	9 507 500	7 857 500	749 516	780 951
Total :	**13 284 496**	**11 814 258**	**4 629 517**	**4 717 522**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par actions

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Recherche et formation	13 284 496	11 814 258	4 629 517	4 717 522
Total :	**13 284 496**	**11 814 258**	**4 629 517**	**4 717 522**

Tableau 3 : Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
CATEGORIE A	90	99	101	103
CATEGORIE B	54			
CATEGORIE B1		10	10	10
CATEGORIE B2		45	46	47
CATEGORIE C	29	48	49	50
CONTRACTUEL	87	84	86	88
Total :	**260**	**286**	**292**	**298**

Action 01 Recherche et formation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	6 157	6 431	6 657	7 108
Biens et services	15 844	40 000	14 471	15 446
Transferts et subventions	3 754 995	3 910 327	3 858 873	3 914 017
Investissement	9 507 500	7 857 500	749 516	780 951
Total	**13 284 496**	**11 814 258**	**4 629 517**	**4 717 522**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel	3 208 100
1.1.2	Production de semences	36 842
1.1.3	Adaptation de l'agriculture et de l'élevage au changement climatique (ACC) au Mali	150 000
1.1.4	Construction de la voie d'accès au Centre Sino Malien	200 000
1.1.5	Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO/WAPP) II	7 300 000
2.1.1	Animation et Gestion scientifique	28 000
2.2.1	Appui au fonctionnement des institutions	324 137
2.2.2	Suivi Evaluation des activités de recherche	11 117
2.3.1	Acquisition de matériels, d'équipements et d'infrastructures de recherche	207 500
2.3.2	Sécurisation et amélioration du cadre de travail	302 041
3.1.1	Valorisation des résultats de recherche	2 863
4.1.1	Appui conseil aux producteurs	37 227
4.1.2	Prise en charge du personnel	6 431
Total		**11 814 258**

Le Programme : Appui au financement de l'Agriculture

Responsable du Programme : le Directeur des Finances et du Matériel du Ministère de l'Agriculture

a) Présentation stratégique du programme

Le programme «Appui au Financement de l'Agriculture s'occupe du financement des activités agricoles et péri-agricoles.

b).Présentation des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 4 est bâti autour de l'objectif spécifique suivant : assurer efficacement le financement des activités du Fonds National d'Appui à l'Agriculture (FNAA).

A cet objectif, sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen termes.

Objectif 1: Assurer efficacement le financement des activités du fonds national d'appui à l'agriculture (fnaa)					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Taux de réalisation des activités du FNAA	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activité
Precision Méthodologique : (Activités réalisées / Activités programmées) x 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Investissement	5 000 000	5 000 000	6 603 305	6 972 429
Total :	**5 000 000**	**5 000 000**	**6 603 305**	**6 972 429**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Fonds National d'Appui à l'Agriculture	5 000 000	5 000 000	6 603 305	6 972 429
Total :	**5 000 000**	**5 000 000**	**6 603 305**	**6 972 429**

Action 01 Fonds National d'Appui à l'Agriculture

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Investissement	5 000 000	5 000 000	6 603 305	6 972 429
Total	**5 000 000**	**5 000 000**	**6 603 305**	**6 972 429**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Acquisition de matériels agricoles	5 000 000
Total		**5 000 000**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
1.034	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
APPUI CELLULE PLANIF. & STATISTIQUE		100 000	150 000	100 000	148 194	154 507
APPUI A ENQUETE AGRICOLE DE CONJONCTURE (EAC)		300 000	400 000	300 000	395 184	412 018
CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT INSPECTION AGRICULTURE		200 000	250 000	200 000	247 543	258 088
RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE		300 000	500 000	300 000	494 866	515 946
REHABILITATION / EQUIPEMENT BUREAUX DAF		175 000	300 000	175 000	281 387	293 373
Total :		**1 075 000**	**1 075 000**	**1 075 000**	**1 567 174**	**1 633 932**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
1.034	**DÉPENSES SUR PRÊTS PROJETS/PROGRAMMES (BSI)**					
PROGR. ACROISS.PRODUCT. AGRICOLE AU MALI/ PAPAM		2 500 000	10 500 000	2 500 000	14 475 131	15 323 373
Total :		**2 500 000**	**2 500 000**	**2 500 000**	**14 475 131**	**15 323 373**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.087	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROGR. COMPETIVITE DIVERSIFICATION AGRICOLE		500 000	1 000 000	500 000	990 175	1 032 356
PROJET DEVELOP. MALI GRENIER AGRICOLE (AGRA)		50 000	50 000	50 000	49 398	51 502
POJ. AMEL. PRODTVITE AGR. SS. EXPOIT. AFR. SUD SAHARIEN		100 000	100 000	100 000	98 796	103 004
PROG. RENF. RESILIENCE SECURITE ALIMENTAIRE (PRIA)		250 000		250 000	0	0
PROPJET RENFORCEMENT RESILIENCE AU SAHEL (P2RS)		700 000	700 000	700 000	20 777 555	21 993 538
PROJET DEVELOPPEMENT FERME RIZICOLE SABE		300 000		300 000	0	0
PROJET DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRE KITA (PDRIK) II		300 000		300 000	0	0
PROJ. DVPT RURAL DU KAARTA / SEFETO		200 000	400 000	200 000	395 959	412 826
OFFICE DU MOYEN BANI		350 000	350 000	350 000	346 339	361 092
MISE EN VALEUR DU SYSTEME LAC FAGUIBINE		300 000	250 000	300 000	247 432	257 972
Total :		**3 050 000**	**3 050 000**	**3 050 000**	**22 905 654**	**24 212 290**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.087	**DÉPENSES SUR PRÊTS PROJETS/PROGRAMMES (BSI)**					
POJ. AMEL. PRODTVITE AGR. SS. EXPOIT. AFR. SUD SAHARIEN		2 000 000	6 750 000	2 000 000	9 305 441	9 850 739
PROG. RENF. RESILIENCE SECURITE ALIMENTAIRE (PRIA)		5 000 000		5 000 000	0	0
PROPJET RENFORCEMENT RESILIENCE AU SAHEL (P2RS)		8 170 000	15 000 000	8 170 000	20 678 759	21 890 534
PROJET DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRE KITA (PDRIK) II		3 500 000		3 500 000	0	0
Total :		**18 670 000**	**18 670 000**	**18 670 000**	**29 984 200**	**31 741 273**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.088	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
APPUI CROISSANCE ECO. PROMOTION EMPLOI SECTEUR PRIVE		50 000	50 000	50 000	49 398	51 502
ETUDE AMENAGEMENT DES BAS FONDS		150 000	200 000	150 000	197 978	206 411
ENTRETIEN AMENAG. INFRAST. ET VULG. O.N.		5 000 000	4 200 000	5 000 000	4 152 270	4 329 156
PROGRAMME DEVELOPPEMENT IRRIGATION		2 200 000	2 000 000	2 200 000	4 039 567	4 266 795
PROJET AMENAGEMENT HYDROAGRICOLE MOLODO NORD / BC		850 000	1 000 000	850 000	990 175	1 032 356
PROJ. RENFORC. SECU. ALIMENT. DVPT CULT. IRRIG. (PRESA-DC		500 000	600 000	500 000	593 883	619 181
PROJ. RENF.SECU. ALIMENT. NUTRIT. REGION KKORO (PRESAN-I		400 000	950 000	400 000	13 165 704	13 936 107
TRAVAUX EXTENSION 200 HA PLAINE DE SAOUNE		100 000	150 000	100 000	148 459	154 782
PROJET APPUI REG. INITIATIVE IRRIGAT° AU SAHEL POUR LE MA		200 000		200 000	0	0
AMENAGEMENT HYDRO AGRICOLE SIKASSO		2 000 000	2 000 000	2 000 000	1 980 128	2 064 480
CONTRAT-PLAN ETAT OHVN		400 000	400 000	400 000	396 070	412 942
OFFICE RIZ SEGOU (CONTRAT PLAN /ORS)		400 000	400 000	400 000	395 959	412 826
CONTRAT PLAN ETAT / ODRS		410 000	400 000	410 000	395 848	412 710
CONTRAT PLAN ETAT OPIB EXPLOITANTS		330 000		330 000	0	0
CONTRAT PLAN ETAT ADRS		250 000	200 000	250 000	198 035	206 471
PROJ. AMELIORATION SYST. IRRIGATION PERIMETRE BAGUINEI		1 800 000	1 000 000	1 800 000	990 175	1 032 356
CONTRAT PLAN ETAT/OFFICE RIZ MOPTI (ORM)		350 000	270 000	350 000	267 347	278 735
Total :		**15 390 000**	**15 390 000**	**15 390 000**	**27 960 996**	**29 416 810**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.088	**DÉPENSES SUR DONS PROJETS/PROGRAMMES (BSI)**					
APPUI CROISSANCE ECO. PROMOTION EMPLOI SECTEUR PRIVE		3 000 000	4 000 000	3 000 000	5 514 335	5 837 475
IPRODI / PROGRAMME MALI NORD		2 000 000		2 000 000	0	0
Total :		**5 000 000**	**5 000 000**	**5 000 000**	**5 514 335**	**5 837 475**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.088	**DÉPENSES SUR PRÊTS PROJETS/PROGRAMMES (BSI)**					
PROGRAMME DEVELOPPEMENT IRRIGATION		16 930 000	20 500 000	16 930 000	28 260 970	29 917 062
PROJET AMENAGEMENT HYDROAGRICOLE MOLODO NORD / BC		4 000 000	11 000 000	4 000 000	990 175	1 032 356
PROJ. RENFORC. SECU. ALIMENT. DVPT CULT. IRRIG. (PRESA-DC		6 000 000	10 000 000	6 000 000	495 087	516 177
PROJ. RENF.SECU. ALIMENT. NUTRIT. REGION KKORO (PRESAN-I		8 000 000	9 500 000	8 000 000	13 096 547	13 864 004
PROJET APPUI REG. INITIATIVE IRRIGAT° AU SAHEL POUR LE MA		2 500 000		2 500 000	0	0
Total :		**37 430 000**	**37 430 000**	**37 430 000**	**42 842 779**	**45 329 599**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.089	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROGR. PRODUCTIVITE AGRICOLE AFRIQUE OUEST (WAP) II		300 000		300 000	0	0
PROJET ADAPT AGRICOLE ELEVAGE CHANGEMENT CLIMATIQU		150 000	150 000	150 000	148 304	154 621
CONSTRUCTION VOIE ACCES CENTRE SINO MALIEN		200 000	400 000	200 000	396 070	412 942
Total :		**650 000**	**650 000**	**650 000**	**544 374**	**567 563**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.089	**DÉPENSES SUR PRÊTS PROJETS/PROGRAMMES (BSI)**					
PROGR. PRODUCTIVITE AGRICOLE AFRIQUE OUEST (WAP) II		7 000 000		7 000 000	0	0
Total :		**7 000 000**	**7 000 000**	**7 000 000**	**0**	**0**

SECTION : 822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère, de l'Élevage et de la Pêche prépare et met en oeuvre la politique nationale dans les domaines de l'Elevage et de la Pêche. A ce titre, il est compétent pour :

- l'accroissement de la production et de la productivité pastorale et aquacole en vue de la sécurité et de la souveraineté alimentaires ;
- la vulgarisation des techniques modernes de production animale ou aquacole ;
- l'appui à la structuration, à l'organisation et à la formation des organisations de producteurs ;
- la mise en place de mécanismes d'accompagnement des unités de production animales;
- l'organisation, la diversification et la modernisation des filières et des circuits de commercialisations des productions animales et aquacoles, en rapport avec le ministre chargé du commerce ;
- la contribution au développement et la sécurisation de l'emploi rural salarié ;
- la gestion des espaces pastoraux, en rapport notamment avec les ministres chargés des affaires foncières et de l'administration territoriale et de l'aménagement du territoire ;
- le développement de la recherche, de l'enseignement et de la formation dans les domaines de l'Elevage et de la Pêche.
- la prévention et la lutte contre les maladies animales.

I.2 Les contraintes et les défis

Cette partie comprend une analyse des principales contraintes rencontrées et des défis qu'elles posent. Cette analyse porte sur chacun des programmes et globalement sur la mise oeuvre de la stratégie du ministère.

I.2.1 Contraintes

- le problème foncier pour la réalisation des infrastructures dans les sous-secteurs de l'élevage et de la pêche ;
- la faible productivité des systèmes pastoraux traditionnels ;
- l'insuffisance de moyens et de capacités pour faire face aux variations cycliques de la pluviométrie et aux effets du changement climatique ;
- le non-respect de la réglementation au niveau des sous-secteurs de l'elevage et de la pêche;
- le faible niveau d'organisation et d'équipements des professionnels des sous-secteurs de l'élevage et de la pêche;
- le coût élevé des intrants de l'élevage et de la pêche par rapport à la capacité financière des producteurs;
- la vétusté et l'insuffisance des infrastructures et équipements de transformation des produits de l'élevage et de la pêche ;
- le faible niveau de pratique des cultures fourragères ;
- les difficultés dans la collecte des données statistiques sur le terrain ;
- le manque de données actualisées sur le cheptel et la pêche ;
- l'insuffisance du personnel d'encadrement;
- l'insécurité dans certaines zones du pays.

I.2.2 Défis

- la mise en oeuvre de la politique foncière;
- l'accroissement de la contribution des sous-secteurs de l'Élevage et de la Pêche au PIB respectivement de 19 à 30% et de 4,2 à 10% sur une période de 10 ans ;
- la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations en mettant à leur disposition des protéines d'origine animale de qualité ;
- l'éradication de la peste des petits ruminants et la rage canine.

I.3 La politique sectorielle

La politique sectorielle du Ministère de l'Élevage et de la Pêche est structurée autour de trois (03) objectifs stratégiques :

- accroître la contribution des sous-secteurs de l'Élevage et de la Pêche au PIB respectivement de 19 à 30% et de 4,2 à 10% sur une

période de 10 ans et améliorer les conditions de vie des producteurs ;

- assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations en mettant à leur disposition des protéines d'origine animale de qualité ;
- créer des emplois durables.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

	Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016
1	Taux d'augmentation des productions de viande dans les bassins de production	%	5	9	10	10
2	Part de la production poisson de pisciculture dans la production totale de poisson	%	2	2	5	5
3	Taux de couverture vaccinale contre la péripneumonie contagieuse bovine(PPCB)	%	75,68	81,60	80	80

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 4 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Administration Générale	32 545 997	23 132 377	45 422 755	47 242 728
Développement des Productions et Industries Animales	4 763 448	3 279 929	5 253 890	5 536 004
Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	2 950 834	3 083 341	4 571 178	4 827 940
Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire	2 603 928	2 866 907	2 587 229	2 698 045
Total :	**42 864 207**	**32 362 554**	**57 835 052**	**60 304 717**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	3 197 827	3 312 284	3 335 788	3 561 939
Biens et services	1 091 734	1 681 420	963 616	1 028 760
Transferts et subventions	11 250 892	4 553 546	9 655 463	9 462 342
Investissement	27 323 754	22 815 304	43 880 185	46 251 676
Total :	**42 864 207**	**32 362 554**	**57 835 052**	**60 304 717**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Administration Générale

Responsable du Programme : Le Secrétaire Général du Département.

a) Présentation stratégique du programme :

Le programme 1 s'occupe de :

- la coordination, l'évaluation le contrôle, l'animation et la supervision des activités du département ;
- la formation dans le domaine de l'élevage, la pêche et l'aquaculture ;
- la gestion des ressources matérielles et financières ;
- le suivi de la mise en oeuvre du processus de décentralisation et de déconcentration au sein du département ;
- le contrôle du fonctionnement et de l'action des services et organismes relevant du département.

b) Présentation détaillée des objectifs spécifiques et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 1 « Administration Générale » est bâti autour de cinq (05) objectifs spécifiques qui sont assortis d'indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leur progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen et terme.

Objectif 1: Améliorer la coordination et le pilotage de la politique de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux d'exécution des activités du département	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuels du département
Precision Méthodologique : (activités réalisées / activités prévues) x 100

Objectif 2: Former dans le domaine de l'élevage, la pêche et l'aquaculture

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Nombre de diplômés des centres de formation en élevage	nbre	54	54	54	54

Moyen de Vérification : Rapport de sessions de formation organisées
Precision Méthodologique : Dénombrement

2.2 Nombre de diplômés des centres de formation en pêche et aquaculture	nbre	35	35	35	35

Moyen de Vérification : Rapport de sessions de formation organisées
Precision Méthodologique : Dénombrement

Objectif 3: Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Taux d'exécution du budget du département	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Comptes administratifs
Precision Méthodologique : (crédits liquidés / crédits notifiés) x 100

3.2 Taux de mise en oeuvre du plan de formation du département	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités
Precision Méthodologique : (Nombre de sessions tenues/Nombre de sessions prévues) x100

Objectif 4: Impulser le processus de décentralisation et déconcentration au sein du département					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
4.1 Taux de mise en oeuvre du plan de transfert des compétences des sous-secteur élevage et pêche aux aux collectivités territoriales	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel CADD					
Precision Méthodologique : (Activités réalisées / Activités prévues) x100					

Objectif 5: Renforcer le contrôle et l'assistance à la gestion des sous-secteurs de l'elevage et de la pêche					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
5.1 Taux d'exécution des missions de vérification	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel IEP					
Precision Méthodologique : (nombre de missions effectuées/nombre de missions programmées) x100					
5.2 Taux de réalisation des missions de suivi de la mise en oeuvre des recommandations	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel					
Precision Méthodologique : (nombre de missions de suivi des recommandations réalisées /nombre de missions de suivi des recommandations programmées) x100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	115 668	152 048	125 094	133 574
Biens et services	540 044	795 044	476 723	509 027
Transferts et subventions	10 334 688	3 354 688	8 872 326	8 694 875
Investissement	21 555 597	18 830 597	35 948 612	37 905 252
Total :	**32 545 997**	**23 132 377**	**45 422 755**	**47 242 728**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par actions

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Coordination et pilotage de la politique de l'elevage, de la pêche et de l'aquaculture	23 836 505	14 486 505	36 433 479	37 890 636
Renforcement des Capacités dans le domaine de l'elevage, de la pêche et de l'aquaculture	364 636	380 130	339 698	346 676
Gestion financière et matérielle	8 282 955	8 138 841	8 594 943	8 947 081
Processus de décentralisation et de deconcentralisation	25 955	40 955	22 909	24 461
Contrôle, assistance à la gestion des sous secteurs de l'Elevage et de la Pêche	35 946	85 946	31 726	33 874
Total :	**32 545 997**	**23 132 377**	**45 422 755**	**47 242 728**

Tableau 3 : Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
CATEGORIE A		6	6	6
CATEGORIE B1		2	2	2
CATEGORIE B2		3	3	3
CATEGORIE C		5	5	5
CONTRACTUEL		6	6	6
Total :		**22**	**22**	**22**

Action 01 Coordination et pilotage de la politique de l'elevage, de la pêche et de l'aquaculture

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel		45 000	0	0
Biens et services	61 505	191 505	54 293	57 972
Transferts et subventions	10 000 000	3 000 000	8 585 000	8 413 300
Investissement	13 775 000	11 250 000	27 794 186	29 419 364
Total	**23 836 505**	**14 486 505**	**36 433 479**	**37 890 636**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel	45 000
1.1.2	Pilotage des activités du département	91 505
1.1.3	Suivi de la mise en oeuvre du plan d'actions du département	100 000
1.1.4	PDIRAAM	3 600 000
1.1.5	PRAPS	7 650 000
1.1.6	Appui aux producteurs	3 000 000
Total		**14 486 505**

Action 02 Renforcement des Capacités dans le domaine de l'elevage, de la pêche et de l'aquaculture

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	115 668	101 162	125 094	133 574
Biens et services	16 787	26 787	14 810	15 808
Transferts et subventions	212 840	232 840	182 721	179 065
Investissement	19 341	19 341	17 073	18 229
Total	**364 636**	**380 130**	**339 698**	**346 676**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Prise en charge du personnel	101 162
2.1.2	Formation/recyclage des agents et des producteurs dans les filières de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture	278 968
Total		**380 130**

Action 03 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel		5 886	0	0
Biens et services	419 675	469 675	370 484	395 596
Transferts et subventions	121 848	121 848	104 605	102 510
Investissement	7 741 432	7 541 432	8 119 854	8 448 975
Total	**8 282 955**	**8 138 841**	**8 594 943**	**8 947 081**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Prise en charge du personnel	5 886
3.1.2	Préparation du budget du département	217 074
3.1.3	Exécution et suivi du budget du département	286 796
3.1.4	Appui salons Elevage	60 000
3.1.5	Appui aux organisations des journées	30 000
3.1.6	Apui à la filière aquacole (Alevins)	3 300 000
3.1.7	Installation des centres de diffusion (Insémination)	2 130 376
3.1.8	Appui à la promotion de l'aviculture (Volaille)	2 000 000
3.1.9	Appui aux organismes public	21 848
3.1.10	Appui à la collecte des données sous-secteur Pêche (Enquête UEMOA)	10 000
3.2.1	Mise en oeuvre du plan de formation du département	76 861
Total		**8 138 841**

Action 04 Processus de décentralisation et de deconcentralisation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	19 025	34 025	16 792	17 930
Investissement	6 930	6 930	6 117	6 531
Total	**25 955**	**40 955**	**22 909**	**24 461**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.1.1	Mise en oeuvre de plan de transfert des compétences des sous-secteurs élevage pêche aux collectivités territoriales	40 955
Total		**40 955**

Action 05 Contrôle, assistance à la gestion des sous secteurs de l'Elevage et de la Pêche

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 05 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	23 052	73 052	20 344	21 721
Investissement	12 894	12 894	11 382	12 153
Total	**35 946**	**85 946**	**31 726**	**33 874**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 05

	Intitulé de l'activité	Coût activité
5.1.1	Mise en oeuvre du programme annuel de contrôle des structures du département	3 968
5.2.1	Suivi de la mise en oeuvre des recommandations issues des missions de vérification	81 978
Total		**85 946**

Le Programme : Développement des Productions et Industries Animales

Responsable du Programme : Le Directeur National des Productions et des Industries Animales

a).Présentation stratégique du programme :

Ce programme a pour mission d'élaborer les éléments de la politique nationale dans les domaines des productions animales et de la valorisation des produits et sous-produits animaux et d'assurer la coordination et le contrôle de sa mise en oeuvre :

Il poursuit quatre (04) objectifs. Il s'agit de :

1. Promouvoir par des pratiques durables les filières de productions animales ;
2. Renforcer les capacités techniques et d'intervention des acteurs du sous-secteur de l'élevage ;
3. Améliorer l'alimentation du cheptel à travers un meilleur accès des animaux aux ressources pastorales.
4. Suivre la mise en oeuvre et évaluer les politiques et stratégies visant promouvoir les productions et les industries animales.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme 2 « Développement des Productions et des industries Animales » est bâti autour de quatre (04) objectifs spécifiques qui sont assortis d'indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leur progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen et terme.

Objectif 1: Promouvoir par des pratiques durables, les filières de productions animales

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux d'augmentation des productions de viande,	%	18	18	18	20
Moyen de Vérification : Rapports Annuels d'activités					
Precision Méthodologique : [Quantité de l'année n)-(Quantités de l'année n-1) / (Quantités de l'année n-1)] / (quantités de l'annéen-1)] x100					
1.2 Taux d'augmentation des productions de lait	%	10	10	10	10
Moyen de Vérification : Rapports Annuels d'activités					
Precision Méthodologique : [Quantité de l'année n)-(Quantités de l'année n-1) / (Quantités de l'année n-1)] / (quantités de l'annéen-1)] x100					
1.3 : Taux d'accroissement du volume des exportations contrôlées de cuirs et peaux	%	40,3	40	40	45
Moyen de Vérification : Rapports Annuels d'activités					
Precision Méthodologique : [volume des exportations controlées de l'année n) - (volume des exportation controlées de l'année n-1) / (volume des exportations controlées de l'année n-1)] x 100					
1.4 Taux d'augmentation des productions d'oeuf de consommation	%	8	8	10	10
Moyen de Vérification : Rapports d'activités CNIA					
Precision Méthodologique : Dénombrement					

Objectif 2: Renforcer les capacités techniques et d'intervention des acteurs du sous-secteur de l'élevage

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Pourcentage des organisations et coopératives de producteurs et productrices ayant bénéficié d'appui leur permettant de mieux valoriser leurs productions	%	65	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités					
Precision Méthodologique : (Nombre OP ayant bénéficié d'appui / Nombre OP prévu) x 100					
2.2 Nombre de professionnels des filières de productions animales encadrées formés et équipés	nbre	2023	2500	3000	3500
Moyen de Vérification : Rapport Annuel d'activités de la DNPIA					
Precision Méthodologique : Dénombrement					

Objectif 3: Améliorer l'alimentation du cheptel à travers un meilleur accès des animaux aux ressources pastorales.					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Superficie de parcelles de cultures fourragères mises en place dans les zones de production	ha	11440	12500	13000	15000

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités
Precision Méthodologique : Mesure

Objectif 4: Suivre et évaluer la mise en oeuvre les politiques et stratégies visant promouvoir les productions et les industries animales					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
4.1 Nombre des mission de supervisions	nbre	-	2	4	4

Moyen de Vérification : Rapport de missions
Precision Méthodologique : Dénombrement

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	1 178 885	1 062 472	1 152 323	1 230 445
Biens et services	174 159	289 462	153 699	164 062
Transferts et subventions	127 984	115 638	106 454	104 323
Investissement	3 282 420	1 812 357	3 841 414	4 037 174
Total :	**4 763 448**	**3 279 929**	**5 253 890**	**5 536 004**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par actions

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Promotion des filières de productions, des industries animales et renforcement des rapacités techniques des intervenants	4 763 448	3 279 929	5 253 890	5 536 004
Total :	**4 763 448**	**3 279 929**	**5 253 890**	**5 536 004**

Tableau 3 : Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
CATEGORIE A	116	109	110	111
CATEGORIE B	130			
CATEGORIE B1		7	7	7
CATEGORIE B2		118	119	120
CATEGORIE C	74	113	113	113
CONTRACTUEL	79	78	78	78
Total :	**399**	**425**	**427**	**429**

Action 01 Promotion des filières de productions, des industries animales et renforcement des rapacités techniques des intervenan

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	1 178 885	1 062 472	1 152 323	1 230 445
Biens et services	174 159	289 462	153 699	164 062
Transferts et subventions	127 984	115 638	106 454	104 323
Investissement	3 282 420	1 812 357	3 841 414	4 037 174
Total	**4 763 448**	**3 279 929**	**5 253 890**	**5 536 004**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel et accessoires	1 062 472
1.1.2	Intensification des activités d'embouche et organisation de ventes promotionnelle d'animaux à l'occasion de fêtes religieuses	5 291
1.1.3	Promotion de l'insémination artificielle pour la production du lait dans les bassins de production (suivi des activités d'insémination chez les éleveurs)	6 281
1.1.5	Appui à l'amélioration de l'aviculture traditionnelle (dotation de 300 femmes et jeunes en unités Wassaché et intrants, contruction de poulaillers améliorés	57 252
1.1.6	Installation de 140 jeunes pour la production de poulets de chair	85 290
1.1.7	Mise en oeuvre du programme d'appui au développement de l'apiculture	14 222
1.1.8	Projet de Développement et de Valorisation de la production Laitière au Mali (PRODEVALAIT)	200 000
1.1.9	Projet de Développement Intégré Zone Ondy Madina Diassa	100 000
1.1.10	Projet de Développement de l'Elevage dans la Région du Liptako Gourma (PDELG)	100 000
1.1.11	Selection Zébu Maure Nara	300 000
1.1.12	Transformation Sous Produits Abattage	250 000
1.1.13	Prise en charge du personnel (CNIA)	17 654
1.1.14	Renforcement des capacités du CNIA	82 000
1.1.15	Missions de sensibilisation et de supervision des activités d'insémination dans les bassins de production CNIA	8 000
1.1.16	Etudes et Recherches CNIA	10 000
1.1.17	Centre National Insémination Artificielle Animale (CNIA BSI)	400 000
1.1.18	Programme Panafricain Contrôle Epizooties (PACE)	50 000
1.2.1	Vulgarisation des normes de conditionnement et de classement des cuirs et peaux adoptées par l'UEMOA	1 000
1.2.2	Suivi de l'approvisionnement des marchés à bétail et de l'exportation des animaux et produits animaux (50 marchés, 50Smartphone et accessoires)	7 000
1.2.3	Renforcement des capacités de la cellule d'appui à la valorisation des sous-produits d'abattage	58 075
1.2.4	Renforcement des capacités du Projet d'Appui au Développement Elevage au Sahel Occidental	3 984
1.2.5	Renforcement des capacités du PASEM Mopti	352 825
1.4.1	Installation de 100 jeunes pour la production d'oeufs de consommation	45 931
2.1.1	Formation de 540 producteurs et 60 encadreurs en aviculture (techniques de production d'oeufs, de chair et aviculture traditionnelle améliorée)	5 000
2.2.1	Formation de 2500 producteurs dont 200 femmes sur divers thèmes	11 000
4.1.1	Mise en oeuvre du plan de Campagne Agricole	6 500
4.1.2	Appui aux établissements publics	4 000
4.1.3	Travaux d'entretien et de rénovation des bâtiments administratifs	36 152
Total		**3 279 929**

Le Programme : Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles

Responsable du Programme : Le Directeur National de la pêche.

a) Présentation stratégique du programme :

Le programme 3 « Développement des productions halieutiques et aquacoles » a pour mission l'élaboration des éléments de la Politique Nationale en matière de Pêche et d'Aquaculture et d'assurer la coordination et le suivi de la mise en oeuvre de ladite politique.

A ce titre, le programme N°3 a été élaboré en tenant compte des politiques, stratégies et lois suivantes :

-Loi d'Orientation Agricole (LOA) a pour but de promouvoir une Agriculture durable, moderne et compétitive reposant prioritairement sur les exploitations familiales agricoles,

- Politique de Développement Agricole (PDA, 2013) fédère l'ensemble des Politiques et stratégies sous sectorielles.

-Politique Nationale de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture (PNDPA, 2012).

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme 3 « Développement des productions halieutiques et aquacoles » est bâti autour de deux (02) objectifs spécifiques qui sont assortis d'indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leur progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen et terme.

Objectif 1: Développer et promouvoir les productions halieutiques et aquacoles ;					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Quantité de poissons produits	Tonne	40000	44000	48000	50000
Moyen de Vérification : Rapport annuel DNP					
Precision Méthodologique : Dénombrement					
1.2 Part de la production poisson de pisciculture dans la production totale de poisson	%	5	6	7	8
Moyen de Vérification : Rapport annuel DNP					
Precision Méthodologique : (Quantités production aquacole/ quantité totale) x 100					
1.3 Quantités de poissons exportées		8000	9000	10000	11000
Moyen de Vérification : Rapport annuel DNP et Rapport plan de campagne					
Precision Méthodologique : Dénombrement					
1.5 Quantité de poissons séché produits	Tonne	7000	8000	8500	9000
Moyen de Vérification : Rapport annuel DNP					
Precision Méthodologique : Dénombrement					
1.6 Quantités de poissons frais exportées	tonne	8000	9000	10000	11000
Moyen de Vérification : Rapport annuel DNP					
Precision Méthodologique : Dénombrement					
1.7 Quantités de poissons fumés exportées	tonne	4000	4500	5000	6000
Moyen de Vérification : Rapport annuel DNP					
Precision Méthodologique : Dénombrement					
1.8 Quantités de poissons séchés exportées	tonne	3000	5000	6000	7000
Moyen de Vérification : Rapport annuel DNP					
Precision Méthodologique : Dénombrement					

Objectif 2: Assurer le contrôle et la surveillance des pêcheries et veiller à l'application des textes législatifs et règlementaires relatifs à la pêche et à l'aquaculture dans le cadre de la gestion durable des ressources halieutiques et aquacoles.					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Nombre de plan d'eau mis en défens	nbre	500	550	600	620
Moyen de Vérification : Rapport annuel DNP et Rapport plan de campagne					
Precision Méthodologique : Dénombrement					
2.2 Nombre de permis de pêche délivrés	nbre	3621	5000	6000	7000
Moyen de Vérification : Rapport annuel DNP et Rapport plan de campagne					
Precision Méthodologique : Dénombrement					
2.3 Taux de réalisation des missions de suivi contrôles et surveillance (SCS) des pêcheries et des exploitations piscicoles	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel DNP					
Precision Méthodologique : (Nombre de missions de suivi contrôles et surveillance (SCS) des pêcheries et des exploitations piscicoles / Nombre de missions de suivi contrôles et surveillance (SCS) des pêcheries et des exploitations piscicoles) *100					
2.4 Taux de mise en oeuvre des recommandations des missions de suivi contrôles et surveillance (SCS)	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel DNP et Rapport plan de campagne					
Precision Méthodologique : (Nombre de recommandations mises en oeuvre /nombre de recommandations formulées) x 100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	603 414	707 421	652 583	696 825
Biens et services	182 492	250 992	161 063	171 930
Transferts et subventions	55 000	280 000	47 217	46 272
Investissement	2 109 928	1 844 928	3 710 315	3 912 913
Total :	**2 950 834**	**3 083 341**	**4 571 178**	**4 827 940**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Promotion des filières de productions halieutiques et aquacoles et renforcement des capacités des intervenants	2 950 834	3 083 341	4 571 178	4 827 940
Total :	**2 950 834**	**3 083 341**	**4 571 178**	**4 827 940**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	58	60	61	62
CATEGORIE B	77			
CATEGORIE B1		11	11	11
CATEGORIE B2		78	78	78
CATEGORIE C	78	117	117	117
CONTRACTUEL	72	70	71	72
Total :	**285**	**336**	**338**	**340**

Action 01 Promotion des filières de productions halieutiques et aquacoles et renforcement des capacités des intervenants

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	603 414	707 421	652 583	696 825
Biens et services	182 492	250 992	161 063	171 930
Transferts et subventions	55 000	280 000	47 217	46 272
Investissement	2 109 928	1 844 928	3 710 315	3 912 913
Total	**2 950 834**	**3 083 341**	**4 571 178**	**4 827 940**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel et accessoires	707 421
1.1.2	Mise en oeuvre des projets et programmes	4 000
1.1.3	Collecte, traitement et diffusion des informations et des données statistiques du sous-secteur de la pêche et de l'aquaculture	52 830
1.1.4	Programme Quinquennal d'Aménagement Aquacoles (PQAA 2016-2020)	421 053
1.1.5	Projet de Développement de Filière Aquacole (PRODEFA-SIKASSO)	1 050 000
1.1.6	Contruction marché moderne poisson	366 579
1.1.7	Approvisionnement en glace de conservation des producteurs (Agence Central Poisson de Bamako)	47 368
1.1.10	Renforcement des capacités de l'Office de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture dans le Delta Interieur du Niger (ODPA-DIN)	200 000
1.2.1	Diffusion des techniques de pisciculture	47 341
1.3.1	Diffusion des techniques de conservation et de transformation du poisson	38 749
2.1.1	Mise en défens des plans d'eau	47 000
2.2.1	Elaboration des textes d'application de la Loi 0-62 P-RM du 29 Décembre 2014 portant principes de gestion de la pêche et de l'aquaculture au Mali	15 000
2.2.2	Diffusion des textes législatifs et réglementaires en matière de pêche et d'aquaculture	18 000
2.3.1	Missions de suivi contrôle et surveillance des pêcheries	49 000
2.4.1	Mise en oeuvre des recommandations des missions de suivi, contrôle et surveillance	19 000
Total		**3 083 341**

Le Programme : Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire

Responsable du Programme : Le Directeur National des Services Vétérinaires.

a).Présentation stratégique du programme :

Le programme 4 « Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire» a pour mission l'élaboration des éléments de la politique nationale dans les domaines de la protection sanitaire et de la santé publique vétérinaire, le suivi et la coordination de la mise en oeuvre de ladite politique.

A ce titre, le programme N°4 a été élaboré en tenant compte des politiques, stratégies et lois suivantes :

-Loi d'Orientation Agricole (LOA) a pour but de promouvoir une Agriculture durable, moderne et compétitive reposant prioritairement sur les exploitations familiales agricoles,

-Politique de Développement Agricole (PDA, 2013) fédère l'ensemble des Politiques et stratégies sous sectorielles.

-Politique Nationale de Développement de l'Elevage (PNDE, 2004).

b).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme 4 « Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire» est bâti autour de trois (03) objectifs spécifiques qui sont assortis d'indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leur progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen et terme.

Objectif 1: Objectif 1. assurer la lutte contre les principales maladies animales y compris les zoonoses, les mouches tsé-tsé					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
1.1 Taux de têtes vaccinées contre le PPCB	%	80	80	80	80
Moyen de Vérification : Rapport bilan campagne de vaccination, Rapport annuel d'activités de la DNSV					
Precision Méthodologique : Total de têtes vaccinées / Total de têtes à vacciner en prévision x 100					
1.2 Taux de têtes vaccinées contre la peste des petits ruminants	%	20	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport bilan campagne de vaccination, Rapport annuel d'activités de la DNSV					
Precision Méthodologique : Total de têtes vaccinées / Total de têtes à vacciner en prévision x 100					
1.3 Taux de têtes vaccinées contre la maladie de Newcastle	%	19,02	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport bilan campagne de vaccination, Rapport annuel d'activités de la DNSV					
Precision Méthodologique : Total de têtes vaccinées / Total de têtes à vacciner en prévision x 100					
1.4 Taux de réduction de la population de mouches tsé-tsé	%	95	95	95	95
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'Activités, Rapport de suivi, Rapport d'activités de CCLMT					
Precision Méthodologique : (Densité apparente de mouches avant la lutte - Densité apparente de mouches après la lutte) / Densité apparente de mouches avant la lutte x 100					
1.5 Taux de production de vaccins	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports annuels d'activités du LCV					
Precision Méthodologique : (Nombre de doses produites/Nombre de doses programmées) x100					

Objectif 2: Objectif 2. assurer la sécurité sanitaire des aliments d'origine animale et des aliments pour animaux					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
2.1 Taux d'inspection des établissements de production, transformation et de commercialisation	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de la DNSV					
Precision Méthodologique : Nombre d'établissement inspectés / Nombre d'établissement prévus x 100					

Objectif 3: Objectif 3. assurer le suivi et l'évaluation des activités de protection sanitaire et de santé publique vétérinaire					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Taux de réalisation des missions de suivi et évaluation	%	20	60	70	70
Moyen de Vérification : Rapports de missions de suivi-évaluation					
Precision Méthodologique : (Nombre de missions réalisées / Nombre de missions programmées) x 100					
3.2 Taux de mise en oeuvre des recommandations issues des missions de suivi évaluation	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports annuels d'activités de la DNSV					
Precision Méthodologique : (Nombre de recommandations mise en oeuvre / Nombre de recommandations formulées) x 100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	1 299 860	1 390 343	1 405 788	1 501 095
Biens et services	195 039	345 922	172 131	183 741
Transferts et subventions	733 220	803 220	629 466	616 872
Investissement	375 809	327 422	379 844	396 337
Total :	**2 603 928**	**2 866 907**	**2 587 229**	**2 698 045**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Protection sanitaire et santé publique vétérinaire	1 556 908	1 809 887	1 632 022	1 740 639
Recherche animale et production de vaccins	1 047 020	1 057 020	955 207	957 406
Total :	**2 603 928**	**2 866 907**	**2 587 229**	**2 698 045**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	183	164	166	168
CATEGORIE B	204			
CATEGORIE B1		20	20	20
CATEGORIE B2		183	184	185
CATEGORIE C	111	154	154	154
CONTRACTUEL	109	90	91	92
Total :	**607**	**611**	**615**	**619**

Action 01 Protection sanitaire et santé publique vétérinaire

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	1 299 860	1 390 343	1 405 788	1 501 095
Biens et services	195 039	345 922	172 131	183 741
Transferts et subventions	26 000	36 000	22 321	21 874
Investissement	36 009	37 622	31 782	33 929
Total	**1 556 908**	**1 809 887**	**1 632 022**	**1 740 639**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel et accessoires	1 390 343
1.1.2	Organisation de la campagne de vaccination contre la PPCB, PPR, la maladie de Newcastle	261 774
1.1.3	Travaux de rénovation et d'entretien des bâtiments administratifs	37 622
1.3.5	Analyse des échantillons	36 000
2.1.1	Mise en oeuvre du programme de contrôle des produits et denrées alimentaires d'origine animale et aliments pour animaux à l'importation et à l'exportation	30 024
3.1.1	Organisation de missions de suivi évaluation des activités de protection sanitaire et santé publique vétérinaire	46 500
3.2.1	Mise en oeuvre des recommandation issues de missions de suivi évaluation	7 624
Total		**1 809 887**

Action 02 Recherche animale et production de vaccins

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Transferts et subventions	707 220	767 220	607 145	594 998
Investissement	339 800	289 800	348 062	362 408
Total	**1 047 020**	**1 057 020**	**955 207**	**957 406**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.3.2	Mise en oeuvre Contrat Plan Etat LCV	100 000
1.3.3	Laboratoire Vétérinaire de Gao LVG	79 950
1.3.5	Analyse des échantillons	89 800
1.3.7	Mise en oeuvre de la production de vaccins (LCV-LVG)	291 711
1.3.8	Prise en charge du personnel LCV	495 559
Total		**1 057 020**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
1.037	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROJ. DVPT RESS. ANIMALES SAHEL OCCIDENTAL (PRODERASO		100 000	100 000	100 000	98 906	103 119
PROG. REGIONAL APPUI PASTORALISME AU SAHEL(PRAPS)		150 000	150 000	150 000	13 810 537	14 619 439
Total :		**250 000**	**250 000**	**250 000**	**13 909 443**	**14 722 558**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
1.037	**DÉPENSES SUR PRÊTS PROJETS/PROGRAMMES (BSI)**					
PROJ. DVPT RESS. ANIMALES SAHEL OCCIDENTAL (PRODERASO		3 500 000	3 500 000	3 500 000	49 508	51 617
PROG. REGIONAL APPUI PASTORALISME AU SAHEL(PRAPS)		7 500 000	10 000 000	7 500 000	13 785 839	14 593 689
Total :		**11 000 000**	**11 000 000**	**11 000 000**	**13 835 347**	**14 645 306**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.090	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROGR. PANAFRICAIN CONTROLE EPIZOOTIES (PACE)		50 000	50 000	50 000	49 464	51 570
PROGR. DVPT. INTEGRE ZONE ONDY/MADINA DIASSA		100 000	200 000	100 000	198 035	206 471
PROJET DEVELOP. ELEVAGE REGION LIPTAKO-GOURMA		100 000	100 000	100 000	98 961	103 176
PROJET DVPT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE MALI		200 000	200 000	200 000	197 813	206 239
SELECTION ZEBU MAURE NARA		50 000	75 000	50 000	74 096	77 252
TRANSFORMATION SOUS PRODUITS ABATTAGE		250 000	640 000	250 000	633 601	660 592
CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE		400 000	400 000	400 000	395 848	412 710
Total :		**1 150 000**	**1 150 000**	**1 150 000**	**1 647 818**	**1 718 010**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.090	**DÉPENSES SUR DONS PROJETS/PROGRAMMES (BSI)**					
SELECTION ZEBU MAURE NARA		250 000	1 409 000	250 000	1 942 424	2 056 250
Total :		**250 000**	**250 000**	**250 000**	**1 942 424**	**2 056 250**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.091	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
CONSTRUCTION MARCHE MODERNE POISSON		350 000	350 000	350 000	346 450	361 208
PROJET DVPT FILIERE AQUACOLE SIKASSO		150 000	175 000	150 000	1 414 196	1 496 277
PROGRAMME QUINQUENAL AMENAGEMENTS AQUACOLES		400 000	400 000	400 000	395 959	412 826
Total :		**900 000**	**900 000**	**900 000**	**2 156 605**	**2 270 311**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.091	**DÉPENSES SUR DONS PROJETS/PROGRAMMES (BSI)**					
PROJET DVPT FILIERE AQUACOLE SIKASSO		900 000	990 000	900 000	1 364 798	1 444 775
Total :		**900 000**	**900 000**	**900 000**	**1 364 798**	**1 444 775**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.092	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
CONTRAT PLAN ETAT LCV		100 000	150 000	100 000	148 526	154 853
Total :		**100 000**	**100 000**	**100 000**	**148 526**	**154 853**

SECTION : 850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Les missions du Commissariat à la Securité Alimentaire sont definies dans l'article 2 du decret N°04-150/P-RM du 18 mai 2004 qui le rattache à la Presidence de la Republique.

A ce titre,le Commissariat à la Securité alimetaire est chargé de:

- Proposer les stratégies,préparer et mettre en oeuvre, en rappaort avec les départements ministériels concernés, les mesures visant à mesurer une pleine couverture des besoins alimentaires du pays;
- Veiller à la constitution,à la reconstitution et à la bonne gestion du stock national de securité et des banques de cereales;
- Procéder à l'analyse des perspectives alimentaires resultant de la campagne agricole et à l'identification des zones sinistrées ou déficitaires;
- Planifier, coordonner et contrôler les opérations de distribution de vivres dans les zones sinistrées;
- Elaborer et mettre en oeuvre, en rapport avec les structures publiques et privées concernées, les mesures d'organisation des marchés céréaliers et de modernisation des circuits de distribution des denrees alimentaires ;
- Veiller à l'information des consommateurs notamment sur les prix et sur la qualité sanitaire et nutritionnelle des denrées alimentaires .

I.2 Les contraintes et les défis

Cette partie comprend une analyse des principales contraintes et des défis qu'elles posent. Cette analyse porte sur chacun des programmes et globalement sur la mise en oeuvre de la stratégie du ministère.

I.2.1 Contraintes

- La non déconcentration du Commissariat à la Sécurité Alimentaire dans les Régions, Cercles et Communes;
- La faible opérationnalisation des organes décentralisés de gestion du cadre institutionnel de gestion de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle;
- L'enclavement de certaines zones d'insécurité alimentaire chronique;
- L'insuffisance d'infrastructures de stockage et de marchés;
- La faible capacité des collectivités à jouer leur rôle dans la sécurité alimentaire;
- L'insuffisance de ressources pour la mise en oeuvre de la stratégie de communication;
- La capacité limitée du dispositif de suivi-évalution des politiques et stratégies de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle.

I.2.2 Défis

- La couverture des besoins alimentaires et nutritionnels d'une population en forte croissance;
- La mise en oeuvre de la Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle;
- Le renforcement des capacités de résilience des communautés vulnérables.

I.3 La politique sectorielle

Le Commissariat à la Sécurité Alimentaire dispose d'une stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire (SNSA) adoptée en 2002.

Elle a pour finalité de contribuer à la création des conditions d'une sécurité alimentaire durable et à la réduction structurelle de la pauvreté et des inégalités au Mali, en << assurant l'accès de tous les maliens, à tout moment,aux aliments nécessaires pour mener une vie saine et active << et en renforçant les capacités de prevention et de gestion des crises conjonctuelles.

Cet objectif stratégique :

- S'appuie sur la définition couramment admise de la sécurité alimentaire et recouvre ainsi les quatre dimensions correspondant aux principaux déterminants de la sécurité alimentaire;
- Requiert l'ensemble des mesures spécifiques destinées à atteindre les objectifs alimentaire tout en reduisant la malnutrition, en priorité chez les enfants et les femmes enceintes dans le cadre du plan général de développement du Mali.Ces mesures concernant la consommation alimentaire et la nutrition doivent être reliées aux efforts fournis en matière de production

alimentaire.Elles doivent s'inscrire également dans la recherche de systèmes plus équitables de distribution des aliments et dans la mise en place d'une infrastructure de sécurité alimentaire.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

	Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016
1	Taux de mise en oeuvre des recommandations du CNSA	%	41,46	71	100	100
2	Taux d'exécution des réunions statutaires des organes de sécurité alimentaire tenues par rapport aux réunions prévues(CNSA, CCSPSA, CP, CTC)	%	33	63	100	100
3	Taux d'exécution des missions de suivi évaluation	%	80	100	100	100
4	Niveau des stocks atteints par rapport aux 100 000 tonnes à l'horizon 2017	Tonnes	92724,42	34072,350	65000	60000
5	Proportion de populations en insécurité alimentaire	%	6	8,8	7,42	4,27
6	Proportion de populations sous pression	%	13	12,50	12,97	13,59
8	Taux de réalisation des infrastructures de stockage et de conservation	%	00	00	100	100
9	Taux de réhabilitation/rénovation des infrastructures de stockage et de conservation	%	00	00	100	100
10	Taux d'exécution des Projets et Programmes de Sécurité alimentaire	Nbre	95,57	77,19	100	100
11	Taux de réalisation du Stock d'intervention de l'Etat	%	00	00	100	100
12	Taux de diffusion de bulletins mensuels sur le marché et sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle	%	100	100	100	100
13	Taille de la base de données bibliographique	NBRE	00	900	1000	1100
14	Nombre de visite sur le site web du CSA	NBRE	00	350	1080	2000

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 1 programme.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Sécurité Alimentaire	7 265 905	6 909 740	7 060 444	7 315 255
Total :	**7 265 905**	**6 909 740**	**7 060 444**	**7 315 255**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	214 683	221 798	232 178	247 919
Biens et services	128 892	128 892	113 777	121 484
Transferts et subventions	29 050	29 050	24 937	24 438
Investissement	6 893 280	6 530 000	6 689 552	6 921 414
Total :	**7 265 905**	**6 909 740**	**7 060 444**	**7 315 255**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Sécurité Alimentaire

Responsable du Programme : le Commissaire à la Sécurité Alimentaire

a).Présentation stratégique du programme :

Le programme s'occupe de :

- la coordination, le suivi-évaluation, le contrôle et l'animation des activités de sécurité alimentaire;
- la gestion des ressources humaines, matérielles et financières ;
- la coordination du système de planification et de production des statistiques de sécurité alimentaire.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme de sécurité alimentaire est bâti autour de (05) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à la sécurité alimentaire.

Objectif 1: Assurer la bonne gouvernance du cadre institutionnel de gestion de la sécurité alimentaire.

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux de mise en oeuvre des recommandations du CNSA.	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapports comptes rendus et procès verbal					
Precision Méthodologique : (nbre de recommandations du CNSA mises en oeuvre/nbre de recommandations formulées par le CNSA)x100.					
1.2 Taux d'exécution des réunions statutaires des organes de sécurité alimentaire tenues par rapport aux réunions prévues (CNSA-CCSPSA-CP-CTC).	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapports comptes rendus et PV					
Precision Méthodologique : (nbre de réunions statutaires tenues par le CSA/nbre total de réunions statutaires prévues par le CSA)x100.					
1.3 Taux d'exécution des missions de suivi et d'évaluation	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapports comptes rendus et PV					
Precision Méthodologique : (nbre de missions suivi-évaluation tenues /nbre de missions suivi-évaluation prévues)x100.					

Objectif 2: Assurer la gestion et prévention des crises alimentaires

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Niveau des stocks reconstitués.	tonne	60000	60000	60000	60000
Moyen de Vérification : Rapports annuels,Comptes rendus et Contrat-Plan Etat/OPAM					
Precision Méthodologique : Stock initial plus les achats de l'année et les entrées des Dons					
2.2 Proportion de populations en insécurité alimentaire	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports, Comptes rendus					
Precision Méthodologique : (Nombre de populations en insécurité alimentaire/ Nombre de population totale) x 100					
2.3 Proportion de populations sous pression	%	14,01	14,01	14,21	14,21
Moyen de Vérification : Rapports annuels et Comptes rendus					
Precision Méthodologique : (Nombre de populations sous pression alimentaire/ Nombre de population totale) x 100					

Objectif 3: Assurer l'accessibilité de la disponibilité des produits alimentaires

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 taux de réalisation des missions de suivi evaluation des projets de sécurtité alimentaire	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapports annuels					
Precision Méthodologique : (nombre de missions de suivi de projets et de programmes réalisés/nombre de missions de projets et de programmes)*100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	214 683	221 798	232 178	247 919
Biens et services	128 892	128 892	113 777	121 484
Transferts et subventions	29 050	29 050	24 937	24 438
Investissement	6 893 280	6 530 000	6 689 552	6 921 414
Total :	**7 265 905**	**6 909 740**	**7 060 444**	**7 315 255**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Coordination de la politique de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle	7 265 905	6 909 740	7 060 444	7 315 255
Total :	**7 265 905**	**6 909 740**	**7 060 444**	**7 315 255**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	19	18	18	18
CATEGORIE B	9			
CATEGORIE B1		2	2	2
CATEGORIE B2		7	7	7
CATEGORIE C	3	3	3	3
CONTRACTUEL	26	26	26	26
Total :	**57**	**56**	**56**	**56**

Action 01 Coordination de la politique de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	214 683	221 798	232 178	247 919
Biens et services	128 892	128 892	113 777	121 484
Transferts et subventions	29 050	29 050	24 937	24 438
Investissement	6 893 280	6 530 000	6 689 552	6 921 414
Total	**7 265 905**	**6 909 740**	**7 060 444**	**7 315 255**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Dépense de fonctionnement en terme de biens et services pour la mise en oeuvre des recommandations du CNSA	1 557 670
1.1.4	Prise en charge des salaires	221 798
1.2.2	Réalisation des missions de suivi des organes de gestion de la sécurité alimentaire	21 053
1.3.1	Réalisation des missions de suivi des projets et programmes	9 219
2.1.1	Reconstitution du Stock National de Sécurité	4 000 000
3.1.1	Programme de restructuration marché céréalier	1 100 000
Total		**6 909 740**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.093	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
RECONSTITUTION STOCK NAT. SECURITE		4 000 000	4 300 000	4 000 000	4 256 059	4 437 366
PROGR. RESTRUCT. MARCHE CEREALIER		1 100 000	1 200 000	1 100 000	1 188 210	1 238 827
Total :		**5 100 000**	**5 100 000**	**5 100 000**	**5 444 269**	**5 676 193**

SECTION : 860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère de l'Artisanat et du Tourisme prépare et met en oeuvre la politique nationale dans le domaine de l'Artisanat et du Tourisme.

A ce titre, il est compétent pour:

- l'élaboration et la mise en oeuvre des actions de promotion du secteur de l'Artisanat, notament celle visant à renforcer les capacités des acteurs, à améliorer l'offre et la qualité des produits, à

  moderniser les outils de production et le système de commercialisation;

- l'élaboration et la mise en oeuvre des actions de promotion en vue d'optimiser la contribution du secteur touristique au développement du pays;

- l'élaboration et la mise en oeuvre d'une politique de diversification des sites et produits touristiques;

- la politique de développement régional des métiers de l'art.

I.2 Les contraintes et les défis

Cette partie comprend une analsye des principales contraintes rencontrées et des defis qu'elles posent. Cette analyse porte sur chacun des programmes et globalement sur la mise en oeuvre de la strategie du ministère.

I.2.1 Contraintes

-faible organisation des acteurs professionnels ;

-faible accès des entreprises artisanales et touristiques aux crédits et aux marchés ;

-Insuffisance de Ressources humaines qualifiées;

-Insuffisance de données sur les secteurs (artisanat et tourisme) ;

- Insuffisance d'action de valorisation et de promotion des sites et attraits touristiques.

I.2.2 Défis

-restructuration des chambres de métier et des organisations professionnelles d'artisans conformément au code communautaire de l'Artisanat de l'UEMOA ;

-mise en place d'un système de financement adapté et d'une politique de promotion;

- Développement des compétences;

- Opérationnalisation du système d'information régional sur l'artisanat(SIRA) et mise en place d'un compte satellite du tourisme;

- diversification de l'offre touristique.

I.3 La politique sectorielle

Le document de Politique de Développement de l'Artisanat au Mali et son plan d'Actions 2009-2013, adopté par le Conseil des ministres du 24 mars 2010, a pour objectif général de promouvoir le développement du secteur de l'Artisanat par l'exploitation de ses potentialités, en vue de créer des emplois durables et d'accroître les revenus afin de contribuer à la réduction de la pauvreté. Cinq axes stratégiques ont été définis pour la mise en oeuvre de la politique, à savoir (i) le renforcement du cadre institutionnel et réglementaire du secteur ; (ii) l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des artisans ; (iii) la mise en place de systèmes de financement ; (iv) l'amélioration de l'accès aux marchés et (v) le renforcement du système d'information et des mécanismes d'aide à la décision. Le premier plan d'actions 2009-2013 a fait l'objet d'une évaluation en 2014. Un second plan d'actions 2014-2018 a été adopté par le Conseil des ministres, le 18 mars 2015.

La stratégie nationale pour le développement du Tourisme adoptée en juin 2010 dans le cadre du projet d'appui à la croissance, s'articule autour de huit principaux axes : à savoir (i) le développement de l'offre ; (ii) promotion de la destination ;(iii) tourisme d'affaires ; (iv) systèmes d'information touristiques ; (v) financement du secteur touristique ; (vi) organisation ; (vii) renforcement des compétences ; (viii) : partenariat public-privé.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2013 - 2016**

	Indicateurs	Unité	2013	2014	2015	2016
1	Valeur des exportations de produits artisanaux	en milliards de FC	-	-	4,364	5,054
2	Taux d'évolution des valeurs des exploitaions de produits artisanaux	%	8,13	15,62	53,8	15
3	Recettes Touristitiques (en milliards de FCFA)	en milliards de FC	-	47,264	61,133	-

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 3 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programmes**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Administration Générale	510 987	684 836	494 286	523 858
Promotion du Secteur de l'Artisanat	1 373 104	1 631 668	1 362 918	1 429 628
Promotion du Secteur du Tourisme	484 893	563 439	482 003	500 467
Total :	**2 368 984**	**2 879 943**	**2 339 207**	**2 453 953**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	198 499	460 963	227 137	242 535
Biens et services	578 003	819 393	525 593	561 173
Transferts et subventions	414 366	470 971	433 365	446 832
Investissement	1 178 116	1 128 616	1 153 112	1 203 413
Total :	**2 368 984**	**2 879 943**	**2 339 207**	**2 453 953**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : Administration Générale

Responsable du Programme : le Secrétaire Général du Ministère de l'Artisanat et du Tourisme

a)Présentation stratégique du programme :

Le programme s'occupe de :

- la coordination, l'évaluation, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du département ;
- la gestion des ressources matérielles et financières ;
- le contrôle du système de gestion financière des services du département ;
- la poursuite du processus de décentralisation et de déconcentration au sein du ministère.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme N°1 est bâti autour de (4) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs(i) à la mise en oeuvre des politiques sectorielles (ii) à la gestion efficace des ressources matérielles et financières (iii) à la décentralisation et à la déconcentration au sein du département.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leur progrès enregistré et de projeter des efforts à fournir à court et moyen termes.

Objectif 1: Améliorer la coordination et le suivi évaluation des politiques et stratégies du département.

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux d'exécution des activités du département	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : rapport annuel d'activité

Precision Méthodologique : (nombre d'activités réalisées/nombre d'activités prévues)*100

1.2 Taux de mise en oeuvre du plan d'actions du département	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : rapport annuel d'activité du departement

Precision Méthodologique : (rapport entre le nombre d'actions réalisées et le nombre d'actions programmées)*100

Objectif 2: Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financières.

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux d'exécution du budget d'Etat	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : compte administratif

Precision Méthodologique : (crédit liquidé/crédit notifié)*100]

2.2 Taux de mise en oeuvre du programme de formations	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports de formation

Precision Méthodologique : (Nombre de formations réalisées/nombre de formations programmées)x100

Objectif 3: Impulser le processus de décentralisation et de déconcentration au sein du département

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Taux de mise en oeuvre du plan de transfert des compétences aux CT	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : rapport annuels d'activités CADD

Precision Méthodologique : (nombre d'activités réalisées/nombre d'activités prévues)*100

Objectif 4: Contrôler, assister les services de l'artisanat et du tourisme					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
4.1 Taux de mise en oeuvre du programme annuel de contrôle des structures du departement	%	50	100	100	100
Moyen de Vérification : rapports de missions de contrôle					
Precision Méthodologique : (nombre de missions de contrôle réalisées/nombre de missions de contrôle prévues)*100					
4.2 Taux de réalisation des missions de suivi de la mise en oeuvre des recommandations issues des missions de contrôle du Département	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel de l'Inspection					
Precision Méthodologique : (nombre de missions de suivi réalisées / nombre de missions de suivi prévues)*100]					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	50 000	153 849	57 212	61 090
Biens et services	356 187	456 187	330 689	353 091
Transferts et subventions	54 800	54 800	58 153	58 995
Investissement	50 000	20 000	48 232	50 682
Total :	**510 987**	**684 836**	**494 286**	**523 858**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Coordination et pilotage des politiques des secteurs de l'Artisanat et du Tourisme	125 000	228 453	121 066	128 987
Gestion financière et matérielle	320 000	355 396	312 050	329 558
Processus de décentralisation et de deconcentration	12 166	22 166	11 187	11 944
Contrôle assistance, appui conseil des services de l'Artisanat et du Tourisme	53 821	78 821	49 983	53 369
Total :	**510 987**	**684 836**	**494 286**	**523 858**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
CATEGORIE A		20	20	20
CATEGORIE B		5	5	5
CATEGORIE C		4	4	4
CONTRACTUEL		18	18	18
Total :		**47**	**47**	**47**

Action 01 Coordination et pilotage des politiques des secteurs de l'Artisanat et du Tourisme

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	20 000	83 453	22 884	24 435
Biens et services	100 000	140 000	92 876	99 170
Transferts et subventions	5 000	5 000	5 306	5 382
Total	**125 000**	**228 453**	**121 066**	**128 987**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Pilotage des activités du departement	92 684
1.1.2	Suivi de la mise en oeuvre du plan d'actions du département	52 316
1.1.3	Prise en charge du personnel	83 453
Total		**228 453**

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	30 000	70 396	34 328	36 655
Biens et services	190 200	215 200	176 643	188 608
Transferts et subventions	49 800	49 800	52 847	53 613
Investissement	50 000	20 000	48 232	50 682
Total	**320 000**	**355 396**	**312 050**	**329 558**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Préparation du budget du département	10 000
2.1.2	Exécution et suivi du budget du département	265 000
2.1.3	Prise en charge du personnel	70 396
2.2.1	Mise en oeuvre du programme de formations	10 000
Total		**355 396**

Action 03 Processus de décentralisation et de deconcentration

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	12 166	22 166	11 187	11 944
Total	**12 166**	**22 166**	**11 187**	**11 944**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Mise en oeuvre du plan de transfert des compétences au sein du département	22 166
Total		**22 166**

Action 04 Contrôle assistance, appui conseil des services de l'Artisanat et du Tourisme

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Biens et services	53 821	78 821	49 983	53 369
Total	**53 821**	**78 821**	**49 983**	**53 369**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.1.1	Mise en oeuvre du programme annuel de contrôle des structures du département	50 000
4.2.1	Missions de suivi de la mise en oeuvre des recommandations issues des contrôles des services	28 821
Total		**78 821**

Le Programme : Promotion du Secteur de l'Artisanat

Responsable du Programme : le Directeur National de l'Artisanat

a).Présentation stratégique du programme :

Le programme vise à améliorer les performances des entreprises artisanales à travers le renforcement des capacités des acteurs et de leurs organisations, la modernisation des outils de production, l'amélioration de la qualité et la mise en marche des produits artisanaux.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

La mise en oeuvre du programme « promotion du secteur de l'Artisanat » vise cinq objectifs spécifiques assortis d'indicateurs de performance et qui se présentent comme suit :

Objectif 1: Améliorer l'environnement institutionnel, réglementaire et organisationnel du secteur de l'artisanat

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Taux de couverture des Cercles en services locaux de l'Artisanat	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport annuel d'activités					
Precision Méthodologique : (le nombre de Cercle couverts /le nombre de Cercle prévus (10)*100]					
1.2 Pourcentage de mis en oeuvre des textes conformément au Code Communautaire de l'UEMOA.	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport d'activités DNA					
Precision Méthodologique : (le nombre de textes mise en oeuvre sur le nombre de textes prévus)*100					
1.3 Taux de mise en oeuvre du programme d'activité des Chambres de Métiers et OPA	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport Annuel d'activités					
Precision Méthodologique : (nombre d'activités réalisées/nombre d'activités programmées)*100					
1.4 Taux de réalisation des missions de sensibilisation et d'information sur le secteur de l'Artisanat	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport d'activités					
Precision Méthodologique : (nombre de missions de sensibilisation et d'information réalisés / nombre de missions prévues)*100					

Objectif 2: Accroître la productivité et la compétitivité des entreprises artisanales

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux de mise en oeuvre du programme de renforcement des capacités des acteurs du secteur de l'Artisanat	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport de formation					
Precision Méthodologique : (le nombre de formation réalisées sur nombre de formations prévues de l'année n)*100]					

Objectif 3: Assurer la promotion commerciale des produits artisanaux					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
3.1 Taux de participations aux manifestations commerciale et promotionnelle de l'Artisanat	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : rapport de mission
Precision Méthodologique : (le nombre de participation aux manifestations sur le nombre de manifestations commerciales et promotionnelles programmées)*100

Objectif 4: Développer le système d'information performant sur l'artisanat					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
4.1 Taux de réalisation des activités du SIRA	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : rapport d'activités
Precision Méthodologique : (nombre d'activités réalisées/nombre d'activités prévues)*100

Objectif 5: Développer le secteur de l'artisanat textile					
Indicateurs	**Unité**	**En cours**	**Cibles**		
		2017	**2018**	**2019**	**2020**
5.1 Taux de mise en oeuvre des programmes de renforcement des capacités des acteurs de l'Artisanat Textile.	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : rapport d'activités
Precision Méthodologique : (nombre d'activités réalisées sur le nombre d'activités prévus)*100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Personnel	148 499	288 626	169 925	181 445
Biens et services	116 231	138 935	94 181	100 549
Transferts et subventions	196 828	264 561	202 515	212 638
Investissement	911 546	939 546	896 297	934 996
Total :	**1 373 104**	**1 631 668**	**1 362 918**	**1 429 628**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par actions

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
Developpement et Promotion du secteur de l'artisanat	1 373 104	1 631 668	1 362 918	1 429 628
Total :	**1 373 104**	**1 631 668**	**1 362 918**	**1 429 628**

Tableau 3 : Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
CATEGORIE A	14	31	0	0
CATEGORIE B	4			
CATEGORIE B1		1	1	1
CATEGORIE B2		12	12	12
CATEGORIE C	4	4	4	4
CONTRACTUEL	90	119	0	0
Total :	**112**	**167**	**17**	**17**

Action 01 Developpement et Promotion du secteur de l'artisanat

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel	148 499	288 626	169 925	181 445
Biens et services	116 231	138 935	94 181	100 549
Transferts et subventions	196 828	264 561	202 515	212 638
Investissement	911 546	939 546	896 297	934 996
Total	**1 373 104**	**1 631 668**	**1 362 918**	**1 429 628**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Couverture des Cercles en services locaux de l'Artisanat	35 789
1.1.2	Entretien des batiments(renovation) DRPA Ségou	2 000
1.1.3	Entretien des batiments(renovation) DRPA Mopti	2 000
1.1.4	Entretien des batiments(renovation) DRPA Taoudeni	3 000
1.1.5	Entretien des batiments(renovation) DRPA Menaka	2 000
1.1.6	Entretien des batiments(renovation) DRPA Bamako	2 000
1.1.7	Entretien des batiments(renovation) DRPA Kayes	2 000
1.1.8	Entretien des batiments(renovation) DRPA Koulikoro	2 046
1.1.9	Entretien des batiments(renovation) DRPA Sikasso	2 000
1.1.10	Entretien des batiments(renovation) DRPA Tombouctou	2 000
1.1.11	Entretien des batiments(renovation) DRPA Gao	3 000
1.1.12	Entretien des batiments(renovation) DRPA Kidal	2 500
1.1.13	Extension/Aménagement siège de l'APCMM	200 000
1.2.1	Elaboration, adoption et validation des textes conformément au Code de l'UEMOA	12 632
1.3.1	La mise en place des chambres de métiers et des OPA	101 221
1.4.1	Organisation d'une journée nationale de l'Artisanat	15 000
1.4.5	Prise en charge du personnel	288 626
1.4.6	Mise en oeuvre du programme de renforcement de capacité de l'Assemblée Permanente des Chambres de Metiers du Mali.	49 680
2.1.1	organisation des sessions de formations, de voyage d'études	25 000
3.1.1	Organisation et/ou participation aux manifestations de promotion artisanales	69 885
3.1.2	Construction villages artisanaux	500 000
4.1.1	Actualisation et diffusion des données statistiques sur les ventes et les exportations	14 309
5.1.2	application de la démarche qualité	49 800
5.1.3	Etudes et recherches	15 000
5.1.4	Construction siège CDAT	200 000
5.1.5	Prise en charge du Personnel CDAT	30 180
Total		**1 631 668**

Le Programme : Promotion du Secteur du Tourisme

Responsable du Programme : le Directeur National du Tourisme et de l'Hôtellerie DNTH

a).Présentation stratégique du programme :

Le programme vise principalement à développer et à promouvoir l'activité touristique au Mali.

b).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

La mise en oeuvre du programme « promotion du secteur du tourisme» vise cinq objectifs spécifiques assortis d'indicateurs de performance et qui se présentent comme suit :

Objectif 1: Développer et diversifier une offre compétitive et attractive.

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
1.1 Nombre de sites touristiques répertoriés	Nbre	-	20	20	50

Moyen de Vérification : Répertoire des sites touristiques, rapport d'activités DNTH

Precision Méthodologique : Dénombrement

Objectif 2: Promouvoir la destination Mali

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
2.1 Taux de mise en oeuvre du programme d'activités de l'APTM	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités APTM

Precision Méthodologique : (nombre d'activités réalisées /le nombre d'activités programmées)*100

Objectif 3: Améliorer les dispositifs de collecte, de traitement, et de diffusion des données et prévisions relatives à l'activité touristique

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
3.1 Taux d'exécution des enquêtes	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'enquêtes

Precision Méthodologique : (nombre d'enquêtes réalisées / le nombre d'enquêtes prévues) X 100

3.2 le taux d'évolution des indicateurs de bases à renseigner	%	-	50	25	25

Moyen de Vérification : Rapport annuel sur le secteur du tourisme au Mali

Precision Méthodologique : (le nombre d'informations collectées et traitées de l'année N moins (-) le nombre d'informations collectées et traitées de l'année N-1/le nombre d'informations collectées et traitées de `année N-1)*100

Objectif 4: Améliorer l'environnement institutionnel, réglementaire et organisationnel du secteur du tourisme.

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
4.1 Nombre de textes législatifs et réglementaires élaborés	Nbre	-	2	2	2

Moyen de Vérification : Rapport d'activités

Precision Méthodologique : Dénombrement

4.2 Nombre de conférences thématiques organisées.	Nbre	-	2	2	2

Moyen de Vérification : rapport d'activités DNTH

Precision Méthodologique : Dénombrement.

Objectif 5: renforcer les capacités des acteurs intervenant dans le domaine du tourisme

Indicateurs	Unité	En cours	Cibles		
		2017	2018	2019	2020
5.1 Taux de réalisation des sessions de formations sur le secteur du tourisme	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités DNTH

Precision Méthodologique : (nombre de sessions de formations organisées/nombre de sessions de formations prévues)*100

5.2 Taux de réalisation de voyages d'études	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités

Precision Méthodologique : (Nombre de voyages d'études effectués/nombre de voyages d'études prévus)*100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel		18 488	0	0
Biens et services	105 585	224 271	100 723	107 533
Transferts et subventions	162 738	151 610	172 697	175 199
Investissement	216 570	169 070	208 583	217 735
Total :	**484 893**	**563 439**	**482 003**	**500 467**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par actions**

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Developpement et Promotion du tourisme	484 893	563 439	482 003	500 467
Total :	**484 893**	**563 439**	**482 003**	**500 467**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2017	2018	2019	2020
CATEGORIE A	33	16	16	16
CATEGORIE B	26			
CATEGORIE B1		4	4	4
CATEGORIE B2		11	11	11
CATEGORIE C	4	3	3	3
CONTRACTUEL	48	17	17	17
Total :	**111**	**51**	**51**	**51**

Action 01 Developpement et Promotion du tourisme

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

Désignation	Budget	Prévisions		
	2017	2018	2019	2020
Personnel		18 488	0	0
Biens et services	105 585	224 271	100 723	107 533
Transferts et subventions	162 738	151 610	172 697	175 199
Investissement	216 570	169 070	208 583	217 735
Total	**484 893**	**563 439**	**482 003**	**500 467**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Organisation des visites de sites touristiques à l'intérieur du Mali	90 871
1.1.2	Entretien des batiments(renovation) DRTH Mopti	2 000
1.1.3	Entretien des batiments(renovation) DRTH Taoudeni	3 000
1.1.4	Entretien des batiments(renovation) DRTH Menaka	2 000
1.1.5	Entretien des batiments(renovation) DRTH Bamako	1 500
1.1.6	Entretien des batiments(renovation) DRTH Kayes	2 000
1.1.7	Entretien des batiments(renovation) DRTH Koulikoro	1 000
1.1.8	Entretien des batiments(renovation) DRTH Tombouctou	3 000
1.1.9	Entretien des batiments(renovation) DRTH Gao	3 000
1.1.10	Entretien des batiments(renovation) DRTH Kidal	1 570
1.1.11	Fléchage,aménagement des sites touristiques	150 000
1.1.12	prise en charge du personnel	18 488
2.1.1	mise en oeuvre du programme d'activités de l'APTM.	33 260
2.1.2	Prise en charge du personnel APTM	118 350
3.1.1	Réalisation d'enquêtes de satisfaction de visiteurs	20 000
4.1.1	Elaboration des textes législatifs et réglementaires	15 000
4.2.1	Organisation de conference thématique sur la problématique de developpement du Tourisme au Mali	19 000
5.1.1	réalisation des sessions de formations sur le secteur du tourisme	36 400
5.1.2	Organisation de voyages d'études	39 000
5.2.1	Organisation de conférences thématiques sur la problématique de développement du tourisme au Mali.	4 000
Total		**563 439**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.050	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
CONSTRUCTION VILLAGES ARTISANAUX		500 000	370 000	500 000	366 755	382 378
REHAB. EQUIPEM. CENTRE DVPT ARTISANAT TEXTILE		200 000	100 000	200 000	92 795	96 748
EXTENSION /AMENAGEMENT SIEGE APCCM		200 000	400 000	200 000	396 491	413 381
Total :		**900 000**	**900 000**	**900 000**	**856 041**	**892 507**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2018**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
2.051	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
FLECH. AMENG. CIRCUIT TOURISME PHASEII		150 000	150 000	150 000	140 213	146 185
Total :		**150 000**	**150 000**	**150 000**	**140 213**	**146 185**